







# TRAITÉS PUBLICS

DE L

## ROYALE MAISON DE SAVOIE

AVEC LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES

DEPLIS

## LA PAIX DE CHATEAU-CAMBRESIS

JUSQU'À NOS JOURS

PU BLIE

PAR ORDRE DU ROI

.

# TRAITÉS PUBLICS

DE L

## ROYALE MAISON DE SAVOIE

AVEC LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES

DEPUIS

## LA PAIX DE CHATEAU-CAMBRESIS

JUSQU'À NOS JOURS

PUBLIÉS

## PAR ORDER DU ROI

TOME VII

PRÉSENTÉ A S. M.

#### PAR LE CHEVALIER

PRÉSIDENT DE CONSEIL DES MINISTRES

ET PRÉMIER SPORÉTAGE D'ÉTAT POER LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ETC.





TUREN

NPRIMERIE J. FAVALE ET COMP.

MINOCOLII.

Pour faciliter les recherches, on a inséré à la tiu de ce volunue un index, par ordre alphabétique des Puissances, renfermant un sommaire analytique des diverses matières contenues dans le Recueil général.

La date des ratifications, et de l'échange qui en a été effectué, a été indiquée à la suite de chaque document.

La date des ratifications, lorsqu'il n'y a pas d'autre désignation, se réfère toujours à l'acte par lequel S. M. le Boi de Sardaigne a ratifié.

SIRE.

ai l'honneur d'offrir à Votre Majesté le VII volume de la Collection des Traités publics de la Royale Maison de Savoie avec les Puissances étrangères; ce volume content toutes les Conventions que la Sardaigne a conclues avec les Nations des deux continents, depuis 1844 jusqu'à ce jour; le plus grand nombre a pour objet des transactions commerciales.

Il est généralement reconnu que les questions poliiques, sont étroitement liées aux questions commerciales et que les intérêts d'ordre supérieur suivent presqu'invariablement la voie qui leur a été ouverte par les intérêts économiques; aussi les questions de commerce ontelles acquis, dans ces derniers temps, une importance telle que les soins et les efforts des hommes d'État les plus éclairés ont constamment tendu à créer et à multiplier les relations commerciales; c'est ainsi qu'ils se sont appliqués à resserrer les liens qui unissent les Nations entre elles, en introduisant à l'intérieur une sagé législation douanière, en établissant de rapides et nombreuses communications et en stipulant, avec les Puissances étrangères, des Traités de commerce et de navigation, sur des bases aussi sages que libérales.

C'est aussi dans cette pensée que Votre Majesté, dont I'honneur est d'avoir conservé intactes les libertés politiques accordées par son illustre Père, a voulu y ajouter la gloire d'avoir assuré à son Pays la liberté du commerce et le développement de l'industrie, ces deux sonrces de la richesse et de la prospérité des Nations.

Le Gouvernement de Votre Majesté se félicite d'être parvenu, avec l'appui du Parlement, à aplanir bien des obstacles qui ont entravé trop longtemps les relatious commerciales de la Sardaigne avec les autres Pays.

L'abolition des droits différentiels, la réduction des tarisé dont l'expérience vient de démontrer les premiers avantages, la liberté du commerce direct et indirect, tels sont les principes qui ont servi de base à ces nombreux Traités, et qui font, de notre législation commerciale, un des systèmes les plus libéraux de l'Europe.

Le commerce national, libre désormais des entraves qui génaient son entier développement, et placé sur une échelle plus étendue, prend déjà de plus vastes proportions; toutes les mers vout lui être ouvertes, et l'activité toujours croissante des transactions fonde la juste confiance que notre Pays aura bientôt atteint ce degré de prospérité qui est l'objet constant des vœux ardents et des efforts soutenus de Votre Majesté.

C'est dans cette espérauce que j'ai l'honneur d'offrir à Votre Majesté ce nouveau recueil, en la priant d'agréer l'hommage des sentiments de l'inaltérable dévouement et du profond respect avec lesquels je suis

Sire

De Votre Majesté

Turin, Septembre 1852.

Le très humble, très obéissant et très fidèle Serviteur AZEGLIO.

. . \_

# TRAITÉS PUBLICS

DE LA

## ROYALE MAISON DE SAVOIE

DEPUIS

## LA PAIX DE CHATEAU-CAMBRESIS

JUSOU'A NOS JOURS

ı.

1844, 14 mars.

VIENNE.

Convention postale entre la Sardaigne et l'Autriche.

I.

Les deux Gouvernements se feront transmettre réciproquement les correspondances de leurs propres territoires et celles des pays étrangers destinées aux deux Etats, inmuédiatement par leurs bureaux de poste et au moyen des cours qui offriront le plus de célérité. Les Postes des deux États communiqueront ensemble pour l'échange mutuel des correspondances, par les points-frontière suivants: Intra, Arone. Novare, Vigerano et St-Martin Siccomario', du côté des États Sardes; Laveno, Sesto-Galende, Magenta, Abbiateerasso et Pavie, du côté de l'Autriche.

Entre Arone et Sesto-Calende, Novare et Magenta, St-Martin Siccomario et Pavie, l'échange des correspondances sera journalier. Mais entre Intra et Laveno et entre Vigevano et Abbiategrasso, il n'y aura d'abord que trois communications par semaine. Les deux Offices détermineront entr'eux les jours et les heures de ces communications.

#### Ш.

La dépense du transport des dépêches entre Intra et Laveno et entre Vigevano et Abbiategrasso, sera supportée moitié chacun par les deux Offices.

## IV.

L'Office impérial, dont les malles-postes arrivent à Arone et à Novare, enverra à ses frais ses dépèches dans ces deux villes, et en transportera, aussi à ses frais, les dépèches sardes à Sesto-Calende et à Magenta.

Les stipulations des deux Conventions du 14 mars 1832 et du 20 juin 1839, pour régler le service des courriers autrichiens jusqu'à Arone et à Novare, sont maintennes en tant qu'il n'y est point dérogé par la présente Convention.

## V,

I.'Office sarde continuera à envoyer à Pavie, à ses frais, ses propres dépêches aux postes impériales, qui continueront de leur côté à remettre les leurs à Casteggio à leurs frais, ainsi que celles de St-Martin Siccomario pour les bureaux sardes avec lesquels il sera en correspondance.

Dans le cas où, le passage du Poà Mezzana-Corte devenant impraticable, il serait impossible d'y faire passer les dépèches, l'Office impérial les fera parvenir au relai piémontais à Broni, et les postes sardes les enverront à Pavie par la même voie.

VI

L'Office sarde conserve la faculté de faire arriver ses mallespostes à Pavie. S'il s'en prévaut, il assumera le transport des dépêches autrichiennes de Pavie a Casteggio, maintenant à la charge de l'Office impérial.

Cette dernière obligation cessera même plutôt, si l'Office sarde peut charger l'entreprise de la diligence de Gênes (vettura corriera) à laquelle est confié le transport de ses dépêches jusqu'à Pavie, de celui des dépêches autrichiennes de cette ville à Casteggio.

VII.

Les bureaux chargés d'opérer l'échange des correspondances seront :

du côté de la Sardaigne, ceux de

Intra, Arone, Novare, Turin, Vigevano, Saint Martin Siccomario, Casteggio, Voguère, Tortone, Alexandrie et Gênes;

et du côté de l'Autriche, ceux de

Laveno, Sesto-Calende, Magenta, Milan, Abbiategrasso et Pavie. Les rapports de ces bureaux entr'eux, la manière dont ils devront former leurs dépèches et les correspondances qu'ils devront y comprendre, seront règlés par les deux Offices.

Le nombre de ces bureaux sera augmenté ou diminué selon les convenances du service.

Les prix stipulés par la présente Convention pour la livraison des correspondances des deux territoires, et pour le port de transit ou à titre de remboursement de celles des pays, ou pour des pays respectivement plus éloignés, sont convenus par chaque poids net ternte grammes de lettres tant ordinaires que chargées, à l'exception, quant à ces dernières, du cas préva à l'article 26, et en francs et centinnes identiques aux livres nonvelles de Piémont et à leurs centinnes.

Ces prix scront réduits, dans tous les cas, au tiers pour les échantillons de marchandises, lorsqu'ils seront expédiés de manière à être facilment reconnus.

Les prix stipulés pour les imprimés s'entendent toujours pour ceux de toute nature, sous bandes, et sont applicables à chaque feuille.

#### IX.

Dès l'entrée en vigueur de cette Couvention, il sera facultatif de ne point affranchir du tont, on d'affranchir jusqu'à destination les lettres ordinaries ou chargées, et les échantillons de marchandises, entre les États sardes, d'un côté, et de l'autre l'Empire d'Autriche et les neuf villes suivantes, où existent des bureaux de poste impériaux, savoir:

Gracovie et Belgrade, sur les frontières de Pologue et de Servie; bukarest en Valachie; Botutschany, Jassy et Galacz en Moldavie; Constantinople, Séres et Salonique dans la Turquie d'Europe. Pour ces trois dernières, seulement tant qu'elles seront acheminées par la voie de Belgrade.

On exigera néanmoins de part et d'autre un droit spécial pour les lettres chargées, quand même elles ne seraient pas affranchies.

L'affranchissement jusqu'aux frontières respectives est supprimé, excepté à l'égard des imprimés, pour lesquels il sera obligatoire.

Le public des deux pays pourra affranchir jusqu'à l'extrême

frontière du territoire opposé les lettres destinées pour les pays plus éloignés.

## Χ.

Les imprimés affranchis pour le territoire de leur origine, seront réciproquement échangés exempts de tout prix. Geux qui n'auront point été affranchis jusqu'aux frontières seront considérés comme échantillons de marchandises, et traités comme tels.

En tout cas ils pourront être assujettis, dans le territoire opposé, aux lois et règlements en vigueur pour les imprimés non nationaux.

## XI.

Les correspondances non affranchies des deux États et des deux villes de Cracovie et de Belgrade seront échangées par les deux Offices entr'eux à des prix établis à raison de la distance parcourue, d'après les règles déterminées ci-après aux articles 12 et 13; par cette disposition elacun des deux territoires est divisé en sections, qui serviront à classer l'origine des correspondances.

## XII.

Pour les États de S. M. le Roi de Sardaigne,

La première section comprénd les pays situés le long de la frontière des deux États, jusqu'à la distance de trente-sept kilomètres neuf luctomètres, ou quinze milles de Piémont, de 45 au degré, en ligne droite des confins;

La deuxième section est formée par une zône d'égale largeur jusqu'à la distance de soixante-quinze kilomètres et huit hectomètres, ou trente milles de Piémont, aussi en ligne droite, de la frontière;

La troisième et dernière section contient tour le reste des États du Roi, à partir de trente milles de Piémont des limites et au delà, l'île de Sardaigne comprise. Pour les États de S. M. l'Empereur d'Autriche,

La première section sera de vingt milles d'Autriche, de 15 au degré, de largeur, en ligne droite à partir des frontières de l'Empire;

La deuxième section comprendra tout le reste des États de S. M. l'Empereur. Seront assimilées à cette deuxième section les deux villes de Cracovie et de Belgrade.

Pour faciliter les rapports entre les deux États, le Gouvermei impérial conseut à établir, en outre, un rayon-frontière de cinq milles de largeur à partir des confins, qui sera pris sur la première section.

#### XIV.

Une liste nominative des bureanx de poste respectifs, avec l'indication des sections auxquelles ils appartiennent, d'après les subdivisions établies aux articles précédents 12 et 13, sera échangée entre les deux Offices.

Ils s'informeront mutuellement, par la suite, des suppressions et des créations de bureaux qui modifieraient ces nomenclatures.

#### XV.

Les lettres des États sardes, non affranchies, destinées pour la Monarchie autrichienne, ainsi que pour les deux villes de Cracovie et de Belgrade, seront payées par l'Office impérial à l'Office sarde, savoir :

quarante centimes celles de la première section; un franc celles de la seconde, et

un franc et vingt centimes celles de la troisième et dernière. Ces mêmes prix seront aussi payés pur l'Office impérial pour les lettres de son territoire et des deux villes ci-dessus, affranchies jusqu'à destination des États du Roi, selon la section où elles sont adressées. Les lettres pour les États Surdes, non affranchies, transmises par l'Office impérial, lui seront payées par l'Office sarde, savoir;

quarante centimes celles du rayon-frontière :

un franc celles de la première section, le rayon-frontière excepté, et deux francs celles de la deuxième et dernière section, y compris les lettres de Cracovie et de Belgrade.

Ces trois prix seront aussi payés à l'Office impérial par celui de Sardaigne, pour ses propres lettres affranchies jusqu'à destination de l'Empire d'Autriche et des deux villes susdites, selon le lieu où elles sont adressées.

### XVII.

Pour le port intérieur on taxera les lettres, qui arriveront non affranchies, ou qui partent avec affranchissement, d'après les tarifs en vigueur, à l'exception des lettres du et pour le rayon-frontière en Autriche, pour lesquelles l'Ofice impérial ne percevra que trois kreutter par lettre simple jusqu'à la distance de cinq milles d'Autriche, à partir des points-frontière par lesquels-a lieu l'échange de ces lettres.

Quant au port sur le territoire opposé, dont chaque Office devra tenir compte à l'autre, il n'exigera de son public, par lettre simple, que le quart des prix fixés aux articles 15 et 16.

Désirant favoriser toujours plus les rapports de bon voisinage, le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne exempters du druid de frontière, de dix centimes par lettre, dont les correspondances étrangères ou destinées à l'étranger sont frappées sur son territoire, d'après les lois en vigueur, les lettres qui seront échangées entre les deux État.

## XVIII.

Les correspondances des Etats Sardes pour les pays plus éloignés que l'Empire d'Autriche, seront transmises par l'Office sarde exemptes de tout prix de port à l'Office impérial. Sont toutefois exceptées les lettres pour les neuf villes indiquées à l'article 9.

Les imprimés aussi des États Sardes pour des pays situés au delà de la Monarchie autrichienne, sans distinction, seront remis à l'Office impérial exempts de tout prix de port.

## XIX.

Les correspondances, imprimés y compris, de l'Empire d'Autriche pour des pays siués au delà du royaume de Sardaigne, seront transmises à l'Office sarde par l'Office autrichien exemptes de tout prix de port, à l'exception de celles destinées pour la France et l'Algérie. ainsi que pour l'Espagne, le Portugal et Gibraltar, à l'égard desquelles des conditions différentes sont stipulées par la présente Convention.

#### XX.

L'Office sarde percevra de l'Office impérial, pour le port de transit des lettres des pays au delà de son territoire destinées pour l'Empire d'Autriche, les prix suivants:

quarante centimes pour celles venant de la Suisse, et un franc quarante centimes pour celles qui arrivent dans le Royaume de Sardaigne par ses frontières vers la France et la Toscane.

Le inème prix d'un franc quarante centimes sera payé par l'Office impérial pour le port sarde des lettres de la Monarchie aurrichieme affruchies jusqu'à destination de la France et de l'Algérie, et de celles adressées en Espague, en Portugal et à Gibraltar, indépendamment du port dont on doit tenir compte aux Postes de France.

## IZZ

Par réciprocité, l'Office sarde payera à l'Office impérial, pour le port de trausit des lettres étrangères à l'Autriche destinées pour les États de S. M. le Roi de Sardaigne, les prix ci-après:

- 1.º Quarante centimes pour les lettres des différents Cantons de la Suisse, sans distinction;
- Quatre-vingt centimes pour celles entrant sur le territoire antrichien par sa frontière vers les États de l'Eglise et de Modène;
  - 3.º Deux francs pour les lettres qui parviendront dans l'Empire d'Antriche par toutes ses autres frontières.

## XXII.

Si les tarifs en vigueur dans les deux États pour les lettres circulant à l'intérieur venaient à être abaissés, on rédnira proportionnellement des deux côtés tant les prix sipulés pour la livraison des correspondances des deux territoires, par les articles 15 et 16, que ceux de port de transit des lettres étrangères aux deux pays, fixés aux articles 20 et 21.

A cet effet, les deux Offices s'informeront mutuellement, le cas échéant, de ces variations dans leurs tarifs.

## XXIII.

Le prix de port de transit des imprimés soit des pays étrangers aux deux États, soit de leurs propres territoires, destinés à des États étrangers, est fixé à cinq centimes à l'avantage de chacun des deux Offices.

## XXIV.

En sus des prix de transit qui leur sont attribués par les articles 20, 21 et 23, les deux Offices répéteront l'un de l'autre leurs débours envers les Postes tierces dont ils réçoivent, ou auxquelles ils transmettent les correspondances et imprimés de leurs propres pays on étrangers à leurs deux territoires, destinés à des États respectivement plus éloignés. L'Office sarde recevra d'une part les lettres de l'Empire d'Auriche, non affranchies, pour la France et l'Algérie, grevées du prix originaire autrichien, convenu à un franc soixante centimes, pour le porter à la charge des Postes françaises, et recevra d'autre part de ces Postes les lettres de la France et de l'Algérie pour l'Empire d'Autriche, non affranchies, grevées du prix originaire français de deux francs, aiusi convenu, dont il débitera l'Office impérial.

## XXVI.

Les Postes autrichiennes payeront à l'Office sarde le prix de deux francs pour le port français des lettres ordinaires des États autrichiens affranchies jusqu'à destination de la France et de l'Algérie, et elles lui payeront quatre francs pour les lettres chargées.

Viceversa, sur le compte que les Postes françaises lui en tiendront, l'Office sarde payera à l'Office impérial le prix convenu d'un franc soixante centimes pour son port des lettres qui seront affrauchies en France et dans l'Algérie jusqu'à destination de l'Empire d'Autriche.

## XXVII.

Par suite de l'obligation contractée par le Gouvernement impénial envers la France, de lui remettre les imprimés des États de l'Empereur pour la France et l'Algérie exempts de tout prix, l'Office autrichieu en payera le transit à travers les États sardes, en conformité de ce qui est stipulé par l'article 23 de extre convention, et l'Office de Sardaigne ne le demandera pas aux Postes françaises.

## XXVIII.

Le port à travers la France des lettres qui seront échangées entre les États de l'Empereur d'un-côté, et l'Espagne, le Portugal et Gibraltar de l'autre, sera payé à l'Office sarde par celui d'Autriche à raison de deux francs, prix convenu entr'eux par les Gouvernements impérial et français.

Pour les imprimés que les mêmes pays s'expédieront aussi entr'eux, l'Office impérial en remboursera aussi le port à travers la France, à l'Office sarde, à raison de cinq centimes.

#### XXIX

Quant aux lettres de la France et de l'Algérie pour les Légations et les Marches pontificales, qui seront alfranchies jusqu'à la frontière autrichienne vers les États de l'Église et de Modène, l'Office sarde, sur le compte qui lui en sera tenu par la France, allouera à l'Office impérial le prix de quatre-vingt centimes pour son port de transit en Lombardie.

## XXX.

Les lettres non affranchies des États sardes pour les sept villes des Frincipautés du Drunbe et de la Turquie d'Europe nommées à l'article 9, seront respectivement payées à l'Office de Sardaigne par l'Office impérial, quarante centimes, un franc, et un franc vingt centimes, selon la section dont elles proviennent.

A son tour l'Office autrichieu créditera de ces mêmes prix les Postes sardes pour les lettres des sept villes ci-dessus, afinanchies jusqu'à destination des États du Roi, aussi, respectivement, selon qu'elles seront adressées dans l'une on l'autre de leurs trois sections.

## XXXI.

Pour les correspondances non affranchies de ces mêmes sept villes destinées pour les États du Roi, l'Office sarde payera à l'Office impérial pour ses ports, tant à l'étranger que sur son territoire:

trois francs vingt centimes les lettres de Bukarest, Botutschany, Jassy et Galacz, et quatre francs celles de Constantinople, Séres et Salonique.

L'Office sarde allouera également aux Postes impériales le prix des l'actives francs ving centimes pour les lettres affranchies dans les États du Roi jusqu'à destination des quatres premières villes cidessus, et celui de quatre francs pour celles affranchies pour les trois autres.

## XXXII.

Les lettres des pays nommés plus bas, destinées pour les États an delà de l'Empire d'Autriche, seront payées à l'Office sarde par l'Office impérial, savoir:

- 1.º Celles des Cantons suisses, quarante centimes (port sarde);
- 2.º Celles du Royanme-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, un franc quarante centimes (port sarde);

3.º Celles de l'Espagne, du Portugal, de Gibraltar et d'outre-mer, et celles de la France et de l'Algérie, non affranchies, trois francs quarante centimes (ports français et sarde réunis).

Les imprimés de toutes les origines au delà des États sardes pour des destinations plus foligiées que les États autrichiens, seront payés aux Postes sardes par l'Office impérial cinq centimes (port sarde), à l'exception de evac du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, de l'Espagne, du Portugal, de Gibraltar et d'outre-mer, qui seront payés dix centimes (ports francais et sarderéunis).

#### XXXIII.

Pour les lettres d'origine non antrichienne à destination de l'Espagne, du Portugal et de Gibraltar, l'Office impériul payera le port à travers les États sardes et celui sur le territoire français, ensemble, trois francs quarante centimes.

Les deux ports sarde et français (dix centimes) seront pareillement payés par l'Office autrichien pour les imprimés venant d'origines plus éloignées que les États de l'Empereur, et destinés dans les pays indiqués an paragraphe précédent. Les prix de transit stipulés à l'avantage de l'Office impérial pour les correspondances et les imprimés des pays situés au delà de la Monarchie autrichienne et destinés pour les États de S. M. le Roi de Sardaigne, lui seront aussi payés par l'Office sarde pour les crespondances et les imprimésorgianiers de ces même pays a correspondances et les imprimésorgianiers de ces même pays a corau delà du royanme de Sardaigne, à l'exception de ceux destinés pour l'Espage, le Portugal et Gibraltar.

Ne sont pas comprises dans cette disposition les lettres et les imprimés des neuf villes nommées à l'article 9.

## XXXV.

Pour les lettres destinées dans les pays respectivement plus éloignés, qui seront affranchies dans chacun des deux États jusqu'à l'extréme frontière du pays opposé, les deux Offices se payeront nutuellement les prix déterminés en leur faveur pour le port des correspondances provenant de ces mêmes pays au delà de leurs deux territoires.

#### XXXVI.

Les correspondances, ainsi que les imprimés, adressées à des destinataires ayant changé de résidence, seront livrées de part et d'autre d'après les positions et les règles suivantes:

- Celles qui sont affranchies pour un point quelconque du territoire qu'elles devrout laisser, seront remises exemptes de tout prix de port;
- 2.º Celles des deux territoires non affranchies seront pesées avec les lettres de leur section respective;
- 3.º Celles du territoire opposé, ou étrangères parvenues par son intermédiaire, qui doivent y être renvoyées, seront restituées aux mêmes conditions auxquelles les deux Offices les ont mutuellement reçues;
  - 4.º Celles étrangères aux deux États s'expédieront des deux

côtés avec les correspondances ordinaires des pays dont elles proviennent ;

5.º Celles d'États étrangers ne transitant pas habituellement par l'un des deux territoires, et pour lesquelles il n'existe aucune condition entre les deux Offlices, seront réceproquement transmises comme si elles étaient originaires du point-frontière par lequel elles sont entrées, et classées d'après la section à laquelle appartient ce point-frontière, comme au n.º 2 ci-dessus;

6.º Celles des pays étrangers aux deux États pourront être, en outre, grevées des droits réclamés par les postes de pays tiers.

## XXXVII.

Les correspondances et les imprimés que les bureaux respectifs pourraient s'adresser par erreur, seront renvoyées, par retour decourrier, aux bureaux qui les out expédiées, ou à tel autre bureau du même territoire dont l'intermédiaire pourrait en faciliter l'arrivée à leur destination.

Si leur réception irrégulière expose le bureau qui doit les renvoyer à être débité de quelque droit, il en demandera le dégrèvement à celui auquel il expédie ces correspondances mal dirigées.

#### XXXVIII.

Les deux Offices se fenverront une fois par mois les lettres tant ordinaires que chargées, les échantillons de marchandises et les imprimes originairement transais de l'un à l'autre, non retirés par les destinataires soit des deux territoires, soit des pays étrangers. Au dos de ces objets, restes saus placement dans le ressort des deux Administrations, sera énoncée la cause qui a notivé leur classement dans les rebuts.

Leur transmission à l'autre Office donne droit à celui qui l'effectue d'être rembonrsé des prix dont il avaît été débité en les recevant.

Les lettres contenant des billets de loteries, dont le débit est prohibé, pourront être rendues avec les rebuts, quoiqu'elles aient été ouvertes par les destinataires. Les correspondances des deux Souverains et des Membres de Leurs Augustes Familles entr'eux seront livrées de part et d'autre exemptes de tout prix de nort.

Les lettres des particuliers pour le Souverain de l'autre État doivent être aftranchies jusqu'à destination.

#### XL

Seront livrées des deux côtés hors de tout poids, et ne devront être taxées que du port territorial revenant à l'Office de destination, d'après les règlements qui fixent les franchises de poste dans chacun des deux pays:

1.º La correspondance que les deux Gouvernements adresseront à leurs Légations par l'intermédiaire, pour la Sardaigne, du Ministère des affaires étrangères, et, pour l'Antriche, de la Chancellerie intime de Cour et d'État;

2.º La correspondance que des autorités ou des fonctionnaires jouissant de la franchise postale sur leur territoire adresseront, dans la forme officielle prescrite, anx autorités ou aux fonctionnaires du pays opposé.

Les lettres qui seront expédiées des deux États aux autorités on aux fonctionnaires du pays opposé, par eeux qui n'ont pas de franchise postale sur leur territoire, ainsi que les lettres des particuliers adressées aux autorités ou fonctionnaires dans le pays opposé, devront être affranchés jusqu'à destination.

## XLL

On échangera mutuellement hors de tout compte la correspondance postale entre les deux Administrations, et entre l'Office sarde et la Direction des l'Ostes à Milan.

Les réclamations (Currentale) que les bureaux des deux territoires s'adresseront mutuellement pour s'informer du sort des lettres chargées, seront livrées de part et d'autre exemptes de tout prix de port. Les Poates sardes renverront, en outre, gratuitement aux Postes impériales les récépissés dont les bureaux autrichiens accompagnent quelques unes de leurs lettres chargées, an fur et à mesure que celles-ci seront retirées par les destinatairés dans les États du Roi.

## XLII.

Les conditions stipulées par la présente convention pour l'échange entre les deux Offices des lettres et des imprimés que s'expédient, d'une part, l'Empire d'Autriche et les pays plus éloignés, et de l'autre, les Cantons suisses du Valais et de Genève, rendant sans objet l'échange de dépêches, qui existe à travers le territoire sarde, entre le bureau de Milan et ceux de Brigue et de Genève, le Gouvernement de S. M. I. et R. Apostolique cousent à le supprimer aussitôt que possible.

En attendant, le port des dépêches ficclées, que les deux bureaux de Genève et de Brigue expédieront encore à celui de Milan, sera payé par l'Office impérial à l'Office sarde d'après les conditions stipulées pour les correspondances de la Suisse.

## XLIII.

Si ou peut supprimer dans l'un des deux États l'affranchissement plus obligatoire des correspondances pour des pays respectivement plus éloignés, et donner la faculté de les affranchir jusqu'à destination, les deux Offices se prêteront leur concours pour la conclusion de ces arrangements avec les Postes tierces intéressées dans ces innovations.

Les ports de transit de ces correspondances, d'une qualité nouvelle, resteraient cependant tels qu'ils sont stipulés par la présente convention.

## XLIV.

Les deux Offices n'admettront à destination de leurs deux territoires et des pays auxquels ils servent d'intermédiaires, aucune lettre, même chargée, contenant ou paraissant contenir de l'or ou de l'argent monnayé, des bijoux ou autres objets précieux, on enfin tout effet passible de droits de douanes.

#### XLV.

Aucune déclaration de valeur ne sera admise à l'égard des lettres chargées. Elles devront être cachetées de manière à ce que leur contenu en soit bien assuré.

Si des lettres chargées étaient perdues, l'Office sur le territoire duquel cet accident sera arrivé, payera à l'autre une somme de cinquante francs par chaque lettre perdue, à titre de dédommagement pour l'envoyeur, daus les trois mois qui suivront la date de la réclamation de l'Office expéditeur, à moins qu'il ne justifie d'avoir payé cette indémnité au destinataire de la lettre, s'il a réclame le premier.

Les deux Offices n'auront plus aucune responsabilité l'un envers l'autre pour les lettres chargées de leurs deux territoires après le terme d'un an à partir du jour où leurs bureaux se les seront expédiées en dernier, lieu.

## XLVI.

Les deux Gouvernements s'engagent mutuellement à empecher, par tons les moyens eu leur pouvoir, que les correspondances entre les deux pays ne prenuent point d'autres voies que celles de leurs Postes respectives.

#### XLVII.

Des estafettes extraordinaires pourront être envoyées d'un pays pour l'autre, et le payement de leur course sur le territoire du pays opposé aura lieu d'après les règlements qui y' sont eu vigueur.

Les objets expédiés ainsi seront livrés de part et d'autre exempts de tout prix de port.

Les voyageurs en poste qui auront satisfait, à la frontière, aux lois et aux règlements de police et de douanes, up opurront èrre conduits de part et d'autre que jusqu'aux relais respectivement limitrophes. Les maîtres de poste de ces relais ne pourront point envoyer leurs chevaux sur le territoire opposé pour y prendre des voyageurs, ni en ramener ceux qui s'y sersient rendus pour en revenir dans un court délai, qu'autant qu'ils se mettraient, à cet effet, d'accord avec le maître de poste du relai de l'autre pays.

## XLIX.

La comptabilité résultant de la transmission réciproque des correspondances, et de l'expédition des estafettes extraordinaires de l'un des deux territoires pour l'autre, sera réglée chaque mois. La première formation des comptes à établir est attribuée à

l'Administration des Postes sardes.

L'Office qui résultera débiteur soldera l'autre dans le délai de deux mois, de la date de l'expédition des comptes.

Les payements se feront des deux côtés en écus de cinq francs pour cinq francs.

L

Les mesures d'ordre et de détail nécessaires pour l'exécution de la présente Convention, seront stipulées, au nom des deux Offices, par le moyen d'articles réglementaires séparés, par Monsieur le Chevalier Louis Antoine Croletti, Vice-Directeur des Postes sardes, et Monsieur Antoine Turneretscher, Chevalier de plusieurs ordres, Conseiller impérial et royal de Régence, Adjoint à l'Administration suprème aulique des Postes de l'Empire d'Autriche.

Ces articles séparés seront mis simultanément en vigueur avec cette convention, mais ils pourront être ensuite modifiés d'un commun accord par les deux Offices. La présente Convention sera mise à exécution au premier juin de l'année courante, 1844, et elle durera jusqu'au 31 décembre 1849, inclusivement.

Elle sera ensuite censée prolongée d'année en année, en cas qu'elle ne soit point dénoncée par l'une des deux Hautes Parties contractantes six mois avant son expiration.

## LII et dernier.

Cette Convention sera ratifiée par Leurs Majestés, et les ratifications en seront échangées à Vienne dans le terme d'un mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, et y ont mis le sceau de leurs armes.

> Fait à Vienne, en double original, le quatorze du mois de mars 1844.

DE SAMBUY.

DE NELL.

Le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne ayant exprine le désir de recevoir par d'autres voies qu'à travers les Provinces autrichiennes ses lettres provenant de quelques pays étrangers, le Gouvernement de S. M. I. R. A. consent à lever autant que cela peut dépendre de lui les obstacles qui ont empeché jusqu'ici ces lettres d'arriver à leur destination par d'autres voies que celle de la Lombardie.

En conséquence les Plénipotentiaires de LL. MM. ont arrêté et conclu l'article secret suivant :

Le Gouvernement Impérial adoptera les dispositions nécessaires pour que les correspondances dont il s'agit puissent être adressées directement par les pays, dont elles sont originaires, à l'Office Sarde.

Ces correspondances sont:

 Les lettres des différens Cantons de la Suisse indistinctement pour les Provinces sardes à l'exception du Duché de Gênes et de l'Île de Sardaigne.

2. Les lettres des Légations et des Marches Pontificales ainsi que celles du Duché de Modène pour tous les États de S. M. le Roi de Sardaigne. Il est bien entendu que cela ne concerne point les correspondances destinées pour des pays au delà des États sardes.

Le présent article secret aura la même force et valeur que s'il avait été inséré dans la Convention postale d'aujourd'hui, et il sera ratifié et mis en vigneur en même tems.

En foi de quoi nous soussignés en vertu de nos pleins pouvoirs avons signé le présent article secret et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Vienne le quatorze du mois de mars l'an de grâce milhuiteentquarantequatre.

DE SAMBUY. DE NELL.

## VIENNE.

Articles convenus entre les deux Offices des Postes de S. M. le Roi de Sardaigne et de S. M. l'Empereur d'Autriche, pour la mise à exécution de la Convention conclue par les deux Gouvernements le 14 mars 1844.

Vu l'article 50 de la Convention mentionnée ci-dessus, qui tablit que les mesures d'ordre et de détail, nécessaires pour sa mise en vigneur, seront stipulées en des articles séparés par les deux Offices, les soussignés, chargés par le même article de cette stipulation, sont convenus de ce qui suit.

1.

Les Postes sardes remettront leur dépêches destinées pour l'Antriche :

à Arone, à demi-heure après midi, pour être rendues à Milan à huit heures du soir;

à Novare, à deux heures et demie du matin, pour être rendnes aussi à Milan cinq heures et demie après; et à Pavie, à cinq heures du matin, pour être rendues à Milan

trois heures après.

De son côté l'Office impérial remettra ses dépêches pour les

bureaux sardes: à Arone, à midi et un quart, après qu'elles auront été expédiées de Milan à cinq heures du matin;

à Novare, à sept heures du soir, après qu'elles aurout été expédiées de Milan à deux heures de l'après-midi; et, enfin,

à Casteggio, à sept heures et un quart du soir, après qu'elles auront été expédiées de Milan aussi à deux heures de l'après-midi.



Si des circonstances extraordinaires empêcheront sensiblement de part ou d'autre l'accomplissement des lioraires déterminés par l'article précédent, 1<sup>er</sup>, l'Office qui se trouvers dans ce sa informera l'autre, sans retard, des causes qui ont donné lien à cette éventualité.

3.

Au cas que les dépêches autrichiennes pour les bureaux sardes seraient retirées à Pavie de la manière prévue à l'article 6 de la Convention, l'Office impérial les remettra alors dans cette ville à cinq heures et un quart du soir.

4

Le bureau d'Intra expédiera ses dépêches à Laveno les mardi, jeudi et dimanche, de manière à ce qu'elles y parviennent vers midi. Le bureau de Laveno euverra les sieunes pour litra trois heures après, afin qu'elles puissent y arriver vers quatre heures du soir.

De Vigerano les dépéches pour le bureau de Abbiategrasso en seront expédiésà six heures du soir, où elles devront parvenir à sept heures et demie; une demi heure après seront expédiées de Abbiategrasso les dépéches de ce bureau autrichien pour Vigerano, où elles devront parvenir vers neuf heures et demie du soir.

Sur les feuilles de route, dont seront fournis les messagers qui transporteront les dépêches, on notera dans les deux pays l'heure à laquelle ils seront expédiés et celle de leur arrivée à destination.

J.

Les contrats pour le transport des dépèches entre Intra et Laveno, et entre Vigevano et Abbiategrasso, seront stipulés par les soins de l'Office sarde, qui en transmettra une expédition à l'Office intréfrial.

La moitié des sommes à payer aux soumissionnaires, qui doit rester à la charge de ce dernier Office, fui sera débitée par doucièmes, dans les comptes mensuels résultant de la transmission réciproque des correspondances.

6

Les bureaux d'échange nommés à l'article VII de la Convention, correspondront réciproquement entr'eux de la manière suivante:

Intra et Laveno,
Arone et Seto-Calende,
Arone et Milan,
Novarè et Magenta,
Novarè et Milan,
Turin et Milan,
Turin et Pavie,
Vigevano et Abbiatégrasso,
Vigevano et Milan,
S.-Wartin Sicc.rio et Pavie
S.t-Martin Sicc.rio et Milan

Casteggio et Pavie, Casteggio et Milan, Voguere et Pavie, Voguere et Milan, Tortone et Pavie, Tortone et Milan, Alexandrie et Pavie, Alexandrie et Pavie, Genes et Pavie, et, enfin, Genes et Milan.

/.

Les pays pour lesquels les bureaux d'échange des deux pays s'expédieront les correspondances, sont ceux indiqués au tableau n. l, faisant suite aux présents articles.

8.

Les bureaux formeront leurs dépèches d'autant de paquets qu'ils ont des correspondances d'une origine disférente ou pour des destinations diverses à se transmettre, en suivant, pour les classer, les distinctions et les subdivisions établies par la feuille d'avis, dont les deux modèles sont joints aux présents articles avec les N. 2 et 3. Les lettres chargées, qui devront toujours être décrites nominativement au tableau relatif, seront cependant expédiées séparément de celles ordinaires; elles devront être réunies sous nue ficelle, dont les deux bouts seront fixés à l'angle gauche inférieur de la feuille d'avis au moyen d'une emprénte en circ d'Espagne représentant le cachet du bureau expédieure.

n

Les deux Offices échangent entr'enx la liste nommanive des bureaux de leur r'essort respectif, classés selon les divisions de territoire déterminées par les articles XII et XIII de la Couvention, les Postes sardes par le tableau N. 4, et les Postes autrichiennes par ceux N. 5, 6 et 7, placés à la suite des présents articles

10.

Les timbres spéciaux, outre celui indiquant le lieu de leur origine, à apposer de part et d'autre aux correspondances et aux imprimés qu'echangeront les deux Offices entreux, sont ceux désignés au tableau N. 8, qui seront employés par les Postes autrichiennes, et au tableau N. 9, dont feront usage les Postes autrichiennes, et au tableau N. 9, dont feront usage les Postes sardes.

11.

Les lettres pour destinataires partis mentionnées au N. 1 de l'article XXXVI de la Convention seront marquées du timbre N. D., et comprises avec celles des autorités ou fonctionnaires, qu'on se livre mutuellement hors de tout compte.

Celles indiquées au N. 5 dn susdit article seront frappées du timbre des lettres non affranchies de la section dans laquelle existe le point-frontière par lequel elles seront parvenues sur le territoire de l'Office qui doit les transmettre à l'antre.

Enfin, les débours qu'on se réclamera des deux côtés, dans le cas prévu au N. 6 du même art. XXXVI, seront notés avec de l'encre rouge sur la partie supérieure de l'adresse des lettres, en y faisant précéder les mots Rimborso all'estero . . . . Ils seront en outre indiqués sur la feuille d'avis, à la dernière colonne du tableau destinés à l'inscription des lettres pour destinataires partis.

## 12

Les deux Administrations se renverront, directement entr'elles, les rebuts, en les accompagnant d'un bordereau en double exemplaire, qui en constate le montant.

Les lettres chargées seront renvoyées séparément de celles ordinaires. Elles seront accompagnées d'un état, aussi par double, où elles seront décrites nominativement, et où l'Office qui en fait l'envoi fera résulter le décompte qui lui est dù particulièrement pour ces lettres.

Un des deux doubles soit du borderean des rebuts ordinaires, soit de l'état descriptif des lettres chargées, sera toujours renvoyé à l'Office expéditeur par l'Office qui a reçu les rebuts, avec ses observations s'il y a lieu.

## 13.

Les envois par estafettes extraordinaires devront être accompagnés d'une feuille d'avis indiquant au bureau auquel elles soudirigées les objets expédiés. En ontre, chaque estafette sera fournie d'une feuille de route pour l'annotation soit de l'heure à laquelle elle a été expédiée, soit de celle de son arrivée aux relais qu'elle doit toucher et au lieu de destination.

Les bureaux sardes pousseront cette feuille de route, du côté d'Arone, jusqu'à Sesto-Calende, et du côté de Novare, Vigevano et Casteggio, jusqu'à Milan, à moins qu'il ne s'agisse d'une destination plus rapprochée encore.

De leur côté les bureaux autrichiens pousseront leurs feuilles de route jusqu'à Arone, à Novare, à Vigevano et à Voguère.

## 14.

Les bureaux qui recevront des estafettes extraordinaires devront informer, par le premier courrier, le bureau qui les a expédiées, du jour et de l'heure à laquelle elles leur sont parvenues, ainsi que des objets qu'elles leur ont apporté. En même temps ils feront connaître au bureau expéditeur la somme qu'il doit rembourser pour la course de l'estafette sur le territoire opposé.

## 15.

Les postillons des relais limitrophes en service d'estafettes extraordinaires, ainsi qu'en accompagnement des voyageurs en poste, des courriers et des diligences devront porter l'uniforme qui leur est prescrit par les règlements du pays auxquels ils appartiesment.

Ils ne pourront pas éviter les bureaux de police et de douane du territoire opposé, ni en dépasser le premier relai, sauf, pour ce dernier cas, dans les circostances prévues par les règlements postaux.

## 16.

L'Olfice sarde expédiera à Vienne les comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances, et des estalettes extraordinaires échangées entre les deux territoires, dans le courant du mois qui suit celui pour lequel les comptes doivent être établis.

Les résultats en seront toujours acceptés par les Postes imperiales. Cependant, si elles découvraient dans ces comptes de différences, à préjudice tant de l'uu que de l'autre des deux Offices, elles en dresseront, à part, des relevés en double exemplaire, et y joindront les feuilles d'avis ou tout autre document justifiant les observations.

Apres débat contradictoire entre les deux Administrations, l'Office sarde comprendera le résultat de ces relevés dans le premier compte analogue qu'il expédiera à Vienne, après que le débat se trouvera fini.

## 17.

Le solde des comptes mentionnés à l'article précédent, 16.ème, sera payé ou reçu par les deux Offices par l'intermédiaire de la Direction des Postes à Milan. Les lettres des Etats sardes pour les Légations et les Marches pontificales, et pour les Cantons suisses, ne seront point encore affranchies, pour le moment, pour le parcours des Etats autrichiens. Cette faculté aura cependant son effet dès que les dispositions nécessaires se trouveront combinées avec les Postes de ces pays. L'Office impérial informers ultérieurement l'Office sarde de l'époque la laquelle et affranchissement pourra commencer à avoir lieu.

## 19.

Les lettres des deux territoires, l'un pour l'autre, des derniers jours du mois de mai proclain, encore expédiées par leurs auteurs selon les règles voulues par la Convention à laquelle a été subsituée celle du 14 mars courant, continueront à être échangées entre les deux Offices sans aucun compte, même dans les premiers jours du mois de juin. Mention en sera faite sur les feuilles d'avis par les mots — Lettere di questo Stato per cotesti Dominii, ancora dello scorro magnio N.\*—

Pour les correspondances venant des pays respectivement plus éloignés ou destinées pour ces pays, seront de part et d'autre suivies les dispositions déterminées par la Convention nouvelle dès le premier juin.

Fait en double original, à Vienne, le 15 du mois de mars 1844.

L. CROLETTI.

A. TURNERETSCHER.

(La Convention, et ses annexes ont été ratifiés le 27 mars 1844. — L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne le 11 avril de la même annés)

-	MANI ADDRESS OF DES PATS PLES ÉLOIGNÉS   MANI ADDRESS   Idolonés   Idolonés	GÉE,
Haut Novarais: Rivi	ère d'Orta et Val de Sesia	
Province de Bielle		
ld. d'Ivrée	`	
Bas Novarais		
Province de Vercei	1	
Id. de Casal		
	( Vigerano	
Id. de Lomel	line   Garlasco, Sannazzaro et Pieve del Cairo 8	
201 40 20000	St-Martin Siccomario 9	
	Le reste de la province	
Id. de Yoguè	Casteggio, Broui et Stradella	
	( Le reste de la province	
Id. de Bobbio		
Provinces de Torto	ne et de Nori	
Id. d'Afexand	rie, Acqui, Asti et Alba	
Id. de Mondo	wi, Coni, Saluces, Pignerol, Turin et Suse; et les	
det	ax duchés de Savoie et d'Aoste	
	les 2 rivières de levant et de ponant; le Comté de ce et les deux îles de Capraja et de Sardaigne	
	Valais et de Vaud	
Canton de Genère		
n J. N	les 12 départements du centre-ouest 20	
Royanme de France	les 19 départements méridinnaux et l'Algérie 21	
Espagne, Portugal,	les 19 départements méridinaaux et l'Algérie 21 Gibraltar et pays d'outreuer 22 ous: de Intra à Lavano, pour les destinations	
Espagne, Portugal,	Les 19 départements méridinanax et l'Algérie 21 Gibraliar et pays d'outreuner 22  oun: de Intra à Lavano, pour les destinations	
Espagne, Portugal,	Les 19 départements méridinanax et l'Algérie 21 Gibraliar et pays d'outreuner 22  oun: de Intra à Lavano, pour les destinations	-L;
Espagne, Portugal,	les 19 départements méridinaux et l'Algérie   21   Gibrillar et pays d'outremer   22   Gibrillar et pays d'outremer   22   Outre de Intra à Lavino, pour les destinations   AB.   Arone   à Sents-Colendo   G-B-1-5   Novaro.	: :-L; L;
Espagne, Portugal,	les 19 départements méridinant et l'Algérie   21 décelhair et par Journal   21 décelhair et par Journal   21 decelhair et par Journal   21 decelhair et l'Algérie   21 d	: :-L; L;
Espagne, Portugal,	Les 19 dejartements melitionaux et l'Algérie Gibrillar et pays d'outreuer   21 difficielle 19 de la consideration   1 de la	: ; L;
Espagne, Portugal,	Les 19 départements méridinanax et l'Algérie Circliente et pay é doutremer   21 discriment   21 discriment   22 discriment   23 discriment   24 discriment   24 discriment   24 discriment   25 discriment	: ; L;
Espagne, Portugal,	les 19 dejartements métalionaux et l'Algérie Gibrillar et pays d'outreuer   21 discriments métalisses   1 de la vierne pays d'outreuer   1 de la vierne pays d'outreuer   1 de la vierne   1 de	: ; L;
Espagne, Portugal,	Les 19 départements méridinanax et l'Algérie Gibrellar et pays d'outremer   21 discriment moi d'outre de l'archive d'outre de l'archive d'outre de l'archive d'outre	: ; L;
Espagne, Portugal,	Les 19 départements méridinanes et l'Algérie   21 décentieur et par évourteur   21 décentieur et par évourteur   22 décentieur et l'Algérie   23 décentieur et l'Algérie   23 décentieur   24 décentieur   24 décentieur   25 décentieur   2	: ; L;
Espagne, Portugal,	les 19 dejartements méridionaux et l'Algérie Girellar et psys d'outreuer   21 direction   21 direction   22 direction   22 direction   23 direction   24 direction   25 d	: ; L;
Espagne, Portugal,	les 19 départements méridinanax et l'Algérie dischaire et pay d'outremer   21 dischaire et pay d'outremer   2. de l'algérie   21 dischaire et pay d'outremer   2. de l'algérie   2. de l'algér	: ; L;
Espagne, Portugal,	Les 19 départements méridinanes et l'Algérie Circlester et par d'outremer   21 déclarater et par d'outremer   2.	: ; L;
Espagne, Portugal,	In 19 dejartements melitianaux el l'Algérie Ginerilate et pay d'outremer d'activation ou le laira la Lavino, pour les destinations	L; L; L-M
Espagne, Portugal,	In 19 dejartements meridianana et l'Algérie Carlestare et par d'outreuer   21 discharate et par d'outreuer   21 discharate et par d'outreuer   22 discharate et par d'outreuer   23 discharate   24 discharate   24 discharate   25 dischara	L; L; L-M
Espagne, Portugal,	In 19 dejartements melitianaux el l'Algérie Ginerilate et pay d'outremer d'activation ou le laira la Lavino, pour les destinations	L; L; L-M

DESTINATIONS DIVERSES, DES ÉTATS AUTRICHIENS ET DES PAYS PLUS ÉLOIGNÉS	MANIÉRE ABRÉGÉE de
	lea indique
Laveno	Δ
Gavirâte, Cuvio, Luvino, Maccagno, Arcisate et Varese	G D E
Sestu-Calende	C
Angera, Soma, Gallarate, Legnano, Rhò et Busto-Arsiziu	D
Magenta	E
Abbiategrasso . Pavie , Belginioso , Corte-Olona , Landriano , Binasco , Bereguardo , et	1.
Casorate . Milan, et toutes les autres destinations dans l'Empire plus éloignées .	G
Milan, et toutes les autres destinations dans l'Empire plus éloignées .	H
Légation pontificales.  Marches pontificales  Hes Jonieunes et royaume de Grèce	I K
Légation pontificales. Marches pontificales lles Joniennes et royaume de Grèce Salquique, Sérse et Constantinople	K
Galacz , Yassv, Botutschany, Bukarest, Belgrade et Cracovie	, K
Galacz , Yassy, Botatschany, Bukarest, Belgrade et Cracovie	) K
Gaiacz , Yassy, Botutschapy, Bukarest, Beigrade et Cracovie.  Empire de Russie et la Pologne.  Bowanne de Suède et Norvère	K L
Empire de Russie et la Palogné	) K
Galacz , Yassy, Botntzchany, Bokarest, Belgrade et Cracovie.  Empire de Russie et la Falogne  Royaume de Suède et Norvège  Royaume de Danemark  Royaume de Prusse  Royaume de Prusse	) K
Galacz, Yassy, Botatschany, Bukarest, Belgrade et Cracovie. Empire de Russie et la Pelogue. Royaume de Suede et Norvège Royaume de Danenark Royaume de Prusse Etta et Villes composant la Confédération germanique.	L
Galacz, Yassy, Bottutchary, Bakarest, Belgrade et Cracovie. Empire de Russie et la Fulogne Royame de Suéde et Norvige Royame de Suede et Norvige Royame, de Descenaria Esta et Viller componant la Confédération germanique. Cantons suisses des Crisions. de Saint-Gall, d'Aupteuell, de Glarus, de	L
Galacz, Yassy, Botatschany, Bukarest, Belgrade et Cracovie. Empire de Russie et la Pelogue. Royaume de Suede et Norvège Royaume de Danenark Royaume de Prusse Etta et Villes composant la Confédération germanique.	L

Larron D. Intro in Mitror & Larron pour in Rists sentes, et de psys 19 page in destinafines 1 et 2.

Scato-Galonda J. Avo. in interior de Sarpo per les Etits sardin, le Fadait et le Fund, et celle
Milha Arno, pere in celationiste 1, 2 et 3.

Milha Arno, pere in celationiste 1, 2 et 4.

Milha Arno, pere in celationiste 1, 2 et 4.

Milha Arno, pere in celationiste 1, 2 et 4.

Milha Arno, pere celle 6, 10, et 6.

Milha S Turn, pere les 6, 10, et 6.

Milha S Turn, pere les 6, 10, et 6.

Milha S Turn, pere les 6, 10, et 6.

Milha S Wignario, pere les 6, 10, et 6.

J Sixol Milha Scottanisto, pere les desidentiste 8 et 9.

J Sixol Milha Scottanisto, pere les desidentiste 8 et 9.

J Sixol Milha Scottanisto, pere les 13 et 15.

J Sixol Milha Scottanisto, pere les 13 et 15.

J Sixol Milha Scottanisto, pere cellet 1, 2 et 15.

J Sixol Milha Scottanisto, pour cellet 1, 2 et 15.

J Sixol Milha Scottanisto, pour cellet 1, 2 et 15.

J Sixol Milha Scottanisto, pour cellet 1, 2 et 15.

J Sixol Milha Scottanisto, pour cellet 11.

J Sixol Milha Scottanisto, pour cellet 11.

J Research pour cellet 11. ET, du Laveno à Intra les lettres de Loreno pour les Etats sardes, et des pays B pour les destina-

## PER LA CORRISPONDENZA FOGLIO D'AVVISO

POSTE BAUSTRIA con le 33. 88.

# AMMINISTRAZIONE DELLE REGIE PUSTE SARDE

RISCONTRO

a quello di

per la sua spedizione del

dell'Uffizio di

Quà risbontrate Lettera PESO IN CRAMMI Lettere Assic. Nostre Partite segnate da cotesto Ufficio

Assic. Mostre

commi

Con la suddella sua spedizione si sono ricerute le corrispondenze sotto descritte, e porgesi preghiera che le differenze qui riscontrate, verificandole, siano anche costi registrate: del naggio di frontiera della 1.2 accompany per gli Stati sardi, non offenente , clob della 1.2 accome, eveluoni il raggio di frontiera della 2.3 actome, e el Gracona e Belgrato

Menia . . . iden

Di Bukarest, Botutschany, Jassy e Galacz par gli Stati sardi, non offrancute .

Di Costantinopoli, Seres e Salonicchio,
 Dell'Impero austriaco per il regno di Francia e l'Algeria
 Delle Legazioni e Marche pontificie

la Svizzera, la Francia e l'Algeria, Massa e Carara, Lucca e la Tescana per gli Stati sardi della 1.a sezione. ė. della 2 a Dell'Impero austrisco, e delle 9 città più lostane indicate Della Russia e Polonia, della Svezia e Norvegia, della Danimarca, degli Stati della Confederazione germanica, De' Cantoni avizzori . . . , . . .

delle Isole Jonie e della Grecia

68

12. Dell'Impero sestriaco e d'ottre per la Syegna, il Pertegallo, Gibliterra e paesi d'oltre mare.
18. Dell'Impero sestriaco, egl'oracie per a inne confirmate per la Svistra, Mosse d'Estra, Locte a la Costa (per memoria)
18. Di Audrila o lamosant impersil, per la Autrina è Gimolant la Gregi Sait serio (finer sente - per manoria). affrancale per la percorrenza sarda 9. Dell'Impero austriaco per la Francia e l'Algaria, pure affrencate fino e destinazione dolla 5 a ...... Idem. . . per Cantoni avizzeri. . . . . Idem . . . per Massa a Corrara, Lucca o Toscana 5 ain. 1, 20 5 per gli Stati sardi, offrancate fino a destinazione . . . . . . .

9

=

Ď.

Giornali e stampati d'ogni specie sotto fascia.

DUANTITA DEI FOGLI

Delly Stati seationi per gli Stati antili in Statiani, Masse of Carrier, Lorce a B. Totoma (per moment).
 Mell Menn.
 Per elle Francia e Martin, afficiente per la provencia ande.
 Desar right and all it dell'in the a bedgere i Performe a la provencia ande.
 Desar right and all it dell'in the a bedgere i Performe a la della delle ande.
 Desar right and a la la dell'in the a bedgere i Percent.

OBJUINE	DESTINATABIL	DESTINAZIONE	ABBUONI DOVETI	A COTEST'UFFIZI
ORIGINE .	DESTINATABLE	DESTINAZIONE	in g.mi in fogli	franchi e cent.
		1	'	

## Corrispondenze male dirette, restituite, o trasmesse a quest'Uffizio.

ORIGINE	DESTINATABII	DESTINAZIONE	ABBUON	1 DOVET	A COTEST'CFFIZIO
ORIGINE	DESTINATION	PESTENZIONE	in g.mi	in fogli	in franchi e cent.
1					
- 1			1		

## Lettere e pieghi umicurati il cui peso, per cyni origine, trocasi noluto qui sopra.

NUMERO d'ordine	OBIGINE	- DESTINATABII	DESTINAZIONE	preso progni assec.* Grammi

Dall Inghilterra, e della Syagra, del Percapillo, di Gibilterra e d'Altre nate     S. Di Stazzar, di Friccia e dell'Agerta, di Russa e Carrara, di Locca e della Faccasa     Stati Sardi     Da Stati Sardi     del directa	Giornali e stampati d'ogni genere, sotto fascia.	To Aloniche e la Grecia  E de la companio e Marcine politicia  E de la	10. Per Bakarresi, Botulachany, Jassy e Galacz, pure affrancate fi 11. Per Costantinopoli, Seres e Salonacchio 12. Per ogni situra destinazione al di ila dell'Impero austriaco, al 13. Per la Rossia e Polenia, la Svezia e Norvegta, la Danimarca	Per l'Impero austriaco, affrancate fine a destinazione, cioù, della d'accione, evidena il raggio di frontiera della d'accione, e di Cracovia e Belgrado	8 Per l'Impero d'Austria, e le 9 cità di Cracovia, Beigrado, della l'accidente Batarest, Bondachare, Lassy, Gallace, Contantinopoli, della T. d. Serie e Simmenchio, soma diprocato, cioto, d. della T. d. d. della T. d.		I. Jet Rogen. Vand statt uran Brochan et Brocha, pre distri Bapton seasono.  B. Dali, Sequela, or Househout, de Goldente e de directors.  B. Dali, Sequela, or Househout, de Goldente e de directors.  B. Dali Broch Chartry, di Lynce edebli Gerena.  B. Dali Broch Chartry, di Lynce edebli Gerena.  B. Dali Broch Chartry, di Lynce edebli Gerena.  B. Dali Broch Chartry, de Goldente e de Goldente e de Lynce e de Goldente e de Lynce e de Goldente e de Lynce e de Goldente e de Golde	Si rimettono qui unite le corrispondenze sotto notate, cioè:		dell'Ultazo di a quello di     Parraya del 18
Den (	TITRAGO		er memoria)	frontiera Igrado	. = .			Comuni Assic." Mostre	PK80 11	Partite acguste dail'Ultirio apeditore
	ORANTITA' DE FOGLI					×		comuni Assic.* Mostre	PESO IN CRAMMI	Miromoscinto dall'Ultrio ricevente

SPEDIZIONE

OBIGINE	DESTINATABII	DESTINAZIONE	ABBUONS CHE SE DOMANDANO
			in g.mi in fogl. in franchi e cent

Corrispondenze male dirette che si restituiscono, o si trassectiono a colesto Uffizio.

ORIGINE	DESTINATABLE	DESTINAZIONE	ARRUONI CHI	SI DOMANDANO
		_	in g.mi in fogl.	in franchi e cent.
			1	
			.	

Lettere e pieghi assicurati il cul peso, per ogni origine, trovasi anche notato qui sopra.

Numero d'ordine	ORIGINE	DESTINATARI)	DESTINAZIONE	CADUNA ASSIC.*  Grammi

IL

Visto IL VERIFICATORE

DELLE REGIE POSTE SARDE

## SPELIZIONE

dell'Uffizio di

REGIE POSTE SARDE

			P	310	K	Pantezza del								-	8					
	. 1			- 4	1	- 1	. 1		- 1				- 1	. 1				-1		
Si rimettono qui unite le corrispondenze sotto notate, cioè:	qui	unite	le co	3	g	onden	8	22	ž	-	5	2	-	2.	δ.					
						de	26	音.	9-	3	e e	2								
austriaco per gli Stati sardi, non affruscore, cice	sardi,	Ho won	nacote		8	della l' sezione, escluso il raggio di Frontigra della 2º sezione, e di Gracovia e Belgrado .	19 -	3 3	100	9.0	90	88	3 =	1000	F 0	eg ir	ldo ont	. 27		
, Botutechany, Jussy e Galacz per gli Stati sardi, non affrancate	Galacz	per gli S	1311 535	ř	21015	affran	â			Ċ				١.		٠	٠	٠		•
topoli, Seres e Saloniorl	100	id	5			idem	٠	٠	•	Ċ	Ċ						*	٠	٠	٠
austriaco per il regno di Francia e l'Algeria idem	ii Fran	cia e l'A	goria.		٠	idens.	٠	٠	•	:	i						٠	٠	٠	٠
oni e Marche nontificio																			٠	٠

f. Dell'h

=	::	=	=	=								_		_				_
Ξ	_	Ξ	-		Ξ			Ξ			€	_	1	_	Ľ	Ξ		_
<ol> <li>Di Antorità o funzionarii imperiali, per Autorità o funzionarii del regu Stati sardi (fuori conto — per menoria)</li> </ol>	Dell'Impero austraco, ofrancise fino si rios confini, per la Svizzera, Massa e Carrara, Lucca e la 1000 nº memoria)	Dell'Impero austrisco e d'oltre per la Spagna, il Portogallo,	idem per Massa e Carrara, Lucca e la Tescana	Idem . pei Custoni śvizzeri	9. Dell'Impero austrineo per la Francia e l'Algeria, pure affrancate fino a destinazione			â	delle laole Ionie e della Grecia	Danimarca, degli Stati della Confederazione germanica,	Della Russia e Polonia, della Svezia e Norsegia, della	De Cantoni svizzeri	Delle Legazioni e Marche pontificie	Dell'Impero austriaco per il regno di Francia e l'Algeria .	. Di Costantinopoli, Seres e Saloniochio, idem	2. Di Bukarest, Botutschany, Jassy e Galacz per gli Stati sardi, non affrancate		1. Dell'Impero austriaco per gli Siau saroi, son affruscore, cice ; benn i sezione, cocaso ii seggio di nombra
=	21.5	9	ana	٠	600	9	d	g		J	-	_				510		젊
le' regu Stati sardi (/w	zera, Massa o Carrara.	bilterra e paesi d'oltri		· ) affroncute ner to	te fino a destinuzione.	delia 3° id	ella 9º 16.	dia 1º sezione		Massa e Carrara, Luccu e la Toscana.	la Svizzera, la Francia e l'Algeria,	per gli Stati sardi		idem	idem	a affrancate	f della 2º seziono, e di Cracovia e Belgrado	ocura i sezione, e
2	È	ä		8	ĵ.	i	Ī	ì		9		ä		ì	ì		9	50
1400	5	970		ŝ		ì	i	ì		1	ā						8	3
9	2			3						960	E						50	=
-	-			ē						2	2					٠.	19.0	ŝ
3	č			ŧ.						٠,	j.	_	-				7	ē
meg	na.			à					·								å	1
9	S	٠.	-	-		٠	٠	٠	٠					٠	*	٠	do	110
ů	7	٠		٠	٠	٠	٠	٠	٠				٠		٠	٠	٠	2
٠	900	٠	٠	٠	٠		٠	٠	٠			٠	٠	٠	٠		٠	Ī
٠	971	٠	٠	٠	٠	٠	٠	٠	٠			٠	٠	٠	٠	•	٠	٠
•	-	٠.	٠	٠	٠	•	•	:	•	_	_	•	_		<u>.</u>			•

# Giornali e stampati d'ogni specie sotto fascia.

18, D' ogni origine at di là dell'Impero austriaco (escluse le 9 città indicate ai nn. 1, 2 o 3) per gli Stati sardi, la Svizzera, 17. Degli Stati austriaci e d'oltre per la Spagna, il Portogallo, Gibilterra e paesi d'oltre maro . . . 15. Degli Stati austriaci per gli Stati sardi, la Svizzera, Massa e Carraca, Lucca e la Tescana (per memoria) . . Massa r Carrara, Lucca e la Toscana . . por la Francia e l'Algeria, affrancale per la percorrenza satda . . . . . . . . .

	Lettere	
	Racc.	
	Mostre	PESO IN GR
	Lettere	CRAME
	Recc.	
	Mostr	

ORIGINE	PESTINATABIL	DESTINATIONE	ABBLONI CHE SI DOMANDAN		
			in g.mi in fogli	in franchi e cen	
		-			
1					
.					

Corrispondenze male dirette, che si restituiscono, o si trasmettono a quest'Uffizio.

OBJGINE	DESTINATABIL	DESTINATABLE DESTINAZIONE ABBUONI CHE SI DONA		SI DOMANDAN	
			in g.mi	in fogli	in franchi e c

Lettere e pieghi assicurati il cul peso, per ogni origine, trocasi notalo qui sopra,

NUMBRO d'ordine	ORIGINE	DESTINATARII	DESTINAZIONE	PESO D'OGNI ASSEC.* Grammi

		DE STATI SARDI		20	
17. Dall'Inghilterra, o della Spagna, del Portogallo, di Gibilterra e d'oltre mare della Tocana al per l'Impero (s. Di Svizzera, di Eraccia dell'Algeria, di Massa Carrara, di Locaca e della Tocana) per l'Impero (s. Di Svizzera, di Eraccia dell'Algeria, di Massa Carrara, di Locaca e della Tocana) per l'Impero (s. Di Svizzera, di Eraccia dell'Algeria, del Massa Carrara, dell'Algeria, dell'Algeria, dell'Algeria, del Portogallo, di Gibilterra e d'oltre mare	Giornali e stampati d'ogni genere, sotto fascia.	R Per l'Engener d'Austin, a la 9 citté d'Ornevire, Belgréde (delle président delle président de la président d	Del Rigen. Unio delli Gran Resigne el Hisch, per distri limpero sortico  Per Candon Strept.  Del Candon Strept.  Del Manco Carron, di della frecano del decenno  Del Manco Carron, di della frecano  Del Candon Carron, del frecano  Del Manco Carron, del frecano  Del Franco del frecano  Del Franco Carron, del frecano  Del Franco Carron, del frecano	Con la suddella sua spedizione si sono ricerule le cortispondenze sollo descritte, e porgesi Laune preghiera che le differenze qui riscontrate, verificandole, siano anche costi registrate.	dell'Uttaio di a quello di per la spodizione del 18
					Partite segnate da cotesto Ultude
	O A A			ssic.*	Partite segnate in cotesto UIII.d
-	117			Assic.* Mostre	E P
	OVANTITA' DE POGLI				IN THE STREET
	-			Assic.	Qui riscontrate
			•	Assic. Mostre	1

ORIGINE	PESTINATABLE	DESTINATIONE	ABBUONI POVUTI A COTEST'UPPE		
ORIGINE	PERINATARU		in g.mi	in fogli	in franchi e cen
	•				

Corrispondenze male dirette, restituite o trasmesse a cotest'Uffizio

ORIGINE	DESTINATABLE	DESTINATIONE	ABBUONI BOVUTI A COTEST'UPPI		
OMIGENE	DEVINATARII		in g.mi	in fogli	in franchi e co
					•
		-	-		
1					1 1
		1			

Lettere e pieghi assicurati il cui peso, per ogni origine, trocavasi anche notato qui sopra-

NUMERO d'ordino	ORIGINE	DESTINATABIL	DESTINAZIONE	PESO p'ogni Anno.* Grammi

L' 1. R.

POSTALE,

TABLEAU Nº 4 — Nomenclature des bureaux de poste des États de retrouvent, d'après les règles déterminées

BUREAUX E LAPRENIÈRE SECTION	BUREAUX DE LA SCOADE SECTION	DE LA TROISIÈME F	
Aroua	Acqui	Agliè	Chinsa (La)
Selvirate	Alessandria	Arguebelle	Ciriè
Solibio	Audorno	Aime	Cluses
Borzomanero	Asti	Aix-les-Bains	Cortemiglia
Sorgusesia	Azeglio	Alassin	Costigliole d'Asti
Borgo-Ticino	Biella	Alba	Cunco
Broni	Borgomasiun	Albenga	Cnorguè
anobbio	Bosco	Alberts	Demonte
astropio	Brusasco	Albert-ville	Diano-Mariua
astelnnovo-Scrivia	Caluso	Annecy	Doghani
irodo	Casalborgone	Annemasse	Dolcescons
Domodossola	Casale Monferrato	Josta	Dogvaige
Galliate	Cassine	Arana	Dropero
Garlasco	Castellazzo	Avigliana	Exian
Gattinara	Garaglià .	Bagnascu	Exilles
Gozzano	Châtillon	Barre	Favorges
Intra	Chivasso	Beaufort	Fenestrelle
459	Cigliano	Bene	Finale-marina
Hasserano	Cocconato	Bonneville	Fossano
Hortara	Crescentino '	Bordighera	Francy
Votara	Donas	Borghetto	Garessin
Heggio	Felizzano	Borgo S. Dalmazzo	Gassino
Omegna	Gavi	Bourg StManrice	Gruova
Ornavasso	Graglia	Boves	Giavenn
Orta	Ivrea	Bra	La Morra
Pallanza	Livorno	Breglio	Lanslebourg
Pieve del Cairo	Moncaivo	Busca	Lanzo
Pontegrande	Mongrando	Cairo	La Pietra
Robbio	Montechiaro	Canale	La Pieve
Romaguago	Mosto S.ta Maria	Canelli	La Boche
Sale	Nizza Monferrato	Caraglio	La Rochette
Sannazzaro	Novi	Carcare	Lavagna
Sartirana	Ovada	Carignano	Le Chitelard
Stradella	Santià	Carmaguola	Lerici
Stresa	Serravalle-Scrivia	Carri	Les-Echelles
S. Maria Maggiore	Settime-Vittoge	Caselle	Levanto
S. Martiuo Siccomario	Strambino	Castellamonte	Limone
Tortoga	S. Germano	Castelnovo d'Asti	Loano
Trecate	S. Salvatore	Cavallermaggiore	Luserna
alenza	Tripo	Cavour	Maltaverne
Varallo	Verrez	Centallo	Mentone
Varzi	Vico-Canavese	Ceva	Millesimo
Vercelli	Vistrorio	Chambéry	Modane
Vigevano		Cherasco	Monaco
Voghera		Chiavari	Moncalieri
Vogogna		Chieri	Mondoyl

S. M. le Roi de Sardaigne, classés selon les sections dans lesquelles ils se par l'article 12 de la Convention.

bi	BUREAUX LA TROISIÈME ET DERNIÈRE SE	SCT101
Montiglio Montrecillad	stJeoire S.t-Julien	BUREAUX
Moretta	S.1-Michel	
Moreggo	S.1-Pierre d'Albigny	Dans f He De Sardaig
Montiers	SPier d'Arena	,
Nervi	S. Ouirico	
Nizza-Marittima	S. Itemo	
Noli	S. Stefano al Mare	Alghero
None	Taninges	Bolotana
Oneglia	Tenda	Besa ·
Orbassano	Thôngs	Busachi
Ormea	Thonon	Cagliari
Ormea	Torino	Carloforte
Pinerelo ·	Torre-Luserna	Castelsardo
Poggetto	Trinit)	Coglicri
Poirine	Ugine	Iglesias
Pont-de-Beansoisin	Utelle	Isili
Pont-de-peanvoisin	Varazze	Laconi
Porto-Manrizio	Veneria	Lapusci
Pré-St Didier	Ventimiglia	Mandas
Racconigi	Vigone	Maconier
Rapallo	Villafranca di Nizza	Monastir
Recco	Villafranca-Piemonte	Nnoro
Rivara	Villannova d'Asti	Oristano
Rivarolo	Vin	Orosci
	Voltri	Ozieri
Rivoli Remilly	Yenne	Paulilatino
Sallanches	tenne	Sanheri
Saluzzo		Sassari
Samoëns	1	Seni
Sarrana	1	S. Lassurgiu
Sarzana Savigliano		Tempio
Savigitano		Torraiba
Scarena	1	1 ras
Scarena Sestri-Levante		Villacidro
Sestri-Levante Sestri-Popente	Capraia ( l'Ile de )	· mar naro
	Capraia (The de)	
Seyssel Sommariya		
	1	
Sospelio	1	1.
Spezia	1	1
Spigno		1
Susa	1	1
S. Ambrogio	1	
S. Damiano		
StGenix		1
S. Giorgio	-1	
StJean de Maurienne	1	1

TABLEAU N. 5. — Nomenclature des bureaux de poste situés dans le rayon-frontière de la Monarchie autrichienne vers les États sardes.

Abbiategrasso	Como	Magenta
Angera	Corsico	Melegnano
Appiano	Corte-Olona	Milano
Arcisate	Cuggiono	Panllo
Barlassina	Cuvio	Pavia
Belgiojoso	Desio	Pizzighettone
Bereguardo	Fine	Rhò
Binasco	Gallarate	Saronno
Soliate	Gavirate	Sesto-Calende
Forgetto	Landriano	Soma
Busto-Arsizio	Laveno	S. Angelo
Cantù	Legnano	Tradate
Casalpusterlengo	Lodi	Varese
Casorate	Luvino	Viggiù

TABLEAU Nº 6, — Nomenclature des bureaux de poste de la Monarchie autrichienne situés dans la première section, à l'exception de ceux du rayon-frontière.

Adro	Castel-Goffredo	Mantone	Sabionetta
Almeno S. Salvadore	Castiglione	Marcaria	Salò
Alzano	Castiglione delle Sti-	Martineugo	Sarnico
Antignate	Chiari (viere	Meizo	Soucino .
Asola	Chiavenna .	Menaggio *	Sondrio
A880	Clusone	Missaglia	Sorresina
Baguolo	Colico	Moglia di Gonzaga	Sospiro
Bellaggio	Grema	Montechiari	Suzzara
Bellano	Cremona	Monza	S. Benedetto
Bergamo	Desenzano	Morbeguo	Taceno .
Borgo-forte	Dongo	Oggiono	Tirano
Bovegno	Edolo	Orzinovi	Tonzanico
Bozzolo	Erba	Ospedaletto	Poscolano
Breno	Gandino	Palazzuolo	Tranna
Brescia	Gardone	Pandino	Trescorre
Brixio	Garguano	Pescarolo	Treviglia .
Campodolcino	Gavardo	Peschiera	Varenna
Canetto	Gazzaniga	Piadena	Verdello
Canonica	Goito	Piazza	Verola Nuova
Canzo	Gonzaga	Pisogne	Vescovato
Capo di Ponte	Gorgonzola	Ponte	Vestone
Caprino	Gravedona	Ponte S. Pietro	Viadana
Carate	Introbbio	Pontevico	Villafranca
Caravaggio	Iseo	Pórfezza	Vimercate
Carzaniga	Lecco.	Preseglie	Volta
Casalbuttano	Leno	Robecco	Zogno
Casalmaggiore	Lonato	Romano '	
Cassano	Lovere	Roverbella	!

TABLEAU N.º 7. -- Nomenclature des bureaux de poste situés dans la seconde et dernière section de la Monarchie autrichienne.

BEREAUX DE POSTE	NOMS DES PROVINCES	BUBEAUX DE POSTE	NOWS BES PROSINCES
Abony	Hongrie	Babocsa	Honorie
Acs	td.	Baern	Moravie
Adelsberg	Carviole		Staronie
Adony	Hongrie		
Adria	Venuse		Autriche inférieure Venise
Aflenz .	Stirie	Bacringen	Bohème
Agordo	Venise		
Agram (Zagabria) .	Cruatie	Bagh	Hongric
Ab	Tyrol	Baierbach	M.
Albona	Lattoral		Autriche supérieure
Alibunar	Confins militaires	Baimok	Hougrie
Allios	Hongrie	Baksa	Id.
Almissa	Dalmatie	Balassa Gyarmath .	ld.
	Houarie	Balzers	Pr.te de Lichtenstein
Altenmarkt	Stirie	Banfi Hunyad	Transylvanie
Altenmarkt		Banhalma	Hovgrie
Altgebirg	Autriche inférieure	Banoveze, Nove	Confins militaires
the state of the s	Hougrie	Banyabik	Transylvanie
	Antriche ampérieure Moravie	Baranyayar	Hongrie
Alsstadt		Barbarono	Venuse
Ampezzo.	Venise	Bardolino	ld.
	Autriche inférieure	Barod, Nagy	Hongrie
	ld.	Bartatow	Galicie
Apathin	Hongrie	Bartfeld	Hongrie
Arad. O'	. Id.	Barycz	tialicie
Araoyos, Medgyes .	ld.	Bassano	Venise
Arbe	Dalmatie	Bataszek	Hongrie
Arbesau	Hohème	Batelau	Morarie
Arco	Tyrol	Bath	Honarie
Ariano	Venise	Batonya	ld.
Aroau	Bohème	Battaglia	Venue
Arnoldstein	Carinthie	Bautsch	Moravic
Arok-Szállas	Hungrie	Bechin	Hahime
Arzignano	Venise	Brchowice	fet.
Asch	Boheme	Beese, O' Racz	Honorie
lsiago	Venise	Becse, Uj-Torok	ld.
Isolo ,	ld.	Becskerek, Kis-	ld.
spang	Autriche inférieure	Becskerek, Nagy	ld
ssling	Carniole	Beduarow	Galicie
tzioang Unt	Tyrol	Belatineze	Honarie
uronzo	Vemse	Bellovar	Confins militaires
usa	Bohėme		Venise
uspitz	Moravie	Belz	Galicie
ussée	Stirie		Robine
ussig	Bohème		ld.
usterlitz	Moravie	Bennisch	Silėsie
viago	Venise	Beodra	Hongrie

BUREAUX DE POSTE	NOMS DES PROVINCES	BUREAUX DE POSTE	NOMS DES PROVINCES
Berann	Bohème	Breznicza	Croatie
Beregh-Szasz	Hongrie	Breznobanya	Hongrie
Berend	Transylvanie	Brisau	Moravie
Berkesz	Hongrie	Brixen (Bressanone)	Tyrol
Bersaska	Confias milituires	Brod, Böhmisch .	Bohème
Bertot	Hongrie	Brod, Ungarisch	Moravie
Berzencze	Id.	Brody	Galicie
Beschka	Confins militaires	Bronica	ld.
Bettendorf	Hougrie	Brood	Confins militaires
Bezdan	ld.	Bruck a. d. Leitha.	Autriche inferieure
Bidschow, Neu	Boheme	Bruck a. d. Mur .	Stiric
Biedoik	Confins unititaires	Brünn	Morarie
Bielitz	Silesie	Brux	Boheme
Bilar	Hongrie	Brunow	Moravie
Bilia	Boheme Id.	Brunneckeo	Tyrol Galicie
		Brzesko	ld.
Bisenz Bistritz	Moravie Trausylvanie	Buchau	Id. Bohème
Bistritz	L'orarie		Hongric
	Hohème	Buzsa	L'alicie
	Carinthie		Bohene
Blindenmarkt	Autriche inférieure		Dalinatie
Bludenz	Turol		Buhéme
	Silésie		Moravie
Bludowitz, Nied .	Moravie ".	Boje	Littorul
Bobrka	Gaticie	Bursztyn	Galicie
Bochnia	ld.	Buttyen	Hougrie
Bodenbach	Robine	Bystritz	Moravie
Bodenstadt "	Moravie		
Bohoroderan	Galicie	Calliano	Turol
Börönd	Honorie	Camisano	Venise
Bogard, Sar	Id.	Campo S. Pietro .	ld.
Boiso	Galicie	Capo d'Istria	Littoral
Bojava Stampi	ld.	Caprigo	Venise
Boitza	Transylvanie	Castelfranco	Id.
Bolechow	Guticie	Castelnuovo	Littoral
Borgobrond	Transylvanie	Castelinuovo	Dalmatie
Borgo di Valsogana.	Tyrol	Cattaro	ld.
Borns-Ienö	Hongrie	Cavalese	'Tyrol
Boskowice	Moravie	Cavarzere	Venise
Botzen (Bolzano) .	Tyrol	Cechtitz	Bokeme
Bozsur	Hongric	Cenedea	Venise
Brandels	Bohème	Cerhowice	Hoheme
Branzoll	Tyrot	Cerniza	Littoral Hobème
Braunau	Holième	Cernosin	
Braunau	Antriche supérieure	Ceyc	Moravie Littoral
Bred	Transylvame	Cherso	Lettoral Venise
Bregenz	Tyrol Id.	Chiuggia	Bohème
Breamer	Hohème	Chorostkow	Galicie
Breznice	Болеше	CHOPOSIKOW	Cancie

BUREAUX DE POSTE	NOWS DES PROVINCES	BIREALS DE POSTE	NOWS DES PROVINCES
Chotebor	Bulerne	Dirnbach	Anteiche americare
Chrudim	ld.	Dnespek	Bohème
Chyrow	Galicie	Dobra	Transulcame
cilly	Stirie	Dobnicz	Buleme
Cimelice	Roheme	Dobromil	Galicia
Cittadella	Truise	Dobruska	Baheme
Civezzano	Tyrot	Dognacska	Hougrie
Cividale	Venise	Dolina	Unlicie
Cles	Turol	Dolo	Venuse
Codroipo	Venise	Docubira	Turet
Cologna	ld.	Dorog	Houge ie
Comeglians	W	Dorog, Nagy	M.
Conceliano	Id.	Dovan	Linkerine
Conselve	ld.	Drauburg, Ober	Crenthie
Cortina	Tural	Dranleng, Luter	let.
Crespino	Venise	Drobobycz	Gulicie
Csalia.	Hougi ic	Dabicza	Confins unlitaires
GSICZE	ht.	Dubiecka	Galicie
Csaktornya	bil.	Durnfeld	Larinthic
Colma	Marmie	Darnkint	Autriche inferieurs
Louisver	Номуне	Dugoszello	Lroutie
Czaslan	Hoheme	Dukla	Autheir
Satad	Honorie	Duna-Keszi	Hangrie
Eseklesz	Id.	Dusnik	Boirrure
Serevich	Stavanie	Dynow	Galicie
Usongrad	Houwie		
Curzola	Dalmatic	Ebelsberg	Intriche supérieur
Czegled	Humric	Elsensee	ld.
Czeil, Kis-	hl.	Effecting	Id.
Czerpowitz	Gulicie	Eger	Holienie
Czeikwena	Confins wilitaires .	Eggenburg	Autriche inferieure
Czirkvenicza	Letteral honorois	f.dienschitz	Moratrie
Czortkow	fintlicie	Es	Carathie
		Liseners	Sure
Dalaas	Tgrot	Llest.	Hungire
Datschitz	Morurie	Elisabethstadt	Transglvanie
Dauba	Buliane	Elliogen	Holicine
Delgreczen	Hongrie	Elman	Tyrul
Decleydorf	Trunsylvanic	Fire Bardszell	Antriche supérieur
Deda	Humprie	Engelsberg	Morarie
Dees	Transylvanie	Enus	Antriche supérieur
Dembica	Galicie	Enved, Nagy-	Transylvanie
Derewacz		Engersdorf, Gr.	Autriche inférieure
Demis	Dalamtic	Enzersdoof, Lang	Id.
Detta.	Hongrie	Eperies	Hongrie
Dentschbrod	Boheme	Lresens	III.
Deva	Transylvanie	Erlan	Id.
Devecser	Hongrie	Ernstbrugg	Astriche inferieure
Djakovar.	Stavanie	Er-Semien	Hougrie
			ld.

BIREAUX DE POSTE	NOMS DES PROTENCES	BUREAUX DE POSTE	NOMS DES PROTINCES
Este	Venise	Gakova	Hougrie
Eszek		Galgo	Transylvanie
Evers	Tyrol	Galgorz	Hougrie
		Gaming	Autriche inferieure
Farset, olah	Hongrie	Ganowitz	Stirie
Faedis	. Venuse	Gara	Hougrie
Falkenau	,Bohëare	Garcsin	Confine militaires
Feistritz	Carniole	Gars	Autriche inferieure
Feistritz, Wind	Sterie	Gastein, Bad	Antricke supérjeure
Fekete-To	Hongrie	Gastein, Hof	id.
Feldkirk	Tgrot .	Gauncersdorf , ,	Antriche inférieure
Feldkirchen	Carinthic	Gaya	.i/oravie
Felegyhaza	Hongrie	Gdow	Gatic'e
FelsoBanya	Id.	Geniona	Venise
Feltre	Venise	Generalzkiztot	Confins militaires
Febrintz	Transglvanie	Georgswalde	Rohème
Fischamend	Autriche inférieure	Geras	Antriche inférieure
Finme	Littoral hongrois	Geroldsan	Transylvanie
Flirsch	Torot	Gewitsch	Moracie
Földvar, Duna	Hougrie	Gfold	Antriche inférieure
Fogaras	Transulvanie	Gitschin	Bolienie
Fondo	Turot	Gimino	Littoral
Fonraso	Venise	Gleisdorf	Stirie
	Hovaric	Glina	Loufins militaires
Forro	M-ravie	Glocknitz	Antriche inférieure
Frankenburg	Anteielle supérieure	Gmind	Carinthie
Frankenmarkt	ld.	Gmuni	Antriche inférience
Frankstadt	Moravie	Gmunden	Antricke supérioure
Franz	Stirie	Goding	Morneie
Franzenshad	Holeine	Gonyo	Hougrie
Freiherg	Moravic .	Gapfretz	Antriche inférieure
Freistadt	Austriche supérieure	Gorz	Littoral
Freiwaldan	Sitisie	· Goldenbrunn	Morarie
Frendenthal	Id.	Golling	Antriche supérieure
Friedag	Stirie	Golubince	Confins middaires
Friedherg	ld.	Goricza, Velica	Crontie .
Friedeck	Silétie	Goriice	Galicie
Friedland	Bohéme	Gotschee	Carsiole
Friesach	Carinthie	Gozpich	Confins militaires
Fünfkirchen (Cinque- Chiese )	Hougeie	Gradiska	Littoral Confins milituires
	H.	Grafendorf, Ob-	Antricke inferieure
Fürstenfeld	Stirie .	Gran (Strigonia)	Hongrie
Fulnek	Silesie	Graniczestie.	Ladicir
runek	эпеме	Grastitz	Bohëne C
Gabel	Buliène	Gratz.	Stirie
Gebionz	ld.	Gratzen	Dukème
Ganserndorf	Autriche inférieure	Greifenburg	Carintinie
Gaia	Gulicie mperseure	Grein	Antriche supérieure
Gaisborn	Stirie	Greiskirchen	· hl.
Owner	Contract of	Greammeden	70.

	DES PROVINCES
Graham   Golesco   Goles	
Grunks   Galice   G	che supérieure
Grindrag, Uat	che inférieure
Grailen	kt.
Gryshow   Galaice   Holeneme   From   Gryshow   Galaice   Holeneme   From   Holeneme   From   Holeneme   From   Holeneme   Holenem	
Grysnales	
Coclais	
Gius	
Gunselosher	
Gura Humora   Galicie   Holisch   Honder	
Gubenbeum	
Carlorastein   Carl	
Groundsic   Guideire   Hernikovice   Hoch	che inférieure
Grapia   Hongrie   Horge   Honge   H	
G. Songyus	
Gyula	
1825	
Hags	che inferieure
Habong	
Hadersderis Kamp	
Hathuz   Hongrie   Hoters Palvi   Howas Palvi   Howas Palvi   Hoters Palvi   Selection   Hoters Palvi   Hoters Palvi   Hoters Palvi   Hoters Palvi   Hoters Palvi   Hoters	
Habot, Also	
Hild	
Hidds	
Humburg	16
	che supérieure
Hals	
Holica   Galleira   Housth   Housth   Housth   Housth   Housth   Holica   Holica   Holica   Holica   Holica   Holica   Holica   House   Houst   Hous	
Ibil	
1101	
Billein	
Halmi   Hongre   Hamilt   Morrel   Harder   Ha	
Harsany dd, Hancwitz M. Harbary Surie Harvane Hobel Harvane Harvane Hobel Harvane Harvane Hobel Harvane Harvane Hobel Harvane Harvane Hobel Ha	rie
Barblerg	
Hatvan Hongre Hongre Laronkw Gulder Hongres, Kis- Ind. Henderweichtein Aufriche ünfrieure leienich Ab. Hongre Hongres Lassen Ab. Habb March Laron Marc	uc
Hegyes, Kis- Ileindeurelichstein Aufriche inferieure Heczeg Szöllös Hongrie Hermannesteez Boheine Hermannstadt Trumyfeanie Hermanstadt Saronesten Saronesten Saronesten Hongrie Hermanstadt Hermannesten Inferieure Hermannesten H	
Heindeureichstein Autriche inférieure lasd Autriche inférieure lasz Bereny Hongrie lasz Bereny Hongrie Hermanmestecz Boheine laszenovacz Confinerrogenoburg Autriche inférieure laszo Ujalin Hongrieure	
Heczeg Szöllös . Hongrie lasz Bereny . Hong lermanmestecz . Boheme laszenovacz . Confi Hermanstadt . Transylvanie laszka . Cron Herzogenburg . Autriche inférieure laszo Ujfaln . Hong	
Hermanmestecz Bohéme laszenovacz Confi Hermanstadt Tronsylvanie laszka Gron Herzogenburg Autriche inférieure laszo i jfaln Hong	nie
Hermanstadt Tronsylvanie laszka	us militaires
Herzogenburg Autriche inférieure laszo Ujfaln Hong	
	rie
Hidas Nemethi Hongrie . Iato-Felso ld.	
Hieflan Stirle Inworow Galie	ie
Hirschberg Bokème Jelenye Croa-	
Hlinsko Id. lenikow Bohe	ne
Hochstrass Hongrie lesenice Id.	
	che inférieure
Hoflein, Gross Confi	us militaires

	NOMS DES PROTENCES	RIBEAUX DE POSTE	NOMS DES PROVINCES
lezierna	Galicie	Karlopago	Confins militaires
Iglau	Mornvie	Karlowitz	Id.
Iharos Bereny	Hongric	Karlsbad	Bohéme
Illasi	Venise	Karlsburg	Transylvanie
Illoba	Hongrie	Karlstadt	Croatic
Illok	Slavonie	Karoly, Nagy	Hongrie
Illonda, Nagy	Transulvanie	Kaschan	Id:
Ilz	Stirie	Kecskemet	Id.
Imosch	Dalmatic	Kecze	Transylvanie
Imst	Turol	Kemend	Hongrie
Inarcs	Hongrie .	Kemer	Transylvanie
Ingrowitz	Moravie	Kemmelbach	Autriche inférieure
Innichen	Tyrol	Kend, Nagy	Transylvanie
Innsbruck	ld.	Kents	tiolicie
loachimsthal	Bohème	Ker, O	Hongrie
loannesberg	Silésie	Kerepes	Id.
Iordanow	Galicie -	Keresztur, Csicsò .	Trausylvanie
Iosephstadt	Boheme	Keresztur, Szitàs .	ld.
Iosephsthal	Confins militaires	Keresztur, Sar. '.	Hongrie
Inszashely	Hongrie	Kesmark	ld
Ipoly Sagh	ld.	Keszthely	· Id.
Irsa	ld.	Kezdi Vasarheli	Transylvanie
Ischel	Autriche supérieure	Kikinda, Nagy	Honorie
Isola della Scala .	Venise	Kimpolung	Lialicie
lstvandi	Hongrie	Kindberg	Stirie
Iudenburg	Stirie	Kirchberg a. Wage,	Autriche inférieure
Inngbunzlau	Bohéme	Kirchberg a. Walde	Id.
lungferteinitz	Id.	Kirchof	Autriche supérieure
Iungwoschitz	Id.	Kistelek	Hongrie
Izdebnik	Galicie	Kiszető	M.
Izsak	Hongrie	Kittsee	Id.
		Kitzbühel	Turol
Kaaden	Bohème	Klagenfurt	Carinthie
Kakowa	Honorie	Kiattau	Bohème
Kallo, Nagy.	Id.	Klausen	Turol '
Kallwang	Stirie	Klausenburg	Transvivanie
Kalsdorf	ld.	Klentsch	Bohème
Kalusz	Gaticie	Klimiec	Galicie
Kanınitz	Bohème	Knin	Dalmatie .
Kanisa, Nagy	Hongrie	Knitttelfeld	Stirie
Kanisa, Kis	ld.	Köbölkut	Honorie
Kapfenberg	Stirie	Konizgratz	Bohème
Kaplitz	Bohème	Königinhof	ld.
Kapnik	Hongric -	Königssaal	Id.
Kapolna	Id.	Königsstadt	Id.
Kaposvar	Id.	Kormond	Hongrie
Kapus, Nagy	Transylvanie	Körös, Nagy	ld.
	Confins militaires	Kollin	Bohème
Karansebes			
Kardasowa Recice .	Bahime	Kolomea	Galicie

BUREAUX DE POSTE	VOWS DES PROTENCES	BUREAUX DE POSTE	1005 DES PROVINCES
Komarno	Galicie	Landek	Tyrol
Komlos, Banat	Honuvie	Landsherg, Windisch	Storie
Komlos, Tot	Id.	Lauskron	Boliene
Komorn	Id.	Landstrass	Carniole
Komotau	Bohème	Laugenlois	Antroche inférieure
Kopeczince	Cinticie	Lapanesa	Hongric
Kopidlao	Bolicine	Laskafalya	ld.
kopreinitz	Grootie	Latisana	Venuse
Kornenborg	Autriche inférieure	Lann	Lukime
Kornya	Confins untitures	Lavis	Tyrol
Korotnok	Hongrie	Laxenburg	Antriche inferieure
Kosesd	Transylvanic	Lebering	Mirie
Kosmanos	Suhème	Lechwitz	Moravie
Kossova	Hungrie	Leguago	Venuse
Kosztainicza	Confins militaires	Leiben	Autriche inférieure
Kotzmann . : .	Galicie	Leibuitz	Sterie
Koziowa	Id.	Leipa	Holième
Krainburg	Farniole	Letonth	Morarie
Kratzan	Holième	Leitmeritz	lioheme
Kantbath	Stirie	Leitomischl	fd,
Kreibnitz	Boheme	Lekenek	(.roatie
Kremnitz	Honorie	Lemberg (Léopold).	tiulscie
rems	Autriche inférieure	Lend	Antriche supérieur
remsier	Moravie	Leudinara	Venine
Kremsmünster	Anti sche supérieure	Lendya, Also	Hongrie
Krentz	Croatic	Leobeu	Stirie
Krieglach	Stirie	Leonfelden	Antriche supérieurs
kroujau	Maracie	Lepsény	Hongrie
Kronstadt	·Transgleanie .	Lermos	Tyrot
Krosno	Galarie	Lesneck	Transalvanic
Krumau	Hohème	Lessina	Dalmatic
Krumbach	Autriche inférience	Lets, Nagy	Hougrie
Kuhin	Confins militaires	Letense	M.
Kudricz	Houarie	Lettowitz	Mornvie
Kufstein	Tyrol	Leutschan	Hongrie
Kunstadt	Moravie	Lesa	Id.
Kun Szént Miklos .	Hangvie	Levico	Tyrol
Kuttenberg	Bolième	Lezavzk	Gulicie
Kuty	Unlicie	Libkowitz	Boliene
		Lichtenstadt	Id.
.aa	Antriche inferieure	Liebenau	Id.
Laak	Carmole	Lienz	Tyrol
Laczhaza	Hougrie	Liezen	Stirie
Lagerndorf	Conflus militaires	Limenow	Galicie
Laibach (Lobiana) .	Carniole	Liuz	Antriche supérieure
Laibach, Obez	Id.	Lippa	Littoral
Lajos	Hongrie	Lippa,	Hongrie
Lambach	Autriche supérioure	Lipuwka,	Morarie
Lancot	Galicic	Lisa	Boheme
Lanczyn	Id.	Lissa	Dulmulie

BUREAUX DE POSTE	NOWS DES PROTINCES	BUREAUX DE POSTE	NOMS DES PROVENCES
Liszka, Olaszi	Hongrie	Materia	Litteral
Liszko	Galicie	Matighofen	Autriche supérieure
Litschau	Autriche inférieure	Mauerkirchen	Id.
Littau	Moravie	Mauterndorf	Id.
Lobnik	ld.	Mauth	Bohème
Lobositz	Bohème	Manthausen	Autriche supérieure
Leve	Honorie	Mazanajestie	Galicie
Lofers	Autriche simérieure	Medak	Confins militaires
Loitsch	Carniole	Mediasch	Transylvanie
Tokue	Croatic	Medonost	Bohème
Lomnitz	Balième	Mehadia	Confins militaires
Longarone	Venise	Mel	Venise
Louigo	ld.	Melencze.	Houerie
Loosdorf	Autriche inférieure	Melujk	Bohenue
Loreo	Venise	Mélsket	Hougrie
Losenstein	Autriche amérieure	Meran	Turol
Losonez	Honorie	Meseritsch, Gross	Morarie
Lubicuce	Galicie	Meseritsch, Wind .	M
Lucsiyna	Iknarie	Mestre	Venise
Ludas	ld.	Meizenzef	Hongrie
Ludbregh	Croatie	Mező-Kovesd	ld.
Lugos	Honorie	Mezo-Ors	M.
Lundenburg	Moravic	Mezo-Tegled	ld
Lussin piccolo	Littoral	Mezzo Lombardo .	Turol
Luttenberg	Stirie	Miemiugen, Oher .	ld.
Direction in it	- TOTAL		*Robine
Macarsca	Dalmatie	Mibaly, Nagy	Hongrie
Magyar Egregy .	Transulvanie	Mikanovcze	Contins militaires
Mahrenberg	Stirie	Wikolajow	Gadicie
Maissau . 1	Autriche inférieure	Mikulince	ld
Mako	Honarie	Miljn	Bahème '
Maloczka	ld	Wira.	L'enine
Malcesine	Venise	Mirano	ld.
Male	Turol	Miskolcz	Hongrie
Mali Hallan	Confins militaires	Mitrovic	Confins militaires
Mallebern	Autricke inferieure		Stirie
Malo	Venise inferieure	Mitterndorf	Turol
	Turat	Mittewald a. d. Eisach	ld.
Mals Maniago	Venise .	Mujsék	Robine
Mannersdorf	Autriche inférieure	Modling .	Autriche inférieure
	Stirie		Id.
Marczaly	Hongrie .		Carninle
Margitta	ld.	Mottling	Venise
	Stirie	Moggio	Galicie
Mariazell, Gross . Marienbad	Starie Holième	Mogitany	
Marienbad	Venise	Monacs	Hongrie Id.
	Transulvanie	Mokrin	Id. Robine
	Iransylvanie Id.	Moldauthein	
Martontalva	Hongrie	Moldova	Confins militaires
		Monastyrzyska	
Massa	Venise	Monfalcone	Littoral

BEBEAUL DE POSTE	YOUS BES PROTINCES	BIRESET DE POSTE	XORS DES PROVINCES
Monoster	Hougrie	Newgedein	Bohème
Monselice	Venise	Neuhaus	ld.
Montarnana	ld.	Neuhofen	Autriche supérieure
Montebello	ld.	Neuleughach	Autriche inférieure
Montebelluna	Id.	Neumarkt	Autriche supérieure
Montona	Littor.st	Neumarkt	Stirie
Mor	Hougrie	Neumarkt	Turul
Moravicza	ld.	Neumarktl	Carniole
Morchenstern	Roheme	Neunkirchen	Antriche inferieure
Mori	Tyrol .	Neupaka	Bohewe
Mosciska	Galicie	Neuschloss	ld.
Mosty, Wielki	Id.	Neusirdl a. See .	Hougrie
Motta	Venise	Neusohl	ld.
Mscheno	Bohème	Neustad bei Friedland	Eukėme
Mszapadolna	Galicir	Neustadt	Moravie
Minglitz	Moravie	Neustadt Wiener .	Autriche inferieure
Mildbach	Tyrol	Neustadti	Carniole
Mühlenbach	Transylvanie	Neustadtl	Moracie
Möhlhausen	Boheme .	Neustadtel a d. W.	Hongrie
Münchengratz	ld.	Neutitschein	Moravie
Mürzhofen	Stirie	Neutra	Hungrie
Mürzzuschlag . ·	ld.	Niedergrand	Boheme
Mnnkacs	Hongrie	Niederndorf	Tyrol
Murek	Stirie	Niewes	Boheme
Myslenice	Galicie	Niepolomice	Galicie
		Nikolsburg	Moravie
Nached	Bohéme	Nimburg	Bohënse
Nadas	Hongrie	Nisko	Galicie
Nadudvaz	Id.	Nizniow	Id.
Nadworna	Galicie	Noale	Venise -
Nagybanya	Hongrie	Nolesò	Hongrie
Napagedl	Morarie	Nona	1kulmatic
Narenta	Dalmatie	Noventa	Venise
Nasscreut	Tyrol	Norska	Confins militaires
Naturns	ld.	Nor Bator	Hongrie
Nanders	Id. Bohème	Nyiregyhaza	Н.
Nehwizd, Gross .		Olibrovaggo	D. C. C.
Nemes-Milities	Hongrie Id.		Distination
Nemes Vid		Occhiobello	Autriche supérieure
Nepomuk Neszmély,	Bohème	Occasionesso	Venise
	Hongrie Croatie	Oderzo	Hongrie Venise
Netralich	Robins		Silésie
Neubau	Autriche supérieure		Hongrie -
Neubistritz	Robine superieure		Boheme -
Neudek	Id.		Honeric .
Neudorf	Confins militaires	Orkeny	Id Id
Neudorf . Sattel .	Hongrie	Ofen (Buda).	Id.
Neudorf Wiensch .	Autriche inférieure	Ogulia	Comfins militaires
Neufelden	Autriche supérieure	Ohlafaln	Transulvanie
rememen	transfer superiories	Omenno	2 romegreent#

BUREAUX DE POSTE	NOUS DES PROVINCES	BUREAUX DE POSTE	NOMS DES PROFINCES
Okolicsna	Hongrie	Pfrauenberg	Bohème
Olbersdorf	Silésie	Pfunds	Tyrol
Ollmitz	Morarie	Piazzola	Venise
Olzanica	Galicie	Pisting	Antriche inférieure
Opatovac	Slavonie	Pieve di Cadoze	Venise
Oravicza	Honorie	Pilgram	Bolième
Orebich	Dalmotie	Pilsen	ld,
Oriovac	Confins militaires	Pilsno	Galicie
Orlik	Hongrie	Pinguente	Littoral
Orelik	Confins militaires	Piore	Venise
Orushiza	Hongrie	Pirano	Littoral
Orsova. O	Confins militaires .	Pirpitz	Moravie
Ostra	Moravie	Pischelsdorf	Stirie
Ostrau, Mälarisch .	ld.	Pisek	Bohème
Oswiecim	Galicie	Pisipo	Littoral
Oszada	Honorie	Piskolt	Honorie
Owlan	ld.	Plan	Bohème
Ottochacz.	Confins militaires	Planiau	ld.
Ottok	Carminle	Planina	Carniole
Ollow		Platten	Bohème .
Pakow	Rohème	Playischevica	Confins militaires
Padone	Venise	Pocatek	Bohème
Pago	Dalmatie	Pocsai	Hongrie
Paka	Hongrie	Podebrad	Rohėme
Paks	ld.	Podegraj.	Confins millisires
Palanka Ui	ld.	Podersam	Rohėme
Palma Nuova	Venise	Podgorze	Galicie
Palota	Hongrie	Podhayczyki,	ld.
Palozza	Venise	Podhorce.	ld.
Panesova	Confine militaires	Podpetsch	Carniole
Papa	Honorie		Antriche inférieure
Pardubice	Hongrie Bohème	Poggscall	Carniole
Parendorf			Silésie
Parendori	Hongrie Littoral		Moranie
		Pointer	Autriche inférieure
Paternioa	Carinthie		Littoral
Pawlowitz	Moravie	Polit	Hongric
Peggan	Stirie		Venise
Pentele, Duna	Hongrie	Polesella	Robine
Perarolo	Venuse	Police	ld.
Perhete	Hongrie	Policka	ld.
Pergine	Tyrol	Point	Carinthie
Perschling	Autriche inférieure	Pontaffel (Pontehba)	Creatic
Perusich	Confins militaires	Popowecz	Venite
Pesth	Hongrie	Pordenone	
Peteri	ld.	Portogruaro	Id.
Peterswalde ,	Bahème	Porumbak, Alsò .	Transylvanie
Peterwardein	Confins militaires	Posoric	Moravie
Petrinia	ld.	Postelberg	Boheme
Petschau	Bohėme	Pottendorf	Autriche inférieure
Pettan	Stirie	Pottenstein	ld.

BURBALL DE POSTE	NOMS DES PROVINCES	BUREAUX DE POSTE	NOMES DES PROFINCES
Poxega	Naronic	Reutsch	Bohèus
Poxesbena	Confins militaires	Rettelstein	Stirie
Prachatitz	Boheme	Reutte	Tyrol
Prad.	Turol	Ried	Autriche supérieure
Prague	Bohime	Ried	Tyrol
Preran	Moravie	Rima Szomlath	Hongric
Presnice	Hoheme	Ripeus	ld.
Pressburg	Honoric	Riva	Tyrol
Prestice	Bolicine	Rotz	Autriche inférieure
Preweld	Carmole	Robatyn	Cialicie
Pribram	Bohème	Robitsch	Stirie
Primiero	Tyrol	Robrbach	Anteiche supérieure
Prividge	Hongrie	Rokicany	Bolietue
Prosnitz	Morgrir	Romans	Littoral
Przemysl	Galirie -	Roncade	Venise
Przeworsk	hl.	Rosenau	Hongrie
Polkau	Autriche inférieure	Rosenberg	ht.
Purkersdorf	ld.	Bothwasser	Moravic -
Putnok	Hongrie	Rottenmaun	Stirie
		Bovereto	Turid
Raab	Hougrie	Rovigno	Lateral
Radantz	tialicie	Rovigo	Venuse :
Radkersburg	Stirie	Rudky	Galicic .
Radnot	Transylvanie	Rudna	Hougrie
Radonitz	Bobeine	Ruma	Slavonie
Radstadt	Antsiche supérieure	Rumburg	Bohème .
Radyman,	Galicie	Rynmnow	Galicie
Ragendorf	Honurie	Rzeszow	ld.
itagusa	Dalmatie		
Ragusa vecchia	ld.	Saar	Moratrie
Raigern	Moravie	Saatz	Bokeme
Rakunitz.	Bohène	Sachsenburg	Carinthie
Rakovpotok	Croatic	Sacile	Venise
Rann	Stirie	Sadagora. , , ,	Gaticie
Raszlavicza	Hongrie	Sadowa Wisznia .	ld.
Ratot	14.	Sadska	Bohème
Rattenberg	Turol	Sagurie	Carniole
Randua	Bohėme .	Sajo & aszincz	Houaric
Rawa Ruska	Gulicie	Solurn	Turol
Recsag	Hongrie	Salzburg	Antriche superieure
Regelsbrung	Autriche inférieure	Sambor	Galicie
Regens	Moravie	S. Bonifazio	Venise
Reichenau	Hohème	S. Daniele	ld.
Reichenberg	ld.	S. Dunà.	ld.
Reichstadt	ld.	S. Pietro della Brazza	Delmate
Reismarkt	Transplvanie	S. Pietro degli Schia-	
Rékas	Hongrie	Yoni	Venise
Remete	ld.	S. Pietro Incarriano	ld.
Remettinecz	Croatie	S. Vitu	ld.
Rennweg	Carinthic	Sanct André	Carinthie

BURLAUX DE POSTE	NOMES DES PROVINCES	BUREAUX DE POSTE	NOWS, DES PROVINCES
S. Anton	Tyrol Autriche supérieure	Schüttenhofen	Bohème Ausriche supérieure
S. Gilgen			Antriche inférieure
S. Iohann	Id.	Schwazhach	td.
S. Iohann		Schwarzenau	Maranic
S. Leonhard	Carinthie	Schwarzkirchen.	Bohème
S. Leonhard a. forst.	Antriche inférieure	Schwarzkosteletz .	Silvisie
S. Michael	Autriche superseure	Schwarzwasser	Turoi
S. Michael	Tyrol	Schwatz	Antriche inférieure
S. Oswald	Stirie	Schwechat	Bohème
S. Oswald	Carniole	Sebastiansberg	Donewe Dalmatic
S. Peter	Stirie	Selienico	or i
S. Peter i. d. An	Autriche inférieure	Seefeld	Tyrol tialicie
S. Polten	ld.	Seipusch	Bohème
S. Roch	Confins militaires	Seltschan	
S. Weit an der Glan.	Carinthic	Selyk, Nagy	Transylvanie
Sand	Tyrol .	Semil	Boheme
Sandau	Bohėnie .	Serolin	Confins militaires
Sandec Neu	Galicie	Sendiszow	Galteie
Sanguinette	Venise	Senftenberg	Hohėme
Sanok	Galicie	Sennosetsch	Carniole
Santa Croce	Littoral	Sepsi Szt. György .	Transylvanie
S. Maria Maddalena	Venise	Screth	Galicie
Sarfo	Hongrie	Serravalle	Venise
Sarkad	ld.	Sessana	Littoral
Sarkany	Transylvanic	Sibot	Transylvanie
Saros Patak	Hongrie	Sieglarding	Antriche supérieure
Sarvar	ld.	Sieghardts, Gross .	Autriche inférieure
Satorallya-Ujh	ld.	Sieghardskirchen .	Jel.
Sauritsch	Stirie	Sieniawa	Galiere
Scardona	Dalmatic	Sierning	Antricke supérieure
Schärding	Autriche amerieure	Sign	Dalmatie
Schlesburg	Transytvanje	Sikks	Hongrie
Schatzlar	Bohéme	Sillein	ld.
Scheibbs	Antriche inférieure	Sillian	Tyrol
Schelletan	Moravie	Silz	ld.
Schmnitz	Honorie	Simand	Hongrie
Schio	Venise	Siò-Tok	lel.
Schladming	Stirie	Sitzendorf	Autriche inférieure
Schleggenwald	Bohème .	Skala	Galicie
Schlakenwald	ld.	Skalitz	Bohéme
Schlan	ld.	Skole	Galicie
Schlanders	Turot	Skotschau	Silésie
Schlosshof	Autriche inférieure	Skrad	Croatie
Schlukenau	Bohème	Slano.	Dalmatie
Schmölnitz	Hongrie	Smirzitz	Bohème
Schonberg	Moravie	Smolnica	Galicie
Schönberg	Turol	Sniatyn	ld.
Schönlinde	Bahème	Sobeslaw	Bohéme
Schottwien	Antriche inférieure	Sobotka	ld
	dd.	Soll	Tyral
Schrems	14.	300	- 3

BLRELLY DE POSTE	NOWS DES PROVINCES	BIBEAUX DE POSTE	NONS DES PROVINCES
Sokal	Galicie	Szakalj	Hongrie
Sollenau	Autriche inférieure	Szakul	ld. +
Sombor, Magyar .	Transylvanic	Szalaher	ld.
Somkerek	Id.	Szala-Egerszeg	ld.
Somkut, Nagy	ld.	Szalanta	ld.
Somlyo, Szili	ld	Szalanta Nagy	ld.
Soroksar	Hongrie	Szalonta Nagy	Id.
Spalato	Dalmane	Szamobor	Croatie
Spilimhergo	Venise	Szamos Ujvar	Transylvanie
Spital	Carinthic	Szanto	Hongrie
Spital am Pihrn .	Autriche supérieure	Szaszka	ld.
Spitz	Antriche inférieure	Szasz Regen	Transylvanie
Staab	Hohème	Szaszvaros	ld.
Stagno	Dalmatie	Seathamar Némethi.	Honorie
Stomach	Stirie	Szatymacz	ld.
Stamersdorf	Autriche inférieure	Szecsel	Transylvanie
Stampfen	Hongrie	Szederkeny	Honorie
Stanislawow	Galicie	Szegedin	ld.
Stankau	Bohème	Szchynie	Galicie
Stannern	Moravie	Székas	Hongrie
Starkenbach	Bohème	Szeckesa	ld.
Stecken	ld-	Szekelvhid	ld.
Steinach	Tyrol	Szekszard	ld.
Steinamanger	Hongrie .	Szemes	ld.
Steinbach	ld.	Szenicz	ld.
Steinsdorf	Hohème	Szent András	ld.
Sternberg	Moravie	Szent Japos	И
Sterzingen	Turol	Szent Ivany Felső	ld.
Stetteldorf	Autriche inférieure	Szent Kereszt	ld.
Steyer	Autriche supérieure	Szent Lörincz	ld.
Steveregg	ld.	Szent Miklos, Nagy.	ld.
Stockerau	Autriche inférieure	Szent Miklos Török.	ld.
Stolzenburg	Transylvanie	Szent Tamas	ld.
Strà	Venite	Szentes	ld.
Strakonitz	Bohėme	Szered	ld
Strass	Stirie	Szerednye	ld.
Strassnitz	Moravie	Szeverin	Croatic
Strédokluk	Bohème	Sziget, Marmaros	Hongrie
Strengberg	Autriche inférieure	Szigetvar	ld.
Strigno	Turol	Szikszo	td.
Stry	Galicie	Szinye	ld.
Stuben	Turol	Sziszek	Croatie
Stuhlweissenburg		Sziracz	Hongrid
(Alba Beale)	Hongrie +	Szlatina	Confins militaires
Sucha	Galicie	Szoboszló	Hongrie
Suczawa	ld	Szobrancz	ld.
Sudomerice	Bohème	Szöllos-Györök	ld.
Sumegh	Hongrie .	Szollos, Nagy	ld.
Svinica	Confins militaires	Szolnok	ld.
Szabad Szallas	Hongrie	Szuszek	Stavonie
		Szveti Ivan	Croatic

BUREAUX DE POSTE	NOMS DES PROVINCES	BIREAUX DE POSTE	NOMS DES PROTENCES
Tabor	Bohème	Treviso	Venise
Taliya	Hongrie	Tricesimo	Id.
Tapro-Szele	ld.	Trient (Trento) .	Tgrol
Tapolesan, Nagy	ld.	Triesch	Moravic
Tarcento	Venise	Triest	Littoral Silésie
Tarnopol	Galicie	Troppau	Maravie
Tarnow	ld.	Trübau Matursch . Tschatesch	Carniole
Tarwis	Cariuthie Autriche supérieure	Ternitz	Autriche inférieure
Tanern, Unter	Antriche superieure Bohèma	Tollu	Id.
Tauss	Honorie	Tulto	Id. Hohème
Tecsò	Moravie	Tuschkau	Id.
	Moracie Tural	Tweng	Antriche supérieure
Telfs	Hongrie	Tweng	Transylvanie
Temerin	lidingric kl.	Tyruzu	Honorie
Teolo		Tysminica	Gaticie
Teolo	Boheme		
Teregova	Confins militaires	Ucsa, Also	Transylvanie
Terescheay	Galicie	Udine	Venise
Teschen, Dorf	Silésic	Udvarhely , Székely	Transylvanie
Teschen, Stadt	Id.	Uhrice	Moravie
Teteny	Hongric	Ujpalanka	Confins militaires
Teth	Id.	Ulma	ld.
Tetschen	Boheme	Unghvar	Hougrie
Theresienstadt	ld.	Luken	Antriche supérieure
Theresiopel, Marine	Hongrie	Unterbergen	Carinthie
Theusing	Boheme	Unzmarkt	Stirie Galicie
Thorda	Transylvanie	Ustryki	Gancie
Tiene	Venise Stirte	Vadkers	Hongrie
Timmersdorf	Moravie	Vadkers	Transylvanie
Tischnowitz	Moravie Hongrie	Valdagno	Venise
Tisza Ujlak Tłusté	Hongrie Galicie	Valdagno	ld.
Toke Terebes	Honorie	Vallaj	Hongrie
Toxis	Transutvanie	Valvasone	Venuse
Tokai, Tisza	Hongrie	Vamosfalva	Hongrie
Tolmezzo	Venise	Varos-Lod	ld.
Tolna	Hongrie	Vasaros-Nameny	Id.
Topolya	ld.	Vasvar	ld.
Tornaliva	Id.	Vecse	ld.
Tovarnik	Stavonie	Veglia	Littoral
Traiskirchen	Autriche inférieure	Velden	Carinthie
Trau	Dalmatie	Veleite	Hongrie
Trantenau	Bohème	Velencze	ld.
Trebitsch	Moravie	Vellach, Oher	Carinthic
Treffen	Carniole	Venise	Venise
Tregnano	Venise	Vera	Slavonie
Trembowta	Galicie	Verbasz I j	Hongrie
Tremles	Bohème	Verbona	Confins mi <sup>t</sup> itaires Creatic
Trentsney	Hongrie		

BUREAUX DE POSTE	NOMS DES PROVINCES	BUREAUX DE POSTE	NOMS DES PROTENCES
Verebely	Honarie	Weiswasser	Bohème
Vereczke, Also	Id.	Weitersdorf	Antriche supérieure
Verginmosat	Confins minures	Weitra	Antriche inlerieure
Vérone	Venise	Wekelsdorf, Oher .	Bohème
Verpolie	Confins unlitaires	Wels	Antriche supérienre
Versecz	Hongrie	Welsberg	Tyrol
Verzorem	Id.	Weltrus	Bohéme
Vicenza	Venise	Wendrin	Silene
Vilodna	Honyrie	Werfen	Antriche superieure
Vilagos	Id.	Wesely	Bolième
Villacli	Carinthie	Weyer	Antriche supérieure
Villanuova	Venise	Wiegstadtl	Moravie
Vilpian	Tyrol	Wieliczka	Galicie
Vinkoveze	Antriche supérieure	Wien (Vienne)	Antriche inférieure
Vistel, Unter	Tyrol	Wieselburg	Hongrie
Visinada	Littoral	Wildon	Strice
Viszoly	Hongrie	Wilfersdorf	Autriche inférieure
Viedeng	Transglvanic	Withelmsburg	ld.
Voklabruck	Autriche supérieure	Wimpassing	Hongrie
Volkermarkt	Carinthie	Windischgarsten .	Autriche supérieure
Vorosvar	Hongrie	Windischgratz	Stirie
Voslau	Autriche inférieure	Winterberg	Holienic
Vojnich	Confins militaires	Wippach	Carniole
Voitsdorf	Autriche supérieure	Wischan	Muravie
Volders	Turol	Wisowitz	lel.
Vordernberg	Shirie	Wittingau	Hoheme
Vragna	Littoral	Wlasjm	hi.
Vuchinich Szello .	Creatic	Wodnany	ld.
Vuka	Slavonie	Wollan	Stirie
Vnkovar	ld.	Worgl	Tyrol
·Wadowice	Galicie	Wolysberg	Carinthie
Wagram, Deutsch.	Autriche inférieure	Wolin	Holieuse
Wagstadt	Silésie	Wolkersideri	Autriche inférieure
Waidhofen a. d. Thaya		Wotice	Holième
Waidhofen a. d. Ybbs	ld.	Woynicz	Ciaticie
Waidringen	Turol	Wsetin	Moravie
Waitz	Stirie	Wiirbenthal	Silénie
Waitzen	Honorie	Warzen	Carmole
Waleputna	Galicie		
Wamma	fel.	Autalokya	Confins militaires
Warasdin	Crpatie		
Warasdorf, Gross .	Honyrie -	Ybbs	Autriche inférieure
Wardein, Gross: .	ld.		,
Warnsdorf	Bohème	Zablotow	Gulieie
Watra Dorna	Galicie	Zakany	Hongrie
Weidenan	Silesie	Zaleszczyki	Galicie
Weikersdorf		Zalozce	ld.
Weipert	Bohème	Zamlekan	Bohème
Weiskirchen	Moravie	Zara	Dalmatie
Weiskirchen	Confins militaires	Zator	Galicie

BUREAUX DE POSTE	NOWS DES PROVINCES	BUREAUX DE POSTE	NOMS DES PROVINCES
Zabrasz Zborow Zdiby Zditz Zelez Zemendorf Zengg Zerend, Nagy Zevio. Zieli	Galicic Ed. Bohème Ed. Hongrie Ed. Confins militaires Hongrie Yenise Tyrol Transulvanie	Zioczow Znaim Zolikie W Zombor Zsambokretla, Nyitra Zsambokretla, Tuvocz Zsebely Zuckmantel Zwettel Zickau Zwittau W	

TABL. Nº 8. - Timbres spéciaux à appliquer par les Postes autrichiennes.

DESIGNATION de EN TIMBRES	LEUR SIGNIFICATION	OBJETS QUI DOIVENT EN ÊTRE MARQUÉS	ORIGINES OF DESTINATIONS de ces objetts
A. R-F.	Autriche; rayon-frontière .  Id. , ; partie restante de la	Lettres ordinsires et chargées, et échantiltons de marchandises	a
A. 1	1.ère section, après le		
	rayon-frontière	id	, c
A. 2 P. D	Pavé jusqu'à destination .	id	á
P. S	Payé le port sarde	Correspondances et imprimés	
P. S. F.	Pavé les ports sarde et français	id	1
N. D	Non débitée	Lettres ordinaires et chargees	"
CHARGE ou Racco-			,
mandato.	Lettre chargée	Lettres chargees	h
		Lettres ordinaires et chargées, et	
T. A. 1.	Transit autrichien; 1.er prix	échantillons de marchandises	1
		Imprimes	- A
T. A. 2.	Id : 2.ème prix	Lettres ordinaires et chargées, et échantillons de marchandises	ı
T. A. S.	Id ; 3.ème prix	id	271
T. A. 4.	Id ; 4.ème prix	jd	11
T. A. S.	Id ; 5,ème prix	id	0

- a) Du ravon-frontière autrichies pour les Etats surdes, non affranchies.
- b) De la partie restante de la 1 ère section de l'Empire d'Antriche pour les Etats sardes, non affranchies.
- c) De la seconde section du même Empire, ainsi que de Cracovie et de Belgrade pour les Etats sardes, non affranchies.
- d) De l'Empire d'Autriche, de Cracovie et de Belgrade, ainsi que de Bukarest, Bototschany, Yassy, Galacz, Constantiople, Sères et Salonique, affranchies josqu'à destination tant des États sardes que de la France et de l'Algérie.
- e) Dell'Autriche et des neuf villes sustites, affracchies jusqu'aux points opposés des États sardes.
  f) De l'Autriche et pays plus éloignés pour l'Espagoe, le Portugal, Gibraltar et pays d'outremer.
- a) De l'Autriche (remises hors de compte) pour des autorités ou fonctionnaires dans les États sardes.
- De l'empire d'Autricho et des neuf villes, pour les États sardes et pays plus éloignés.
   Des Caotona snisses pour les États sardes, ot pour les États cardes et l'Algérie, Massa et Garrara, Luc-
- ques et la Tescane.

  k) De tons les pays situés au delà de l'Empire (les neuf villes exceptées) pour les États sardes, la
- Suisse, la Franco et l'Algérie, Massa et Carrara, Lucques et la Toscane.
- f) Des Légations et Marches postificales etc. pour les États sardes, la Suisse, la France et l'Algèrie, m) De la Russie et Pologne, Suède et Norvège, du Danemark, des États et villes composant la Confédération germanique, ainsi que des lles Joniennes et de la Grèce.
- n) De Bakarest, Botatschany, Yassy et Galacz pour les États sardes, non affranchies.
- o) De Constantinople, Séres et Salonique pour les États sardes, non affranchies.

TABLEAU Nº 9. - Timbres spéciaux à appliquer par les Postes sardes.

DÉSIGNATION de CES TIMBRES	LEUR SIGNIFICATION	ORJETS QUI DOIVENT EN ÊTRE MARQUÉS	ORICINES et PERTINATIONS de ces objets
S. 1	Sardaigne ; I.ère section .	Lettres ordinaires et chargées, et	а
S. 2	ld 2.ème id	id	6
S. 3	ld. , , 3.ème ld. , ,	id	c
P. D	l'ayé jusqu'i destination .	id	d
P. A	l'ayé le port autrichien	id	•
N. D	You débitée	Lettres ordinaires et chargées	ſ
ASSICE RATO	Lettre chargée	Lettres churgées (dans tous le cas), Lettres ordinaires et chargées, et	9
T. S. 1.	Transit sarde Ler prix	· échantillons de marchandisès	h
		Lettres ordinaires et chargées, et	i
	Transit sarde; 2 ème priv .	èchantillous de wareleandises	1
P. F. S.	Ports français et sarde	Lettres ordinaires et chargées, et échantillons de marchandises.	200
		economicum de proportions .	

- a) De la 1.ère section b) De la 2.ome id. Des États sardes pour l'Empire d'Autriche, noo affranchies, ninsi que b) De la 2.ome id. pour Cracovic, Belgrade, Bukarest, Botutschany, Yassy, Galacz, Coustan-
- d) Des États sar les affranchies josqu'à destination de l'Autriche, et des neuf villes susdites.
- e) Des États sarde: pour les pays au delh de l'Autriche, affracchies josqu'h see frontières opposées.
   f) Des États sardes (remises hors de compte) pour des autorités ou fonctionnaires du gouvernement impérial.
- g) Des États sardes pour l'Empire d'Autriche, affranchies ou non, et pour plus loin.
- h) Des Cantons suisses pour l'Autriche, et pour plus loin que cet Empire.

  i) Des Cautons suisses , de la France et de l'Algérie, de Massa et Carrars, de Lucques et de la
- Toscane taot pour les États autrichiens, que pour les pays su delà de cet Empire.

  1) De l'Angleterre pour les pays au delà de l'Antriche, et de Massa et Carrara, Lucquos et la
- Toscane tant pour l'Empire, que peur plus loin de la Monarchie antrichienne.

  1) De l'Angleterre, de l'Espagne, du Portugal, de Gibraltar et des pays d'outremer pour l'Autriche, et au delà.
- m) De l'Espagne, du Portugal, de Gibraltar et des pays d'outremer, ainsi que (celles) de la France et de l'Algérie, non affranchies, pour l'Empire d'Autriche et les pays plus éloignés.

## H.

1844, 18 Juillet.

#### PARIS

Convention de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne et les Villes libres et Auséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg.

Sa Majesté le Roi de Sardaigue d'une part, et le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Lubeck, le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Bréme, et le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Hambourg (chacun de ces États pour soi séparément) de l'autre part, désirant consolider et étendre les relations commerciales entre les États respectifs, out nommé, pour conclure une Convention de navigation basée sur les principes d'une juste réciprocité, leurs Plénipotentaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Marquis 'Antoine Brignole Sale, Chreatier Grand Cordon de son: Ordre Beligieux et Militaire de Saint Maurice et Saint Lazare, Chevalier Grand Croix des Ordres de Saint Joseph de Toscane, et du Danebrog de Danemark, Chevalier de l'Aigle Blanc et de Saint Stanislas de Pologne, son Ministre d'État et Ambassadeur auprès de Sa Majesté le Roi des Français, et

Le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Lubeck, le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Brême, et le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Hambourg, Vincent Rumpf Leur Ministre résidant près sa Majesté le Roi des Français;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans: I

Les navires Sardes chargés ou sur lest, entrant dans les ports des Républiques Anséatiques, et réciproquement les navires Anséatiques, chargés ou sur lest, entrant dans les ports de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, seront traités, à leur arrivée, pendant leur séjour et à leur départ, sur le même pied que les navires nationaux en ce qui concerne le payement des droits de tonnage, de port, de faual, de-bouée ou de balise et de pilotage, et généralement pour tous les droits de navigation quelconques qui affectent le navire, que ces droits soient perçus par l'Etat, par les communes ou par d'autres corporations particulières.

II.

Seront considérés comme navires Sardes et Anséatiques ceux qui naviguent avec des lettres de mer de leur gouvernement, et qui seront possédés conformément aux lois et règlemens en vigueur dans leurs pays respectifs.

Les Hautes Parties Contractantes se donneront réciproquement, dans le moindre délai possible, connaissance des documens dont leurs navires doivent être pourvus à cet effet, d'après les ordonnances des États respectifs.

Ш.

Les navires Sardes dans les ports Anséatiques, et les navires Anséatiques, dans les ports du Royaume de Sardaigne jouiront de tous les avantages et facilités qui y seront accordés aux navires nationaux, tant à l'égard de leur placement, que pour leur chargement et déchargement dans les ports, bassins, rades et fleuves des l'atat respectifs.

IV.

En cas de relâche forcée d'un navire Sarde dans un port An-

séatique, ou d'un navire Anséatique dans un port des États Sardes, ce navire y jouirs, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des États respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstauce, pourvu que la nécessité de la relâche soit d'ûment constatée.

Le même traitement de faveur sera réciproquement accordé aux navires échoués, en cas de bris ou naufrage. Il est d'aillears entendu que les Cousuls et Agens consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives à la réparation, au ravitaillement, ou à la vente, s'il y alieu, des navires entrés en relàche, échoués on naufragés à la côte.

#### v

Les bâtimens Sardes on Anzéatiques en relàche forcée ne jouirout des faveurs et immunités mentionnées dans l'article précédent qu'autant qu'ils ne se livreront dans le lieu de relàche à aucune opération de commerce en déchargeant ou en chargeant des maschandiess. Toutefois les déchargemens et les rechargemens, qui seraient nécessaires pour la réparation du navire en relàche forcée ne seront pas considérés comme opérations de coumerce. Ces hàtimens seront en outre tenus de ne pas prolonger leur séjour dans le port ou lieu de relàche au-delà du temps que les causes de la relàche auront exigé.

#### VI.

Les bătimens Sardes qui arriveront dans les ports d'une des villes Anséatiques, et les bàtimens Anséatiques qui arriveront dans les ports de sa Majesté Sarde, sont autorisés à ne charger on décharger qu'en partie, si le capitaine on le propriétaire le désire, ct ils pourronts se rendre ensuite dans les autres ports de mer du même État pour compléter leur chargement ou déchargement sans être tenus des payer d'autres ou de plus forts droits que ceux que les bâtimens nationaux payeraient dans le même cas. Il est expressément enteudu que les articles précédens ne sont point applicables à la navigation de côte ou au cabotage, que chacune des Hautes Parties contractantes se réserve exclusivement.

#### VIII.

Il ne pourra être imposé par une des Hautes Parties contractantes à la navigation de l'autre aucun droit nouveau ou plus élevé, ni aucune entrave ou restriction quelconques, qui ne s'appliquerait pas également et dans la même mesure à la navigation de toute autre nation.

Il ne pourra être concèdé aucune faveur par l'une des Hautes Parties contractantes à la navigation d'une nation étrangère, que cette faveur ne devienue de droit et ipso facto commune à la navigation de l'autre Haute Partie contractante, gratuitement, si la faveur est gratuite, ou moyennant compensation équivalente, si elle est conditionnelle.

## IX.

La présente Convention sera en vigueur pendant dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications, et au-delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre, d'une manière officielle, son intention d'en faire cesser l'effet; chacune des Hautes Parties contractantes se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration an bout des dix ans sus-mentionnés. Il est cependant bien entendu et convenu que, si l'une ou plusieurs des Républiques Anséatiques, à l'expiration des dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications, donuent ou reçoivent la déclaration de la cessation de la présente Convention, cette Convention restrea ucisimonis en pleine force et effet par rapport à celle des Républiques Anséatiques qui n'aura ni douné ni reçu cette déclaration.

Les ratifications de la présente Convention seront échangées à Paris dans l'espace de quatre mois à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes,

Fait par quadruplicata à Paris le dix-lunit juillet de l'an de grâce mil huit-cent quarante-quatre.

A. BRIGNOLE SALE. (L. S.) V. RUMPFF. (L. S.)

/Ratifiée le 29 octobre 1844. — L'échange des ratifitations a en lieu à Paris le 6 novembre de la même année)

## III.

1845, 9 juin

PARIS.

Échange de Déclarations faisant suite à la Convention précédente.

Déclaration du Plénipotentiaire Sarde, d'après la réserve contenue dans l'art. Il de la Convention du 18 juillet 1844.

L'article II de la Convention de navigation conclue entre S. M. le Roi de Sardaigne d'une part, et la Ville libre et Anséatique de Hambourg d'untre part, le 18 juillet 1844, réservant l'échange de déclarations pour faire une énumération claire et présis des papiers et documents dont l'un et l'autre État exigent que leurs navires soient munis, le soussigné, Ambassadeur de S. M. le Roi de Sardaigne prés S. M. le Roi des Français, à cela autorisé, déclare que, d'après les règlemens existans, les navires Sardes doivent être nantis des documents suivans:

I. De la Patente de nationalité, qui est le document par lequel un bâtiment est admis à faire partie de la marine marchande Sarde, et à en arborer le pavillou, et qui indique la mesure ou la capacité effective du navire et le déclare propriété de sujets Sardes. La Patente de nationalité musie de la signature du premier Secrétaire d'État de guerre et de marine est délivrée par l'Intendant Général de la marine royale.

2. Le rôle de l'équipage et des passagers, qui reproduit à l'égard du bătiment les indications insérées dans la Patente de nationalité, contient la note des hommes dont se compose l'équipage, ainsi que le nom des passagers. Le rôle de l'équipage est délivré par les Administrateurs de la marine sous la dénomination de Consuls de marine.

3. Enfin le passeport maritime, qui est délivré au capitaine un naire, a pour objet de faire reconnaître le capitaine comme tel tant auprès des autorités nationales que des autorités érangères. Le passeport maritime est muni de la signature d'u-Premier Secrétaire d' État de guerré et de marine, et délivré à Gênes par l'Intendant Général de la marine royale et mis en expédition par les Consuls de marine qui en fixent la durée.

Paris, le 9 juin 1845.

A. Brignole-Sale.

Nota. Deux autres déclarations semblables ont été remises à M.' De Rumpff pour les Gouvernements de Lubeck et de Brême.

> Déclaration du Plénipotentiaire des Villes Anséatiques, pour le même objet.

L'article II de la Convention de navigation conclue entre les Villes libres et Anésatiques de Lubeck, de Brême et de Hambourg d'une part, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne d'autre part, le 18 juillet 1814, réservant l'échange de déclarations pour faire une énumération claire et précise des papiers et documents dont l'un et l'autre État exigent que leurs navires soient munis, le sonssigné Ministre-Résident des Villes libres et Auséatiques près Sa Majesté le Roi des Français, à cela autorisé, déclare:

1. Que, d'après les règlemens existans, les navires Lubecquois doivent être nantis des documens suivans:

a) Du document de construction et de mesurage, nommé le Byl et Mex-Prief, expédié sous le secau de l'État et signé par un des Secrétaires du Sénat, document qui est donné à chaque navire qui a été construit sur un chantier Lubécquois, ou qui y a été réparé avec une dépense au moins des deux tiers de sa valeur primitive, et qui énonce le nombre de Lasts de commerce (de 6,000 livres) y contenus.

Si le navire a été construit sur un chantier étranger pour compte de citoyens Luberquois, on s'il a été vendu par des propriétaires étrangers, le capitaine doit être pourru du Byl-brief étranger, expédié, en forme authentique, et du Mesz-brief qui lui a été délive à Lubeck.

b) flu certificat de propriéte, document dans lequel le Secrétaire signant de par le Sénat, atteste, sous le sceau de la République, que les citoyens de Lubeck, y nommés, ont prêté serment selon les lois de Lubeck, que le navire en question, commandé par le capitaine N., citoyen de Lubeck, est leur propriété.

e) Du rôle de l'équipage, signé et scellé par le Wasserschout chef de l'enrôlement des matelots, document qui contient la note des hommes dont se compose l'équipage.

Si le capitaine a été obligé de renouveler son équipage entièrement, on en partie, dans un port étranger, il doit être nauti du document de cet enrôlement fait à l'étranger, ainsi que du dernier rôle d'équipage qu'il a reçu à Lubeck.

d) Enfin du passeport maritime et du certificat de santé, sigué sous le seceu de la République par un des Secrétaires du Sénat, document qui est délivré au capitaine du navire, pour le laire connaître comme tel, tant auprès des autorités nationales, qu'auprès des autorités étrangères, et pour attester qu'au moment du départ du navire de Lubeck il n'y avait pas de maladies contagieuses. Quant aux navires Brémois, le soussigné déclare :

 Que d'après les règlemens existans, les navires Brémois doivent être nantis des documens suivans;

- a) De la lettre de mer (Patente ou passeport) expédiée sous le seeau de l'État et signée par le Président du Sénat. Ce document énonce la capacité du navire en lasts de seigle (Rockenlasten) de 4,000 livres, ou en commerz-lasten de 6,000 livres, et contient de plus une énumération des autres papiers de bord, savoir :
  - b) Le rôle de l'équipage signé par le Président du Sénat.
- e) Une copie authentique de l'acte de construction; acte qui désigne en même temps les mesures et la capacité du navire s'il est construit sur un chantier Brèmois. Ce document est légalisé par le Secrétaire du Gouvernement. Si néanmoins ce navire est construit à l'étranger, ou acheté de propriétaires étrangers, il n'est tenu d'avoir à bord que les copies authentiques des titres émmérés dans le passeport, servant à constater la nationalité Brèmoise.

Quant aux navires Hambourgeois, le soussigné déclare :

 Que d'après les règlemens existans, les navires Hambourgeois doivent être nantis des documens suivans;

- a) Du Seepass. Par ce dociment le Sénat atteste que devant les membres du Sénat, députés à cet effet, les dispositions nécessaires out été faites, pour constater, que le navire est exclusivement propriété Hambourgeoise, et qu'il est commandé par un capitaine, eitoyen de la République. Dans ce même document le Sénat requiert les autoités étrangères de prêter toute assistance au capitaine et au navire. Ce document est signé par un Secrétaire du Sénat, autorisé à cet effet.
- b) Du Mess-brief, document de mesurage et tonnage, contenant les dimensions du navire d'après sa longueur, largeur et profondeur, et son port en lastes de 6,000 livres. Ce document est délivré et signé par le Commandant du port, et muni de la contre-signature et du secau du Sénateur, chargé de la surintendance du port.
  - Dans le baillage Hambourgeois de Ritzebüttel et Cuxhaven

ces documents sont attestés et signés par le Sénateur Gouverneur ; à moins que les navires de ce baillage n'aient préféré de se munir à Hambourg des documens nécessaires.

Comme, espendant, le formulaire de ce Mess-brief a été récemment tant soit pen changé, il se pontrait qu'un Mess-brief ne fuit pas encore muni de la contre-signature du Sénateur surintendant du port. De même le cas pent se présenter, qu'un navire, construit en pays étranger pour compte Hambourgeois, soit muni d'un Sepass Hambourgeois, et d'un document de mesurage et tonnage étranger, puisque ce demier document ne peut être délivre à Hambourg qu'après que le navire a tonché à ce port.

Paris, le 9 juin 1845.

V. RUMPER.

## IV.

1844, 17 septembre.

#### LOCARNO.

Convention entre l'Administration des Postes de S. M. le Roi de Sardaigne, et celle de la République et Canton du Tessin.

Col divisamento di stabilire su principii più estesi e più avvantaggiosi le relazioni postali, ed agevolare così maggiormente i rapporti di commercio tra gli Stati di S. M. il Re di Sardegna e quello della Repubblica e Cantone Ticino, i due Governi determinarono di stipulare una mova Convenzione: e a questo oggetto hanno nominato per Loro Commissarii, cioè, per parte del Regio Governo Sardo, il signor Cavaliere Giuseppe Tinelli Direttore principale di Segreteria della Ispezione Generale delle Regie Poste, e, per parte del Governo Ticinese, i signori Consiglieri di Stato Stelano Franscini, Gioanni Battista Pioda, e Direttore generale delle Poste Franchion Rusca; i quali, premessa l'esibizione de'loro pieni poteri rispettivi trovati in debita forma, convennero degli articoli seguenti:

f.

La comunicazione diretta tra gli Stati di S. M. Sarda e quello della Repubblica e Cantono del Ticino sarà mantenuta per la trasmissione reciproca e regolare delle corrispondenze, plichi di carte manoscritte, campioni di mercanzie, giornali, opere periodiche, libri legati in rustico, carta di musica, incisioni, ed ogni altro stampato nati nei due Stati, non che dei medesimi oggetti, coal di origine come a destinazione di Stati Exteri, che le due Amministrazioni Postali giudicassero conveniente di spedire in transito per mezzo dei rispettivi Uffizii.

н.

Lo scambio dei dispacci contenenti le corrispondenze avrà luogo come segue:

Per parte delle Regie Poste Sarde, negli Uffizii di Arona, di Pallanza, d'Intra e di Cannobbio, collà riserva di aggiungere, occorrendo, quello di Belgirate;

Per parte delle Poste Ticinesi , negli Uffizii di Locarno , di Magadino , di Bellinzona e di Lugano.

Ш.

Il servizio di trasporto dei dispacci dall' uno all' altro Stato sarà fatto quotidianamente e gratuitamente, per mezzo del Piroscafo in corso sul Lago Maggiore, secondo le obbligazioni dai due Governi imposte alla Società della navigazione a vapore.

Le spedizioni saranno regolate nel modo seguente:

Gli Uffizii Ticinesi di Lugano e di Belliuzoua faranno arrivare ogni mattino ben per tempo i rispettivi dispacci a Magadino o Locarno, dove, riuniti a quelli dei due Uffizii locali, verranno consegnati, contro ricevata, all' Agente del Piroscafo prima delle ore sette, ed abbastanza in tempo onde il detto Piroscafo, partendo indilatamente dal lido Ticinese e toceando a Cannobbio, Intra e Pallanza, per rimettere i dispacci a destinazione del rispettivo Uffizio, e ricevere quelli dei medesimi Uffizii per Arona, debba arrivare alla spinggia di quest' uffixio lougo ed aver consegnato a quell'Uffizio i dispacci non dopo le ore nudici pure del mattino.

L'Uffizio di Arona rimetterà allo stesso Agente del Piroscafo i dispacci per gli Uffizii di Pallarza, Intra e Caunobbio, e per quelli di Locarno, Magadino, Bellinzona e Lugano ad, un' ora pomeridiana, fissata pel ritorno del dettu Piroscafo da Sesto-Capende, oude, dopo la fernuta uon maggiore di mezz' ora, proseguire ed arrivare a Magadino nella sera dei medesimi giorni, lasciando parimente i dispacci di Arona agli Uffizii di Pallanza, .
Intra e Cannobio, e raccogliendo dai medesimi quelli per gli Uffizii di Pallanza (Lugano).

## V.

Al fine di autivenire ogni sconcerto nel servizio, ed assicurare tutta la precisione nel costo delle corrispondenze, i due Governi tetranno mauo ferma a che la Società della navigazione a vapore faccia esattamente eseguire l'orario sorra indicato, e atabilito coi §8 è e 9 dell' apposito convegno firmatto in Locarno il giorno sette (7) di settembre p. p., approvato dalle due Amministrazioni, e stato formalmente notificato alla predetta Società.

Le due Amministrazioni provvederanno al susseguente trasporto dei dispacci nel rispettivo Stato coi proprii servizii interni, procurando che il corso delle corrispondenze riesca accelerato quanto può essere possibile, e dando, a quelle che ciascuna di esse fosse per trasmettere in transito, l'avviamento di maggiore convenienza, rispetto alla celerità del corso e per ogni altro riguardo.

#### VII.

Il Governo Ticinese accorda e guarentisce il libero transito, nel proprio Cantone, di pieglii chiusi ma non suggellati, per la corrispondenza diretta tra gli Uffizii Sardi e quelli del Cantone dei Grigioni.

I pieghi avranuo corso annessi a quelli per e dell'Ufizio di Bellinzona, e l'Amministrazione Ticinese conseguirà il diritto del proprio transito per tutte le corrispondenze contenute nei detti pieghi, così affrancate come non affrancate; cioè, dall'Amministrazione Sarda, per quelle provenienti dagli Ufizii Grigioni e, dalla Amministrazione dei Grigioni, per quelle spedite dagli Ufizii Sardi.

#### VIII.

Le corrispondenze d'origine e a destinazione di uno Stato per l'altro non potranno essere sottoposte a verun diritto di affrancamento obbligatorio, eccettuati gli stampati d'ogni specie.

Sono pure eccettuate le corrispondenze, che, ad arbitrio dei mittenti, si volessero spedire da uno Stato all'altro per la via della Lombardia.

Così è mantenuto l'obbligo di affrancamento sino alla frontiera rispettiva pei stampati e per le corrispondenze in transitodella Lombardia. È in facoltà del Pubblico dei due Stati di spedire le corrispondenze, i plichi di carte manoscritte ed i campioni di mercanzie affrancati, o assicurati (esclusi sempre gli stampati di ogni specie, anche in transito), pagandone i mittenti le tasse sino alla destinazione dall'uno all'altro Stato.

#### X.

Il pubblico Ticinese potrà spedire in transito, col mezzo degli Ulfizii Sardi, le corrispondenze ed i campioni di mercanzie affrancati o assicurati sino alla destinazione anche pel Regno di Francia e l'Algeria.

Viceversa il pubblico dei Regii Stati Sardi potrà spedire in transito, col mezzo degli Uffizii Ticinesi, le corrispondenze ed i eampioni di mercanzie parimenti affrancati o assicurati sino alla destinazione pei Cantoni Elvetici di Zurigo, di Berna, di Lucerna, di Uri, di Svitto, di Undevald, di Zugo, di Friborgo, di Soletta, di Basilea, di Argovia e di Neuchatel.

Quella, fra le due Amministrazioni, la quale trovasi o venisse in misura di spedire le proprie corrispondenze affrancate o assicurate volontariamente sino alla destinazione di altri Stati Esteri, oltre quelli indicati nei due paragrafi precedenti, si presterà onde convenire, colle. Poste Estere interessate, che la stessa facoltà dello affrancamento od assicurazione venga estesa anche per le corrispondenze provenienti in transito dall'altra Amministrazione.

## Xl.

Non si ammetteranno reciprocamente lettere nè pacchetti, che contengano denaro ovvero altri oggetti di valore materiale, sebbene affrancati od assicurati, sia da uno Stato per l'altro, sia in transito a destinazione più lontana. Circa ai giornali ed altri stampati a destinazione dei due Stati, verranno reciprocamente ammessi quelli soltanto, pei quali si sarà soddisfatto al prescritto delle leggi, regolamenti e disposizioni disciplinarie, che stabiliscono le condizioni della loro pubblicazione e ricrolazione negli Stati medesimi.

## XIII.

Per le corrispondenze non affrancate, che le due Amministrazioni si trasmetteranno vicendevolmente del rispettivo Stato, è convenuto un prezzo, desunto dalla divisione in raggi del territorio dei due Stati, in ragione di ogni trenta gramma, peso netto, secondo la loro origine.

Sono esclusi gli stampati d'ogni specie, dei quali le due Amministrazioni si faranno la reciproca trasmissione gratuita e senza verun carico.

## XIV.

Per uno speciale riguardo al Cantone Ticino, il R. Governo Sardo aderisce a che le corrispondenze, che le due Amministrazioni si trasmetteranno reciprocamente, cosò internazionali come in transito, siano esenti dal diritto di frontiera di dieci centesimi per ogni lettera semplice, cni vanno soggette all'entrata ed uscita dei Regii Stat.

#### XV.

I Regii Stati Sardi sono divisi in tre raggi.

Nel primo raggio sono classificate le provincie di Novara, di l'allanza, della Lomellina, di Vercelli, di Biella, d'Ivrea e di Casale con tutti i paesi e luoghi rispettivamente dipendenti

Nel secondo sono classificate quelle di Aosta, di Susa, di Torino, di Pinerolo, di Saluzzo, di Cuneo, di Mondovì, di Alba, di Asti, di Alessandria, di Acqui, di Nnvi, di Tortona e di Voghera, coi paesi e luoghi rispettivamente dipendenti.

Nel terzo sono classificate quelle di Savoia Propria, di Alta Savoia, di Carouge, del Chiablese, del Faucigni, del Genevese, di Moriana, di Tarantasia, di Nizza, di Oueglia, di San Remo, di Albeuga, di Savona, di Genova, di Chiavari, di Levante e di Bobbio, coi paesi e luogli rispettivamente dipendente

Lo Stato della Repubblica e Cantone del Ticino forma un raggio unico.

#### XVI

L'Amministrazione Ticinese pagherà a quella Sarda, per ogni trenta gramma delle corrispondeuze non affrancate dei RR. Stati, che la seconda trasmetterà alla prima a destinazione del Cantone, cioè

se del 1º raggio, centesimi cinquanta; se del 2º raggio, lire una;

se del 3º raggio, lire una centesimi cinquanta.

Per le corrispondenze in transito da Stati Esteri, per via di terra o di mare, a destinazione del Cantone o più oltre, e che l'Amministrazione Sarda fosse per tresmettere a quella Ticinese; se provenienti dai confini di Francia e di Toscana o dai porti marittini, la stessa Amministrazione Ticinese pagherà a quella Sarda, pel proprio transito, lire una ceutesimi quaranta; se provenienti dagli Stati di Parma, di Modena e dalle Legazioni Pontificie, pagherà ceutesimi ottanta;

Se provenienti dai Cantoni di Ginevra, di Vand, del Vallese, pagherà centesimi quaranta: ed, in tutti i casi, oltre ai diritti di rimborso dovuti agli Uffizii Esteri di origine, e per ogni trenta gramma peso netto.

I detti diritti di rimborso, attualmente stabiliti dagli Uffizii Esteri i quali si prevalgono dell'intermediario delle Poste Sarde, sono i seguenti:

Per ogni trenta gramma delle corrispondenze della Francia e dell'Algeria, lire due, non compreso il transito Sardo; Della Spagna, Portogallo, Gibilterra e Colonie, lire tre, centesimi sessanta, idem:

Di Malta, lire due, centesimi trenta, idem;

Di Grecia, lire due, centesimi trenta, idem;

Degli Stabilimenti Francesi nel Levante; cioè Alessandria d' Egitto, Smirne, Costantinopoli e Dardanelli, lire tre, centesimi trenta, ideni;

Delle Due Sicilie, lire una, centesimi trenta, idem;

Degli Stati Pontificii, centesimi sessantacinque, idem;

Degli Stati di Modena ed Estensi, centesinii sessanta, idem; Del Vallese – proprie – centesinii novanta – e di oltre il Cantone – centesinii settanta, idem;

Del Regno Unito della Gran Bretagna ed Irlanda,

Della Toscana,

Degli Stati di Parma, Dei Cantoni di Ginevra e di Vaud, il solo transito Sardo.

#### XVII.

Da sua parte, l'Amministrazione Sarda pagherà a quella Ticinese, pure per ogni trenta gramma delle corrispondenze non affrancate del Cantone, che la seconda trasmetterà alla prima, a destinazione dei Regii Stati non che in transito a destinazione di Stati Esteri, centesimi cinquanta.

Per le corrispondenze în transito da Stati Esteri a destinazione degli Stati Sardi o più oltre, che l'Amministrazione Ticinese fosse per trasmettere a quella Sarda, questa pagherà a quella, pel proprio transito e per ogni trenta gramma, centesimi quaranta, oltre ai diritti di rimborso di cui fossero gravate dagli Uffizii Esteri d'origine; con riserva all'Amministrazione Ticinese di far conoscere a quella Sarda, quali saranno i detti diritti applicabili dai diversi Uffizii Esteri d'origine.

#### XVIII.

I diritti di rimborso, mentovati nei due precedenti articoli 16

e 17, che le due Amministracioni debbono reciprocamente compensarsi, saranno quelli strettamente dovuti agli Uflizii Esteri; ed ove i medesimi venissero in seguito aumentati, diminuiti o aboliti, si dovrà rettificare di conformità la rispettiva percezione, secondo le variazioni in più o in meno che si verificheranno.

#### XIX.

Qualora l'Annainistrazione Ticinese si trovasse nel caso di spedire in transito, col mezzo degli Uffizii Sardi, corrispondenze a destinuzione della Spagna, Portogallo, Gibilterra e Colonie, pagherà a quella Sarda gli stessi diritti di rimorso di lire trecentesimi sessanta, oltre al transito Sardio, come per le corrispondenze provenienti dai detti Stati, e secondo è accennato nell'articolo 16.

Coá pure l'Amministrazione Ticinese pagherà a quella Sarda il proprio diritto di transito di lire una centesimi quaranta, per le corrispondenze che la medesima fosse per ispedire, col mezzo come sopra, a destinazione del Regno Unito della Gran Bretagna ed Iranda, del Belgio e dei Paesi Bassi.

Le Poste Ticinesi verranno esonerate dalla corrisponsione dei diritti di rimborso e di transito, dei quali tratta quest'articolo, allorquando le Amministrazioni Postali dei preindicati Stati assumeranno il carico di pagure esse stesse i detti diritti.

## 11.

Per i pilchi di carte manoscritte a destinazione di uno Stato per l'altro, il prezzo sarà ridotto al terzo di quello stabilito agli articoli 16 e 17 per le corrispondenze, purchè i detti pilchi mon contengano altra lettera che quella di accompagnamento ed aperta, vale a dire uno piegata a loggia di lettera; che siano sotto fascia non eccedente il terzo della larghezza dei plichi stessi, e formati in modo da poter verificare se non vi siene annesse altre lettere o cose estranee.

Così parimente sarà ridotto al terzo il prezzo pei campioni

di mercanzie, sia da uno Stato all'altro come in transito, semprechè li detti campioni sieno sotto fascia, o disposti in modo da poter essere facilmente riconosciuti.

Però in verun caso la tassa da applicarsi a ciascun articolo non dovrà mai essere minore di quella di una lettera semplice ragguagliata in peso al quarto di trenta gramma.

#### XXI.

La riduzione di prezzo come all'articolo precedente non è più conceduta, se ai plichi o campioni vi sarà congiunta una lettera visibilmente non semplice, e che non possa essere pesata separatamente.

Non ha parimenti luogo la riduzione di prezzo, pei plichi e campioni che si volessero spedire assicurati, dovendo in tale caso essere chiusi e suggellati, come si dirà in appresso.

#### XXII.

Per gli stampati provenienti da Stati Esteri, le due Amministrazioni si corrisponderanno reciprocamente un diritto fisso di cinque centesimi per ogni foglio, oltre al rimborso dei diritti di cui fossero gravati dagli Uffizii Esteri d'origine.

È considerato un foglio di stampa quello, la di cui superficie aperta non eccede il perimetro di trenta decimetri quadrati.

Il diritto di cinque centesimi si aggiungerà per ogni trenta decimetri o frazioni di essi eccedenti il foglio. Gli stampati dovranno essere sotto fascia di larghezza non eccedente il terzo di quella dei pieghi stessi.

#### XXIII.

Per le corrispondenze, i plichi di carte manoscritte, ed i campioni di mercanzie affrancati o assicurati viontariamente da uno Stato per l'altro, si riscuotoranno negli Uffizii d'origine le tasse, secondo la rispettiva tariffà e per la percorrenza in ciascuno Stato. colla progressione del peso sulla base delle apposite tabelle, le quali tariffe e tabelle sono annesse alla presente Convenzione coi numeri 1, 2, 3, 4.

Relativamente alle corrispondenze ed ai campioni di merelegi. Stati Esteri menzionati nell'articolo 10, si riscuoteranno, nei medesimi Uffizii di origine, oltre alle proprie tasse rispettive, anche i diritti spettanti e da rimborsarsi alle poste di essi Stati, i quali diritti sopot attualmente stabiliti come appresso;

Per ogni trenta gramma, peso netto, delle corrispondenze affrancate a destinazione della Francia e dell'Algeria, lire due, non comprese le proprie tasse rispettive;

Dei Cantoni Svizzeri di

Zurigo, centesimi sessanta, idem;
Lacerna, centesimi sessanta, idem;
Uri, centesimi quaranta, idem;
Vri, centesimi quaranta, idem;
Svitto, centesimi quaranta, idem;
Undervald, centesimi sessanta, idem;
Lago, centesimi sessanta, idem;
Friborgo, lire due, centesimi dieci, idem;
Friborgo, lire due, centesimi dieci, idem;
Basilea, lire mua, centesimi quaranta, idem;
Argovia, lire nua, centesimi quaranta, idem;
Argovia, lire nua, centesimi sessanta, idem;
Argovia, lire due, centesimi sessanta, idem;

Pei campioni di mercanzie e pei plichi di carte manoscritte, il terzo degli stessi diritti e delle proprie tasse rispettive.

#### XXIV.

Dandosi il caso previsto coll'articolo 18 circa ai diritti di rimborso agli Ufficii Esteri, ove si verificassero variazioni successive anche nelle tasse per gli affraucamenti volontarii a destinazione degli Stati Esteri, le due Amministrazioni si uniformeranno reciprocamente alle misure di aumento o di riduzione, secondo venisse stabilito dalle rispettive Poste Estere. Le tasse ed i diritti, per le corrispondenze e campioni di mercanzie assicurati, saranno il doppio di quelle stabilite dalla rispettiva tariffa.

#### XXVI.

Le corrispondenze, che si vorranno assicurare, dovranno essere chiuse con due sigilli almeno di cera lacca, con impronto bene distinto, e coll'indirizzo chiaro ed intelligibile.

#### XXVII.

Non si potrà in verun caso premettere dagli Uffizii dichiarazione di valore materiale riconosciuto, rispetto alle corrispondenze assicurate.

## XXVIII.

In eso dello smarrimento di qualche articolo assicurato, l'Amministrazione, agli Uffizii della quale fosse attribuito l'inconveniente, sarà tenuta di pagare all'altra, a titolo d'indennità da corrispondersi al mittente, lire cinquanta, ed ove la detta indennità dovese conseguirla il destinatario, in tal caso la stessa Amministrazione, cui spetta di soddisfarla, potrà pagare direttamente al medesimo la somma stabilita.

La indennità dovrà essere corrisposta immediatamente dopo riconosciuto lo smarrimento dell'articolo assicurato.

## XXIX.

Li richiami per gli articoli assicurati smarriti saranno ammessi pendente un anno dalla data della seguita spedizione: trascorso tal periodo di tempo, le due Amministrazioni non sono più obbligate, l'una verso l'altra, ad alcuna indennità. Le due Auministrazioni si terranno conto vicendewole, secondo prezzi stabiliti agli articoli 16 e 17, dell'importo delle corrispondenze, plichi e campioni non affrancati, e così pure si daranno credito reciproco delle tasse di affrancamento e di assicurazione, per la parte rispettiva sulla base della propria tariffa, e dei diritti fissi pei stampati, non che dei diritti per le corrispondenze a destinazione di Stati Esteri, come agli articoli 22 e 23.

#### XXXI.

Tutte le corrispondenze di uno Stato per l'altro, ed anche per gli Stati Esteri, dovranno avere il bollo dell'Uflizio d'origine, non che quello del raggio rispettivo.

A quelle affrancate volontariamente sarà aggiunto il bollo P. D., indicante il porto pagato sino alla destinazione.

Quelle assicurate saranno eziandio distinte con bollo, colla leggenda assicurato ovvero raccomandato.

#### XXXII.

Li due Governi s'impegnano reciprocamente ad impedire, con ogni mezzo in loro potere, a che le corrispondenze, sì dei due Stati come in trausito, non abbiano corso per altra via estranea a quella dei rispettivi Uffizii postali.

#### XXXIII.

Le due Amuinistrazioni si trassuetteranuo reciprocamente senza verun carico le corrispondenze fra di esse, quelle fra i due Governi, e quelle fra i rispettivi Uflizii in diretta comunicazione, cioè Arona, Pallanza, Intra, Casolshio, Magadino, Bellinzona, Jagano e Locarno.

#### XXXIV.

Le corrispondenze trasniesse da un'Amunistrazione all'altra, le quali cadessero in rifiuto o non venissero dimandate, si do-vranno reciprocamente respingere senza vernn carico e col solo sconto, n'lla contabilità, del prezzo attribuito nelle spedizioni rispettive.

Si terranno distinte in due categorie; la prima per le rifiutate, con annotazione a tergo del motivo del rifiuto; la seconda per le non dimandate, parimenti con analoga annotazione.

Quelle della prima categoria si spediranno in fine di ogni mese; quelle della seconda in fine del sesto mese di giacenza nei rispettivi Uffizii di destinazione.

#### XXXV.

Accadendo che nei dispacci degli Uffizii si trovino delle corrispondenze mul dirette, ciascuno dovrà rimandarle indilatamente rall'Uffizio mittente, overo a quello di diretta comunicazione cui dovrebbero venire rivolte secondo la loro destinazione, col solo carico applicato nella prima trasnissione, vale a dire comprendendole nella propria pesata delle non affancate.

Nello stesso modo gli Uffizii si respingeranno le corrispondenze indiritte a destinatarii, i quali abbiano cambiato di residenza, anche temporariamente, da uno Stato all'altro.

## XXXVI.

Gli Uffizii non potranuo far uso di altro peso, se non di quello in gramma.

#### XXXVII.

 Le tasse delle corrispondenze si applicheranno in soldi da cinque centesimi, e la contabilità fra le due Amministrazioni sarà regolata in lire nuove e centesimi di Piemonte, pari ai franchi e centesimi di Francia. I conti verranno sistemati trimestralmente.

L'Amministrazione Surda li redigerà e spedirà all'Amministrazione Ticinese; e tosto esaminati e riconosciuti, quella, che risulterà costituita in debito, farà all'altra il pagamento della somma dovuta, in pezzi effettivi da cinque lire, ossia da cinque franchi.

## XXXIX.

Per ciò che concerne lo eseguimento di quanto è stipulato nei precedenti articoli, si stabiliscono le regole e discipline seguenti.

#### XL

I Regii Uffizii Sardi di Arona, di Pallanza, di Intra e di Canobbio formeranno il rispettivo dispaccio per gli Uffizii Ticinesi di Locarno, di Magadino, di Bellinzona e di Lugano.

Nel dispaccio per Locarno si spediranno tutte le corrispondenze a destinazione dei paesi e luoghi componenti i distretti di Locarno e di Vallemaggia, escluse quelle del circolo di Gambarogno.

Nel dispaccio per Magadino si spediranno tutte quelle a destinazione del detto circolo di Gambarogno.

Nel tispascio per Bellinzona si spediranno tutte quelle a destinazione dei pessi e luoghi componenti i distretti di Bellinzona, di Riviera, di Blenio, di Levantina e dei pessi Grigioni di S. Vittore, Roveredo, Grono colla valle Callanca, Lostallo, Cabiolo, Sozzza, Mesocco, San Bernardino, Valle di Reno e Novena, non che quelle in transito a destinazione dei Cantoni Svizzeri indicati nell'articolo 10.

Gli Uffizii di Arona e di Intra uniranno al proprio dispaccio per Bellinzona anche quelli rispettivi per gli Uffizii Grigioni di Coira e di Spluga.

Nel dispaccio per Lugano si spediranno tutte quelle a de-

stinazione dei paesi e luoghi componenti i distretti di Lugano e Mendrisio, sino e compreso il luogo di Chiasso, escluse quelle colla annotazione sull'indirizzo — per la via della Lombardia. —

## XLL.

Gli Uffizii Ticinesi di Locarno, di Magadino, di Belliuzona, e di Lugano formeranno del pari il rispettivo dispaccio per gli Uffizii Sardi di Canobbio, di Intra, di Pallauza, e di Arona.

Nel dispaccio per Canobbio, si spediranno tutte le corrispondenze a destinazione del proprio mandamento.

Nel dispaccio per Intra si spediranno tutte quelle a destinazione di quel mandamento.

Nel dispaccio per Pallanza si spediranno tutte quelle a destinazione del proprio mandamento, e di quello di Omegna.

Nel dispaccio per Arona si spediranno tutte quelle a qualsiasi altra destinazione dei Regii Stati Sardi, non che tutte quelle in transito a destinazione di Stati Esteri.

L'Uffizio di Bellinzona unirà al proprio dispaccio per Intra ed Arona anche quelli provenienti pei medesimi dagli Uffizii Grigioni di Coira e di Spluga.

#### XLII.

Per norma degli Ulfizii Sardi e Ticinesi nella reciproca spedizione delle corrispondenze a destinazione del Distretti e Gircolo Cantonali, e dei Mandamenti Sardi accennati nei due articoli 40 e 41 precedenti, essi si serviranno delle qui annesse due nomenclature A e B.

#### XLIII.

Ciascun dispaccio, trasmesso da un Uffizio all'altro, dovrà essere bene avviluppato e suggellato in debita forma, e sarà accompagnato di un foglio d'avviso a stampa, nel quale si enuncieranno, secondo le indicazioni dello stesso stampato, tutti gli articoli contenuti uel dispaccio. Ove si ravvisasse necessario di adottare, per l'eseguimento di questa Convenzione, un muovo foglio d'avviso, le due Amminitrazioni ne stabiliranno di concerto la forma, e lo introdurranno in sostituzione di quello attualmente in uso.

#### XLIV.

Dandosi il caso che in qualche ordinario uno dei rispettivi Uffizii non avesse alcuna corrispondenza da spedire, esso dovrà tuttavia formare il proprio dispaccio contenente soltanto il foglio d'avviso negativo.

#### XLV.

Gli Uffizi dovranno, ordinario per ordinario dar, si riscontro vicendevole di ricevuta dei dispacci e del loro contenuto, secondo risulterà descritto nei fogli d'avviso, colle annotazioni di cui potesse essere il caso.

## XLVI.

Le corrispondenze contemnte in ciascun dispaccio saranno legate in tanti mazzi distinti quanti sono i raggi delleloro provenienze, separatamente le affrancate da quelle non affrancate.

Quelle estere in transito si dovranno tenere distinte in appositi mazzi per ciascuno Stato, così di origine come di destinazione.

#### XLVII.

Sono mantenuti in uso gli attuali bolli per distinguere l'origine delle corrispondenze, cioè:

> Per quelle Sarde del 1.º raggio il bollo C. S. 1.º R. Per quelle Sarde del 2.º raggio . . . . C. S. 2.º R.

> Per quelle Sarde del 3.º raggio il bollo C. S. 3.º R.

Per quelle Ticinesi il bollo . . . . . . . C. T.

#### XLVIII.

Le corrispondenze non affrancate dovranno essere pesate prima di legarle e di avvilupparle in mazzi.

## XLIX.

A quelle affrancate sino alla destinazione o assicurate, si segneranno a tergo di ciascuna le tasse distinte delle due tariffe, ed a quelle in transito per gli Stati Esteri si aggiungerà anche la tassa separata della tarifla dei medesimi Stati.

## L.

Quelle assicurate saranno altresì descritte nominativamente secondo il loro indirizzo nei fogli di avviso, con un numero d'ordine progressivo in ciascuna spedizione, e congiunte in un sol mazzo con legaccie, le di cni estremità sieno fermate ad un angolo dei fogli d'avviso con cera lacca e suggello dei rispettivi Uffizi mittenti.

## Lſ.

Le corrispondenze che, a senso dell'articolo 34.\*, debbono venire reciprocamente respirite, saranno accompagnate di una specifica, in doppio esemplare, che ne dimostri il montare del prezzostato attribuito.

Quelle assicurate, cadute nella medesima condizione, saranno tenute separatamente dalle ordinarie, e descritte nominativamente secondo l'indirizzo in uno stato apposito, pure in doppio esemplare. Gli Uffizii si trasmetteranno vicendevolmente nuo degli esempiari, sia della specifica come dello stato, colle rispettive osservazioni, essendone il caso.

#### LII.

Qualora le duc Amministrazioni giudicassero opportuno in prosiegno d'introdurre qualche variazione, così nelle regole e discipline stabilite, come nelle disposizioni rillettenti i servizii di trasporto dei dispacci, le medesime restano fin d'ora autorizzate a mettersi d'accordo, e adottare quelle altre misure che ravviseranno necessarie.

#### LIII.

Essendo desiderio dei due Governi di provvedere a tutto ciò che può contribuire al maggior comodo pubblico, ed alle facilitazioni nelle operazioni commerciali fra li due Stati, le due Amministrazioni faramio gli opportuni concerti a che colla coincidenza delle Diligenze Ticinesi e delle R. Vetture Corriere Sarde, mediante la comunicazione per mezzo del Piroscafo, venga sistemato un servizio regolare per, la condotta dei viaggiatori, e il trasporto del numeratio, delle merci ed altri orgetti.

#### LIV.

La presente Convenzione è conchiusa per anui cinque, decorribili dal primo giorno di gennaio 1845 (mille ottocento quarantacinque) in cui incomincierà il suo effetto e successivamente alla scadenza fissata al trentuno di dicembre 1849 (mille ottocento quarantanove); si intenderà continuativa d'anno in anno, ove da una delle parti contraenti non ne sia dato avviso in contrariosei mesi avanti ciascun termine. La presente Convenzione sarà ratificata dai due Governi, e lo scambio delle ratifiche si farà a Torino entro un mese, o prima se si può.

In fede di che i commissarii rispettivi hanno firmato la detta Convenzione, alla quale vi hanno apposto il loro sigillo.

Fatto a Locarno in doppio originale il giorno diecisette del mese di settembre mille ottocento quarantaquattro (1844).

Ratifée, au nom de S. M., par M.º le Comte Solar De la Marguerite Premier Secrétaire d'État pour les affaires étrangères le 28 septembre 1844. L'échange des ratifications a eu lieu par correspondance ordinaire.

# ISPEZIONE GENERALE DELLE REGII STATI SARDI

UFFIZIO • DI

REGIE POSTE

CANOBBIO

TARIFFA per la tassa d'affrancamento delle lettere nate e dirette negli Stati di S. M. in terraferma, regolata in soldi, pari a cinque centesimi di lira.

UFFIZII DI POSTA	OFFIZII DI POSTA	UFFIZII DI POSTA	SOLDI
TORINO	Arma di Taggia 12	Bobbio	8
	Arona 4	Bonneville	10
A .	Asti 8	Bordighera	12
Abondance 19	Avigliana 8	Borghetto	10
Acqui	Azeglio 6	Borgomanero	4
Agliè		Borgomaro	12
Aigorbelle 1	10	Borgomasino	6
Aime 1	Bagnasco 10	Borgo S. Dalmazzo .	10
Aix-les-Bains 1	Baldichieri 8	Borgosesia	4
Alassio 1	Balzola 6	Borgoticino	4
Alba	Barbaoia 8	Borgo Vercelli	6
Albenga 1	Barbianello 8	Borzonasca	10
Albens	Barge	Bosco	8
Albertville 1	Bassignana 8	Bossolasto	10
Alessandria	Beaufort 10	Bourg S.t-Maurice .	8
Almese	Belgirate	Boves	10
Ambrogio (S. ).	Bene 10	Bra	8
Andora 1	Beoigno (S.) 8	Breglio	12
Andorno	Biandrate 6	Bricherasio	10
Aonecy	Biella 6	Brides	10
Annemasse 1	Bioglio 6	Broni	8
	Biot (le) 10	Brusasco	. *
Arborio	Bistagno 8	Bubbio	8

UPĖIZII DI	POSTA	Solini di Premente	I FFIZII DI POSTA	SOLUI di Plemente	LFFIZH DI POSTA	Sol.bi
Buriasco		10	Castelnuovo d'Asti .	В	Costigliole di Saluzzo	10
Busca		10	Castelnuovo Scrivia .	8	Crescentino	6
Bussolino .		8	Cava	6	Crevacuore,	h
	•		Cavaglià	6	Credo	4
C		1 0	Cavallermaggiore	10	Comiana	10
Cairo		10	Cavour	10	Cuneo	10
Calizzano .		10	Centallo	10	Cuorguè . ,	6
Caluso		. 6	Ceres	8		
Campofreddo		10	Ceriana	12	B	
Canale		8	Cesane	10	Damiano d'Asti (S.) .	8
Candelo		6	Gera	10	Damiano di Cooco (S)	10
Caudia		6-	Chambéry	10	Dego	- 40
Canelli		- 8	Chambre (la)	10	Demoute	10
Canobbio .		. 2	Châtelard (le)	1 10	Desana	6
Capriata		. 8	Chatillon	1 6	Diano d'Alba	8
Caraglio		. 10	Cherasco	10	Diano Marina	12
Carcare		. 10	Chiavari	10	Dogliani	10
Carignano .	. : .	. 8	Chieri	8	Dolceacqua	12
Carmagnola.		. 4 8	Chiusa (la)	10	Domodossola	1 4
Carpenetto .		. 8	Chivasso	8	Donas	6
Carpigoano.		. 4	Cicogna	10	Douvaine	10
Carrù		. 10	Cigliano	6	Dronero	10
Casalborgone		. 8	Ciriè	8	Duing	10
Gasale		6	Gluses	8	1	
Casatisma .		. 8	Cocconato	8	. €	
Casei	. ,	. 8	Condove	8	Echelles (les)	12
Caselle		. 8	Contes	12	Etroobles	8
Cassine		. 8	Cario	8.	Evians	40
Casteggio .		. 8	Cornegliano	. 8	Exilles	1 40
Castellamonte		. 6	Cortemiglia	10		1
Castellazzo .		. 8	Cossato	6	P	i.e.
Castelletto d'		. 8	Costigliole d'Asti		Faverges	10

UFFIZII DI POSTA	UFFIZII DI POSTA	SOLDI di Piemonte	UFFIZH DI POSTA	Sol.bi
Felizzano	Gresy	10	Martino Siccomaro (S.)	6
Fenestrelle 4		12	Masserano	. 4
			Mede	6
Finale Marina 1	1		Mentone	12
Foesano		В	Michel (S.)	10
Frabosa Soprana 1		2	Millesimo	10
Frangy	tvrca	6	Modane	10
			Molare	8
G		i	Mombaruzzo	8
Gabbiano	Jean de Maurienne (S.)	10	Mombello	6
	Jeoire (S.)	10	Mombercelli	8
	Julien (S.)	10	Momo	6
			Monaco	12
Garessio 1	1 1.		Moncalieri	*
Garlasco	Lanslebourg	8	Moncaivo	8
Gassino	Lanzo	8	Mondovl	10
Gattinara	Lavagna	10	Monesiglio	10
Gavi	Lerici	12	Monforte	10
Genix (S)	Lesa		Mongrando	6
Genova	Levanto	10	Montafia	8
Germano (S.) · ·	Levenzo	12	Montalto	8
	8 Lezzolo	6	Montanaro	8
Giaveno	Elmone	10	Montechiaro	8
Giorgio (S.) Canavese	6 Livorno	. 6	Montemagno	8
Giorgio (S.) Lomellina	6 Loano	10	Montiglio	8
	8 Locana	6	Montmeillan	10
Godano	0 Luserna	10	Montù Beccaria	8
Godiasco	8		Moretta	10
Govone :	8		Morgex	8
Gozzano	Maltaverne	10	Morozzo	10
Graglia	6 Maria Maggiore (S.) .	2	Morra (la)	10
Gravellom	6 Martino Lantosca (S.)	12	Mortara	6

UFFIZII DI POSTA	SOLDI di Piemonte	UPFIZII DI POSTA	SOLD!	UFFIZII DI POSTA	IG TOP
Mosso S. Maria		Pamparato	10	Rapallo	10
Moutiers	10	Pancalieri	10	Recco	10
Murazzano	10	Pavone	6	Reignier	40
	1	Perosa	10	Remo (S.)	15
N		Perrero	10	Resello	10
Nervi	10	Peveragno	10	Riva di Chieri.	1
Nizza Marittima	12	Pianezza	8	Rivalta	١,
Nizza Monferrato . *.	8	Pierre d'Albigny (S.)	01	Rivara	١,
Noli	10	Pier d'Arena (S.).	10	Rivarolo	1
None	8	Pietra (la)	91	Rivoli	ı,
Nogara	6	Pieve (la)	10	Robbie	ı,
Novi	8	Piere del Cairo	8	Rocca d'Arazzo	١.
Nus	8	Pinerolo	10	Roccasterone	1
		Pogetto	12	Roccaverano	1
0		Poirino	8	Roccavione	11
Occimiano	6	Pont Beauvoisin	12	Rochetta ligure	ı
Oleggio	4	Pont Canavese	8	Roche (la)	1
Omegna	4	Pontegrande	4	Rochette (la) :	1
Oneglia	12	Pontestura	6	Romagnano	L
Orbassano	8	Ponzone	8	Ronco	1
Ormea	10	Portacomaro	. 8	Rossignano	
Ornavasso	2	Porto Morizio	12	Ruffieux	1
Orta	4	Prazzo	10	Rumilly	1
Ottiglio	8	Prelà	12	_	ı
Ottone	8	Pré S. Didier	8		1
Oulx	10	Priero	10	Sale	1
Ovada	8			Salianches	1
Oviglio	8			Salnzzo	1
_	1. 1	Quirico (S.)	10	Saluzzola	١
	1			Salvatore (S.) . ; .	1
Paesana	10	R		Samõens	1
Pallanza	2	Racconigi	8	Sampeyre	1 11

UFFIZIUDI POSTA	Possosle	UFFIZII DI POSTA	SOLDI di Piemonte	OFFIZII DI POSTA	SOLDI di Pirengi
Sanfrout	10	Stresa	2	Verrez	6
Sannazzaro	6	Stroppiana	6	Verznolo	10
Santhià	6	Susa	8	Vespolate:	6
Sartirana	6			Vezzano.	10
Sarzana	12	Taninges	8	Vico Canavese	6
Sassella	in	Tenda	10	Vice di Mondavi .: .	10
Savigliano	10	Thônes	10	Vigevano	. 6
Savignone	10	Thonon	10	Vignalè	. 6
Savona i	10	Thoreus Sales'	10	Vigone	: 8
Scarena.	12	Fouce	1 4	Viguzzolo	. 8
Sciolze	N	Torre Luserna	10	Villadeati	. 8
Scopa	4	Torriglia	10	Villafaletto	10
Schastiano (S.)	8	Fortuna	8	Villafranca Nizza	12
Secondo (S.)	10	Trecate	6	Villafranca Piemonte.	10
Serravalle	ж	Trinità (la) , , .	10	Villavernia	8
Sestri levante	10	Trino	6	Villannova di Mondovi	10
Sestri ponente	10	Triora	12	Villanuova Solaro	10
Settimo Vittone	6	U		Villanuova d'Asti	н
Seyssel	10	I gine	10	Villars	12
Sezzè	. ]	1 telle	12	Vinadio	10
Sonimariva	- н [	· v ·	1	Vistrorio	6
Soriasco	8	Valdiert	10	Viù .*	8
Sospello	12	Valenza	1 8	Voghera	8
Spezia	10	Valgrana	10	Vogogna	4
Spigno	10	Varallo	4	Volpedo	*
Staglieuo	10	Varagge	10	Volpiano	16
Stefano Aveto (S.) .	10	Varese	10	Voltri	10
Stefano Belho (S.) .	8	Varzi	8	Y	
Stefano marina (S.) .	12	Veneria Reale	8	lenne	10
Stefano montagna (S.)	12	Venasca	10	Z.	1.5
Stradelia	8	Ventimiglia	12	Zavattarello	8
Srambino	6	Vercelli	6		

## ISPEZIONE GENERALE DELLE REGIE POSTE

## STATO di progressione della Tassa delle lettere da e per gli Stati Esteri, in ragione del loro peso in gramma.

PROGRESSIONE DEL PESO DELLE LETTERE	della T 155.1	TASSA DELLA LETTERA SEMPLICE in soldi pari a cinque centesimi di lira, colla progres corrispondente a quella del maggior peso.									ssione		
Sino a gramma 7 11, esclusivamente	L' importo della lettera semplica	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Da 7 4 a 10 esclus."	i porto e 1/2	2	. 3	. 5	6	8	9	11	12	14	15	17	18
da 10 a 15 id.	2 porti	2	4	6	8	10	12	14	16	18	20	22	2/1
da 15 a 20 id.	.2 e կ₂	3	5	8	10	13	15	18	20	33	25	2×	30
da 20 a 25 id.	3 porti	3	6	9	,12	15	18	21	24	27	30	22	36
da 25 a 30 id.	3 e 1p	4	7	11	15	18	21	25	28	32	3.5	39	42
da 30 a 35 id.	4 porti-	4	×	12	16	20	24	28	32	36	40	55	4.4
da 35 a 40 id.	4 e 1gi	5	9	14	18	23	27	32	36	41	45	50	34
da 40 a 45 id.	5 portí	5	10	15	20	25	30	35	50	45	50	5.5	60
da' 43 a 50 id.	5 c 1/e	6	11	17	22	$^{28}$	23	39	44	50	22	61	66
da 50 a 55 id.	6 porti	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	7:2
da 55 a 60 id.	6 e կ	7	13	20	26	33	39	46	52	59	65	72	78
da 60 a 65 id.	7 porti	7	14	21	28	35	42	49	56	63	70	77	86
da 65 a 70 id.	7 e 1 <sub>2</sub>	8	15	23	30	38	43	53	60	68	75	83	90
da 70 a 75 id.	× porti	8	16	25	32	40	48	56	65	72	80	88	96
da 75 a 80 id.	8 e lp	9	17	26	35	43	51	60	68	77	85	94	102
da 80 a 85 id.	9 porti	9	18	27	36	45	34	63	72	81	90	99	108
da 85 a 90 id.	9 e 1 <sub>12</sub>	10	19	29	38	48	57	67	76	246	95	105	114
da 90 a 95 id.	10 porti	10	20	30	40	50	60	70	80	90	100	110	120
da 95 a 100 id.	10 e 1p	11	21	32	42	53	63	74 :	84	95	105	116	126
da 100 a 105 id.	11 porti	11	22	33	44	55	66	77	88	99	110	121	132

Nota. — Cost di segnito si aggiunge sempre di 5 in 5 gramma il unezzo porto della lettera semplice, ritenendo le frazioni a favore dell'Amministrazione.

94 (IN° 3)

DIREZIONE GENERALE

## CANTONE TICINO

UFFIZIO

POSTE CANTONALI

LOCARN

TARIFFA per la tassa ed affrancamento delle lettere nate e dirette nel Cantone Ticino, regolata in soldi di Piemonte o cent. 5 di Francia.

UFFIZII DI POSTA E DISTRETTI											SOLD di Piemon	
Locarno	-											2
Magadino												2
Bellinzona												3
Vallemaggia												3
Riviera												4
Lugano							-					4
Mendrisio					٠							4
Brenio			٠.						٠.			4
Leventina			ċ									4

# (N° 4) DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE TICINESI

STATO di progressione della Tassa delle lettere da e per gli Stati Esteri, in ragione del loro peso in gramma.

PROGRESSIONE BIL PENO		courosizione della	in soldi	TASSA DELLA LETTERA SEMPLI in soldi pari a 5 cent. di lira, colla prog corrispondente a quella del maggior p						
DEL	u u	PTERE	TASSA		8	4				
7 4	, a	10	4 10	3	5	6				
10	a	15	2	4	6	8	i			
15	a	20	2 1(2	5	8	10	I			
20		25	3	6	9	12				
25	a	30	,3 1 <sub>6</sub> ,	7	11	14	-			
30	a	35	4	8	12	16				
35	a	40	4 1p	9 .	14	18				
40	a	45	5	10	15	20				
45	a	50	5 1 <sub>52</sub>	11	17	22				
50	a	55	6	12	18	24				
55	a	60	6 lp '	13	20	26 .				
60	a	65	7	14	21	28				
65		70	7 1 <sub>12</sub>	15	23	30				
70	a	75	8	16	24	32				
75	a	80	8 lgs	17	26	34				
80	a	85	. 9	18	27	36				
85	a	90	9 1/2	19	29	- 38				
90	a	95	10	20	30	40				
95		100	10 1 <sub>[0</sub>	21	32	42				
100	a	105	11	22	33	44				

Così di seguito si aggiunge sempre di 5 in 5 gramma il mezzo porto della lettera semplice, ritenendo le frazioni a favore dell'Ammiuistrazione.

96

# (A) NOMENCLATURA dei paesi e luoghi componenti li mandamenti di Pallanza con Omegna, di Intra e di Conobbio negli Stati Sardi.

LANZA CON OMEGNA	INTRA	* CANOBBIO
Agrano	Albegnano	Campeglio
Bieno	Autolivo	Canero
Buglio	Arizzano	Canobbio
Casale	Aurano	Carmine
Cavandone	Barbero	Cavaglio
Cereda	Bee	Cheggio
Cicogno	Bureglio	Cheglio
Cireggio	Cambiasca	Uinsago
Cossogno	Caprezzo	Greala
Crana	Carriago	Curzolo
(.ausinallo	Cissano	Donego
Fondo-Toce	Decio	Falmenta
Fornero	Esio	Gurra
Forno	Frino	Gurrone
Germagno	Ghissa	Lignago
Loreglia	Intra	Oggiogno
1.uzzono	Jutragna	Orazzo
Massiola	Oggebbio	Piaggio
Miazzino	Premeno	Punto
Omegna .	Ramello	S. Agata
Pallanza	Ronco	S. Bartolomeo
Posaccio	S Giorgio	Socraggio
Quarna-sopra	S. Martino	Socrane
Quarna sotto	S. Maurizio	Solgia
Rovegro	Scareno	Tagliano
Sambughetto	Selasca	Trarego
Santino	Trobaso	Treffiume
Snna	Vignone	Viggiona
Unchio ·	Zoverallo	
l-ngiasca		

(B) NOMENCLATURA dei paesi e luoghi componenti li circondarii Postali degli Uffizii di Bellinzonu, Locarno, Lugano e Magadino nel Cantone del Ticino.

LOCARNO		BELLINZONA				
Anrunia Arona Arona Arogno Perzona Hernaco Hernaco Hernaco Hernaco Hernaco Hernaco Hernaco Hernaco Hernaco Garappa Carvergo Caviglan Caviglan Caviglan Caviglan Caviglan Caviglan Compo Caviglan Compo Caviglan Compo Caviglan Compo Caviglan Compo Caviglan Ca	Cordesio Cordolo Cordolo Intergent I	Airolo Annonico Annonico Annonico Annonico Applia Bedreto Bedreto Bedreto Bedreto Bottino Bottino Canechaza Calpiogua Calpiogua Calpiogua Calpiogua Calpiogua Calreto Canechaza Carechaza	Medagiia Molemo Monte Carasio Olivone Obcon Obcon Obcon Palenzio Palenzio Palenzio Poleggio P			
M A G Caslanzano Caviano	A D I N O Piazzogna S. Abbundio	Gado fragna Isone Langario Leontica Lodrigno Lottigna				
Contone - Gera Indemini	Vairano Vira con Magadino	Ludiano Lomino ' Mairepgo Malvagtia Marotta				

G		

Agno	Campestro	Lopagno	Porza
Agra	Caneggio	Lugacgia	Pregazzona
Arano	Canobbio	Magliaso	Pura
Arogno	Capolago	Manno	Rancate
Arosio .	Carabbia	Maroggia	Riva S. Vitale
Arzo	Carabietta	Massagno	Riviera
Astano -	Careggia	Melano	Roveredo
Balerna	Careglia .	Melide	Rovio
Barbengo	Cario	Mendrisio	Sagno
Bedano	Carous	Meride	Sala
Bedigliora	Casima	Mezzgyicu	Salorino
Beride e Biogno	Caslano	Miglieglia	Savosa
Besazio	· Castagnola	Montagnola	Scareglia
Bidogno	Castello	Monte	Sessa
Bioggio	Certara	Monteggio	Sigirino
Biogue	Chiasso	Morbio inferiore	Sigoora
Bironico	Cimo	Morbio superiore	Sonvico
Bissone	Coldrerio	Morcote	Sorengo
Bogne	Colla	Mugena	Stabbio
Bosco	Coniano	Muggio	Tesserete -
Brazella	Corticiasca	Мидавно	Тістрова
Brasin-Araizio .	Cruglio	Neggio	Torricella
Brè	Davesco e Soragno	Novaggio	Tosone
Breganzona	Fescoggia	Novazzana	Vacallo
Breno	Gandria	Nuranco	Vaglio
Cabbio	Genestrerio	Origlio	Vernate
Cardemario	Gentilino	Pambio	Vescia
Cadempino	Grancia	Pazzallo	Vezio
Cadro	Gravezzano	Pedrinate	Vico-Morcote
Cagiallo	isco	Piandera	Viganello
Calprino	Lamone	Ponte-Capriasca	Villa
Camignolo	Ligornetto	Ponte-Tresa	

1844, 25 septembre.

#### COIRE.

Convention eutre l'Administration des Postes de S. M. le Roi de Sardaigne, et celle de la République et Canton des Grisons.

Il Governo di S. M. il Re di Sardegna e quello della Repubblica e Cantone dei Grigioni desiderando di agevolare la relazioni commerciali tra li due Stati, e stabilire col mezzo di una convenzione le comunicazioni postali sopra basi di reciproca convenienza, giù premesse preliminarmente con atto datato il 9 agosto 1837 e rinnovato con altro del 6 agosto del corrente 1844, hanno nominato a questo oggetto per loro Commissarii, cioè:

Per parte del Regio Governo Sardo, il signor cavaliere Ginseppe Tinelli, Direttore principale di Segreteria dell'Ispezione generale delle Regie Poste, e,

Per parte del Governo dei Grigioni, li signori Landrichter Ginseppe a. Marca, e Ginilio Cadulf, Direttore delle Poste Cantonali, i quali, dopo l'esibizione dei loro pieni poteri rispettivi trovati in debita forma, sono convenuti degli articoli segnenti;

•

Sarà attivata una comunicazione diretta tra le Regie Poste Sarde e quelle del Cantone dei Grigioni, per la trasmessione reciproca e regolare delle corrispondenze, campioni di mercanzie, giornali, opere periodiche, libri legati in rustico, carta di musica, incisioni ed ogni altro stampato, nati nei due Stati, non che degli stessi oggetti, così d'origine come a destinazione di Stati Esteri, che le due Amministrazioni giudicassero conveniente di spedire in transito per mezzo dei rispettivi Uffizii. La trasmessione reciproca, di cui nel precedente articolo, avisi luogo quotidianamente per la via del Cantone del Ticino, esclusa ogni altra, in pacchi chiusi, ma non suggellati, contenenti le corrispondenze rispettive, che le due Amministrazioni faranne spedire sino all' Ulizio Ticinose di Bellizzona, dal quale verranno sollecitamente inoltrati dai due lati, secondo i concerti fatti dalle stesse due Anunisirstrazioni con quella del Ticino.

Effettuandosi, peudente la durata del presente convegno, il transito dei dispacci contenenti le corrispondenze proprie o di altri Stati nel Cantone Ticino in pacchi chinsi e suggellati, le due Amministrazioni si uniformeranno parimente a questa misura.

#### III.

Le spedizioni si faranno, per parte delle Poste Sarde, ilagli Uffizii di Arona e d'Intra, e, per parte delle Poste dei Grigioni, dagli Uffizii di Coira e di Spluga.

# IV.

Glí Ulizii Sardi di Arona e d'Intra trasmetterauno quotidianamente il rispettivo loro dispaccio per Coira e per Spluga, annessi a quelli per Bellinzona, nel ritorno da Arona del Piroscafo a vapore in corso sul Lago Maggiore, e gli Ulizii Grigioni di Coira e di Spluga faranno pervenire pure quotidianamente i proprii per Arona e per Intra, parimente annessi a quelli per Bellinzona, col servizio di trasporto stabilito tra li due Cautoni dei Grigioni e del Ticino.

#### V.

Le due Amministrazioni provvederanno al susseguente trasporto dei dispacci nel rispettivo Stato coi proprii servizii interni, procurando che il corso delle corrispondenze riesca accelerato quanto può essere possibile, e dando, a quello che ciascuna di esse fosse per trasmettere in transito. l'avviamento di maggiore convenienza, rispetto alla celerità del corso e per ogni altro riguardo.

## V1.

Le corrispondenze d'origine e a destinazione di uno Stato per l'altro non potranno essere sottopeste a qualsiasi dirtito di affrançamento obbligatorio, eccettuati gli stampati d'ogni specie; e e sarà facoltativo al Pubblico dei due Stati di spedire affrancati o assicurati sino a destinazione dei medesimi le corrispondenze ed i campioni (esclusi sempre gli stampati di ogni specie, anche in transito), pagandone i nittetti le tasse integrali.

#### VII.

Il Pubblico dei Grigioni potrà anche spedire in transito, col mezzo degli Uffizii Sardi, le corrispondenze ed i campioni di mercanzie affrancati o assicurati sino alla destinazione pel Regno di Francia e l'Algeria.

Viceversa, il Pubblico dei Regii Stati Sardi potrà spedire in transito, col mezzo degli Uffizii Grigioni, le-corrispondenze ed i campioni di mercanzie affrancati o assienrati sino alla destinazione pei Cantoni Svizzeri di Glarona, di Appenzello, di San Gallo, di Turgovia e di Sciaffizza, non che per tutto l'Arcale del Principe Thurn e Taxis e pel Regno di Baviera.

Quella, fra le due Anministrazioni, che trovasi o venisça in misura di spedire le proprie corrispondenze affrancate o assicurate volontariamente sino alla destinazione di altri Stati Esteri, oltre quelli indicati uei due paragrafi precedenti, si presperà onde convenire, colle Poste Estere interessate, che la stessa facoltà dell'affrancamento o assicurazione venga estesa anche per le corrispondenze provenienti dall'aftara Amministrazione.

Non si ammetteranno reciprocamente, nei dispacci postali, lettere ne pacchetti, che contengano denaro o altri oggetti di valore materiale, sebbene affrancati od assicurati, sia di uno Stato ner l'altro, sia in transito a destinazione più lontana.

#### IX.

Girea ai giornali ed altri stampati a destinazione dei due Stati, verranno reciprocamente ammessi quelli soltanto, pei quali si sarà soddisfatto al prescritto delle leggi, regolamenti e disposizioni disciplinari, che stabiliscono le condizioni della loro pubblicazione e circolazione negli Stati medesimi.

#### Χ.

Le due Anministrazioni si trasuetteranno reciprocamente senza verun carico, salvo il transito Ticinese, i giornali ed ogni altro stampato di uno Stato per l'altro, e così pure le proprie corrispondenze ed i campioni di mercanzie, a destinazione dei Cantoni Svizzeri menzionati nell'art. 7 e di Stati Esteri più lontani, colla eccezione però di cui all'art. 16.

## XI.

Per le corrispondenze non affrancate di uno Stato per l'altro, che le due Amministrazioni si trasmetteranno reciprocamente, è convenuto un prezzo medio, in ragione di ogni trenta gramma, peso netto.

#### XII.

Per uno speciale riguardo al Cantone dei Grigioni, il R. Governo Sardo aderisce a che le corrispondenze, che le due Amministrazioni si trasmetteranno vicendevolmente, sieno proprie come in transito, godano della esenzione del diritto di frontiera di dieci centesimi per ogni lettera semplice, cui vanno soggette all'entrata ed uscita dai Regii Stati.

#### XIII.

Per ogni trenta gramma, peso netto, delle corrispondenze non affrancate, che l'Amministrazione Sarda spedirà a quella dei Grigioni a dastinazione del proprio Cantone, la detta Anministrazione dei Grigioni pagherà a quella Sarda lire una di Piemonte, e la stessa Amministrazione dei Grigioni corrisponderà a quella Ticinese il diritto del proprio transito.

Per ogni trenta gramma delle corrispondenze in transito da Stati Esteri, per via di terra e di mare, a destinazione del Cantone o più oltre, e che l'Amministrazione Sarda fosse per trasmettere a quella dei Grigioni,

Se provenienti dai confini di Francia e di Toscana, overodai porti martitimi, la stessa Amaninistrazione di Grigioni pagherà a quella Sarda, pel proprio transito, lire una, centesimi quaranta; se provenienti dagli Stati di Parma, di Modena ed Estensi, e dalle Legazioni Pontificie, pagherà centesimi ottanta; se provenienti dai Cantoni di Ginevra, di Vaud e del Valléea, pagherà centesimi quaranta; ed, in tutti casi, colla corresponsione all' Anuninistrazione Ticinese del proprio transito, ed oltre ai diritti di rimborso dovuto agli Ufizii sterti di origini.

Questi diritti di rimborso, attualmente stabiliti dagli Uffizii Esteri i quali si prevalgono dell'intermediavio delle Poste Sarde, sono i seguenti:

Per ogni trenta gramma delle corrispondenze della Francia e dell'Algeria, lire due, non compreso il transito Sardo e Ticinese:

Della Spagna, Portogallo, Gibilterra e Colonie, lire tre, centesimi sessanta, idem;

Di Malta, lire due, centesimi trenta, idem;

Di Grecia, lire due, centesimi trenta idem;

Degli Stabilimenti francesi nel Levante, cioè Alessandria

d'Egitto, Smirne, Costantinopoli e Dardanelli, lire tre, centesimi trenta, idem;

Degli Stati Pontilicii, centesimi sessantacinque, idem;

Delle Due Sicilie, lire una, centesimi trenta, idem;

Degli Stati di Modona ed Estensi, centesimi sessanta, idem; Del Vallese — proprie — centesimi novanta — e di oltre il Cantone — centesimi settanta, idem;

Del Regno Unito della Gran Bretagna ed Irlanda, Della Toscana,

Degli Stati di Parma,

Dei Cantoni di Ginevra e di Vaud, il solo transito Sardo e Ticinese.

## XIV.

Viceversa, per ogni trenta gramma, peso netto, delle corrispondenze uno affrancate, che l'Amministrazione dei Grigioni spedirà a quella Sarda a destinazione dei Regii Stati, la detta Amministrazione Sarda pagherà a quella dei Grigioni centesimi cinquanta, e la stessa Amministrazione Sarda corrisponderà a quella Ticinese il diritto del proprio transito.

Per ogni trenta gramma delle corrispondenze in transito dei Cantoni Svizzeri descritti nell'art. 7, e da Stati Esteri a destinazione degli Stati Sardi, o più oltre, che l'Amministrazione dei Grigioni fosse per trasmettere a quella Sarda, questa pagherà a quella, pel proprio transito, centesimi quaranta, colla corresponsione all'Amministrazione Ticinese del proprio transito, ed oltre id diritti di rimborso, di cui fossero gravate dagli Uflizii Esteri d'origine; con riserva all'Amministrazione dei Grigioni di far conoscere a quella Sarda, quali saranno i detti diritti applicabili dai diversi Ufizii Esteri d'origine.

#### XV.

I diritti di rimborso, mentovati nei due articoli 13 e 14 precedenti, che le due Amministrazioni debbono reciprocamente compensarsi, saranno quelli strettamente dovuti agli Uflizii Esteri; ed ove i medesimi venissero in seguito aumentati, diminuiti o aboliti, si dovrà rettificare di conformità la rispettiva percezione, secondo le variazioni in più o in meno che si verificheranno.

## XVI.

Qualora l'Amministrazione dei Grigioni si trovasse nel caso di spedire in transito, col mezzo degli Ulizii Sardi, corrispondenze a destinazione della Spagna, Portogallo, Gibilterra e Colonie, pagheria quella Sarda gli stessi diritti di riunbroso di lire tre e centesimi sessanta, oltre al transito Sardo e Tieinese, come per le corrispondenze provenienti dai detti Stati, secondo è accennato nell'art. 13.

Così pure l'Amministrazione dei Grigioni pagherà a quella Ticinese il rispettivo diritto di transito per le corrispondera, e che la detta Amministrazione dei Grigioni fosse per spedire, col mezzo come sopra, a destinazione del Regno Unito della Gran Bretagna ed Irlanda, del Belgio e dei Paesi Bassi,

Le Poste dei Grigioni verranno esonerate dalla corresponsione dei diritti di rimborso e di transto, di cui tratta questo anticolo, alloraquando le Aniministrazioni Postali dei preindicati Stati assimeranno il carico di pagare esse stesse i detti diritti.

#### AVII.

Il prezzo pei campioni di mercanzie sarà il terzo di quello stabilito agli articoli 13 e 14 per le corrispondenze, semprechè i detti campioni siano sotto fascia, ovvero dispesti in modo da poter essere facilmente riconosciuti.

Però in verun caso la tassa da applicarsi a ciascun articolo di campioni non dovrà mai essere minore di quella d' nna lettera semplice, ragguagliata in peso al quarto di trenta gramma.

La riduzione di prezzo pei campioni, come all'articolo precedente, non è più conceduta se ai medesimi vi sarù congiunta una lettera visibilmente non semplice, e che non possa essere pesata separatamente.

Non ha parimente luogo la riduzione di prezzo pei campioni che si volessero spedire assicurati, dovendo in tale caso essere chiusi e suggellati, come si dira in appresso.

#### XIX.

Per gli stampati provenienti da Stati Esteri e che le due Amministrazioni si trasmettessero reciprocamente, sia a destinazione del rispettivo Stato, come più oltre, ciascuna conseguirà un diritto fisso di cinque centesimi per ogni foglio, non compreso il transito Ticinese, oltre il rimborso degli altri diritti di cui i detti stampati fossero gravati dagli Ulizii Esteri di origine.

È considerato un foglio di stampa quello, la di cui superficie aperta non eccede il perimetro di trenta decimetri quadrati.

Il diritto di cinque centesimi con quello del transito Ticinese si aggiungerà per ogni trenta decimetri o frazioni di essi eccedenti il foglio.

Gli stampati dovranno essere sotto fascia, della larghezza non eccedente il terzo di quella dei pieghi stessi.

## XX.

Per le corrispondenze ed i campioni di mercanzie, affrancati o assicurati volontariamente da uno Stato per l'altro, si riscuoteranno negli Uffizii d'origine le tasse, secondo la rispettiva tacidadi de per la percorrenza in ciasenno Stato, colla progressione di peso sulla base delle apposite tabelle, le quali tarifie e tabelle sono annesse alla presente Convenzione coi numeri 1, 2, 3, 4, oltre al diritto di transito Trcinese. Relativamente alle corrispondenze ed ai campioni di mercanzie, affrancati o assicurati in transito sino alla destinazione degli Stati Esteri menzionati nell'articolo 7, si riscuoteranno, nei medesimi Ulfizii d' origine, oltre alle proprie tasse rispettive ed il transito Triemee, anche i diritti spettanti e da corrispondersi alle Poste di essi Stati, i quali diritti sono attualmente stabiliti come appresso:

Per ogni trenta gramma, peso netto, delle corrispondenze affrancate a destinazione della Francia e dell'Algeria, lire due, non comprese le proprie tasse rispettive ed il transito Ticinese;

Dai Cantoni Svizzeri di

Glarona, centesimi cinquantacinque, idem; Appenzello, » ottantacinque, idem; S. Gallo, » settantacinque, idem; Turgovia, una lira, centesimi dieci, idem;

Sciaffusa, una lira, centesimi dieci, idem, Con riserva di notificare quelli per l'Arcale del Principe Thurn e Taxis e pel Rezno di Baviera.

Pei campioni di mercanzie, il terzo degli stessi diritti, delle tasse rispettive e del transito Ticinese.

## XXI,

Le tasse, per le corrispondenze e pei campioni assicurati, saranno il doppio di quelle stabilite dalla rispettiva tariffa.

## XXII.

Dandosi il easo previsto coll'art. 15 circa ai diritti di rimborso agli Uffizii Esteri, ove si verificassero variazioni succeessive anche nelle tasse per gli affrancamenti volontarii a destinazione degli - Stati Esteri, le due Amministrazioni si uniformeranno reciprocamente alle misure di riduzione o di aumento, secondo venisse stabilito dalle rispettive Poste Estere.

Le corrispondenze o campioni, che si vorranno assicurare, dovranno essere chiusi con duc sigilli almeno di cera lacca, con impronto ben distinto, e coll'indirizzo chiaro ed intelligibile.

#### XXIV.

Non si potrà in alcun caso premettere dagli Uffizii dichiarazione di valore materiale riconosciuto, rispetto alle corrispondenze o campioni assicurati.

#### XXV.

In caso dello smarrimento di qualche articolo assicurato, l'Amministrazione, agli Uffizii della quale fosse attribuibile l'inconveniente, sarà tenuta di pagare all'altra, a titolo d'indeunità da corrispondersi al mittente, lire cinquanta, ed ove la detta indennità dovesse conseguiria il destinatario, in tale caso la, stessa Amministrazione, cui spetta di soddisfarla, potrà pagare direttamente al medesimo la somma stabilita.

L'indennità dovrà essere corrisposta immediatamente dopo riconosciuto lo smarrimento dell'articolo assicurato.

#### XXVL

Li richiami per gli articoli assicurati smarriti saranno ammessi pendente un anno dalla data della seguita spedizione; trascorso tale periodo di tempo, le due Amministrazioni non sono più obbligate, l'una verso l'altra, ad alcuna indennità.

#### XXVII.

Le due Amministrazioni si terranno conto vicendevole, secondo i prezzi stabiliti agli articoli 13 e 14, dell'importo delle corrispondenze e campioni non affrancati, e così pure si daranno

credito reciproco delle tasse di afrancamento e di assicurazione, per la parte rispettiva, sulla base della propria tariffa e dei diritti fissi pei stampati, non che dei diritti per le corrispondenze e campioni a destinazione di Stati Esteri, come agli articoli 19, 20 e 21, e del diritto di transito Ticinesa.

#### XXVIII.

Tutte le corrispondenze di uno Stato per l'altro, cd anche per gli Stati Esteri, dovranno avere il bollo dell'Uffizio di origine.

A quelle affrancate volontariamente sarà aggiunto il bollo
 P. D., indicante il porto pagato sino alla destinazione.

Quelle assicurate saranno eziandio distinte col bollo, colla leggenda assicurato ovvero raccomandato.

#### XXIX..

Li due Governi s'impegnano reciprocamente ad impedire, con ogni mezzo in loro potere, a che le corrispondenze, si dei due Stati come in transito, non abbiano corso per mezzo estrauco a quello dei rispettivi Uffizii postali.

#### XXX.

Le due Amministrazioni si trasmetteranno vicendevolmente senza verun carico le corrispondenze fra di esse, quelle fra li due Governi, e quelle fra li rispettivi Uffizii in diretta comunicazione, cioè Aroua, Intra, Coira e Spluga.

## XXXI.

Le corrispondenze trasmesse da una Amministrazione all'altra, le quali cadessero in rifiuto, o non venissero dimandate, si dovranno reciprocamente respingere senza verun carico, e col solo sconto, nella contabilità, del prezzo attribuito nelle spedizioni rispettive.

Si terranno distinte in due categorie; la prima per le rifiutate, colla annotazione, a tergo, del motivo del rifiuto; la seconda per le non dimandate, parimente con analoga annotazione.

Quelle della prima categoria si rispediranno in fine di ogni mese; quelle della seconda in fine del sesto mese di giacenza nei rispettivi Uffizii di destinazione.

Le spedizioni saranno accompagnate di una specifica, in doppio esemplare, che ne dimostri il montare del prezzo stato attribuito.

Quelle assicurate o raccomandate, cadute nella stessa condizione, saranno tenute separatamente dalle ordinarie e descritte nominativamente, secondo l'indirizzo, in uno stato apposito pure in doppio esemplare.

Gli Uffizii si trasmetteranno vicendevolmente uno degli esemplari, sia della specifica come dello stato, colle rispettive osservazioni, essendone il caso.

## XXXII.

Accadendo che nei dispacci degli Uffizii si trovino delle corrispondenze mal dirette, ciascuno dovrà rimandarle indilatamente all' Uffizio mittente, ovvero a quello di diretta comunicazione cui dovessero venire rivolte secondo la loro destinazione, col solo carico applicato nella prima trasmessione, yuse à dire comprendendole nella propria pestat delle non affrancate.

Nello stesso modo gli Uffizii si respingeranno le corrispondenze indiritte a destinatarii, i quali abbiano cambiato di residenza, anche temporariamente, da uno Stato all'altro.

#### XXXIII.

Gli Uffizii non potranno far uso di altro peso, se non di quello in gramma.

Le tasse delle corrispondenze si applicheranno in soldi da cinque centesimi, e la contabilità fra le due Amministrazioni sarà regolata in lire muove e centesimi di Piemonte, pari ai franchi e centesimi di Francia.

## XXXV.

I conti verranno sistenati trimestralmente; l'Amministrazione Aarda. li redigenà e spedirà a quella dei Grigioni; e tosto esaminati e riconosciuti, l'Amministrazione, che risulterà costituita in debito, farà all'altra il pagamento della somma dovuta, in pezzi effettivi da cinque lire, ossia da cinque franchi.

## XXXVI.

Per ciò che concerne lo eseguimento di quanto è stipulato nei precedenti articoli, si stabiliscono le regole e discipline seguenti:

## XXXVII.

Gli Uffizii Sardi di Arona e d'Intra formeranno il rispettivo dispaccio per gli Uffizii Grigioni di Coira e di Spluga.

Nel dispaccio per Spluga si spediranno tutte le corrispondenze a destinazione dei paesi e luoghi di Spluga, Medels, Sufers, Sessame, Tosana, Catzis, Razuns, Bonaduz, Reichenau e Damet.

Nel dispaccio per Coira si spediranno tutte le corrispondenze a qualsiasi altra destinazione del Cautone, non che tutte quelle in transito a destinazione dei Cantoni di Glarona, Appenzello, S. Gallo, Turgovia, Sciaffusa e Stati Esteri. Si escluderanno dai dispacci per Coira e per Spluga tutte le corrispondenze a destinazione dei paesi e luoghi di S. Vittore, Roveredo, Grono colla valle Gallanca, Lostallo, Caliiolo, Soazza, Mesocto, S. Bernardino, Valle di Reno e Novena, le quali verranno spedite nel dispaccio per Bellinizone.

Per norma degh Uffizii Sardi, nella spedizione delle corrispondenze a destinazione dei distretti postali Cantonali, si unisce alla uresente Convenzione la nomenclatura sotto la lettera A.

## XXXVIII.

Gli Uffizii Grigioni di Coira e Spluga formeranno del pari il rispettivo dispaccio per gli Uffizii Sardi di Arona e d'Intra.

Nel dispaccio per Intra si spediranno tutte le corrispondenze a destinazione dei paesi e luoghi descritti nella nomenclatura annessa alla presente sotto la lettera B.

Nel dispatcio per Arona si spediranno tutte le corrispondenze a qualsiasi altra destinazione degli Stati Sardi, non che tutte quelle in transito a destinazione di Stati Esteri, compresi i tre Cantoni di Ginevra, Vaud e Vallese.

#### XXXIX.

Ciascun dispaccio, trasnesso da un Ufficio all'altre cell'intermediario dell'Ufficio Ticinese di Bellinzona, siccome è detto all'art. 4, dovrà essere hene avvilinpato e non suggellato, col rispettivo indirizzo, e sarà accompagnato di un foglio d'avviso a stampa, nel quale si enunzieranno, secondo le indicazioni dello stesso stampato, tutti gli articoli contenuti nel dispaccio.

Le due Amministrazioni stabiliranno di concerto la forma del foglio d'avviso da adottarsi.

## VL.

Dandosi il caso che, in qualche ordinario, nno dei rispettivi

Uffizii non avesse alcuna corrispondenza da spedire, esso dovrà tuttavia formare il proprio dispaccio contenente soltanto il foglio d'avviso negativo.

#### XLI.

Gli Uffizii dovranno, ordinario per ordinario, darsi riscontro vicendevole di ricevuta dei dispacci e del loro contenuto, secondo risulterà descritto nei fogli d'avviso, colle annotazioni di eni potesse essere il caso.

#### XLII.

Le corrispondenze contenute in clascun dispaccio saranno legate in mazzi, separatamente le affrancate da quelle non affrancate.

Quelle estere in transito si dovranno tenere distinte in appositi mazzi per ciasenno Stato, così di origine come di destinazione.

## XLIII.

Le corrispondenze non affrancate dovranno essere pesate prima di legarle e di avvilupparle in mazzi.

A quelle affrancate o assicurate sino alla destinazione si segneranno, a tergo di ciascuna, le tasse distinte delle due tarife, ed a quelle in transito per gli Stati Esteri si agginngerà anche la tassa separata della tariffa dei medesini Stati.

Quelle assicurate saranno altresi descritte nominativamente, secondo il loto indirizzo, ne i fogli di avviso, con un nunero d'ordine progressivo in ciascuna spedizione, e congiunte in un solo mazzo con legacee, le di cni eatremità sieno fermate, ad un angolo dei fogli d'avviso, con cera lacca e suggello dei rispettivi Ulfisii mittena. Qualora le due Amministrazioni giudicassero, in prossieguo, d'introdurre qualche variazione, così nelle regole e disciplica stabilite come nelle disposizioni rillettenti i servizii di trasporto dei dispacci, le medesime restano fin d'ora autorizzate a mettersi d'accordo, e adottare quelle altre ruisure che ravviseranno necessarie.

## XLV.

Essendo desiderio dell'Amministrazione dei Grigioni di partecipare del vantaggio derivante dalla misura di comunicazione stabilita tra le Diligenze Cantonali del Ticino e la Regia Vettura Gorriera Sarda in corso da Arona a Torino per la via di Biella, per la condotta dei viaggiatori e pel trasporto del numerario, delle merci ed altri oggetti, l'Amministrazione Sarda aderisce a che il concordato apposito, conchiuso colla Amministrazione Ticinese in data di Locarno 17 settembre corrente, venga esteso alle Diligenze Cantonali dei Grigioni, ritenuti gli opportuni accordi già stabiliti tra le duc Amministrazioni Cantonali, e premesse le intelligenze colle impresse della Vettura Corriera e del Piroscafo a vapore, secondo è stipulato nel detto concordato, del quale ne sarà data copia antentica alla Amministrazione dei Grigioni dopo la superiore approvazione.

#### VI.VI.

La presente Convenzione è conchiusa per anni cinque, decorribili dal primo giorno di gennaio mille ottocento quarantacinque (1845), in cui incomincierà il suo effetto, e successivamente alla scadenza, fissata al trentuno dicembre mille ottocento quarantanove (1849), si intenderà continuativa d'anno in anno, ove da una delle parti contraenti non ne sia dato avviso in contrario sei mesi avanti ciascon termine. La presente Convenzione sarà ratificata dai due Governi, e lo scambio delle ratifiche si farà a Torino pel giorno quindici del prossimo mese di novembre, o prima se si può.

In fede di che i Commissarii rispettivi hanno firmato la detta Convenzione, alla quale vi hanno apposto il loro sigillo.

Fatto a Coira in doppio originale il giorno venticinque del mese di settembre mille ottocento quarantaquattro (1844).

G. TINELLI. G. a. MARGA. G. CADUFF. (L. S.) (L. S.)

(Ratifiée au nom du Roi par M.r. le Comte Solar De la Marguerite, Ministre el Premier secrétaire d'État pour les affaires étrangères, le 12 octobre 1844. - L'échange des ratifications a cu lieu par correspondance ordinaire) 116
(N.º 1)
ISPEZIONE GENERALE

REGII STATI SARDI

UFFIZIO

REGIE POSTE

CANOBBIO

TARIFFA per la tassa ed affrancamento delle lettere nate e dirette negli Stati di S. M. in terraferma, regolata in soldi, pari a cinque centesimi di lira.

UFFIZII DI POSTA	SOLD! di Premonte	DEFIZII DI POSTA	SOLDI di Pieracete	I FFIZII DI POSTA	SOLDS
TORINO	8	Arma di Taggia	12	Bobbio	×
		Arona	4	Bonneville	10
		Asti	8	Bordighera	12
Abondance	10	Avigliana	8	Borghetto	10
Acqui	8	Azeglio	6	Borgomanero	4
Agliè	6			Borgoniare	12
Aiguebelle	10	В		Bergomasino	6
Aime	10	Baguasco	40	Borgo S. Dalmazzo .	10
Aix-les-Bains	10	Baldichieri	. 8	Borgosesia	4
Alassio	10	Bałzola	6	Borgoticino	. 4
Alba	8	Barbania	8	Borgo Vercelli	6
Albenga	10	Barbianello	8	Borzonasca	10
Albens	10	Barge	10	Bosco	8
Albertville	10	Bassignana	8	Busselasco	10
Alessandria	8	Beaufort	10	Bourg S.t-Maurice .	- 8
Almese	8	Belgirate	4	Boses	10
Ambrogio (S. )	8	Bene.	10	Bra	8
Andora	10	Benigno (S.)	8	Breglio	12
Anderno	6	Biandrate	6,	Bricherasio	10
Annecy	10	Biella	6	Brides	10
Annemasse	10	Bioglio	6	Broni	8
Aosta	8	Biot (le)	10	Brusasco	8
Arborio	6	Bistagno	8	Bubbio	8

UFFIZII DI POST	V Solbi	UFFIZII DI POSTA	SOLD!	UFFIZII DI POSTA	SOLD1
Buriasco	. 10	Castelnuovo d'Asti .	8	Costigliole di Saluzzo	10
Busca	. 10	Castelnuovo Scrivia .	8	Grescentino	6
Bussolino	. 8	Cava	6	Grevacuore	4
		Cavaglià	6	Grodo	4
C		Cavallermaggiore	10	Comiana	10
Cairo	. 10	Cavour	10	Cuneo	10
Calizzano	. 10	Centallo	10	Cuorgaè . ,	6
Caluso	. 6	Ceres	8		
ampofreddo	. 10	Ceriana	12	D	
Canale	. 8	Cesane	10	Damiano d'Asti (S.) .	8
Candelo	. 6	Geva	10	Damiano di Cunco (S)	10
Candia	. 6	Chambéry	10	Dego	10
anelli	. 8	Chambre (la)	10	Demonte	10
Canobbio	. 2	Châtelard (le)	10	Desana	6
Capriata	. 8	Chatillon	6	Diano d'Alba	8
araglio	. 10	Cherasco	10	Diano Marina	12
Carcare	. 10	Chiavari	10	Dogliani	10
arignauo	. 8	Chieri	8	Delceacqua	12
armagnola	. 8	Chiusa (la)	10	Domodossola	4
arpenetto	. 8	Ghivasso	8	Donas	6
arpignano	.   4	Gicogna	10	Douvaine	10
arrů	. 10	Gigliano	6	Dronero	10
asalborzone	. 8	Ciriè	8	Duing	10
asale	. 6	Cluses	8		
asatisma	. 8	Cocconato	8	₽ .	
asci	. 8	Condese	8	Echelles (les)	12
aselle	. 8	Contes	12	Etroubles	8
assine	. 8	Corio	8	Evians	10
asteggio	. 8	Cornegliano	8	Exilles	10
astellamonte	6	Cortemiglia	10		
astellazzo	. 8	Construction	6	F	
astelletto d'Orba	. 8	Costigliole d'Asti		Faverges	10

UFFIZII DI POSTA	SOLD!	UFFIZII DI POSTA	SOLD!	UFFIZH DI POSTA	SOLDI
Felizzano	8	Gresy	10	Martino Siccomaro (S.)	6
Fenestrelle	10	Guillaumes	12	Masserano	- 4
Fiano	8			Mede	6
Fioale Marina	16	_		Mentone	12
Fossano	10	Incisa	*	Michel (S.)	10
Frabosa Soprana	40	Intra	2	Millesimo	10
Frangy	10	Ivrea	- 6	Modane	10
		_		Molare	8
6		,		Mombaruzzo	8
Gabbiano	6	Jean de Maurienne (S.)	10	Mombello	. 6
Galliate	4	Jeoire (S.)	10	Mombercelli	8
Gambolò	6	Julien (S.)	10	Momo	6
Garhagna	8			Monaco	12
Garessio	40	L		Moncalieri	8
Garlasco	6	Lanslebourg	8	Moncalvo	8
Gassino	8	Lanzo	8	Mondovi	10
Gattinara	5	Lavagna	10	Monesiglio	10
Gavi	8	Lerici	12	Monlorte ,	10
Genix (S)	12	Lesa	4	Mongrando	6
Genova	10	Levaoto	10	Montafia	8
Germano (S.)	6	Levenzo.	12	Montalto	8
Gervais (S.) :	8	Lezzolo .	6	Montanaro	8
Giaveno	8	Limone	10	Montechiaro	8
Giorgio (S.) Canavese	6	Livorno	6	Montemagno	В
Giorgio (S.) Lomellina.	6	Loano	10	Montiglio	8
Giulietta (S.)	8	Locana	6	Montmeillan	10
Godano	10	Luserna.	10	Montù Beccaria	В
Godiasco : .	8			Moretta	10
Govone	8	278		Morgex	8
Gozzano.	A	Maltaverne	10	Morozzo	10
Graglia	6	Maria Maggiore (S.) .	2	Morra (la)	10
				()	. 20

UFFIZH DI POSTA.	SOLDI di Piemonte	UFFIZII DI POSTA	Piezzezeze	UFFIZII DI POSTA	30CD
Mosso S. Maria	4	Pamparato	10	Rapalio	10
Moutiers	10	Pancalieri	10	Recco	10
Murazzano	10	Pavone	6	Reignier	10
N		Perosa	10	Reroo (S.)	12
		Perrero	10	Revello	10
Nervi	10	Peveragno	10	Riva di Chieri	8
Nizza Marittima	12	Pianezza :	8	Rivalta	8
Nizza Mooferrato	8	Pierre d'Albigny (S.)	10	Rivara	8
Noli	10	Pier d'Arena (S.)	10	Rivarolo	8
None	8	Pietra (la)	10	Rivoli	8
Novara	6	Pieve (la)	10	Robbio	6
Noti.	8	Pieve del Cairo : .	8	Rocca d'Arazzo	8
Nus	8	Pinerolo	10	Roccasterone	12
		Pogetto	12	Roccaverano	10
•	ı	Poirino	8	Roccavione	10
Occimiano	6	Pont-Beauvoisin	42	Rocchetta ligure	8
Oleggio	4	Pont Canavese	8	Roche (la)	10
Omegna	4	Pontegrande	- 6	Rochette (la)	10
Oneglia	12	Pontestora	6	Romagnano	4
Orbassano	8	Ponzone	8	Rooco	10
Ormea	10	Portacomaro	8	Rossignano	6
Ornavasso	2	Porto Morizio	12	Ruffieux	10
Orta	4	Prazzo	10	Ramilly	10
Ottiglio	8	Prelà	12		
Ottone	8	Pré-S-Didier	8	8	
Oulx	10	Priero	10	Sale	8
Ovada	8	4		Sallanches	8
Origlio	8			Saluzzo	10
	- 1	Quirico (S.)	10	Salozzola ,	6
P	- 1	. , , ,		Salvatore (S.)	8
Paesana	10	R	- 1	Samöens	8
Pallanza	2	Racconigi	8	Sampeyre	10

UFFIZII DI POSTA	Plemoste	UFFIZII DI POSTA	SOLDI di Piemonte	UFFIZII DI POSTA	1070g
Sanfront	10	Stresa	2	Verrez ,	6
Sannazzaro	6	Stroppiana	6	Verzuolo	10
Santhià	6	Susa	8	Vespolate	6
Sartirana	6	T		Vezzano	10
Sarzana	12	Taninges	1 8	Vico Canavese	6
Sassello	10	Tenda	10	Vico di Mondovl	10
Savigliano	10	Thônes . ,	10	Vigevano	6
Savignone	ie	Thonon ,	10	Vignale	6
Savona	10	Thorens Sales	10	Vigone	8
Scarena	12	Топсо	- 8	Viguzzolo	8
Sciolze	8	Torre Luserna	10	Villadeati	8
Scopa	4	Torriglia	10	Villafaletto	10
Sebastiano (S.)	8	Tortona	8	Villafrança Nizza	12
Secondo (S.)	10	Trecate	6	Villafranca Piemonte.	10
Serravalle	8	Trinità (la)	10	Villavernia	8
Sestri levante	10	Triuo	6	Villanuova di Mondovi	10
Sestri ponente	10	Triora	12	Villanuova Solaro	10
Settimo Vittone	6	U		Villanuova d'Asti	8
Seyssel	10	tigine	10	Villars	12
Sezzè	84	t telle	12	Vinadio	10
Sommariva	8	v		Vistrorio,	6
Soriasco	8	Valdieri	10	V(0	8
Sospello	12	Valenza	8	Voghera	8
Spezia	10	Valgrana	10	Vogogna	4
Spigno	10	Varallo	5	Volpedo	8
Staglieno	10	Varazze	10	Volpiano	8
Stefano Aveto (S.) .	10	Varese	10	Voltri	10
Stefano Belho (S.) .	8	Varzi	8	Y .	1
Stefano marina (S.) .	12	Veneria Reale	.8	Yenne	10
Stefano montagna (S.)	12	Venasca	10	2	
Stradella	8	Ventimiglia	12	Zavattarello	8
Srambino	6	Vercelli	6		1

# (N° 2)

# ISPEZIONE GENERALE DELLE REGIE POSTE

STATO di progressione della Tassa delle lettere da e per gli Stati Esteri, in ragione del loro peso in gramma.

PROGRESSIONE DELLE LETTERE	della TASSA	in	oldi	pari	a cis	que	cent	esim	idil	ira,	EMPI colla p ggior	rogre	ssione
Sino a gramma 7 9	L' importo delta lettera semplice	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Da 7 4 <sub>3</sub> a 10 esclus	' i porto e 1 <sub>12</sub>	2	2	5	6	8	9	11	12	14	15	17	18
da 10 a 15 id.	2 porti	2	4	6	. 8	10	12	14	16	18	20	22	24
da 15 a 20 id.	. 2 e 1 <sub> V</sub>	3	5		10		15	18	20	23	25	28	30
da 20 a 25 id.	3 porti	3	6		12	15	18	21	24	27	30	33	36
da 25 a 30 id.	3 e 1 <sub>3</sub>	4	7	11	14		21	25	28	32	35	. 39	42
da 30 a 35 i/.	4 porti	4	8		16	20	24		32	36	40	44	48
da 35 a 40 id.	6 e 1 pr	5	9		18	23	27	32	26	41	45	50	54
da 40 a 45 id.	5 porti	5	10	15	20	25	30	35	40	45	50	55	60
da 45 a 50 id.	5 e lp	6	11		22	28	33	29	46	50	55	61	66
da 50 a 55 id.	6 porti	6	12	18	24	30	26	42	48	36	60	66	72
da 55 a 60 id.	6 e 1 <sub>3</sub> ;	7	13		26	32	29	46	52	59	65	73	78
da 60 a 65 id.	7 porti	7	14		28	35	42	49	56	63	70	77	
da 65 a 70 id.	7 e 1 p	8	15		30	38	45	53	60	68	75	83	90
da 70 a 75 id.	8 porti	. 8	16		32	40	68	56	64	72	80	88	96
da 75 a 80 id.	8 e 1p	9	17		34	43	54	60	68	77	85	94	102
da 80 a 85 id.	9 porti	9	18		26	45	54	63	72	61	90	99	108
da 85 a 90 id.	9 e lp	10	19		28		57	67	76	146	95	105	
da 90 a 95 id.	10 porti	10	20		40	50	60	70	80	91)		110	120
da 95 a 100 id.	10 e 1₁₂	11	21	32	42	53	63	74	85	95	105		126
da 100 a 105 id.	11 porti	11	22	33	44	55	66	77	88	99	110	121	132

Note. — Così di seguito si aggiunge sempro di 5 in 5 gramma il mezzo porto della

(N° 3)

DELLE	CANTONE DEI	GRIGIONI

CFF	210
DI	
ROVE	REDO

POSTE CANTONALI

TARIFFA per la tassa ed affrancamento delle lettere nate e dirette nel Cantone dei Grigioni, regolata in soldi di Piemonte o cent. 5 di Francia.

SOLDI UFFIZII DI POSTA E DISTRETTI Piemonte Roveredo Mesocco Spluga Coira 4 Domiliasca Heinzenberg Meyenfeld Lugnezza Sopraselva Sorsette Borgogno Tavate Bregaglia Engadina alta Engadina bassa 10 Peschiavo

(N° 4) DIREZIONE DELLE POSTE DEI GRIGIONI

STATO di progressione della Tassa delle lettere nate e dirette nel Cantone Grigioni, in ragione del loro peso in gramma.

B	EL PI	SIONE ISO ITERE	COMPOSIZIONE della TASSA	in soldi	pari a 5 c	ent. di li	ERE SEVI ra, colla pi lel maggio	rogressio
		ma 7 ½. nente	L'importo della lett, a semplice		4	6		10
7 %	a	10 escl.	1 porto e 1 <sub>2</sub>	2	6	9	12	15
10	2	-15	2 porti	2	8	12	16	20
15	a	20	2 tb	3	10	15	20	25
20	a	25	3	3	12	18	24	30
25	a	30	3 1/9	h	14	21	28	35
30	a	35	4	h	16	24	32	40
35	a	40	A 142	5	18	27	36	45
40	a	45	5	5	20 -	30	40	50
45	a	50	5 1p2	6	22	33	44	55
50	a	55	6	6	24	36	48	60
55	a	60	6 1 <sub>12</sub>	7	26	39	52	65
60	a	65	7	7	28	42	56	70
65	2	70	7 1/2	8	30	45	60	. 75
70	a	75	8	8	32	48	64	80
75	a	80	8 1/8	9	34	51	68	85
80	a	83	9	9	36	54	72	. 90
85	a	90	9 10	10	38	57	76	9.5
90	a	95	10	10	40	60	80	100
9.5	a	100	10 tgs	11	. 42	63	84	103
100	2	105	11	11	44	* 66	88	110

Nota. Così di seguito si aggiunge sempre di 5 in 5 gramma il mezzo porto della lettera semplice, ritenendo le frazioni a favore dell'Amministrazione.

# (A) NOMENCLATURA dei paesi e luughi componenti i distretti Postali del Cantone dei Grigioni.

I.	Novenna	Tagstein
DISTRETTO DI BOVEREDO.	Soazza	Tosana (Thusis)
	S. Bernardino	Urmein
Roveredo	Valle di Reno	Wergeustein
Auggio		
Braggio	111.	IV.
Buseno	DISTRETTO DI SPLUGA.	DISTRETTO DI COIRA.
Cabiolo	DISTRETTO DI SPECUA.	
Caroa	Spluga	Coira
Castanetta	Andeer	Feldis
Cauco	Avers	Haldenstein
Grono	Barenburg	Masans
Leggia	Bonadoz	Savien
Lostallo	Cazis	Sais (Trimis)
Monticello .	Ceraun	Untervatz
Nadro	Damet	Feldsberg
Norantola	Donat	Prada
Rossa	Ferrera	Tschiertschen
Sabione	Lohn	
Selma	Mathoo	v.
Selva	Medels	DISTRETTO DI DOMILIASCA
S. Domenica	Pignie	,
S. Maria (Calanca)	Rhazins	Fürstenau
S. Vittore	Realta	Almens
Verdabbio	Reichenau	Baldenstein
	Roogella	Dusch
11:	Reischen	Orteastein
DISTRETTO DI MESOCCO.	Sessame	Paspels
Mesocco	Sufers	Riedberg

Rodels	Cumbels	Kāstris
Rothenbrunnen	Flond	Ludir
Scharaus	Igels	Laax
Scheid	Lumbrein	Luvis
Sils (Seglio)	Morissen	Medels
Tomils	Neukirch	Musteer
Trans	Obersaxen	Ponix
· VL	Peidea	Pitasch
	Romein	Rabius
ISTRETTO DI HEINZENBERG	Surrein	Rinkenberg
Sarn .	Surcoolm	Riein
Dalin	Thersnaus	Ruerds
Praz	Valle s. Pietro	Ruis
Průtein	Vigens	Ruschein
Raschlingias	Vrin	Sadrun
Tartar	Vuorz	Sagens
Tschappina		Segnas (selva)
	IX.	Schleuis
VII.	DISTRETTO	Schlans
ISTRETTO DI MEIENFELD.	DI SOPRASELVA.	Schnaus
Meienfeld	Ilans	Seervis
Plisch	Andest	Seth
Ienins	Areza	Somvix
Inis	Breil (Brigels)	Strada
Malans	Camischolas	S. Maria
Mastrilserberg	Campodials	Tamina
Oberzellbruck	Carrera	Tavanasa
Unterzolibruck	Ciamust	.Tavetsch
Zitzers	Curaglia .	Tenna
	Danis	Trins
VIII.	Dardin	Valendas
ISTRETTO DI LUGNEZZA	Dissentis	Versam
D'OBERSAXEN.	Duvin	Waltenaburg (Vuorz)
Villa	Fellers	Waldhans
Camons	Flims	Zignan

X.	Erosa	Seewis
DISTRETTO DI SORSETTE.	Filisor	S. Antonien
	Langwies	Valzeina
Savognino	Latsch	Luzein
Alvaschein	Luca	Schuders
Bivio	Maladers	XIII.
Casti	Malines	DISTRETTODIBREGAGLIA
Churwalden	Pagig	Vicesoprano
Conters	Pazen	Bondo
Farera	Peist	Borgonovo
Lenz	Surava	Cassacria
Malix	Stuls	Castasegna
Marmorera	S. Peter	Coltura
Mons	Weisenstein	Maloggia
Mühlen (Molini)	Wiesen	Promontogno
Medtea		Soglio
Obervatz	XII.	Spino
Parpan	DISTRETTO DI TAVATE.	
Reams		Stampa
Roffna	Davos (Tavate)	MV.
Salux	Buochen	DISTRETTO
Stalla	Conters	D'ENGADINA ALTA
Stalvedro	Dalvazza	Samaden
Storvis	Fanas	Agnias
Sur	Forea	Bevers
Tiefenkasten	Fideris	Bruch (Ponte)
Tinzen	Glaris	Campoferro
XI	Grüsch	Campovasto
	lenatz	Cellerina
DISTRETTO DI BERGOGNO	Klosters	Cresta
Bergogno	Kublis	Madulein
Alveneu	Lunden	Ponte .
Brienz	Mezzaselva	Scaufs
Calfreisa	Saas	Silvaplana
Castiel	Schiers	S. Moriz
Cierf	Serneus	Zutz

XV.	Monastero	Valcava
DISTRETTO	Remus	Una
D'ENGADINA BASSA	Salzana Samnann	XVL
Zernetz	Schart	DISTRETTO
Brail	Schleins	DI POSCHIAVO
Cappella Cinuskel	Schuls	Poschiavo
Fettan	Sins (Sent)	Bernina
Fuldera	Strada	Brasio
Guarda	Steinsberg	Campo-Cologno
Lavin	S. Maria	Pontresina
	Süs	
Martinsbruck	Tarasp	

# REGII STATI SARDI

(B) NOMENCLATURA dei paesi e luoghi componenti il Circondario postale dell'Uffizio Sardo d'Intra relativamente alle corrispondenze provenienti dal Cantone dei Grigioni.

Intra	Grana	Premeno
Agrano	Creola	Punto
Albagnano	Crosinallo	Quarna-sopra .
Antolivo	Curzolo	Quarna-sotto
Arizzano	Decio	Ramello
Aurano	Donego	Ronco
Barbero	Esio	Rovegro
Bel	Falmenta	S. Agata
Bieno	Fondo-Toce	S. Bartolomeo
Buglio	Fornero	S. Giorgio
Bureglio .	Forno	Samhughetto
Cambiasca	Frino	S. Martino
Campiglio	Germagno	S. Maurizio
Canero	Ghiffa	Santino
Canobbio	Gurro	Scareno
Caprezzo	Gurrone	Selasca
Carciago	Intragna	Socraggio
Carmine	Lignago	Socrano
Casale	Loreglia	Solgia
Cavaglio	Luzzono	Suna
Cavandone	Massiola	Tagliano
Cereda	Miazzino	Trarego
Cheggio	Oggebbio	Trefliume
Cheglio	Oggiogno	Trobaso
Cicogno	Omegna	Unchio
Cinsago	Orazzo	Ungiasca
Cireggio	Pallanza	Viggiona
Cissano	Piaggio	Vignone
Cossogno	Possaccio	Zeverallo

## VI

#### 1844, 28 novembre.

#### FLORENCE.

Traité de permutation de territoire entre S. M. le Roi de Sardaigne, S. M. l'Empereur d'Autriche, S. A. l. et R. le Grand Duc de Toscane, S. A. R. le Duc de Lucques, fatur Duc de Parme, de Plaisance et de Guastalle, et S. A. R. le Duc de Modène.

In nome della Santissima e Indivisibile Trinità.

Sua Altezza Reale l'Infante di Spagna, Duca attuale di Lucca, futuro Duca di Parma, Piacenza e Guastalla,

Sua Altezza Realc l'Arciduca d'Austria, Duca di Modena,
Sua Altezza Imperiale e Reale l'Arciduca d'Austria, Gran Duca di Toscana.

Avendo riconosciuto unanimemente che la linea di frontiera di una parte dei Loro Stati rispettivi è intralciata e suscettibile di facili miglioramenti reciproci all'epoca fissata dal Congresso di Vienna per le varie riversioni ad Essi stabilite,

Che non si possono altrimenti togliere gli inconvenienti di quella frontiera fuorche con un cambio di piccole porzioni, ora isolate di territorii Loro;

Che la facoltà di operare tali cambii all' amichevole è stata anche espressamente riservata alle Parti interessate dall'articolo 98 dell' Atto del Congresso di Vienna, ma che uon potrebbero altrimenti aver luogo se Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Maestà il Reperiale e Reale Apostolica non acconsentissero ad una modificazione di diritti di riversione derivanti rispettivamente per Esse dal Trattato di Aquisgrana del 1748 e da quello che fu conchiuso il 20 maggio 1815 fra la Sardegna e l'Austria i quali di-

1,

ritti si trovano espressamente menzionati nell'Atto del Congresso di Vienna e confermati dal Trattato di Parigi 10 giugno 1817.

I tre Sovrani si sono a tale effetto indirizzati alle prefate Maesta Loro, e

Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica riconoscendo l'utilità di una migliore confinazione, animata d'altronde dal desiderio intenso di contribuire anche con uu sacrifizio dal suo lato ad un'opera tanto reclamata dall'interesse dei Sovrani dei tre Stati summenzionati, giudicò che meglio perverrebbesi allo scopo ove si aprissero apposite trattative in Firenze,

E Sua Miestà il Re di Sardegna tenendo non meno a cuore di dare ai Sovrani di Lucca, Modena e Toscana le maggiori di-mostrazioni di confidenza e di amicizia avendo pur Essa acconsentito a partecipare alle Trattative, le Alte Potenze contraenti hanno nominato loro Pleniptoenziarii, ciòn

Sun Maestà il Re di Sardegna il Marchese Giovan Battista Carrega Cavalicre del Sacro Militare Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Commendatore dell'Ordine Pontificio di San Gregorio Magno, Cavaliere del Real Ordine Svedese della Stella Polare, Suo Ministro Residente in Toscana, e nominato appositamente per la presente circostanza a Ministro Plenipotenziario,

Sua Maesta Imperiale e Reale Apostolica il Cavaliere Camillo Vacani di Fort Olivo, Generale Maggiore al Corpo del Genio nel Suo Esercito, Cavaliere deglio Ordini Reali della Corona Ferrea, della Legion d'Onore di Francia e di Carlo III di Spagna, e Imperiali Russi di Sant' Anna seconda classe e San Wladimiro terra classe.

Sina Altezza. Reale l' Infante Direa attuale di Lucca. Inturo Duca di Parma, Piacenza e Ginastalla il Consiglier di Stato Avvocato Antonio Raffaelli, decorato della Croce di San Lodovico di prima classe pel Merito Civile, Presidente di Grazia e Giusizia, Direttore generale di Polizia, Forza armata e delle Regie Poste, incaricato del Portafoglio del Ministero degli Affari Esteri,

Sua Altezza Reale l'Arciduca Duca di Modena il Conte Giuseppe Forni suo Ciambellano e Consigliere di Stato, Maggiordomo Maggiore di Sua Altezza Reale l'Areiduca Principe Ereditario degli Stati Estensi, Commendatore dell'Ordine del Merito della Corona di Baviera,

Sua Altezza Imperiale e Reale l'Arciduca Gran Duca di Toseana, il Consigliere Segretario di Stato Ministro degli Affari Esteri Don Neri de Principi Corsini, Primo Directore delle Reali Segreterie, Cavalicre Gran Croce e Gran Cancelliere dell'Ordine di San Giuseppe, Cavaliere Gran Croce dell'Ordine Reale di Francesco I delle Duc Sicilie, Cavaliere Gran Croce decorato del Gran Cordone del Sacro Ordine Millatre del Santi Maurizto e Lazzaro di Sardegna, Cavaliere di prima classe dell'Ordine Austriaco della Corona di Ferro, Gran Croce del Real Ordine Greco del Salvatore, Officiale dell'Ordine Reale della Legion d'Onore, decorato dell'Ordine Sultanico del Nichan Iffihiar di prima classe,

I quali essendosi riuniti in Firenze, ed avendo esibiti i loro pieni poteri trovati in buona e debita forma, convennero nella via amichevole prescritta per tal cambio dal Congresso di Vienna negli articoli che seguono;

I.

Sua Altezza Reale l'Infante Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma, Piacenza e Guastalla, rivorando sommamente vantaggioso l'aggregare al futuro suo Ducato di Parua una parte di Lunigiana nel versante meridionale dell' Appennino, e Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toccana amando pure sommamente di ritenere nei Dominii proprii due Vicariati di Barga e Pietra Santa elte ora ne sono. tuttochè Suoi, distaceati, e che coll'aggregazione del Ducato di Lucca alla Toscana, stabilita dall'articolo 102 dell'Atto del Congresso di Vienna, gli verrebbero in contatto, reppur dovrebbero esser ceduti, convenero nel proporre a Sua Altezza Reale il Duca di Modena il cambio di questi due Vicariati di Barga e Pietra Santa contro l'isolato Ducato di Guastalla e le Terre Parmigiane poste alla destra dell' Enza; nel qual solo caso i Distretti Toscani isolati Lunigiana, sarebbero ceduti a Sua Altezza Reale il futuro

Duca di Parma ora Duca di Lucca, ond' egli vi acquistasse con un territorio attigno al futuro suo Ducato di Parma e più prossimo al Medierraneo, l' unico mezzo proprio a permutarvi i varii Inchiasi (Eaclares) e a stabilirri una linca di frontiera regolare con Sua Altezza Reale il Duca di Modena solo possessore ile Feudi ergulamente isolati in Lunigiana.

#### 11.

Sna Altezza Reale il Duca di Modena in vista dell'offerta spontanea che Gli fu fatta da Sua Altezza Reale l'Infante Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma, Piacenza e Guastalla « di cedere, « cioè a Lui, Suoi eredi e successori in tutta proprictà e sovra-» nità i territorii sulla destra dell' Enza complessivamente all'iso-» lato Ducato di Guastalla, ora inchiuso fra gli Stati Lombardi » ed Estensi, con che Sua Altezza Reale il Duca di Modena ceda » a Lui i territorii Estensi posti sulla sinistra di quel fiume, e » ceda alla Toscana i due Vicariati di Barga e Pietra Santa; che » il Congresso di Vienna gli assegnava » accetta questo cambio e per ciò solo riminzia per Se Suoi eredi e successori al possesso delle terre di Bazzano e Scurano sulla sinistra dell' Enza a favore di Sua Altezza Reale il Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma, come pure al possesso assegnatogli dal Congresso di Vienna dei due Vicariati di Barga e Pietra Santa a favore di Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana, acconsentendo che continuino in perpetuo a formar parte del Gran Ducato, come al presente, sotto le seguenti condizioni:

1. Che sia per sempre riconosciuto aver Egli invece dei due Vicariati di Pietra Santa e Barga acquistato il solenne ed assoluto possesso del Ducato di Guastalla e delle terre Parmigiane sulla destra dell'Enza, ed entrar questi territorii liberamente a Lui cednti dal legittimo loro Sovrano in stato e luogo di quelli sopradetti di Barga e Pietra Santa.

 Che quella porzione di Appennino nel Vicariato di Barga, la quale versa nel Modenese, siagli ceduta, cosicchè il confine scorra sulla vetta fra i monti Piastrajo e Porticciola e non più sul pendio orientale.

- 3. Che il Lago di Porta presso mare nel Vicariato di Pietra Santa, che si trova attualmente diviso fra questultimo territorio Toscano e l'attiguo Lucchese di Montignoso, a Lui devoluto dal Gongresso di Vienna, resti tutto di sua appartenenza con quel margine di terreno che qui sotto all'articolo IX è prefestato, obbligandosi il Governo Estense a non permettere la coltivazione di risaie in tale spazio di terreno a Lui eduto e a colservare le esistenti cateratte o a surrogare ad esse altro mezzo qualnunque proprio ad impedire la nociva promisculti delle acque aslae con le dolci, e obbligandosi il Governo Toscano a lasciare scorrere nel Lago e nell'emissario sou quelle acque che or vi versano sopratutto da Seravezza, ed a lasciare escavare dal Misso di Porta (salvi i diritti di privati proprietarii) i materiali occorrenti al restauro ed alla manutenzione di dette cateratte, a autorizzandone i trasporti pel fosso di Porta.
- 4. Che una strada carreggiabile venga aperta e conservata a spese della Toseana a traverso del Vicarino di Pietra Santa dalla postale sino al confine della Garfagnana in prossimità della Petrosciana e sia essa perpetuamente libera al transito degli Estensi e delle loro merci, come quelle comunicazione che èpit comoda e diretta tra Massa e la Garfagnana. Nè si eccettua che il caso straordinario in cui disgraziatamente si avverasse l'esistenza della Peste o del Cholera nello Stato Modenese, e la Toseana vi dovesa tabilire, come sugli altri punti delle sue froutiere, appositi Lazzeretti, nella qual circostanza soltanto vi sarebbero escluse le provenienze Estensi, a meno che non purgassero la stabilita commacia nel Lazzeretto Toseano. Per altri casi di semplei sospetti o disparità di misure sanitarie, si ammetterebbe il transito delle provenienze Estensi sotto scorta sanitaria.

Così pure ove si tratti di passaggio di truppe Estensi, armi e munizioni su questa strada, il Governo Estense darà avviso amticipato in via Ministeriale al Governo Toscano, tranne il solo caso di assoluta straordinaria urgenza, in cui l'avviso preventivo verrà dato direttamente dai Governatori di Massa o della Garfagana all'Autorità Governativa di Pietra Santa.

E relativamente al transito di generi di regalla, pei quali pure

viene ammessa libertà agli Estensi sarà nondimeno concertato fra i due Governi il sistema con cui esso sarà eseguito onde non possa derivarne danno alla finanza Toseana.

Sul tronco Estense di questa strada della Petrosciana che potrebhe offirir una più comoda comunicazione agli sibitanti dei Vicariati di Barga e Pietra Santa, Sua Altezza Reale il Duca di Modena concede che profittandone essi per i prodotti loro territoriali o d'industria locale, sia loro restituito interamente all' atto della sortita dallo Stato Estense il dazio di transito che all'ingresso avessero soddisfatto, regolando poi l'esecuzione di tal misura con quelle norme che saranno giudicate le più opportune.

#### Ш.

Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duea di Toseana, aderendo alle condizioni sovra esposte, nella vista di conservare annessi alla Toseana i due Vicariati di Barga e Pietra Santa, cede a Sua Altezza Reale il Duea strubale di Lucea fisturo Duea di Parma, i varii suoi possedimenti distaceati in Lunigiana, e vi autorizza quindi pienamente ogni permuta e muova-confinazione eli Esso intenda eonocertarvi con Sua Altezza Reale il Duea di Modena, si pel Dene di que popoli, che per l'utile dei Ducali dominii al Nord dell' Appennino.

# IV.

Sua Altezza Reale il Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma, Piaccuza e Guastalla, essendosi determinato alla rinunzia di quest'ultimo Ducato isolato e delle terre sulla destra dell'Enza a favore di Sua Altezza Reale il Duca di Modena, nell'intento si favorevole e vantaggioso ai proprii Ducati uniti di Parma e di Piacenza, di consegnire dalla Toscana Pontremoli, Bagnone, e terre annesse in Lunigiana, atte ad aprirgli una via più fielle di commercio si mare, code perciò alla, prefata Altezza Sua Reale il Duca di Modena, a' Suoi eredi c'asuccessori ogni suo diritto e titoló sulla destra dell' Enza e sul Ducato di Guastalla per Sè, Suoi eredi e successori, ed unisce al futuro suo Ducato di Parma oltre i territorii in Lunigiana a lui ceduti dalla Toscana e non permutati con Modena a teuore dell' articolo che segue, i territorii attualmente Estensi sulla sinistra dell' Enza, dichiarasdo fin d'ora che il mezzo (Thalweg) di questo fiume si intenderà dal di della riversione preveduta dall'articolo 102 dell'Arto del Congresso di Vienna, essere il limite fra gli Stati di Parma e di Mochan, dal luogo in Appennino, ove incontra l'autica frontiera presso il Lago Squincio sino al Po presso Brescello; con che siane libera ad entrambi la possibile navigazione, e libero l'uso semplice delle acque al moto di officine sulle sponde, salvi rimanendo i diritti d'irrigazione già esistenti, e non dovendosì con opere qualunque portar danno dall'una all'altra delle rive.

V,

Le Loro Altezze Reali il Duca di Modenu, e il Duca attnale di Lucca, futuro Duca di Parma, fatto serio e ponderato rillesso ai reciproci interessi in Lunigiana, ora frastagliata di confini irregolari producenti più inconvenienti politici e amministrativi, non potadosi altrimenti giungere sul possesso dell'uno fuorchè passando anche più volte a brevissime distanze sul territorio dell'altro, convennero dividersi nei modi e con le condizioni che seguono quei feudi e territorii ora spettanti a Modena e alla Toscana.

1. Sua Altezza Reale il Duca - attuale di Lucca futuro Duca di Parma, che col cedere l'isolato Ducato di Guastalla e le terre d'Oltre Enza a Sua Altezza Reale il Duca di Modena, pervenne a conseguire dalla Toscana in Lungiana Pontremoli, Bagnone, Groppoli, Lususlo, Terrarossa, Albiano e Calice, fa di alcuni di questi territorii nou uniti amichevole permuta con più feudi staccati di San Altezza Reale il Duca di Modena, prendendo cioè invece loro i distretti attualmente non uniti di Treschietto, Villafranca, Castevoli e Mulazzo sino alla linea di froutiera qui più sotto precisata all' articolo IX, e costituendo di più parti distaccate un corpo unito di Dominio nel versante meridionale dell'Appennion in contatto immediato per la Cisa con Parma.

2. Sua Altezza Reale il Duca di Modena anuando ritenere suoi dominii in Lunigiana il distretto suo più occidentale detto di Rocchetta, ora steccato dal rimanente degli Stati Estensi ed attiguo agli Stati Sardi, come anche i distretti pur suoi di Podenzana e di Tressan presso quello di Anlla sulla Magra, prende possesso del distretto di Calice per arrivarri liberamente, e unisce a questo lembo di terreno, in gran parte già suo, auche gli attigni distretti di Albiano, Ricò e Terrarossa, che con Calice verranno a tener lungo di que feudi di Treschietto, Villafranca, Castevoli e Mulazzo, cui rinunzia, e che il Congresso di Vienna, accordando l'amichevole permuta, intese annessi agli Stati di Massa e di Carrara, per l'ordine diverso di successione e pei diritti di riversione che vi sono dall'articolo 98 conservati.

#### VI.

É di comune assenso stabilito, che ogni territorio cambiato non sia gravitato da debito diverso da quello unicamente comunale, se mai vi esistesse, e che se vi hanno altri uggravii debbano questi rimanere a carico della parte cedente. Quindi il canone oggi dovato dallo Stato di Lucca alla Comunità di Barga pel Monte di Gragno, passerà al momento della riversione a carico della Toscana, la quale si obbliga fin d'ora a far riconoscere per abrogate ed estime tutte le clausute e condizioni dell'antico livello, in modo che il Monte di Gragno, divenuto Estense, trovisi puri libero da ogni relativo vincolo.

Sun Altezza Reale il Duca di Modena facendo però una speciale eccezione al debito sul futuro suo Ducato di Guastalla inscritto nei registri del Monte gii Napoleone, acconsente di assumere in luogo del Duca di Parma il soddisfacimento della parte di detto debtto non estinta all'epoca della riversione a tenore di quanto il Congresso di Vienna al § 97 e le successive Commissioni stabilirono a carico dei legittimi possessoni.

Rimane pure di comune assenso stabilito che gli cdifizii ed altra proprietà qualunque fondiaria o mobigliare appartenente allo Stato o alla Corona debba seguire il passaggio della Soyranità nei diversi territorii cambiati, senza pregiudizio ai possessori di beni ecclesiastici o luoghi pii, e ritenuto che i beni allodiali, ove ne esistano, restano reciprocamente esclusi da tali vicendevoli cessioni.

#### VII.

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria nel riconoscere la cessione di Guastalla e dell' Oltre Enza a Sua Altezza Reale il Duca di Modena anzichè a Sua Altezza Reale il Duca di Lucca finturo Duca di Parma, che spontaneamente vi rinunzia pel motivi svinippati nel presente Trattato, garantisce a Sua Altezza Reale il Duca di Modena, Suoi eredi e successori, che in niun modo sarà Loro turbato il pacifico possedimento di questi territorii da chi intendesse vantare diritti o pretese sopra i medesimi; e nel tempo estesso si dichiara soddisfatto di trasferire sul distretto di Pontremoli e sull'altra porzione di Lunigiana che è assegnata al Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma, il diritto di riversibilità che Gli compete su Guastalla e sull'Oltre Enza.

# VIII.

Resta però convenuto fra Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Maestà l'Imperatore d'Anstria che tutta la porzione di Lamigiana, come sopra assegnata al futuro Duca di Parma, e che comprende la massima parte dei territorii ora Toscani di Treschientio, di Bagnone, non che i distretti ora Estensi di Treschientio, Villafranca, Castevoli e Mulazzo, dovrà esser ceduta in piena pròprietà e sovranità a Sua Maestà il Re di Sardegna, Suoi eredi e successori, allorquando si avveri il esso della riversibilità contemplata dal Trattato del 20 maggio 1815 per cui il Ducato di Parma devolverebbe all'Austria e quello di Piacenza alla Sardegna. Eu questa cessione alla Sardegna formerà la base di que compenso che in forza dell'articolo addizionale e separato del Trattato suddetto del 20 maggio 1815 l'Austria le deve per la conventa consegna della città e fortezza di Piacenzà con un deterventa consegna della città e fortezza di Piacenzà con un deterventa consegna della città e fortezza di Piacenzà con un deterventa consegna della città e fortezza di Piacenzà con un deterventa consegna della città e fortezza di Piacenzà con un deter-

minato circondario. Il valore però dei suddetti territorii da cambiarai, cioè l'acenza colla cona stabilita, e i territorii Paramigiani attigui agli Stati Sardi, dovrà essere constatato all'epoca medesima delle riversioni con imparziale spirito di equità da una Commissione Austro-Sarda, e nel caso inversonimie, di disesseo, si conviene fin d'ora fra le due Corti di riferirseae all' arbitraggio della Santa Sede.

#### 1.

E questo Trattato di cambii di territorii, nuova confinazione e trasporto di riversibilità, che restar deve segreto finche si verifichi il caso preceduto dall' articolo 99 dell' Atto del Congresso di Vienna e dall' articolo 3º del relativo Trattato di Parigi 10 giugno 1817, verrà immediatamente posto in esecuzione a quell' epoca dalle Corti di Modena, Parma e Toscana, senza eccezione alcuna neè di fatto, neì di diritto, e sotto l'invocato benerolo concorso delle altre due Potenze, e lo sarà nel modo che segue:

1. Sua Altezza Imperiale e Reale l'Arciduca Gran Duca di Toscana nell' assumere il possesso del Ducato di Lucca a Lui assegnato dall'articolo 102 dell'Atto del Congresso di Vienna, conferma suoi i due Vicariati di Barga e Pietra Santa attigui a quel Ducato, isolandone soltanto quella parte dell' Appennino che frapposta ai monti ertissimi Piastrajo e Porticciola versa le sue acque nell'opposto territorio Modenese cui deve appartenere, tirandosi una linea di confine d'accordo fra Commissarii Estensi e Toscani. la quale serpeggiando sulla cresta esattamente fra i due versanti, cominci e termini là dove le due linee discendenti nel pendio Modenese hanno principio, così che queste abbandonate abbiasi una linea affatto nuova di ben 22,00 tese Viennesi di lunghezza, che riunisca il confine esistente in Porticciola con quello che dal monte Piastrajo discendendo forma limite al territorio di Barga verso la Garfagnana Estense: limite che ragginngendo il Serchio fra Castelvecchio e Fiattone segue quel fiume sino a Torrite Cava, il qual torrente dovrà in seguito separare il territorio Toscano, ora Ducato di Lucca, dal distretto Lucchese di Gallicano devoluto a Sua Altezza Reale il Duca di Modena.

Indi seguendosi l'antico sinuoso confine si perverrà poco sopra Campolemisi al Vicariato di Pietra Santa, la cui frontiera resta tal quale è presentemente collo Stato Esteuse, sin dove in Monte Carchio si torca il confine ora Lucchese di Montignoso, d'onde seguendo la linea orientale che il divide dal Vicariato di Pietra Santa, si giungerà sino presso il Lago di Porta. E siccome all' ar-ticolo II, § 3 è detto, che intorno a questo Lago che diviene Estense, è accordato un margine preciso, così sarà qui pure di concerto fra Commissarii Toscani ed Estensi tracciata la frontiera nel modo da quest'ora stabilito come segue: a 400 braccia Toscane misurate sulla spiaggia dalla foce dell'emissario del Lago di Porta si stenderà una linea di 1530 braccia, seguendo la direzione del viottolo ora esistente che conduce alla casa segnata col N. 16 nelle mappe catastali Toscane, dall'estremo punto di questa linea piegando sul sentiero di destra, si traccerà altra linea di 265 braccia, poi una terza linea di 1360 braccia per raggiungere il canale di Seravezza a 100 braccia dall'emissario del Lago in cui sfoga, quindi seguendo il lato orientale della strada così detta della Casetta per la lunghezza di 1400 braccia si andrà a chiudere la figura con un' ultima linea di 1700 braccia al confine attuale di Montignoso a 400 braccia dalla strada postale, nel qual perimetro s'intendono comprese, quindi cedute a Sua Altezza Reale il Duca di Modena, oltre il forte marittimo detto del Cinquale e il Casino dei custodi, le Cateratte, la Casetta summentovata e la strada che vi guida.

2. Sua Altezza Reale l'Arciduca Duca di Modena nell'assumere il possesso a Lui asseguato dal Congresso di Vienna e uon ceduto col presente Trattato, dei territorii Luccliesi di Montignoso, Minucciano, Castiglione e Gallicano, come pure di Fivizzano, ora Toscano, cessandogli da un lato l'obbligo contratto con la Gorte di Lucca per Castiglione colla Convenzione 4 marzo 1819 e dovendosi dall'altro indennizzare la Toscana de capitale da essa impiegato nella costruzione della strada militare di Fivizzano a termini dell'atto 5 ottobre 1829 aggregherà senvi altro

attendere, finorche l'arrivo inunediato dei Commissarii Toscani, il terreno qui sopra specificato di Barga nel versante Modenese dell'Appenuino, e quello intorno al Lago di Porta qui sopra descritto e detratto dall'estremità occidentale del territori Toscani di Albiano, Calice, Ricò e Terrarossa, conservando esattamente l'attuale frontiera verso il Piemonte, e seguendo verso il nuovo Stato Parmigiano in Lunigiana il confine in gran parte autico qui appresso descritto, e nella mappa qui unita colorato, cioè:

Il confine attuale che separa il distretto Estense di Rocchetta da quello ora Toscano di Pontremoli per l'estensione di 1300 tese Vicunesi, e il sinnoso confine che separa dal distretto Estense di Malazzo quello Toscano di Calice fra Casoni e Parana per altre 3070 tese semplicemente riuniti presso Casoni da un breve tronco di confine nuovo in linea retta di 200 tese, quindi un tronco nuovo di 25/10 tese fra Parana e il più vicino punto di frontiera di Lusuolo sotto Castevoli, seguendo prima il sentiero di Tresana sul monte Colletta, poi scendendo a sinistra nel torrente Conosilla. Da questo punto si seguira detta frontiera di Lusuolo sino ad altro punto sulla Magra lontano 2780 tese, d'onde si traccerà tra Fornoli e Terrarossa dalla Magra al torrente di Civiglia un ultimo nnovo tronco diretto di 700 tese, attraversante la strada di Pontremoli 300 tese sotto Piastra, onde seguir poi l'entico limite che ascende all'Appennino per la lunghezza di 8770 tese, separando dal Bagnonese, ora Toscano, e che Parmigiano diventa, i distretti Modenesi di Licciana e Varano sul Taverone, che a Modena rimangono insieme a Fivizzano. Con ciò l' arenata linea di frontiera in Lunigiana fra Modena c Parma che per la lunghezza di 19360 tese scorrerà dall'una all'altra sommità dei monti che racchiudono la Magra, avrà 15920 tese di vecchio confine, e solo 3440 tese di confine affatto nuovo, diviso semplicemente in tre tronchi del più agevole tracciamento, il primo di 200 tese, il secondo di 2540, il terzo di 700 nella precisa direzione di ponente a levante.

3. Sua Altezza Reale il Duca attuale di Lucca finturo Duca di Parnia, senza tampoco assumere il Governo e il titolo del Ducato di Guastalla cui rinunzia, e della riva destra dell' Enza, cui pure rinunzia a favore di Sua Altezza Reale il Duca di Modena, farà al medesimo Sovrano immediata cessione dell' un territorio e degli altri mediante Commissarii Parmensi a ciò eletti. come pure dei territorii in Lunigiana nel modo qui sotto indicato al § 4º e nel tempo stesso Sua Altezza Reale il Duca di Modena, mediante Commissarii Estensi farà a Lui cessione immediata dei territorii di Treschietto, Villafranca, Castevoli e Mulazzo in Lugigiana dietro la linea di frontiera qui sopra specificata, come pure dei distretti sulla sinistra dell' Enza; con che questo fiume che scende dal monte Giogo di Fivizzano e taglia al Lago Squincio la frontiera all' Appennino conservata per tre miglia italiane fra i Ducati di Modena e Parma sui monti Tendola e Malpasso, serva all'avvenire di limite fra i due Stati a partire da quel Lago sino al Po. E mentre Modena per ciò acquista superiormente il territorio di Succiso fra l' Enza e il confine attuale, rinunzia a quello di Scurano che gli vieu presso sulla sinistra, così acquista poco più sotto Vedriano e Gombio sulla destra e cede Bazzano sulla sinistra, acquistando finalmente sulla destra il distretto di Ciauo e quelli in pianura di Gattatico, Poviglio e San Giorgio sino alla foce in Po sopra Brescello per non far più che un corpo di dominio unito con Guastalla fra il Po ed il Mediterranco.

E questo Ducato di Guastalla di cui Sua Altezza Reale il Duca di Modena per le cessioni fatte assume sovranità e titolo, conserva verso il Reguo Lombardo-Veneto gli stessi limiti che attualmente da quel Regno lo dividono.

4. La stessa Altezza Sua Reale il Duca attuale di Lucca futuro Duca di Parma nell'assumere, a termini degli articoli 90 e 102 del Trattato di Vienna, il sovrano dominio del suo nuovo Stato, e nel fare senz'altro le cessioni convenute, prendendo i più sollecti concerti coi Sovrani di Modena e Toscana per le nuove confinazioni sulle norme qui sopra stabilite e con le traccie qui nel piano già indicate, onde evitare qualsiasi dubbiezza o discussione nell'importante momento del passaggio di più territorii a nuovi Sovrani, e di intricate antiche linee di confine a linee move meglio regolate dalla natura dei luoghi e da reciproche

convenienze territoriali e commerciali, estenderà l'immediato Suo dominio di concerto coi Commissarii Estensi, a ciò tosto nominati, su Bazzano e Scurano alla sinistra dell'Enza, e su Treschietto, Villafranca, Castevoli e Mulazzo appartenenti a Modena, come su Pontremoli, Bagnone, Merizzo, Fornoli, Groppoli e Lusuolo appartenenti alla Toscana, la quale direttamente rimetterà in nome di sua Altezza Reale il Duca di Parma a Sua Altezza Reale il Duca di Modena i territorii già ceduti di Albiano, Calice, Ricò e Terrarossa; ritenuto che dal di della riversione le pervezioni d'imposte cadono a favore del Sovrano da cui si assume il territorio ad esso dal presente Trattato devoluto, salvi gli arretrati i quali restano a favore della Parte che lo cede.

#### ×

Il presente Trattato fatto in quintuplo originale, insieme con la Carta che il concerne, segnato al pari di essa dai diversi Plenipiotenziarii che vi apposero pur anche i suggelli delle loro armi, sarà ratificato, e le ratifiche saranno cambiate a Firenze nel termine di due mesi, o prima se possibile.

Fatto in Firenze, li 28 del mese di novembre dell'anno di grazia mille ottocento quarantaquattro.

- (L. S.) CARREGA.
- (L. S.) Cav. VAGANI DI FORT' OLIVO G.
- (L. S.) A. RAFFAELLI. (L. S.) G. FORNI.
- (L. S.) N. Corsini.

Article séparé et secret du Traité de Florence.

I Sovrani contraenti convengono che qualora accadesse opposizione (non presumibile) di qualche Potenza, ed Essi o i Loro successori non potessoro entrare, o venissero turbati nel pacifico possesso dei territorii permutati, per cause inerenti ai territorii medesimi e preesistenti al presente Trattato, tutte le stipulazioni oggi poste in essere in virti dei loro sovrani diritti a senso e compimento dell' Atto solenne del Congresso di Vienna, dovrebbero riguardarsi come non avvenute, e quindi restar ferme, o rispettivamente rivivere le disposizioni tutte dell'Atto del Gongresso medesimo: di modo che il Ducato di Gnastalla e gli altri territorii Parnigiani contemplati in questo Trattato rimarrebbero al Sovrano di Parma, Sua Altezza Reale il Duca di Modena verrebbe in possesso di Pietra Santa e Barga, e Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana conserverebbe i Vicariati di Pontrenoli e Bagnone.

Il presente articolo separato e segreto avrà la stessa forza e valore come se fosse inserito parola per parola nel Trattato di questo giorno; sarà ratificato, e le ratifiche ne saranno cambiate contemporaneamente a quelle del Trattato suddetto.

In fede di che i Plenipotenziarii rispettivi lo hanno firmato, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Fatto in Firenze, li vent'otto del mese di novembre dell'anno di grazia mille ottoconto quaranta quattro.

- (L. S.) CARREGA.
- (L. S.) Cav. VACANI DI FORT' OLIVO G.
- (L. S.) A. RAFPAELLI.
- (L. S.) G. FORNI.
- (L. S.) N. CORSINI.
- (Ratifié par S. M. le Roi de Sardaigne . . . le 18 janvier 1845 » par S. A. R. le Duc de Modênc. . . . le 8 » » » Par S. A. R. le Duc de Berme . . . . le 16 » » » par S. A. J. et R. le Grand Duc de Toscane le 24 » » » par S. M. l'Empereur d'Autriche . . . le 30 » » L'échange des ratifications a en lieu à l'Foreace le 8 férier 1845.)

# VII

#### 1844, 6 decembre.

#### TURIN.

Convention supplémentaire au Traité de commerce et de navigation conclu le 28 août 1843 entre S. M., le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi des Français.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté le Roi des Français, ayant jugé utile de réduire le terme de la durée du Traité de commerce et de navigation conclu à Turin le 28 août 1843, sont convenus de régler ce point par une Convention supplémentaire, et out nommé à cet effet pour Lenrs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Comte Clément Solar de Marguerite, Chevalier Grand Cordon de Son Ordre Religieux et Militaire des Saints Maurice et Lazare, Grand' Croix des Ordres de Saint Etieme de Hongrie, d'Isabelle la Catholique d'Espagne, de l'Ordre de Saint Grégoire le Grand, et du Christ de Rome, du mérite de Saint Joseph de Toscane, de Léopold de Belgique, de l'Ordre Constantinien de Saint Georges de Parme, du Sauveur de Grèce, du Danebrog de Danemare, Commandeur de l'Ordre de l'Étoile Polaire de Suède, Son Ministre et Premier Secrétaire d'État des affaires étrangères, Surintendant général des Poates, notaire de la Conroune, et

Sa Majesté le Roi des Français, le Comte Mortier, Pair de France, Grand Officier de l'Ordre Royal de la Légion d'Honneur, Grand' Croix de l'Ordre d'Issubelle la Catholique d'Espagne, Chevalier de l'Ordre Royal de Charles III d'Espagne, Commandeur de l'Ordre Royal de Léopold de Belgique, Son Ambassadeur près Sa Majesté le Roi de Sardaigne,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans: 1.

La durée du Traité de commerce et de navigation conclu à Turin le vingt-huit août mil huit-cent quarante-trois, qui avait été fixée à six années, est réduite à quatre années, à dater du jour, dont les Hautes Parties contractantes conviendront pour l'exécution simultanée de cet acte, dès que la promnigation en sera faite d'après les lois particulières à leaque État.

Si à l'expiration des quatre années, le dit Traité n'est pas dénoncé six mois à l'avance, il continuera d'être obligatoire d'aunée en année jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes' ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cresser les effet.

П.

La présente Convention supplémentaire sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai d'un mois, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention supplémentaire et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin, le 6 décembre 1844.

Le ministre et Premier Secrétaire l'Ambassadeur de S. M. le Roi des d'État des affaires étrangères Français de S. M. le Roi de Sardaigne

SOLAR DE LA MARGUERITE. CONTE MORTIER.

10

Les clauses du Traité de commerce et de navigation conclu à Turin le 28 août 1843, dont l'exécution comporte des dispositions législatives en France, n'ayant pu être sanctionnées par les Chambres dans la .session de 1844, il est convenu que nonobstair l'article additionnel et réservé, dudit Traité; le Traité ne sera point considéré comme abrogé, et que les Chambres seront saises desdites clauses à leur prochaine réunion, et de manière que la sanction en soit obtenue dans le courant de la session, faute de quoi ledit Traité sera nul et non avenu pour chacune des Hautes Parties contractantes.

Le présent article additionnel et réservé aura la même force et valeur que s'il était inséré not à mot dans la Convention supplémentaire de ce jour, et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent article et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin, le 6 décembre 1844.

Le Ministre et Premier Sccrétaire L'Ambasadeur de S. M. le Roi des d'État des affaires étrangères Français de S. M. le Roi de Sardaigne

Solar de la Marguerite.

COMTE MORTIER.

(L. S.)

(L. S.)

(Ratifiée le 24 décembre 1844. L'échange des ratifications a eu lieu à Turin le 18 janvier 1845)

# VIII.

#### 1845, 14 février.

#### PARIS.

Déclaration pour étendre à la Principauté de Monaco les stipulations du Traité de commerce et de navigation signé à Paris le 23 août 1843 entre la Sardaigne et le Danemark.

Son Altesse le Prince de Monaco ayant exprimé à Sa Majesté le Roi de Sardaigne le désir que la Principauté de ce non soit comprise dans le Traité de commerce et de navigation concluentre la Sardaigne et le Danemark le 14 août 1843, Sa Majesté a porté ce désir à la connaissance de Sa Majesté le Roi de Danemark qui a déclaré y donner son adhésion.

# En conséquence

Nous soussignés, Marquis Antoine Brignole-Sale, Chevalier Grand Cordon de l'Ordre Religieux et Militaire de Saint Maurice et Saint Lazare, Chevalier Grand' Croix de l'Ordre du Danebrog, Chevalier Grand' Croix de l'Ordre de Saint Joseph de Toscane, Chevalier des Ordres de l'Aigle-blanc et de Saint Stanislas de Russie, Ministre d'État de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Son Ambassadeur auprès de Sa Majesté le Roi de Sradaigne et Son

Joseph Albert Frédéric de Koss, Commandeur de l'Ordre du Danebrog, et décoré de la Crois d'argent du adme Ordre, Chevalier Grand Cordon de l'Ordre Peligieux et Militaire de Saint Maurice et de Saint Lazare, Chevalier de l'Ordre de Léopold, Chanbellan, et Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Danemark, prês Sa Majesté le Roi de Danemark, prês Sa Majesté le Roi de Danemark prês Sa Majesté le Roi de Conférée à cet effet par Nos Souverains respectifs, avons stipulé en Leurs Augustes Noms la Déclaration suivante.

Les dispositions du Traité de commerce et de navigation conclu entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté le Roi de Danemark le 14 août 1843 seront applicables à la Principauté de Monaco.

П.

Les clauses de ce Traité relatives aux avantages accordés au commerce et à la navigation Donnoise dans les Étals Sardes seront également mises en vigueur dans la Principanté de Monaco; et par contre les clauses relatives aux avantages accordés au commerce et à la navigation Sarde dans les États Danois y seront également mises en vigueur pour les marchandises et les navires appartenant à des sujets de ladité Principaule.

Ш.

La présente Déclaration sera considérée comme faisant partie intégrante du Traité du 14 août 1843; et les ratifications en seront échangées dans le délai de deux mois à dater du jour de la signature, ou plus-tôt si faire se peut.

En foi de quoi, et en vertu de nos pleins pouvoirs, Nous avons signé la présente Déclaration, à laquelle Nous avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Paris le quatorze du mois de février de l'an de grâce mil-huit-cent-quarante-cinq.

A. Brignole-Sale. J. De Koss.
(L. S.) (L. S.)

(Ralifiée par S. M. le Roi de Danemark le 11 juin et par S. M. le Roi de Sardaigne le 7 août 1845. — L'échange des ratifications a été fait à Paris le 26 août 1845)

# IX.

# TURIN.

#### 1845. 30 avril.

Convention postale entre la Sardaigne et le Canton de Genève.

Le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne et le Gouvernement de la République et Canton de Genève désirant procurer au commerce des deux Pays des facilités, qui ne peuvent point être introduites avec les conditions aujourd'hui existantes entre leurs Postes respectives, ont déterminé d'un commun accord de remplacer par une Convention Postale nouvelle celle du 17 novembre 1830, quoique le troisième terme de celle-ci n'ait son expiration qu'au 31 décembre prochain.

À cet effet ont été munis de pleins pouvoirs par le Gouvermement de S. M. le Roi de Sardajne Mr. Louis Antoine Croletti, Chevalier de l'Ordre du Mérite de Saint Joseph de Toscane et de celni de la Couronne de fer d'Autriche, Vice-Directeur des Postes de première classe; et par le Gouverneunent de la République et Canton de Genève Mr. Villiam Pasteur, Directeur de ses Postes, lesquels, après ê'être comanuiqué leurs pleins pouvoirs susdits, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles ciaprès :

I.

A partir du jour où la présente Convention sera mise en vigueur, il sera facultatif aux ressortissans des deux Etats de s'expédier des lettres et des échantillons de marchandises, soit saus en payer préalablement un port quelconque, soit en payant le port jusqu'à destination. Pour la livraison des lettres des États de S. M. à destination du Canton de Genève, non affranchies, le territoire Sarde sera divisé en sept rayons de la manière suivante:

Le 1.º rayon comprendra les Pays renfermés dans un cercle ou portion de cercle, dont le centre, partant de Saint-Julien, s'étendra jusqu'à la distance de 25 kilomètres, Donaine compris;

Le 2.4 comprendra les Pays renfermés dans un cercle ou portion de cercle d'une étendue au-delà de 25 kilomètres, jusqu'à 65 kilomètres, Donaine excepté;

Le 3.º les Pays renfermés dans un cercle ou portion de cercle, d'une étendue au-dela de 65 kilomètres, jusqu'à 110 kilomètres; plus les Pays du hant Novarais situés depuis Arone, inclusivement;

Le 4.º les Pays renfermés dans un cercle ou portion de cercle, d'une étendue au-delà de 110 kilomètres, jusqu'à 165 kilomètres;

Le 5.º les Pays renfermés dans un cercle ou portion de cercle, d'une étendue au-delà de 165 kilomètres, jusqu'à 235 kilomètres, les Pays du haut Novarais exceptés;

Le 6.º les Pays renfermés dans un cercle ou portion de cercle, d'une étendue au-delà de 235 kilomètres, jusqu'à 325 kilomètres;

Le 7.º et dernier rayon les Pays situés au-delà de cette distance de 325 kilomètres, l'Île de Sardaigne comprise.

Les sept Divisions du territoire Sarde précitées seront en outre spécifiées sur une carte géographique du Piémont qui sera jointe à la présente Convention (A).

Les lettres de ces différens Pays seront frappées d'un timbre indiquant le rayon, dont elles sont originaires.

Ш.

Le territoire du Canton de Genève ne formera, pour la livraison de ses lettres à destination des États Sardes, non affranchies, qu'un seul rayon. Les prix stipulés dans cette Convention pour la livraison des lettres doivent être entendus pour chaque poids de 30 grammes net, sauf explication contraire.

Ces mêmes prix seront réduits au tiers pour les échantillons de marchandises et portés au double pour les lettres chargées.

V.

Les lettres des États Sardes pour le Canton de Genève, non affranchies, seront payées par l'Office Genevois:

Fr. 40 cent. celles originaires des pays situés dans le 1.er rayon;

80 > celles originaires des pays situés dans le 2 d' rayon;

1, 20 > celles originaires des pays situés dans le 2 d' rayon;

1, 60 > celles originaires des pays situés dans le 4 d' rayon;

2, 2 > celles originaires des pays situés dans le 5 d' rayon;

2, 40 > celles originaires des pays situés dans le 5 d' rayon;

2, 40 > celles originaires des pays situés dans le 6 d' rayon;

» 2, 80 » celles originaires des pays situés dans le 7.º rayon.
VI.

Les correspondances des États Sardes, non affranchies, à destination de Geuève, y seront traitées sur le même pied qu'elles le sont à Saint-Julien, c'est-à-dire que les lettres d'un poids inférieur à 7 grammes et demi seront taxées, savoir: 10 centimes, si elles sont originaires du 1.er rayon;

20	1.			2.
30				3.
40				 4.
50				5.
60				6.
70			- :	. 7.

Mais le port cantonal de ces correspondances sera payé, par l'Office de Sardaigne à l'Office Genevois, à raison de 32 centimes. Le port cantonal de 32 centimes sera également payé à l'Office de Genève par celui de Sardaigne pour les lettres affranchies dans les États Sardes, jusqu'à destination du Canton de Genève.

# VIII.

Les lettres du Canton de Genève pour les États Sardes non affranchies, seront livrées par l'Office Genevois à celui de Sardaigne au prix de 32 centimes.

#### IX.

Pour les lettres affranchies dans le Canton de Genève jusqu'à destination des États Sardes, l'Office Genevois tiendra compte à celui de Sardaigne, à la pièce, des mêmes prix de rayons stipulés à l'art. 5 d'après la progression de poids indiquée au tableaujoint à la présente Convention (a).

#### ۸.

Les imprimés sous bande des deux territoires, l'un pour l'autre, seront livrés réciproquement par les deux Offices, exempts de tout prix de port, et ne pourront pas être affranchis jusqu'à destination.

## XI.

Les Offices contractans se livreront réciproquement sans compte les correspondances, ainsi que les imprimés de chacun des deux États pour les pays respectivement plus éloignés.

### XII.

Les correspondances ainsi que les imprimés des pays situés au-

delà du Canton de Genève, destinés pour les États Sardes et pour les autres États d'Italie, seront livrés par l'Office de Genève à celui de Sardaigne exempts de tout prix de port.

#### XIII.

Pour les correspondances des pays situés au-delà de la Sardaigne, l'Office Genevois payera à œlui de S. M. Sarde les prix de transit et de remboursement ci-après, savoir:

(A) pour les lettres du Royaume Lombard-Vénitien 50 cenimes, prix stipulé par la précédente Convention pour le transit, de ces lettres au travers du haut Novarais, bien que cette correspondance parvienne aujourd'hui à Genève par la voie de Turin:

- (B) pour relles des Légations Pontificales même prix de
  - 50 centimes pour le transit Sarde, et 80 - pour le remboursement du port de transit bonifié à l'Autriche, ensemble fr. 1, 30;
- (C) pour celles des Duchés de Parme et Plaisance, de la partie des États de Modène située vers la Toscane, de Lucques et du Grand Duché de Toscane, fr. 2;
- (D) pour celles du Duché de Modène et des États Pontificaux, les Marches comprises,
  - Fr. 2 pour le transit Sarde, et
  - » » 65 cent. pour le transit remboursé à la Toscane, ensemble fr. 2, 65;
  - (E) pour celles du Royanme des Deux Siciles,
  - Fr. 2 pour le transit Sarde, et
- » 1,30 pour les deux ports de transit remboursés à la Toscane et à Rome, ensemble fr. 3, 30;
- (F) pour les imprimés sous bande de tous les pays indiqués dans le présent article, l'Office de Genève payera le transit à raison de cinq centimes la feuille.

#### XIV.

Les prix de remboursement à l'étranger indiqués dans l'art. 13

20

précédent, subiront les variations qui pourraient éventuellement survenir par le fait des Postes tierces.

#### XV.

Si d'autres correspondances étrangères, à destination du Canton de Genève, parvenaient à l'Office de Sardaigne exemptes de tout prix de port, elles seront transmises à l'Office Cantonal au prix de 2 francs.

Quant à celles qui arriveraient en Sardaigne chargées de droits réclamés par des Postes tierces, l'Office Sorde les remettra à la pièce, grevées d'un port qui comprendra le transit Sarde, à raison de 50 cent. la lettre simple, plus les droits bonifiés aux Offices desquels il les aura recues.

#### XVI.

Les lettres arrivant dans les États Sardes par voie de mer pour le Canton de Genève seront transmises à l'Office Genevois au prix stipulé pour les lettres originaires du 7.º rayon Sarde.

# XVII.

Les lettres et paquets chargés ou recommandés, à l'égard desquels aucune déclaration de valeur ne pourra être admise, devront être sous enveloppe scellée au noins de trois cachets, et ne pourront contenir de l'or ou de l'argent monnayé, ni des bijoux ou autres objets précieux ni des effets passibles des droits de douane.

Dans le cas où une lettre chargée serait égarée ou perdue, elui des deux Offices sur le territoire duquel cet accident sera arrivé payera à l'autre une indemnité de 50 fr., pourvu que la réclamation soit faite dans les six mois qui suivront la consignation de la lettre ou paquet.

#### XVIII.

Les dépêches des bureaux situés sur la route de Chambéry seront rendues chaque jour à Genève le plus matin possible.

Celles en retour du bureau de Genève continueront à en être expédiées tous les matins à neuf heures.

Tout changement qu'il conviendrait d'introduire, dans l'arrivée des dépèches Sardes à Genève et dans l'expédition de celles de Genève en retour; pourra être entendu, par correspondance, entre les deux Administrations.

#### XIX.

Pour le transport, par le moyen des malles Postes Sardes, des dépêches du bureau de Genève jusqu'à Saint-Julien, où elles devraient être rendues par l'Office Genevois, celui-ci continuera à bonifier à l'Office de Sardaigne la somme de mille francs par an.

### XX.

Les bureaux correspondans seront :

du côté de la Sardaigne, ceux de Chambéry, Aix-les-Bains, Annecy, Saint-Julien, Annemasse, Evians, Thonon, Douvaine et Domodossola:

et du côté du Canton de Genève, le bureau de cette ville.

# XXI.

Les dépèches seront accompagnées respectivement de part et d'autre d'une feuille d'avis conforme aux modèles joints à la présente Convention, sous les lettres C, D.

# XXII.

Aussi long temps que le Canton de Genéve entretiendra un service à travers le Chablais pour sa correspondance avec le Canton du Valais, il sera faenitatif à l'Office Sarde de profiter de ce service pour le transport des dépéches des divers bureaux Sardes du Chablais, saus payement d'ancune indemnité à l'Office de Genève.

### XXIII.

Les lettres mal dirigées seront renvoyées de part et d'autre, par retour du courrier, aux mêmes conditions auxquelles on les aura reçues.

# XXIV.

Les lettres pour des destinataires partis en laissant leur adresse, seront expédices des deux côtés grevées d'un débours représentant, soit le port revenant à l'Office envoyeur, soit les déboursés dont elles se trouveraient frappées.

#### XXV.

Les lettres tombées en rebut pour un motif quelconque seront renvoyées de l'un à l'autre des deux Offices aux inêmes conditions auxquelles on se les sera originairement transmises.

#### XXVI.

La comptabilité résultant entre les deux Offices de l'exécution de la présente Couvention sera réglée à l'expiration de chaque trimestre. Le solde en sera payé par l'Office débiteur en écus de 5 fr. pour 5 fr. dans le terme d'un mois après le réglement contradictoir des comptes.

#### XXVII.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1.e juillet prochain, et durcra jusqu'an 31 décembre 1850.

Au-delà de ce terme, elle durera d'année en année, tant qu'elle ne sera pas résiliée six mois à l'avance par l'une on l'autre des deux Parties contractantes.

# XXVIII.

Cette Convention sera ratiliée par les deux Gouvernemens, et les ratifications en seront échangées dans le terme d'un mois, ou plutôt si faire se peut.

Fait à Turin en double original, le trente du mois d'avril 1845.

(Ratifiée le 3 mai suivant par le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne. — Ratifiée le 12 du dit mois par le Conseil d'État du Canton de Genève).

# (A)

(Cette annexe contient dans l'original la cente geographique du Pitinont. Comme elle n'est pas indispensable pour l'intelligence de la Convention, on a cri pouvoir l'omettre dans l'impression. Par la méme raison on n'a pas imprimé la corte topographique, dont il est fait mention dans le tratif de Ploracce du 28 novembre 1844)

(B)

# ADMINISTRATION DES POSTES DE SARDAIGNE.

ÉTAT de progression en vigueur dans les États Sardes, pour la taxation des lettres de et pour l'Étranger.

Jusqu'an	poids	de	7	gra	mmes	et	1 2	exclusivement	1	port.
		de	7	1 2	à		10 g	rammes idem	1	port et 1 <sub>j</sub> 2
		de	10		à		15	idem	2	ports
		de	15		• à		20	idem	2	ports et 1 <sub>1</sub> 2

et ainsi de suite, en augmentant un demi port à chaque poids de cinq grammes e sus : et en arrondissam, en fareur de l'Administration, le chiffre, toutes les foi que célui-ci présente une fraction de décime.

DÉPÉCHE du burcau de	ронг	celui de	GENEVE	
Départ du	1	84		
Je joins à la présente les correspondances et après désignées, savoir	LETTRES	ECHANT.	CHARG.19	IMPR."
Dis Revisupe Lombardo-Ventice et autres Pousessions autrichimmes- Pou Legistena pontificiles, par Mina.  Die Land Legistena pontificiles, par Mina.  Die Land Legistena pontificiles, par Mina.  Die Daubeit die Modern — die Fatta pontinaum, fes Marches comprise  Die Daubeit die Modern — die Fatta pontinaum, fes Marches comprise  The Easts Surden pour les pas son dels du Landon de Greener pour ne  Die Edats Surden pour le Catinot de Hoese engineer in der 1 fe Easton  Die Edats Surden pur le Catinot de Hoese, officiante pinaur' dentinaur  Die Edats Surden pur le Catinot de Hoese, officiante pinaur' dentinaur  non officianchier  Die Statis Surden pour le Catinot de Greener  du 5 de 5 de de 5 de de 5 de de 6 de 6 de	=	_	=	11 111 1111111
6 Correspondances pour destinataires partir, grevées de débours (e)			· · · · · ·	· .

# Désignation des Lettres et paquets chargés ou recommandés, ci-joints.

N° d'odre	ORIGINE	DESTINATAIRES	LIEUX DE DESTINATION	POIDS Grammes
		* .		

@hormation.

# ACCUSÉ DE RÉCEPTION AU BUREAU DE GIENÈVE

votre dépêche du

184

Grammes Feuilles

IMPR.

ECHANT. CHARG.

Grammer

Grammes

184

Cette dépiche contenant les correspondances ci-après désignées, assoir ;

1º Des pays au delà du Canton de Genère pour les États Sardes et autres
Estats plus désignées (pour mémoire)

2º Du Canton de Genère pour les pays au delà des États Sardes (pour mémoire)

J'ai recu le

Des Cant	on de Genève nour les 1	itats Sardas , affranchics jusqu'a desti	ation constraint at a	f.   c.
		taires partis, grevées de débours		
TAI	BLEAU (POUR ORDEE) de	s Lettres et paquets chargés ou recum	mandés, joints à votre dite dé	piche.
N° ordre	ORIGINE .	DESTINATAIRES	LIEUX DE DESTINATIO	POIDS Gramme
		• • • • • • • • • • • • • • • • • • •		
			*	

# (D)

DÉPÈCHE

du bureau de GENÈVE pour celui de

Départ du	1	84		
Ir joins ici les correspondances craprés désignées, savoir :	LETTRES Grammes	ÉCHANT.*	CHARG."	IMPR.
1º Des pays au dels du Canton de Genéve pour les États Sardes et nutres États plus élégiqués (pour mémoire). De Canton de Cercéve pour les pays au délé des États Sardes (pour mémoire). P Imprimés de Genève pour les États Sardes, (pour mémoire). De Canton de Genève pour les États Sardes, (pour mémoire). De Canton de Genève pour les États Sardes, son aféranchér.	_	-	_	_
5° Du Canton de Genève pour les États Sardes, affranchies jusqu'à destin l'Office de Sardaigne	alien; quo	le part die	á .	°e.
ir Correspondances pour des destinataires partis, grevées de debours				

N° d'ordre	ORIGINE	DESTINATAIRES LIEU	X DE DESTINATION Grammes

# ACCUSÉ DE BECEPTION

184

à celui de

184

SE DIRECTEUR

rotre dépêche du

du bureau de GENÈVE

ORIGINE	DESTINATAIRES	LIEU	X DE DES	STINATION	POIDS
	nataires partis, grevées de débours (a)	s , joints	i sutre da	f.	c.
Du Bas, aume: Louiteardo-Vén Bres Légations positificales, p Des Étals de Parme, do De de Lucques Du Duché de Modène et do Du Royaume des Deux-Seis Limprimes sous bande, de tor Des Étals Surdes pour les pa Imprimés des Étals Surdes p	sa et Carrare, de la Toscome, et du Doché se l'asta pontificaux, les Marches comprises les uns dell du Canton de Genère (pour men, son dell du Canton de Genère (pour men, para le L'anton de Genère (pour men, para le L'anton de Genère, pour men, du 1.º Mayor du 1.º Mayor du 2.º nd. ton de Genère,	Grammes	ECHANT.  Grammes	- 1	IMPR.6s

# BERLIN

1845. 23 juin.

Traité de Commerce et de Narigation entre S. M. le Roi de Sardaipne et S. M. le Roi de Prusse agissent tant en son nom et pour les pays compris dans son système de dosanes et d'impôts, qu'au nom des autres membres de l'association (Zollverein) de Donanes et de Commerce Miesandé.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne d'une part; et

Sa Majesté le Roi de Prusse, agissant tant en son nom et pour les autres pays et parties de pays souverains compris dans son système de donanes et d'impôts, savoir ; le Grand-Duché de Luxembourg, les enclaves du Grand-Duché de Mecklembourg-Rossow, Netzeband et Schoenberg, la Principauté de Birkenfeld dn Grand-Duché d'Oldenbourg, les Duchés d'Anhalt-Coethen, d'Anhalt-Dessau et d'Anhalt-Bernbourg, les Principautés de Waldeck et Pyrmont, la Principauté de Lippe et le Grand-Bailliage de Meisenheim du Landgraviat de Hesse, qu'an nom des antres Membres de l'Association de douanes et de commerce Allemande (Zollverein), savoir : la Couronne de Bavière, la Couronne de Saxe et la Couronne de Würtemberg, tant pour elle que pour les Principautés de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen, le Grand-Duché de Bade, l'Electorat de Hesse, le Grand-Duché de Hesse, tant pour lui que pour le Bailliage de Hombourg du Landgraviat de Hesse; les États formant l'Association de douanes et de commerce de Thuringe, savoir : le Grand-Duché de Saxe, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg et de Saxe-Cobourg et Gotha, les Principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et de Schwarzbourg-Sondershausen, de .. Reuss-Greitz, de Reuss-Schleitz et de Reuss-Lobenstein et Ebersdorf, le Duché de Brunswick, le Duché de Nassau et la ville

libre de Fraucfort d'autre part, animés du désir de consolider et d'étendre les relations commerciales entre les États Sardes et l'Association de douanes et de commerce Allemande, et convaineus qu'un des moyens les plus propres à réaliser ce veu, est de conclure un traité de navigation et de commerce, basé sur le principe d'une parfaite réciprocité, ont nommé à cet effet des Plénipotentaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne le Contre Charles Rossi, Commandeur de son Ordre Religieux et Militaire de Saint Maurice et de Saint Lazzre, Colonel de Cavalerie dans ses Armées, son Favoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse, et

Sa Majesté le Roi de Prusse le Sieur Henri Ulric Guillaume Baron de Billow, son Ministre d'État, du Calimet et des Alfaires Étrangères, Grand' Croix de l'Ordre de l'Aigle Ronge de Prusse, de cenx de L'oopold 'Autriche et la Couronne de Bavière, Grand' Croix de l'Ordre Royal des Gnelples de Hanovre et de celui du Lion d'Or de la Hesse-Electorale, Grand' Croix de l'Ordre de Louis de la Hesse Grand-Ducale et de celui du Faucon Blane de la Saxe Grand-Ducale, Chevalier des Ordres de Saint Alexandre Newsky, de Sainte Anna de la première classe, de Saint Stanislas de la seconde classe, et de Saint Wladimir de la quatrième classe de Russie, Grand' Croix de l'Ordre Royal de Notre-Dame de la Conception de Villa-Viçosa de Portugal, de ceux du Lion Néerlandais et de Léopold de Belgique, décoré du Grand-Ordre du Nichan Bithar,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

.

Les bâtiments Sardes, qui entreront sur leur lest on chargés dans les ports du Boyaume de Prusse ou dans l'un des ports des autres États de l'Association de douanes et de commerce Allemande (Zollverein), on qui en sortiront, et réciproquement les navires appartenant à la Prusse ou à l'un de autres États de la dite Association qui enteront sur leur lest ou chargés dans les ports du Royame de Sardaigne on qui en sortiont. y seront traités, quel que soit le lieu de Jeur départ on celui de leur destination, à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les auvires nationaux venant du même lien on partant pour la même destination, par rapport au droits de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage, de balisage, d'anerage, de quai, de quarantaine, il expedition, et généralement par rapport à tous les droits et charges, de quelque nature ou dénomination que ce soit, qui affectent le navire, soit que ces droits soit pretus an nom ou au profit de fouvernement, soit qu'ils le soient au nom ou au profit de fonetionnaires publics, de communes on d'établissements quelconques.

..

Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation on l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États des Hantes Parties contractantes par navires nationaux pourront anssi y être importés ou en être exportés par navires appartenant à l'autre État.

111.

Les marchaudiscs de toute espèce, sans distinction d'origine, importées de puelque pass que ce soit par hâtiments Prussiens ou ceux d'un autre État de l'Association de douanes et de commerce Allemande dans les ports de la Sardaigne, ou par hâtiments Sardes dans ceux de la Prusse ou d'un autre État de ladite Association, de même les marchandises exportées pour quelque destination que ce soit des ports de la Sardaigne par bâtiments des États du Zollverein, ou des ports du Zollverein par bâtiments Sardes, ne payeront dans les ports respectifs d'autres droits ou des droits plus élevés que si l'importation ou l'exportation des mêmes objets avait lien par bâtiments nationaux.

Les primes, remboursements de droits ou autres avantages de

ce genre, accordés dans les États de l'une des deux Hautes Parties contractantes à l'importation ou à l'exportation par bâtiments nationaux, seront également accordés lorsque l'importation ou l'exportation se fera par des bâtiments de l'autre État.

#### IV.

Les articles précédents ne sont pas applicables au cabotage, cest-à-dire au transport de produits ou marchandises chargés dans un port avec destination pour un autre port du même territoire, en autant que d'après les lois du pays ce transport est réservé exclusivement à la navigation nationale.

#### ٧.

Le Gouvernement Sarde se trouvant empéché encore par des motis particuliers de supprimer dés-à-présent les droits différentiels qu'il fait percevoir aujourd'hui sur les blés, l'huile d'olive et le vin, importés directement des ports de la Mer Noire, de la Mer Adriatique et de la Méditerranée jusqu'au Cap Trafalgar sous pavillon étranger, on est convenn que, par exception à l'article III précédent, ces droits différentiels pourront continuer aussi à l'égard des navires du Zollverein jusqu'à la fin de l'année 1847.

Si pourtant le Gouvernement Sarde n'était pas en nessure alors de faire cesser leadits droits différentiels, les Etats du Zollverein auront la pleine faculté d'établir, à partir du 20 décembre 1847 ('époque à laquelle le Danemark, d'après son traité de commerce avec la Sardaigne du 14 août 1843, acquiert le même droit), au détriment du pavillon Sarde, des droits différentiels équivalents sur les mêmes articles importés des mêmes ports. Ces droits différentiels exeseront cependant d'être perçus, dès que les Etats du Zollverein auront été informés d'office de la cessation des droits différentiels Sardes.

Dans tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports et rades des États des deux l'autres Parties contractantes, il ne sera accordé aucun avantage ni aucune préférence aux navires nationaux qui ne le soit également à ceux de l'autre État.

## VH.

L'intention des Hantes Parties contractantes étant de n'admettre aucune distinction entre les navires de leurs. Etats respectifs en raison de leur nationalité, en ce qui concerne l'achat de produits on d'autres objets de commerce importés dans ces navires, il ne sera donné à cet égard ni directement, ni indirectement, ni par l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes, ni par quelque compagnie, corporation ou agent, agissant en leurs noms ou sous leur autorité, aucune priorité ou préférence aux importations par navires indigénes.

# VIII.

Les navires de l'anc des deux Hautes Parties contractantes entrant dans un des ports de l'autre et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, de mème que les navires nationaux, en se conformant toutefois aux lois et règlements du pays, conserver, à leur bord la partie de la cargaison, qui serait destince pour un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexperter, sans être astreiuts à payer pour cette partie de la cargaison ancuns droits de donane, sanf ceux de surveillance.

#### IX.

Les navires appartenant à l'nn des États du Zollverein ou ceux de la Sardaigne, qui entrent en relâche forcée dans un des ports des Hautes Parties contractantes, n'y payeront, soit pour le navire, soit pour son chargement, que les droits auxquels les nationaux sont assujettis dans le même cas, et y jouiront des mênes faveurs et immunités, pourvu que la nécessité de la relâche soit légalement constatée, que ces navires ne fassent aucune opération de commerce et qu'ils ne séjournent dans le port plus long-temps que ne l'exige le motif qui a nécessité la relâche. Les déchargements et rechargements, motivés par le besoin de réparer les bâtiments, ne seront point considérés comme opération de commerce.

# Х.

En cas d'échouement ou de maufrage d'un navire appartenant aux États de l'une des Hautes Parties contractantes sur les côtes de l'autre, il sera prêté toute aide et assistance an capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et as cargaison. Les opérations relatives an sauvetage armont lieu conformément aux lois du pays. Tout ce qui aura été sauvé din batiment et de la cargaison, on le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayaints cause, et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux, auxquels les nationaux seraient saujettis en pareils cas.

Les marchandises sauvées ne seront tenues au payement d'aucun droit, à moins qu'elles ne soient admises pour la consonmation.

# XĮ.

Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans les États Sardes des articles provenant du sol on de l'industrie des États appartenant au Zollverein, et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation des articles provenant du sol on de l'industrie des États Sardes daus les États appartenant au Zollverein, que ceux qui sont on seront imposes sur les mêmes articles provenant du sol on de l'industrie de tont autre pays étranger.

Le même principe sera observe à l'égard des droits de sortie.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne point frapper de prohibition, soil l'importation d'auenn article provenant du sol on de l'industrie des États de l'autre, soil résportation d'auenn article de commerce vers les États de l'autre Partie contractante, à moins que les mémes prohibitions ne s'étendent également à tous les États étrangers.

Il est entendu cependant que dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes aurait accordé ou accorderait à un antre État des dominutions soit de droits d'entrée sur ses preduits du sol ou de l'industrie, soit de droits de sortie sur ses exportations à la suite d'un traité de commerce ou d'une convention spéciale et en compensation de diminutions de droits on d'antres lavents, accordés par ext autre Etat, l'autre des deux Hautes Parties contractantes ne pourra demander les mêmes avantages qu'en offrant des équivalents, qui feront l'objet d'un arrangement particulier.

# XII.

Si par la suite l'ime des Hautes Parties contractantes accordait quelque autre faveure spéciale à d'autres naticus en fait de comuerce on de navigation, cette faveur deviendra aussité commune au commerce ou à la navigation de l'autre Partie contractante, qui en joinira grathitement, si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation on une compensation équivalente, si la concession est conditionnelle.

# XIII.

Vn l'éloignement des pays respectils des deux Hautes Parties contractantes et l'incertitude qui en résulte sur les divers événements qui peuvent avoir lieu, il est convenn qu'un bâtiment marchand appartenant à l'une d'elles, qui se trouverait destinépour nn port supposé bloqué au moment du départ de ce hâtiment, ne sera cependant pas capturé ou condamné pour avoir essayé une première fois d'entrer dans ledit port, à moins qu'il ne puisse être prouvé que ledit bâtiment avait pue et dia apprendre en route que l'état de blocus de la place en question durait encore. Mais les bâtiments qui, après avoir été reuvoyés une fois, essayeraient une seconde fois pendant le même voyage d'entrer dans le même port durant la continuation de ce blocus, se trouveront alors sujets à être détenus et condamnés.

#### XIV.

Les bâtiments des États du Zollverein et ceux de la Sardaigne ne pourront profiter des immunités et avantages que leur accorde la présente Gonvention qu'en tant qu'ils se trouvent munis des papiers et certificats exigés par les règlements existants dans les pays respectifs pour constater leur port et leur nationalists pour constater leur port et leur nationalist.

Les Hautes Parties contractantes se réservent d'echanger une énumération claire et précise des papiers et documents dont les États respectifs exigent que leurs navires soient munis. Si après cet échange, qui aura lieu an plus tard trois mois après l'éclange des ratifications du présent Traité, l'un des États intéressés se que trouvait dans le cas de changer ou de modifier ses ordonnances à cet égard, il en sera fait à l'autre une communication officielle.

# XV.

Les deux Hantes Parties contractantes, pour favoriser le coumerce de transit entre leurs États respectifs, se promettent mntuellement, quant à l'expédition des produits du Zollverein en transit par les États Sardes, et des produits Sardes en transit par les États du Zollverein, d'accorder toutes les facilités compatibles avec les intérêts de la douane. Les Hautes Paries contractantes s'accordent réciproquement le droit de nonumer daus les ports et places de commerce de l'autre des Gonsuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux, se réservant toutefois de n'en pas admettre dans tels lienx qu'elles jugeront convenable d'en excepter généralement. Ges Consuls, Vice-Consuls-on Agents jouiront des mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ceux des nations les plus favorisées; mais dans le cas on ils vondraient exercer le commerce, ils seront tenus de se sonmettre aux mêmes lois et usages, auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particulières de leur nation.

## XVIL

Les Consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation. A cet effet ils s'adresseront par écrit aux Autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition en original on en copie dument certifiée des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné tonte aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays à la réquisition et aux frais des Consuls, jusqu'à ce que ces Agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause. Il est convenu que les marins sujets, de l'autre État seront exceptés de la présente disposition.

# XVIII.

Les Gouvernements des États du Zollverein consentent, d'après. le vœu du Gouvernement Sarde, à étendre tontes les stipulations du présent Traité à la Principauté Souveraine de Monaco, placée sous le protectorat de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, à charge de réciprocité de la part de ladite Principauté.

## XIX.

Sera considérée comme Partie contractante du présent Traité tout État de l'Allemagne qui accédera à l'Association de commerce et de douanes Allemande.

#### XX.

Le présent Traité restera en vigueur jusqu'au Ler janvier 1852, et si six mois avant l'expiration de ce terme ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes n'a pas annoncé par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser l'effet, il continuera à étre obligatore jusqu'an Ler janvier 1858. A partie du 1.ºº janvier 1858 il ne cessera d'être en vigueur que douze mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura déclaré à l'autre son intention de ne plus vouloir le mantenir.

## XXI.

Les ratifications du présent Traité seront échangées à Berlin dans l'espace de deux mois à compter du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin ce 23 juin 1845.

Rossi (L. S.) Bülow (L. S.)

Les Plénipotentiaires chargés de la négociation et de la conclusion du Traité de Commerce et de Navigation de ce jour entre la Sardaigne d'une part et les États de l'Association de douanes et de commerce Allenande d'autre part, sont convenus de l'Asticle séparé suivant, qui, sans être destiné à la publication, aura néanmoins la même force et valeur que s'il était inséré textuellement dans ledit Traité:

Les Hautes Parties contractantes sont convenues que si, jusqu'au 1." janvier 1848, l'unc d'Elles dut apporter dans son système de législation en matière de navigation une modification générale qui ne lui permit plus de traiter, en ce qui concerne le commerce indirect, le pavillon de l'autre Partie contractante à l'égal du pavillon national, modification, qui, le cas échéant, devra être notifiée à l'autre Partie six mois avant ledit terme, alors, à partir du 1.º janvier 1848, les stipulations de l'article III du Traité ne seront plus applicables qu'anx importations et exportations qui se feront directement entre les ports du Zollverein et les ports Sardes. Cependant dans ce cas même les ports situés aux embouchnres des fleuves depnis l'Elbe jusqu'à l'Escaut, y compris ces deux fleuves, devant être comptés au nombre des débouchés les plus intéressants pour les importations dans les pays du Zollverein ainsi que pour leurs exportations, seront envisagés sous le rapport de la navigation entre les États des deux Hautes Parties contractantes comme ports du Zollverein, en sorte que, d'une part, les marchandises chargées dans ces ports sur navires du Zollverein et importées de là directement dans un port Sarde, y seront traitées comme si elles venaient directement d'un port du Zollverein, et que, d'autre part, les marchandises chargées dans les ports Sardes sur navires Sardes et apportées de là dans un desdits ports situés aux embouchures des fleuves depuis l'Elbe jusqu'à l'Escant, seront traitées lors de leur importation subséquente dans les États du Zollverein comme si elles étaient importées directement sons pavillon Sarde et d'un port Sarde dans un port du Zollverein.

Fait à Berlin le vingt-trois juin mil huit-cent quarantecing.

Rossi ( I., S. ) Būlow ( L. S. )

(Ratifié le 24 juillet 1845. — L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin le 30 août, le 9 et le 25 octobre de la même année)

# XI

845 . 11 soul

#### PARIS.

Traité de Commerce et de Navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi de Handure.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et Sa Majesté le Roi de Hanôvre, désirant consolider de plus en plus la bonne intelligence qui a si heurensement subsisté jusqu'ici entre les deux Couronnes, et étendre les relations commerciales entre leurs sujets respectifs, sont convenus d'entrer-en négociation pour conclure un traité de navigation et de commerce.

A cet effet Sa Majesté le Roi de Sardaigne a muni de ses pleius pouvoirs le Marquis Autoine Brignole-Sale, Chevalier Gran Cordon de Son Ordre Religieux et Militaire de Saint Maurice et Saint Lazare, Clievalier Grand'Groix des Ordres de Saint Joseph de Tosscane, et du Danebrog de Danemark, Chevalier des Ordres de l'Aigle Blanc de Pologne et de Saint Stanislas de Russie, Son Ministre d'État et Son Ambassadeur auprès de Sa Majesté le Roi des Français.

Et Sa Majesté le Roi de Hanôvre a également muni de ses pleins pouvoirs le sieur Bodo Albert de Stockhausen, Chevalier de Son Ordre des Guelphes, son Chambellan, Conseiller de Légation et Ministre résidant aunrès de Sa Maiesté le Roi des Français;

Lesquels Plénipotentiaires, après avoir échange lesdits pleins pouvoirs, qu'ils ont trouvé en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants.

I.

Les navires Sardes qui entreront chargés ou sur lest dans les ports Hanôvriens, et réciproquement les navires Hanôvriens qui entreront chargés ou sur lest dans les ports Sardes, seront, quelle que soit leur provenance ou leur destination, traités, à leur entrée, à leur sortie et pendant leur séjour, sur le même pied que les navires nationaux pour tout ce qui concerne les droits de tonnage, de pilotage, de baisage, de quai, de port, de rade, de quarantaine, d'expédition, et généralement pour tous les droits ou charges quelconques qui affectent le navire, que ces droits soient perçus par l'Etat, les Provinces, Arrondissements ou Communes ou qu'ils le soient par des Établissements publics, ou partieuliers, ou par des Corporations.

#### II.

Pour pouvoir jonir des avantages que leur assure le présent Traité les bâtinients respectifs de l'un et de l'autre Etat devront préalablement justifier de leur nationalité, d'après les lois et règlements établis dans chacun des deux États.

Afin d'assurer l'accomplissement de cette clause les Hautes Parties coutractantes se communiqueront dans le moindre delai possible les documents exigés pour ladite justification, se réserrant de donner mutuellement l'une à l'autre connaissance des modifications successives que chacune d'elles jugerait à propos d'apporter à cette partie de la législation maritime.

# III.

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, bassins, rades ou hàvres, rivières et canaix de l'un des deux États, il ne sera accordé aux navires nationaux aucune faveur, ni aucun privilège qui ne le soient également à ceux de l'autre État.

# IV.

Les navires de l'un des deux États, qui entreront dans les ports de l'autre auront la faculté de ne charger ou décharger qu'une partie de leur cargaison, et de se rendre ensuite dans les autres ports du même État pour y compléter leur chargement ou déchargement.

#### ν

Les navires de l'un des deux États qui seront forcés d'entrer dans les ports de l'autre, soit par le mauvais temps, soit par suite de bris ou de naufrage, y jouiront, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des favens et immunités que la législation de chacun des deux pays accorde à ses propres navires en pareille circostance, pourvu que la uécessité de la relâche soit dàment constatée, et qu'ils ne se livrent à aucune opération de commerce en chargeant ou en déchargeant des marchandises. Il est bien entendu toutfois que les déchargements et rechargements, motivés par l'obligation de réparer le navire, ne seront point considérés comme opérations de commercer.

Les Consuls et autres agents Consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives au sauvetage de la cargaison, à la réparation, au ravitaillement ou à la vente, s'il y a lieu, des navires entrés en relâche, ou échoués ou naufragés à la côte.

#### VΙ

Les navires de l'un des deux États, qui entreront dans un des ports de l'autre pour y passer l'hiver, ne payeront d'autres, ni de plus forts droits de navigation que ceux auxquels sont assuiettis en pareille circonstance les navires nationaux.

Si l'hivernage, la réparation du navire, ou d'autres circonstances etigeaient que la cargaison fit mise en entrepôt en tout ou en partie, il ne sera payé d'autres, ni de plus forts droits, impôts ou charges quelconques sur ce qui en sortiva pour être rembarqué et réarporté soit sur le même navire, soit sur tout'autre, que les droits, impôts et charges qui seraient perçus en pareil cas pour les cargaisons des navires nationaux.

La navigation de côte ou de cabotage est exclusivement réservée, dans les deux pays, aux navires nationaux.

#### VIII.

Toute espèce d'objets de commerce provenant du sol ou de l'industrie des États de S. M. le Roi de Sardaigne, on de tout autre pays, qui pourront être légalement importés dans les États de Sa Majesté le Roi de Hanôvre par les bâtiments Hanôvriens ; et réciproquement toute espèce d'objets de commerce provenant du sol ou de l'industrie des États de Sa Majesté le Roi de Hanôvre, ou de tout autre pays, qui pourront être légalement importés dans les États de Sa Majesté le Roi de Sardaigne par les bâtiments Sardes, soit que ces bâtiments viennent directement des ports du pays dont ils portent le pavillon, soit qu'ils viennent de tout autre pays étranger, pourront également v être importés par les bâtiments de l'autre Partie contractante, sans que ceux-ci soient tenus à payer d'autres ou de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit du Gonvernement, des Autorités locales ou d'Établissements publics et particuliers quelconques, que ceux que ces mêmes objets paveraient dans le même cas s'ils étaient importés par des bâtiments nationaux.

# IX.

De la même manière toute espèce d'objets de commerce qui pourront être légalement exportés des ports de Sa Majesté le Roi de Sardaigne sur des bâtiments Sardes, pourront également en être exportés sur des bâtiments Handvriens; et réciproquement toute espèce d'objets de commerce qui pourront être légalement exportés des ports de Sa Majesté le Roi de Handvre sur des batiments Handvriens pourront également en être exportés sur des bâtiments Sardes sans payer d'autres ou de plus forts droits on charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, percus au nom et au profit du Gouvernement, des Autorités locales ou d'Établissements publics et particuliers quelconques, que ceux qui seraient payés pour les mêmes objets s'ils étaient exportés sur des bâtiments nationaux.

# X.

Aucune priorité ou préférence ne sera accordée directement voi indirectement par l'une on l'autre des Parties contractantes, ni par aucune Compagnie, Corporation ou individu, agissant en son nom ou sous son autorité, pour l'achat d'aucun objet de commerce légalement importé dans le territoire de l'autre, en considération de la nationalité du bâtiment qui aurait importé lesdits objets, soit qu'il appartienne à l'une ou à l'autre des l'arties, dans les ports de laquelle ces objets de commerce auront été importés.

## XI.

Il ne pourra être imposé par l'une des Parties contractantes au commerce et à la navigation de l'autre aueun droit nouveau on plus élevé, ni aueune entrave ou restriction quelconque, qui ne soient appliqués également, et dans la même mesure, au commerce et à la navigation de tout autre pays.

Si l'une des Hautes Parties contractantes accorde par la suite à quelqu'autre État des faveurs en matière de douanes ou de navigation autres ou plus grandes que celles stipulées dans la présente Convention, les mêmes faveurs deviendront communes à l'autre Partie, qui en jouira gratuitement, si la concession est gratuite, ou en donnant un équivalent, si la concession est conditionnelle. Dans ce dernier cas la fixation de l'équivalent fera l'objet d'une Convention spéciale entre les Hautes Parties contractantes.

# XII.

Les Consuls, Vice-Consuls et autres agents commerciaux respec-

tils seront autorisés a requérir l'assistance des Autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des bâtiments de guerre et marchands de leur pays. Ils s'adresseront, à cet effet, aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et ils réclameront par écrit les déscrteurs sus-mentionnés en prouvant, par la communication des registres des bâ timents ou rôles des équipages, on par d'autres documents officiels, que ces individus ont fait partie des équipages. Cette réclamation ainsi prouvéc, l'extradition ne sera point refusée. Les déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés seront mis à la disposition desdits Consuls ou autres agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être retenus jusqu'au moment on ils pourront être rendus aux bâtiments auxquels ils appartiennent, ou pour être reuvoyés dans leur pays sur des bâtiments nationaux on autres. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de trois mois à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté, et ne pourront plus être arrètés pour la même cause. Toutefois, si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit dans le pays de son arrestation, il pourra être sursis à son extradițion jusqu'à ce que le Tribunal saisi de cette affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

#### XIII.

Les navires Sardes et leurs chargements seront traités, quant au taux et au mode de perception des droits de Stade ou de Brunshausen, sur le pied des navires et chargements des nations les plus favorisées, à l'exception seulement de la Ville de Hambourg et du Royaume de Danemark pour le Duché de Holstein, riverain de l'Elbe.

# XIV.

Les dispositions du présent Traité seront applicables à la Principauté de Monaco. En conséquence les avantages accordés au commerce et au pavillon Sardes dans les États Hanôvriens y seront également accordés aux marchandises et aux navires appartenant aux sujets de ladite Principauté; et, par contre, les avantages accordés au commerce et au pavillon Hanôvriens dans les États Sardes seront également établis dans la Principauté de Monaco en faveur du commerce et du pavillon Hanôvriens.

# XV.

Le présent Traité aura force et vigueur pendant huit années, à dater du jour de l'échange des ratifications. Si un an avant l'expiration de ce terme le présent Traité n'est pas dénoncé, il continuera à être obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des Hautes Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

## XVI.

Les ratifications du présent Traité seront échangées dans le délai de trois mois, ou plustôt, si faire se peut,

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé en double original et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Paris le onze du mois d'août de l'an de grâce mil huitcent quarante-cinq.

A. Brignole-Sale (L. S.) (L. S.)

# Article séparé.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne jugeant convenable, par des motifs particuliers, de continuer à percevoir pour à présent des droits différentiels au détriment des pavillons étrangers sur les

blés, l'huile d'olive et le vin importés directement de la Mer Noire, des ports de la Mer Adriatique et de ceux de la Méditerranée jusqu'au Cap Trafalgar, non-obstant les articles premier et huitième du présent Traité, il est spécialement entendu et établi entre les Hautes Parties contractantes que Sa Majesté le Roi de Hanôvre aura pleine et entière liberté d'établir au détriment du pavillon Sarde des droits différentiels équivalents sur les mêmes articles importés des mêmes pays, dans le cas ou la perception des droits différentiels continuerait à être exercée au détriment du pavillon Hanôvrien par Sa Majesté le Roi de Sardaigne au-delà de l'espace de quatre ans, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent Traité et Article séparé. Mais ces droits différentiels équivalents, de quelque espèce qu'il soient, sur lesdits articles de commerce cesseront d'être perçus du moment où le Gouvernement de Hanôvre aura été informé d'office de la cessation des droits différentiels de la part de Sa Majesté Sarde.

Le présent Article séparé aura la même force et valeur que s'il avait été inséré mot-à-mot dans le Traité signé aujourd'hui, et sera ratifié en même temps.

En foi de quoi, Nous soussignés, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé le présent Article séparé et y avous apposé les sceaux de Nos armes.

Fait à Paris le ouze du mois d'août de l'an de grâce mil huit-cent quarante cinq.

A. Brignole-Sale (L. S.) STOCKHAUSEN. (L. S.

(Ratifié le 30 septembre 1845. — L'échange des ratifications a eu lieu à Paris le 7 octobre suivant)

# XII.

#### 1845, 7 décembre.

#### TURIN.

Convention entre S. M. le Roi de Sardaigne, et la République et Canton du Tessin, pour la formation d'un chemin de fer de Gênes au Lac Majeur, avec prolongement aux Lacs de Constance et de Wallenstadt.

Sua Maestà il Re di Sardegna, ed il Governo della Repubblica e Cantone del Ticino, dietro la manifestata intenzione dei Cantoni di S. Gallo e dei Grigioni di anche acco lui unirsi, nella mira di favorire lo stabilimento e l'esercizio di una strada lerrata da Genova al Lago Maggiore, e da questo ai Laghi di Costanza e di Wallenstadt, ed il commercio, sia di transito, sia internazionale, tra li sullodati Stati, come pure di viemmaggiormente atringere le relazioni di buon vicinato che sussistono tra gli stessi, hanno nominato a loro plenipotenziarii, cioè:

S. M. il Re di Sardegna il Cavaliere Eligio de Buttet, Colonnello di cavalleria e suo primo Ufficiale nella Regia Segreteria di Stato per gli affari esteri, ed il

Governo della Repubblica e Cantone del Ticino gli onorevoli Consigliere di Stato Giovanni Battista Pioda, e Giuseppe Brocchi Membro del Gran Consiglio,

I quali dopo avere riconosciuti i loro pienipoteri in debita forma, e quelli scambiatisi, hanno convenuto e stipulato gli articoli seguenti.

1.

I Governi dei sullodati Cantoni conscii delle disposizioni fatte dal Governo di S. M. per la pronta esecuzione della strada ferrata da Genova al Lago Maggiore concederanno dal cauto loro il privilegio di costruzione e di esercizio di una linea ferrata dal Lago Maggiore al Lago di Costanza ed a quello di Wallenstadt, passando le Alpi al Lukmanier od in altro punto delle sue adiacenze il più favorevole, colla condizione che detta costruzione sia nella sua totalità terminata entro anni dodici, ed entro anni sei irronchi da Locarno a Biasca, e da Coira a Rorsehach ed a Wallenstadt, e sintantochè i due suddetti punti di Biasca e Coira no raranso congiunti con linea ferrata, lo saranuo almeno con strada carrozzabile la più perfetta che potranno comportare le localita.

Essendo stabilito per la strada ferrata decretata negli Stati di Sardegna la larghezza di un metro e cinquanta centimetri tra le ruotaie (entrevoie), i Cantoni si cibiligano di adottare la medesima larghezza per la strada sul territorio Svizzero.

# 11.

Il Governo di S. M. dichiara che, ferma rimanendo l'attuale senzione da ogni tassa doganale a favore delle merci di transito, la strada ferrata da Genova al Lago Maggiore sarà equiparata alle altre strade ferrate di spettanza del Governo Sardo le più favorite.

I Cantoni Svizzeri dal loro cauto, oltre all'eccettuare le strade ferrate e le stazioni da ogni tassa industriale, daranno facoltà alla società concessionaria di riscattare, mediante pagamento di una somma a conveninisi, tutti i pedaggi, tutti i eantonaggi, edi dazii di transito, dimodochè sulla strada ferrata da Locarno al Lago di Costanza ed a Wallenstadt le persone sieno esenti da pagamento qualunque, e le merei in transito diretto (riservato il dazio federale) non paglino per ogni quintale metrico se non creutzer sei d'impero in ognuno dei tre Cantoni.

## at.

Gli Stati contraenti si concerteranno per semplificare il più che sia possibile le formalità necessarie per la constatazione e verifieazione delle merei di transito. Il Governo di S. M. nel desiderio di sollecitare la costruzione della strada provinciale lungo la sponda destra del Verbano consente a comprendere detta strada nella distribuzione del sussidio che suole anunalmente assegnare alle provincie, cominciando dal tronco da Canobbio sino al confine Svizzero.

Il Governo del Ticino dal canto suo ultimerà sino al confine Sardo colle medesime dimensioni la strada che deve raggiugner e la suddetta incominciando da Locarno al confine Sardo.

#### ٧.

Coll'articolo secondo venendo favorita la importazione nella Svizzera del vino, acquavite, cereali, ed altri generi di produzione Piemontese, S. M. il Re di Sardegna accorda si Cantoni Svizzeri contraenti in ogni tempo il libero transito dei grani, e ben auche la libera loro estrazione, quando non ve ne sia maneanza nei Regii dominii; accorda pure che il dazio sui cappelli di paglia ordinarii, o sia da contadino, formati con treccie in parte sovrapposte le une alle altre sia ritenuto in centesimi venticinque caduno, oltre il 5 p. 0/0 sul loro valore, nulla innovando in quanto ai cappelli fini.

# VI.

La presente Convenzione fatta in doppio originale, sarà ratificata da S. M. e dal Governo Ticinese, ed i Cantoni di S. Gallo e dei Grigioni si considereranno come compresi nella medesima dal niomento che vi avranno prestata la loro adesione.

Dette ratifiche ed adesioni dovranno essere pronunciate e trasmesse per corrispondenza entro tutto il mese di febbraio prossimo futuro, e non essendolo, trascorso questo termine, la Convenzione si riguarderà come nulla e di ninn valore.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziarii l'hanno firmata e vi hanno apposto l'impronto del loro stemma.

Fatto a Torino il 7 dicembre 1845.

DE BUTTET. (L. S.) G. B. PIODA. GIUSEPPE BROCCHI. Sua Maestà il Re di Sardegna ed il Governo della Repubblica e Cantone del Ticino in vista delle maggiori communicazioni che vanno stabilirsi tra i rispettivi Stati in seguito della costruzione delle strade ferrate, e delle facilità commerciali rispettivamente concedutesi, sono convenui per mezzo dei loro Pleniptoenziarii sottoscritti, che d'or innanzi non sarà accordato rispetto alla navigazione sul Lago Maggiore nissun privilegio se non di comune loro concerto.

In fede, Torino li 7 dicembre 1845.

Sotto riserva di ratifica

Sotto riserva di ratifica

DE BUTTET. (L. S.) G. B. PIODA.
GIUSEPPE BROCCHI.

(Ratifiée par le Président du Canton Tessin le 24 février, et par le Comte Solar de la Marguerite, premier Secrétaire d'État pour les affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne, le 11 mars 1846)

# XIII.

1855. 12 décembre

#### TUBIN.

Traité de commerce et de navigation entre S: M. le Roi de Sardaigne et S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

Sa Majesté le Roi de Sardaigue, et Sa Majesté l' Empereur de tontes les Russies, désirant consolider les rapports de bonne intelligence qui ont si heureussement subsisté jusqu'ici entre leurs États respectifs, faciliter et étendre les relations commerciales entre les deux pays, sont convenus d'entrer en négociation pour conclure un Traité de commerce et de navigation; à cet fait de

Sa Majesté le Roi de Sardaigue a muni de ses pleins pouvoirs le Comte Cliement Solar de la Marguerite, Chevalie Grand Cordon de l'Ordre Religieux et Militaire des Saints Maurice et Lazare, Grand' Croix des Ordres de Saint Etienne de Hongrie, de Saint Alexandre Newski de Russie, d'Isabelle la Catholique d'Espagne, de Saint Grégoire le Grand et du Christ de Rome, du Merite de Saint Joseph de Toscane, de Léopold de Religique, de l'Ordre Constantinien de Saint Georges de Parme, du Sauveur de Grèce, de Danebrog de Danemark, Bailli Grand'Torix de l'Ordre de Saint Jean de Jérusalem, Commandeur de l'Ordre de l'Étoile Polaire de Saint Jean de Jérusalem, Commandeur de l'Ordre de l'Étoile Polaire de Saint Sende, Son Ministre et Premier Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères, Notaire de la Couronne et Sur-Intendant Général des Postes;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies a également nuni de ses pleins pouvoirs le Chrealier Nicolas de Kakoschkine, Chevalier des Ordres de Sainte Anne de la 1.ère classe, de Saint Stanislas de la 1.ère classe, de Saint Wladimir de la 3.me classe, Chevalier Grand Cordon de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, Commandeur des Ordres de la Tour et de l'Épée de Portugal, du Soleil et du Lion de Perse, Chevalier de la Légion d'Honneur de France, Son Chambellan, Conseiller privé, et Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Sardaigne,

Lesquels Plenipotentiaires après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivans:

## I.

Il y aura entre les territoires des Hautes Parties contractantes liberté et réciprocité de commerce et de navigation. Les habitaus de leurs États respectifs pourront entrer librement dans les ports des territoires de chacune d'Elles, partout où le commerce étranger est permis. Ils pourront séjourner ou résider librement dans quelque partie que ce soit des dits territoires pour y vaquer à leurs affaires, et ils jouiront à cet effet de la même sécurité et protection que les habitans du pays dans lequel ils résident, à la condition toutefois de se soumettre aux lois et aux règlemens qui y sont en vigueur.

# II.

La nationalité des bâtimens sera reconnue et admise de part et d'autre, d'après les lois et règlemens particuliers à chaque État, au moyen des Patentes et papiers de bord, délivrés par les Autorités compétentes aux capitaines ou patrons.

# III.

Les bâtimens Russes, arrivant chargés ou sur lest dans les ports de S. M. le Roi de Sardaigne, et réciproquement les bâtimens Sardes arrivant chargés ou sur lest dans les ports de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, quelque soit leur provenance ou leur destination, seront traités à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie sur le même pied que les bâtimens nationaux reans des mêmes parages, par rapport aux droits de tonnage, de fanaux, de pilotage, de péage, aux droits de port, vacatien d'officiers publies, ainsi qu'à toutes les taxes et charges de quelque-espèce ou dénomination que ce soit, perçues au nom ou au profit du Gouvernement, des Autorités locales, ou d'Établissemens particuliers quelconques.

#### IV

Toute espèce de marchandises et d'objets de commerce, provenant du sol ou de l'industrie du Royaume de Sardaigne, ou de tout autre pays qui pourront légalement être importés, déposés et emmagasinés dans les ports de l'Empire de Russie par des bàtimens Russes, pourront également y être importés, déposés et emmagasinés par des bâtimens Sardes, sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits de quelque espèce ou dénomination que ce soit, percus au nom ou au profit du Gouvernement, des Autorités locales, ou d'Établissemens particuliers quelconques, que ceux que ces mêmes marchaudises ou produits payeraient dans le même cas s'ils étaient importés sur des bâtimens Russes. Et réciproquement toute espèce de marchandises et obiets de commerce provenant du sol ou de l'industrie de l'Empire de Russie ou de tout autre pays, qui pourront être légalement importés, déposés et emmagasinés dans les ports des États de S. M. le Roi de Sardaigne par des bâtimens Sardes, pourrout également y être importés, déposés et emmagasinés par des bâtimens Russes, sans payer d'autres ou de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, percus an nom on au profit du Gouvernement, des Autorités locales ou d'Établissemens quelconques, que ceux que ces mêmes marchandises ou produits payeraient dans le même cas s'ils étaient importés sur des bâtimens Sardes.

#### V.

Afin de prévenir toute espèce de malentendu îl est convenu que les dispositions contenues dans les articles III et IV sont applicables dans tonte leur étendue aux bâtimens Sardes et à leurs cargaisons arrivant dans les ports de S. M. l'Empereur de Russie et réciproquement aux bâtimens Russes et à leurs cargaisons arrivant dans les ports de S. M. le Roi de Sardaigne, soit que ces bâtimens viennent directement des ports du pays ampuel ils appartiennent, soit de ceux de tout autre pays étranger.

# VI.

Toute espèce de marchandises et objets de commerce qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports de S. M. le Roi de Sardaigne sur des bâtimens nationaux, pourront en être également exportés ou réexportés sur des bâtimens Russes sans payer d'autres on de plus forts droits on charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus an nom ou au profit du Gouvernement, des Autorités locales, ou d'Établissemens particuliers quelconques, que ceux qui seraient payés pour les mêmes marchandises et objets de commerce qui auraient été exportés ou réexportés sur des bâtimens Sardes, et réciproquement toute espèce de marchandises et objets de commerce, qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports de S. M. l'Empereur de Russie sur des bâtimens nationaux pourront également en être éxportés on réexportés sur des bâtimens Sardes, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des Autorités locales, ou d'Etablissemens particuliers quelconques que ceux qui seraient payés pour les mêmes marchandises ou objets 'de commerce, s'ils avaient été exportés ou réexportés sur des bâtiniens Russes.

#### W

Il ne sera imposé d'antres ou de plus forts droits sur l'importation dans le Royaume de Sardaigne de tont article provenant du sol on de l'industrie de l'Empire de Russie, et il ne sera imposé d'autres ou de plus forts droits sur l'importation dans l'Empire de Russie de tout article provenant du sol ou de l'industrie du Royaume de Sardaigne, que ceux qui sont on seront imposés sur de semblables articles, provenant du sol ou de l'industrie de tont autre pays étranger.

De même, on ne mettra ancune entrave ou prohibition quelconque à l'importation ou à l'exportation de tout article provenant du sol ou de l'industrie du Royamme de Sardaigne, ou de l'Empire de Russie à l'entrée ou à la sortie des ports de chaque pays qui ne soit également applicable à toute autre nation.

# VIII.

Il est expressément entendu que les articles précédens ne sont point applicables à la navigation de côte ou de cabotage de chacun des deux pays, que l'une et l'autre des deux nations se réservent exclusivement.

# IX.

Aucune priorité ou préférence quelconque ne sera accordée directement ou indirectement par l'une ou l'autre des Parties contractautes ni par aucune compagnie, corporation, ou agent agissant en son noun, ou par son autorité pour l'achat d'aucun objet de commerce légalement importé par considération ou préférence pour la nationalité du bâtiment qui aurait importé les dits objets, soit qu'il appartienne à l'une ou à l'autre des Parties contractantes dans les ports de laquelle ces objets de commerce auront été importés, l'intention et la volonté précise des Hautes Parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

#### ٧.

Si par la suite l'une des Parties contractantes accordait quelque faveur spéciale à d'autres nations en fait de commerce on de na-

vigation, cette faveur deviendra immédiatement commune à l'autre Partie, qui en jouira gratuitement si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation ou une autre équivalente, si la concession a été conditionnelle.

# XI.

Les bâtimens de l'une des deux Parties contractantes abordant à quelque côte de la dépendance de l'autre, mais n'ayant pas l'intention d'entrer au port, ou y étant entrés, ne voulant pas y décharger tout ou une partie de leur cargaison, jouiront des mèmes privilèges, et seront traités à cet égard de la même manière que les bâtimens nationaux.

# XII.

S'il arrivait qu'un vaisseau appartenant à l'une des deux Parties contractantes on bien à ses sujets, fir andirage, sombrit, on soufrit quelqu'autre dommage sur les côtes ou dans les États sonnis à l'autre Partie, il sera accordé à ces navires, et à toutes les personnes qui seront à bord le même secours et la même protection dont jouissent ordinariement les batimens de la nation où le narigage a cu lieu, et ces vaisseaux naufragés, les marchandises ou autres effets, qu'ils contiendront, ou leur produit si ces objets avaient été déjà vendus, seront restitués à leurs proprietaires ou à leurs ayant-droit en payant un droit de sauvetage égal à celui qui serait payé dans le même cas par un vaisseau national. Les marchandises sauvées ne seront tenues au payement d'aucun autre droit, à moins qu'elles ne soient admises pour la consommation.

# XIII.

Tout bâtiment de commerce Sarde entrant en relâche forcée dans un port de S. M. l'Empereur de Russie, et réciproquement tout bâtiment de commerce Russe entrant en relâche forcée dans un port de S. M. le Roi de Sardaigne, y sera exempt de tout droit de port et de navigation perçus, ou à percevoir au profit de l'État, si les causes qui ont nécessité la relàche sont réelles et évidentes, pourru qu'ils ne se livrent dans le port de relàche à aucune opération de coumerce, en chargeant ou déchargeant des marchandises, bien entendu toutefois, que les déchargemens et rechargemens motivés par la nécessité de réparer le bâtiment ne seront point considérés comme opération de commerce donnant ouverture au paiement des droits, et pourvu que le bâtiment ne prolonge pas son séjour dans le port au delà du temps nécessaire d'après les causes qui auront donné lieu à la relàche.

#### XIV .

En toût ce qui concerne le placement des navires, leur chargement, et leur déchargement dans les ports, bassins, rades, ou hâvres, rivières et canaux de l'un des deux États, il ne sera accordé aux navires nationaux aucune faveur, ni aucun privilège, qui ne le soit également à ceux de l'autre État.

# XV.

Les deux Hautes Parties contractantes s'accordent mutuellement le droit d'euvoyer dans les ports et rilles commerçantes de leurs États respectifs des Consuls, Vice-Consuls et Agens commerciaux nommés par Elles, qui jouiront des mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ceux des nations les plus favorisées; mais dans le cas ou quelques uns de ces Consuls voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages aux quels sont soumis dans le nême lieu par rapport à leurs transactions commerciales les particuliers de leur nation et les sujets des États les plus favorisées.

### XVI.

Il est spécialement entendu que lorsqu'une des Parties contractantes choisira pour son Agent consulaire, pour résider dans un port ou une ville commerçante de l'autre Partie un sujet de celle-ci, ce Consul on Agent continuera à être considéré, malgré sa qualité de Consul étranger, comme sujet de la nation à laquelle il appartient, et qu'il sera par conséquent soumis aux lois et réglemens qui régissent les nationaux dans le lieu de sa résidence, sans que cette obligation puisse expendant gêner en rien l'exèrcice de ses fonctions consulaires ni porter atteinte à l'inviolabilité des Archives du Consulat.

## XVII.

Les dits Consuls, Vice-Consuls et Agens commerciaux seront autorisés à requérir l'assistance des Autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des bâtimens de guerre et marchands de leur pays. Ils s'adresseront à cet effet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétens et réclameront par écrit les déserteurs susmentionnés en prouvant par la communication des registres des bâtimens ou rôles des équipages on par d'autres documens officiels, que ces individus ont fait partie desdits équipages. Cette réclamation, ainsi prouvée, l'extradition ne sera point refusée; ces déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition desdits Consuls, Vice-Consuls, ou Agens commercianx et pourront être renfermés dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être retenus jusqu'au moment où ils pourront être rendus aux bâtimens auxquels ils appartiennent, ou pour être renvoyés dans leur pays sur des bâtimens nationaux ou autres. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de trois mois, à dater du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté, et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause. Toutefois si le déserteur se tronvait avoir commis quelque crime ou délit dans le pays où il a été arrêté, il pourra être sursis à son extradition, jusqu' à ce que le Tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait recu son exécution.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, consent d'après le veu de S. M. le Roi de Sardaigne, à étendre toutes les stipulations du présent Traité à la Principauté souveraine de Monaco, placée sous le protectorat de Sa dite Majesté, à charge de réciprocité de la Principauté susdite.

# XIX.

Le présent Traité sera en yigueur pendant huit anuées à coinpter du jour de l'échange des ratifications, et si un au vaant ce terme, l'une des Parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ledit Traité restera obligatoire pendant douze mois au delà de ce terme, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront une semblable déclaration, quelle que soit l'époque à laquelle elle aurait en lieu.

# 11

Le présent Traité sera approuvé et ratifié par S. M. le Roi de Sardaigne, et par Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai de deux mois à compter de la date de la signature, ou plustôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Turin le 12 décembre 1845.

Solar DE LA MARGUERITE. KAKOSCHKINE.

(L. S.)

(L. S.)

Les relations commerciales de la Russie avec les Royaumes de Suéde et de Norwège étant réglées par des stipulations spéciales, qui pourront être renouvelées dans la suite, sans que lesdites stipulations soient liées aux règlemens existans pour le commerce étranger en général, les deux Hautes Parties contractantes, voulant écarter deleur relations commerciales toute espèce d'équivoque ou de motif de discussion, sont tombées d'accord que ces stipulations spéciales, accordées au commerce de la Suède et de la Norwège, en considération d'avantages équivalens accordés dans ces pays au commerce du Grand Duché de Finlande, loquel, par suite d'une jinst réciprocité, jouit dans les ports du Royaume de Sardaigne de tous les àvantages et privilèges stipulés en faveur din pavillon Russe, ne pourront dans aneun cas être invoquées en faveur des relations de commerce et de navigation sanctionnées entre les deux Hautes Parties contractantes par le Traité de ce jour.

# Article séparé II.

Il est entendu de même que uc seront pas censés déroger au principe de réciprocité, qui est la base du Traité de ce jour, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, savoir:

- 1.º La franchise dont jouissent les vaisseaux construits en Russie, et appartenants à des sujets Russes, lesquels pendant les premières trois années sont exempts des droits de navigation.
- 2.º Les exemptions de la nième nature accordées dans les ports Russes de la Mer Noire, de celle d'Azoff et du Danube, aux bâtimens Turcs, venants des ports de l'Empire Ottoman, situés sur la Mer Noire, et ne jaugeant pas au delà de quatre-vingt lastes.
- 3.º La faculté accordée aux habitans de la côte du Gouvernement d'Archangel d'importer en franchise, ou moyennant des droits modérés dans les ports du dit Gouvernement, du poisson sec ou salé, ainsi que certaines espèces de fourrures, et d'en ex-

porter de la même manière des blés, cordes et cordages, du goudron et du ravendoue.

4.º Le privilège de la Compagnie Russe Américaine.

5.º Celui des Compagnies de Lubeck et du Hâvre pour la navigation à vapeur.

6.º Enfin les immunités accordées en Russie à différentes Compagnies Anglaises dites Yacht-clubs.

# Article separe III.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, renonçant, par le Traité ce ej our, en faveur du pavillon Sarde à l'application des dispositions de l'Ukase du 19 juin 1843, d'après les quelles les marchandises importées dans les ports Russes par navires de nations étrangères qui n'auront point de Traité de commerce avec la Russie, à l'ouverture de la navigation de 1846, seront soumises au payement du 50 p. 00 en sus des droits de tarif, et les battimens marchands des dites Nations à un droit de tonnage d'un rouble d'argent par lastes, tant à leur entrée qu'à leur sortie des ports Russes.

De son coté S. M. le Roi de Sardaigne renonce, en faveur du pavillon Russe, à tous droits différentiels perçus dans ses États au détriment des pavillons étrangers même privilégiés.

Les trois présens articles séparés auront la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot dans le Traité de ce jour. Ils scront ratifiés et les ratifications en seront échangées en même

tems.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs les ont signés et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin le 12 décembre 1845,

SOLAR DE LA MARGUERITE.

KAKOSCHKINE.

(L. S.) (L. S.)

(Ratifié le 10 février 1846. — L'échange des ratifications a eu lieu à Turin le 19 du même mois)

# XIV.

1816, 27 Januar.

#### PARIS

Déclaration pour étendre à la Principanté de Monaco la Convention de navigation du 18 juillet 1844, conclue à Paris entre S. M. le Roi de Surdaigne et les Villes libres et Inschiques de Lubeck, Brème et Hamboura.

Son Altesse le Prince de Monaco ayant exprimé à Sa Majesté le Roi de Sardaigne-le désir que la Principanté de en om son comprise dans la Convention de navigation, conclue entre la Sardaigne et les Villes libres et Anséatiques le 18 juillet 1841, Sa Majesté le Roi de Sardaigne a porté ce désir à la connaissance des Hants Sénats des Villes libres et Anséatiques de Labeck, Brême et Hambourg, qui ont déclaré y donner leur adhésion. En conséquence Vous soussignes:

Marquis Antoine Brignole-Sale, Chevalier Grand Cordon de l'Ordre Religienx et Militaire de St-Maurice et St-Lazare, Chevalier Grand'Groix de l'Ordre de St-Joseph de Toscane, Chevalier des Ordres de l'Aigle Blanc et de St-Stanislas de Russie, Ministre d'État de Sa' Majesté le Roi de Sardaigne et Son Ambassadeur auprès de Sa Majesté le Roi des Francais; et

Vincent Rumpff, Ministre-Résident des Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brème et Hambourg près Sa Majesté le Roi des Français;

En vertu de l'antorisation spéciale qui nous a été conférée à cet effet par Nos Souverain et Gouvernements respectifs, avons stipulé, en Lenrs nous, la Déclaration suivante; Les dispositions de la Convention de navigation, conclue le 18 juillet 1814, entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne d'une part, et les Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brème et Hambourg d'autre part, seront applicables à la Principanté de Monaco.

II.

Les clauses de cette Convention relatives aux avantages accordés à la navigation Sarde dans les Républiques Ansártiques, y seront également mises en vigneur en faveur des navires de la Principanté de Monaco; et par courte les clauses relatives aux avantages accordés à la navigation Anséatique dans les États Sardes, seront également mises en vigueur dans ladite Principauté.

Ш.

La présente Déclaration sera considérée comme faisant partie intégrante de la Convention du 18 juillet 1841, et les ratifications en seront échangées dans le délai de deux mois à dater du jour de la signature, ou plustôt si faire se peut.

En foi de quoi nous avons signé la présente Déclaration, à laquelle nous avons appose le sceau des nos armes.

Fait à Paris le vingt-sept janvier de l'an de grâce mil huitcent quarante-six.

A. Brignole Sale. V. Rempff. (L. S.) (L. S.)

(Batifiée par la Sardaigne le 14 mars 1846,

par la Ville libre et Auséatique de Lubeck le 28 février.,

» par la Ville libre et Anséatique de Brême le 4 mars, et

» par la Ville libre et Anséatique de Hambourg le 13 mars 1846 L'échange des ratifications a été fait à Paris le 26 mars 1846)

# XV.

1846, 7 ferrier.

#### NAPLES.

Traité de commerce et de navigation, entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi du Royaume des Deux Siciles..

Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie, animate da un eguade desiderio di estendere, accresere e consolidare le relazioni commerciali tra' loro Statispettivi, e di procurare tutte le facilità e tutti gli incorraggiamenti possibili a quelli dei loro sudditi che partecipano a tali relazioni, persuase che nulla potrebbe più contribuire al compiento de loro mutui desiderii a tale oggetto, quanto l'abolizione reciproca di tutti i diritti differenziali di navigazione e di dogana e di tutte le prerogative e privilegi esclusivi di commercio di cui i sudditi di una delle due Part hanno finora goduto in preferenza di quelli dell'altra el l'oro rispettivi Stati, hanno nominato de Plenipotenziarii per conchiudere un trattato a tale effetto; cioè:

# S. M. il Re di Sardegna

Il Conte D. Ermoloa Asinari di S. Marzano, Commendatore del Real Ordine Religioso e Militare del Santi Maurizio e Lazzaro, e dell'Ordine della Corona Ferrea d'Austria, Cavaliere dell'Ordine dine Imperiale di Leopoldo d'Austria, e dell'Ordine di Carlo III di Spagna, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario della M. S. presso S. M. il Re del Regno delle Due Sicilie,

e S. M. il Re del Regno delle Due Sicilie

D. Giustino Fortunato, Cavaliere Gran Croce del Militare Real Ordine Costantinano di San Giorgio, e di quello di Francesco I, insignito dell'Imperiale Ordine Russo dell'Aquila bianca, e Ministro Segretario di Stato della M. S., D. Michele Gravina e Requesenz, Principe di Comitini, Cavaliere Gran Croce del R. Ordine di Francesco I, insignito dell'Imperiale Ordine Russo dell' Aquila bianca, Gentiluomo di Camera con esercizio, e Ministro Segretario di Stato di S. M.,

e D. Antonio Spinelli de' Principi di Scalea, Commendatore del Real Ordine di Francesco I, Cavaliere di I.a classe dell'Imperiale Ordine Russo di Sant' Anna, Gentiluono di Camera di S. M., Consultore della Consulta Generale, e Sopr' Intendente Generale degli Archivii del Regno;

I quali, dopo di aversi comunicati scambievolmente i rispettivi pienipoteri, e trovati questi in buona e dovuta forma, sono convenuti ed hanno conchiuso i seguenti articoli:

### Ι.

Vi sarà tra i Dominii delle Alte Parti contraenti libera reciprocità di commercio e di navigazione.

I loro rispettivi sudditi potranno liberamente viaggiare, risiedere o trafficare in qualunque parte degli Stati di ciaseona di Esse, ed a tale effetto godranno della stessa sicurezza e protezione delle quali godono gli abitanti del paese dove essi risieggono, a condizione però di sottoporsi alle leggi ed ai regolamenti che vi sono o vi saranno in vigore.

Non saranno i medesimi obbligati, sotto verun pretesto, a pagare altre tasse o imposte che quelle le quali sono pagate o potranno pagarsi dalle Nazioni le più favorite.

Saranno essi esenti da qualunque servizio sia per terra, sia per mare, da prestiti forzosi, e da ogni contribuzione straordinaria, purchè non sia generale o stabilita per legge.

Le loro abitazioni, i magazzini e tutto ciò che ne fa parte e loro appartiene per oggetti di commercio o di residenza saranno rispettati; non saranno soggetti a visite o perquisizioni vessatorie, non potrà farsi alcun esame od ispezione arbitraria dei loro libri, carte o conti commerciali, nè potranno tali operazioni praticarsi altrimenti elle in seguito di sentenza legale de Tribunali competenti.

Le Alte Parti contraenti si compromettono di guarentire in

tutte le occasioni a sudditi dell'altra di Esse che risieggono nei proprii Dominii, la conservazione delle loro proprietà e della loro sicurezza personale nello stesso modo che è guarentita a'suoi sudditi o a'sudditi o cittadini delle Nazioni le più favorite.

# 11.

I sudditi di S. M. il Re di Sardegna non saranno sottoposti opunini di S. M. il Re del Reguo delle Due Sicilie ad un sistema più rigoroso di esame e di perquisizione, per parte degli Ufficiali doganali, che i sudditi di S. M. il Re delle Due Sicilie.

E della stessa mauiera i sudditi di S. M. il Re del Regno delle Duc Sicilie non saranno sottoposti ne' Dominii di S. M. il Re di Sardegna ad un sistema di esame e di perquisizione più rigoroso che i sudditi di S. M. il Re di Sardegna.

# Ш.

I sudditi dell'una delle Duc Alte Parti contraenti potranno nei Dominii dell' altra liberamente trattare i loro affiri da se stessi o cenunetterli alla gestione di quelle persone che giudicheramo a proposito di nominare come loro mezzani, fattori o agenti, e non saranno essi impediti nella scielta delle persone che potranno agire in tale quolità, nè tenuti a pagare versu salario o rimunerazione ad alcuna persona che non sia di loro scielta.

Una libertà assoluta sarà data in tutte le circostanze al comproprieta del veuditore di trattare insieme e di fissare il prezzo di un effetto e di una mercanzia qualunque immessa unggli Stati dell'una o dell'altra Parte contracnte o esportata da essi, salvo in generale gli affari pe'quali le leggi e gli usi del Paese esigono l'azione di agenti speciali.

## IV.

I prodotti del suolo e dell'industria dell'uno de'due Paesi immessi dall'uno nell'altro sia per terra, sia per mare, saranno tassati nello stesso modo che gli stessi prodotti immessi da ogni altro Paese qualunque, e non saranno sottoposti ad alcun dazio doganale diverso o più elevato.

S. M. il Re di Sardegna e S. M. il Re del Regno delle Due Scilie si obbligano di non accordare ai sudditi o cittadini di alcun'altra potenza, in materia di commercio o di navigazione, alcun privilegio, favore o immunità senza estenderlo nel tempo stesso al commercio ed alla navigazione dell'altro Paese, gratuitamente se la concessione sarà stata fatta a titolo gratuito, e mediante una compensazione equivalente per quanto sarà possibile di valore e di effetto, da stabilirsi di comune accordo, se la stessa sarà stata fatta a titolo oneroso.

### V.

Tutte le produzioni del suolo e dell'industria de' due l'aesi o dei loro rispettivi Dominii, provenienti dell'uno e potende essere legalmente immesse, depositate o immagazzinate nell'altro, saranno sottoposte agli stessi dazii e godranno degli stessi privulegi sia che vengacuo immesse, depositate o immagazzinate pre mezzo di bastimenti Sardi o per bastimenti delle Due Sicilie ne' porti degli Stati delle due Alte Parti contraenti.

Nello stesso modo, tutte le produzioni che potranno essere legalmente esportate o riesportate da nuo de'due Paesi nell'altro, saranno sottoposte ai medesimi dazii, e godranno de' medesimi privilegi, riduzioni, beneficii, concessioni e restituzioni sia che vengano esportate o riesportate con bastimenti dell'uno o dell'altro Paese.

# VI.

I bastimenti Sardi arrivando ne' porti dei Dominii di S. M. il Re delle Dne Sicilie, e reciprocamente i bastimenti Siciliani giungendo ne' porti di S. M. il Re di Sardegna saranno trattati ne' due Paesi al loro arrivo, durante la loro dimora ed alla loro uscita, sullo stesso piede che i bastimenti nazionali, per tutto ciò che riguarda i diritti di tonnellaggio, di pilotaggio, di porto, di fanale, di quarantena, di darsena e patente, ed altri carichi che gravitano sullo scalò del bastimento sotto qualunque denominazione, sia che i diritti sopra trascritti si paghino in favore dello Stato, sia delle Città o di altro stabilimento particolare qualunque, sempre che questi bastimenti vengano direttamente da uno de porti del Regno delle Due Sicilie in uno dei porti del' Dominii di S. M. il Re di Sardegna, o da uno dei porti degli Stati Sardi in uno de' porti del Regno delle Due Sicilie, se carichi, e per qualunque sorta di viaggio se vengono in zavorra.

# VII.

La nazionalità de' bastimenti rispettivi sarà riconosciuta ed aminessa scambievolmente secondo le leggi ed i regolamenti particolari di ogui Stato per mezzo delle patenti e carte di bordo rilasciate dalle corrispondenti Autorità a' Capitani od a' padroni.

## VIII.

Per effetto delle stipulazioni che precedono ogni premio, rimessa o rimborso di diritti che esiste nel Regno di Sardegna a pregiudizio del commercio e della navigazione delle Due Sicilie è e rimane abolito.

É espressamente inteso che alcun premio, rimessa o rimborso di diritti non potrà, per la durata del presente Trattato, essere accordato nel Regno di Sardegna in pregiudizio del commercio e della navigazione del Regno delle Due Sicilie.

E reciprocamente, ogni premio, rimessa orimborso di diritti che esiste negli Stati di S. M. il Re del Regno delle Due Sicilie in pregiudizio del commercio e della navigazione Sarda, è e rimane abolito, siccome espressamente s'intende, che alcun premio, rimessa o rimborso di diritti non potrà, mentre dura il presente Trattato, essere accordato nel Regno delle Due Sicilie in pregiudizio del commercio e della navigazione Sarda.

In conseguenza di che S. M. il Re di Sardegna dichiara che

a termini delle condizioni stipulate nell'art. V, tutti i diritti differenziali del terzo del dazio di immissione stabiliti nei suoi Stati per l'Editto de 17 gennaio 1825 sulle acquevite, sul vino e grano, sugli olti, sulle castagne e farine di castagne, sulle granaglie e biade, sul riso e sopra i legumi infranti, non che sull'olto, all' esportazione, ed ogni altro diritto differenziale che potesse del pari essere stato stabilito con altri provvedimenti tanto all'importazione che all' esportazione, a favore della propria bandiera ed in pregiudizio di quella del Regno delle Due Sieilie, sono e rimangono aboltti per tutta la durata del presente Trattato.

E dal canto suo S. M. il Re del Regno delle Due Sicilie dichiara che, mentre dura il presente Tratato, la riduzione del 10 p. 0<sub>1</sub>0, di cui gode la sua Real Bandiera sopra i diritti risultanti dalle tarifie doganali, sarà del pari estesa alle produzione del suolo e dell'industria degli Stati di S. M. Sarda, che saranno importate ne suoi Reali Dominii da quelli della M. S. con bastimenti di commèrerio Sardi.

La reciprocità stabilita da questo Trattato non si estende ai premii che dalle due Alte Parti contraenti possono rispettivamente darsi a 'proprii sudditi per l' incoraggiamento della costruzione de' legni della propria bandiera.

## IX.

E inoltre convenuto che i formaggi Sardi recati da quei Domini nel Regno delle Due Sicilie con legni dell'uno o dell'altro Paese, sieno assimilati ai formaggi di ogui specie di ogni altro paese straniero il più favorito, e però sottoposti agli stessi dazii che sono o potranno in avvenire essere stabiliti su di questi, e che in compensamento di sill'atta assimilazione sulle harche del Regno delle Due Sicilie addette alla pesca de'corali ne'mari della Sardegna dal di della ratifica del presente Trattato, e per la darata di esso, non saranno riscossi diritti maggiori o diversi di quelli a'quali sono o potranno essere soggette le barche Sarde addette alla medesima industria, sia che la riscossione torni a profitto del Governo, sia dei Comuni, sia di ogni altro qualunque. Le stipulazioni del presente Trattato non si applicheranno affatto alla navigazione di costa o cabotaggio che si fa da un porto all'altro in ciascuno dei due Paesi pel trasporto di personé, di merci e di oggetti di commercio da bastimenti a vela od a vapore, un tal modo di trasporto essendo esclusivamente riservato a' bastimenti nazionali.

Tuttavia i bastimenti di ciascuna delle Alte Parti contraenti potranno prendere o disharcare una parte del loro carico in un porto degli Stati dell'altra, e completare in seguito il loro carico o disbarçare il resto, in uno o più porti degli stessi Stati, senza perciò pagare alcun diritto diverso di quello che pagasi da legni del proprio Paese, o da quelli delle Nazioni le più favorite.

### XI.

In caso di naufragio di un legno appartenente all'una delle due Alte Parti contraenti in qualche sito dei rispettivi Dominii, non solo sarà prestata ogni sorta di assistenza a naufraghi, ma anche i legni, le loro parti ed avanzi, i loro attrezzi e tutti gi oggetti che loro appartengono, le carte trovate a bordo, come pure gli oggetti e le merci che sarebbero state gittate a mare, o che fossero state salvate, non saranno all'atto prese o ritenute sotto qualsivoglia pretesto.

I detti bastimenti, effetti e merci saranno al contrario conservati e renduti mediante il pagamento delle s'esse spese di salvataggio e di conservazione, come pure degli stessi diritti di dogana, di quarantena ed altri che in simil caso pagherebbe un legno nazionale. Lo stesso avverrà del prodotto della vendita di questi oggetti, se le circostanze la esigessero immediata.

Nel sopraddetto caso i Consoli, Vice-Consoli o Agenti commerciali rispettivi, saranno autorizzati ad intervenire onde prestare l'assistenza necessaria a'loro connazionali. Laddove però sorgessero legali riclami risguardanti il naufragio e gli effetti e le mercanzie del legno naufragato, tali riclami saranno deferiti alla decisione de'l'Tribunali competenti del Paese. I Consoli, Vice-Cousoli ed Agenti commerciali di ciascuna delle due Alte Parti contraenti godranno negli Stati dell' altra degli stessi privilegi e poteri de' quali godono quelli delle Nazioni le più favorite; ma nel caso in cui i detti Consoli ed Agenti commerciali volessero esercitare il commercio, saramno soggetti alle stesse leggi ed usi ai quali sono sottoposti i particolari della loro Nazione nel luogo dove risieggono.

I Consoli, Vice-Consoli ed Agenti commerciali dei due Paesi potranno come tali essere arbitri nelle quistioni civili derivanti da'contratti fatti altrove tra i Capitani e gli equipaggi de' bastimenti della loco Nazione, sempre che non vi sieno interessati i sudditi della Potenza presso la quale risieggono, e le Autorità locali non potranno intervenire o prenderri parte che nei soli casi in cui la condotta del Capitano e degli equipaggi turbasse l'ordine pubblico, o la tranquillità del Paese. Tuttavolta questa specie di arbitramento non portà privare le Parti contendenti del diritto che hanno di richiamarsene al loro ritorno alle Autorità giudiziarie del proprio Paese.

### XIII.

I Consoli, Vice-Consoli ed Agenti commerciali di ciascuna delle due Alte Parti contraenti, residenti negli Stati dell'altra, riceveranno dalle Autorità locali tutta l'assistenza che potrà legalmente essere ad essi accordata, per la restituzione de disertori delle navi da guerra o mercantili, del roro paesi rispettivi.

### XIV.

S. M. il Re del Regno delle Due Sicilie secondando il desiderio di S. M. il Re di Sardegna consente al estendere tutte le stipulazioni del presente Trattato al Principato Sovrano di Monaco posto sotto il protettorato di S. M. Sarda, mediante reciprocità da parte del detto Principato. Il presente Trattato resterà in vigore per dieci anni che comicieranno a decorrere dal cambio delle Tatifiche, e al di là di questo termine fino allo spirare di dodici mesi dopo che una delle Alte Parti contraenti avrà dato avviso all'altra della sui atenzione di farne cessare l' effettto, ognuna delle Alte Parti contraenti riserbandosi il diritto di dare un simile avviso all'altra al termine de primi nove anni; ed è convenuto fra di loro, che alla scadenza di, dodici mesi, dopo che simile avviso dell'una delle Alte Parti contraenti sarà stato ricevuto dall'altra, il presente Trattato e tutte le stipulazioni che rinchiude cesseranno di essere obbligatori per le due Parti.

### XVI.

Il presente Trattato di navigazione e di commercio sarà ratificato, e le ratifiche ne saranno scambiate in Napoli allo spirare di due mesi dal giorno della sottoscrizione, o più presto se sia possibile.

In fede di che i Plenipotenziarii rispettivi lo hanno firmato e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Fatto in Napoli il giorno sette del mese di febbraio dell' anno mille ottocento quarantasei.

- (L. S.) E. DI SAN MARZANO.
- (L. S.) GIUSTINO FORTENATO.
- (L. S.) PRINCIPE DI CONITINI.
- (L. S.) Antonio Spinelli.

(Ratifié le 14 février 1846 — L'échange des ratifications a eu lieu à Naples le 23 du même mois)

## XVI.

1846, 21 acril.

### BERLIN.

Traité de navigation et de commerce entre S. M. Le Roi de Sardaigne et S. A. R. le Grand Duc d'Oldenbourg.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et son Altesse Royale le Grand Dne d'Oldenbourg, désirant consolider de plus en plus la bonne intelligence qui a si heureusement subsisté jusqu'ici entre les deux Pays, et étendre les relations commerciales entre leurs sujets respectifs, sont convenus d'entrer en négociation pour conelure un Traité de navigation et de commerce.

A cet effet sa Majesté le Roi de Sardaigue a muni de ses pleinspouvoirs le Comte Charles Rossi Commandeur de son Ordre Religieux et Militaire de Saint Maurice et de Saint Lazare, Grand' Croix de l'Aigle Rouge de Prusse et du Mérite de Saint Michel de Bavière, Major Général dans ses Armées, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse,

Et son Altesse Royale le Grand Duc d'Oldenbourg à également numi de ses pleinspouvoirs le Colonel et Clambellan de Röder, Commandeur de l'Ordre Grand Ducal du Mérite. Commandeur de première elasse des Ordres d'Ernest de Saxe, du Lion de Brunswie, du Christ, de Saint Bénoît d'Avis et de la Conception de Portugal, Chevalier de l'Ordre de seconde classe de l'Aigle Rouge de Prusse, et Chevalier de l'Ordre du Mérite de Baviere, Ministre Résident de Son Altesse Royale le Grand Duc d'Oldenbourg près la Cour de Prusse,

Lesquels Plénipotentiaires après avoir échangé lesdits pleinspouvoirs, qu'ils ont trouvé en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants: Les navires Sardes qui entreront chargés ou sur lest dans les ports du Grand Duché d'Oldenbourg, et réciproquement les navires Oldenbourgeois qui entreront chargés ou sur lest dans les ports Sardes, seront, quelle que soit leur provenance ou leur destination, traités, à leur, entrée, à leur sortie, et pendant leur séjour, sur le même pied que les navires nationaux, pour tout ce qui concerne les droits de tonnage, de pioltage, de balsage, de quai, de port, de rade, de quarantaine, d'expédition, et généralement pour tous les droits de unagres quelconques qui affectent le navire, que ces droits soient perqus par l'État, les Provinces, arrondissemens ou communes, ou qu'ils le soient par des établissemens publics ou particulièrs, ou par des Corporations.

#### 11

Pour pouvoir jouir des avantages que leur assure le présent Traité les bâtimens respectifs de l'un et de l'autre État devront préalablement justifier de leur nationalité.

Les Hautes Parties contractantes se réservent d'échanger des déclarations qui indiqueront d'une manière claire et précise, les papiers et documens dont les États respectifs exigent que leurs navires soient munis, et de se donner mituellement l'une à l'autre connaissance des modifications successives que chacune d'Elles jugerait à propos d'apporter à cette partie de la législation maritime.

### 111.

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, bassins, rades ou hâvres, rivières et canaux de l'un des deux États, il ne sera accordé aux navires nationaux aucune faveur, ui aucun privilège qui ne le soient également à ceux de l'autre État.

#### IV

Les navires de l'un des deux États, qui entreront dans les ports

de l'autre, auront la faculté de ne charger ou décharger qu'une partie de leur cargaison, et de se rendre ensuite dans les autres ports du même État pour y compléter leur chargement ou déchargement.

#### V.

Les navires de l'un des deux États, qui seront forcés d'entre dans les ports de l'autre, soit par le mauvais temps, soit par suite de bris ou de naufrage, y jouiront, tant pour le bătiment, que pour la cargaison, des fareurs et immunités que la législation de chacun des deux pays accorde à ses propries navires en pareille circonstance, pourvu que la nécessité de la relâche soit diment constatée, et qu'ils ne se livrent à ancune opération de rommèrce en chargeant ou en déchargeant des marchandises.

Il est bien entendu toutefois que les déchargemens et rechargemens motivés par l'obligation de réparer le navire, ne scront point considérés comme opérations de commerce.

Les Consuls et autres agents consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives au sauvetage de la cargaison, à la réparation, au ravitaillement ou à la vente, s'il y a lieu, des navires entrés en relàche, ou échoués ou naufragés à la côte.

#### VI.

Les navires de l'un des deux États, qui entreront dans un des ports de l'autre pour y passer l'hiver, ne payeront d'autres, ni de plus forts droits de navigation, que ceux auxquels sont assujettis en pareille circonstance les navires nationaux.

Si l'hivernage, la réparation du navire, ou d'autres circonstances exigeaient que la cargaison fit mise en entrepôt en tout ou en partie, il ne sera payé d'autres, ni de plus forts droits, impôts ou charges quelconques sur ce qui en sortira pour être rembarqué et réxporté, soit sur le même navire, soit sur tout autre, que les droits, impôts et charges qui seraient perços en pareil cas pour les cargaisons des navires nationaux.

La navigation de côte ou de cabotage est exclusivement réservée, dans les deux pays, aux navires nationaux.

### VIII.

Toute espèce d'objets de commerce provenant du sol ou de l'industrie des États de S. M. le Roi de Sardaigne, ou de tout autre pays ; qui pourront être légalement importés dans les États de S. A. R. le Grand Duc d'Oldenbourg par les bâtimens Oldenbourgeois, et réciproquement toute espèce d'objets de commerce provenant du sol ou de l'industrie des États de S. A. R. le Grand Duc d'Oldenbourg, ou de toute autre pays, qui pourront être légalement importés dans les États de S. M. le Roi de Sardaigne par les bâtimens Sardes, soit que ces bâtimens viennent directement des ports du pays dont ils portent le pavillon , soit qu'ils viennent de tout autre pays étranger , pourront également y être importés par les bâtimens de l'autre Partie contractante, sans que cenx-ci soient tenus à payer d'autres ou de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit du Gouvernement, des Autorités locales ou d'établissemens publics et particuliers quelconques, que ceux que ces mêmes objets payeraient dans le même cas s'ils étaient importés par des bâtimens nationaux.

### IX.

De la même manière toute espèce d'objets de commerce qui pourront être légalement exportés des ports de S. M. le Roi de Sardaigne sur des bâtimens Sardes, pourront également en être exportés sur des bâtimens Oldenbourgeois; et réciproquement toute espèce d'objets de commerce qui pourront être légalement exportés des ports de S. A. R. le Grand Duc d'Oldenbourg sur des bâtimens Oldenbourgeois, pourront également en être exportés sur des bâtimens Sardes, sans payer d'autres ou de plus forts

droits ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nome et au profit du Gouvernement, des Autorités locales ou d'établissemens publies et particuliers quelconques, que ceux qui seraient payés pour les mêmes objets, s'ils étaient exportés sur des bâtimens nationaux.

### X.

Aucune priorité ou préférence ne sera accordée directement ou indirectement par l'une ou l'autre des Parties contractantes, ni par aucune Compagnie, Corporation ou individu, agissant en son nom ou sous son autorité, pour l'achat d'aucun objet de counerce légalement importé dans le territoire de l'autre, en considération de la nationalité du bâtiment qui aurait importé lesdits objets, soit qu'il appartienne à l'une on à l'antre des Parties, dans les ports de laquelle ces objets de commerce auront été importés,

### XL.

Il ne pourra être imposé par l'une des Parties contractantes au commerce et à la navigation de l'autre aucun droit nouveau ou plus élevé, ni aucune entrave ou restriction quelconque, qui ne soient appliqués également et dans la même mesure au commerce et à la navigation de tout autre pays.

Si l'une des Hautes Parties contractantes accorde par la suite à quelqu'autre État des faveurs en matière de douanes ou de navigation autres ou plus grandes que celles stipulées dans la présente Convention, les mêmes faveurs deviendrout communes à l'autre Partie, qui en jouira gratuitement, si la concession est gratuite, ou en-donnant un équivalent, si la concession est conditionnelle. Dans ce dernier cas la fixation de l'équivalent fera l'objet d'une Convention spéciale entre les l'autes Parties contractantes.

#### XII.

Les Consuls, Vice-Consuls et autres Agents commerciaux respectifs, seront autorisés à requérir l'assistance des Autorités locales

pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des bâtimens de guerre et marchands de leur pays. Ils 's'adresseront, à cet effet, aux Tribunaux , Juges et Officiers compétens, et ils réclameront par écrit les déserteurs sus-mentionnés, en pronvant, par la communication des registres des bàtimens ou rôles des équipages, ou par d'autres documens officiels, que ces individus ont fait partie des équipages. Cette réclamation ainsi prouvée, l'extradition ne sera point refusée. Les déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition desdits Consuls ou autres Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être retenus jusqu'au moment où ils pourront être rendus aux bâtimens auxquels ils appartiennent, ou pour être renvoyés dans leur pays sur des bâtimens nationaux ou autres. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de trois mois à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté, et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause. Toutefois, si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit dans le pays de son arrestation, il pourra être sursis à son extradition jusqu'à ce que le Tribunal, saisi de cette affaire, ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait recu son exécution.

### XIII.

Les dispositions du présent Traité seront applicables à la Principauté de Monaco. En conséquence le avantages accordés au commerce et au pavillon Sardé dans les Etats du Grand Duché d'Odenbourg, y seront égèlement accordés aux marchandises et d'ouk anavires appartequans aux sujets de ladite Principauté; et par contre, les avantages accordés au commerce et au pavillon Oldenbourgois dans les États Sardes seront également établis dans la Principauté de Monaco, en faveur du commerce et du pavillon Oldenbourgeois.

### XIV.

Le présent Traité aura force et vigueur pendant huit années à dater du jour de l'échange des ratifications. Si un an avant l'expiration de ce terme le présent Traité n'est pas dénoncé, il continuera à être obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des Hautes Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

### XV.

Les ratifications du présent Traité seront échangées à Berlin dans le délai de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plémpotentiaires respectifs l'ont signé en double original, et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Berlin, le 21 avril de l'an de grâce mil huit-cent quarante-six.

Rossi. De Röder. (L. S. ) (L. S. )

## ARTICLE SÉPARÉ.

S. M. le Roi de Sardaigne jugeant convenable, par des motifs particuliers, de continuer 3 percevoir pour à présent les droits différentiels au détriment des pavillons étrangers sur les blés, l'huile d'olive et le vin importés differentement de la Mer Noire, des ports de la Mer Adriatique et de cenx de la Méditerranée jusqu'au Cap Trafalgar, non obstant les articles premier et huittieme du présent Traité, il est apécialement entendu et établi eutre les Hjautes Farties contractantes que 8. A. R. le Grand Duc d'Oldenbourg aura pleine et entire liberté d'établir au détriment du pavillon Sarde des droits différentiels équivalens sur les mêmes articles importés és mêmes pays, dans le cas où la perception des droits différentiels continuerait à être exercée au détriment du pavillon Oldenbourgeoix par S. M. le Roi de Sardaigne, au delà de l'espace de quatre ans à compter du jour de l'échange des ratifications des présens Traité et Article séparé. Mais ces droits différentiels es présens Traité et Article séparé. Mais ces droits différentiels

équivalens, de quelque espéce qu'ils soient, sur les dits articles de commerce, cesseront d'être perçus du moment où le Gouvernement d'Oldenbourg aura été informé d'office de la cessation des droits différentiels de la part de Sa Majesté Sarde.

Le présent Article séparé aura la même force et valeur que s'il avait été inséré mot-à-mot dans le Traité signé aujourd'hui, et sera ratifié en même temps.

En foi de quoi, nous soussignés, en vertu de nos pleinspouvoirs, avons signé le présent Article séparé, et y avons apposé les sceaux de nos armes.

Fait a Berlin, le 21 avril de l'an de grâce mil huit-cent quarante-six.

Rossi.	DE RÖDER
(L. S.)	(L. S.)

### ARTICLE ADDITIONNEL.

Les sujets de chaeuue des Parties contractantes pourront librement disposer par testament, donation ou autrement des biens personnels qu'ils posséderont dans les États de l'autre, et leurs héritiers qui seront sujets de l'autre nation, pourront succèder à leurs biens personnels soit en vertu d'un testament, soit aé intestate, et en prendre possession soit en personne, soit par d' autres agissant en leur nom; ils pourront en outre en disposer à leur gré, en ne payant à cet effet que les mêmes impositions, taxes ou droits auxquels sont assujettis dans des cas semblables les habitans du pays où se trouvent lesdits biens. En cas d'absence des héritiers, on donnera pour la conservation desdits biens les mêmes dispositions qu'on prendrait en pareil cas pour fait les arrangemens nécessaires pour recueillir l'héritage. S'il s'élevait des contestations entre différens prétendans quant aux droits que chacun d'eux soutiendrait d'avoir sur la succession, elles seront décidées en dernier ressort par les Juges et selon les lois du pays où ces biens seront situés. Et si par la mort d'une personne possédant des biens-fonds sur le territoire d'une des deux Parties contractantes, ces biens-fonds sur le territoire d'une des deux qui par sa qualité d'étranger serait inhable à les posséder, on lui accordera un délai convenable pour les vendre, pour en retirer et emporter le produit sans obstacles d'accune sorte, et sans qu'on lui impose au profit du Gouvernement respectif aucune take, imposition, ou droits plus forts que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les habitans du pays où ces biens sont situés.

Le présent Article additionnel aura la même force et valeur que s'il avait été inséré mot-à-mot dans le Traité signé le 21 avril dernier et sera ratifié en même temps.

En foi de quoi, nous soussignés, en vertu de nos pleinspouvoirs, avons signé le présent Article additionnel, et y avons apposé les sceaux des nos armes.

Fait à Berlin le 14 mai 1846.

ROSSI. DE RÖDER.
(L. S.) (L. S.)

(Ratifié le 30 mai 1846 — L'échange des ratifications a en lieu à Berlin le 17 juin de la même année)

## XVII.

### 1846, 22 arril.

#### TURIN

Déclaration relative à l'exécution des articles IX et XI du Traité de commerce et de navigation conclu le 28 août 1843 entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi des Français.

Les circonstances qui avaient retardé la mise en vigueur du Traité de commerce et de navigation conclu le 28 août 1843 entre la France et la Sardaigne, ayant cessé d'exister au moyen de l'accord des deux Gouvernemens, en ce qui touche la désignation des bureaux de douanes par lesquéel les bestiants varders de race bovine seront admis en France au bénéfice des taxes exceptionnelles qu'à c'ablifse la loi de douanes da 9 juin 1845, et

Les soussignés, Ministre et Premier Secrétaire d'État des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et Ambassadeur de Sa Majesté le Roi des Français, afin de pourvoir, au nom de leurs Souverains respectifs, à l'exécution de l'article 9 du dit Traité, reconnaissent et acceptent, counue seuls affectés à l'introduction des bestiaux sardes soumis à la taxe au poids, les bureaux de douanes français, ci-après décommés, savoir :

Dans le département de l'Isère, Pont-de-Beauvoisin, Entre-denx-Guiers, Pontcharra, Rivier d'Alemont;

Dans le département des Hautes Alpes, Mont-Geserve, Fontyillarde;
Dans le département des Basses Alpes, Larches et Entrevaux;
Dans le département du Var, Boyae-Estero et Saint Lanrent-du-Var.
Les bestiaux sardes jouiront, en outre, de la faculté d'entreen France par les deux bureaux de Sausses et des Laex-et Lasseds situés sur les trois routes qui sont en avant d'Entrevaux, et sous la seule condition de venir acquitter les droits au bureau d'Entrevaux.

Tous les bestiaux de la race bovine provenant des États Sardes seront accompagnés de certificats d'origine délivrés par les Autorités locales.

Ces certificats qui énonceront le nombre el l'espèce de bestiaux, ainsi que les signes distinctifs propres à en établir l'identité, seront annexés, aux acquits des douanes sardes justificatifs du paisement des droits de sortie. Il est d'ailleurs enteudu que les bestiaux sardes tels que taureaux, taurillons, bouvillons, génisses et veaux, taxés à un droit fixe par téte dans le nouveau tarif, seront admis, toujours moyennant justification d'origine, par tons les bureaux de douanes de la frontière indistinctement, à l'exclusion de ceux qui seront placés dans le département de l'Ain, où les droits généraux du tarif demeureront en vigueur sur toutes les espèces, quelle qu'en soit la provenance.

Les deux Gouvernemens voulant, aux termes de l'article X14n Traité de commerce et de navigation du 28 août 1843, fixer le jour à partir du quel le dit Traité sera mis simultanément à exécution dans cluscun des deux États, s'engagent à prendre, de part et d'autre, les dispositions nécessaires pour que cette exécution commence le 20 mai de la présente aunée 1846.

Fait et signé en double expédition à Turin, le 22 avril 1846.

Le Ministre et Premier Secrétaire d'État des Affaires Étrangères de S. M.

L'Ambassadeur de S. M. le Roi des Français

le Roi de Sardaigne

Solar DE LA MARGUEBITE. (L. S.) COMTE MORTIER.

(Ratifiée le 2 mai 1846 — L'échange des ratifications a en lien à Turin le 4 du même mois)

## XVIII.

1846, 22 arril.

#### TURIN

Convention supplémentaire à la Convention conclue à Turin le 28 août 1843 entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi des Français, pour la garantie réciproque dans les deux États de la propriété des œuvres littéraires et artistiques.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté le Roi des Français, désirant de prévenir les difficultés que pourrait reneontrer dans l'exécution la Convention couclue à Turin le 28 août 1843, pour garantir réciproquement la propriété des œuvres littéraires et artistiques, sont convenus de régler d'un commun accord et par une Convention supplémentaire les points omis ou demeurés douteux, et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir : Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Comte Clément Solar de la Marguerite, Chevalier Grand Cordon de l'Ordre Religieux et Militaire des Saints Maurice et Lazare, Grand' Croix des Ordres de Saint Etienne de Hongrie, de Saint Alexandre Newski de Russie, d'Isabelle la Catholique d'Espagne, de Saint Grégoire le Grand, et du Christ de Rome, du Mérite de Saint Joseph de Toscane, de Léopold de Belgique, de l'Ordre Constantinien de Saint Georges de Parme, du Sauveur de Grèce, de Danebrog de Danemarck, de l'Aigle Rouge de Prusse, du Mérite de la Couronne de Bavière, Chevalier de l'Ordre de Saint Janvier des Deux-Sieiles, Bailli Grand' Croix de l'Ordre de Saint Jean de Jérusalem, Commandeur de l'Ordre de l'Étoile Polaire de Suède, Son Ministre et Premier Secrétaire d'État des affaires étrangères, Notaire de la Couronne, et Surintendant général des Postes;

Et Sa Majesté le Roi des Français, le Comte Hector Mortier, Pair de France, Grand Officier de l'Ordre Royal de la Légion d'Honneur, Grand' Croxx de l'Ordre d'Isabelle la Catholique d'Espagne, Chevalier de l'Ordre Royal de Charles III d'Espagne, Commandeur de l'Ordre Royal de Léopold de Belgique, Son Ambassadeur près la Cour de Sa Majesté le Roi de Sardaigne,

Les quels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

I.

Les Auteurs d'ouvrages d'esprit ou d'art ou leurs ayant-eause qui auront accoupil les formalités prescrites par les lois en vigneur dans celui des deux États où leurs ouvrages auront été pibliés, seront admis à jouir dans l'autre État de la propriété assurée par la Convention du 28 août 1843, à la clarge seulement de faire constater, au besoin, par un certificat régulier qu'ils ont accompli les dites formalités.

En ce qui concerne la durée du droit de propriété, les Hautes Parties contractantes déclarent qu'elle sera respectivement pour les Auteurs de leur vie entière, et pour leurs héritiers de 20 années qui commenceront à partir du décès des Auteurs.

и.

Afin de pouvoir constater d'une manière précise dans les deux États'le jour de la publication d'un ouvrage, on se règlera sur la date du dépôt qui en aura été opéré dans l'établissement public désigné à cet effet. Si l'Auteur entend réserver son droit de traduction, il en fera la déclaration en tète de son ouvrage et mentionnera à la suite de cette déclaration la date du dépôt.

A l'égard des ouvrages qui se publient par livraisons, il suffira, que cette déclaration de l'Auteur soit faite dans la première livraison: toutefois le terme fixé pour l'exercice de ce droit ne commencera à courir qu'à dater de la dernière livraison, pourvu d'ailleurs qu'entre les deux publications il ne s'écoule pas plus de trois ans.

Relativement aux dits ouvrages publiés par livraisons, l'indication de la date du dépôt devra être apposée sur la dernière livraison à partir de la quelle commence le délai fixé pour l'exercice du droit de traduction.

III.

L'art. 5 de la Couvention du 28 aout 1863 est modifié en ce seus qu'on ne pourra pas reproduire dans les deux États les articles de journaux dont les Auteurs auront déclaré dans le journal même où ils les auront déposés, qu'ils en interdisent la reproduction.

IV.

La présente Convention ne pourra faire obstacle à la libre continuation de la vente, publication, ou introduction dans les États respectifs des ouvrages qui auraient déja été publiés ou introduits en tout ou en partie dans l'un d'eux avant la mise en vigueur de la dite Convention, pourvu qu'on ne puisse faire postérieurement aucune autre publication des mêmes ouvrages, ni introduire de l'étranger des exemplaires autres que ceux destinés à compléter les expéditions ou souscriptions prévédemment commencées.

V.

La présente Convention supplémentaire sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai d'un mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé en double expédition la présente Convention supplémentaire et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin, le 22 avril 1846.

SOLAR DE LA MARGUERITE. (L. S.) CONTE MORTIER.
(L. S.)

(Ratifiée le 2 mai 1846 — L'échange des ratifications a eu lieu à Turin le 4 du même mois)

## XIX.

### 1847, 16 janvier.

### LUGANO.

Convention entre S. M. le Roi de Sardaigne et les louables Cantons de St-Gall, des Grisons et du Tessin, pour l'établissement, la construction et l'exploitation d'un chemin de fer qui relie le Lac Majeur aux Lacs de Constance et de Walleustadt par le Lukmanier.

### Au nom de Dieu

Les Cantous de St-Gall, des Grisons et du Tessin, a près s'être entendus par un Concordat daté de Coire le 30 octobre 1845 sur l'établissement d'un chemin de fer par le Lukmanier qui relie le Lac Majeur aux lacs de Constance et de Wallenstadt, après avoir garanti à cet effet les concessions pour la construction et exploitation à des conditions essentiellement uniformes, et après avoir été informés par le Gouvernement du Roi de Sardaigne des dispositions adoptées pour la construction effective du chemin de 'fer de Gênes au Lac Majeur, déjà en voie d'éxécution sur un grand nombre de points';

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et les Cantons ci-dessus désignés, daus le but de favoriser cette grande entreprise d'un intérêt réciproque en facilitant les relations commerciales, et en particulier le commerce de transit et celui d'entrepôt sur la ligne projetée, et en les débarsant de toutes les entraves incompatibles avec un chemin de fer: de plus dans le but de resserrer les liens de bon voisinage qui existent entre eux, ont nommé pour leurs fondés de pouvoir, savoir:

S. M. le Roi de Sardaigne,

M. le Baron Géorges Allamand, Chevalier de l'Ordre Religieux et Militaire des Saints Maurice et Lazare, Intendant Général de la Province de Novare. 222

Le Gouvernement du Haut État du Tessin,

M.r le Conseiller d'État G. B. Pioda;

M. le Conseiller d'État G. B. Fogliardi;

M. le Membre du Grand Conseil Joseph Brocchi.

Le Gouvernement du Hant État de St-Gall, M. le Conseiller d'État J. M. Flungerbühler.

Le Gouvernement du Haut État des Grisons,

M.º le Président de ligue Ulrich de Planta;

M.º le Landrichter Joseph A. Marca.

Messieurs les Commissaires après l'échange et la vérification de leurs pouvoirs sont tombés d'accord, sauf ratification supérieure, sur les articles suivans:

1.

Les Cantons de St-Gall, des Grisons et du Tessin garantissent aux concessionnaires respectifie les privilèges de construction et d'exploitation du chemin de fer de Locarno a Rorschach et à Wallenstadt à eux concédés pour la durée de 75 ans d'après les actes de concession, d'éclarant en outre que cette entreprise ne sera soumise à aucune imposition industrielle ni pour l'exploitation, ni pour le chemin lui-même, ni pour son matériel.

П.

L'entrevoie ayant été fixée à 1= 50 de centre à centre, ce qui récond à 1= 44, ou 4\* 8 1/2" mesure anglaise de bord à bord intérieur de rail, pour toute la ligne de Génes au Lac Majeur, les trois Cantons s'engagent à observer la même entrevoie pour tout le parcours du chemin sur leur territoire.

III.

Lesdits Cantons s'engagent en outre à exempter de péage et de tont autre droit quelconque le transport des personnes et des marchandises sur la ligne de Locarno aux Lacs de Constance et de Wallenstadt, sauf les indemnités, le droit d'entrée fédéral, et le droit de transit de six kreutzer d'Empire par quintal métrique et par Canton, comme il a été prévu et réservé par le Concordat de Coire du 30 octobre 1845.

### IV.

Les trois Cantons prendront de même toutes les mesures nécessaires pour que les marchandises ne soient exposées sur leur territoire respectif à aucun retard, et que la perception des droits dûs et le contrôle des marchandises se lassent avec le moins de formalités possible, et avec la plus graude facilitation,

#### $\mathbf{v}$

Lesdits Cantons, en garantissant en général aux concessionnaires toute protection, leur accordent en particulier pour toutes les constructions principales et accessoires le droit d'expropriation à des conditions au moins égales à celles dont jouissent les Gouverneunes ex mêmes pour les constructions publiques.

### VI.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Sardaigne garantit de son côté la construction du chemin de fer de Génes au Lac Majeur, avec promésse de prolongation jusqu'à la frontière Suisse, dès qu'il reconnaitra l'utilité et la convenance de cette prolongation, et déclare en outre que le dit chemin jouira des privilèges accordés aux rail-ways Piémontais les plus favorisés.

## VII.

De plus, pour faciliter la construction du chemin de fer par le Lukmanier, le Governement de Sa Majesté Sarde déclare sa disposition à venir en aide aux concessionnaires actuels, ou de tous autres qui pourraient leur être substitués, tant par son influence que par des moyens pécuniaires. Afin de lavoriser le transit par le chemin de fer Sarde du Lac Majeur au Pôrt Franc de Gènes et n'ecerera, le Gouvernement de Sa Majesté exempte de tout prôge et droit quelconque, autre que celui du prix du transport, les personnes et les marchandises transportées sur son chemin; en conséquence de quoi.

Les colis en transit immédiat reçus directement par le chemin de fer soit au Port Franc de Gênes, soit à la frontière Snisse, ou lui arrivant directement du Lac Majeur, ne seront soumis qu'à une déclaration géhérique de la qualité de la marchandise y contenue avec l'indication du poids, marques et distinctié des soils, en outre de la lettre de voiture qui doit les accompagner; moyennant cela ils ne seront ouverts mi à l'entrée ni à la sortie, sauf les cas de présomption fondée de fraude.

Ne sont point comprises dans ces dispositions les armes et munitions de guerre, les sels, les tabacs, et autres articles de régie dans les États Sardes. Lorsque cependant le transit en sera permis il ne sera assujetti à autenne tave ou péage quelconque.

Les colis de marchandises entrant par le chemin de fer et destinés en entrepèt ou en consommation dans les États Sardes, jouiront des faveurs énoncées au § 2 du présent article jusqu'à leur arrivée à la donaire de destination, si elle se trouve placée en contact de la ligne pareourne par le chemin de fer. Mais à partir de leur introduction dans cette douane on devra accomplir à leur égard les formalités établies pour les arrivages à la frontière par les voies ordinaires.

Dans le cas de vérification par suite de présomption fondée de fraude, la déclaration erronce du contenu des colis ne soumettra le déclarant qu'à un payement d'un droit qui ue pourra excéder le double de celui d'entrée dont serait passible la marchandise erronément déclarée et sur le quel il sera en ontre loisible de transiger. Moyemant le payement de ce droit, on de la sonne convenue à titre de transaction, les colis ne seront par etenus par les employés de la douane et pourront suivre leur destinațion ultérieure. Il en sera de même lorspir une cantiou valable sera fournie pour le montant des droits dus, pourvu que dans l'acte même de cautionnement le fait de la déclaration erronée soit admis et reconun.

### IX.

Indépendamment des facilitations qui précèdent pour le transport des colis par le chemin de fer, le Gouvernement Sarde consent à étendre à quinze jours la station gratuite des marchandises dans l'entrepôt d'Arone et à réduire d'un quart la taxe actuelle de magasinage dans et entrepôt; le terme pour la station des colis déclarés pour l'entrepôt lorsqu'ils conserveront lens forme primitive sera porté à un an.

La plus grande simplification possible et compatible avec les intérêts de la donane aura lieu dans la déclaration des marchandises introduites par toute autre voie que par la ligne du chemin de fer. Dans ce cas aussi la déclaration errouément faite à la douane frontière du contenu des colis soit en transit soit en consommation n'entraînera que le payement d'un droit qui ne pourra excéder le double de celui d'entrée dont la marchandise erronément déclarée serait passible, sauf la faculté de transiger.

Dans ce cas, moyennant payement immédiat du droit ci-dessus ou de la somme eonvenue par transaction, ou bien prestation d'une caution avec admission dans l'acte même du fait de la déclaration erronée, les colis ne seront pas retenus et pourront poursnivre leur destination.

Les marchandises destinées soit en transit soit en consommation pour les États Sardes, pourront à la requête de l'expéditeur être exemptées de la visite à leur introduction à la frontière moyennant l'accomplissement des formalités de douane requises pour assurer l'intégrié des colsi susm'aux bureaux de destination.

Les dispositions du présent art. 9 seront mises en vigueur trois mois après l'échange des ratifications du Traité.

Celles contenues à l'art. 8° ne le seront qu'à compter du jour où la ligne de Gènes an Lac Majeur sera en plein exercice, et pourvn qu'à cette époque les travaux du chemin de fer Suisse soient en pleine activité dans les trois Cantons, et avancés proportionnellement aux termes fixés par les actes de concession pour leur complet achèvement.

#### v

Le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne, animé du désir de faciliter et de favoriser les relations entre les Parties contractantes, simplifiera autant que possible le tarif des différentes marchandises provenantes des trois Cantons, et dininuera autant que l'intérêt de l'agriculture et des manulactures nationales le comportera, le droit d'importation sur les produits naturels (bestiux, fromages, etc.) et les articles d'industrie des dist Cantons. Les chapeaux de paille ordinaires faits de tresses superposées apaveront que 25 centimes, outre le 5 p. 00 de leur valeur.

#### er.

Le Gouvernement Sarde accorde pour les trois Cantons non seulement le libre transit, mais aussi la libre exportation, et sans payement d'aucun droit, du blé, du riz, du vin, de l'eau-de-vie et de toute denrée comestible.

#### XII.

Le Gouvernement de Sa Majesté déclare que le, visa des passeports des artisans et ouvriers habitans des trois Cantons, qui arrivent directement des dits Cantons dans les États de Sa Majesté et vicerersa, sera apposé gralis, et que pour tous les autres habitans des dits Cantons il sera accordé dans le même cas une réduction de moitié sur le droit actuel. Les Gouvernemens des trois Cantons font la même déclaration en faveur des sujets de Sa Majesté.

#### mz

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi dans le désir de sollicite la construcción d'une route provinciale sur le bord droit du Lac Majeur, consent à comprendre ladite route dans la répartition du subside qu'il accorde annuellement aux provinces, à commencer depuis Canobbio jusqu'aux confins Suisses. De son côté le Gouvernement du Canton du Tessin achèvera jusqu'aux confins Sardes la route qui doit rejoindre celle susdésignée en commençant de Locarno jusqu'aux confins Sardes.

Cette route aura dans les deux États la largeur au moins de six mètres.

### XIV.

Le présent Traité aura la même durce que les privilèges de construction et d'exploitation, accordés par les trois Cantons aux Concessionnaires actuels, ou à ceux qui en cas de résiliation des concessions faites, leur seront substitués, pendant la durée de 75 ans.

#### XV.

Si par la suite on venait à reconnaître le besoin d'expliquer le sens et la valeur de quelque article du présent Traité, il est convenu expressément que les Parties contractantes se concertront pour régler à l'amiable les points sujets à interprétation,

### XVI.

Le présent Traité sera ratifié par les Gouvernemens respectifs, et l'échange des ratifications aura lieu dans l'espace de six mois au plus tard.

### ARTICLE ADDITIONNEL.

Cette Convention ne déroge en rien à la Convention du 12 juillet 1818 eutre Sa Majesté le Roi de Sardaigne et le Gouvernement du haut État des Grisons' pour ce qui est relatif à l'exportation des grains.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et l'empreinte de leurs sceaux.

Fait en quadruple original, à Lugano, ce jourd'hui 16 janvier de l'an de grace 1847.

- (L. S.) ALLAMAND. (L. S.) J. B. PIODA.
- (L. S.) J. M. HUNGERBÜHLER. (L. S.) J. B. FOGLIARDI. (L. S.) ULRICH DE PLANTA. (L. S.) JOSEPH BROCCHI.
- (L. S.) ULRICH DE PLANTA. (L. S.) JOSEPH B (L. S.) FOR A MARCA.

Déclaration du Gouvernement Sarde, relative à l'interprétation de l'article additionnel de la Convention précédente.

Au moment de donner son approbation à la Convention conclue et signée à Lugano le 16 janvier dernier entre le Commis-" saire Royal de Sardaigne et les Délégués des Cantons du Tessin. de St. Gall et des Grisons, le Gouvernement de ce dernier Cantou a remarqué que la rédaction de l'article additionnel de la même Convention concu dans les termes suivans; « Cette Con-« vention ne déroge en rien à la Convention du 12 iuillet 1818 « entre S. M. le Roi de Sardaigne et le Gouvernement du haut « État des Grisons pour ce qui est relatif à l'exportation des « graius » était de nature à donner lieu à une interprétation qui pourrait s'écarter du but dans lequel cet article a été proposé par ses Délégués. Il a en conséquence témoigné le désir d'avoir de la part du Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne une déclaration formelle qui fixe d'une manière précise le véritable sens du dit article. Ce désir ayaut très voloutiers été accueilli, le soussigné Ministre et premier Secrétaire d'État pour les affaires étrangères, à ce autorisé par S. M., déclare que l'article additionnel précité doit avoir pour effet de maintenir les dispositions de la Convention du 9 janvier 1818 qui concernent l'exportation des grains, de manière que le Gouvernement des Grisons puisse s'en prévaloir de nouveau dès que la Convention du 16 janvier dernier dont l'article XI lui assure sous ce rapport de plus grands avantages, viendrait à cesser, C'est dans ce sens, parfaitement conforme à celui indiqué par le Gouvernement des Grisons, que le Gouvernement de S. M. entend le dit article additionnel, et Ju'il sera scrupuleusement exécuté de sa part. Fait à Turin le 16 mars 1847.

Solar de la Marguerite.

Cette déclaration a été transmise au Gouvernement des Grisons le 16 mars 1847.

(La Convention précédente a été ratifiée le 30 avril 1847 — L'échange des ratifications a eu lieu le 11 mai suivant).

## XX.

### 1847, 8 mai

### LAUSANNE.

Déclaration par laquelle la Convention du 12 mai 1827, concernant let établissemens réciproques des sujets Sardes en Suisse, et des ressortissans Suisses dans les États Sardes, resouvelée par la déclaration de Lucerne da 31 juillet 1837, a été nouvellement renouvelée pour dix an avec let Contons de Turich, Lucerne, Glaris, Fribourg, Soleure, Schaffouse, S.1-Gall, Argovie, Turgovie, Valais et Nuchitel, avec faculté aux Cantons de Berne, des Grisons, et du Tessin, d'y accèder en sout temps.

Les dix aunées pour lesquelles la Convention conclue le douxe du mois de mai mil huit cent vingt sept par les Plénipotentiaires respectifs concernant les établissemens réciproques des sujets de Sa Majesté le Roi de Sardaigne dans plusieurs des Cantons Suisses et des ressortissans des mèmes Cantons dans les États de la Monarchie Sarde ayant été renouvelées en mil huit cent trente sept et arrivant à leur terme le trente juin de cette aunée, les Hautes Parties contractantes ont résolh de renouveler des stipulations reconnues être d'un intérêt réciproque, et oat muni de leurs pleins pouvoirs à oct effet, savoir.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, Son Excellence Monsieur le Comte Crotti de Costigliole, Chevalier de l'Ordre Religieux et Militaire de S.t. Maurice et de S.t. Lazare, Grand Officier de l'Ordre de Léopold de Belgique, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération Suisse, et

Le Directoire de la Confédération Suisse, Monsieur Am. Rhin, Chancelier d'État de la Confédération,

Les quels après s'être communiqué les dits pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans: La Gonvention précitée concernant les établissemens réciproques conclue le douvième du mois de mai mi li huit cent vingt sept est renouvelée pour le terme de dix ans à partir du premier juillet mil huit cent quarante sept entre les États de la Monarchie Sarde et les Gantons Suisses de Zurich, Lucerne, Glaris, Fribourg, Soleure, Schaffouse, St-Gall, Argovie, Turgovie, Valais et Neuchâtel, et cela dans les mêmes termes dans lesquels cette Gouvention avait été conclue en mil huit cent vingtsept, et dans ceux dans lesquels les Cantons susmentionnée y avaient adhérie.

11

Les Cantons de Berne, des Grisons, et du Tessin qui ne se sont point encore prononcés d'une manière définitive pour le renouvellement de la dite Convention, auront en tout temps la faculté d'y accéder.

111.

Le terme de dix ans pour lequel la dite Convention a été renouvelée, étant écoulé le premier juillet mil huit cent cinquante sept, les Parties contractantes seront libres de renouveler le présent arrangement, de le modifier d'un commun accord, ou de s'en départir entièrement.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susdits ont signé la présente déclaration en double original, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Lausanne le huit du mois de mai mil huit cent quarante sept.

CROTTI DE COSTIGLIOLE.
(L. S.)

AM RHIN.
(L. S.)

## XXI.

1847, 5 juin.

#### FLORENCE

Convention de navigation et de commerce, entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. A. I. et R. le Grand Duc de Toscane.

Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toseana animati da ugual desiderio di promuovere le relazioni commerciali che felicemente sussistono fra i loro Stati, e convinti che il mezzo più efficace per giungere al conseguimento di uno scopo tanto importante sia quello di far reciprocamente sparire ogni differenza di trattamento tra i sudditi dell'uno e quelli dell'altro Dominio nei porti rispettivi, laumo di comun consenso stabilito di concludere una Convenzione e nominato a tale effetto per loro Pleninotezziarii

Sua Maestà il Re di Sardegna, il Marchese Giovan Battista Carrega, Cavaliere del Sacro Militare Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Commendatore di quello Pontificio di S. Gregorio Magno, Cavaliere di quello Svedese della Stella Polare, decorato della Croce di prima classe pel merito civile di Lucca, Ministro Residente della prefata Maestà Sua in Toscana, per la stipulazione del presente atto rivestito della qualità di Ministro Plenipotenziario, e

Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana il Cavaliere Alessandro Humbourg Cavaliere dell'insigne Militare Ordine di Santo Stefano Papa e Martire di Toscana, Cavaliere Gran Croce di quello Granducale del Merito sotto il titolo di S. Giuseppe, Commendatore dell'Ordine del Merito Givile di Sassonia, Cavaliere di quello di Leopoldo d'Austria, Suo Consigliere intimo attuale di Stato, Finanze e Guerra, Ministro degli Affari Esteri, e Direttore della Real Segreteria di Guerra. I quali, dopo di essersi comunicati i rispettivi loro Pienipoteri ed aver quelli trovati in buona e debita forma, sono convenuti degli articoli seguenti:

I.

I bastimeuti mercantili d'uno dei due Stati carichi, o iu zavorra, da qualunque parte arrivino, saranno riccuti e trattain nei porti dell'altro 'all'ingresso, durante il loro soggiorno e alla uscita sullo dell'altro 'all'ingresso, durante il loro soggiorno e alla uscita sullo stesso piede dei bastimenti mercantili nazionali in quanto ai diritti di porto, di navigazione, e di sauttà, tanto compresi sotto le denominazioni di diritti d'ancorragio, tonnellaggio, leau, quanto stabiliti sotto altra indicazione qualsivoglia, niun escluso nè eccettuato, sia che questi si riscuotano a nome e prò dei Governi rispettivi, sia che costituiscano provento per le locali Autorità o per uno stabilimento particolare qualunque, e bene inteso che il principio della pattuta parificazione dovrà essere reciprocamente osservato tanto per rapporto ai diritti di qualunque natura che si esigono nei porti degli Stati medesini, quanto per quelli dei quali il pagamento si effettua alle rade, o nelle darsene.

11.

La nazionalità dei bastimenti sarà vincendevolmente riconosciuta e ammessa a seconda delle leggi e dei regolamenti particolari di ciascuno dei due Stati per mezzo delle patenti, o spedizioni marittime, e delle carte di bordo rilassiate daile competenti Autorittà a rispettivi Capitani, o Patroni.

III.

Ogni specie di mercanzie o di oggetti di commercio prodotti dal suolo, o dalla industria dei Regii Stati Sardi, o di qualunque altro paese, che possono a tenore delle veglianti leggi essere introdotti, depositati, o immagazzinati nei porti di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, come ugualmente essere da quelli esportati, o riesportati con bastimenti Toscani, potranno esservi ugualmente introdotti, depositati, e immagazzi-nati con bastimenti Sardi, e del pari venirne esportati, o riesportati. E reciprocamente ogni specie di mercanzie o di oggetti di commercio prodotti dal suolo o dall'industria del Granducato di Toscana, o di qualunque altro paese, a seconda delle leggi, ammessi nei Regii Stati Sardi corr bastimenti nazionali, potranno esservi ugualmente introdotti, depositati, o immagazzinati, come altreà venirne esportati o riesportati dai legni di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana.

#### IV

Affine di prevenire ogni equivoco riuane espressamente convenuto che le disposizioni dei precedenti art. I e III dovrauno essere vicendevolmente applicabili ai bastimenti dei due Stati e al loro carico, sia che provengano direttamente dai porti d'uno degli Stati medesimi, sia che muovano da qualunque altro esteroapaese.

#### v,

Rimane per concorde volontà esclusa dalle disposizioni surriferite la navigazione della costa, altrimenti detta cabotaggio, rispetto alla quale sarà in facoltà di ambidue i Governi Sardo e Toscano d'accordare ai proprii nazionali quei privilegi o favori speciali che a ciascuno dei Governi stessi potranno sembrar couvenienti.

### VI.

Al contrario le disposizioni predette dovranno in tutta la loro estensione considerarsi di rigorosa osservanza, tanto per i porti situati negli Stati di terraferma quanto per quelli esistenti nelle Isole che formano parte dei Dominii dei Sovrani rispettivi.

Tutti i bastimenti mercantili Sardi che per forza di mare saranno coattetti a cercar ricoveco nei porti di sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, come reciprocamente i bastimenti Toscani che eutreranno in rilascio forzato in quelli di Stati di terraferna, sia di quelli esistenti nelle isole che appartengono ai due Sovrani anderanno essenti do ognuno di quei diritti di porto, di navigazione e di sauità che si riscuotono a vantaggio degli Stati rispettivi negli approdi ordinarii, semprecche non abbiano luogo per parte dei bastimenti medesimi operazioni di commercio mediante imbarco o disbarco di increanzie, e ritenuto altresi che siano chiare ed evidenti le cause che resero il rilascio indispensabile, ed il soggiorno in porto non si prolunghi ad di la del tempo da quelle strettamente volnto.

Non saranno però da considerarsi per operazioni di commercio i disbarchi, ne i nuovi imbarchi motivati dal bisogno esclusivo di ristaurare il bastimento dalle sofferte avarie. Dai principii stabiliti nel presente Articolo nulla rimane innovato quanto all'obligo di osservare rigorosamente anche nei casi di approdo forzato le regole e discipline sanitarie prescritte negli Stati rispettivi.

#### VIII.

Accadendo che qualche legno mercantile o da guerra spettante all'uno dei duc Stati naufragasse, andasse sommerso, o soffrisse altro danno sulle coste o nei Dominii soggetti all'altro Stato, si concederà ai detti legni e alle persone che vi saranno a bordo lo stesso soccorso e la stessa protezione di cui godono in simili casi ed in circostanze corrispondenti i naviganti nazionali; e bastimenti, il loro carico salvato dal naufragio, o l'equivalente di esso, qualora abbia dovuto eseguirsene la vendita, saranno consegnati al proprietario o ai di lui aventi causa, senza che debbano pagare diritti di recupero maggiori odiversi da quelli che verrebbero riscossi in pari caso dai legni nazionali; e di Consoli. Vice-con-

soli ed Agenti Commerciali rispettivi avranno la facoltà di prender parte alle relative operazioni rappresentando i sudditi del proprio Sovrano e prestando loro ogni necessaria assistenza. Le mercanzie salvate dal naufragio non saranno tenute al pagamento di verun altro diritto, a meno che non vengano nella loro totalità, o in parte introdotte per il consumo.

### IX.

I prodotti del suolo e della industria dell'uno dei due paesi, immesi dall'uno nell'altro, sia per terra, sia per mare, saranno tassati nello stesso modo che gli stessi prodotti immesi da ogni altro paese qualunque, e non saranno sottoposti ad alcun dazio doganale diverso o più elevato, sia qualsivoglia il porto d'onde provengono.

### X.

Malgrado le convenzioni che precedono intendendo Sua Maestà il Re di Sardegna di preservarsi pel momento il diritto alla percezione dei dazii differenziali stabiliti sui cereali, olio d'oliva, e vini trasportati direttamente dal Mar Nero, dai porti dell'Adriatico, e dal Mediterraneo fino al Capo Trafalgar, Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana si riserba del pari dal canto suo la facoltà di fissarre quando Gi piaccia dei corrispondenti sui medesimi generi nei proprii Dominii a carico del commercio Sardo.

### XI.

La volontà delle alte Parti contraenti essendo però quella di far godere quanto possibil sia i bastimenti rispettivi e il loro carico d'una perfetta parità di trattamento, dovrà ritenersi per abolito scambievolmente d'ora in poi ogni altro privilegio o favore speciale di cui i legni nazionali o le merci su di essi introdotte o esportate avessero goduto per il passato nei porti dell' uno dei due Stati dirimpetto ai legni dell'altro Stato od al loro carico; e ogniqualvolta il rilascio dei diritti differenziali, di che nel precedente Articolo X., o-altro qualsiasi vantaggio venisse da una delle Parti contraenti a concedersi per l'avvenire, sia alla propria bandiera sia a quella di qualche altro estro Stato, la stessa concessione diventerà immediatamente, e di pieno diritto comune ai legni dell'altra Parte contraente, e applicabile alle merci su di essi caricate, per goderne gratuitamente se gratuito sarà per essere il privilegio come sopra stabilito, o mediante un compenso identico o altro equivalente, qualora fosse condizionale;

### XII.

Sua Imperiale e Reale Altezza il Grandnea di Toscana secondando il desiderio di Sua Maestà il Re di Sardegna consente ad estendere tutte le stipulazioni del presente Trattato al Principato Sovrano di Monaco posto sotto il projettorato di Sua Maestà Sarda mediante reciprocità da parte del Principato medesimo.

### XIII.

La presente Convenzione entrerà in vigore il primo luglio prossimo avvenire, e avrà vita par anni dieci computabili dall'epoca sudetta, e qualora un anno prima dello spirare di detto termine non siasi da una delle alte Parti contraenti notificato all'altra officialmente la intenzione di farne cessare gli effetti, la Convenzione stessa continuerà a rimanere in vigore per altri dodici mesi successivi, e coal per l'avvenire fino a tanto che non siano spirati i dodici mesi che seguiranno la prevista dichiarazione dello scioglimento degli obblighi vicendevolnente assunti, qualunque sia l'epoca in eni essa avrà longo.

#### XIV.

La presente Convenzione sarà approvata e ratificata da Sua Maestà il Re di Sardegna, e da Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, e le ratifiche ne saranuo cambiate in Firenze nello spazio di giorni venti computabili dal giorno della sottoscrizione di essa, e più presto se sarà possibile.

In fede di che i Plenipotenziarii l'hanno munita della loro firma, e vi hanno apposto il sigillo delle proprie Armi.

Firenze, li cinque giugno mille ottocento quaranta sette.

CARREGA. A. HUMBOURG. (L. S.) (L. S.)

(Ratifiée le 12 juin 1847 — L'échange des ratifications a eu lieu à Florence le 21 du même mois)

# XXII.

1847 , 3 juillet

### ROME.

Traité de commerce et de navigation entre S. S. le Pape Pie IX, et S. M. le Roi de Sardaigne.

In nome della SS. Trinità.

Sua Santità il Regnante Sommo Pontefice e S. M. il Re di Sardegna, desiderosi entrambi di portare a compimento ogni opera da cui possano sperare vantaggio gli amati loro sudditi, hanno rivolto le loro sollecitudini a consolidare, estendere ed accrescere le relazioni commerciali fra i due Stati, e sono quindi venuti in pensiero di stipulare un Trattato, in forza del quale col giovarsi in parecchi punti agl'interessi delle rispettive popolazioni, si raggiunga pur anclue lo scopo egualmente desiderato di vedere sempreppiù stretti i vincoli di buona armonia e gli amichevoli rapporti che hanno costantemente esisitio fra i due Governi.

Al qual effetto vollero nominare reciprocamente a Loro Plenipotenziarii L'|Em. 6 Rev. 6 Signor Cardinal Pusquale Gizzi del titolo di S. Pudenziana, Cavaliere Gran Cordoue de Ss. Maurizio e Lazzaro, Gran Croce dell'Ordine di Leopoldo del Belgio, Segretario di Stato della stessa Santità Sua;

e Sua Maestà il Re di Sardegna

Il signor Marchese Domenico Pareto, Cavaliere del S. M. Ordine de Santi Maurizio e Lazzaro, decorato dell'Ordine Ottomano del Merito, Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario di S. M. presso la Santa Sede:

I quali dopo il cambio dei rispettivi pieni poteri, da essi trovati in buona e debita forma, hanno convenuto nei seguenti articoli:

I

Vi sarà tra i Dominii delle Alte Parti contraenti libera reciprocità di commercio e di navigazione.

I loro rispettivi sudditi potranno liberamente viaggiare, risiedere o trafficare in qualunque parte degli Stati di ciascuna di Esse, ed a tale effetto godranno della stessa sicurezza e protezione delle quali godono gli abitanti del paese ove essi risieggono, a condizione però di sottoporsi alle leggi ed ai regolamenti che vi sono e vi saranno in vigore.

Non saranno i medesimi obbligati sotto verun pretesto a pagare altre tasse o imposte che quelle le quali sono pagate, p potranno pagarsi dalle nazioni più favorite.

Saranno essi esenti da qualunque servizio sia per terra, sia per mare, da prestiti forzosi, e da ogni contribuzione straordinaria, purchè non sia generale o stabilita per legge.

Le loro abitazioni, i magazzini e tutto ciò che ne fa parte co loro appartiene per oggetto di commercio o di residenza saranno rispettati, non saranno soggetti a visite o perquisizioni vessatorie, non potrà farsi alcun esame od ispezione arbitraria dei loro libri, carte o conti commerciali, nè potranno tali operazioni praticarsi altrimenti che, in seguito di sentenza legale de'tribunali competenti. Le Alte Parti contraenti si compromettono di garantire in tutte le occasioni ai sudditi dell' altra di Esse che risieggono nei proprii Dominii la conservazione delle loro proprietà e della loro sicurezza personale nello stesso modo che è garantita ai suoi sudditi od ai sudditi e cittadini delle nazioni le più fayorita.

## П.

Ogni sorta di merci od oggetti di commercio, prodotti naturali o dell'industria degli Stati della S. Sede o di qualunque altro paese, che possono essere introdotti legalmente su bastimenti Sardi nei porti del Regno di Sardegna, potranno ugualmente esservi introdotti da bastimenti dello Stato Pontificio senza dover pagare altri o maggiori diritti, di qualunque denominazione sieno, riscossi in nome ed a pro del Governo, delle Autorità locali o di qualunque stabilimento privato, se non quelli ch' essi pagherebbero introdotti su bastimenti Sardi, e reciprocamente si stabilisce lo stesso per questi nei porti dello Stato della Santa Sede.

#### ш.

Li bastimenti Pontificii che si trovano caricati od in zavorra nei porti del Regno di Sardegna, c reciprocamente i bastimenti di questo che si trovano caricati od in zavorra nei porti degli Stati della Santa Sede, asranno trattati alla loro entrata, uscita, e durante il loro soggiorno, sullo stesso piede che i bastimenti nazionali per tutto ciò che riguarda i diritti di toanellaggio, di porto, di fanale, di quarantena, di darsena, patente ed altri, sotto qualunque denominazione essi sieno, che si riscuotono a nome ed a pro del Governo, delle Antorità locali, o di stabilimento qualunque di

### iV.

Per maggior chiarezza dei due precedenti articoli si stabilisce che la concessione in essi fissata sarà la stessa, sia che i bastimenti delle due nazioni vengano direttamente dai loro porti rispettivi o da altri stranieri. Ogni sorta di merci ed oggetti di commercio ehe possono essere legalmente esportati dia porti dello Stato Pontificio bastimenti nazionali, potranno esserlo pure su bastimenti Sardi, senza dover per questi pagare altri o maggiori diritti, qualunque ne sia la denominazione, riscossi in nome od a profitto del Governo, delle Autorità locali o di stabilimenti particolari, che quelli che dovrebbero pagare essendo esportati sui bastimenti Pontificii, e reciprocamente lo stesso si stabilisce a favore di questi per l'esportazione che fanno dai porti dei Dominii di S. M. il Re di Sardegna.

#### VI.

Nello Stato della Santa Sede non si metteranno altri o maggiori diritti d'importazione ai prodotti naturali, o dell'industria del Regno di Sardegna, nè in questo s'imporranno ai prodotti naturali o dell'industria di quello maggiori od altri diritti d'importazione, che quelli imposti sovra simili articoli provenienti da altri paesi. Ugualmente non si frapporrà ostacolo o proibizione qualunque all'importazione od esportazione di ogni articolo proveniente dal suolo o dall'industria degli Stati della Santa Sede o del Regno di Sardegna all'entrata od uscita dai porti di ambi i paesi che non sia applicabile a qualunque altra naziono sia applicabile a qualunque altra nazione.

## VII.

Resta espressamente convenuto che gli articoli precedenti non si applicano per nulla alla navigazione delle coste, ossia cabotaggio di ciascuno dei due paesi che le Alte Parti contraenti si riservano esclusivamente nei loro territorii rispettivi.

### VIII.

In conseguenza degli articoli che precedono S. M. il Re di Sardegna dichiara che tutti i diritti differenziali del terzo del dazio di immissione stabiliti nei suoi Stati per l'editto dei 17 genusio 1825 sulle acquavite, sul vino e grano, sulli olii, sulle castaigne e farina di castagna, sulle granaglie e biade, sul riso e sopra i legumi infranti, non che sull'olio all'esportazione, ed ogni altro diritto differenziale che potesse del pari essere stato stabilito con altri provvedimenti tanto all'importazione che all'esportazione a favore della propria bandiera ed in pregiudizio di quella dello Stato Pontificio, sono e rimangono aboliti per tutta la durata del presente Tertatao.

E dal canto suo la Santa Sede in correspettivo della rinuncia per parte di S. M. il Re di Sardegna ai diritti differenziali in favore della bandiera Pontificia dichiara che mentre dura il presente Trattato, il dazio, cui vanno attualmente soggetti gli articoli qui sotto specificati, sari ridotto in favore della bandiera Sarda nel seguente modo, cioè; il carbonato di piombo (biacca) e li funghi secchi del 25 per 0/0 le 100 libbre; le piante verdi di qualunque specie, semi di fiori, le sementi dei prati, le altre dette oleaginose del 30 per 0/0, e le ardesie o lavagne del terzo dell'attuale dazio ogni 100 libbre.

La reciprocità stabilita da questo Trattato non si estende a premii che dalle due Alte Parti contraenti possono rispettivamente darsi ai proprii sudditi per l'incoraggiamento della costruzione dei legni della propria bandiera.

## IX.

Affine di evitare qualanque equivoco riguardo alle norme, con cii vengono fissate le condizioni, che stabiliscono la nuzionalità dei bastimenti, si conviene che saranno considerati come bastinenti Sardi quelli costratti negli Stati di S. M. Sarda, o che essendo presi al nemico dai bastimenti da guerra di S. M. o dai suoi sudditi maniti di lettere di marca, saranno stati regolarmente dichiarati di buona presa, come pure tutti i bastimenti, che saranno stati condannati da un tribunale competente qualunque per contravvenzioni alle leggi contro la tratta de Negri, purchè sieno essi posseduti, navigati e registrati secondo le leggi del Regno di

Sardegna, che sieno la proprietà intiera d'uno o più sudditi Sardi, e che il Capitano ed i due terzi dell'equipaggio sieno sudditi Sardi. Le stesse norme si seguiranno per stabilire la nazionalità dei bastimenti Pontificii.

#### Ň

In caso di nanfragio di un legno appartenente all'una delle he Alte Parti contraenti in qualche sto dei rispettivi Dominii non solo sarà prestata ogui sorta d'assistenza ai naufraghi, ma anchie i legni, le loro parti ed avanzi, i loro attrezzi e tutti gli oggetti che loro apparteugono, le carte trovate a bordo, come pure gli oggetti e le merci che sarebbero state gittate a mare, e che fossero state salvate, non saranno affatto prese o ritenute sotto qualsivoglia pretesto. I detti bastimenti, effetti e merci saranno al contrario conservati e restituiti mediante il pagamento delle stesse apese di salvataggio e di conservazione, come pure degli stessi diritti di dogana, di quarantena ed altri che in simil caso pagherebbe un legno nazionale. Lo stesso avverrà del prodotto della vendita di questi oggetti se le circostanze la esigessero immediata.

Nel sopraddetto caso i Consoli, Vice Consoli o Agenti Commerciali rispettivi saranno autorizzati ad intervenire onde prestare l'assistenza ai loro connazionali. Iaddove però sorgessero legali reclami risguardanti il naufragio e gli effetti e le mercanzie del legno naufragato, tali reclami saranno deferiti alla decisione dei tribunali competenti del paese.

### XL.

Li sudditi trafficanti dell' uno parteciperanno negli Stati e porti dell' altro paese di tutti li vantaggi di commercio e di navigazione, che vi godono attualmente gli stranieri di qualsiasi nazione. Se in avvenire una delle due Alte Parti contraenti accordasse ad altra nazione qualche speciale favore per ciò che riguarda al commercio e navigazione, questo favore diventerà immediatamente comune all'altra Parte godendone gratuitamente, se gratuita ne fii la concessione, od accordando lo stesso compenso od altro equivalente se la concessione fu condizionale.

#### VI.

Li bastimenti dell'una delle due nazioni che si trovassero sulle coste nella dipendenza dell'altra senza intenzione di entrare in porto, od essendovi entrati non scaricheranno tutto o parte delle loro merci, godranno dei medesimi privilegi, vantaggi e trattamenti che i bastimenti delle nazioni le più favorite.

#### XIII.

Tanto i bastimenti mercautili Pontificii che dovessero rilasciare forzatamente in qualche porto del Regno di Sardegna, come ugualmente i bastimenti di questo che rilasciassero forzatamente nei porti dello Stato Pontificio senza fare nissuna operazione di commercio, ed al solo oggetto di riparare qualche avaria o di evitare i pericoli di qualche tempesta, saranno considerati e trattati sotto tutti i rapporti come i bastimenti nazionali, purche le cause che hanno determinato ii rilascio sieno reali ed evidenti.

In tutto quanto riflette il collocamento delle navi, il loro caricamento o discaricamento nei porti, bacini, spiaggie, golfi e fiumi dei due Stati non si farà distinzione di sorta tra quelle dell'una e quelle dell'altra potenza.

### XIV.

Le due Alte Parti contraenti si riconoscono mutuamente il diritto d'inviare e nominare Consoli o Vice Consoli od Agenti commerciali nei porti o nelle città commercianti dei rispettivi Stati dove lo stimeranno opportuno.

## XV.

I Consoli, di qualunque classe essi sieno, debitamente nominati

dai rispettivi Governi, non potranno entrare nell'esercizio delle loro funzioni senza il previo exequatur del Governo ne' cui Dominii vanno a risiedere.

## XVI.

Onde prevenire ogni cagione di dissensione o disparere, e ad oggetto di fissare in un modo chiaro il carattere, le funzioni, . attribuzioni, poteri ed immunità dei Consoli di qualunque classe sieno, ambe le Alte Parti contraenti riconoscono in conformità dei principii generali del diritto delle genti, che i Consoli, di qualunque classe essi sieno, non sono che meri agenti commerciali, e per conseguenza senza diritti di trattare, nè discutere ( quando non ne avessero speciale missione, locchè dovranno in tal caso provare) col Governo, nel cui Stato risiedono, le questioni politiche che possono occorrere, e senza le immunità che il diritto internazionale concede ai ministri e agenti diplomatici. Godranno non ostante tanto nelle loro persone, come nell'esercizio delle loro funzioni, e nella protezione che devono accordare ai loro nazionali nei loro affari mercantili, della considerazione e privilegi che si accordano ai Consoli delle altre nazioni, osservandosi in questo la più stretta ugnaglianza e reciprocità.

#### XVII.

Se i Consoli rispettivi facessero speculazioni commerciali saranno obbligati di sottomettersi riguardo a queste alle stesse leggi , usi e costumi, a cui saranno soggetti gl' individui privati della loro nazione el i sudditi di quegli faltri Governi coi quali esistono trattati d'amicizia, di commercio e navigazione.

### XVIII.

Resta espressamente convenuto che se una delle due Alte Parti contraenti nominasse suo Console destinato a risiedere in un porto, o città commerciante dell'altra, un suddito di questa, detto Console, malgrado la sua qualità di Agente straniero, continuerà a venir considerato come suddito o cittadino della nazione a cui appartiene, e sarà in conseguenza soggetto alle leggi e regolamenti ai quali sono sottomessi i nazionali nel luogo della sua residenza, senza però che quest'obbligo tocchi in nulla l'esercizio delle sue funzioni Consolari, e l'immunità de' suoi Archivii.

## XIX.

Senza pregiudicio di quanto viene stabilito nell'articolo precente, ambe le Alte Parti contraenti convengono di riconoscere reciprocamente nei Consoli sudditi o cittadini che l'altra avesse nominati, tutte le distinzioni con le quali il Governo che li nominati avesse creduto di decorarii, sempre in conformità alle leggi vigenti nei rispettivi paesi.

### XX.

I suddetti Consoli, Vice-Consoli od Agenti commerciali saranno autorizzati a richiedere dalle Autorità locali la ricerca, arresto e detenzione de' disertori dei bastimenti da guerra o mercantili delle loro rispettive nazioni. Si dirigeranno a tale scopo per iscritto ai Tribunali, Giudici ed Uffiziali competenti, producendo copia dei Registri del bastimento od altri documenti bastanti a comprovare che gl' individui reclamati facevano parte dell'equipaggio, nel qual caso l'estradizione non potrà essere rifiutata. Questi disertori arrestati saranno posti immediatamente a disposizione dei Consoli, Vice-Consoli od Agenti commerciali, e potranno essere incarcerati nelle prigioni del paese alla richiesta e spesa di coloro che fanno la reclamazione, finchè possano venir restituiti al bastimento a cui appartengono, o rimessi al loro paese in altro pure nazionale nel termine preciso di tre mesi contando dal giorno dell'arresto, passato il quale senza che sieno stati mandati al loro paese saranno posti in libertà e non potranno essere carcerati una seconda volta per la medesima causa. Però se il disertore o disertori reclamati avessero commesso qualche delitto si sospenderà il rilascio delle

loro persone fino a tanto che il Giudice che prese conoscenza della loro causa abbia pronunziato la sua sentenza ed abbia questa ricevuta la sua esecuzione.

#### XXI.

I Consoli avranno la facoltà di dirigere le operazioni relative al soccorrere e salvare i bastimenti della loro rispettiva nazione che avessero fatto naufragio, o fossero in pericolo di farlo, senza che l'Autorità locale debba ingerirsene che per rapporto alla regola conveniente ed alla conservazione dell'ordine. Potranno egualmente fissare le avarte di detti bastimenti a meno che non vi sieno interessati abitanti del paese, o che esistano stipulazioni contrarie fra gli armatori, caricatori ed assicuratori di bastimenti.

## XXIL

Benchè detti Consoli non esercitino giurisdizione alcuna, siccome venne stabilito nell'art. 16, potramuo nondimeno essere soelti arbitri e componenti amichevoli nelle questioni mercantili che possono suscitarsi fra gli individui della stessa nazione loro, o fra uno di questi ed altri del pasea in cui risisede il Console, semprechè le parti interessate vogliano sottomettersi volontariamente alle sue decisioni.

Però non si potranno privare questi del diritto di ricorrere alla ginstizia del paese in cui risiedono, bastando per questo che un solo dei contendenti lo reclami.

## XXIII.

Sua Santità secondando il desiderio di Sua Maestà il Re di Sardegna consente ad estendere tutte le stipulazioni del presente Trattato al Principato Sovrano di Monaco posto sotto il protettorato di Sua Maestà Sarda, mediante reciprocità da parte del detto Principato. Il presente Trattato resterà in vigore per dicci anni che comincieranno a decorrere dal cambio delle ratifiche, e al di là di questo termine fino allo spirare di dodici mesi dopo che una delle Alte Parti contraenti avrà dato avviso all'altra Parte della sua intenzione di farne cessare l'effetto, ognuna delle Alte Parti contraenti riserbandosi il diritto di dare un simile avviso all'altra al termine dei primi nove anni, ed è convenuto fra di loro che alla scadenza di dodici niesi dopo che simile avviso dell'una delle Alte Parti contraenti sarà stato ricevuto dall'altra, il presente Trattato e tutte le stipulazioni che rinchiude cesseranno di essere obbligatorie per le due Parti.

## XXV.

Il presente Trattato sarà approvato e ratificato da Sua Santità il Regnante Somuo Pontefice, e da Sua Maestà il Re di Sardegna, e le ratifiche ne saranno scambiate a Roma fra cinque settimane dalla data della sottoscrizione, e più presto se sarà possibile.

In fede di che i suddetti Plenipotenziarii l'hanno firmato, e vi hanno apposto il sigillo dei loro stemmi.

Roma, il 3 di luglio 1847.

PASQUALE CARDINALE GIZZI. PARETO.
(L. S.) (L. S.)

(Ratifié le 15 juillet 1847 — L'échange des ratifications a été fait à Rome le 30 du même mois)

## XXIII.

1847, 18 noút.

TURIN.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne et la République de la Nouvelle Grenade.

In nome della Santissima Trinità

Essendosi già da molto tempo stabilite delle relazioni commerciali fra li dominii di S. M. il Re di Sardegna, e la Repubblica della Nuova Granata, si è creduto conveniente per maggiormente assicurare e promuovere le predette relazioni il raffermarle per mezzo di un Trattato di Amicizia, Commercio e Navigazione.

A quest' oggetto S. M. il Re di Sardegna ha conferito pienipoteri all'Ecc. mo Conte D. Clemente Solaro della Margarita, Cav. di Gran Croce decorato del Cran Cordone del suo religioso e militar Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Gran Croce dell'Ordine di S. Gregorio Magno, Cavaliere dell'Ordine Pontificio di Cristo, Gran Croce dell'Ordine Reale di S. Stefano d' Unglieria, Cavaliere dell'Ordine di Sant'Alessandro Newski di Russia, Gran Croce dell'Ordine d' Isabella la Cattolica di Spagna, e dell'Ordine del Merito di S. Giuseppe di Toscana, Balio Gran Croce dell' Ordine di S. Giovanni di Gerusalemme, Senatore Gran Cruce del Sacro Angelico Imperiale Ordine Costantiniano di S. Giorgio di Parma, Gran Croce dell'Ordine di Leopoldo del Belgio, del Salvatore di Grecia, e degli Ordini di Danebrog di Danimarca, e della Stella Polare di Svezia; Cavaliere dell'Ordine di San Gennaro delle Due Sicilie, e del Cristo del Brasile; Cavaliere Gran Croce dell'Ordine dell' Aquila Rossa di Prussia, dell'Ordine della Corona di Baviera, e degli Ordini del Merito di Oldenburgo, e del Merito Ottomano, Suo Ministro e Primo Segretario di Stato per gli Affari Esteri , Sovr' Intendente Generale delle Poste e Notaio della Corona :

Ed il Presidente della Repubblica della Nuova Granata al Signo D. Eladio de Urisarri, Agente Diplomatico a Roma ed Incaricato d'Affari presso il Governo di S. M. il Re di Sardegna, i quali dopo d'essersi comunicati i rispettivi loro pienipoteri ed aver quelli trovati in buona e debita forma, sono convenuti negli articoli seguenti:

I.

Vi sarà perpetua e sincera pace fra S. M. il Re di Sardegna, suoi Eredi e Successori da una parte, e la Repubblica della Nuova-Granata dall'altra, e fra li sudditi Sardi, ed i cittadini della suddetta Repubblica.

П.

I Granadini negli Stati di S. M. il Re di Sardegna, ed i Sudditi di S. M. nella Nuora Granata avramon reciprocamente la stessa libertà, e sicurezza che i nazionali per entrare coi loro bastimenti e carichi in tutti i luoghi, porti e fiumi che sono o sarauno aperti al commercio estero. Nell'esercizio del commercio di scala, purchè vi sia in questo commercio nna perfetta e reciproca eguagianza, i cittadini o sudditi di ambe le l'arti contrenta i saranno trattati rispettivamente come i cittadini o sudditi della Nazione più favorita; il commercio però della costa, detto, il cabotaggio, rimane esclusivamente riserbato d'ambe le parti per i nazionali.

III.

I cittadini o sudditi di ciascuna delle Parti contraenti godranno della facoltà di risiedere, e viaggiare scambievolmente nei territorii d'ambedue le nazioni, negoziare in essi sì all'ingrosso che al minuto, allittare ed occupare le case, magazzini, e botteghe che loro albisognerano, trasportar mecri e danari, e ricevere delle consegnazioni, tanto dall'interno, quanto dai paesi esteri, senza che per nesuna di queste operazioni vadano soggetti i predetti cittalini o sudditi ad altri oneri che a quei che pesano sopra i nazionali. In tutte le compre e vendite in cui interverranno, godranno della facoltà di stabilire e fissare il prezzo degli effetti, mercanzie od altri oggetti, siano dessi importati o nazionali, sia che li veudano per. il cossumo dell'interno, sia che il destinino ad essere esportati, uniformandosi però alle leggi e regolamenti del paese.

Di eguale libertà godranno per regolare i loro affari da se stessi, presentar nelle dogane le proprie dichiarazioni, o farsi sostituire da chi meglio creoleramo, nei medi, e casi conformi alle leggi del paese, si nelle compre e vendite di beni, effetti o mercanzio, che mel carico, scarico o spedizione de loro bastimenti. Avranno parimenti il diritto di disimpegnare tutte quelle funzioni che verranno loro affidate dai loro compatriotti, da qualsivoglia straniero o dai nazionali nei casi e modi stabiliti dalle leggi del paese: ci infine non saranno soggetta di altri gravani, contribuzioni od imposte, maggiori, o diverse da quelle cui siano assoggettati i nazionali od i cittadini o sudditi della Nazione più favorita.

### IV.

I Cittadini o Sudditi dell' una e dell'altra Parte contraente godranno nell' uno e nell'altro pases la più completa protezione e sicurezza nelle loro persone e proprietà, assoggettandosi rispettivamente alle leggi dei due paesi. Andranno esenti da ogni servizio personale si nell'esercito, o nella marina, come nelle guardie e milizie nazionali e da ogni contribuzione di guerra, imprestito forzato, requisizioni i, o servizio militare d ogni sorta: in tatti gli altri casi le proprietà mobili, od immobili dei rispettivi cittadini o sudditi ditti non saranano soggette ad altri gravanii, riscossioni, od imposte, che a quelli che vengono sopportati dai nazionali o dai cittadini o sudditi della nazione più favorita. I cittadini o sudditi d'ambe le Parti contraenti non potranno trantenuti coi loro bastimenti, equipaggi, mercanzie od oggetti commerciali per qualunque spedizione militare, nè per un uso pubblico di veruna sorta, senza concedere agl'interessati una indennizzazione previamente convenuta.

#### VI.

I sudditi o cittadini di ciascuna delle Parti contraenti avranno nella giurisdizione dell'altra il diritto di possedere beni immobili e quello di disporre, come più loro conveuga, a dei predetti beni immobili che di tutti gli altri che posseggano. Nel modo atesso i cittadini o sudditi di ciascuna delle Parti contraenti che fossero eredi per testamento di abiatestato di beni situati nei dominii dell'altra Parte, potranno penderne possesso senza verun impedimento e disporne a loro piacimento, senza pagare maggiori o diversi diritti di successione o di altra specie di quelli cni sa-rebbero soggetti in simili casi i nazionali del paese in cni si trovano i sovregitati beni.

### VII.

Se, il che Iddio nou permetta, per qualclie circostanza s'interrompesse la pace fra le che Parti contraenti, si concederà il termine di sei mesi ai negozianti residenti nelle coste ed il termine di un amo a quei che abitation nell'interno per mettere in buon ordine i loro interessi, e trasportare i loro effetti dore meglio crederanno, e nello stesso tempo si darà loro il salvo condottu necessario per arrivare al porto ch'essi svranno preseelto per loro imbarco, purchè non si trovi occupato o assediato dal nemico, e che per questa causa, o per qualunque altra, la sicurezza degli individui, che devono evacuare il territorio o quella dello Satto, si opponga alla loro uscita da quel porto, nel qual caso l'inscita. si verificherà dove sarà possibile. Gli altri cittadini o sudditi cha avessero qualche stabilimento fisso e permanente ne frispettivi Stati, o che esercitassero qualche professione od industria, potranno conservare il loro stabilimento, e continuare nell'esercizio della loro professione od industria senza esser disturbati nel godimento della intiera loro libertà, ed in quello de loro beni, purchè non commettano veruna offesa contro le leggi del pases.

### VIII.

In verun caso s'imporramo maggiori o diversi diritti all'importazione nei due paesi rispettivamente di qualsivoglia articolo dei prodotti uaturali od industriali della Nuova Granata e degli Stati di Sardegna, da quei che si pagano, o si pagheramo per simili articoli dalla nazione più favorita. Lo stesso principio si osserverà per l'esportazione. Non s'imporrà prolizione o restrizione veruna all'importazione od esportazione di qualunque articolo nel commercio reciproco d'ambe le Parti contraenti, nè si esigeranno delle formalità per accettare l'origine e procedenza delle merci, senza che la stessa prolibizione o restrizione e formalità si estendano anche a tuttle e latre nazioni.

## . IX.

Tutti i prodotti del suolo e dell'industria di uno de'due paesi, o di qualunque altro Stato. La cui importazione non sia assòtutamente proibita, pagheranno ne'porti dell'altro gli stessi diritti d'importazione, sia che vengano introdotti con bastimenti Sardi oppure con quelli della Nuora Granata. Similmente i prodotti che ne saranno esportati pagheranno gli stessi diritti e godranno le stesse franchigie e favori speciali che sono o saranno riservati all'esportazione fatta con bastimenti nazionali.

## X.

I bastimenti d'ambo le Parti contraenti potranno entrare ed

uscire liberamente dai porti della Nuova Granata e di Sardegna senza essere soggetti ad altri, o maggiori diritti di tonnellaggio, annorasggio, fanali, pilotaggio, quarantena od altri di quelli che vengono riscossi dai bastimenti nazionali.

### Xf.

I bastimenti d'ambe le Parti contraeiti potranno scaricare parte del loro carico nel porto del loro arrivo ed avviarsi quindi col resto verso gli altri porti del medesimo Stato, sì per effettuare lo scarico totale come per completare il loro carico di ritorno, senza dover pagare in ciascun porto diritti maggiori o diversi da quelli che pagano in simili casi i nazionali.

## XII.

Saranno considerati come Granadini in Sardegna e come Sardi nella Nuova Granata, tutti i bastimenti che navigano con bandiera dell'uno o dell'altro di questi due paesi e che hanno la patente e gli altri documenti che la legislazione di ciascheduno dei da paesi richiede per comprovare la nazionalità dei bastimenti mercantili, sempre che il capitano ed i due terzi dell'eqnipaggio siano sudditi o cittadini dello Stato di cui è la bandiera.

### XIII.

Tutte le navi da guerra di qualunque delle due Parti contraenti pottanno entrare, stazionare e ripararsi nei porti dell'altra, il cui accesso sia conceduto alla nazione più favorita, e saranno soggette alle stesse regole e godranno degli stessi vantaggi.

## XIV.

Ogniqualvolta una delle Parti contraenti fosse in guerra con qualunque altro Stato, nessun cittadino o suddito dell'altra Parte contraente accetterà commissione o lettera di marca affine di aiutare, o cooperare ostilmente coi nemici contro la prefata Parte belligerante, sotto pena di essere trattato come pirata.

#### XV.

Si stipula espressamente che niuna delle due Parti contraenti ordinerà od autorizzarà verun atto di rappresaglia, nè dichiarerà la guerra contro l'altra per lagnanze d'ingiurie, o danni, finchè la Parte che si crede offesa non abbia presentato all'altra una esposizione di quelle ingiurie o danni, accompagnata dalle prove e testimonianze competenti, domandando giustizia e soddisfazione, e che questa sia stata negata o differita senza ragione.

## XVI.

Le due Parti contraenti adottano nelle mutue loro relazioni il principio che « la bandiera copre la proprietà »; per conseguenza, se una delle due Parti rimanesse neutrale allorchè l'altra è in guerra con una terza Potenza, le merci coperte dalla bandiera neutrale saranno esse pure riputate neutrali, quantunque appartengano ai nemici dell'altra Parte contraente. Egualmente convengono che la libertà della bandiera assicura quella delle persone, e che pertanto i cittadini o sudditi appartenenti ad una Potenza nemica, trovati a bordo di un bastimento neutrale, non potranno essere fatti prigionieri a meno che fossero militari in servizio attivo della stessa Potenza. Conseguentemente allo stesso principio ed a quello della assimilazione della bandiera e delle merci, la proprietà neutra che si troverà a bordo d'un bastimento nemico sarà considerata come nemica, eccetto il caso che sia stata imbarcata sul detto bastimento prima della dichiarazione di guerra, o prima che se ne avesse notizia nel porto della procedenza del bastimento, e convengono che, passati quattro mesi dopo la dichiarazione, non se ne potrà allegare ignoranza. Le Parti contraenti non applicheranno il principio pattuito in questo articolo ad altre Potenze, oltre quelle che pure lo riconoscono.

Se una delle due Parti contrenuti si trovasse in guerra con un altra Potenza, Nazione o Stato, i cittadini o sudditi dell'altra potranno continuare la loro navigazione e commercio cogli Stati della medesima, ad eccezione delle città che fossero realmente bloccate. Ben inteso però che questa libertà di commercio e navigazione non comprende gli articoli riputati di contrabbando di guerra, quali sarebhero le bocche ed armi da fuoco, armi bianche, proiettili, polvere, effetti ed attrezzi militari, e tutti gli altri stromenti, di qualunque sorta essi sieno, fabbricati pell'uso di guerra.

In nessun caso un bastimento mercantile appartenente ai cittadini o sudditi di uno dei due paesi, che sia dietto ad un porto bloccato dall'altro Stato, potrà essere sequestrato, catturato, nè condannato, se prima non gli sarà stata notificata l'esistenza del blocco da un bastimento della squadra o divisione che vi avrà messo il blocco. Ed affinchè non possa allegarsi ignoranza dei fatti, e sia lectico acturare il bastimento, che, malgrado la notificazione fattagli nella forma dovuta, ritorna a presentarsi avanti allo stesso porto durante il blocco, dovrà il comandante del bastimento da guerra, la prima volta che lo incontra annotare nelle sue carte di navigazione il giorno, il luogo, od altura in cui lo avrà visitato, e gli avrà fatta la notificazione del blocco.

### XVIII.

Non si permetterà nel territorio dell'una delle due Parti contraenti di fare arruolamenti od i così detti ingaggiamenti, di organizzare truppe, nè di costrurre, armare, od equipaggiare bastimenti da guerra, o corsali affine di essere ostile ai territorii, cittadini, o negozianti dell'altra delle due Parti contraenti

## XIX.

Si potranno stabilire dei Consolati in ambidue i paesi per la

protezione del commercio; i Consoli però non entreranno nell'esercizio delle loro funzioni, nè nel godimento dei diritti, privilegi ed immunità che loro competono, finchè non abbiano ottenuto l'autorizzazione del governo territoriale, il quale conserverà il diritto di determianer i luoghi in cui gli convenga ammettere dei Consoli, impegnandosi li due Stati a non stabilire su questo particolare delle restrizioni o proibizioni che non sieno nel paese comuni a tutte le altre nazioni.

## XX.

Onde prevenire ogni cagione di dissensione o disparere, e ad oggetto di fissare in modo chiaro il carattere, le funzioni, attribuzioni, poteri ed immunità dei Consoli di qualunque classe sieno, ambe le Parti contraenti riconoscono in conformità dei principii generali del diritto delle genti, che i Consoli, di qualunque classe sieno, non sono che meri agenti commerciali, e per conseguenza senza diritti di trattare, nè discutere (quando non ne avessero speciale missione, locchè dovranno in tal caso provare) col Governo nel cui Stato risiedono, le questioni politiche che possono occorrere e senza le immunità che il diritto internazionale concede ai ministri ed agenti diplomatici. Godranno non ostante tanto nelle loro persone, come nell'esercizio delle loro funzioni e nella protezione che devono accordare ai loro nazionali, nei loro affari mercantili, della considerazione e privilegi che si accordano ai Consoli delle altre nazioni, osservandosi in questo la più stretta uguaglianza e reciprocità,

## XXI.

Se i Consoli rispettivi facessero speculazioni commerciali, saranno obbligati di sottometerai riguardo a queste a quelel leggi stesse, usi e costumi a cui saranno soggetti gli individui privati della loro nazione, ed i sudditi di quegli altri Governi, coi quali esistono trattati d'amicizia, di commercio ed in navigazione.

## XXII.

Le due Parti contraenti pattuiscono che, oltre le precedenti stipulazioni, gli agenti diplomatici, i cittadini d'ogni classe, i bastimenti e mercanzie dell'uno dei due Stati godranno di pien diritto nel territorio dell'altro, dei privilegi, franchigie ed immunità conceduti o da concedersi alla nazione più favorita, e questo gratuitamente, se la concessione sarà gratuita, o con un compenso identico od altro equivalente, se la concessione fosse condizionale.

## XXIII.

La Repubblica della Nuova Granata secondando il desiderio di S. M. il Re di Sardegna, consente ad estendere tutte le stipulazioni del presente trattato al Principato Sovrano di Monaco posto sotto il protettorato di S. M. Sarda, mediante reciprocità da parte del detto Principato.

## XXIV.

Il presente Trattato durerà in vigore per 10 anni contati dal giorno in cui si farà il cambio delle ratifiche; ma se un anno prima dello spirare detto termine, niuna delle Parti contraenti avesse annunziato officialmente all'altra l'intenzione di farne cessare gli effetti, continuerà a rimanere in vigore per ambe le Parti fino ad un anno dopo di essersi fatta la suddetta dichiarazione, qualmque sia l'epoca in cui abbia luogo.

Qualora una delle Parti contraenti giudicisse che alcuna od alcune delle stipulazioni del presente Trattato fossero state violate in suo pregiudizio, dovrà prima di tutto presentare all'altra Parte la sua lagnanza con una esposizione dei fatti, su cui si appograsse, accompagnata dei documenti e prove necessarie per giustificarla, ed in verun modo autorizzerà atti di rappresaglia, ne dichiarerà la guerra prima che la riparazione domandata le sia stata negata o ricusata.

Il presente Trattato sarà approvato e ratificato da ciascuna delle due parti contraenti secondo le rispettive loro formalità, e le ratifiche ne saranno scambiate nella città di Torino nello spazio di diciotto mesi.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziarii hanno firmato il presente Trattato, apponendovi il loro sigillo.

Fatto a Torino per doppio originale il diciotto di agosto, l'anno del Signore mille ottocento quarantasette.

SOLARO DELLA MARGARITA. ELADIO URISARRI. (L. S.)

### ARTICOLO ADDIZIONALE.

S. M. Sarda giudicando conveniente per motivi particolari di continuare a riscuotere per ora diritti differenziali a carico delle bandiere straniere sopra i grani, olio di olivo e vini importati direttamente dal Mar Nero, e dai porti del Mare Adriatico, o da quelli del Mediterraneo sino al Capo di Trafalgar, non ostante gli articoli 4 e 9 del presente Trattato, resta specialmente inteso e stabilito fra le due Parti contraenti che la Repubblica della Nuova Granata avrà piena ed intiera libertà di fissare diritti differenziali equivalenti, sopra gli stessi articoli importati dai medesimi paesi, a carico della Bandiera Sarda, in caso che la percezione di questi diritti differenziali continuasse ad esercitarsi a carico della Bandiera della Repubblica della Nuova Granata da S. M. il Re di Sardegna, oltre il termine di quattro anni a contare dal giorno dello scambio delle ratifiche del Trattato ed Articolo addizionale. Però questi diritti differenziali equivalenti, di qualunque specié che essi sieno, sopra li detti articoli di commercio cesseranno di esigersi dal momento in cui il Governo della Repubblica della Nuova Granata sarà stato officialmente informato della cessazione dei diritti differenziali per parte di Sua Maesta Sarda.

Il presente articolo addizionale avrà la medesinia forza e valore che se fosse stato inserito parola per parola nel Trattato ora firmato, e sarà nello stesso tempo ratificato.

In fede di che noi sottoscritti in virtù dei nostri pieni poteri abbiamo firmato il presente articolo e vi abbiamo posto il nostro rispettivo sigillo.

Fatto a Torino per doppio originale il diciotto agosto mille ottocento quarantasettte.

SOLARO DELLA MARGARITA.
(L. S.)

ELADIO URISARRI.

(Ratifié le 17 février 1849 — L'échange des ratifications a eu lieu à Turin le même jour)

## XXIV.

#### 847, 3 novembre

#### TURIN.

Préliminaires d'union douanière entre le Saint-Siège, la Sardaigne et la Toscane.

L'anno del Signore mille ottocento quaranta sette, addì tre del mese di novembre, nel ministero per gli affari esteri di S. M. il Re di Sardegna.

1 sottoscritti Monsiguor Giovanni Corboli-Bussi Prelato Domestico di Sua Santità;

Conte Ermolao Asinari di S. Marzano Primo Segretario di Stato per gli affari esteri di S. M. il Re di Sardegna; e

Cavaliere Giulio Martini Ciambellano di Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana;

Debitamente autorizzati dall'Augusto rispettivo loro Sovrano hanno firmati i seguenti preliminari di un Trattato di lega doganale, mediante la qui inserta dichiarazione, concepita come segue:

## DICHIARAZIONE.

Sua Santità il Sommo Pontelice Pio IX, Sua Maestà il Re di Sardegua e Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana, Duca di Lucca, costautemente animati dal desiderio di contribuire mediante la reciproca Loro unione all'incremento della dignità e della prosperità italiana, persuasi che la vera e sostanzial base di una unione italiana, sià la fusione degl'interessi materiali delle popolazioni che formano i loro Stati; convinti d'altra parte che l'unione medesima sarà efficacissima ad ampliare in progresso di tempo le industrie e il traffico nazionale; confermati in questi sentimenti dalla speranza della adesione degli altri Sovrani d'Italia; sono venuti nella determinazione di formare fra i Loro rispettivi Dominii una lega doganale. Al quale elfetto i sottoscritti, in virtà delle autorizzazioni a ciascun di loro conferite dal proprio Sovrano, dichiarano quanto appresa.

т

Una lega doganale è convenuta in massima fra gli Stati della Santa Sede, di Sardegna, di Toscana e Lucca; da portarsi ad effetto mediante la nomina di commissarii specialmente deputati dalle alte Parti contraenti per la formazione di una tariffa daziaria conune, e per la scelta di un equo principio distributivo dei comuni proventi.

П.

Nella primitiva formazione della tariffa, di che all'articolo precedente, e nelle successive revisioni, che dovvanno farsene periodicamente dentro un termine da stabilirsi, si procederà verso quella più larga libertà commerciale che sia compatibile con gl' interessi rispettivi.

Ш.

Il tempo e il luogo della riunione del congresso dei commissarii predetti verrà determinato tosto che saranno conoscinte le definitive intenzioni di Sua Maestà il Re delle Due Sicilie e di S. A. R. il Duca di Modena, rispetto all'adesione alla lega doganale.

Fatto l'anno ed il giorno di cui sopra, per triplice originale, e ritiratone uno da ognuno al presente Atto sottoscritto.

GIOVANNI CORBOLI-BUSSI — E. di SAN MARZANO — G. MARTINI (L. S.) (L. S.) (L. S.)

## XXV.

## 1848 26 juillet, et 1849 24 mai.

## RIO - JANEIRO.

Échange de notes relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et le Brésil.

NOTE du Chargé d'affaires de Sardaigne à M. Bernardo de Sonza Franco Ministre des affaires étrangères du Brésil.

Le soussigné Chargé d'affaires de S. M. le Roi de Sardaigne vient de récevoir du Gouvernement du Roi l'ordre de déclarer au Gouvernement al Roi l'ordre de déclarer au Gouvernement au Roi l'ordre de Brésiliens et les marchandises qu'ils importeraient dans les ports des États de S. M. y seront admis à jouir du même traitement que les bitimens nationaux, soit pour les droits de navigation, soit pour les droits de douane, moyennant une complète réciprocité de la part du Gouvernement Impérial à l'égard. des bàtimens Sardes ainsi que des marchandises qu'ils importeraient dans les ports de l'Empire.

Le soussigné s'empresse par conséquent de porter cette déclaration à la connaissance de S. E. M. Bernardo de Souza-Franco, Ministre Secrétaire d'État aux affaires étrangères et il attendra de l'obligeance accoutunée de S. E. qu'elle venille bien de son côté lui faire parvenir une déclaration analogue à fin de le mettre à même d'annoncer à son Gouvernement qu'un arrangement également avantageux à la narigation du Brésil et de la Sardaigne vient d'être ainsi définitivement convenu et arrêté moyennant l'échange de ces pièces officielles.

Le soussigné saisit avec empressement, etc. Rio de Janeiro, 26 juillet 1848.

L. DORIA.

NOTE en riponse à la précédente, adressée à M. le baron Picolet d'Hemillon Chargé d'affaires Sarde par M. le Vicomte de Olinda, Ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur du Brésil. (Traduction du Portugais)

Le soussigné membre du Conseil de S. M. l'Empereur, Président du Conseil des Ministres, Ministre et Secrétaire d'État aux affaires étrangères, a l'honneur de porter à la connaissance de M. le baron Picolet d'Hermillon, Ministre résident de Sardaigne, l'exemplaire inclus du décret n. 608 du 4 du courant, révoquant celui du 1<sup>er</sup> octobre 1847, qui impose des droits différentiels sur les navires des Nations qui n'accordent pas à ceux du Brésil les mêmes avantages accordés aux leurs.

Malgré cette délibération, subaiste la doctrine des décrets des 20 juillet et 12 août 1843 qui autorisent le Gouvernement Impérial à lancer, quand il le jugera convenable, ces décrets sur les navires des Nations qui n'accordent pas aux Brésiliens une entiter réciprocité; et le Brésil ayant adopté dans ses relations commerciales ce principe libéral que la Légation de Sardaigne par ordre de son Gouvernement, dans sa Note du 26 juillet dernier, fit savoir être appliqué au commerce et à la navigation du Brésil dans les ports Sardes, ainsi se trouve obtenu le but qu'on s'étair proposé atteindre par la déclaration exigée dans la Note précitée, à la quelle de cette manière il doit être considéré avoir été répondu.

Le soussigné réitère etc.

Rio de Janeiro, ministère des affaires étrangères 24 mai 1849.

VICOMTE DE OLINDA.

DÉCRET n. 608, du 4 mai 1849, révoquant le décret n. 536 du 1 octobre 1847 qui établit des droits différentiels. (Traduction du Portugais).

Les sections des affaires étrangères et des finances de mor Conseil d'État entendues, j'ai trouvé bien de révoquer le décret n. 536 du 1<sup>rd</sup> octobre 1847, qui établit des droits différentiels; Joachim, Joseph, Rodriquez Torres, membre de mon Conseil, Sénateur de l'Empire, Ministre Secrétaire d'État au département des finances et Président du Tribunal du Trésor public, ainsi le tiendra pour eutendu et le fera exécuter.

Palais de Rio Janeiro, le 4 mai 1849, 28 de l'indépendance de l'Empire.

Rubrique de S. M. l'Empereur.

(Signé) J. RODRIGUEZ TORRES.

-->>>+01000+€€€+---

## XXVI.

#### 1848, 30 mai.

## CAVALCASELLE.

Capitulation par laquelle la garnison Autrichienne de Peschiera s'engage à évacuer la place et à la séder aux troupes de S. M. le Roi de Sardaigne.

S. A. R. il Duca di Genora incaricato da S. M. il Re dell'assedio di Peschiera, col Maggiore d'Ettinghausen del reggimento delle frontiere, Ottoesani, munito di poteri dal Tenente-Maresciallo Eccellenza Barone Rath, comandante-della fortezza, hanno stabilito le seguenti condizioni per la resa della fortezza.

## I.

Questa sera le truppe di S. M. il Re occuperanno il forte di Mandella.

П.

Le truppe di S. M. il Re entreranno domani 31 alle ore 7, ed occuperanno i bastioni ed i que forti Salvi e le porte.

## HI.

Le truppe di S. M. I'Imperatore sortiranno alle ore 12 cogii nori della guerra. I signori ufficiali ed i sotto-ufficiali conserverauno le loro armi; in quanto ai soldati, dopo avere afilato, le loro armi saranno incassate, ed in tal modo trasportate al seguito della guarnigione sotto scotta delle truppe Sarde per esser poi restituite all'arrivo della guarnigione sul suolo di S. M. I'Imperatore d'Austria.

34

La fauteria conserverà i suoi tamburi, gli ussari le loro trombe colla facoltà di farne uso.

#### v

Gli ussari conserveranno i loro cavalli sino al sito dell'imbarco, dove saranno rimessi alla persona delegata da S. M. il Re per riceverli.

## VI.

Tutti i magazzini, munizioni da guerra, pezzi d'artiglieria ed oggetti in genere appartenenti al materiale di guerra saranno domattina rimessi agli ufficiali delegati da S. A. R. il Duca di Genova.

## - VII.

Quanto alla strada da tenersi, le truppe coi loro ufficiali passeranno per Desenzano, Brescia, Cremona, Piacenza, Parma, Modena, Bologua ed Ancona, duve saranno imbarcate per la Croazia, e per quanto possibile sbarcate a Segna.

## VIII.

Quanto a S. E. ed agli altri ufficiali non addetti alle truppe, siccome pure gl'impiegati, prenderanno essi quella strada che più loro conviene.

## IX.

Le truppe tutte promettono, sotto parola, di non servire durante la presente guerra nè contro le armi di S. M. il Re, nè contro i suoi alleati dell'Italia.

Il governo di S. M. s'incarica di fornire tutti i mezzi di trasporto che possono occorrere pel trasporto dei signori ufficiali, per gli ammalati e per i bagagli.

#### XI.

Nella marcia i signori ufficiali saranno trattati riguardo agli alloggiamenti come quelli di S. M., come pure i soldati saranno messi a coperto, ed il più possibile sulla paglia.

#### XII.

I sotto-ufficiali e soldati riceveranno in marcia le razioni di viveri ed il prestito come i soldati di S. M. il Re.

## XIII.

l signori ufficiali riceveranno il trattamento pari al rispettivo grado dell'armata di S. M. in campagna. XIV.

Il commissario s'intenderà col Comandante delle truppe e della scorta per il riparto delle tappe.

## XV.

S. A. R. si compiace di rendere la giustizia dovuta alla guarnigione di Peschiera per la valorosa difesa da essa fatta.

Cavalcaselle, 30 maggio 1848.

D'ETTINGHAUSEN Maggiore nel reggimento degli Ottocsani, munito di poteri dal Comandante della fortezza di Peschiera.

FERDINANDO DI SAVOIA Direttore generale dell'assedio di Peschiera.



## XXVII.

1848. 9 août.

### MILAN.

Convention d'armistice entre l'armée Sarde et l'armée Autrichienne.

I.

La linea di demarcazione fra i due eserciti, sarà la frontiera medesima dei rispettivi Stati.

II.

Le fortezze di Peschiera, Rocca d'Anfo ed Osopo saranno evacuate dalle truppe Sarde ed alleate, e rimesse a quelle di S. M. Imperiale. La consegna di ciascuna di queste piazze avrà luogo tre giorni dopo la notificazione della presente Convenzione.

In queste piazze tutto il materiale di dotazione appartenente all'Austria sarà restituito. Le truppe uscenti porteranno con esse tutto il loro materiale, armi, munizioni ed effetti di vestiario quivi introdotti, e rientteranno per tappe regolari e per la via più breve negli Stati di S. M. Sarda.

### 111.

Gli Stati di Modena, di Parma e la città di Piacenza col territorio che le è assegnato come piazza di guerra, saranno evacuati dalle truppe di S. M. il Re di Sardegna tre giorni dopo la notificazione della presente. Questa Convenzione si estenderà parimente alla città di Venezia e alla terraferna Veneziane; le forze militari di terra e di mare Sarde lascieranno la città, i forti el i porti di questa piazza per rientrare negli Stati Sardi. Le truppe di terra potranno effettuare la loro ritirata per terra e per tappe sovra una strada da determinarsi.

## V.

Le persone e le proprietà nei luoghi precitati sono poste sotto la protezione del Governo Imperiale.

## VI.

Quest'armistirio durerà sei settimane per dar corso alle negoziazioni di pace, ed a termine spirato sarà o prolungato di comune accordo, o denunziato otto giorni prima della ripresa delle ostilità.

## VII.

Saranno reciprocamente nominati commissarii per la più facile ed amichevole esecuzione dei suddetti articoli.

Quartier generale, Milano 9 agosto 1848.

CONTE SALASCO Luogotenente Generale Capo dello Stato Maggior Generale dell'Esercito Sardo. Hess
Luogotenente Generale
Quartier Mastro Generale dell' Esercito
Austriaco.

## XXVIII.

1849. 26 mars.

NOVARE.

Convention d'armistice, entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. E. le Feld-Maréchal, comte Radetzky.

Victor Emmanuel, Roi de Sardaigne, à qui S. M. le Roi Cliarles-Albert, au moment de son abdication, a confié le commándement en chef de l'armée, vu les circonstances de la guerre, a conclu avec S. E. le Maréchal comte Radetzki, une suspension d'hostilités, dont les conditions, que les Parties contractantes s'obligent à suivre fidèlement, sont les suivantes.

ı.

Le Roi de Sardaigne donne l'assurance positive et solennelle qu'il se hâtera de conclure avec S. M. l'Empereur d'Autriche un Traité de paix, dont cet armistice serait le prélude.

II.

Le Roi de Sardaigne dissoudra aussitôt que possible les corps militaires formés de Lombards, Hongrois et Polonais, sujets de S. M. l'Empereur d'Autriche, en se réservant toutefois de conserver dans son armée quelques officiers des dits corps, suivant ses convenances.

S. E. le Maréchal Radetzky s'engage au nom de S. M. l'Empereur d'Autriche à ce que pleine et entière annistie soit accordée à tous lesdits militaires Lombards, Hongrois et Polonais qui rentreront dans les États de S. M. I. et R.

Le Roi de Sardaigne permet, pendant la durée de l'armistice, l'occupation militaire par dix-huit-mille hommes d'infanterie et deux-mille des cavalerie de troupes de S. M. l'Empereur, du territoire compris entre le Pô, la Sésia et le Tésin, et de la motifié de la place d'Alexandrie.

Cette occupation n'aura aucune influence sur l'administration civile et judiciaire des provinces comprises dans le territoire susdit.

Lesdites troupes, au nombre total de trois mille, pourront fournir la moitié de la garnison de la ville et citadelle d'Alexandrie, tandis que l'autre moitié sera fournie par les troupes Sardes.

La parole de S. M. le Roi est le garant de la sûreté de cette troupe de S. M. l'Empereur.

Les troupes Autrichiennes auront libre la route de Valence à Alexandrie, pour leur communication avec la garnison de ladite ville et citadelle.

L'entretien de ces vingt-mille hommes et deux-mille chevaux par le gouvernement Sarde, sera fixé par une commission militaire.

Le Roi de Sardaigne lera évacuer, sur la rive droite du Pô, tout le territoire des Duchés de Plaisance, de Modène et du Grand-Duché de Toscane, savoir tous les territoires qui n'appartenaient pas avant la guerre aux États Sardes.

## IV.

L'entrée de la moitié de la garnison dans la forteresse d'Alexandrie, à fournir par les troupes Autrichiennes, ne pouvant avoir lieu qu'en trois ou quatre jours, le Roi de Sardaigne garantit l'entrée régulière de ladite partie de la garnison dans la forteresse d'Alexandrie.

#### ν.

La flotte Sarde, avec toutes les voiles et tous les bâteaux à

vapeur, quittera l'Adriatique dans l'espace de quinze jours, pour se rendre dans les États Sardes.

Le Roi de Sardaigne donnera l'ordre le plus péremptoire à ses troupes, et invitera ses autres sujets qui pourraient se trouver à Venise de rentrer immédiatement dans les États Sardes, sous peine de ne plus être compris dans une capitulation que les autorités militaires impériales pourraient conclure avec cette ville.

#### VI.

Le Roi de Sardaigne promet, afia de montrer son vrai désir de conclure une paix prompte et durable avec S. M. l'Empereur d'Autriche, de réduire son armée sur le pied ordinaire de la paix, dans le plus court espace de temps.

## VII.

Le Roi de Sardaigne, ayant le droit de déclarer la gnerre et de faire la paix, et par conséquent aussi de conclure un armistice comme préliminaire de la paix, regarde, par cette raison même, cette Convention de l'armistice inviolable.

## VIII.

Le Roi de Sardaigne enverra immédiatement un plénipotentiaire muni de pleins pouvoirs ad hoe, dans une ville quelconque à choisir d'un commun accord, pour y entamer les ouvertures de la paix.

#### IX.

La paix même et ses conditions particulières seront faites indépendamment de cet armistice, et d'après les convenances réciproques des deux Gouvernements. S. E. le Maréchal, comte de Radetzky, se fait un devoir de prévenir sans retard la Cour Impériale du désir réel de S. M. Sarde de conclure une paix durable avec S. M. Impériale et Royale.

X.

La présente Convention d'armistice est obligatoire pour tout le temps de la durée des négociations de la paix, et en cas de leur rupture, l'armistice devra être dénoncé dix jours avant la reprise des hostilités.

XJ.

Les prisonniers de guerre seront restitués immédiatement par les deux Parties contractantes.

XII.

Les troupes Impériales arrêteront leurs mouvements, et celles qui ont déjà passé la Sésia rentreront dans le territoire désigné ci-dessus pour l'occupation militaire.

Novare, le 26 mars 1849.

VICTOR EMMANUEL.

Chrzanowski Major-général de l'Armée Sarde. RADETZKY.



# XXIX.

1849, 6 gout

MILAN.

Traité de paix entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. l'Empereuv d'Autriche.

An nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, de Chypre, de Jérusalem etc., Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, de Bohème, de la Lombordie et de Venise etc. etc. ayant également à ceur de mettre fin aux calamités de la guerre et de rétablir les anciennes relations d'amité et de bonne intelligence qui ont subsisté entre leurs États respectifs, ont résolu de procéder sans délai à la conclusion d'un Traité de paix définitif, et ont en conséquence nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Sardaigne etc. etc., le Sieur Charles Beraudo Comte De Pralormo, Grand Croix de l'Ordre Royal des SS. Maurice et Lazare et de celui Impérial de la Couronne de Fer, son Ministre d'Etat; le Sieur Joseph, Chevalier Dabormida, Chevalier de l'Orfre Royal des SS. Maurice et Lazare, son Feinéral d'Artillerie et son Aide-de-caup; le Sieur Charles, Chevalier Boucompagni de Moatebello, Chevalier de l'Ordre Royal des SS. Maurice et Lazare, Président de Cour d'Appel;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche etc. etc.;

Le Sieur Charles Louis, Chevalier De Bruck, Chevalier de l'Ordre Impérial de Léopold, son Ministre du commerce et des travaux publics;

Lesquels après avoir reconnu leur pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants: Il y aura à l'avenir et pour toujours paix, amitié et bonne intelligence entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Leurs héritiers et successeurs, Leurs États et sujets respectifs.

11.

Tons les Traités et Conventions conclus entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, qui étaient en vigueur au 1 mars 1818, sont pleinement rappelés et confirmés ici, autant qu'on n'y déroge pas par le présent Traité

Ш.

Les limites des États de Sa Majesté le Roi de Surdaigne du côté du Pô et du côté du Tésin seront telles qu'elles ont été fixées par les paragraphes, 3, 4 et 5 de l'article LXXXV de l'Acte final du Congrès de Vienne du 9 juin 1815 c'està-dire, telles qu'elles existaient avant le commencement de la guerre, en 1848.

IV.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, tant pour Elle que pour sesétention quelconque sur les pays situés au delà des limites désignées aux sosdits paragraphes de l'Acte précité du 9 juin 1815. Toutefois le droit de réversibilité de la Sardaigne sur le Duché de Phisance est maintenu dans les termes des Traités.

V.

Son Altesse Royale l'Archiduc, Duc de Modène, et Sou Altesse Royale, l'Infant d'Espagne Duc de Parme et de Plaisance seront invités à accéder au présent Traité. Ce Traité sera ratifié, et les ratifications de même que les actes d'accession et d'acceptation, en seront échangées dans le terme de quatorze jours ou plus tôt si faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé, et muni du cachet de leurs armes.

Fait à Milan, le 6 août 1849.

(L. S.) DE PRALOBMO.

(L. S.) DABORMIDA.

(L. S.) DE BRUCK.

(L. S.) BONCOMPAGNI.

Articles séparés et additionnels au Traité de paix.

١.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage à payer à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche la somme de soisante-quinze millions de francs à litre d'indemnité des frais de la guerre de toute nature, et de dommages soufferts pendant la guerre par le Gouvernement Autrichien, et par ses sujets, villes, corps moraux ou corporations, sans aucune exception, ainsi que pour les réclamations qui auraient été élevées pour la même cause, par Leurs Altesses Royales, l'Archidine, Due de Modène et l'Infant d'Espagne, Due de Parme et de Plaisance.

И.

Le payement de la somme de soixante-quinze milions de francs stipulé par l'article précédent sera effectué de la manière suivante. Quinze millious de francs seront payés en argent comptant moyennant un mandat payable à Paris, à la fin du mois d'octobre prochain, sans intérêts, qui sera remis au Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur au moment de l'échange des ratifications du présent Traité.

Le payement des soixante millions restants doit avoir lieu en dix versements successifs, à effectuer de deux en deux mois à raison de six millions chacun en argent comptant, à commencer du premier terme qui sera en échéance à la fin de décembre prochain, avec l'intérêt à cinq pour cent sur le montant du terme à payer. Pour chaque terme les intérêts seront calculés à dater du premier du mois qui suivra celui dans lequel les ratifications du présent l'arité seront échangées.

Pour garantie de l'exactitude de ce payement, le Gouvernement Sarder enuettre en dépôt à celui de Sa Majaeté Impériale et Royale Apostolíque, au moment de l'échange des ratifications du présent Traité, soixante Inscriptions d'un million de france claceme en capital, soit de cinquante-mille francs de rente chacune sor le Grand-Livre de la dette publique de la Sardaigne. Ces Inscriptions seront restituées au Gouvernement de Sa Majesté Sarde, au für et à mesure des versements qui seront effectués à Vienne, en lettres de change sur Paris, comme il est stipulé ci-dessus.

Si le Gouvernement Sarde, par quelque motif que ce soit, manquait de retirer ces Inscriptions et de faire les versements stipulés, il est entendu que-deux moix après l'échéance du terme non payé, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique serait autorisé, par ce fait même, à faire vendre chaque fois à la Bourse de Paris des reates pour la sommé échae de six millions, soit trois cent-mille francs de rente. Le déficit qui pourrait en résulter, comparativement à lenr valenr nominale, serait à charge du Gouvernement de Sa Majesté Sarde, et le montant en devra être payé par lui dans le plus bref délai possible, en lettres de change sur Paris, conjointement avec les intérêts échus qui seraient calculés jusqu'nu jour où ce payement aura effectivement lieu.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche s'engage de son côté à faire évacuer entièrement par les Troupes Autrichiennes dans le terreide de luiti jours après la ratification du présent Traité, les États de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, soit le Territoire Sarde, dans les limites établies à l'article 3 du Traité de paix de ce jour

#### IV

Comme il existe depuis de longues années une contestation entre la Sardaigne et l'Autriche à l'égard de la ligne de démarcation près de la ville de Pavie, il est convenu que la limite en ect endroit sera formée par le l'Inalweg du canal dit Gravellone et qu'on lera construire de commun accord et à frais communs, sur ce même canal, un pont sur lequel il ne sera pas perçn de péage.

#### ٧.

Les deux hautes Parties contractantes, désirent donner plus d'étendue aux relations commerciales entre les deux pays, s'enaggent à négocier prochainement un Traité de commerce et de navigation, sur la base de la plus stricte réciprocité, et par lequel leurs sujets respectifs seront placés sur le pied de la nation la plus favorisée.

A cette occasion on prendra également en considération la question des sujets mixtes, et on conviendra des principes qui devront régler leur traitement réciproque.

Dans le but de faciliter et de favoriser le commerce légitime aux frontières de leurs territoires, Elles déclarent de vouloir employer mutuellement tous les moyens en leur pouvoir pour y supprimer la contrebande. Pour mieux atteindre ce but Elles remetett en vigueur la Convention conclue entre la Sardaigne et l'Autriche, le 4 décembre 1834 pour deux ans à commencer du 1 cotobre prochain, avec la condition énoncée à l'article 24 de la

dite Convention, c'est-à-dire, qu'elle sera considérée comme renouvelée de deux en deux ans, à moins que l'une des deux Parties ne déclare à l'autre, trois mois au moins avant l'expiration de la période des deux années, qu'elle devra cesser d'avoir son effet.

Les deux Parties contractantes s'engagent à introduire successivement dans la dite Convention toutes les améliorations que les circonstances rendront nécessaires, pour atteindre le but qu'Elles ont en vue.

#### V1.

Le Gouvernement Autrichier, en retour des avantages que la renise en vigueur de cette Convention procure à son commerce, consent à la résiliation de celle conclue le 11 mars 1751 entre le Gouvernement Sarde et celui de la Lombardie, et déclare conséquence qu'elle n'aura plus auenne valeur à l'avenir. Il consent en outre à révoquer, aussiôt après la ratification de la présente Convention, le Décret de la Clambre Aufique, qui a imposé, à dater du 1 mai 1846, une surtaxe sur les vins du Piémont.

#### VII.

Les présents articles séparés et additionnels auront la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot au Traité principal de ce jour. Ils seront ratifiés, et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi les Plénipotentiaires les ont signés et munis du cachet de leurs armes,

Fait à Milan, le 6 août 1849.

(L. S.) DE PRALORMO.

(L. S.) DABORMIDA

(L. S.) DR BRUCK.

(L. S.) BONCOMPAGNI.

Victor Emanuel II, par la grâce de Dieu, Roi de Sardaigne, etc., etc., etc.,

A tous ceux qui ces présentes verrout, salut. Nous, ayant vu et examiné le Traité de paix, ainsi que les articles séparés et additionnels couclus et signés à Milan, le sixième jour de ce mois, par nos Plénipotentiaires, le Conte de Pralormo, le Chevalier Dabornoida et le Chevalier Buocompagni, et par le Chevalier du Grandia et le Chevalier du Grandia et le Chevalier du Grandia et le Chevalier du Carticles, desquels Traité et articles séparés et additionnels la teneur suit.

### Suit la teneur desdits Traite et articles.

Nous, avant agréable le Traité et les articles séparés et additionnels ci-dessus, en tout et chacune des dispositions qui y sont contenues, les avons acceptés, approuvés, ratifiés et confirmés, comme, par les présentes, signées de notre main, nons les acceptons, approuvons, ratifions et confirmons, tant pour nous que pour nos héritiers et successeurs, promettant, en foi et parole de Roi, de les observer, et de les faire inviolablement observer, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi, nons avons fait contresigner les présentes par le Chevalier Maxime Tapparelli d'Azeglio, décoré de la médaille du mérite militaire, Colonel de cavalerie, Président de notre Conseil des Ministres, chargé du porteseuille des affaires étrangères, Notaire de la Couronne et Surintendant général des postes, et y avons fait mettre notre grand sceau. Donné à Moncalieri, le douzième jour du mois d'août, l'an de grâce mil huit cent quarante neuf.

(L. S.) VICTOR-EMMANUEL

Mº AZEGLIO

Nos Franciscus Josephus primus, divina favente clementia, Austriae Imperator, etc. etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis quorum interest, tenore praesentium facimus:

Ad stabiliendam solidam ac durabilem in Italia superiore pacem, firmandamque in illa omnium bonorum votis exoptatam quietem, a nostro Plenipotentiario et Serenissimi ac Potentissimi Sardiniae Regis Plenipotentiariis, plena, utraque ex parte, agendi acultate munitis, traetatus pacies et amicitaie cum septem articulis separatis et additionalibus, die sexta mensis angusti, anni currentis, Mediolani confectus et signatus fuit tenoris sequentis:

### Suit la teneur du Traité.

Nos, visis et perpensis omnibus et singulis antecedentibus his articulis, illos omnes ratos gratosque [habere hisee declaramus, verbo nostro caesareo-regio adpromittente, nos ea omnia quae in illis continentur fideliter executioni mandaturos esse. Quorum in fidem majusque robur praesentes ratilabitionis tabulas mann nostra signavimus, sigilloque caesareo-regio adpresso, firmari iussimus.

Dabantur in imperiali urbe nostra Vienna Austriae die decimaquarta mensis augusti, anno millesimo oetingentesimo quadragesimo nono, regnorum nostrorum primo.

(L. S.) FRANCISCUS JOSEPHUS.

F. Schwarzemberg.

Acte d'accession au Traité de paix de S. A. R. le Duc de Modene.

François V, Archiduc d'Autriche, Prince Royal de Hongrie et de Bohème, par la grâce de Dieu Duc de Modène, Reggio, Mirandola, Massa, Carrara, Guastalla, etc. etc.

Comme Nous avous été amiablement invités d'accéder an Traité de paix et d'amitié qui a été conclu et signé dans la ville de Milan le 6 août. de l'année courante par les Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, et de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, lequel Traité est de la tencur sinivante:

#### Suit la teneur du Traité.

Nous nous sommes déterminés avec plaisir d'accéder et par la présente accédons formellement au dit Traité de paix et d'amitié. En foi de quoi Nons avons signé la présente de Notre propre main et l'avons munie de Notre scean.

Donné à Paullo le douze août mil-huit-cent-quarante-neuf,

(L. S.) FRANCOIS D'AUTRICHE-ESTE.

Comte Joseph Forni.

Acte d'accession au Traité de paix de S. A. R. le Duc de Parme.

Charles III de Bourbon, Infant d'Espague, par la grâce de Dieu Duc de Parme, de Plaisance et États annexés, etc. etc. Connne Nous avons été amiablement invîtés d'accéder au Traité

Conme Nous avons été amiablement invités d'accéder au Traité de Paix et d'amitié qui a été conclu et signé dans la ville de Milan le 6 août de l'année courante par les Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, et de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, lequel Traité est de la teneur suivante: Nous nous sommes déterminés avec plaisir d'accéder, et par la présente accédons formellement au dit Traité de paix et d'amitié.

En foi de quoi Nous avons signé la présente de Notre propre main, et l'avons munic de Notre scean.

Donné a Vienne le 14 août, mil huit cent quarante et neuf et de Notre règne la première année.

(L. S.) CHARLES.

Ward.

## Echange des ratifications.

L'an 1849 et le 17 août, les soussigués Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Sardsigne et de S. M. I. et R. Apostolique, s'étant réunis pour procéder à l'échange des actes de ratification du Traité et des Articles additionnels signés par eux le 6 du mois courant, MM. les Plénipotentjaires de S. M. le Roi de Sardsigne ont remis à M. le Plénipotentjaire Autrichien l'acte de ratification de S. M. le Roi, le urs souverain, signé à Monealieri le 12 dudit mois, et M. le Plénipotentiaire de S. M. I. et R. Apostolique a remis à MM. les Plénipotentiaires Sardes l'acte de ratification signé par S. M. l'Empreteur, à Vienne, le 14 dudit mois.

En même temps les Plémipotentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne ont consigné à M. le Plémipotentiaire Autrichien une obligation provisoire de quinze millions de livres neuves, pour tenir lieu de mandat de pareille somme qui, aux termes de l'article 2 additionnel du Traité précité, devra être payée à Paris, à l'ordre additionnel du Traité précité, devra être payée à Paris, à l'ordre du Gouvernement Impérial, à la fin du mois d'octobre prochain, ans intérêt, et dix obligations provisoires de six millions de livres neuves chacune, outre une déclaration par laquelle le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne, aux termes du susdit article 2 additionnel du Traité, s'eugege à faire remettre à Vienne, au Gouvernement de S. M. l. et R. Apostolique, au plus tard dans le mois de septembre prochain, le soisiante inscriptions d'un million de livres neuves de capital, ou de cinquante mille livres de rente chacune, sur le grand livre de la dette publique de Sardaigne, lesquelles, aux termes du susdit article 2, doivent rester en dépôt auprès du Gouvernement de sa dite M. l. R. Apostolique, comme garantie des payements stipulés à l'article 1 du Traité, moyennant la restitution desdites déclarations et dix obligatious susmentionnées.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent procèsverbal à double original, et y ont fait apposer le cachet de leurs armes, à Milan, les an et jour que dessus.

(L. S.) DE PRALORMO.

(L. S.) DABORMIDA.
(L. S.) BONCOMPAGNIA

(L. S.) DE BRUCK.

# XXX.

1849, 24 septembri

### TURIN.

Convention de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. A. I. et R. le Grand Duc de Toscane.

Sua Maestà il Re di Sardegna, e Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduce di Toscana, nella nira di promouvere le relazioni commerciali fra i loro Stati, erano addi cinque giuguo dell'anno mille ottocento quarautasette addivenuti fra loro ad un apposito Trattato di commercio contenente varie disposizioni dirette allo scopo di un comune vantaggio per i sudditi loro rispettivi. Coll'articolo 10 di quell'accordo, il Re di Sardegna si era per altro riservato a favore della sua bandiera i diritti differenziali stabiliti nei suoi porti sui cereali, olio d'oliva e vini trasportati direttamente dal Mar Nero, dai porti dell'Adriatico e dal Mediterraneo fino al Capo Trafatgar: e per reciprocità il Granduca di Toscana erasi riservato dal canto suo la facoltà di fissarne, quando gli piacesse, dei corrispondenti sui medesimi generi nei proprii dominii a carico del compercio Serdo.

Desiderando adesso i due Sovrani che tale accordo riceva quella maggiore estensione, di cui può essere suscettibile in conformità delle vedute dalle quali ebbe origine, e ben ponderata la specialità dei rapporti del commercio marittimo dei loro Stati, hanno dovuto riconoscere la utilità e la convenienza di toglier di mezzo qualsiasi incaglio che tuttora rimanga sussistente alla bandiera di uno dei due paesi per la introduzione nei porti dell'altro di qualunque genere o prodotto, e specialmente di quelli che col precitato articolo 10 restarono temporariamente esclusi da una assoluta partità di trattamento.

E perciò Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Tosona volendo ora maudare ad effetto queste loro risoluzioni, hauno di pieno accordo determinato d'abolire il disposto dell'anzidetto articolo 10, ed hauno a questo fine nominato per loro speciale Plenipotenziario.

Sua Maestà il Re di Sardegna, il Cav. Luigi Federico Menabrea, Cav. del sacro militare Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Colonnello del Genio militare e Primo Uffiziale nel Ministero per gli affari esteri; e

Suà Altezza Imperiale e lleale il Granduca di Toscana, il Commendatore Giulio Martini, Cavaliere dell'Insigne militare Ordine di Santo Stefano Papa e martire, Commendatore dell'Ordine del Merito sotto il titolo di San Giuseppe, di quello sacro militare dei Santi Maurizio e Lazzaro di Sardegna e dell'altro imperiale Russo di Sant'Anna di seconda classe, Cavaliere dell'Ordine Francese della Legione d'onore, decorato dell'Ordine Piano di prima classe, e di quello Lucchese di San Ludovico di seconda classe, Ciamberlano della prefata Altezza Sna Imperiale e Reale e suo Ministro residente presso la Real Corte di Sardegna.

I quali dopo essersi comunicati i rispettivi loro pienipoteri, e d'aver quelli trovati in buona e debita forma, han convenuto quanto segne:

İ.

L'articolo 10 del Trattato del cinque gingno millo ottocento quarantasette fra la Corte di Sardegna e quella di Toscana, i quale contiene la riserva a favore della rispettiva bandiera nazionale, di diritti differenziali sui cereali, olio di oliva e vini trasportati direttamente dal Mar Nero, dai porti dell' Adriatico e dal Mediterranco fino al Capo Trafalgar, resta, in forza della presente Convenzione, pienamente abolito.

11.

Per effetto di tale abolizione la bandiera Sarda nei porti dei

dominii di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, o viceversa la Toscana in quelli di Sua Maestà il Re di Sardegna appena la presente Convenzione abbia ricevute le necessarie sanzioni, godranno di una perfetta parità di trattamento con la bandiera nuzionale, anche per i generi esclusi mediante il citato Trattato del mille tottocnoto quarantassette.

#### IH.

Nulla è nel rimanente innovato al suddetto Trattato del cinque giugno mille ottocento quarantasette, le cui disposizioni continueranno ad essere nella piena loro attività.

## IV.

La presente Convenzione, che sarà ratificata fra quattro settimane, e più presto sei si potrà, rimarrà in vigore a tutto il trenta giugno mille ottocento cinquantasette, cioè a dire per il termine prefisso dalle due Corti alla durata del precedente l'Tattato dei ciuque giugno mille ottocento quarantasette, del quale s'intende chdeibla riguardarsi come parte integrante, di modo che per la disdetta o la continuazione di cessa nel tempo a detta epoca successivo dovranno seguirisi come se fossero qui testualmente ripetute le norme stabilite all'articolo 13 del predetto Trattato.

In fede di che i Plenipotenziarii l'hanno munita della loro firma, apponendovi il sigillo delle loro armi.

Torino, addi ventiquattro settembre mille ottocento quarantanove.

(Ratifiée le 9 octobre 1849 — L'échange des ratifications a eu lieu à Turin le 21 du même mois)

# XXXI.

1850 , 1" mai

#### TURIN.

Convention pour la prorogation du Traité de navigation et de commerce du 28 août 1843, entre la Sardaigne et la France.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et le Président de la République Française, appréciant les circonstances particulières qui retardent la conclusion d'un nouveau Traité de commerce pour remplacer celui qui a été conelu le 28 août 1843, et dont le terme expire le 20 mai prochain, out recomm qu'il serait urgent de proroger, pour une durée de six mois le Traité existant. En conséquence il a été convenu entre les deux hau êg Duissances qu'un arrangement spécial serait signé à cet effet, et des Plénipotentiaires ont été nommés pour la conclusion de cet arrangement, à savoir :

Par Sa Majesté le Roi de Sardaigne, M. le Marquis d'Azeglio, Ministre et Secrétaire d'État au Département des affaires étrangères :

El par le Président de la République Française M. Ferdinand Barrot, Chevalier de l'Order National de la Légion d'honneur, Représentant du peuple, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Française en mission extraordinauprès de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, leaquels, après a'être communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants:

Ι.

La durée du Traité de commerce et de navigation signé à Turin le vingt-huitième jour du mois d'août mil huit cent quarante trois, et qui expire le vingtième jour de ce mois de mai, est et demeure prorogée au vingtième jour du mois de novembre de la présente année. Dans le cas où le nouveau Traité projeté entre les deux Hautes Parties contractantes serait signé et mis à exécution avant le terme de la prorogation ci-dessus fixé, il est entendu que, des ce moment le présent arrangement serait considéré comme nul et non avenu.

Ш.

L'article additionnel au Traité aujourd'hui prorogé sera, quant à ses effets , subordonné aux changements que pourrait subir le régime commercial de l'Algérie, sans rieu préjuger aux négociations futures relatives à un nonveau Traité de commerce.

IV.

La présente Convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes, aussitôt qu'elle aura, dans les deux pays, reçu la sanction législative.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent arrangement et l'ont revêtu de leurs cachets respectifs.

Fait à double à Turin le premier jour du mois de mai milhuitcenteinquante.

AZEGLIO. FERDINAND BARROT. (L. S.) (L. S.)

(Ratifée le 29 mai 1850. — L'échange des ratifications a en lieu à Chambéry le même jour)

# XXXII.

#### 1850, 26 juillet.

#### RRUXELLES

Convention de poste entre la Sardaigne et la Belgique.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi des Belges désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux Pays, et voulant régler leurs communications postales sur des bases plus favorables aux intérêts du publie, an moyen d'une Convention qui garantisse cet important résultat, ont nommé pour leurs Plénipotentaires à cet effet savoir;

S. M. le Roi de Sardaigne, le Baron Alexandre Oreglia d'Isola Chargé d'affaires du Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne près le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges.

S. M. le Roi des Belges, le Sieur Constant d'Hoffschmidt de Resteigne Ministre des Affaires Étrangères, Membre de la Chambre des Représentants, Chevalier de son Ordre, Grand' Groix de la Légion d'honneur, Grand' Croix de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, décoré du Nichan de la première classe.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs tronvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

١.

Il y aura entre l'Administration des Postes de Sardaigne et l'Administration des Postes de Belgique, un échange périodique et régulier des correspondances, tant pour les lettres, journaux et imprimés de toute espèce, originaires des deux Pays, que pour les objets de même nature originaires, ou à destination des pays, qui empruntent leur intermédiaire.

## II.

Les correspondances qui seront échangées entre les Administrations des Postes de Sardaigne et de Belgique, seront livrées, de part et d'autre, à l'Administration des Postes de France, pour étre transportées en dépèches clôses à travers ce territoire et par les moyens d'exploitation de cette Administration, en vertu des Conventions conclues à cet effet entre le Gouvernement de S. M. le Roi, des Belges et le Gouvernement Français.

Le prix de transit revenant à l'Administration des Postes de France pour le transport des susdites correspondances sur son territoire, sera acquitté par l'Administration des Postes de Belgique.

111.

Les prix de port dout l'Administration des Postes de Sardaigne, et l'Administration des Postes de Belgique auront à se tenir réciproquement compte sur les lettres que ces deux Administrations se livreront de part et d'autre à déconvert, seront établis, lettre par lettre, d'après l'échelle de progression de poids et-après:

Scront considérées comme lettres simples, celles dont le poids n'excédera pas sept grammes et demi,

Les lettres pesant de sept grammes et demi à quinze grammes inclusivement, supporteront deux fois le port de la lettre simple.

Celles de quinze à vingt deux grammes et demi inclusivement, trois fois le port de la lettre simple, et ainsi de suite, en ajontant de sept grammes et demi en sept grammes et demi un port simple en sus.

IV.

Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, soit de la Sardaigne pour la Belgique, soit de la Belgique pour la Sardaigne, pourront à leur choix, laisser le port de ces objets à la charge des destinataires on payer ce port d'avance jusqu'au lien de destination.

· v.

Le public des deux Pays pourra envoyer des lettres chargées

d'un pays pour l'autre, et autant qu'il sera possible pour les pays auxquels les Administrations des Postes de Sardaigne et de Belgique servent d'intermédiaire.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance, soit jusqu'à destination, soit jusqu'aux limites fixées par la présente Convention, selon qu'il y aura lieu. Il sera double de celui des lettres ordinaires.

### VI.

Dans le cas où quelque lettre chargée vieudrait à être perdue, celle des deux Administrations sur le territoire de laquelle la perte aura en lien, payera à l'autre Administration, à titre de dédonnagement, soit pour le destinataire, soit pour l'envoyeur, suisant le cas, me indemnité de cinquante france dans le délai de deux mois, à da'er du jour de la réelamation; mais il est entendu que 'es réclamations me seront admises que dans les six mois qui snivront la date du dépôt on de l'envoi du chargement; passé ce terme, les deux Administrations ne seront tennes l'une envers l'antre à aucune indemnité.

L'Administration des Postes de Belgique garantit le payement de l'indemnité dont il s'agit, si la lettre chargée venait à se perdre sur le territoire Français.

#### VII

Le prix du port des lettres ordinaires adressées de l'un des deux Pays dans l'autre, ne pourra, tant en Sarduigne qu'en Belgique, excéder la somme de soixante centimes par lettre simple.

"I. Administration des Postes de Belgque tiendra compte à l'Administration des Postes de Sardaigne sur les lettres dont le port sera acquitté en Belgique, de la somme de vingt centimes par lettre simple, et l'Administration des Postes de Sardaigne tiendra compte à l'Administration des Postes de Belgique sur les lettres dont le port sera acquitté dans les États Sardes, de la somme de quarante centimes par lettre simple. Les échantillous de marchandises seront soumis à la taxe des lettres ordinaires.

#### IX.

L'Administration des Postes de Sardaigne payera à l'Administration des Postes de Belgique pour les lettres non affranchies originaires de la Belgique à destination des Duchés de Parme, Plaisance et Modène, la somme de vinquante centimes par lettre simple.

De son côté, l'Administration des Postes de Belgique payera à l'Administration des Postes de Sardaigne pour les lettres originaires de la Belgique à destination des mêmes Duchés, et affranchies jusqu'à l'extrême frontière des États Sardes (Stradella), la somme de ving centimes par lettre simple.

#### λ.

L'Administration des Postes de Belgique payera à l'Administration des Postes de Sardaigne pour les lettres non affranchies originaires du Grand Duché de Toscane à destination de la Belgique, aiusi que pour les lettres originaires de Belgique affranchies à destination de la Toscane, les sonmes ci-après indiquées, savoir:

a) A titre de remboursement à la Toscane vingt-cinq centines par lettre simple.

B) Pour le transit à travers les États Sardes vingt centimes par lettre simple.

De son côté l'Administration des Postes de Sardaigne payera à l'Administration des Postes de Belgique pour les lettres non affranchies originaires de la Belgique à destination du Grand Duché de Toscane, ainsi que pour les lettres provenant de la Toscane affranchies à destination de la Belgique, la somme de cinquante centimes par lettre simple. L'Administration des Postes de Sardaigue payera à l'Administration des Postes de Belgique pour les lettres non affranchies originaires de la Belgique à destination des États Pontificaux et du Royaune des Deux Sieiles, la somme de cinquante centimes par lettre simple.

De son côté l'Administration des Postes de Belgique payera à l'Administration des Postes de Sardaigne pour les lettres originaires de Belgique à destination des États Pontificaux et du Royaume des Deux Sicilles, affranchies jusqu'à l'extrême frontière de Toscane, les sommes indiquées ci-anvês, savoir:

 A) A titre de remboursement à l'office des Postes de Toscane, la somme de dix centimes par lettre simple.

n) Pour le transit à travers les États Sardes, la somme de vingt centimes par lettre simple.

### XII.

L'Administration des Postes de Belgique payera pareillement à l'Administration des Postes de Sardaigne pour les lettres originaires des États Pontificaux et du Royaume des Denx Siciles à destination de la Belgique, et affranchies potre leur parcours territorial seulement, les sommes indiquées ei-après, savoir

- A titre de rembonrsement à l'office des Postes de Toscaue.
- Pour les lettres originaires des États Pontificaux, la somme de dix centimes par lettre simple.
- 2.º Pour les lettres originaires du Royaume des Deux Siciles, la somme de trente centimes par lettre simple.
- B) Pour le transit à travers les États Sardes la somme de vingt centimes par lettre simple.

## XIII.

Il est entendu que les prix respectivement sixés par les divers

articles de la présente Convention (l'article 7 excepté) pour le transport sur le territoire Sarde, d'une part, et sur les territoires Belges et Français d'autre part, ainsi que le pris fiké pour le transit à travers la Toscane, seront également applicables aux correspondances originaires ou à destination des pays autre que ceux désignés ci-dessus, que les Administrations des Postes de Belgique et de Sardaigne conviendraient de se transmettre réci-proquement de commun accord avec les offices intéresaites.

L'office de Sardaigne s'engage en ontre à faire profiter les correspondances originaires ou à destination de la Belgique, des réductions de prix qu'il pourrait accorder à l'office de France, pour le transit sur le territoire Sarde et sur les territoires des Pays qui empeutuent son intermédiaire.

#### XIV.

Il est également entendu que dans le cas où les Administrations des Postes des pays auxquels les Administrations des Postes de Sardaigne et de Belgique servent ou pourront servir ultérieurement d'intermédiaire, viendraient à modifier lens tarist territorioux de manière à influer sur les toxes et droits de transit réglés par la présente Convention pour les correspondances respectigés de la Sardaigne et de la Belgique à destination de ce Pays, et réciproquement, les nouveaux droits ou taxes résultant de ces modifications seront admis de part et d'autre, d'après, les indications et justifications que se fourniront mutuellement les Δdministrations des Postes de Sardaigne et de Belgique.

## XV.

La taxe territoriale à percevoir, taut en Sardaigne qu'en Belqique, sin les correspondances étrangères que les Administrations des Postes de Sardaigne et de Belgique se transmetteront respectivement ou seraient dans le cas de se transmettre ultérieurement, ne pourra excéder la somme de vingt centimes par lettre simple. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochurer, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, lithographiés ou antographiés publiés en Sardaigne, qui seront adressés en Belgique, et réciproquement les objets de même nature publiés en Belgique et qui seront adressés en Sardaigne, devront être affranchis de part et d'autre jusqu'à destination, sans préjudice du droit de timbre anquel ils peuvent être assujettis dans les deux Pays conformément aux lois existantes.

La taxe d'affrauchissement de ces objets est fixée à 10 centimes par journal ou par feuille d'impression, quelle qu'en soit la dimension, et cette taxe sera répartie entre les Administrations des Postes des deux Pays claus la proportion de sept dixiemes au profit de l'Administration des Postes de Belgique et de trois dixièmes au profit de l'Administration des Postes de Sardaigne.

Il est entendu que pour jouir des modérations de port accordées par le présent article aux journaux et autres imprimés, ces objets devront être mis sous-bande, non reliés, et ne contenir aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est la date et la signature.

Les journaux et autres imprimés qui ne réuniraient pas ces conditions seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

### XVII.

Il est entendu que les dispositions contenues dans l'article précédent n'infirment en aucune manière le droit que peuvent avoir les deux Administrations contractantes de ne pas effectuer sur leurs territoires respectifs le transport et la distribution de ceux des objets choncés au dit article, à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois et ordonnances qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation dans les deux Pays. Les journaux et imprimés de toute nature, originaires de Belgique et destinés pour les Duchés de Parsue, Paisance et Modène, le Grand-Duché de Toscane, les États Pontificaux et le Royaume des Deux Siciles, devront être affranchis jusqu'à l'extrème frontière des États Sardes aux conditions fixées par l'article 16 précédent.

#### XIX

Les journaux et imprimés de tonte uature, originaires des Duchés de Parme, Plaisance et Modène, du Grand-Duché de Toscane, des États Fontificanx et du Royaume des Deux Siciles, à destination de la Belgique, seront livrés par l'Administration des Postes de Sardaigne à l'Administration des Postes de Belgique, savoir:

A) Ceux originaires des Duchés de Parme, Plaisance et Modène et du Grand-Duché de Toscane, au prix de 3 centimes par fenille.

B) Ceux originaires des États Pontificaux et du Royanme des Deux Siciles, au prix de 8 centimes par feuille.

# XX.

Les Administrations des Postes de Sardaigne et de Belgique dresseront, chaque mois, les comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés coutradictoirement, seront soldés à la fin de chaque trimestre par l'Administration qui sera reconnue redevable envers l'autre.

### XXI.

Les lettres ordinaires ou chargées, les journaux, gazettes, ouvrages périodiques et imprimés de toute nature, échangés à dé-58 bis. couvert entre les deux Administrations des Postes de Sardaigne et de Belgique, qui seront tombés en rebut, pour quelque cause que ce soit, devrout être renvoyés de part et d'autre à la fin de chaque mois. Ceux de ces objets qui auront étés livrés en compte, seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur. Ceux qui auront été affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'Office correspondant, seront renvoyés sons taxe ni décompte.

### XXII.

Les lettres ordinaires ou chargées, les journaux, gazettes, ourrages périodiques, et imprimés de toute nature, mal adressés ou mal dirigés, seront sans aucun délai réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour les poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ees objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature, qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence, seront respectivement livrés ou rendus chargés du port qui aurait du être puyé par les destinataires.

#### XXIII.

L'Administratiou des Postes de Sardaigne et l'Administration des Postes de Belgique désigneront, d'un commun accord, les bureaux par les quels devra avoir lieu l'éclange des correspondances respectives. Elles régleront aussi la forme des comptes menunes dans l'article 20, la direction des correspondances transmises réciproquement, ainsi que toutes autres mesures de détail et d'ordre, nécessaires pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Couvention.

Il est entendu que les mesures de détail désignées ci-dessus, pourront être modifiées par les deux Administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux Administrations en reconnaîtront la nécessité. La présente Convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux Parties conviendront, et elle restera obligatoire jusqu'au premier janvier 1858.

Si, six mois avant l'expiration de ce terme, la dite Convention n'est pas dénoncée, elle continnera à être obligatoire d'année en année jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoucé à l'autre, mais six mois à l'avance, son intention d'en faire esser les effets.

Pendant ces derniers six mois, la Couvention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les Administrations des Postes des deux Pays, après l'expiration du dit terme.

### XXV.

La présente Convention sera ratifiée par S. M. le Roi de Sardaigne et par S. M. le Roi des Belges, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles, aussitôt que faire se pontra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double original, le vingt sixième jour du mois de juillet de l'an de grâce mil huit cent cinquante.

BARON A. D'ISOLA.

(L. S.)

D'HOFFSCHMIDT.

(L. S.)

(Ratifiée le 27 août 1850. — L'échange des ratifications a en lieu à Bruxelles le premier octobre de la même année)

# XXXIII.

1850 , 12 et 30 juillet.

### TURIN ET STOCKHOLM.

Échange de Lettres relatives à l'abolition des droits différentiels, entre la Sardaigne et les Royaumes Unis de Suède et de Norwège.

LETTRE de M.º le Chevalier D'Azeglio a M.º le Commandeur de Bergman Chargé d'affaires de S. M. le Roi de Snède et de Norwège auprès des Cours d'Halie --- Florence.

Le Parlement national vient de rendre une loi qui a reçu la sanction Royale le 6 du courant, par laquelle tous les droits différentiels de navigation et de commerce qu'on percevait jusqu'à présent dans ce Royaume au détriment des Pavillons étrangers demeurent supprimés en faveur des Nations qui accorderaient au Pavillon Sarde une parfaite réciprocité.

D'après cette loi la réserve qui formait l'objet de l'article séparé du Traité du 28 novembre 1839 vient de cesser. Des ordres ont en conséquence été donnés aux autorités de nos ports pour que cette mesure reçoive immédiatement son entière exécution en faveur du Pavillon de Suède et de Norwege.

Je ne doute pas que de son côté votre Gouvernement ne s'empresse de donner à celni de S. M. l'assurance, qu'il regarde comme ayant cessé la réserve éventuelle d'appliquer de semblables droits dans tous les ports de Suède et de Norwège.

Agréez, Monsieur le Commandeur, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Turin, le 12 juillet 1850.

AZEGLIO.

LETTRE en réponse à la précédente, de M.º le Commandeur de Bergman à M.º le Chev. D'Azeglio, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne.

#### Stockholm, le 30 juillet 1850.

J'ai reçu ici la lettre, que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 12 du courant, pour m'annoncer, que le Parlement national venait de rendre une loi qui a reçu la sanction Royale le 6 de ce mois, par laquelle tous les droits différentiels de navigation et de commerce, qu'on percerait jusqu'à présent dans les États Sardes, au détriment des Pavillons étrangers, demeurent supprimés en faveur des Nations qui accordiraient au Pavillon Sarde une parfaite réciprocité et que la réserve, qui formait l'objet de l'article es éparé du l'artaité du 28 novembre 1839 ayant aiusi cessé, des ordres avaient été donnés en conséqueuce aux autorités des ports Sardes, pour que cette mesure recût immédiatement son entière exécution en faveur du Pavillon de Suède et de Norwège.

Je me suis empressé de porter cette communication à la connaissance du Gouvernement du Roi, et j'ai éré autorisé en conéquence à donner à celui de S. M. le Roi de Sardaigne l'assirance, que le Gouvernement du Roi considère comme ayant entièrement cessé la réserve éventuelle contenue dans l'article séparé du Traité aususentionné, d'appliquer dans certains cas a Pavillon Sarde des droits différentiels dans les ports de Suède et de Norwège; comme aussi j'ai été chargé d'exprimer à Votre Excelleace la satisfaction avec laquelle le Gouvernement du Roi a acecuilli la nouvelle d'une détermination qui ne laisse pas d'être également favorable aux intrécts des Nations respectives.

Je saisis cette occasion pour avoir l'honneur de faire agréer à Votre Excellence les nouvelles assurances de ma plus haute considération.

BERGMAN.

# XXXIV.

1850, 12 juillet et 1-11 quit.

TURIN ET OLDENBOURG.

Échange de Lettres relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et le Grand-Duché d'Oldenbourg.

LETTRE de M. le Chevalier B'Azeglio à M. le Ministre des affaires étrangères de S. A. R. le Grand-Duc d Oldenbourg.

Le Parlement national vient de rendre une loi qui a reçu la sanction Royale le 6 du courant, par laquelle tons les droits différentiels de navigation et de commerce qu'on percevait au détriment des Pavillons étrangers dans les ports de ce Royamme domeurent supprimés en faveur des nations qui accorderaient an Pavillon Sarde une parfaite réciprocité.

D'après cette loi la réserve qui formait l'objet de l'article séparé du Traité conclu le 21 avril 1846 entre la Sardaigne et l'Oldenbourg vient de cesser.

Des ordres out en conséquence été donnés aux autorités de nos . ports, pour que cette mesure reçoive immédiatement son exécution en faveur du Pavillon Oldenbourgeois.

Je ne donte pas que de son côté votre Gouvernement ne s'empresse de donner à celui de S. M. l'assurance qu'il regarde comme ayant cessé la réserve éventuelle d'appliquer de semblables droits au Pavillon Sarde dans les ports de l'Oldenbourg.

Venillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Turin, le 12 juillet 1850.

Azeguo.

LETTRE en réponse à la précédente de M. 'W. d'Eisendecher Chef du Département des offaires étrangères du Ministère Grand-Ducal d'Oldenbourg, adressée à M. le Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sordaigne.

Votre Excellence a bien voulu me communiquer par sa lettre du 12 dn mois passé, que le Parlement national vient de reductume loi, qui a reçu la sanction Royale le 6 du même mois, par laquelle tous les droits différentiels de navigation et de commerce qu'on percevait jusqu'alors dans les ports dn Royaume de Sardaigne au détriment des Pavillons étrangers demeurent supprimés en faveur des nations qui accorderaient au Pavillon Sarde une narfaite récitoroité.

Par suite de cette loi, qui d'après la note de Votre Excellence a aussitoir reus son exécution en faveur du Pavillon Oldenbourgeois dans les ports Sardes, la réserve qui formait l'objet de l'atticle séparé du Traité conclu le 21 avril 1846 entre la Sardaigne t'D'Idénbourg, vient de cesser, et le Gouvernement Grand-Ducal u'hésite pas à déclarer de son côté qu'il regarde comme ayant esses l'a réserve éventuelle exprincé par le dit article séparé, d'appliquer de semblables droits dans les ports Oldenbourgeois au Pavillon Sarde.

En notifiant douc à Votre Eccellence cette déclaration au nom du Gouvernement de Son Altesse Royale le Grand-Duc d'Oldenbourg, je saisis avec empressement cette occasion d'offrir à Votre Excellence les assurances de ma très-haute considération.

Oldenbourg, ce 1 août 1850.

Le Chef du Département des affaires étrangères du Ministère Grand-Ducal d'Oldenbourg

W. D'EISENDECHER.

# XXXV.

1850 12 juillet, et 10 août.

### TURIN ET PARIS.

Échange de Lettres relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et le Hanovre.

LETTRE de M.º le Chevalier D'Azeglio à M.º le Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Hanovre.

Le Parlement national vient de rendre une loi qui a reçu la sanction Royale le 6 du courant, par laquelle tous les droits différentiels de navigation et de commerce qu'on percevait jusqu'à présent dans ce Royanme au détriment des Pavillons étrangers demeurent supprimés en faveur des nations qui accorderaient au Pavillon Sarde une parfaite réciprocité.

D'après cette loi la réserve, qui formait l'objet de l'article s'jaré du Traitié du 11 aoit 1845, vient de cesser. Des ordres out en conséquence été donnés aux autorités de nos ports pour que cette mesure reçoire immédiatement son entière exécution en faveur du Pavillon de Handvive.

Je ne doute pas que de son côté votre Gouvernement ne s'empresse de donner à celui de S. M. l'assurance, qu'il regarde comme ayant cessé la réserve éventuelle d'appliquer de semblables droits dans tous les ports de Hanôvre.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Turin, le 12 juillet 1850.

AZEGLIO.

LETTRE en reponse à la précèdente, adressee par M.º de Stockhausen à M.º le Comte de Pralormo, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne à Paris.

Je me suis empressé de transmettre à mon Gouveriement la dépèche que Son Excellence Monsieur le Ministre des affaires étrangress de S. M. le Roi de Sardaigne lui a adressée en date du 12 juillet pour lui notifier officiellement la suppression des droits différentiels, dont le Gouvernement Sarde s'était réservé le bénéfice par l'article séparé du Traité du 15 août 1845.

En me témoignant sa vive satisfaction de cette disposition, Monsieur le Comnte de Bennigsen. Président du Conseil des Ministres, et Chef du Département des affaires étrangères me charge d'informer officiellement Votre Excellence, en la priant d'en faire part à sa Cour, que le Gouvernement du Roi, qui d'ailleurs n'a jamais usé de la faculté réservée en sa faveur dans le même article séparé du Traité de 1845, s'empresse de donner à son tour l'assurance formelle, qu'il regarde les stipulations dudit article séparé comme ayant cessé d'exister, et déclare ne vouloir établir aucuns droits différentiels au détriment du Pavillon Sarde, à moins que le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne ne rétablisse de son cêté des étoits de cette espèce.

En m'acquittant ainsi des ordres de mon Gouvernement, je suis heureux de profiter de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'hommage etc.

Paris, le 10 août 1850.

STOCKHAUSEN.

# XXXVI.

1850, 12 juillet et 11 septembre.

### TURIN ET COPENHAGUE.

Échange de Lettres relatives à l'abolition des droits différentiels, entre. la Sardaigne et le Danemark.

1.ETTRE de M.º le Chev. D'Azeglio à M.º le Ministre des affaires étrangères de Danemark.

Le Parlement national vient de rendre une loi qui a reçu la sanction Royale le 6 du courant, par laquelle tous les droits diférentiels de marigation et de commerce qu'on percevait au détriment des Pavillons étrangers dans les ports de ce Royaume demeurent supprimés eu faveur des nations qui accorderatent au Pavillon Sarde une parfaite réciprocité.

D'après cette loi la réserve qui formait l'objet de l'article séparé du Traité conclu le 14 août 1843 entre la Sardaigne et le Danemark vient de cesser. Des ordres ont en conséquence été donnés aux autorités de nos ports pour que cette mesure reçoive immédiatement son exécution en faveur du Pavillon Danois.

Je ne doute pas que de son côté votre Gouvernement ne s'empresse de donner à celui de S. M. l'assurance qu'il regarde comme ayant cessé la réserve eventuelle d'appliquer de semblables droits dans tous les ports du Danemark.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma liaute considération.

Turin, le 12 juillet 1850.

AZEGLIO.



LETTRE en réponse à la précédente, de M.' de Reedtz, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Danemark, à M.' le Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne.

Par l'Office que vous avez bien voulu adresser à ce Ministère en date du 12 juillet dernier vous n'avez communiqué que le Roi, votre Auguste Maltre, vient de sanctionner une loi, par laquelle Jous les droits différentiels perças jusqu'iei dans les ports du Royaume de Sardaigne sur le Pavillon étranger ont été abrogés, et, en ajoutant que des ordres ont été donnés aux autorités compétentes pour que cette mesure reçoive immédiatement son entière exécution en faveur du Pavillon Danois, vous avez demandé que le Gouvernement du Roi veuille donner l'assurance, que la réserve de la part du Danemark fornant l'objet de l'article séparé du Traité du 14 août 1843 ser a à regorder comme avant cessé.

C'est avec une vive satisfaction, Monsieur, que j'ai l'honneur de répondre à cette demande, en déclarant par la présente, que le Gouvernement du Roi regarde comme ayant cessé d'exister la faculté, que le Dauemark s'était réservée par l'article séparé du Traité susdit en date du 14 août 1843, de prélèver des droits diftérentiels dans ses ports sur le Pavillon Sarde.

En me félicitant sincèrement à voir embrassés par votre Gouveruement les mèmes principes libéraux, qui forment depuis longtempa la base de la législation commerciale du Danemark, et dont l'adoption de la part de la Sardaigne ne saurait que contribuer puissamment à augmenter et étendre, au profit mutuel des deux Nations, les rapports de commerce existant déjà entre elles, je saisis cette occasion, pour prier Votre Excellence d'agréer les expressions de ma haute considération.

> Copenhague, au Ministère des affaires étrangères, le 11 septembre 1850.

> > REEDTZ.

# XXXVII.

1850 12 juillet, et 11 octobre.

## TURIN, ET BOGOTA.

Échange de Lettres relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et la Nouvelle Grenade.

LETTRE de M. le Chevalier D'Azeglio à M. le Ministre des affaires étrangères de la République de la Nouvelle Grenade.

Le Parlement national vient de rendre une loi qui à reçu la sanction Royale le 6 du courant, par laquelle tous les droits différentiels de navigation et de commerce qu'on percevait au détriment des Pavillons étrangers dans les ports de ce Royaume demeurent supprinués en faveur des nations qui accorderaient au Pavillon Sarde une parfaite réciprocité.

D'après cette loi la réserve qui formait l'objet de l'article additionnel du Traité conclu le 18 août 1847 entre la Sardaigne et la République de la Nouvelle Grenade vient de cesser.

Des ordres ont en conséquence été donnés aux autorités de nos ports pour que cette mesure reçoive immédiatement son exécution en faveur du Pavillon de la Nonvelle Grenade.

Je ne doute pas que de son côté votre Gouvernement ne s'empresse de donner à celui de S. M. l'assurance, qu'il regarde comme ayant cessé la révere éventuelle d'applique de semblables droits au Pavillon Sarde dans les ports de la Nouvelle Grenade.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

Turin, le 12 juillet 1850.

AZEGLIO.

LETTRE en réponse à la précédente de M. le Ministre des affaires étrangères de la République de la Nouvelle Grenade adressée à M. le Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne,

### Emo Ser

Con mueho placer he recibido i puesto en conocimiento de mi Gobierno la estimable Nota que V. E. se digob dirijirme con fecha 12 de julio último, manifestándome que Su Majestad el Rei de credena había sancionado el día 6 del propio mes una ley, que extingue en favor de las naciones, que concedan á la bandera Sarda igual tratamiento, los derechos diferenciales de navigacion i comercio que anteriorimente se cobraban á las mercancias importadas en los puertos de ese Reino bajo bandera extranjera.

Impuesto del contenido de la referida Nota el Giudadano Presidente de la República, me ha ordenado contestar á V. E. manifestandole el placer que tan liberal providencia le ha causado; i exponiendo al mismo tiempo que, en virtud de que la ley de 1 de junio de 1847 abolio en la Nueva Granada los derechos diferenciales de importacion, no se cobran ya hoi tales derechos en nuestros puertos á ninguna nacion extranjera, i por consiguiente tampoco á los buques de los dominios de S. M. el Rei de Cerdeia. Por tantos son innecesarias las órdenes que solicita V. E. se expidan á las aduanas maritimas de la República para que se entienda cesante i caduca la disposicion contenida en el articulo adicional del Tratado de amistad, comercio, i navegacion entre la Nueva Granada i Cerdeita, firmado en Turin el día 18 de agosto de 1847.

Y dejando así cumplida la órden del Ciudadano Presidente de la República aprovecho gustoso esta oportunidad para ofrecer á V. E. las cordiales manifestaciones del alto aprecio i distinguida consideracion con que tengo el honor de repetirme de V. E. muj atento obediente servidor.

Bogotá 11 de octubre del 1850.

VICT. DE D. PAREDES.

#### (Traduction)

C'est avec heaucoup de plaisir que j'ai reçu et porté à la conaissance de mon Gonvernement la Note estimable que V. E. a bien voulu m'adresser le 12 juillet dernier, en me notifant que S. M. le Roi de Sardaigne avait sanctionné le 6 du même mois une loi qui abolit, en faveur des nations qui accorderaient au Pavillon Sarde un égal traitement, les droits différentiels de navigation et de commerce qu'on percevait aupravants ary les narchaudises importées sons Pavillon étranger dans les ports de ce Rovaume.

Informé du contenu de la Note assementionnée le Citoyen Président de la République m'a ordouné de répondre à V.-E. en lui témoignant le plaisir qu'il a éprouvé pour une disposition aussi libérale; et en lui exposant en même temps que, les droits différentiels d'importation étant abolis dans la Nouvelle Grenade en vertu de la loi du 14 juin 1847, on ne perçoit plus des à présent dans nos ports de tels droits au dériment d'aucuue nation étrangère, ni par conséquent sur les navires des États de S. M. le Roi de Sardaigne. Il est donc inutile d'expédier les ordres, sollicités par V. E., aux douanes maritimes de la République pour qu'on regarde comme ayant cessé d'exister la disposition contenue dans l'article additionnel du Traité d'autité, de commerce et de navigation signé à Turin le 18 août 1847 entre la Nouvelle Grenade et la Sardaigne.

En m'acquittant ainsi des ordres du Citoyen Président de la République, je saisis avec plaisir cette occasion pour offrir à V. E. les expressions cordiales de la haute estime et de la considération très distinguée, avec laquelle etc.

Bogota, le 11 octobre 1850.

VICTORIANO DE D. PAREDES.

# XXXVIII.

1830, 21 octobre.

## TURIN.

Convention de Poste entre le Royanme de Sardaigne et la Confédération Suisse.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, désirant resserrer les liens d'amitié et de bon voisinage qui unissent les deux États, et régler au moyen d'une Convention, les relations postales entre la Sardaigne et la Suisse, d'une manière plus favorable aux intérêts de la correspondance, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Sieur Antoine Nomis Comte De Pollone, Chevalier de l'Ordre de Saint Maurice et St. Lazare, Senateur du Royaume, Vice-Président de la Chambre d'Agriculture et de Commerce, Intendant Général de l'Administration des Affaires Étrangeres, et Inspecteur Général des Postes;

Et le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, le Sieur Bénoit La Roche Stehelin, ancien Directeur Général des Postes de la Confédération, Commissaire Fédéral.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sout convenus des articles suivants:

ł.

Il y aura entre l'Administration des Postes du Royaume de Sardaigne et l'Administration des Postes de la Confédération Suisse, un échange périodique et régulier des correspondances tant pour les lettres, journaux et imprimés de toute espèce, originaires des deux États, que pour les objets de même nature originaires ou à destination des pays qui empruntent leur intermédiaire. Les services établis ou à établir pour le transport par terre ou par eau, des dépèches réciproques entre les hureaux d'échange des Administrations des Postes de Sardaigne et de Suisse, seront exécutés par les moyens ordinaires des deux Administrations et les frais résultant de ces services seront supportés par ces Administrations proportionnellement à la distance parcourue sur les territoires respectifs.

## Ш.

Les prix de port dont l'Administration des Postes de Sardaigne et l'Administration des Postes de Suisse auront à se tenir réciproquement compte sur les lettres ordinaires que ces deux Administrations échangent entre elles, seront établis, lettre par lettre, d'après l'échelle de progression de poids ci-après.

Seront considérées comme lettres simples, celies dont le poids n'excédera pas sept grammes et demi.

Les lettres pesant de sept grammes et demi à quinze grammes inclusivement, supporteront deux fois le port de la lettre simple. Celles de quinze grammes à vingt deux grammes et deni, trois

Celles de quinze grammes à vingt deux grammes et denn, trois fois le port de la lettre simple, et ainsi de suite en ajoutant de sept grammes et demi en sept grammes et demi un port simple en sus.

### 14.

Les personnes qui voudront envoyer les lettres ordinaires, soit des États Sardes pour la Suisse, soit de la Suisse pour les États Sardes, pourront à leur choix, laisser le port desdites lettres à la charge des destinataires, ou payer ce port d'avance jusqu'au lieu de destination.

#### ٧.

Le prix du port des lettres ordinaires adressées de l'un des

deux États dans l'autre, ne devra, tant en Suisse que dans le Royaume de Sardaigne, jamais excéder la somme de quarante centimes par lettre simple.

### VI.

L'Administration des Postes de Suisse payera à l'Administration des Postes de Sardaigne pour prix du port des lettres ordinaires non affranchies qui seront originaires des États Sardes, et destinées pour la Suisse, savoir:

1.º Pour les lettres originaires des bureaux mentionnés dans le tableau A annexé à la présente Convention, situés dans un rayon de trente kilomètres de la frontière de terre Suisse, la somme de gminze centimes par lettre simple.

2.º Pour les lettres originaires des autres parties des États Sardes, la somme de vingt centimes par lettre simple.

### VII.

L'Administration des Postes Sardes payera de son côté à l'Administration des Postes de Suisse, pour prix dn port des lettres ordinaires non affranchies qui seront originaires de la Suisse et destinées pour les États Sardes, sayoir:

1.º Pour les lettres originaires des bureaux mentionnés dans le tableau B annexé à la présente Convention, situés dans un rayon de trente kilomètres de la frontière de terre Sarde, la somme de guinze centimes par lettre simple.

2.º Pour les lettres originaires des autres parties de la Snisse, la somme de vingt centimes par lettre simple.

### VIII.

L'Administration des Postes Suisses payera également à l'Administration des Postes de Sardaigne pour prix du port des lettres ordinaires originaires de la Suisse destinées pour les États Sardes et affranchies jusqu'à destination, savoir: 1.º Pour les lettres adressées dans les bureaux mentionnés dans le tableau A anuex à la présente Convention, situés dans un rayon de trente kilomètres de la frontière de terre Suisse, la somme de quinze centimes par lettre simple.

2.º Pour les lettres adressées dans les autres parties des États Sardes, la somme de vingt centimes par lettre simple.

### IX.

L'Administration des Postes de Sardaigne payera de son côté à l'Administration des Postes de Suisse pour prix du port des lettres ordinaires originaires des États Sardes destinées pour la Suisse, et affranchies jusqu'à destination, savoir:

1.º Pour les lettres adressées dans les bureaux mentionnés dans le tablean B annexé à la présente Convention situés dan un rayon de trente kilomètres de la frontière de terre Sarde la somme de quinze centimes par lettre simple.

2.º Pour les lettres adressées dans les autres parties de la Suisse, la somme de vingt centimes par lettre simple.

### λ.

Les échantillons de marchandises seront sonnis à la taxe des lettres ordinaires.

## XI.

L'Administration des Postes de Suisse payerà à l'Administration des Postes de Sardaigne pour les lettres non affranchies originaires du Royanme de Sardaigne à destination des Pays situés au delà de la Suisse, ainsi que pour les lettres affranchies, originaires desdits Pays à destination du Royaume de Sardaigne, qui seraient expédiés d'un commun accord à découvert par la voie de la Suisse, la somme de vingt entimes par lettre simple. L'Administration des Postes de Sardaigne payera à l'Administration des Postes Suisses, pour les lettres non affranchies, originaires de la Suisse à destination des pays situés au delà de la Sardaigne, ainsi que pour les lettres affranchies, originaires des dits pays à destination de la Suisse, qui seraient expédiées d'un commun accord, à découvert par la voie de Sardaigne la somme de vingt centimes par lettre simple.

## XIII.

L'Administration des Postes de la Confédération Suisse payers également à l'Administration des Postes de Sardaigne pour prix du transit des lettres non affranchies originaires des pays situés au delà du Royanme de Sardaigne, à destination de la Suisse et des pays anxquels la Suisse sert on pourrait servir d'intermédiaire, ainsi que des lettres affranchies originaires de la Suisse et des pays auxquels la Suisse sert on pourrait servir d'intermédiaire à destination des pays situés an delà du Royaume de Sardaigne, qui seraient expédiées à découvert par la voie de la Sardaigne, la somme de vingt centines par lettre simple, la somme de vingt centines par lettre simple.

## XIV.

De son côté l'Administration des Postes de Sardaigne payera à l'Administration des Postes de la Confédération Suisse, pour prix du transit des lettres non affranchies, originaires des pays situés au delà de la Suisse, à destination du Royaume de Sardaigne et des pays auxquels la Sardaigne sert ou pourrait servir d'intermédiaire, ainsi que des lettres affranchies originaires du Royaume de Sardaigne et des Pays auxquels la Sardaigne sert ou pourrait servir d'intermédiaire, à destination des pays aitués au delà de la Suisse, qui seraient expédiées à découvert par la voie de la Suisse, la somme de quinze centimes par lettre simple.

Ontre le prix de transit à travers le territoire Sarde stipulé dans l'art. 13 précédent, l'Administration des Postes de la Confedération Suisse remboursera à l'Administration des Postes de Sardaigne sur les correspondances ci-après dénommées que cette denzière lui remettra à découvert, non affranchies à destination de la Suisse et des pays auxquels la Suisse sert ou pourrait servir d'internédiaire, expédées par la voie de terre, savoir:

 Sur les lettres originaires du Grand Duché de Toscane, la somme de vingt centimes par lettre simple, représentant le port territorial Toscan.

 Sur les correspondances originaires des États Pontificaux, la somme de quinze centimes par lettre simple, et celle de trois centimes par journal on feuille d'imprimés, représentant lé transit à travers la Toscane.

3. Sur les lettres originaires du Royaume des Deux Siciles, la somme de trente centimes par lettre simple, et celle de cinq centimes par journal ou feuille d'imprimés, représentant le transit à travers les États Pontificaux et la Toscane

Et pour les correspondances non affranchies originaires des États Pontificaux, du Royaume des Deux Siciles ou d'autres États, qui seront expédiées par la voie de mer, la somme de dix centimes par lettre simple, et celle de cinq centimes par journal ou fenille d'imprimés, représentant le port de voie de nner.

## XVI.

L'Administration des Postes de la Confédération Suisse tiendra galement compte à l'Administration des Postes de Sardaigne sur les correspondances originaires de la Suisse et des pays auxquels la Suisse sert on pourrait servir d'intermédiaire, à destination des pays mentionnés dans l'art. 15 précédent, qui seront remises, d'accord avec les pays intéressés, à l'Administration des Postes de Sardaigne, affranchies jusqu'aux limites de ces États, des prix stipulés dans le dit article 15 précédent. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, anuonees et avis divers imprimés, gravés ou litographiés, publiés dans les États Sardes, qui seront adressés en Suisse, et les objets de même nature publiés en Suisse, destinés pour les États Sardes, seront livrés de part et d'autre affranchis jusqu'à destination.

La taxe d'affranchissement des objets susmentionnés est fixé a cinq centimes par journal ou feuille d'imprimés quelle qu'en soit la dimension, et cette taxe sera répartie entre les Administrations des Postes des deux Pays à raison de deux centimes à la Suisse, et trois centimes à la Sardaigne, dont un centime pour droit de timbre Sarde.

# XVIII.

Les Administrations des Postes de Sardaigne et de Suisse se tiendront réciproquiement compte pour prix de transit à travers leurs territoires respectifs, des journanx, gazettes et imprimés de du Royaume de Sardaigne ou de la Suisse, et qui auront été expédiés à découvert, de la somme de cinq centimes par journal ou feuille d'imprimés, quelle que no soit la dimension.

### XIX.

Les journaux et imprimés de toute nature originaires de la Sardaigne, et qui seront expédiés à découvert en transit par la Suisse, devront être affranchis jusqu'à l'extrême frontière de Suisse anx conditions fixées par l'art. 18 précédent.

## XX.

Lès journaux et imprimés de toute nature originaires de la Suisse, et qui seront expédiés à découvert en transit par la Sardaigne, devront être affranchis jusqu'à l'extrême frontière Sarde, aux conditions fixées par l'art. 18 précédent.

# XXI.

Ponr jouir des modérations de port accordées par les articles 17 et 18 précédents aux journaux et autres imprimés, eso objets devront être mis sons bande non refiés, et ne contenir aucune écriture, chiffre on signe queleonque à la main, si ce n'est la date et la signature; les journaux et autres imprimés qui ne réuniraient pas ces conditions et ne seront pas affranchis, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

### HZZ.

Il est entendin que les dispositions contenues dans les articles précédents n'infirment en ancune manière les droits que peuvent avoir l'Administration des Postes Sardes et l'Administration des Postes Suisses, de ne pas effectuer, sur leurs territoires respectifs, le transport et la distribution de evux deces objets, énoncés aux dits articles, à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois et décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation tant en Sardaigne qu'en Suisse.

## XXIII.

Dans le cas où l'Administration des Postes des pays anxquels les Administrations des Postes de Sardaigne et de Snisse servent ou pourront servir nhérieurement d'intermédiaire, vicudraient à modifier leurs taris territorians de manière à influer sur les taxes et droits de transit, règlés par la présente Convention pour les correspondances respectives de la Sardaigne et de la Sinsia d'estination de ces pays, et réciproquement les nonreaux droits ou taxes résultants de ces modifications, seront admis de part et d'autre d'après les indications et justifications que se fourniront mutuellement les Administrations des Postes de Sardaigne et de Suisse.

Le Public des pays respectivement desservis par les Postes de Sardaigne et de Suisse, pomra envoyer des lettres chargées d'un pays pour l'autre, et autant qu'il sera possible pour les pays auxquels les deux Administrations servent d'intermédiaire.

Le port de ces lettres sera toujours le double de celui stipulé pour les lettres ordinaires.

Le port des lettres chargées, originaires de l'un des deux États contractants et destinées pour l'autre, devra tonjonrs être payé d'avance et jusqu'à destination.

Quant au port des lettres chargées destinées pour les pays étrangers, il sera aussi payé d'avance jusqu'aux points on limites fixées dans la présente Convention pour l'affrauchissement des lettres ordinaires adressées dans les nièmes pays étrangers.

## XXV.

Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, celle des deux Administrations sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, payera à l'antre Administration à titre de dédomagement, soit pour le destinataire, soit pour l'envoyeur, suivant le cas, une indeamité de cinquante france dans le délai de denx mois, à dater du jour de la réclamation; mais il est entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt, ou de l'envoi du chargement; passé ce terme, les deux Administrations ne seront tennes, l'une envers l'autre à aucue indemnité.

# XXVI.

La correspondance exclusivement relative aux différents services publics, adressée d'un État dans l'autre, et dont la circulation en franchise aura été autorisée, sur le territoire de l'État auquel appartient le fonctionnaire ou l'Autorité de qui émaie cette correspondance, ser transmise exempte de tout prix de port. Si l'Autorité ou le fonctionnaire à qui elle est adressée jouit pareillement de la franchise, elle sera délivrée sans taxe; dans le cas contraire cette correspondance ne sera passible que de la taxe territoriale voulue par le tarif intérieur du pays de destination.

### XXVII.

Le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne prend l'euggement d'accorder à la Confédération Suisse le transit en dépèches clòses sur le territoire Sarde, des correspondances originaires de la Suisse, et des États anxquels la Suisse sert ou pourrait servir d'intermédiaire pour les pays situés au delà du Royaume de Sardaigne, avec lesquels la Suisse voudrait entretenir une correspondance directe, et réciproquement de ces pays pour la Suisse et les États auxquels la Suisse sert ou pourrait servir d'intermédiaire, moyennant la soume de quatre-vingt ceutimes par trente grammes, poids net, pour les lettres, et de deux centimes par journal ou feuille d'imprimes

Toutefois îl est convenu que le prix de transit dont la Suisse aura à tenir compte à la Sardaigne, sera réduit à quarunte centimes par trente grammes, poids net, pour les lettres, et à un centime par journal ou feuille d'imprimes, sur les correspondances que l'Administration des Poetse de Suisse, jugerait à propos d'échanger, en dépèches closes par la voie de la Sardaigne, avec l'Administration des Poetse de la Lombardie.

Quant aux dépèches clòses que l'Administration des Postes de Suisse voudrait échanger entre des bureaux Suisses en passant sur le territoire Sarde, elles seront transportées gratuitement au moyen des services ordinaires employés par l'Administration des Postes de Sardaigne.

### XXVIII.

La Confédération Suisse prend de son côté l'engagement d'accorder au Gouvernement de S. M. le Koi de Sardaigne le transit, en dépèches clôses, sur le territoire Suisse, des correspondances originaires de la Sardaigne, et des États auxquels la Sardaigne sert ou pourrait servir d'intermédiaire, pour les pays situés au delà de la Suisse, avec lesquels la Sardaigne vondrait entretenir une correspondance directe, et réciproquement de ces pays pour la Sardaigne, et les États auxquels la Sardaigne sert ou pourrait servir d'intermédiaire, moyennant la somme de soixante centimes par trente grammes, poids net, pour les lettres, et d'un centime et deni par journal of feuille d'imprimés.

Toutefois il est convenu que le prix de transit, dont la Sardaigne aura à tenir compte à la Suisse, seur réduit à vingt centimes par trente grammes, poids net, pour les lettres, et à nu demicentime par journal ou feuille d'imprimés, sur les correspondances que l'Administration des Postes de Sardaigne jugerait à propos d'échanger en dépèches eloses, par la voie de Genève, avec l'Administration des Postes de France.

Quant aux dépèches clôses que l'Administration des Postes de Sardaigne, voudrait échanger entre des Burenx Sardes, en passant sur le territoire Suisse, elles seront transportées gratuitement au moyen des services ordinaires employés par l'Administration des Postes de Suisse.

# XXIX.

Le poids des correspondances de toute nature, tomhées en rebnt, ainsi que celui des fenilles d'avis et autres pièces de comptabilité, résultant de l'échange des correspondances transitant en dépèches clòses, soit à travers la Sardaigne, soit à travers la Snisse, et qui sont mentionnées dans les articles 27 et 28 précédents, ne sera pas compris dans les pesées des lettres, journaux et imprimés de toute nature, sur lesquelles devront être assis les prix de transit fixés par les dits articles.

## XXX.

Les Administrations des Postes de Sardaigne et de Suisse dresseront chaque mois les comptes résultants de la transmission réeiproque des correspondances, et ces comptes après avoir été débattus et arrètés contradictoirement, serout soldés par l'Administration qui sera reconnue redevable envers l'antre, dans les deux mois qui suivront le mois auquel le compte se rapporte.

### XXXI.

Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandiese, journaux, gazettes, ouvrages périodiques, et imprimés de toute nature, échangés entre les deux Administrations des Poste de Sardaigne et de la Confédération Suisse, qui seront tombés en rebut pour quelque cause que ce soit, derront être renvoyés de part et d'autre à la fin de chaque mois. Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte, seront rendus ponr le poids et prix pour l'esquels ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur. Ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination on jusqu'à la frontière de l'office correspondant, seront renvoyés sans taxe ni d'écompte.

Quant aux correspondances affranchies tombées en rebut, qui aurout été transportées en dépéches clôse par l'une des deux Administrations pour le compte de l'autre, elles seront admises pour le poids et prix pour lesquels elles auront été comprèses dans loise comptes de transit des Administrations respectives sur de simples déclarations on listes nominatives mises à l'appui des décomptes, forsque les correspondances elles-mêmes ne pourront pas être produites par l'office qui aura à se prévaloir du montant de leur port visa-èvis de l'office correspondant.

## XXXII.

Les lettres ordinaires ou chargées, les journaux, gazettes, ouvrages périodiques et imprimés de toute nature mal adressés, ou mal dirigés, seront sans aucan délai réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs pour les poids et priv auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les lettres ordinaires ou chargées, les journaux, gazettes, et imprimés de toute nature qui auront été adressés à des de-

stinataires ayant changé de résidence, et quelle que soit l'origine des dits objets, seront respectivement livres ou rendus chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

### XXXIII.

L'Administration des Postes de Sardaigne et l'Administration des Postes de la Confédération Suisse désigneront d'un commun accord les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives; elles régleront aussi la forme des comptes mentionnés dans l'article 30 précédent, la direction des correspondances transmises réciproquement, ainsi que toutes autres mesures de détail et d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures de détail désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux Administrations toutes les fois que d'un commun accord ces deux Administrations en reconnaitront la nécessité.

## XXXIV.

La présente Convention est conclue pour cinq ans; à l'expiration de ce terme elle, demeurera en vigueur d'année en année à moins de notification contraire faite par l'une des hautes Parties contractantes, six mois à l'avance.

### XXXV.

La présente Convention sera ratifiée par S. M. le Roi de Sardaigne et le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse conformément aux Constitutions des deux États et les ratifications en seront échangées à Berne aussitôt que faire se pourra.

Elle sera mise en exécution au plus tard dans un délai de deux mois après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Turin en double original le vingt-unième jour du mois d'octobre de l'an de grâce mil huit cent cinquante.

D1 POLLONE. LA ROCHE STEHELIN.
(L. S.) (L. S.)

.

# NOMENCLATURE

lies Bureaux de Poste Sardes, dont les correspondances seront livrées à l'office des Postes de Suisse, au prix de quinze centimes par lettre simple et viceversa.

Annecy	Ornavasso
Annemasse '	Pallanza
ioste	Pontegrande
Arone	Pré-St-Didier
Belgirate	Rumilly
Bonneville	St-Jeoire
Canobbio	St-Julien
Chátillon	S.a Maria Maggiore
Cluses	Sallanches
Crodo	Samoëns
Domodossola	Seyssel
Douvaine	Stresa
Evian	Tanninge
Frangy	Thonon
ntra	Varallo
a Roche	Verrés
esa	Vogogna

# NOMENCI ATURE

Des Bureaux de Poste Suisses dont les correspondances seront livrées à l'office des Postes de Sardaigne au prix de quinze centimes par lettre simple et viceversa.

#### NOMS DES BUREAUX SUISSES Aigle Louèche Airolo Lugano Ambri Lutry Aubonne Magadino Balerna Martigny Bellinzona Melano Bex Mendrisio Biasca Morgex Bironico Nyon Bodio Osogna Brigue Baron Caronge Rolle Chatel-St-Denis St-Gingolph Chiasso St-Maurice Cappet St-Saphorin Cossonay Sierre Cully Sion Dazio Grande Taverne Echallens Vauvrier Faido Vernex Genève Vevey Giornico Viège Grand St-Bernard Villeneuve Lausanne Vionaz Locarno

(Ratifiée le 3 novembre 1850. — L'échange des ratifications a eu lieu à Berne le 16 janvier 1851.

# XXXIX.

1850, 5 novembre

## TURIN.

Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne, et le Président de la République Française.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et le Président de la République Française désirant faciliter et étendre d'une manière réciproquement avantageuse les relations commerciales et maritimes entre les deux pays, d'une part en plaçant les Pavillons respectifs sur un pied de parfaite égalité en ce qui concerne les taxes de navigation; d'autre part en réduisant mutuellement les taxes de donanes sur un certain nombre de produits naturels ou autres expédiés d'un pays dans l'autre, sont convenus d'ouvrir dans ce but une négóciation et out nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, avoir :

Sa Majesté le Roi de Sardaigne le Chevalier Louis Cibrario, Sénateur du Royaume, Chev. des Ordres des SS. Maurice et Lazare et du Mérite Civil de Savoie, Commandeur et Chev. de plusieurs autres Ordres étrangers;

Et le Président de la République Française le Sieur Ferdinand Barrot, Représentant du Peuple, Chevalier de la Légion d'Honneur, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de France près la Cour de Turin.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants:

#### ı,

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants des deux pays; ils ne payeront point, pour exercer leur commerce ou leur industrie dans les ports, villes on lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, on ne fassent que les travvrser à litre de commis marchands ou commis voyageurs, de patentes, taxes ou impôts sous quelque dénomination que ce soit autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux; et les privilèges, immunités, et autres faveurs quelconques dont jouis-sent, pour l'exploitation du commerce ou de l'industrie, les cito. yens de l'un des deux États seront communs à ceux de l'autre.

Il est toutefois entendu que cette disposition ne s'appliquera pas aux taxes différentielles de douane que chacun des deux États jugerait utile de maintenir à l'importation des marchandises par un Pavillon antre que le Pavillon national.

II.

ELes navires Français, venant directement des ports de França avec chargement, et saus chargement de tout port quelconque, ne payeront dans les ports de Sardaigne soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de balisage, de quaiage, de quarantaine, de port, de plare, de courtage, d'expédition, et d'autres charges qui pésent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, des particuliers on établissement quelconque, que ceux dont sont ou seront passibles en Sardaigne les navires Sardes venant des mêmes l'ieux, ou ayant la même destination.

Par réciprocité les navires Sardes, venant directement des ports de Sardaigne avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, dans les ports de France, seront assimilés, soit à l'entrée soit à la sortie soit durant leur séjour aux navires Français pour tous les droits ou charges quelconques portant sur la coque du navire.

III.

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement, et leur déchargement dans ¿les ports, rades, hàvres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de conmerce, leurs équipages, et leurs 'cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux dans l'un des deux États aucun privilège, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'antre Puissance, la volonté des hantes Parties contractantes étant que sous ce rapport aussi les bâtimens Français et les bâtimens Sardes soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

## IV.

Seront respectivement considérés comme navires Français ou Sardes ceux qui navignant sous le Pavillon de l'un des deux États seront possedés et euregistrés selon les lois du pays munis de ti-tre et patente régulièrement délivrés par les Autorités compétences; à la condition toutefois que le capitaine sera national, c'est à dire citoyen du pays dont il porte le Pavillon, et que les deux tiers de l'équipage seront nationaux d'origine et de domicile, on s'ils sont étrangers d'origine qu'ils aient résidé pendant dix ans au moins dans les pays respectifs.

#### V.

Tous les produits et autres objets de commerce dont l'impor con l'exportation pourra légalement avoir lien dans les États de l'une des hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés sanf payement des surtaxes différentielles de douane à l'entrée, on en être exportés librement par des navires de l'autre Pnissance.

Les marchandises importées dans les ports de la France on de la dardaigne par les navires de l'une on de l'autre Puissance, ponrront y être livrées à la consommation, au transit on à la réexportation, ou enfin-être mises en entrepôt au gré des propriétaires, on de leur ayant canse, le tout sans être assujietti à des droits de magasinage, de vérification, de surveillance, ou autres charges de même nature plus forts que cenx auxquels seront sommisse les marchandises apportées par navires nationaux.

Les marchandises de toute nature qui seront exportées de Sardaigne par navires Français, ou de France par navires Sardes pour quelque destination que ce soit ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront sons l'im et l'autre Pavillon de toutes primes et restitutions de droits ou antres faveurs qui sont ou seront accordées dans chacun des deux pays à la navigation nationale.

## VII.

Les navires Français entrant dans un port de Sardaigne, et reciproquement les navires Sardes entrant dans un port de France, et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlemens des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port soit du même pays, soit d'un autre, et la résporter sans être astreiuts à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucan droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront naturellement être perques qu'ars taux fixès pour la navigation nationale.

# VIII.

Les capitaines et patrons des bâtimens Franciais et Sardes seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir dans les ports respectifs des deux États aux expéditionnaires officieles, et ils pourront en conséquence librement se servir soit de leurs Consuls, soit des expéditionnaires qui seraient désignés par ceux-ci, sanf à se conformer dans les cas prévus par le Code de Commerce Français et par le Code de Commerce Sarde aux dispositions desquels la présente clause n'apporte aucune dérogation.

Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs:

1º Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest.

2º Les navires qui passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ses droits.

3º Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de reliache forcée, comme opérations de commerce le debarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'Administration des Douanes est aura douné l'autorisation.

## X.

Les paquebots à vapeur Français, affectés à un service régulier et périodique, qui feront escale dans le port de Gènes, continueront à être assimilés au pavillon Sarde.

Les paquebots à vapeur Sardes, affectés à un service régulier et périodique qui feront escale dans les ports de Marseille et de Porte Vandres (ou de Cette), seront assimilés au pavillon national.

## XI.

Malgré les dispositions des articles précédents la navigation de côte ou de cabotage demeure réservée au pavillon national dans les États respectifs. Voulant se donner des gages de leur désir mutuel de favoriser les relations commerciales entre les deux Pays, les hautes Parties contractantes sont convenues dans ce but des dispositions suivanes:

Le Président de la République Française consent:

- 1º A maintenir le régime exceptionnel et de faveur fait par la loi des douanes du 9 juin 1845 aux bestiaux Sardes entrant en France par la frontière de terre, et à augmenter le nombre des bureaux de douanes ouverts à l'importation dans la zône comprise entre le Pont de Beauvoisin et la Méditerranée.
- 2º A étendre le même régime de droits aux bestiaux Sardes importés par le littoral de la Méditerranée.
- 3º A abaisser d'un quart le taux actuel des droits sur l' introduction des riz par la frontière de terre.
- 4º A étendre l'application de ce droit réduit aux importations des riz effectuées par mer tant en France qu'en Algérie.
- 5º A réduire d'un sixième le droit d'entrée actuel sur les fruits frais, et à maintenir les droits actuels sur la céruse en conformité de la loi du 9 juin 1845.
- 6º Λ réduire à six francs par tête le droit d'entrée sur les mules et mulets.
- 7º A supprimer le droit de deux francs par tête pour les mêmes animaux exportés à destination de la Sardaigne.
  - 8° A supprimer le droit d'entrée des petites peaux brutes. 9° A réduire d'un cinquième le droit d'entrée du corail taillé
- 9º A réduire d'un cinquième le droit d'entrée du corail taillé mais non monté.
- 10º A réduire 14 0/0 sur lé taux des droits d'entrée actuellement acquittés par les gazes de soie pure de la fabrique des États Sardes, importées en France par la frontière de terre des deux États.
- 11º A réduire à 100 par 100 kilo. pour le pavillon Sarde, et à 93 pour le pavillon Français le droit d'entrée sur les poissons marinés.
  - Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage de son côté:

A) A réduire les différens droits actuellement établis sur les eaux de vie Françaises importées soit par mer, soit par les frontières de terre, savoir, pour celles de plns de 22 degrés à 30 francs l'hectolitre; pour celles de qualité inférieure à 18 francs.

B) A abaisser le taux des droits sur les vins de France de toute qualité qui entreront dans les États Sardes, soit par mer sons Pavillon National on Français, soit par la Irontière du Var, du Rhône et des Alpes dans la proportion suivante: savoir, pour les vins d'une valeur supérieure à 20 fr. au seul droit fixe de 14 francs l'hectolitre; pour les vins en bouteilles à trente gentiunes par bonteille; et pour les vins de qualité inférieure à dix frances par hectolitre.

C) A réduire le droit d'entrée sur les objets de mode de vingt francs à quinze francs par kilogramme, poids net, outre le 8.0,0 de la valenr.

D) A réduire le droit sur la porcelaine en couleur ou dorée de cinquante à trente francs; et sur la porcelaine blanche à vingt cinq francs.

E) A établir un droit d'entrée spécifique uniforme de six francs par tête pour les mules et mulets, et à supprimer à l'égard de ces animaux tout droit de sortie.

F) A rédnire les droits actuellement perçus à l'exportation des petites peaux brntes, savoir à quinze francs par 100 kilo. pour les peaux d'agneau; et à trente francs pour les peaux de chevreau.

G) A abaisser d'un tiers le taux actuel des 'droits à l'entrée des euirs et peanx préparées, et de moitié pour les peaux chamoisées; et à réduire à un franc et cinquante centimes le droit d'exportation des soies grèges.

II) A abaisser le droit sur le papier sans fin pour teinture à trente francs; pour les verres œuvrés à quinze francs: et à réduire de moitié le droit pour les bouteilles noires de litre et de demi-litre.

 A réduire de 20 à 15 francs le droit d'entrée sur la passementerie en soie pure.

 K) A supprimer le droit d'entrée par terre sur l'élixir de la Grande Chartreuse.

Afin de compléter et d'équilibrer d'une manière aussi exacte que possible les concessions donanières et maritimes stipulées dans les articles ci-dessus énoncés il est en outre convenu:

1º Que les navires Français faisant l'intercours entre les ports Sardes et l'Algérie seront en tont en Sardaigne placés sur la même ligne que les bâtimens Français se livrant à l'intercours direct

entre les ports Français et les ports Sardes.

2º Que le droit de tonnage de 2 francs par tonneau, actuellement peren dans les ports de l'Algérie sur les navires Sardes employés à l'intercours direct de la Sardaigne avec les possessions Françaises dans le nord de l'Afrique, ne sera pas exhaussé pendant toute la durée du présent Traité; et que ce droit une fois payé dans un port de l'Algérie ne sera plus exigé dans les autres ports dans lesquels le navire pourrait entrer pour compléter son déchargement ou son chargement.

3º Que pendant la même période le bois à construire et à brûler, les merrains, les feuillards, le charbon de bois et les matériaux à bâtir, importés directement de Sardaigne en Algérie, sons Pavillon National ou Sarde, conserveront la franchise dont ils ont joui jusqu'ici.

## XIV.

En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes Parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun privilège, faveur ou immunité à un autre État qu'il ne le soit aussi, et à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, et en donnant la même compensation ou l'équivalent, si la concession a été conditionnelle.

# XV.

Les hautes Parties contractantes prennent l'engagement mutuel de ne pas augmenter pendant toute la durée du présent Traité les droits applicables tant aux produits énumérés dans ledit Traité, qu'aux produits du sol ou de l'industrie des deux États, qui peuvent être légalement importés en droiture de l'un des deux Pays dans l'autre, sous le pavillon de l'une et l'autre Nation. Il set également couvrenu que pendant la même période aucun droit de navigation ne pourra être augmenté ou établi de nouveau dans l'un des deux l'ays au préjuicée de l'autre.

### XVI.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires de chacune des hautes Parties contractantes, résidant dans les États de l'autre, recevront des Autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus aisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs, qu'ils soient on non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord des dits bâtiments.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou onccionnaires compétents, et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage, on autres documents officiels, on bien si le navire était parti, par la copie des dites pièces, diment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie du dit équipage; sur cette demande ainsi justifiée, la renise ne pourra leur être rélusée.

Les dits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, et pourrquit même être détenus et gardés dans 'les prisons du pays à la réquisition et aux frais des Agents précités jusqu'a unoment où ils seront reintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans les pays des dits Agents, sur un navire de la même, ou de toute autre uation.

Si pourtant cette occasion ne se présentait point dans le délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la Partie à la requête de la quelle l'arrestation a été opérée, les dits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins si le déserteur avait commis en outre quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les Autorités locales, jusqu'à ce que le Tribunal compétent ait dument statué sur le dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage sujets du pays où la désertion a lieu sont exceptés des stipulations du présent article.

## XVII.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires Francais naufragés ou échouée sur les côtes de Sardaigne, seront dirigées par les Consuls ou Vice-Consuls de France, et réciproquement les Consuls et Vice-Consuls Sardes dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragées ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des Autorités locales aura seulement lieu dans les deux Pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence, et jusqu'à l'arrivée des Consuls ou Vice-Consuls, les Autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus, et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

### XVIII

En ce qui concerne les autres attributions, privilèges et immunités des Consuls respectifs, les deux hautes Parties contractantes s'engagent à en faire, dans le plus beré délai possible, l'objet d'une Convention spéciale; et en attendant il est convenu que lesdits Consuls, Vice-Consuls et Chanceliers jouiront respectivement dans les deux Pays des avantages de toute sorte accordés, ou qui pourront étre accordés à ceux de la nation la plus favorisée; ce tout bien enteudu, sous condition de réciprocité.

### XIX.

Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai de deux mois ou plus tôt si faire se peut. Il aura force et valeur pendant quatre années à dater du jour dont les hautes Parties contractantes conviendront pour son exécution sinultanée, dès que la promulgation en sera faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

Si à l'expiration des quatre années le présent Traité n'est pas dénoncé six mois à l'avance, il continuera à être obligatoire d'année en année jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Turin le cinquième jour du mois de novembre de l'an mil huit cent cinquante.

(L. S.) CIBRARIO.

(L. S.) FERDINAND BARROT.

(Ratifié le 6 février 1851).

Procès-verbal d'échange des ratifications sur le Traité de commerce et de navigation signé entre la Sardaigne et la France.

Les soussignés s'étant réunis à l'eflett de procéder à l'échange des actes de ratifications de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et du Président de la République Française, sur le Traité de commerce et de navigation signé à Turin le 5 novembre dernier, entre la Sardaigne et la France, les instruments desdites ratifications ont été produits, et áyant été, après lecture faite, trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été opérés, sous la réserve de l'insertion dans le présent Procès-verbal d'une Note échangée entre le Plénipotentiaire Sarde et le Plénipotentiaire Français, à la même date du 5 novembre dernier, pour expliquer et modifier quelques unes des dispositions du susdit Traité, Note dont la teneur suit le teneur suit.

NOTE échangée entre le Plénipotentiaire Sarde et le Plénipotentiaire Français.

A l'occasion de la signature du Traité de commerce et de navigation entre la France et la Sardaigne, le Plénipotentiaire Sarde a rappelé à Monsieur Barrot, Plénipotentiaire de Monsieur le Président de la République, l'engagement que Sa Seigneurie avait pris au nom de son Gouverienent:

1º D'assimiler les citoyens Sardes aux Français dans l'ordonnance que le Gouvernement de la République se propose de publier à fin de régler les conditions du jangeage des hâtimens;

2º D'accorder une protection efficace, dans les limites du droit international, aux citoyens Sardes exerçant l'industrie de la pêche sur les côtes de France;

3º Enfin le Plénipotentiaire Sarde a déclaré que d'après le cours des négociations, la lettre et l'esprit du § 2 de l'article 13, il

demenre bieu entendu que les navires Sardes employés à l'intercours direct, qui auront payé dans un port de l'Algérie le droit de 2 fr. par tonneau ne payeront au même titre absolument rien dans les autres ports où ils devraient mouiller pour compléter leur chargement ou déchargement.

Sur quoi le Pfénipotentiaire Français soussigné, en conformité de l'engagement verbal qu'il en a pris, promet au nom de son Gouvernement, l'assimilation dont au numéro I de la présente Note, la protection dont au numéro 2, et a adhéré à la déclaration contenue au numéro 3.

Le Plénipotentiaire Français fait remarquer qu'il s'est gliase me erreur dans les copies échangies du Traité de commerce et de navigation à l'artiele 12 lettre A; on doit y lire au lieu des mots e pour celles (les eaux de vie) de plus de 22 degrés, les mots de > céletes de 22 degrés et au desurs).

Le Plénipoteutiaire Sarde déclare consentir à cette rectification conforme aux précédents de la discussion et au tarif Sarde.

En foi de quoi, les deux Plénipotentiaires ont signé et ont apposé leurs cachets.

Fait à double original à Turin, le cinq du mois de novembre de l'an mil buit cent cinquante.

CIBRARIO. FERDINAND BARROT.

Les dispositions de la Note qui vient d'être insérée auront la même force et valeur que celles du Traité dont la dite Note devient une annexe; toutefois il est bien entendu entré les deux Gouvernements que l'insertion du paragraphe relaif au classement des eaux de vie de 22 degrés, et commençant par ces mots le Plénipotentiaire Français fait remarquer et finissant par ceux-ci: Les mots de celles de 22 degrés et audessus, ayant été le résultat d'une erreur, le susdit paragraphe est et doit être considéré comme nul

et non avenu, la graduation du tarif des eaux de vie devant demeurer conforme au texte du tarif des donanes de Sardaigne en vigueur à la date de ce jour.

Quant aux autres paragraphes de la Note susrelatée et numérotés de 1 à 3, il est également bien eutendu entre les deux Gouvernements que la portée réelle des principes qu'ils consacrent sera celle des commentaires développés dans les offices échangés entre le Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et la Légation de France à Turin en date du 30 et du 31 décembre 1850.

En foi de quoi, les soussignés ont apposé leurs cachets respectifs avec leurs signatures au présent Procès-verbal dressé en double expédition à Turin le sixième jour de Février 1851.

Le Ministre Secrétaire d'État des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne. L'Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française.

Azeglio.

HIS BUTENVAL.

# XL.

### 1850, 5 novembre.

## TURIN.

Convention pour la garantie de la propriété littéraire, entre S. M. le Roi de Sardaigne et le Président de la République Française.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et le Président de la République Française, ayant reconnu que des circonstauces indépendantes de la volonté des hautes Parties contractantes ont jusqu'ici empêché que les Conventions spéciales signées à Turin le 28 août 1843 . et le 22 avril 1846 pour la garautie réciproque en Sardaigne et en France de la propriété des œnvres d'art et d'esprit produisissent les résultats avantageux qui en avaient inspiré la conclusion, et voulant régler d'un commun accord les difficultés pratiques que l'expérience a fait ressortir; d'un autre côté Sa Majesté le Roi de Sardaigne ayant consenti à faciliter l'entrée dans ses États des livres, gravures, lithographies et ouvrages de musique publiés en France, eu abaissant les droits actuellement perçus d'après la loi pour l'importation des dits articles : Sa Majesté le Roi de Sardaigne et le Président de la République Française ont jugé convenable de conclure dans ce but une Convention spéciale et ont nommé pour Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Chevalier Louis Cibrario, Sénateur du Royaume, Chevalier des Ordres des SS. Maurice et Lazare, et du Mérite civil de Savoie, Commandeur et Chevalier de plusieurs autres Ordres étrangers.

Et le Président de la République Française le Sieur Ferdinand Barrot, Représeutant du Peuple, Chevalier de la Légion d'Honneur, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de France près la Cour de Turin.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleius-pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants: Les deux hautes Parties contractantes, voulant assurer la stricte exécution des dispositions de l'article VI de la Convention du 28 août 1813, qui prononcent la prohibition à l'entrée dans chacun des deux États de tous ouvrages ou objets de contrefaçon définis par les articles I, II et III de la dite Convention, s'obligent à tenir la main à ce que toute tentative faite pour introduire en fraude de semblables ouvrages ou objets de contrelaçon par les frontières des deux Pays soit repoussée d'une manière absolue.

### п

A fin de faciliter l'exacte exécution de l'engagement stipulé dans l'art. I précédent, il est en outre expressément convenu:

1º Que tout envoi fait d'un des deux Paysdans l'autre d'ouvrages d'esprit ou d'art devra être accompagné d'un certificat délivée en Sardaigne par les Intendants Généraux et Intendants de province établis dans la ville la plus voisine du lieu d'expédition, et en France par les Préfets ou Sous-Préfes.

Ge certificat, dont le coût ne pourra respectivement dépasser 30 centimes, quelque soit le nombre d'ouvrages composant chaquienvoi, devra d'une part énoncer la liste complète, le titre, le nombre d'exemplaires des ouvrages auxquels il s'applique, et de l'autre constater que ces mêmes ouvrages sont toutes éditions non contrefaites et propriété Sarde ou Française selon le pays d'où l'exportation s'effectue, on qu'ils y ont été nationalisés par le payement des droits d'entrée.

2º Que tons ouvrages expédiés à destination de l'un des deux Etats, d'ailleurs que de l'autre État, deront, lorsqu'ils seront rédigés dans la langue de ce dernier État, être accompagnés de certificats délivrés par les Autorités compétentes du pays de provannes, libellés dans la forme indiquée ci-dessus, et constatant que les dits ouvrages sont toutes publications non contrelaites d'ouvrages l'émontais ou Français.

La reconnaissance et la vérification de la nationalité des envois d'ouvrages d'art ou d'esprit se fera dans les bureaux de douaue respectifs spécialement ouverts à cet effet, et avec le concours des Agents chargés dans les deux Pays de l'examen des livres arrivant de l'étranger.

### ıv

Tout ouvrage d'esprit ou d'art dans les cas prévus par le précèdent article qu'in e sera point accompagné de certificat en due forme, sera retenu à la douane, procès verbal en sera dressé, et une expédition diument légalisée sera envoyée dans le plus bruient d'élais possible aux Agents Diplomañques ou Consulaires respectifs, ainsi qu'aux parties intéressées, à la diligence de l'Administration des douanes où la reteune a été opérée.

Les parties auront cinquante jours pour se pourvoir soit devant l'Autorité didiciaire, soit devant l'Autorité d'administrative, afin de faire valoir leurs droits. Ce délai expiré, sans qu'aucune réclamation ait été signifiée à l'Administration des douanes, les livres retunes pourront être introduits, sauf aux parties à faire valoir ul-térieurement leurs droits conformément aux lois sur les contrefacons.

## v.

Au moment de la mise à exécution de la présente Convention les hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste exacte des bureaux de douane maritimes et terrestres auxquels sera limitée de part et d'autre la faculté de recevoir et de reconnaître les envois d'ouvrages d'esprit ou d'art.

# VI.

Pendant la durée de la présente Convention les droits actuellement établis à l'importation licite dans le Royaume de Sardaigne des livres, gravures, dessins ou ouvrages de musique publiés dans tonte l'étendue du territoire de la République Française demenreront réduits et fixés au taux ci-après établi.

Il est entendu que le taux des droits ci-dessus spécifiés ne sera pas augmenté pendant la durée de la présente Convention; et que si avant l'expiration de celle-ci ce taux était réduit en faveur des livres, gravures, dessins ou ouvrages de musique publiés dans tout autre Pays étranger, cette réduction s'étendra en même temps aux objets similaires publiés en France.

# VII.

La présente Convention, considérée comme supplémentaire à celle des 28 août 1843, et 22 avril 1846, dont la durée est prorogée pour le même laps de temps, resters en vigueur pendant six années à partir du jour où les hautes Parties contractamtes seront convenues de la mettre à exécution et après qu'elle aura été promulguée conformément aux règlements de chaque Pays. Dans le cas, où aucune des deux Parties ne signifierait six mois avant l'expiration des six années sus-indiquées son intention d'en faire cesser les effets, la présente Convention et celles des 28 août 1833 et 22 avril 1846, continueront à rester en vigueur encore une année et at ainsi d'année en année jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties les auront simultanément dénoncées.

Les hautes Parties contractantes se réservent cependant la faculté d'apporter d'un commun accord à la présente Convention toute modification dont l'expérience viendrait à démontrer l'opportunité.

# VIII.

Les hautes Parties contractantes, voulant assurer des garanties analogues à la propriété des marques et dessins de fabrique, sont convenues d'en faire l'objet d'un accord spécial dès que la législation sur cette matière aura reçu dans les deux Pays son complément nécessaire.

# IX.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai de deux mois ou plustôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y out apposé leurs cachets.

Fait à Turin le cinq du mois de novembre l'an mil-huitcent cinquante,

Cibrario. Ferdinand Barrot. (L. S.) (L, S.)

(Ratifiée le 6 février 1851. — L'échange des ratifications a eu lieu à Turin le même jour )

# XLI.

### 850 . 9 novembre

## PARIS.

# Convention de Poste entre la Sardaigne et la France.

S. M. le Roi de Sardaigne et le Président de la République Française également animés du désir de resserrer les liens d'amitié et de bon voisinage qui unissent les deux Pays, et d'améliorer au moyen d'une nouvelle Convention, le service des correspondances entre la France et les États Sardes, ont nommé pour leurs Plémiopetuiliers à cet effet, savoir:

S. M. le Roi de Sardaigne: Monsieur le Coute Charles Beraudo de Pralormo, Chevalier Grand Cordon de l'Ordre Royal des Ss. Maurice et Lazare de Sardaigne, Chevalier de première classe des Ordres de Sainte Anne de Russie et de la Couronne de Fee d'Auriche, Ministre d'État, Sénateur et son Enroyé extraordinaire, et Ministre Plénipotentiaire auprés de la République Française;

Le Président de la République Française: Monsieur Jean Franças Ducos de la Hitte, Général de Division, Grand Officier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur, Grand Croix de l'Ordre Royal des Ss. Maurice et Lazare de Sardaigne etc. Ministre et Secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont couvenus des articles suivants:

i.

Il y aura entre l'Administration des Postes de France et l'Administration des Postes de Sardaigne nn échange périodique et régulier de lettres, de journaux et d'imprinés de toute nature, au moyen des services ordinaires ou spéciaux établis ou à établir pour cet objet entre les points de la frontière des deux Pays ci-après désignés, savoir:

- 1º Entre Seyssel (France) et Frangy.
- 2º Entre Belley et Chambery.
- 3º Entre le Pont de Beauvoisin (France) et Chambéry.
- 4º Entre les Échelles (France) et Chambéry.
- 5º Entre Chapareillan et Chambéry.
- 6º Entre Briançon et Suse.
- 7º Entre Antibes et Nice.

Indépendamment des services ci-dessus désignés, il pourra et étre établi à la suite d'une entente entre les deux Administrations des Postes respectives sur tout autre point du territoire des deux États pour lesquels des relations directes seraient ultérieurement jugées nécesaires.

Les services établis ou à établir en vertu des dispositions du présent article pour le transport des dépèches réciproques, seront exécutés par les moyens ordinaires des deux Administrations, et les frais résultant de ces services seront supportés par ces Administrations proportionnellement à la distance parcourue sur les territoires respectifs.

A cet effet celle des deux Administrations qui acquittera la totalité de ces frais sur un point quelconque devra fournir a l'autre un double des marchés conclus pour cet objet avec les entrepreneurs. En cas de résiliation de ces marchés les indemnités de résiliation seront supportées dans la même proportion

H.

Indépendamment des correspondances qui seront échangées entre les Administrations des Postes des deux Pays par les voies indiquées dans l'article précédent ces Administrations pourront s'expédier réciproquement des lettres, des journaux et des imprimés de toute nature par les différentes voies di-après désignées, savoir:

- 1º Par les Postes de la Confédération Suisse;
- 2º Par les paquebots que le Gouvernement Français et le Gouvernement Sarde pourront respectivement juger à propos d'en-

tretenir ou de fréter pour opérer le transport des correspondances dans la Méditerranée;

3º Par les paquebots du commerce naviguant entre les ports Français et les ports Sardes.

#### m.

Le prix de transit revenant à l'Administration des Postes Fédérales pour le transport à travers la Suisse des correspondances que les deux Administrations des Postes de France et des États Sardes se transmettront réciproquement par cette voie sera acquitté par l'Administration des Postes de France conformément aux Conventions conclues entre la France et la Confédération Suisse. La moitié de ce prix sera remboursée à l'Administration des Postes Francaises par l'Administration des Postes Francaises par l'Administration des Postes Sardes.

### ĮV.

U Administration des Postes de France réglera et payera les frais résultant du transport, par les bâtiments naviguant sous pavillon Français, des dépêches qui serout expédiées au moyen de ces bâtiments tant de la France et de l'Algérie pour les États Sardes, oue des États Sardes pour la France et l'Algérie pour

L'Administration des Postes de Frauce payera et régleurent les frais résultant du transport, par les bâtiments naviguant sous pavillon tiers, des dépêches qui seront expédiées de la France et de l'Algérie pour les États Sardes au moyen de ces bâtiments.

#### ٠.

De son côté l'Administration des Postes Sardes réglera et payera les frais résultant du transport par les bâtiments naviguant sous pavillon Sarde, des dépèches qui seront expédiées au moyen de ces bâtiments, tant des États Sardés pour la France et l'Algérie que de la France et de l'Algérie pour les États Sardes.

L'Administration des Postes Sardes réglera et payera également

tous les frais resultant du transport, par les bâtiments du commerce naviguant sous Pavillon tiers, des dépêches qui seront expédiées des États Sardes pour la France et l'Algérie par la voie de ces bâtiments.

#### V

Lorsque les paquebots employés par l'Administration des Postes de France ou par l'Administration des Postes Sardes pour le transport des correspondances dans la Méditerranée seront des bâtiments nationaux, propriété de l'État, ou des bâtiments frétés pour le compte de l'État, ils eront considérés et reçus comme vaisseaux de guerre dans les ports des deux Pays où ils aborderont régulièrement on accidentellement et y jouiront des mêmes honneurs et privilèges.

Ĉes paquebots seront exempts dans les dits ports tant à leur entrée qu'à leur sortie de tout droit de tonnage, de navigation et de port, à moins qu'ils ne prennent ou ne débarquent des marchandises, auquel cas ils payeront ces droits sur le même pied que les bâtiments nationaux. Ils ne pourront à aucun titre être détournés de leur destination, ni être sujets à saisie, arrêt, embargo, ou arrêt de Prime.

### VII.

Les paquebots des deux Administrations pourront embarquer ou débarquer dans les ports des deux État ou ils aborderont soit régulièrement soit accidentellement, des espèces et matières d'or ou d'argent ainsi que des passagers de quelque nation qu'ils puissent être avec leurs bardes ou effets personnels, sous la condition que les Capitaines de ces paquebots se soumettront aux réglements sanitaires, de police et de donane de ces ports, concernant l'entrée et la sortie des voyagenrs. Toutefois les passagers admis sur ces paquebots qui ne jugeraient pas à propos de descendre à terre pendant la relàche dans l'un des susdits ports, ne pourront sous aucun précexte être enlevés du bord, ni assujettis à aucune perquisition, ni soumis à la formalié du riva de leurs passeports.

Les paquehots des deux Administrations pourront entrer dans les ports des deux États ou en sortir à toutes heures du jour ou de la nuit. Ils pourront aussi sans mouiller, s'ils le jugent convenable, envoyer ou faire prendre en rade ou à portée des ports la correspondance et les passagers.

#### IX.

En cas de relâche forcée d'un paquebot porteur de dépêches dans un port de l'un des deux États, autre que celui où ce paquebot devait aborder, l'Administration sur le territoire de laquelle ces dépêches auront été débarquées, devra employer les moyens les plus sûrs et les plus prompts pour les faire parvenir à destination.

### X.

Le Gouvernement Français se réserve la faculté pleine et entière de modifier, quand besoin sera, l'îtinéraire ainsi que les jours et les heures du départ et de l'arrivée des paquebots qu'il pourra juger à propos d'entretenir ou de fréter pour opérer le transport des correspondances dans la Méditerranée.

Le Gouvernement Sarde se réserve la même faculté à l'égard des paquebots qu'il pourra juger à propos d'entretenir ou de fréter pour assurer le transport des correspondances dans la Méditerranée.

# XI.

En cas de sinistre ou d'avarie survenues dans le cours de leur navigation aux paquebots respectivement employés par les deux Administrations au transport des correspondances dans la Méditerranée, les Parties contractantes s'engagent à donner réciproquement à ces bâtiments tous les secours et l'assistance que leur

position réclamera et à faire fournir par leurs arsénaux au prix des tarifs de ces établissements et pour autant qu'ils seront convenablement outillés, les réparations et remplacement des agrès ou machines avariés ou brisés.

### XII.

En cas de guerre entre les deux Nations, les paquebots des deux Administrations continueront leur navigation sans obstacle ni molestation, jusqu'à notification de la rapture des comunications postales faite par l'un des deux Gouvernements; auquel cas il leur sera perwis de retourner librement, et sous protection spéciale, dans leurs ports respectifs.

### XIII.

Il est défendu aux commandants des paquebots employés au transport des dépêches respectives des deux Administrations de se charger d'aucune lettre en déhors de ces dépêches, excepté tontefois celles de leurs Gouveruements.

Ils veilleront à ce qu'il ne soit pas transporté des lettres en fraude par leurs équipages ou par les passagers, et ils dénonceront à qui de droit les infractions qui pourront être commises.

### XIV.

Les prix de port dont l'Administration des Postes de France et l'Administration des Postes Sardes auront à se tenir réciprequement compte, sur les lettres que ces deux Administrations se livreront de part et d'autre à découvert, seront établis, lettre par lettre d'après l'écilelle de progression de polis ci-après.

Seront considérées comme lettres simples, celles dont le poids n'excédera pas sept grammes et demi.

Les lettres pesant de sept grammes et demi à quinze grammes inclusivement supporteront deux fois le port de la lettre simple. Celles de quinze à vingt deux grammes et demi inclusivement, trois fois le port de la lettre simple, et ainsi de suite en ajoutant de sept grammes et demi en sept grammes et demi un port simple en sus.

### XV.

Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'estadire non chargées, soit de la France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée, où la France possède des établissements de Poste pour les États Sardes, soit des États Sardes pour la France, l'Algérie et les parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de Poste, ponrront à leur choix, laisser le port des dites lettres à la charge des destinataires ou payer ce port d'avance jusqu'à d'estination

### XVI.

Le prix du port des lettres ordinaires adressées de l'un des deux Etats dans l'autre par la voie de terre (celles qui sont mentionnées dans l'art. 18 ci-après exceptées) sera de cinquante centimes par lettre simple.

Ce prix sera réparti entre les Administrations des Postes des deux Pays dans la proportion de deux tiers au profit de l'Administration des Postes de Frauce, et d'un tiers au profit de l'Administration des Postes Sardes.

### XVII.

Les lettres ordinaires adressées de l'un des deux États dans l'autre par la voie de mer supporteront, en sus du prix de port fixé par l'article précédent, une taxe de voie de mer de vingt centimes par lettre simple.

Cette taxe sera perçue au profit ou pour le compte de celle des deux Administrations qui supportera les frais du transport par mer des dites lettres. Par exception aux dispositions de l'article 16 précédent le prix du port des lettres ordinaires adressées de l'un des deux États dans l'autre sera réduit à vingteinq centimes par lettre simple, toutes les fois que la distance existante en ligne droite entre le bureau d'origine et le bureau de destination ne dépassera pas trente kilomètres.

Le produit résultant de la perception de ce port de 25 centimes sera partagé par moitié entre l'Administration des Postes de France et l'Administration des Postes Sardes.

### XIX.

Les lettres des États Sardes pour les parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de Poste, et réciproquement, les lettres des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de Poste, à destination des États Sardes, supporteront une taxe totale d'un franc par lettre simple, dont soizante seize centines de port de voie de mer.

Ge port de soizante seize centines sera perça au profit ou pour le compte de celle des deux Administrations qui supporters les frais du transport par mer des dites lettres. Quant aux vingt quatre centines restants ils seront répartis entre ces deux Administrations dans la proportion d'un tieres au profit de l'Administration des Postes de France, et de deux tiers au profit de l'Administration des Postes Sardes.

### XX.

Les lettres expédiées à découvert par la voie des États Sardes, soit de la France et de l'Algérie pour les Pays mentionnés au tableau A annexé à la présente Convention, soit de ces mêmes Pays pour la France et l'Algérie, seront échangées entre l'Administration des Postes de France et l'Administration des Postes Sardes aux conditions énoncées dans le dit tableau. Il est convenu que dans le cas où les Conventions qui vèglent les relations de la Sarbiagne avec les Pays étrangers portés au tableau A assuentionné viendraient à être modifices de manière à influer sur les conditions d'échange fixées par la présente Convention pour les correspondances transmises par la voie de la Sardiagne, ces modifications seront appliquées de plein droit aux dites correspondances.

### XXI.

Les lettres expédiées à découvert par la voie de la France, soit des Pays mentionnés an tableau B annexé à la présente Convention pour les États Sardes et le Grand Duché de Toscane, soit des États Sardes et di Grand Duché de Toscane pour ces mêuses Pays seront échangées entre l'Administration des Postes de France et l'Administration de Postes de France et l'Administration de la Poste soncées dans le dit tableau.

L'Administration des Postes de France et l'Administration des Postes Sardes pourront d'un commun accord faire diriger par les paquebots navignants entre les ports des deux États, celles des lettres susmentionnées auxquelles cette direction serait avantageuse; ces lettres supporteront alors en sus des taxes portées au tableau B précité la taxe de voie de mer prévue par l'article 17 de la presente Goovention.

Dans le cas où les Conventions qui règlent les relations de la France avec les Pays étrangers portés an tableau B susmentionné, viendraient à être modifiées de manière à influer sur les conditions d'échange fixées par la présente Convention pour les correspondances trausmises par la voie de la France, ces modifications seront appliquées de plein droit aux dites correspondances.

#### XXII.

Les lettres expédiées par la voie de la Sardaigne et de la France, soit de la République de Saint-Marin, du Royaume des Deux Siciles, des États Pontilieaux, des Principautés de Bénévent et de Ponte Corvo, du Duché de Modène et du Duché de Parme pour les Pays étrangers désignés dans le tableau C annexé à la présaute Couvention, soit de ces mêmes Pays pour le Royanme des Deux Siciles, la République de Saint-Marin, les Principantés de Bénévent et de Ponte Corvo, le Duché de Modène et le Duché de Parme seront échangées entre l'Administration des Postes de France et l'Administration des Postes Sardes, aux conditions énoncées dans le dit tableau.

### XXIII.

L'Administration des Postes de France pourra livrer à l'Administration des Postes Sardes des lettres chargées à destination tant des États Sardes que du Grand Duché de Toscane. De son côté l'Administration des Postes Sardes pourra livrer à l'Administration des Postes de France des lettres chargées pour la France, l'Algérie, les parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de Poste, le Grand Duché de Bade, la Bavière, la Prusse, la Principauté de Birkenfeld, le Duché d'Anhalt, le Wurtemberg, la l'esse Electorale, les Grands Duchés de Hesse Darmstadt et de Saxe Weimar Esenach , les Duchés de Marsan , de Saxe Cobourg-Gotha, et de Saxe Meiningen Hildbourghausen, les Principantés de Hohenzollern, de Hesse Hombourg, de Lippe, de Schwartzbourg Rudolstadt et de Reuss, les Villes Libres de Francfort sur le Mein, Bremen, Hambourg et Lubeck, la Belgique, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume de Saxe, les Grands Duchés de Mecklembourg Schwerin et de Mecklembourg Strelitz, le Duché de Brunswick, le Grand Duché d'Oldembourg , le Hanòvre, les Pays-Bas, la Grande Bretagne, le Danemarck, la Suède, la Norvège, la Russie, la Jamaique, le Canada, le Nouveau Brunswick, la Nouvelle Écosse, l'Ile du Prince Edouard et Terre neuve.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination. Il sera double de celui des lettres ordinaires. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, celle des deux Administrations sur le territoire de laquelle perte aura eu lieu, payera à l'autre Administration, à titre de dédomnagement, soit pour le destinataire, soit pour l'envoyeur, suivant le eas, une indemnité de cinquante france dans le délai de deux mois à dater du jour de la réclamation; mais il est entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt on de l'envoi des chargements; passé ce terme, les deux Administrations ne seront tennes l'une envers l'autre, à aucune indemnité.

### XXV.

La correspondance exclusivement relative aux différents sérvices publics, adressée d'un État dans l'autre, et dont la circulation en franchise aura été autorisée sur le territoire de l'État auquel appartient le fonctionnaire on l'Autorité de qui émane cette correspondance, sera transmise exempte de tout prix de port.

Si l'Autorité ou le fonctionnaire à qui elle est adressée jonit pareillement de la franchise, elle sera délivrée sans taxe; dans le cas contraire cette correspondance ne sera passible que de la taxe territoriale du Pays de destination;

### XXVI.

Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochuers, papiers de musique, catalogues, prospectus, amonones et avis divers, imprimés, lithographiés ou autographiés, publiës en France, en Algérie et dans les parages de la Méditerranée où la France entretient des bureaux de Poste qui seront adressés dans les États Sardes, et réciproquement les objets de même nature publiés dans les États Sardes, qui seront adressés en France, en Algérie et dans les parages de la Méditerranée où la France entretient des bureaux de Poste, devront être affranchis de part et d'autre, jusqu'à destination.

La taxe d'alfianchissement des journaux, gazettes, et ouvragepériodiques expédiés par la voie de terre de France, pour les États Sardes et riceeras, sera perçue d'après les dimensions réunies des feuillets composant chaque numero de journal, de gazette ou d'ouvrage périodique, sans égard au nombre ou au format de ces feuillets à raison de six centimes pour soixante douze décimètres carrés ou fraction de soixante douze décimètres carrés.

La taxe d'affranchissement des livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, lithographiés ou autographiés expédiés de France par la voic de terre pour les États Sardes et ricerezia, sera perque d'après les dimensions réunies des feuillets existant dans chaque parquet portant une adresse particulière à raison de six centimes par trente deux décimiètres carrés ou fraction de trente deux décimiètres carrés.

Les taxes perçues en vertu du présent article sur les journanx et autres imprimés échangés par la voie de terre entre la France et les États Sardes, seront réparties entre les Administrations des Postes des deux Pays, dans la proportion de deux tiers au profit de l'Administration des Postes de France et d'un tiers au profit de l'Administration des Postes Sardes.

#### XXVIII.

La taxe d'affranchissement des journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogoes, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, lithographics, ou autographics échangés entre la France et les États Sardes par la voir de mer, sera double de celle fixée par l'art. 27 précédent.

La moitié de cette taxe sera prélevée par celle des deux Administrations qui supportera les frais du transport par mer. Quant à l'autre moitié, elle sera répartie entre les deux Administrations d'après les bases fixées par l'art. 27 précité. La taxe d'affranchissement des journaux, gazettes et ouvrages périodiques expédiés des États Sardes pour les parages de Méditerranée où la France entretient des bureaux de Poste vicaversa sera perçue d'après les dimensions réunies des feuilles composant chaque numéro de journal, de gazette ou d'ouvrage périodique saus égard au nombre ou au format de ces feuillets, à raison de neut centimes par 72 décimètres carrés, ou fraction de 72 décimètres carrés.

La taxe d'affranchisseunent des livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, anuonees et avis divers, imprimés, lithographiés ou autographiés expédiés des bats Sardes pour les parages de la Méditerranée où la France entretient des bureaux de Poste et ricerran, sera perçue d'après les dimensions réunies des feuillets existant dans chaque paquet portant une adresse particulière à raison de nenl centimes par trente deux déciniètres carrés ou fraction de trente deux décinètres carrés.

Les six neuviemes des taxes perques en vertu du présent article sur les journaux et autres insprimés expédiés des États Sardes pour les parages de la Méditerranée où la France entretient des bureaux de Poste et viceversa seront prélevés par celle des deux Administrations qui supportera les frais du transport par mer des dits journaux et insprimés. Quant aux trois neuvièmes restant, ils seront répartis entre les deux Administrations dans la proportion d'un neuvième au profit de l'Administration des Postes de France, et de deux neuvièmes au nrofit des Postes Sardes.

### XXX.

Les taxes revenant tant à l'Administration des Postes de France, qu'à l'Administration. des Postes Sardes sur les journaux, gazettes et ouvrages périodiques pubblés dans l'un des deux États et adressés à quelque pays étranger que ce soit par l'intermédiaire de l'autre État, seront perçues d'après les dimensions réunies des feuillets composant chaque numéro de journal, de gazette ou d'ouvrage périodique conformément à l'échelle de progression ciaprès:

Seront considérés comme simples les numéros dont les feuillets réunis n'excéderont pas 72 décimètres carrés.

Les numéros dont les feuillets réunis présenteront une dimension de 72 à 144 décimètres carrés, payeront deux tois le port du numéro simple, et ainsi de suite en ajoutant le port du numéro simple pour chaque 72 décimètres carrés on fractions de 72 décimètres carrés.

Les taxes recrenant tant à l'Administration des Postes de France qu'il Ydministration des postes Sardes sur les livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, littographiés ou autographiés, publiés dans l'un des deux États et adressés à quelque pays étranger que ce soit par l'intermédiaire de l'autre État, seront perques d'après les dimensions ténines des feuillets existant dans chaque paquet portant une adresse particulière conformément à l'échelle de progression ci-après :

Seront considérés comme simples les paquets dont les feuillets réunis n'excéderont pas 32 décimètres carrés.

Les paquets dont les feuillets réunis présenteront une dimension de 32 à 64 décimètres carrés payeront deux fois le port du paquet simple.

Et ainsi de suite en ajoutant le port du numéro simple pour chaque 32 décimètres carrés ou fraction de 32 décimètres carrés.

### XXXI.

Les taxes dont les deux Administrations des Postes de France et de Sardaigne auront à se tenir réciproquement compte sur les journaux et autres imprimés d'origine étrangère que chacunc des deux Administrations sera dans le cas de livrer à l'autre, seront calculées en raison du poids brut de chaque paquet portant une adresse particulière conformément à l'échelle de progression ciaprès :

Seront considérés comme simples les paquets dont le poids, n'excédera pas vingt-cinq grammes.

Les paquets pesant de vingt-cinq à cinquante grammes, payeront deux fois le port du paquet simple.

Ceux de cinquante à soixante-quinze grammes, trois fois le port du paquet simple. Et ainsi de suite en ajoutant de vingtcinq grammes en vingt-cinq grammes un port simple en sus.

### XXXII.

Les journaux et autres imprimés originaires de la France ou de l'Algérie qui seront livrés à l'Administration des Postes Sardes pour être envoyés dans le Duché de Parme, le Duché de Modene, le Grand Duché de Toscane, les États Pontificaux, les Principiantés de Bénévent et de Ponte Corvo, et le Royaume des Deux-Siciles, seront affranchis jusqu'à la frontière Française, et remis à l'Administration des Postes Sardes exempts de tout prix de port.

Les objets de même nature expédiés des États de l'Italie précités pour la France et l'Algérie par la voie de la Sardaigne, seront affranchis jusqu'à la frontière d'eutrée des États Sardes et remis à l'Administration des Postes de France au prix de deux centimes par paquet simple.

#### XXXIII.

Les journaux et autres imprimés expédiés à découvert par la voie de la France, soit des pays empruntant l'intermédiaire des Postes Françaises pour les États Sardes, les Duchés de Parme et de Modène, le Grand Duché de Toscane, les États Pontificaux, les Principautés de Bénérent et de Ponte Corvo, et le Royaume des Deux-Siciles, soit des États Sardes, des Duchés de Parme et de Modène, du Grand Duché de Toscane, des États Pontificaux, des Principautés de Bénévent et de Ponte Corvo, et du Royaume des Deux-Siciles pour les pays empruntant l'intermédiaire des Postes Françaises, seront échangés entre l'Administration des

Postes de France et l'Administration des Postes Sardes aux conditions énoncées dans le tableau D, annexé à la présente Convention.

L'échange entre les deux Administrations des Postes de France et des États Sardes des journaux et autres imprimés auxquels s'appliquent les dispositions du présent article, ne pourra s'effectuer que par la voie de terre.

### XXXIV.

Pour jouir des modérations de port necordées par les articles 62, 27, 28, 29, 30, 31 et 22 précédents aux journaux et autres imprimés, ils devront être mis sous bandes, non reliés, et ne contenir aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est la date et la signature: les journaux et autres imprimés qui ne réuniraient pas ces conditions seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans les articles susmentionnés n'infirment en ancune manière le droit qu'out les Administrations des postes des deux Pays de .ne pas effectuer sur leurs territoires respectifs le transport et la distribution de ceux des objets designés auxidis articles, à l'égard desguels il n'anrait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication, et de leur circulation, tatt en France que dans les États Sardes.

### XXXV.

Il est formellement convenn entre les deux Parties contractantes, que les lettres, journaux, gazettes et ouvrages périodiques que l'Administration des Postes de France et l'Administration des Postes Sardes se livreront réciproquement affranchis jusqu'à destination, conformément aux dispositions de la présente Convention, ne pourront sous aucun prétexte, et à quelque titre que ce soit être frappés dans le pays de destination d'une taxe ou d'un d'orit quelconque à la charge des destinataires. Le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne promet d'interposer ses bons offices auprès des Gonvernements des Duchés de Modène et de Parme, et de tous autres dont les Administrations de Poste sont en relation avec celle de Sardaigne, afia d'obtenir, avec l'assentiement préalable de la France, en fareur des correspondances originaires de ces pays et qui seront adressées tant en France et en Algérie que dans les Estas auxquels l'Administration des Postes de France sert d'intermédiaire et riceverza, l'affranchissement libre ou facultati stipulé au profit des correspondances internationales, par l'art. 15 de la présente Convention.

Le Gouvernement Français prend le même engagement envers celhi de S. M. le Roi de Sardaigne à l'égard des correspondances originaires des pays dont les Administrations de Poste sont en relation avec l'Administration des Postes de France, et qui seront adressées tant dans les États Sardes que dans les États auxquels l'Administration des Postes Sardes sert d'intermédiaire et vicuerra.

### XXXVII.

Le Gouvernement Français prend l'engagement d'accorder au Gouvernement Sarde le transit en déphétes clôses sur le territoire Français des correspondances originaires des États Sardes, ou passant par les États Sardes à destination des pays auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et réciproquement de ces pays pour les États Sardes , et les États auxquels la Sardaigne sert ou pourrait servir d'intermédiaire,

L'Administration des Postes Sardes payera à l'Administration des Postes de France ponr cliaque kilomètre existant en ligne droite entre le point par lequel les dépèches clôses entreront sur le territoire Français et le point par lequel elles en sortiront, la somme de dix centimes par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme de journaux et autres

ta:

imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

### XXXVIII.

Le Gouvernement Sarde prend l'engagement d'accorder au Gouvernement Français, le transit en dépêches clôses, sur le territoire Sarde des correspondances originaires de la France, ou passant par la France à destination des pays auxquels les États Sardes servent ou pourraient servir d'intermédiaire, et réciproquement de ces pays pour la France et les États auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire.

L'Administration des Postes de France payera à l'Administration des Postes Sardes pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le point par lequel les dépèches closes entreront sur le territoire Sarde, et le point par où elles en sortiront, la somme de dix centimes par kilogramme de el tetres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme de journaux et autres imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépèches.

Toutefois les prix de transit que l'Administration des Postes de France aura à payer à l'oflice Sarde pour les dépêches closes qu'elle voudrait échanger par l'intermédiaire de cet office, tant avec l'Administration des Postes de Suisse, qu'avec l'Administration des Postes Autrichiennes, ne pourront en aueun cas excéder, sayoir.

l'\* La somme de trois francs par kilogramme de lettres, poids net, et celle de vingt centimes par kilogramme de journaux et autres imprimés, aussi poids, net, pour les dépêches échangées entre l'Administration des Postes de France et l'Administration des Postes Suisses.

2º La somme de 10 francs par kilogramme de lettres, poids net, et celle de trente-cinq centimes par kilogramme de journaux et d'autres imprimés, aussi poids net, pour les dépèches échangées entre l'Administration des Postes de France et l'Administration des Postes Autrichiennes. Le Gouvernement Français s'engage à faire transporter en dépèches clôses par les paquebots-poste Français naviguant dans la Méditerranée les correspondances que les bureaux de Poste établis dans les ports Sardes où toucheront ces paquebots pourront avoir à échanger par cette voie, soit avec d'autres bureaux de Poste du même État, soit avec les bureaux des Postes établis dans les ports de la Toscane, des États Pontificaux, du Royaume des Deux-Sciles, de l'Île de Malte et du Royaume de Grèce.

L'Administration des Postes Sardes payera à l'Administration des Postes de France pour chaque kilomètre existant en ligne droite, entre le port d'embarquement et le port de débarquement des dépèches auxquelles s'applique le présent article, la somme de dix centimes par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme de journaux et autres imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépèches.

### XL.

Le Gouvernement Sarde s'engage à faire transporter en dépèches closes par les paquebots-poste Sardes naviguant dans la Méditerranée les correspondances que les bureaux de Poste établis dans les ports Français où toucheront ces paquebots, pourront avoir à échanger par cette voie, soit avec d'autres bureaux de Poste du même Etat, soit avec les bureaux de Poste établis dans les ports de la Toscane, des États Pontifieux, du Royaume des Deux-Siciles, de l'Île de Malte et du Royaume de Grèce.

L'Administration des Postes de France payera à l'Administration des Postes Sardes pour chaque kilomètre existant en ligno droite entre le port d'embarquement et le port de débarquement des dépèches closes auxquelles s'applique le présent article, la somme de dix centimes par kilogramme de lettres, poids net; et d'un quart de centime par kilogramme de journaux et autres imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

#### XLI.

Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'ais et autres feuilles de comptabilité résultant de l'échange des correpondances transportées en dépéches clôses, par l'une des deux Administrations pour le compte de l'autre, et qui sont mentionnées dans les articles 36, 37, 38, 39 précédents, ne sera pas compris dans les pesérs de lettres, journaux et imprinés de toute nature sur lesquels devront être assis les prix de transport fixés par lesdits articles.

### XLH.

Les Administrations des Postes de France et des États Sardes, dresseront chaque mois les compter résultant de l'échange des correspondances transmises réciproquement par la voie de terre, et tous les trois mois les comptes résultants de l'échange des correspondances transmises réciproquement par la voie de mer.

Les comptes mensuels et trimestriels ci-dessus désignés après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement par les deux Administrations, seront soldés à la fin de chaque trimestre par l'Administration qui sera reconnue redevable envers l'autre.

### XLUI.

Les lettres ordinaires ou chargées, les journaux, gazettes, ouvrages périodiques et imprimés de toute nature mal adresés ou mal dirigés seront sans aucun délai réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs pour les poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office. Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence, seront respectivement livrés ou rendus chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

### XLIV.

Les lettres ordinaires ou chargées, les journaux, gazettes, ouvert entre les deux Administrations des Postes de France et des États Sardes qui seront tombés en rebut pour quelque cause que ce soit, devront être reavoyés de part et d'autre à la fin de chaque mois, et plus souvent si faire se peut.

Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur. Ceux qui auront été livrés affranchis
jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant seront renvoyés sans taxe ni décompte. Quant aux correspondances non affranchies tombées en rebut qui auront éte transportées en dépéches clôses par l'une des deux Administrations pour
le compte de l'autre, elles seront admises pour les poids et prix
pour lesquels elles auront été comprises dans les comptes des
Administrations 'respectives sur des simples déclarations ou listes
nominaitives mises à l'appui de décomptes, lorsque les correspondances elles-mêmes ne pourront pas être produites par l'office qui
aura à se prévaloir du montant de leur port vis-à-viş de l'office
correspondant.

### XLV.

Les deux Administrations des Postes de France et de Sardaigne n'admettront di destination de l'un des deux Pays qui empruntent leur intermédiaire aucune lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux ou tout autre objet passible des droits de douane. Afin de s'assurer réciproquement l'intégralité du produit des correspondances échangées entre les deux Pays, les Gouvernements Français et Sarde s'engagent à empécher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que par leurs Postes respoctives.

### XLVII.

Tout Capitaine de navire devant appareiller soit d'un des ports de France ou de l'Algérie pour les États Sardes, soit d'un des ports des États Sardes pour la France ou l'Algérie, sera tenu:

1º De déclarer au bureau de Poste le jour et l'heure de son départ, le lieu de sa destination, ainsi que les lieux où il doit faire escale.

2º De se charger des dépêches que ce bureau pourrait avoir à lui remettre.

### XLVIII.

La déclaration exigée par l'article précédent devra être faite deux jours au moins avant chaque départ pour tout bâtiment ne faisant pas un service régulier.

Pour les bâtiments à départs périodiques et réguliers, il suffira d'une seule déclaration faisant connaître une fois pour toutes, les jours et heures de départ, et les lieux desservis par ces bâtiments.

### XLIX.

Tout Capitaine dont le navire devra appareiller pendant le jour sera tenu de se présenter au bureau de Poste pour y recevoir ses dépêches deux heures au plûtot avant son départ.

Toutefois dans les localités où l'organisation du service le permettra l'Administration des Postes pourra faire remettre les dépêches à bord par ses propres agents. Aucun navire du commerce devant partir, soit d'un des ports de France ou de l'Algérie pour les États Sardes, soit d'un des ports des États Sardes pour la France ou l'Algérie, ne pourra recevoir sa patente de santé, ni le billet de sortie, si le Capitaine ne présente aux Autorités chargées de délivere ces pièces, un certificat du Directeur ou du Préposé des Postes, constatant la remise des dépèches adressées au lieu de destination de ce navire ou qu'on n'en avait pas à lui remettre.

### LI.

Les dépêches expédiées de l'un des deux Pays pour l'autre par un bâtiment du commerce, devront étre livrées au premier bateau de santé qui communiquera avec le bâtiment conducteur, ou au bureau de santé qui recevra la première déclaration du Capitaine selon la pratique de chaque pays, de manière à ce qu'elles soient consignées, dans le plus bref délai possible, au bureau de Poste du port d'arrivée.

### LII.

Gelle des deux Administrations qui conformément aux articles 4 et 5 de la présente Convention, devra prendre à sa charge les frais résultant du transport par mer des dépêches adressées d'un Pays dans l'autre au moyen d'un bâtiment du commerce, payera au Capitaine de ce bâtiment dix centimes pour chaque lettre ou paquet, et cinq centimes pour chaque journal, ou pour chaque paquet de tous autres imprimés contenus dans ces dépêches.

### LIII.

L'Administration des Postes de France et l'Administration des postes Sardes désigneront d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives. Elles régleront aussi la forme des comptes mentionnés dans l'article 42 précédent, la direction des correspondances transmises réciproquement, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux Administrations, toutes les fois que d'un commun accord, ces deux Administrations en reconnaîtront la nécessité.

### LIV.

La présente Convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la pronulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle deucurera obligatoire d'année en année jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les Administrations des Postes des deux Pays après l'expiration du dit terme.

### LV.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris en double original le neuvième jour du mois de novembre de l'an de Grâce mil-huit-cent-cinquante.

C. De Pralormo.
(L. S.)
G.L La Hitte,
(L. S.)



A
Tableau indiquant les conditions auxquelles devront être échangées entre l'Administration
et de l'Algérie pour les États de l'Italie Méridionale et les pays

1.º section

Lettres à destination de la France et de l'Algérie

Taxes que doit payer l'affice de France à l'office Sarde sur CONDITIONS les lettres non affranchies, on LIMITES DE chargées de port de transit ORIGI'-E DES LETTRES L'AFIRAN-Taxes Total (HISSE-Transit trangère L'AFFRANCHISSEMEAT OU par lettre MENT Sarde de voie de mer simple 6 Duché de Parme Frontière d'entrée Sarde 20 20 Duché de Modene Pays d'oetre-mer sans distinction de parages par les bâtiments Port d'embarquement 20 10 30 Sardes de commerce États Pontificaux 10 30 Frontière d'entrée de Toscano 20 République de St-Marin Grand Duché de Toscane . Libre Destination 50 20 20 40 Royaume des Deux Siciles . 20 20 Principanté de Ponte Lorvo . Forcé Fondi 40 Principauté de Bénévent

-----

des Postes Sardes et l'Administration des Postes de France les lettres expédices de la France d'outre-mer par la voie des États Sardes, et viceversa.

# 2.e section

# Lettres originaires de la France et de l'Algérie

	CONDITIONS DE	LIMITES	dout l'office Sarde compte à l'office de rr les lettres non af-	Toxes que de France les lettres	e doit pay e à l'office affranchies	er l'office Sarde sur
DESTINATION DES LETTRES	L'AFFRAN- CRISSE- NEAT	PA. L'AFFRANCHISSEMENT	Taxes dod tenir France so franchies	Transit Sarde	Taxes étrangères ou de voie de mer	par lettre simple
	2	3	4	5	6	7
Duché de Parme	(*)	Ö	£ c.	f. c.	f. c.	r c
Pays d'outre-mer sans distinction de parages par les bâtiments Sar- des de commerce États Pontificativ	Forcé	Port de débarquement	-	20	> 10	» 30
République de St-Marin	(1)	(*)	- 1 50	1		-
Grand Duché de Toscane	Libre	Destination	» 50	20	. 20	a 40
Principauté de Benévent	(")	(*)	50		3 3	
(*) Les lettres d'origine françoise- udressées par la voie des Batts Surdes dans les Paulies de Perme et de des les Paulies de Perme et de Republique de Solders (d'est et de Republique de Solders (d'est et de der Breux Nielles, et les Principantes de Paul Carvet et de Beiverent		•				
ac Ponte Corvo et de Benevent se- ront toujours expédices sans affrun- chissement préalable.						

# Tableau indiquant les conditions auxquelles devront être échangées entre les lettres expédiées des pays auxquels la France sert d'intermédiaire

### 1.º SECTION.

# Lettres à destination des États Sardes et du Grand Duché de Toscane.

	COADILIOA?	LIMITES	En à l	o)	fice fice suff stine	ran utio	enir trde tchie n p	si sji	_	t'c co lei	szes (fice de l tires tes o oit e	Na re ne	nde nce on c	sto sur uffra	les les
ORIGINE DES LETTRES	CHISSE- NEXT	L'ATTRANCHISSAMENT	Les Etats Sardes				To	ca saudous	Total par lettre	and a	prix moyen	Taxes etrangeres	on de voie de mer	To po let sim	tal ar tre apl.
1	. 2	3	5		5		6		7	L	s	Ľ	9		0
Grand Duché de Bade, Royanne de Bavière et de Wortemberg, et Principautés de Hohenzollern	Libre	Destination	100		f.		f	- 1	f. c.	1.	c.		c. 26		c. 42
Espagne, Portugal et Gibraltar -	Forcé	Frontière d'entrée en France	-	-	-		,	-		1	52				52
Prusse, Principantes de Birkenfeld, Inché d'Anbal, Principante de Wallech, Besse Electrorie, Hesse med, Duché e Nassan, de Save Coborrg-Gotha, et de Save Mei- ningen-Hidblourghausen, Princi- pantes de Hesse Hombourg, de Luppe, de Schwartzburg, Hudol- de Fenefort sur le Wein, Ham- bourg, Breunen et Lubech, Bel- giène et Grand Duché de Lu- sembourg	Libre	Destination		7.		20	- :	20	. 40		27		35		62
Colonies et pays d'outre-mer par batiments français de commerce	Forcé	Port d'embarquement		-		-		-1		١.	52	,	10		62
Royaume de Sove, Grands Duchés de Mecklembourg-Schwerin, et Mecklembourg-Streitz, Duché de Brunswich, Grand Duché d'Odémbourg (moins la princi- pauté de Birkenfeld) Royaume de Hanôvre et des Pays-Bas ;	Lihre	Destination	- 9			20	a 2	0	~;40		22	0	60		82
Grande Bretagne	Libre	Destination	- 2	8		20	. 2	0	+ 40						
ologue septentrionale	Forcé	Frontière d'entrée en Prusse		1		1		1	77	П	32	13	Н		1
Chine	Forcé	Alexandrie	1	i	1	1	•	1		-	32	1	58	3	82
Russie	Lihre	Destination	- 1	8		20	- 2	0	. 40		32	-	90	1	22
Pays d'outre-mer sans distinction de parages (voie d'Angleterre)	Forcé	Port d'embarquement		-	**	·					52	1		1	52
amaique, Canada, Nouvean Brun- swich, Nouvelle Écosse, lie du Prince Edouard, et Terre-Neuve (voie d'Angleterre)	Libre	Destination	. 1	8		20	. 9	10	- 40		52	4	20	1	72
Parages de la mer du Sud (voie de Panama)	Forcé	Port d'embarquement								,	52	1	60	2	12

## l'Administration des Postes Sardes et l'Administration des Postes de France pour les Etats Sardes et le Grand Duché de Toscane et viceversa.

#### 2º SECTION

# Lettres originaires des États Sardes et du Grand Duché de Toscane

	CONDITIONS.	LIMITES	Fre	mce offi rrs	doit e So non	foj tenir urde affro	nur nur nuch	pte ies	t o	fice	ffice de s le	Fr	ele d
DESTINATION DES LETTRES	L'AFFRAN-	Bt.	Serder	1		rand Tos				moyen	Surer o	1	otal
	HEAL	T. VERBTANNI COSMILAT	Des Etats 9		sarde	Taves	1 - 2 - 3	otal oar ttre opl	1 3	prix mo	Fates of couperts,	le si	npl.
1	- 2	3	4		5	6	1	7		8	9	1	10
Grand Duché de Bade, Boyanne de Bavière et de Wurtemberg, et principautés de Hobenzollern	Libre	Destination	- 1		c. 20	. 2	e		1	16	£. 4	1	s 45
Espagne, Portugal et Gibraltar .	Forcé	Frontière de sorue de France	-	-		1			ŀ	52	2	1	. 95
Pruse, Principaule de Birkenield, duché de Anhalt, Principanté de Waldech, Hosse Électorale, Heise Darmstadi, Save-Vejune-Lise- nach, Duché de Nasso, de Save Cobourg-Goldan et de Sixe Menin- let de Heise Hombourg, de Liper- té de Heise Hombourg, de Liper- de Schwartbourg Rudolskidt, et de Remse, Villes libres de Franc- fort sur le Mein, Hambourg, Beremen et Lubech, Belgique et Grand Duché de Lucembung.	) Libre	Destination	1	×	20	- 2	0	ž <sub>a</sub> st		27		5	62
Colomes et pays d'outre-mer par bâtiments français de commerce	Porcé	Port de délarquement	2	-					,	52	. 1	1	62
Royaume de Saxe, Grands Duchés de Mecklembourg Schwerin et Mecklembourg Steditt. Duché de Brunswich, Grand Duché d'Oldembourg (moins la Principauté de Birkenfeld] Royaume de Haofore	Libre	Destination		7	20	. 2		40		23	. 6		82
Grande Bretague	Libre	Destination	- 1			. 2							
Pologue septentrionale	Libre	Frontière de sortie de Prusse	0 1	4	20	· 2	1.	40	3	32	. 5	1.	82
Indes Orientales, Archipel Indien et Chine	Forcé	Alexandrie			_						* 54		
Payx Bas	Libre	Despisation	. 1	1	20	- 20	1.	40		40	> 8	1 1	22
Danemark , Snède , Norvège , et Russie	Libre	Destination	- 11		20	. 20		40	77	32	. 9	1	22
Pays d'outre-mer saus distinction de parages (voie d' Angleterre) .	Forcé	Port de débarquement		ŀ					b	52	1 .	9	52
Jamaique, Canada, Nouveau Bron- swich, Nouvelle Écosse, Ile du Prince Edouard et Terro Neuve (voie d'Angieterre)	Libre	Destination	. 17		20	. 20		50		32	1 20	1	72
Parages de la mer du Sud (voie de Panama)	Forcé	Port de débarquement	-	1		1		,		52	4 64	2	12

Tableau indiquant les conditions auxquelles devront être échangées entre les lettres expédiées par la voie de la France et de la Şardaigne des divers pays les États Pontificaux, la République de St-Marin, le Royaume des Deux

. SECTION

Lettres à destination des Duchés de Parme et de Modène, des Etats Pontificaux, de la République de S. Marin, du Royamne des Deux Siciles, et des Principautés de Ponte-Corro et de Bénévent.

ORIGINE DES LETTRES	CONDITION  DE L'AFFRAN- CRINSEMENT	LIMITE - DE L'AFFRANCHISSEMENT	Soffice	frantière de sortie des Euts Sardes	Tra fran	de à i lettres gées a muit açais	Tan etran ou de	de F affra de to tes gères voie		ou ou lal
	-	, , ,		-	-	-		_		$\dashv$
Grand Duché de Bade, Royanme de Bavière et de Wartemberg et Principauté de Hohenzollern Espague, Portugal et Gibraltar Prusse, Principauté de Birkenfeld, Duché d'Aufalt, Principauté de Waldech, Hesse Electorale, Hesse	(°) Force	(*) Frontière d'entrée en France			f.	16 52	í.	c. 26	r.	6. 42 52
Darmstadt, Save-Vesmar Eise- nach, Duché de Vassau, de Save Cobourg-Gotha, de Save Meinin- igen Hildbourghausen, Princi- pautés de Heuse Hombourg, de Lippe, de Schwarttbourg-Rudol- stadt et de Reuss, villes libres de Francfort sur le Mein, Ham- bourg, Bremen, et Lubech, Pel- gione et Grand Duché de Lu- cione et Grand Duché de Lu-	0	(°)	,			27		35		62
combourg .  Colonies et pays d'outre-mer par bâtimeuts français de commerce Royaume de Saxe, Grands Duchés de Mecklembourg Schwerin, et	Forcé	Port d'embarquement		,		52		10		62
Mecklembourg Strelitz, Duché de Brunswich, Grand Duché d'Oldembourg (groins la Princi- panté de Birkenfeld) Royaume	0	(*)	١.			22		60		82
de Hanôvre et des Pays Bas . Grande Bretagne . :		(*)	١.	i.	١.	52	١,	30	ĺ,	82
Pologne Septentrionale	Forcé	Frontière d'entrée , de Prusse	١.		,	32		30		82
et Chine	Forcé	Alexandrie	3		,	32		Sø	1 .	82
Danemark, Suède, Norvège et Russie	(*)	(*)	١.		١.	32	١,	90	1	22
Pays d'outre-mer sans distinction de parages (voie d'Angleterre)		Port d'embarquement	L		١.	52	١,	,	1	52
Jamaique, Cauada, Nonveau Brun-	1	. or w ranserquential	ľ	1	ľ	1 32	Ľ	1	1	
swich, Nouvelle Ecosse, Ile du Prince Edouard et Terre Neuve (voie d'Angleterre)	1	(7)				52	1	20	1	72
Parages de la mer du Sud (voie de Panama)	Forcé	Port d'embarquement	1.	-	ŀ	52	1	60	2	12
(*) Les lettres originaires de ce Etats seront tonjours expédiées sans affranchiesement préalable.										1

l'Administration des Postes Sardes et l'Administration des Postes de France auxquels la France sert d'internédiaire pour les Duchés de Parme et de Modene ; Steicles et les Principantés de Ponte-Corvo et de Bénéenet et viceversa.

### 2º SECTION.

Lettres originaires des Duchés de Parme et de Modène, des États Pontificana, de la République de St-Marin , du Royaume des Deux Siciles, et des Principantés de Ponte-Corvo et de République

	CONDITIONS	LIMITE	Français dos	\$ 3.3	Sar les	ures q de á lettres	l'offic	e de chies	er l'e Franc	e sur
DESTINATION DES LETTRES	C'AFFRAN-	DE.	Taxes dont Toffice Franças tester compte à l'office Sur- tes tettres non affranch chargers de port de tras		Transit- français		Taxes etrangères on de voic			
	CRISSENENT	E APPRANCHISSEMENT	Taxes dont I	les lettres rhargers a	priz		tle	montes.	par sin	lettr
-	7	- 1	-			-	1 -	6	-	7
	1 2	3	-	9	-	,	-	0	-	1
Grand Duché de Bade, Royaume de Bavière et de Wurtemberg			Ĩ.	C.	ſ.	c.	f.	с.	f	e
et Principanté de Hohenzollern Espagne, Portugal, Gibraltar Prusse, Principanté de Birkenfeld, Duché d'Auhalt, Principanté de Waldech, Ilesse Électorale, Hesse Dariustadt, Saxe-Veimar-Eise-		Frontière d'entrée en Sardaigne Frontière de sortie de France		20	,	b2	3	4.4	:	59
nach, Duclié de Nassau, de Saxe Cabourg Gotha, de Saxe-Mei- ningen-Hildbourghausen, Pria- cipautés de Hesse Hombourg, de Lippe, de Schwartzbourg-Rudol- stadt et de Remss, Villes libres de Francfort sur le Mein, Ham- bourg, Brenen et Lubech, Bei- gique et Grand Duché de Lu-	Forcé	Frontière d'entrée en Sardaigne		20		,				
nembourg	Forcé	Port de débarquement	,		,	52		10		62
bitiments français de commerce loyaume de Saxe, Grands Duchés de Mecklembourg Schwerin et de Mecklembourg Strelitz, Duché	Force	rort or neosiquement			ĺ	32	ľ	19	ľ	. 02
de Brunswich, Grand Duché d'Oldembourg (moins la Prin- cipanté de Birkenfeld) et le Ro- vaume de Hanûvre	Force	Frontière d'entrée en Sardaigne		20	•					
rande Bretagne	Forcé	Idem		20			١٠,		١.	
ologne Septentrionale	Forcé	Idem		20			1 :			
ays Bas	Forcé	Idem		20	2			2		
Russie Archipel Indien	Force	Idem	,	20	3		-	,	1.	,
et Chine avs d'outre-mer sans distinction de parages (voie d'Angleterre)	Forcé Forcé	Port de débarquement				32 52	1	50	1	82 52
amaique, Canada, Nonveau Brun- swich, Nouvelle Ecosse, Ile du		Frontière d'entrée en Sardaigne		20		- 12	,		Ċ	34
Prince Edouard; Terre Neuve (voic d'Angleterre)	rorce	romere a caree en Sarangae		20	,		ľ	1	ľ	ĺ
de Panama)	Forcé	Port de débarquement			-	52	1	60	2	12

Tableau indiquant les conditions auxquelles devront être échangées entre l'Administration des Postes à découvert par la voie de la France, des pays Etrangers empruntant l'intermédiaire des de Toscone, les États Pontificaux, la République de St-Marin, les Principautes de Bénévent

1.º SECTION

Journaux et autres imprimés à déstination des États Sardes, des Duchés de Parme et de Modène, du Grand Duché de Toscane, des États Ponificanx, de la République de St-Marin, des Principantés de Bénévent et de Ponte-Corvo et du Royaume des Deux Siciles.

	DESIGNATION DES OBJETS IMPRIMÉS	LIMITE	Sa	ares e inde à impri	l'offi	e de	Franc	e sur
ORIGINE DES IMPRIMÉS	PEET AVOIR EIGE	E'AFFRANCHISNEMANT OBLIGATOURE	1	ransit ançais	étra:	ngères e vaie iner	par [	otal paque aple
, <u>i</u>	2	3		4		5		6
rand Duché de Bade. Bustier, Wurtenberg, Faguar, Ferrigal, Garbard, Pranse, Gheide Stabal, Frincipanti de Waldeds, Hensel Gestorier, Hense Hormandi, Sanz Gestorier, Hense Hormandi, Sanz San, de Sanz Cobourg, Goda, et de San, de Sanz Cobourg, Goda, et de San, de Sanz Cobourg, Goda, et de Sanz de Sanz Cobourg, Goda, et de Sanz de Sanz Cobourg, Goda, et de Johann Sanz Landon, Remenson, Landon, Landoney, Bremen, Landon, Landoney, Bremen, Landon, Landoney, Bremen, Landon, Landoney, Bremen, Landon, Landoney, Schotz- Boels de Meckendowy Schotz- Boels de Meckendowy Schotz- Boels de Resunde, Errandon Landon, Barbert de Meckendowy Schotz- Boels de Bressurch, Errandon Landon, Barbert de Wellen, Landon Landon, Barbert de Wellen, Barbert de Wellen, Landon Landon, Barbert de Wellen, Landon Landon, Landon br>Landon Landon, Landon L	Imprimés de touse naturell	remière d'entrir en France	í.	с.	65	c.	f.	c. 05
rande Bretagne ,	Journaux et gazettes	Idem		05				05
olonies et pass d'outre-mer par hâtiments français de commerce	Imprimés de toutenature	Port d'embarquement		05		05		10
olonies et pays d'outre-mer par la voie d'Angleterre	Journaux et gazettes	Idem		05		10		15
4	V V							

Sordes, et l'Administration des Postes de France, les journaux et autres imprimés expédiés Postes Françaises pour les Etats Sardes, les Duchés de Parme et de Modène, le Grand Duché et de Ponte-Corro et le Royaume des Deux Siciles et viccerera.

2.e section.

Journaux et autres imprimés originaires des Duchés de Parme et de Modène, du Grand Duché de Toscane, des États Pentificaux, de la République de St-Marin, des Principautès de Bénévent et de Poute-Corro et du Royaume des Deux Siciles.

	DÉSIGNATION	JAMEL	Ta Sare les i	res q le à mpris	ue dos l'office sés de	de I	er l'o rance natu	ffice sur re	
DESTINATION DES IMPRIMÉS	DOVE L'ENVOI L'AFFRANCHISSEMENT PELT AVOIR LIEI OBLIGATOIRE		DON'T L'ENVOI L'AFFRANCHISSEMENT	Transit Français		Tan étran ou de de é	gères voic	To pa paq sim	er uet
1 .			-		5		- 6		
Grand Duché de Bade, Bavière, Wurtemberg, Prusse, Duché d'Anhalt, Principauté de Wal- dech, Hesse Electorale, Hesse		-	í.	e.	ſ.	c	ſ.	C.	
Darmadel, Sase Weynar Eisenach, Durchede Aussen, de Sance Doburg-Godha et de Save-Med- composition de la composition de la composition de punies de Hease Homaleury, de bein, Hambourg, Breene, Lu- tated et de Reuse, Pranfort uns de Mein, Hambourg, Breene, Lu- taxenburg, Seoide et Norvège, Hoyame de Saxe, Grands Durchée de Welchenburg Schwern, de de Bruswich, Grand Durché de Welchenburg Schwern, Barting and Save Grands Durchée de Proposition de Bruswich de Bruswich (Grand Durché de Oldembourg, Bandwre, Pys Bas, Pologne Septentéenale, Domenals et Russie	Impeinsés de toute nature	Frontière d'entrée eu France.	A STATE OF THE PARTY OF THE PAR	0			77	,	
Espagne, Portugal et Gibraltar .	Imprimés de toute nature	Idem	١.	95	,			05	
Grande Bretague	Journaux et Gazettes	idem		,			,		
Colonies et pays d'outre-mer par bâtiments français de commerce	Imprimés de toute nature	Port de débarquement	١.	03		05		10	
Colonies et pays d'outre-mer par la voie de l'Angleterre	Journaux et Gagettes	Idem .	:	05		10		15	
	1		1		Ř.				

## XLII.

1850, 16 et 24 novembre.

### TURIN.

Échange de Lettres relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et la République du Chilt.

LETTRE de M. le Consul de la République du Chili dans les États Sardes à M. le Président du Conseil . Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne.

A seguito dell'incarico affidatomi dal signor Presidente della Repubblica del Chili mi procuro l'onore di partecipara all' E. V. come, per legge promulgata li 6 dello scorso lugiio, tutti i bastimenti esteri che approderanno nelli scali della Repubblica, saranno trattati come i Nazionali, mediante un'estat reciprocità dalla parte dei Governi a cui appartengono, e ad esclusione di quelli addetti al niccolo esbotaggio.

Nel rimettere all' E. V. copia della traduzione del dispaccio ricevuto in proposito, ed affidato all'evidente convenienza per le Bandiere Sarde di questa reciprocità, mi persuado che l' E. V. indurrà questo Regio Governo ad accettare questa Convenzione, e a dare le opportune istruzioni, affinche nesia prevenuta la marina mercantile Sarda, e siano trattati in ugual maniera i legnì coperti della Bandiera Gillena.

Prego l' E. V. a voler riguardare la presente come communicazione ufficiale della Repubblica del Chili, e l'inclusa copia come traduzione conforme ed esatta del dispaccio statomi inviato per ordine del Presidente della Repubblica. Mi sarà grato ricevere dall'E. V. un cenno di tale adesione che procurerà certamente un maggiore sviluppo agl' interessi esistenti fra le due Nazioni, e stringerà vieppiù le relazioni dei due G oven i. Ho l'onore di protestarmi coi sensi della più alta considerazione.

Torino, 16 novembre 1850.

di V. E. umilissimo ed obbedientissimo servo SCIPIONE CARIGNANI Console della Repubblica del Chili.

Dépèche du Gouvernement de la République du Chili à M.º Scipione Carignani Consul Chilien dans les États Sardes.

Santiago 24 luglio 1850.

In virtu di una legge promulgata il 16 del corrente si concede alle Potenze straniere, sotto la condizione di un'esatta reciprocità il trattamento nazionale per i bastimenti delle loro rispettive Bandiere, i quali saranno in conseguenza assimilati sotto tutti i rapporti (ecettatato nel commercio del cabotaggio) ai bastimenti di questa Repubblica; in modo che gli articoli portati dai medesimi ono pagheranno altri nè maggiori diritti di quello che portassero i bastimenti nazionali, senza che per godere di questa uguaglianza si esiga che questi articoli siano prodotti del snolo o dell'industria della Nazione che li esporta.

Sarà riconosciuto nel nostro porto come bastimento di Potenza straniera quell') che lo sia secondo la legge di navigazione della medesima Potenza, e sarà namesso a godere dell'ugugilianza suddetta in virtù di una notificazione ufficiale della stessa Potenza al Governo del Chili, nella quale sia espressa la concessione di una completa reciprocità nei termini che finisco di esporle.

Per ordine del Presidente lo communico a V. S. affine se ne serva per darue notizia a codesto Governo, manifestandogli nello stesso tempo quanto grato sarebbe a quello del Chili che accettasse quest'accordo reciproco autorizzato dalla sopracitata legge, persuaso che ridonderebbe a benefizio comune, e contribuirà purad accrescere l'amicizia che felicemente regna fra le due Nazioni.

(Firmato ) ANTONIO VARA.

Per traduzione conforme ed esutta dallo Spagnuolo del dispaccio della Repubblica del Chili, in data del 24 Inglio 4850.

Torino, 16 novembre 1850.

Scipione Carignani Console della Repubblica del Chili.

Il Cancelliere della Repubblica del Chili. Temistocle Carignani (L. S.) LETTRE en réponse à la précédente, adressée par M. le Chev. D'Azeglio à M. le Consul de la République du Chili dans les États Sardes.

Ho ricevuto la lettera ch'Ella mi ha diretto il 16 andante, in seno alla quale rinvenni la traduzione da Lei autenticata del dispaccio del Ministero Gilleno a lei scritto in data 24 luglio di quest' anno, contenente le principali disposizioni della legge votata dal Congresso Nazionale di Sant' Jago il 16 dello stesso mescionale di Sant' Jago il 16 dello stesso mescionale

La copia autentica del detto dispaccio viene ben volentieri accolta dal Regio Governo come una formale dichiarazione per parte della Repubblica del Chifi, che i vantuggi derivanti dalla legge suddetta verranno in tutta la loro pienezza applicati contro reciprocità alla navigazione ed a lo commercio sotto Bandiera Sarda.

Per corrispondere alla condizione di reciprocità ni faccio colla presente a dichiararle formalmente, signor Console, a nome del Regio Governo che il commercio e la navigazione sotto Bandiera Cillena verranno nei Regii Stati ammessi al pieno godimento dei vantaggi derivanti dalla legge del 6 luglio ultimo scorso abolitiva dei dicitti differenziali.

Nella lusinga che il Governo della Repubblica del Chili non ta derie a dare gli ordini opportuni ai pubblici funzionarii per l'esatto adempimento della legge suenunciata, vanno, per parte del Regio Governo, ad essere impartiti alle Autorità nazionali ordini consimili in favore della Bandiera della Repubblica del Chili.

Ho l'onore di confermarle i sensi della mia distintissima considerazione.

Torino, 24 novembre 1850.

Azeglio.

# XLIII.

1850, 12 juillet et 1er décembre.

TURIN.

Échange de Lettres relatives à l'abolition des droits dissérentiels, entre la Sardaigne et les États du Zollverein.

LETTRE de M.º le Chevalier D'Azeglio à M.º le Comte de Redern, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Prusse à Turin.

Le Parlement national vient de rendre une loi qui a reçu la sanction Royale, par laquelle tous les droits différentiels de coumerce et de navigation, qu'on percevait jusqu'à présent dans ce Royaume au détriment des Pavillons étrangers, restent supprimés en faveur des nations qui accorderaient au Pavillon Sarde une parfaite réciprocité.

D'après cette loi, la réserve qui faisait l'objet de l'article 5 du Traité du 23 juin 1845 vient de cesser. Des ordres ont en conséquence été donnés aux Autorités de nos ports pour que cette mesure reçoive immédiatement son exécution en faveur du Pavillon Prussien et de celui des États formant l'Association de commerce Allemande.

Je ne doute pas que de son côté le Gouvernement Prussien en son nom aussi bien qu'en celui des autres États du Zollverein ne s'empresse de donner au Gouvernement de S. M. l'assurance, qu'il regarde comme ayant cessé la réserve d'appliquer au Pavillon Sarde de semblables droits dans les ports de l'Union douanière.

Turin, le 12 juillet 1850.

Azeglio.

LETTRE en réponse à la précédente, de M. le Comte de Redern Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Prusse à Turin, adressée à M. le Chev. D'Azeglio, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne.

l'ai eu l'honneur de recevoir, et de porter à la connaissance du Gouvernement du Roi la note que vous avez bien voultu m'adresser sous la date du 12 juillet dernier, pour m'informer de l'abolition des droits différentiels de navigation et de commerce dans les États Sardes en faveur du Pavillon Prussien et de celui des États du Zollverein.

Conformément au désir que vous en aviez énoncé, Monsieur le Ministre, le Gouvernement du Roi n'a pas tardé de faire part de cette mesure aux États du Zollverein, et de les inviter à faire cesser par contre la réserve qui formait l'objet de l'article V du Traité du 23 juin 1845.

Les réponses des Gouvernements de l'Association douanière Allemande viennent d'entrer et ne laissent rien à désirer.

Je m'empresse par conséquent, d'ordre du Gouvernement du Roi, de vous donner l'assurance, Monsieur le Chevalier, que les États du Zollverein regardent comme ayant cessé pendant la durée du Traité de commerce et de navigation du 23 juin 1845, la réserce éventuelle d'appliquer. au Pavillon Sarde, dans les ports de l'Union douanière, des droits semblables à ceux qu'en vertu de la loi du 6 juillet dernier, le Gouvernement Sarde a supprimés en faveur des États du Zollverein.

Cest avec grand plaisir que je profite de cette occasion d'avoir l'honneur de vous renouveler, Monsieur le Chevalier, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Turin, le 1er décembre 1850.

REDERN.

# XLIV.

4850, 17 décembre

## TURIN.

Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. la Reine de Portugal.

Sa Majesté le Roi de Sardaigue, et Sa Majesté la Reine de Portugal et des Algarves également animés du desir de resserrer de plus en plus les liens d'amité qui nissent les deux Nations et d'étendre les relations commerciales entre les citoyens des deux États, ayant résolu de conclure un Traité de commerce et de navigation ont, à eet effet, nommé leurs Plénipotentiaires, sayoir :

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le sieur Maxime Tapparelli Chevalier D'Azglio, Chevalier Grand Cordon de Son Ordre de Saint Maurice et Saint Lazare, Chevalier de l'Ordre Givil de Savoie, Grand'Croix des Ordres du Christ de Portugal, de Charles Ill d'Espagne, de Saint Joseph de Toscane, de la Légion-d'Honneur de France, décoré de la Médaille du Mérite militaire, etc., Colonel de cavalerie, Prásident du Gossel des Ministres, Ministre Secrétaire d'État pour les affaires étrangères, Surintendant général des Postes, et Nosiaire de la Gouronden.

Sa Majesté Très-Fidide, le siene Jean-Antoine Chevalier Lobo de Moirs, du Conseil de Sa Majesté, Commandeur de Son Ordre du Christ, et de celui de Saint Maurice et Saint Lazare de Sardaigne, Chevalier de l'Ordre de Malte, désocé du Nichan-Iffihar de 2º classe, son Clangé d'affaires à l'artir; lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les États de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et ceux de Sa Majesté Très-Fidèle. Les citoyens des États de chacune des deux hautes Parties contractantes, pourront entrer dans les ports, places et rivières des territoires de l'autre, partout où le commerce étranger est permis ou le sera à l'avenir.

Ils pourront séjourner et résider dans quelque partie que ce soit desdits terricires pour y vaquere à leurs affaires, et ils jouiront à cet effet de la même sécurité et de la même protection que les nationaux, en payant toutefois les mêmes impôts et en se conformant aux lois et ordounances du pays, ainsi qu'aux réglements de commerce qui y sont ou seront en vigueur.

#### и.

Les navires Sardes et Portugais arrivant de quelque part que ce soit sur leur lest ou chargés, dans les ports de l'autre des hautes Parties contractantes, y seront traités tant à leur entrée, que pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les navires nationaux venant du même lieu, par rapport aux droits de port, de tonnage, de fanaux et de pilotage, ainsi qu'aux vacations des officiers publies et à tout autre droit ou charge de quelque espèce ou dénomination que ce soit, percus au nom, ou au profit du Gouvernement, des autorités locales, ou d'éubblissements particuliers endeconaues.

#### III.

Seront considérés comme navires Sardes ou Portugais ecux qui seront reconnus comme tels dans l'Etat auquel ils-appartiennent conformément aux lois et réglements en vigueur. Les hautes Parties contractantes se réservent d'échanger des déclarations portant une énumération claire et précise des papiers et documents dont l'un et l'autre État exigent que leurs navires soient minnis. Si après cet échange qui aura lieu au plus tard trois mois après la signature du présent Traité, l'une des hautes Parties contrates antes se trouvait dans le cas de changer ou de modifier ses ordonnances à cet 'égard, il en sera fait à l'autre une communication officielle.

IV.

Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation légalement faite dans le Royaume de Portugal, y compris les îles des Açores, de Madère et de Porto-Santo, des articles provenant du sol, ou de l'industrie du Royaume de Sardaigne, et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans le Royaume de Sardaigne des articles provenant du sol et de l'industrie du Royaume de Portugal et de ses domaines et possessions, que eeux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant ,du sol et de l'industrie de la nation la plus favorisée.

Le même principe sera observé à l'égard des droits d'exportation et de transit.

Les hautes Parties contractantes s'engagent à ne point frapper de prohibition soit l'importation d'aucun article provenant du sol et de l'industrie de l'autre pays, soit l'exportation d'aucun article de commerce pour l'autre pays, à moins que les mêmes prohibitions ne s'étendent éagment à tout sutre État étranger.

L'exportation des vins de Porto et du sel du port de Setubal continuera à être subordonné aux réglements qui y sont particuliers.

V.

Tons les produits du sol ou de l'industrie du Royaume de Sardaigne importés directement et par navires Sardes des ports de ce Royaume dans ceux du Royaume de Portugal, y compris les iles de Madère, de Porto-Santo et des Açores, ainsi que tous les produits du sol ou de l'industrie du Royaume de Portugal et de ses domaines et possessions, importés directement par navires Portugais dans les ports Sardes, ne payerout pas dans les ports respectifs des droits d'entrée ou de transit autres ou plus élevés que si l'importation des mêmes produits avait lien sous Pavillon national ou sous celui de la nation la plus fivorisée.

#### VI

Quant aux marchandises qui ne consistent pas en produits indigènes, elles pourront être importées directement des ports du
Royaume de Sardaigne sous Pavillon Sarde, dans les ports du
Royaume de Portugal, y compris les lles de Madère, de PortoSanto et des Apores, et ricceera des ports Portugais sous Pavillon national dans les ports Sardes, de la même manière et sous
les mêmes conditions auxquelles les batiments de la nation la
plus favorisée soat admis à importer des produits étrangers directement des ports de l'État auquel ils appartiennent dans les
ports de l'autre Partie contractante.

## VII.

Les produits et autres objets de commerce de toute espèce, qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports des hautes Parties contractantes; par bâtiments nationaux, pourront également en être exportés ou réexportés, par bâtiments de l'entre Etat, sans payer d'autres out de plus forts droits ou charges, que si l'exportation des mêmes objets se faisait par bâtiments nationauxs.

## VIII.

Les primes, remboursements de droits ou autres avantages de genre, accordés dans les États de l'une des hautes Parties contractantes à l'importation ou à l'exportation par bâtiments nationaux, seront également accordés lorsque l'importation directe entre les deux Pays (article 5) où l'exportation (article 7) se fera par bâtiment de l'autre État.

Pour ce qui regarde le commerce d'importation indirecte, les chargements importés par navires Sardes des ports étrangers dans ceux du Portugal, y compris les îles de Madère, de Porto-Santo et des Açores, et réciproquement, les chargements importés par navires Portugai des ports étrangers, dans ceux du Royaume de Sardaigne, seront reçus et traités dans ceus ports sur le pied de la nation la plus favorisée. L'importation dans les ports du Portugal des produits et marchandises de l'Asie restera sonnise aux bios et réglements existants.

#### . .

Les hautes Parties contractantes sout convenues que l'une u'acordera à l'avenir à d'autres nations par rapport au commerce ou à la navigation, aucun privilège, ni aucune faveur ou immunité qui ne soient aussi et à l'instant étendus aux sujets de lanter, gratuitement si la coucession a été gratuite, ou avec une juste et convenable compensation à défaut d'équivalent, si la concession a été conditionnelle.

Il est entendu particulièrement que, dans le cas où l'un des deux Gouvernements accorderait à un antre État des diminutions de droits sur ses produits du sol on de l'industrie, ou loi coucéderait d'autres avantages on favens spéciales en fait de commerce et de navigation, à la suite d'un Traité de commerce ou d'une Couvention spéciale, et en compensation de diminutions de droits, avantages on favens accordées par cet autre État, l'autre des deux Gouvernements ne pourrø demander les mêmes avantages et facilités, pour le commerce et la navigation de sa Nation, qu'en offrant, à défaut de pareils avantages de même étendue et qualité, des équivalents ou compensations à assurer diment par un arrangement particulier entre les denx Gouvernements.

Il est entendu que ces équivalents n'auront lieu de la part de la Sardaigne que lorsque les avantages ou faveurs dont il est question seront autres ou plus forts que ceux que la Sardaigne accorde dès à présent au commerce et à la navigation du Portugal.

## XI.

Les stipulations du présent Traité ne seront point applicables au cabotage entre les ports de chacun des deux Pays, ce genre de trasport restant réservé aux bâtiments nationaux.

Mais il est convenu que les bàtiments de l'une des hautes Parties contractantes étant entrès dans les ports de l'autre, pourront se borner à ne décharger qu'une partie de leur cargaison, et qu'ils pourront s'en aller librement avec le reste, pour le décharger, soit dans tel antre port du même l'ays, soit ailleurs, sans payer d'autres ou de plus forts droits que les bàtiments nationaux n'aurient à payer dans le même cas.

De la même manière il leur sera permis de commencer leur chargement dans un port, et de le continuer ou de le complèter dans un ou plusieurs autres ports d'n même Pays sans payer d'autres ou de plus forts droits que les bâtiments nationaux.

#### XII.

Dans le cas où quelque blatiment, appartenant à l'une des hautes Parties contractantes, aurait échoué, ou fait naufrage sur les côtes ou dans un port de l'autre, il sera prêté toute aide et assistance possibles au capitaine et à l'équipage, tant pour les personnes, que pour le navire et sa caragision.

Les objets suuvés seront mis, s'il y a lieu, sous la surveillance des Autorités compétentes, et restiusé à qui de droit, après l'acquittement des frais de sauvetage et autres qui ne séront pas plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareil cas. Il ne sera pas perçu de droits sur ces mêmes objets, à moins qu'ils ne soient destinés pour la consommation du Pays.

Tout bătiment de commerce des nationaux de chacune des hautes Parties contractantes entrant en relâche forcée dans un port de l'autre Partie y sera exempt de tout droit de port ou de navigation quelconque, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, pourvu que le bâtiment nes livre dans les ports de relâche à aucune opération de commerce en chargeant ou en déchargeant des marchandises, bien entendu toutefois que les déchargements et rechargements motivés par la nécessité de réparer le bâtiment, ne seront point considérés comme opérations de commerce donnant lieu au payement des droits, et pourvu que le bâtiment ne prolonge pas son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire, selon les causes qui auront donné lieu à la relâche.

## XIV.

Chacune des hautes-Parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'avoir dans ses ports et places de commerce, des Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls ou Agents de conmerce, tout en eréservant le droit d'excepter de cette concession tel endroit qu'elle jugera à propos. Lesdits Agents Consulaires de quelque classe qu'ils soient et diment nommés par leur Gouvernement respectif, dès qu'ils auront obtem l'exequetur du Gouvernement sur le territoire duquel ils doivent résider, y jouiront, tant pour leur personne que pour l'exercice de leurs fonctions, des priviléges dont y jouissent les Agents Consulaires de la même catégorie de la nation la plus Ravorisée.

## XV.

Les dits Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents de commerce seront autorisés à requérir l'assistance des Autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires de guerre et marchands de leur Pays, et ils s'adresseront pour cet objet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront par écrit ces déserteurs en prouvant par la communication des registres du navire ou des rôles de l'équipage, ou par d'autres documents officiels, que ces individus ont fait partie des dits équipages; cette réclamation ainsi justifiée, l'extradition sera accordée. Ces déserteurs lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition des dits Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents de commerce, et pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les auront réclamés pour être envoyés aux navires auxquels ils appartenaient ou à d'autres de la même nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de deux mois, à comptèr du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et il ne seront plus arrêtés pour la même cause. Il est entendu toutefois que si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit. son extradition pourra être retardée jusqu'à ce que le Tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait recu son exécution.

## XVI.

Les citoyens des deux Royaumes qui ont, ou auront à toucher des héritages dans le territoire de l'autre ou qui en feront sortir leurs propriétés ou effets quelconques, ne payeront d'autres droits, charges ou impôts que ceux qui seront payés par les nationaux en pareille circonstance.

## XVII.

Le Gouvernement Portugais consent d'après les vœux du Gouvernement Sarde a étendre toutes les stipulations du présent Traité à la Principauté Souveraine de Monaco placée sous le protector at de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, à la charge de réciprocité de la part de la dite Principauté. Le présent Traité restera en vigueur jusqu'au premier janvier in-luticent-cinquantecinq. Si l'une des hautes Parties contractautes n'a pas annoncé à l'autre, par une notification officielle son intention d'en faire cesser l'effet six mois avant cette époque, il continuera à étre obligatoire jusqu'au premier janvier mil-huitens-cinquanteneuf. A partir de cette date le Traité ne cessera d'être n vigueur que douze mois après que l'une des hautes Parties contractantes aum déclaré à l'autre son intention de ne plus vouloir le maintenir.

## XIX.

Le présent Traité sera ratifié par les hantes Parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Turin dans l'espace de trois mois après la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Turin en double original le 17 du mois de décembre de l'an mil-huiteent cinquante.

> AZEGLIO. LOBO DE MOIRA. (L. S.) (L. S.)

(Ratifié le 24 février 1851)

Les soussignés s'étant réunis pour procéder à l'échange des ratilications de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et de Sa Majesté Très-Fidèle sur le Traité de commerce et de navigation conclu à Turin le 17 décembre 1850, le Plénipotentiaire de S. M. Trèsrièle a témoigné le désir de voir insérer dans le présent Procèsverbal, le mode de perception des droits sur les vins étrangers , porté par les règlemens des États Sardes, et le Plénipotentiairo de S. M. le Roi de Sardaigne a déclaré, « que la qualité des vins

- « étrangers, pour ce qui se rapporte à la taxation, est fixée d'après « les règlemens en vigueur sur les prix résultants des factures
- « originales des négocians dûment constatées, et que le tarifactuel
- « classe parmi les vins fins ceux qui, au lieu de l'arrivée, sont « d'une valeur au dessus de 20 francs par hectolitre, et parmi les
- « vins ordinaires ceux d'une valeur de 20 francs et au dessous. Il
- « déclare en outre que ce mode de perception est appliqué aux vins « de Portural ».

Les instrumens des ratifications sus-énoncées ont été ensuite produits de part et d'autre, et ayant été trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été opéré.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent Procès-verbal, qu'ils ont signé en double expédition et revêtu de leurs cachets.

Fait à Turin le 24 mars 1851.

Azeglio. Lobo De Moira.
(L. S.) (L. S.)

# XLV.

1851, 23 jancier.

## LONDRES.

Convention additionnelle au Traité de navigation du 6 septembre 1841, entre la Sardaigne et la Grande Bretagne.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et Sa Majesté la Reine du Roquame Uni de la Grande Bretague et d'Irlande, désirant donner plus d'étendue aux priviléges réciproques de navigation accordés respectivement aux navires des deux Pays par le Traité de navigation entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté Britannique, qui a été signé à Turin le 6 septembre 1841, ont nommé en qualité de Plénipotentiaires pour conclure une Convention à cet effet, savoir :

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le sienr Victor Emmanuel Taparelli, Marquis D'Azeglio, Commandeur de son Ordre religieut et militaire des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre de Léopold de Belgique, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de Sa Majeste Britannique;

Ét Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Graude Bretagne et d'Irlande, le très Honorable Henri Jean Viconute Palmerston, Barou Temple, Pair d'Irlande, membre du très Honorable Conscil Privé de Sa Majesté Britannique, membre du Parlement, ' Chevalier Grand-Croix du très Honorable Ordre du Bain, et Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères; Et le très Honorable Henri Labouchere, membre du très Honorable Conscil Privé de Sa Majesté Britannique, membre du Pailement, et Président du Gomité du Conscil Privé pour les affaires de commerce et des colonies;

# XLV.

1851, 23.rd january.

## LONDON

Additional Convention to the Treaty of the 6 september 1841, between Sardinia and Great Britain.

His Majesty the King of Sardinia, and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, being desirous of extending further the reciprocal privileges of mavigation conferred on the ships of the two Countries respectively by the Treaty of navigation between His Majesty the King of Sardinia and Her Britannick Majesty, which was signed at Turin on the 6,th of september 1841, have appointed as Their Plenipotentia-ries to conclude a Convention for that purpose, that is to say:

His Majesty the King of Sardinia, the sieur Victor Emmanuel Taparelli, Marquis P'Azeglio, Commander of Ilis religious and military Order of S.t. Maurice and S.t. Lazarus, Commander of the Legion of Honour, Officer of the Order of Leopold of Belgium, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Britannick Majesty;

And Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Unonurable Henry Iohn Viscount Palmerston, Baron Temple, a Peer of Ireland, a member of Her Britannick Majesty's most Honourable Privy Council, a member of Parliament, Knight Grand Cross of the most Honourable Order of the Bath, and Her Britannick Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; And the Right Honourable Henry Labouchere, a member of Her Britannick Majesty's most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, and Presighent of the Committee of Privy Council for affairs of Trade and Foreign Plantations;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus que pour et an lieu des articles I et II du Traité susmentionné, on substituera les articles suivans:

I.

Aucun droit de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine, ou autres droits semblables ou équivalens, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, ne sera imposé dans les ports de chacun des deux. Pays sur les navires de l'autre Nation, arrivant d'un port on endroit quelconque, qui ne sera pas également imposé en pareil cas sur des navires nationaux : et dans clueun des deux Pays aucun droit, clarge, restriction, ou prohibition ne sera imposé, ni aneun remboursement de droit, prime, on avantage ne sera refusé à aucune marchandies importée dans ou exportée de ces mêmes Pays air des navires de l'autre, qui ne soit également imposé sur ces mêmes marchandiéses, importées ou exportées sur des navires nationaux.

II.

Tous les navires qui d'après les loix du Royaume de Sardaigne sont considérés comme navires Sardes, et tous les navires qui d'après les loix de la Grande Bretagne sont considérés comme navires Anglais, seront, quant anx effets de la présente Convention, ainsi que du Traité du 6 septembre 1841 cité plus haut, déclarés respectivement navires Sardes et Britanniques.

III.

La présente Convention sera considérée comme additionnelle au Traité précité du 6 septembre 1841, et anna la même durée que ce Traité. Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found in good and due form, have agreed that for and in lieu of the first and second articles of the above mentioned Treaty, the following articles shall be substituted:

I.

No duties of tomage, harbour, light-house, pilotage, quarantine, or other or similar or corresponding duties, of whatever nature or under whatever denomination, shall be imposed in the ports of either Country upon the vessels of the other Country, from whatever port or place arriving, which shall not be equally imposed in the like cases on national vessels; and in neither Country shall any duty, charge, restriction, or prohibition be imposed upon, nor any drawback, bounty, or allowance be withheld from any goods imported into or exported from such Country in vessels of the other, which shall not be equally imposed upon or withheld from such goods, when so imported or exported in national vessels.

И.

All vessels which according to the laws of the Kingdom of Sardina are to be deemed Sardmian vessels, and all vessels which, according to the laws of Great Britain are to be deemed British vessels, shall for the purposes of this Convention, and of the said Treaty of the 6.th of september 1841, be deemed Sardmian and British vessels respectively.

III.

The present Convention shall be considered as additional to the abovementioned Treaty of the 6.th september 1841, and shall have the same duration as that Treaty.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres le plus tôt possible dans le terme de deux mois à compter du jour de la signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé les cachets de leurs armes.

Fait à Londres le vingt trois janvier, l'an de grace mil huit cent cinquante et un.

V. E. D'AZEGLIO. — PALMERSTON. — HENRY LABOUCHERE. (L. S.) (L. S.) (L. S.) It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as may be within the space of two months from the date of its signature.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London the twenty third day of january, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty one.

(Ratifiée le 29 janvier 1851 — L'échange des ratifications a en lieu à Londres le 3 février de la même année)

# XLVI.

1851, 25 panerer

## TURIN.

Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi des Belges.

An nom de la Très-Sainte Trinité, Sa Majesté le Roi de Sadaigne d'une part, et Sa Majesté le Roi des Belges d'autre part; voulant assurer de nouvelles garanties et de nouvelles facilités an commerce, et à la navigation entre lens États, et fortifier de plus en plus les Jiens d'amité, et de bonne intelligence si heurensement établis entre les deux Nations, ont résolu de conclure un Traité propre à remplir ce but, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Sardaigne,

Le sieur Comte Camille de Cavour, membre de la Chambre des Députés, son Ministre de la Marine, de l'Agriculture et du Commerce.

Et Sa Majesté le Roi des Belges,

 Le sieur Henry de Brouckere, Officier de son Ordre, etc., etc., Ministre d'État, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Sardaigne;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

1.

Il y aura entre la Sardaigne et la Belgique liberté réciproque de commerce.

Les Sardes en Belgique et les Belges en Sardaigne pourront réciproquement, et en toute sécurité entrer avec leurs navires, et cargaisons, comme les nationaux eux-mêmes, dans tous les lieux, ports, et rivières qui sont ou seront à l'avenir ouverts au commerce étranger, saul -les précautions de police employées à l'égard des citoyens des Nations les plus favorisées.

## II.

Les citoyens de chacune des deux Parties contractantes pournont librement sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations tant de l'intérieur que des pays étrangers, sans que pour toutes ou quelque-suues de ces opérations, lesdits citoyens soient-assujettis à d'autres obligations, charges ou restrictions que celles qui p'esent sur les nationaux, sauf les précautions de police qui sont employées à l'égard des Nations les plus favoriéés.

Ils seront les uns et les autres, sur un pied de parfaite égalité, libres dans tous leurs achats, comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés, que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur, ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer expressément aux lois et règlemens du pays.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs alfaires euxmêmes, présenter en douane leurs propes déclarations, ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, faeteurs, ageus, consignataires, ou interprêtes, soit dans l'achat, ou dans la vente de leurs biens, de leurs effets ou marchandises, soit dans le chargement, le déchargement, ou l'expédition de leurs navires

Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agens, consignataires, ou interprêtes.

Toutefois, dans les cas réglés par le Code de commerce Surde, et par le Code de commerce Belge, ils devront se conformer aux dispositions de ces Codes, dispositions auxquelles le présent article n'apporte aucune dérogation.

Enfin, ils ne payeront point à raison de leur commerce ou de leur industrie dans les ports, villes, on lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, des droits, taxes, ou impôts, sous quelque dénomnation que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percerront sur les nationaux, et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques, dont jouissent en matière de commerce les citoyens de l'un des deux États', seront communs à ceux de l'autre.

## III.

Les Sardes en Belgique, et les Belges en Sardaigue seront exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes, ou milices nationales, et ue pourront être assujettis pour leurs propriétés mobilières, ou immobilières à d'autres charges, restrictions, faxes, ou impois que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-némes.

## IV.

Les citoyens de l'une et de l'autre Partie contractante, jouiront dans les deux États de la plus constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des Tribunaux de justice pour la poursaite et la décines de leurs droits, en toute instance, et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer dans toutes les circonstances les avocats, avoués ou agens de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom. Enfin ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges que ceux qui seront accordés aux citoyens de la Nation la plus favorisée, et seront soumis aux mêmes conditions que celles qui sont imposées à ces derniers.

#### V

Seront considérés comme Sardes en Belgique, et comme Belges en Sardaigne, les navires qui navigueront sous les Pavillons respectifs, et qui seront porteurs des papiers de bord, et des documens exigés par les lois de chacun des deux Etats, pour la justification de la nationalité des bâtimens de commerces.

#### VI.

Les navires Sardes qui entreront sur lest, on chargés en Belgique, on qui en sortiront, et réciproquement les navires Belges qui entreront sur lest, on chargés en Sardaigne, on qui en sortiront soit par mer, soit par rivières ou canaux, quel que soit le licu de lenr départ on celui de leur destination, ne seront assujettis tant à l'entrée qu'à la sortie, et au passage, à des droits de tonnage, de port, de balisage, de pilotage, d'ancrage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente, de navigation, de péage, enfin à des droits ou charges de quelque nature ou dénomination que ce soit, perens ou établis an nom et an profit du Gouvernement, de tonctionnaires publics, de communes on d'établissemens quelconques, autres ou plus forts que ceux qui sont actuellement, ou pourront par la suite être imposés aux bâtimens nationaux à l'entrée, pendant leur séjour dans les ports, à leur sortie, ou dans le cours de leur navigation.

#### VII

Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition :

1º Les navires qui, rentrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en répartiront sur lest.

2º Les navires qui passant d'un port de l'un des deux États dans un on plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout, on partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits.

3.º Les navires qui entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relàche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce.

Ne seront pas considérés en cas de relache forcée comme opérations de commerce, le débarquement et le reclargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessires au ravitaillement de l'équipage, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'Administration des donanes en aura donné l'autorisation.

Les bateaux à vapeur Sardes, et Belges faisant un service régulier de navigation entre les États Sardes et la Belgique, seront exemptés, dans l'un et l'autre pays, du payement des droits de tonnage, d'ancrage, de balisage, de feux et de fanaux.

## VIII.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, hâvres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être sonmis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est couveru qu'il ne sera accordé anx navires nationaux aneun privilège, ni aucune faveur qui ne soit également à ceux de l'autre Etat, la volonté des hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport anssi, leurs bâtimens soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

## IX.

Les bâtimens de guerre de l'une des deux Puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'antre Puissance dont l'accès est accordé à la Nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes règles, et jouiront des mêmes avantages

## X.

Les objets de toute nature provenants soit du sol, soit de l'industrie, soit des entrepôts, ou ports-francs des États Sardes, importés en droiture des États Sardes par navires Sardes dans les ports de Belgique, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'entrée que s'ils étaient importés en droiture sous Pavillon Belge.

Et réciproquement les objets de toute nature provenants soit du sol, soit de l'industrie, soit des entrepôts on ports francs de Belgique, importés en droiture de Belgique dans les États Sardes sous Pavillon Belge, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits que s'ils étaient importés en droiture sous Pavillon Sarde.

Il est bien entendu,

1.º Que les marchandises devront avoir été réellement chargées dans les ports d'où elles auront été déclarées respectivement provenir.

2.º Que la relâche forcée dans les ports intermédiaires pour causes de force majeure, justifiées d'après le mode prescrit par la législation du pays vers lequel l'expédition a lieu, ne fait pas perdre le bénéfice de l'importation en droiture.

## XI.

Les marchandises suivantes originaires des États Sardes, et importées de ces États en Belgique de la manière indiquée à Fart. 14 du présent Traité, jouiront à l'entrée en Belgique des réductions de droits ainsi calculées:

A) Fromages; fr. 7, au lieu de fr. 10 70 par 100 kilog.

B) Anchois frais, salés, fumés ou séchés; fr. 4 00 au lieu de fr. 5 76 par 100 kilog. Sardines fumées ou séchées; fr. 4, au lieu de fr. 7 20 par 1000 pièces.

- c) Vermicelles et autres pâtes analogues; fr. 3 au lieu de fr. 7 par 100 kilog.
- p) Salaisons et compôtes au vinaigre; réduction des trois quarts du droit actuel. Citrons, limons, oranges; fr. 11 20 par 100 kilog; noisettes, fr. 3 20 par 100 kilog; chataignes. fr. 6 50 par 100 lr.; fruits confits au sucre, droit inférieur d'un quart au droit général établi ou à établir.
- E) Huile d'olives, comestible; fr. 7 50 au lieu de fr. 13 par hectolitre; ne pouvant servir qu'aux fabriques; fr. 0 60 au lieu de fr. 1 00 par hectol.
- r) Vins; en cercles, fr. 0 50 au lieu de fr. 2 00 par hectol.; en bouteilles fr. 2 au lieu de fr. 12 00 par 100 bouteilles En outre réduction de 25 0/0 des droits d'accises maintenant existans.
- Plantes vivantes; réduction de moitié du ilroit actuel.
- n) Semences, autres que les graines oléagineuses, et la graine de liu à semer, même réduction.
- 1) Sel brut; libre par la voie de mer.
- 1) Corail non ouvré ; réduction de moitié du droit àctuel.
- κ) Marbres; bruts, polis, sculptés, moulés, on sciés; même réduction.
- L) Petites peaux non apprêtées; même réduction.
- n) Céruse; fr. 3 00 au lieu de fr. 4 20 par 100 kilog.
- s) Soie grège; écrue, fr. 0 01 au lieu de fr. 1 00 par 100 kilog.;
   moulinée, fr. 2 00 au lieu de fr. 4 00 par 100 kilog.
- velours de soie; fr. 4 00 au Jieu de fr. 5 00 et de fr. 10 00 par 100 kilog.
- P) Gaze de soie, simple et unie, fr. 4 00 au lieu de fr. 5 00 par kilog.; festonnée, brodée etc. fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 par kilog.
- Q) Avelanèdes et gallons du Piémont; réduction de moitié du droit actuel.

De leur côté, les marchandises suivantes, originaires de Belgique, et importées dans les États Sardes de la manière indiquée à l'art 14 du présent Traité, jouiront à l'entrée dans ces États des réductions de droits ci-après indiquées :

- A) Zinc, en plaques, en barres, ou en saumons (toutenagues), zinc laminé; réduction de moitié des droits actuels.
- B) Chivre, en pains, en rosettes, en fonds de chaudière, en plaques, cuivre ouvré, et non ferré; même réduction.
  - c) Fers, fonte ouvrée simple, coussinets pour chemin de fer, fr. 8 00 au lieu de fr. 15 00 les 100 kilog. Fonte garnie d'autres métaux fr. 12 00 au lien de fr. 25 00. Fer de première fabrication, rails, fr. 10.00 au lieu de fr. 16 00; de seconde fabrication, fr. 15 00 au lieu de fr. 30 00; garni d'autres métanx, fr. 20 00 au lieu de fr. 40 00; ancres, canons, fr. 10 00 au lien de fr. 20 00; instrumens propres aux arts mécaniques, fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00; clous de toute espèce, chevilles etc., fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00, et de fr. 70 00; machines et mécaniques, fr. 5 00 au lieu de fr. 10 00; faux, faucilles ou serpettes, fers à repasser etc., fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00; enclumes, massues, socs de charrne, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00; ressorts de voiture, et similaires, fr. 30 00 au lien de fr. 60 00; vis de fer de toute espèce, fr. 12 50 an lien de fr. 25 00; fils de fer, fr. 10 00 an lieu
  - de fr. 20 00 par 100 kilog. Armes; blanches de toutes espèce; réduction de moitié; canons
  - de fusils de chasse, fr. 1 00 au lien de fr. 2 00 la pièce; canons de pistolets, fr. 0 35 au lieu de fr. 0 75 la pièce. E) Verres et cristaux; miroirs de toute dimension non montés, fr. 25 00 au lien de fr. 60 00 les 100 kilog.
    - Cristanx de toute espèce; fr. 15 90 au lieu de fr. 40 00 par 100 kilog.; glaces et verres à vitre, fr. 15 00 au lieu de fr. 25 00 par 100 kilog.; verre ouvré de toute espèce, fr. 15 00 au lien de fr. 18 00 par 100 kilog.; bouteilles

d'un litre et au dessus, demi bouteilles, damejannes sans distinction de capacité, bouteilles nommées faschi; réduction de moitié.

- r) Porcelaine; en couleur ou dorée, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00; blauche fr. 25 00 par 100 kilog; poteric de terre ordinaire, fr. 3 00 au lieu de fr. 4 00 par 100 kilog; faience en ouvrages divers, blanche fr. 8 00 au lieu de fr. 12 00; peinte, dorée ou coloriée, fr. 12 00 au lieu de fr. 20 00.
- 6) Papier; de pâte de couleur et blanc de toute qualité, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00 par 100 kilog.; colorié ou doré, fr. 40 00 au lieu de fr. 65 00; imprimé, dessiné ou peint, pour teinture, fr. 50 00 au lieu de fr. 100; brouillard, fr. 20 00 au lieu de fr. 50 00; grossier pour envelopper, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00.
- n) Livres; en feuilles ou brochés, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00 par 100 kilog.; reliés en carton etc., fr. 60 00 au lieu de fr. 100.
- Sucre raffiné de toute espèce, fr. 25 00 au lieu de fr. 45 00 les 100 kilog.
- Cuirs et peaux préparées, fr. 66 00 au lieu de fr. 100. Peaux chamoisées, fr. 75 00 au lieu de fr. 150.
- κ) Fils de laine ou de poil quelconque; blancs ou naturels, fr. 0 60 au lieu de fr. 1 10 le kilog.; teints, fr. 0 80 au lieu de fr. 1 60.
- a.) Tissus de laine foulés et drapés ou non; de la valeur de 10 fr. par mètre, et au dessus, y compris les similaires, tels que casimirs etc., fr. 3 00 le kilog, au lieu de fr. 3 30 avec suppression du 10 0,0 à la valeur; de moins de 10 fr. par mètre, fr. 2 00 au lieu de fr. 4 50.
  - Tapis et convertures de bourre de laine, lambeaux et lisières de drap; fr. 1 00 au lieu de fr. 2 00 le kilog.; de toute autre qualité, fr. 1 00 au lieu de fr. 3 00.
- n) Lin teillé on peigné; réduction de moitié.
- n') Fil de lin, et de chanvre de toute qualité; même réduction.
- o) Tissus de lin, et de chanvre de toute qualité, écrus on blan-

chis, même melangés de coton, ou de laine croisés, ou autrement ouvragés, écrus, blanchis on mélangés de blanc, même réduction.

Dentelles de toute qualité, même réduction.

p) Fil de coton, inférieur au n. 20 fr. 0 20 an lieu de fr. 0 90; du n. 20 au n. 40 fr. 0 40 au lieu de fr. 0 90; du n. 40 au n. 60 fr. 0 60 au lieu de fr. 0 75; d'un numéro supérieur fr. 0 75.

Retords de toute qualité, fr. 0 75 au lieu de fr. 1 20; blanchis ou teints de toute qualité, fr. 0 80 au lieu de fr. 1 80.

q) Tissus de coton, même mélangés de fil on de laine, unis, croisés, ou antrement ouvragés, écrus, blanchis en couleur, ou teints, imprimés etc., réduction de moitié.

n) Morue, réduction de 25 p. 0/0.

Le droit à la sortie sur les marchandises suivantes, dirigées des États Sardes vers la Belgique sera réduit, savoir : Celni sur les soies grèges à fr. 1 50.

Celui sur les peaux brutes d'agneaux, à fr. 15 00; sur les peaux de chevraux, à fr. 30 00.

Tontefois les réductions stipulées à cet article, comme celles qui figurent à l'art. 11, ne seront applicables qu'à partir du premier juin 1851.

## XIII.

A fin d'équilibrer d'une manière aussi exacte que possible les concessions douanières, et maritimes stipulées ci-dessus, Sa Majesté le Roi des Belges garantit aux mavires. Sardes le remboursement du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le Gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § 3 de l'art. 9 du Traité du 19 avril 1839.

## XIV.

Lorsque les produits compris aux articles 11 et 12 seront tran-

sportés de l'un Pays dans l'autre par la voie maritime, ils ne jouiront des réductions de droits qui leur sont attribuées, que sous les conditions suivantes, savoir :

1.º Le transport devra se faire par navires Belges ou par navires Sardes.

2.º Les navires feront le voyage en droiture.

Toutefois les navires pourront relâcher en route, mais en se conformant aux conditions et aux formalités dont les deux Gouvernemens auront à convenir.

Les hautes Parties contractantes se communiqueront les réglemens en vigueur chez chacune d'elles en matière de relàche, et elles se feront part des modifications que ces réglemens pourraient ultérieurement subir.

La voie maritime sera obligatoire pour le transport du sel, et des marbres.

Il est convenu que les produits prenant la mer pour se rendre de Marseille à un port Sarde, ou viceversa, ne seront pas astreints à faire ce trajet sons Pavillon Belge, ou sons Pavillon Sarde.

Les formalités de transport direct par mer, ou par terre, et les justifications d'origine, seront déterminées par les deux Gouvernemens, et de commun accord.

## XV.

Les objets de toute nature importés en Sardaigne d'ailleurs que de Belgique, sous Pavillon Belge, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques, que si l'importation était effectnée sous le Pavillon de la Nation étrangère la plus favorisée, autre que le Pavillon du pays même d'où l'importation a lieu

Et réciproquement les objets de tonte nature importés sous Pavillon de Sardaigne en Delgique, d'ailleurs que de Sardaigne, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques, que si l'importation était effectuée sous le Pavillon de la Nation étrangère la plus favorisée, autre que celui du pays même d'où l'importation a lieu. Les objets de toute nature quelconque, importés par navires Belges, ou par navires Sardes, des ports de l'un, ou de l'autre des deux États, vers quelque pays que ce soit, ne secont pas assujettis à des droits, ou à des formalités autres que les formalités, ou les droits imposés à l'exportation par Pavillon national.

## XVII.

Les primes, restitutions ou autres faveurs de même nature, qui pourraient être accordées dans les États des deux Parties contractantes à des marchandises importées, ou exportées par navires nationaux, seront aussi, et de la même manière accordées aux marchandises importées directement de l'un des deux Pays sur ces navires dans l'autre, ou exportées de l'un des deux Pays par les navires de l'autre, vers quelque destination que ce soit.

## XVIII.

Il est néanmoins dérogé aux dispositions qui précèdent, pour l'importation des produits de la péche nationale, les deux Pays se réservant la faculté d'accorder des privilèges spéciaux au Pavillon national, pour le commerce de ces produits.

Il est entendu que la réduction accordée en Belgique aux sels de France pour déchet au rassinage n'est pas étendue aux sels des États Sardes.

# XIX.

Les marchandises inportées dans les ports de Belgique ou de Sardaigne par les navires de l'un, ou de l'autre État, pourront être mises en entrepôt, livrées au transit, on à la réexportation, sans être assujetties à des droits d'entrepôt, d'emmagasinage, de vérification, de surveillance, ou à d'autres charges de même nature, plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

XX

Les navires Belges entrant dans un port de Sardaigne, et réciproquement les navires Surdes eutrant dans un port de Belgique, et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois, aux lois et réglemens des États respectifs, conserver à leur bord la portie de la cargaison qu'i serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la récaporter saus être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront mutuellement être perçus, qu'an taux fixé pour la navigation nationale.

## XXI.

Les objets de toute nature, venaut de Belgique, ou expédies vers la Belgique, jouiront, à leur passage par les territoires Sardes, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets, venant, ou en destination du Pays le plus favorisé.

Réciproquement, les objets de toute nature venant de Sardaigne, ou expédiés vers la Sardaigne, jouiront, à leur passage par le territoire Belge, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant, ou en destination du Pays le plus favorisé.

## XXII.

Les réductions de droits concédées de part et d'autre par le présent Traité, ne seront accordées spécialement à d'autres Pays, que moyennant équivalent.

Si par la suite, l'une des deux Parties contractautes accorde à une autre Nation quelconque, de plus grands avantages relativement aux objets dénommés dans ce Traité, ces avantages deviendront, de plein droit, communs à l'autre Partie. Si d'autres faveurs en matière de commerce, et de navigation sont concédées par l'un des deux États à quelque autre Nation, les mêmes faveurs seront partagées par l'autre État, qui en jonira gratuitement, si la concession est gratuite, ou si elle porte sur une concession déjà accordée par celui-ci en vertu du présent Traité, et en donnait un équivalent si la concession est conditionnelle.

## XXIII.

Il pourra être établi des Consuls, et des vice-Consuls de chaeun des deux Pays dans l'autre, pour la protection du commerce. Ces agens n'entreront en fonction, et en jouissance des droits, privilèges et immunités qui leur reviendront, qu'après en avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement territorial.

Celui-ci conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il ne lui conviendra pas d'admettre les Consuls, bien entendu que, sous ce rapport, les deux Gouvernemens ne s'opposeront respectivement aucuner restriction qui ne soit commune dans leurs Pays à toutes les Nations.

## XXIV.

Les agens Consulaires Belges dans les États Sardes jouiront de tous les privilèges, exemptions, et immunités dont jouissent les agens de même qualité de la Nation la plus favorisée; il-en sera de même en Belgique pour les agens Consulaires de Sardaigne.

## XXV.

Les Consuls respectifs pourront faire arrêter, et renvoyer soit à bord soit dans leur Pays, les matelots qui auraient déserté des bâtimens de leur Nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux Autorités locales compétentes, et justifieront, par l'exhibition en original, ou en copie, dùment certifiée, des registres du bâtiment, ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documens officiels, que les individus qu'ils réclament hisaient partie du dit équipage; sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur seru donné toute aide pour la recherche, et l'arrestation des dits déserteurs qui seront même détenus, et gardés dans les maisons d'arrêt du Pays, à la réquisition, et aux frais des Consuls, jusqu'à ce que ces agens aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ue se présentait pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs séraient mis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins sujets de l'autre Partie seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre Pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition sera différée jusqu'à ce que le Tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement, et que celui-ci ait en son effet.

## XXVI.

Les navires, marchandises, effets, appartenant aux sujets belges, on Sardes qui anraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux Parties contractantes, on en haute mer, et qui seraient conduits, on trouvés dans les ports, rivières, rades, baise, de la domination de l'autre Partie contractante, seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lien, les frais de reprise, qui seront déterminés par les Tri-bunaux compétens, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant ces Tribunaux, et sur la réclamation qui devra en être date dans le délai d'un an par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs, ou par les agens des Gouvernemens respectifs.

## XXVII.

Lorsque un navire appartenant aux citoyens du Pays de l'une

ou de l'autre des Parties contractantes fera naufrage, échouera, ou souffrira quelque avarie sur les côtes, ou dans les domaines de l'autre Partie contractante, celle-ci lui donnera toute assistance et protection comme aux navires de sa propre Nation, lui permettant de décharger en cas de besoin ses marchandises, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque, jusqu'à ce que ces marchandises puissent être exportées, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure. Ce navire, en toutes ses parties on débris, en tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets, et marchandises qui en auront été sauvées, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, seront fidèlement rendus aux propriétaires sur leur réclamation, ou sur celle de leurs agens, à ce dument autorisés, et dans le cas où il n'y aurait pas de propriétaire, ou d'agent sur le lieu, les dits effets, ou marchandises, ou le produit de la vente qui en serait faite, ainsi que tous les papiers trouvés à bord du vaisseau naufragé, seront remis au Consul Belge, ou Sarde, dans l'arrondissement du quel le naufrage aura lieu, et le Consul, les propriétaires. ou les agens précités, n'auront à payer que les dépenses faites pour la conservation de ces objets.

## XXVIII.

Le présent Traité sera en vigueur pendant huit années, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une, ni l'autre des deux Parties contractantes n'annonce par une déclaration officielle son intention d'en faire esser les éflets, le dit Traité restera encore obligatoire pendant une année pour les deux Parties, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

#### XXIX.

Dans le cas ou l'une des hautes Parties contractantes, par l'effet d'une mesure législative, rendrait d'application générale les faveurs qu'elles concèdent, savoir : la Belgique par rapport aux nuiles, vius, marbres, fruits; et la Sardaigne par rapport aux ouvrages de fer, verres et cristaux, tissus de laine, et de lin, la Partie qui se croira lésée aura, pendant six mois, à compter du jour où une semblable mesure aura été mise à exécution, le droit de dénoncer le présent Traité, qui cessera ses effets un an après que cette dénonciation aura été faite à l'autre Partie.

## XXX.

Le présent Traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et par Sa Majesté le Roi des Belges, et leurs ratifications en seront échangées à Turin dans le délai de quatre mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'out sigué, et y ont apposé leur sceau.

Fait en double original à Turin le 24 janvier 1851. C. CAVOUR.

(L. S.)

H. BROUCKERE.

(L. S.)

(Ratifié le 8 mai 1851. – L'échange des ratifications a eu lieu à Turin le 15 du même mois.)

# XLVII.

1851 17 et 25 janvier

## ROME ET TURIN.

Échange de Déclarations pour l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et le Boyaume des Pays-Bas, et décrets relatifs, du 1.er mars et du 27 avril.

DEGLARATION adressée à M. le Chevalier Maxime D'Azaglio Prisident du Conseil, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne, par M. le Comte de Liedelerie-Beauffort, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas auprès des Cours d'Italie.

Le soussigué, Euvoyé extraordinaire et Ministre Plénipoteniaire de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas près Sa Majesté le Roi de Sardaigne, déclare que, depuis le 15 septembre 1850 et en vertu de la loi de navigation da 8 àouit de la même année (\*\*), les navires Sardes qui arrivent dans les ports Néerlandais en Europe, ou qui en partent, chargés ou sur lest, et sans distinction d'où lis viennent, ou vers quel endroit ils sont destinés, ne sont soumis à aucun droit autre ou plus élevé que les navires Néerlandais, aussi bien par rapport aux droits sur les marchandises, que par rapport à ceux qui pésent sur la coque des navires, de quelque nature que ces droits puissent être et au profit de quiconque ils soient perçoss.

(\*) Voir la loi dont il est question dans la Gazette d'État du Royaume des Pays-Bas, N.º 47. Le soussigné déclare, en outre, qu'aussitôt que le Gouvernment de Sa Majesté le Roi de Sardaigne aura déclaré satisfaire de son côté aux conditions meutionnées dans l'article premier de la ausdite loi du 8 souit 1850, un arrèté Royal sera provoqué par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, afin que le Pavillon Sarde, lorsqu'il arrive dans les ports Néerlandais situées ne Europe, d'un port des possessions Néerlandaises situées hors de l'Europe, soit assimilé au Pavillon des Pays-Bas; et que le Pavillon Sarde soit traité dans les colonies et possessions Néerlandaises hors de l'Europe, exactement sur le même pied que le Pavillon des Pays-Bas.

La pêche et le cabotage sont exceptés de l'assimilation susmentionnée.

Rome, le 17 janvier 1851.

LIEDEKERKE.

DÉCLARATION adressée à M.º le Comte de Liedekerke-Beauffort, Enougé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas auprès des Cours d'Italie, par M.º le Chevolier Maxime D'Axeglio, Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne.

Le Soussigné Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'État pour les affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Sardaigne déclare

Que depuis le 6 juillet 1850 et en vertu de la loi de la mêne date les navires Néerlandais qui arrivent dans les ports Sardeangés ou sur lest, et sans distinction de provenance ou de destination, ne sont soumis à aucum droit autre ou plus fort que les navires Sardes, tant par rapport aux droits sur les marchandeses, que par rapport a ceux qui pèsent sur la coque des na-

vires, de quelque nature que ces droits puissent être et au profit

de quiconque ils puissent être perçus;

Que les produits des colonies Néerlandaises ne sont pas imposés plus fortement dans le Royanme de Sardaigne que les produits similaires d'une autre provenance, et

Que les produits exotiques importés d'un port Néerlandais dans un port Sarde ne sont pas imposés plus fortement que les mêmes produits importés d'un autre pays quelconque.

La pêche et le cabotage sont exceptés de l'assimilation susmentionnée.

Turin, le 25 janvier 1851.

AZEGLIO.

BESLUIT van den 1sten Maart 1851, houdende toekenning aan de Sardinische schepen, van den vrijdom en gelijkstelling bedoeld bij art. 1 en 6 der wet van 8 Augustus 1850 (Staatsblad n.º 47).

Wij WILLEM III, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassan, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz.

Op de voordragt van Onze Ministers van Financien en van Kolonien, van den <sup>17</sup>/<sub>21</sub> Februarij 1851 n\*. 97, I. en U. R., en P. A. n.\* 18;

Gelet op den daarbij overgelegden brief van den Minister van Buitenlandsche Zaken van Sardinien, van den 25 sten Januarij II.;

En in aanmerking nemende, dat blijkens denzelven door Sardnien voldaan wordt aan de voorwaarden van art. 1 der wet van den 8 sten Augustus 1850 (Staatsblad n°. 47), tot regeling van de belangen der Nederlandsche scheedwaart gesteld; En voorts gelet op evengemeld artikel alsmede op art. 6 derzelfde wet.

Hebben besloten en besluiten:

I.

Aan \*de Sardinische schepen wordt dezelfde vrijdom verleend, welke bij art. 3 § 1 der wet van den 19den Junij 1845 (Staatsblad n\*. 28), aan de Nederlandsche schepen is toegekend.

11.

Dezelfde schepen worden in de kolonien en bezittingen van het Rijk in andere werelddeelen met de Nederlandsche schepen gelijk gesteld. Deze gelijkstelling strekt zich niet uit tot de kustvaart in Nederlandsch Oost-Indie.

Onze Ministers van Financien en van Kolonien, zijn, voor zooveel ieder hunner aangaat, belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, hetwelk in het Staatsblad zal worden geplaatst.

's Gravenhage, den 1sten Maart 1851.

WILLEM.

De Minister van Financien , Van Bosse.

De Minister van Kolonien ,

C. F. PAHUD.

Uitgegeven den dertienden Maart 1851.

De Staatsraad, Directeur van het Kabinet des Konings, A. G. A. VAN RAPPARD.

(Staatsblad van het Koningrijk der Nederlanden n°. 13)

ARRETÉ du 1er mars 1851, accordant aux navires Sardes la franchise et l'assimilation mentionnées dans les articles premier et sixième de la loi du 8 août 1850 (Journal officiel, n.º 47).

#### Traduction.

Nous GUILLAME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.

Sur le rapport de nos Ministres des Finances et des Colonies, du "/<sub>18</sub> février 1851, numéro '97, L et U. R. et lettre A. numéro 18;

En égard à la lettre qui s'y trouvait jointe du Ministre des affaires étrangères de Sardaigne, du 25 janvier dernier;

Et prenant en considération que cette lettre prouve que la Sardaigne satisfait aux conditions posées dans l'article l' de la loi du 8 août 1850 (Journal officiel n°. 47), réglant les intérêts de la navigation Néerlandaise;

Eu égard ensuite à l'artiele précité, ainsi qu'à l'article sixième de la même loi;

Avons arrêté et arrêtons :

#### .

La même franchise qui par l'artiele troisième, paragraphe premier de la loi du 19 juin 1845 (Journal officiel, n°. 28) a été donnée aux navires Néerlandais, est accordée aux navires Sardes.

# И.

Ces navires sont assimilés dans les Colonies et autres possessions d'outre-mer du Royaume aux navires Néerlandais. Cette assimilation ne s'étend pas au cabotage dans les Indes-Orientales Néerlandaises. Nos Ministres des Finances et des Colonies sont chargés, chacun pour antant que cela le regarde; de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré dans le Journal Officiel.

La Haye, ce 1<sup>st</sup> mars 1851.

GUILLAUME.

Le Ministre des Finances, VAN BOSSE.

Le Ministre des Colonies,

C. F. PAHUD.

Publié le 13 mars 1851. Le Conseiller d'Etat, directeur du Cabinet du Roi, A. G. A. van Rappard.

DÉCRET accordant au Pavillon Néerlandais l'assimilation au Pavillon national.

## VITTORIO EMANUELE II.

Per grazia di Dio, Re di Sardegna, di Cipro e di Gerusalemme, Duca di Savoia e di Genova, ecc., ecc., Principe di Piemonte, ecc., ecc., ecc.

Sulla proposta del Presidente del Gonsiglio dei Ministri;

Visto il tenore della Legge 6 luglio 1850, colla quale è stabilita l'abolizione dei diritti differenziali di navigazione e di dogana a favore della Bandiera di quelli Stati che accordano alla Nazionale la reciprocità;

Visto il decreto Reale di S. M. il Re dei Paesi Bassi in data del 1. marzo 1851 con cui vengono accordate ai bastimenti Sardi nei porti Neerlandesi tutte le franchigie stabilite per la Bandiera Olandese dall'art. 3 della Legge 19 giugno 1845, e l'assimilazione nelle Colonie ed altre possessioni d'oltre mare, meno pel cabotaggio;

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue :

#### Articolo unico.

La Bandiera Neerlandese avra nei porti dello Stato lo stesso trattamento della Bandiera Nazionale, escluso il cabotaggio.

I Ministri Segretarii di Stato per gli affari Esteri, Finanze, Marina e Commercio sono incaricati ciascuno per la parte che lo riguarda, dell'esecuzione del presente Decreto che sarà registrato al Controllo generale, pubblicato ed inserto nella racolta degli atti del Governo.

Torino, addì 7 aprile 1851.

#### VITTORIO EMANUELE.

Registrato al Coptrollo Generale addi 13 aprile 1851 Reg.º 6º Atti del Governo a c. 217.

AZEGLIO.

# XLVIII.

1851, 27 féorier.

#### LONDRES.

Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne, et S. M. la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et Sa Majesté la Reine du Royanne Uni de la Grande Bretagne et d'Îrlande, désirant donner aux relations commerciales entre les Pays que la Providence a placés sous leur tuitelle tout le développement dont elles sont ausceptibles, et persuadées qu'un but aussi utile ne saurait être atteint qu'en faisant disparaître tous les obstacles qui peuvent entraver le commèrce et la navigation, ont résoln d'assurer réciproquement par un Traité, dans toute leur étendue et dans toutes leurs conséquences, à leurs populations les bienfaits dérivant des deux actes législatifs adoptés l'un en Angleterre le 26 juin 1849 pour la modification de l'acte de navigation, et l'autre dans les Estas Sardes le 6 juillet 1850 pour l'abolition des droits différentiels. Et à cet effet Elles ont nommé leurs Plémpotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne,

Le sieur Victor Emmanuel Taparelli, Marquis d'Azeglio, Commandeur de son Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre de Léopold de Belgique, son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de S. M. Britannique;

Et Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretague et d'Irlande,

Le très-honorable Henri Jean Vicomte Palmerston, Baron Temple, Pair d'Irlaude, membre du très-honorable Conseil Privé de Sa Majesté Britannique, membre du Parlement, Chevalier Grand'

# XLVIII.

1851, 27.th february.

#### LONDON.

Treaty of commerce and navigation, between H. M. the King of Sardinia, and H. M. the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland.

His Majesty the King of Sardinia, and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, being desirous of giving to the commercial relations between the Countries which Providence has placed under their care, the utmost possible development; and being persuaded that this desirable object can be obtained only by removing every impediment to coumerce and univigation; they have resolved reciprocally to secure to their respective subjects, by means of a treaty, the full extenand consequence of the benefits resulting from the two legislative acts respectively passed in England on the 26.9 June 1849 for the amendment of the navigation laws, and in the Sardinian States on the 6.9 of July 1850 for the abolition of differential duties. For this purpose they have named as their Plenipotentiaries, that is to say.

His Majesty the King of Sardinia, the sieur Victor Emmanuel Taparelli, Marquis d'Azeglio, Commander of His religions and military Order of Saint Maurice and Saint Lazarus, Commander of the Legion of Honour, Officer of the Order of Leopold of Belginm, His Envoy extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Britannick Majesty;

And Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Henry John Viscount Palmerston, Barou Temple, a Peer of Ireland, a member of Her Britanuick Majesty's most honourable Privy Council, a member Groix du très-honorable Ordre du Bain, et Principal Secrétaire d'État de S. M. Britannique pour les Alfaires Etrangères. Et le très-honorable Henri Labouchere, membre du très-honorable Conseil Privé de S. M. Britannique, membre du Parlement, Président du Comité du Conseil Privé pour les Affaires de Commerce et des Colonies;

Les quels, après s'ètre communiqué réciproquement leurs pleinspouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

1

Il y aura liberté réciproque de commerce entre tous les États des deux hautes Parties contractautes; et les sujets de chacune d'elles, dans toute l'extension des territoires de l'autre, jouiront des mêmes droits, priviléges, libertés, faveurs, immunités et exemptions en matière de commerce, 'dont jouissent ou jouiront les nationaux.

11.

Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol on de l'industrie du Royanume de Sardaigne, soit de tout autre pays dont l'importation dans les ports du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, ses Golonies et Possessions, you ou sera légalement permise sur des bâtimens Britanniques, pourront également y être importées sur des bâtimens Sardes, sans être assujetties à d'autres, ou à de plus forts droits , de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importrées sur des bâtimens Britanniques, et réciproquement toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, ses Colonies et ses Possessions, soit et tout autre pays, dont l'importation dans le Royaume de Sardaigne est on sera légalement permise sur des bâtimens Britanni-

of Parliament, Knight Grand Cross of the most honourable Order of the Bath, and Her Britamnick Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and the Right Honourable Henry Labouchiere, a member of Harlamnick Majesty's most honourable Privy Council, a member of Parliament, and Persident of the Committee of Privy Council for affairs of Trade and foreign Plantations; Who, after having communicated to each other their respec-

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles:

I.

There shall be reciprocal liberty of-commerce between all the dominions of the two High Contracting Parties; and the subjects of each of them shall, throughout the whole extent of the territories of the other, enjoy the same rights, privileges, liberties. favours, immunities, and exemptions, in matters of commerce, which are or may be enjoyed by native subjects.

\*

All merchandize and articles of commerce, the produce or maunfacture either of the Kingdom of Sardinia, or of any other Country, which are or may be legally importable into the ports of the United Kingdom of Great Britain and freland, its Colonics, and possessions, in British vessels, may likewise be imported into those ports in Sardinian vessels, without being liable to any other or higher duties, of whatever denomination than if such and reciprocally all merchandize and articles of commerce the produce or manufacture either of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, its Colonies and possessions, or of any other Country, which are or may be legally importable into the Kingdom of Sardinia, in Sardinian vessels, may likewise be imported into those ports in British vessels, without being liable to any other or higher duties, of whatever denomination, than ques, sans être assujetties à d'autres ou à de plus forts droits de quelque dénomination que ce soit que si les mêmes marchandises on productions avaient été importées sur des bâtimens Sardes.

Cette égalité de traitement réciproque sera appliquée indistinctement, soit que ces marchandises arrivent directement de l'endroit de production, soit qu'elles arrivent d'un autre endroit quelconque.

### Ш.

La même égalité de traitement réciproque aura lieu pour tout ce qui a trait aux exportations et transits, sans distinction de provenance ou de destination, et pour tout ce qui a égard aux primes, tacilités, et d'arwbaks que la législation des deux Pays a établis ou pourrait établir par la snite.

### IV.

S. M. la Reine du Royanme Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande prend l'engagement que le commerce des sujets Sardes dans les États de S. M. Britannique ne subisse aucune jatterruption, ou ne puisse en aucune mainière être atteint par le fait de quelque monopole, contrat ou privilége exclusif de vente ou d'achat quelcune, de manière à ce que les sujets Sardes aient faculté pleiux et entière de vendre ou d'achat cropartou toù il leur plaira, et en tontes formes jugées plus convenables par le vendeur ou l'achat teur, et saus être obligée de subir aucune conséquence de quel que monopole, contrat ou privilége exclusif de vente on d'achat et Sa Majeste le Roi de Sardaigne s'engage à ce que seulbable affennchissement de toute gêne relatif anx ventes et achats soit garanti aux sujets Britanniques datus les Estats Sardes à l'exception des monopoles actuels de la Couronne de tabac, de sel, de poudre, de plombs de chasse et de guerre, et de cartes à jouer.

#### ٧.

Ancun droit de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine, ou autres droits semblables ou équivalents de quelque if such merchandize, or productions were imported in Sardinian vessels...

The said reciprocal equality of treatment shall take effect, whitent distinction, whether such merchandize come directly from the place of origin, or from any other place.

#### m.

The same reciprocal equality of treatment shall take, effect in regard to all that concerns exportation and transit, without distinction as to origin or destination, and also in regard to bounties, facilities, and drawbacks which are or may hereafter be granted by the legislation of the two Countries.

#### IV

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland engages that the commerce of Sauchiain subjects in the dominions of Her Britannick Majesty shall not suffer any interruption, nor be in any manner affected by any monopoly, contract, or exclusive privilege of sale or purchase, so that Sardinian subjects shall have full and entire liberty to sell and buy wherever they may think fit, and in any manner which may be deemed convenient by the seller or buyer, and without being subject to any prejudice in consequence of any such monopoly, contract, or exclusive privilege of sale or purchase; and His Majesty the King of Sardinia engages that a like freedom from restraint in regard to sale and purchase shall be enjoyed by British subjects in the Sardinian dominions; the existing Crown monopolies of tobacco, salt, gunpowder, ball and shot, and playing cards, being excepted.

#### v

No duties of tonnage, harbour, lighthouse, pilotage, quarantine, or other similar or corresponding duties, of whatever nature or nature ou sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom ou au profit du Gouvernement, des fonctionnaires publics, des communes, corporations ou établissement quelconque ne sera impoés dans les ports de chacun des deux Pays sur les navires de l'autre nation arrivant d'un port on endroit quelconque qui ne sera pas également imposé en pareîl cas sur des navires nationaux, et dans chacun des deux Pays, aucun droit, charge, restriction, ou prohibition ne sera imposé, ni aucun remboursement de droit, prime ou avantage ne sera refusé à aucune marchandise importée dans ou exportée de ces mêmes Pays sur des navires de l'autre qui ne soit également impoés sur ces mêmes marchandises ou refusé à ces mêmes marchandises ou retusé à ces mêmes marchandises ou retuse à ces mêmes marchandises un ces

#### VI

Tous les navires qui d'après les lois de la Grande Bretagne sont considérés comme navires Anglais, et tous les navires qui d'après les lois du Royaume de Sardaigne sont considérés comme navires Sardes, seront, quant aux effets du présent Traité, déclarés respectivement avaires Britamiques et Sardes.

#### VII.

En tout ce qui concerne la placement des navires, leur chargement et déclargement dans les ports, bassins, docks, rades. havres ou rivières des deux États, il ne sera accordé aucun privilége aux navires nationaux, qui ne le soit également à conx de l'autre État; la volonté des Parties contractentes étant, que, sous ce rapport aussi, les bâtimens respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite réciprocité.

#### VIII

Les bâtimens de l'un des deux États pourront décharger en totalité leur cargaison dans un des ports des États de l'antre haute Partie contractante, ou décharger une partie de leur cargaison under whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, commanses, corporations, or establishments of whatever kind, shall be imposed in the ports of either Country, from whatever port or place arriving, which shall not be equally imposed in the like cases on national vessels; and in neither Country shall any duty, charge, restriction, or prohibition, be imposed upon, nor any drawback, bounty or allowance, be witheld from, any goods imported into or exported from such Country in vessels of the other, which shall not be equally imposed upon or witheld from such goods, when so imported or exported in national vessels.

#### VI.

All vessels which, according to the laws of Great Britain, are to be deemed British vessels; and all vessels which, according to the laws of the Kingdom of Sardinia, are to be deemed Sardinian vessels, shall, for the purposes of this Treaty, be deemed British vessels and Sardinian vessels respectively.

#### VII.

In all that regards the stationity, the loading, and unloading of vessels in the ports, basins, docks, roadeaeds, harbours, or rivers of the two Countries, no privilege shall be granted to national vessels, which shall not be equally granted to vessels of the other Country; the intention of the Contracting Parties being that in this respect also the respective vessels shall be treated on the footing of perfect reciprocity.

#### VIII.

The vessels of each of the two Countries shall be at liberty either to discharge the whole of their cargo at one of the ports of the dominions of the other Contracting Party, or to discharge thans un port, et se rendre ensuite avec le reste dans les autres ports du même État, selon que le Capitaine, le propriétaire ou telle autre personne qui serait dûment autorisée dans le port à mgir dans l'intérêt du bâtiment ou de la cargaison le jugera convenable.

## IX.

Il est expressément enteudu que les articles précédens ne sont pas applicables au commerce de cabotage que chaque Partie contractante se réserve à elle-même et réglera d'après ses propres lois.

#### 3

S'il arrivait que quelque vaisseau de guerre ou navire marchand de l'un des deux États lit nanfrage sur les côtes de l'autre, ce bătiment ou ses parties ou débris, ses agrès et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les elfets et marchandises qui en auront été sanvés, ou le produit de leur vente, en seront fidèlement rendus aux propriétaires ou à leurs ayant-droit sur leur réchamation.

Dans le cas où ceux-ci se trouveraient absents, lesdits objets, marchandises ou leurs produits, seront consignés, ainsi que toules papiers trouvés à bord de ce bâţiunent, au Consul Sarde ou Britannique dans le district duquel le naufrage aura eu lien, et il ne sera exigé soit du Consul, soit des propriétaires ou ayantdroit, que le payement des dépenses pour la conservation de la propriété, et la taxe du sauvetage qui serait également payée en pareille circonstance par un bâtument uational. Les marchandises et effets sauvés du naufrage ne seront assujettis aux droits établis qu'autant qu'ils seraient déclarés pour la consommation.

#### XL

En tout ce qui concerne les droits de donane et de navigation,

part of their eargo at one port, and then to proceed with the remainder to other ports of the said dominious, according as the Captain, proprietor, or other person duly authorized to act in the port as agent for the vessel and cargo, shall consider advisable.

#### IX.

It is expressly understood that the preceding articles do not apply to the coasting trade, which each Contracting Party reserves to itself, and shall regulate according to its own laws.

#### v

If any vessel of war or merchant vessel of either of the two Countries should be wrecked upon the coasts of the other, or any parts thereof, and all furniture and appartenances belonging thereunto, as well as all goods and merchandize which shall be saved therefrom, or the proceeds thereof if sold, shall be faithfully restored to the proprietors or to their agents, on being clamed by them.

In case there should be no such proprietors or agents upon the spot, the said articles and goods, or the proceeds thereof, as well as all the papers found on board of any such vessel, shall be delivered to the British or Sardinian Consul in whose district the wreck shall have taken place; and such Consul, proprietors, or agents shall not be called upon to pay and parage but the expences incurred in the preservation of the property, and the rate of salvage which would be equally payable in the like case of a wreck of a national vessel. The goods and merchandize saved from the wreck shall not be subject to the established duties, nuless cleared for consumptible

#### XI.

In all that relates to duties of customs and of navigation, the

les deux hautes Parties contractantes s'obligent et s'engagent que tout privilège, faveur on immunité que chacune d'Elles viendra à accorder à tout autre État sera aussi et à l'instant étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre Etat est gratuite, ou en donnant une compensation, autant que possible de valeur et effet équivalent à fixer de commun accord, si la concession est conditionnelle.

Il est toutefois expressément convenu que les réductions de dounne accordées par la Sardaigue à la Belgique dans le Traité conclu avec cette Puissance à Turin le 24 fevrier 1851, et qui se trouvent specifiées dans le tableau sunexé au present Traité, seront, à partir du premier juin 1851, étendues à la Grande Bretagne en compensation des avantages accordés à la Sardaigne par le présent Traité.

## XII.

Chacune des hautes Parties contractantes aura le droit de nommer des Consuls pour la protection du commerce, afin de résider dans les États on territoires de l'autre Partie, et les Consuls qui seront nommés ainsi, jouiront dans le territoire de chaque Partie de tous les 'priviléges, exemptious et immunités qui sont ou qui peuvent être accordés dans ces États aux agents du même rang et caractère, nommés ou autorisés par le Gouvernement de la Nation la plus favorisée.

Avant que quelque Consul puisse agir comme tel, il devra être approuvé et admis dans les formes usitées par le Gouvernement auprès du quel il est envoyé, et chacune des hautes Parties contractantes aura la faculté d'excepter de la résidence des Consuls tels endroits spéciaux que chacune d'Elles pourra juger à propos d'excepter.

# XIII.

Les sujets de chacune des hautes Parties contractautes pourront disposer librement par testament, donation ou autrement de tons two High Contracting Parties engage that any privilege, favour, or immunity which either of them may grent to any other Power shall be also, and at the same time, extended to their respective subjects, gratuitously if the concession in favour of that other State shall have been gratuitons, or on giving a compensation as nearly as possible of equal value and effect to be adjusted by mutual agreement, if the concession shall have been conditional.

It is however expressly agreed that the reductions in the duties of customs which have been conceded by Sardinia to Belgium in the Treaty concluded with that Power at Turin on the 24th of January 1851, and which are specified in, the table annexed to the present Treaty, shall, from and after the 1.\* of June, 1851, be extended to Great Britain, in compensation for the advantages granted to Sardinia by the present Treaty.

## XII.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to name Consuls for the protection of trade, to reside within the dominions and territories of the other Party; and the Consuls who may be so appointed shall enjoy, within the territories of each Party, all the privileges, exemptions, and immunities which are or may be granted in those territories to agents of the same rank and character, appointed by or anthorized to act for the Government of the most favoured nation.

Before any Consul can act as such, he must however in the usual form be approved and admitted by the Government of the Country to which he is sent; and each of the two High Contracting Parties shall have the right to except from the residence of Consuls any particular Places which either of them may judje proper to be excepted.

#### XIII.

The subjects of each of the High Contracting Parties may freely dispose by will, donation, or otherwise, of all the proles biens qu'ils auraient pu acquérir et posséder légalement dans List de l'autre, et cenx qui les représentent d'après les lois, quoique sujets de l'autre Partie contractante, pourront hériter de ces propriétés soit par testament, soit ab intetalot, et ils pourront dans les termes fixes par la loi eu prendre possession par eux mêmes ou par des personnes agissant en leur nom; ils en disposeront à leur gré en payant seulement les impositious, axes, on droits aux quels seraient en semblable cas assujettis les habitants du pars où les promirétés existent.

Dans le cas d'absence des héritiers on devra suivre la même règle qui en semblable cas est prescrite à l'égard des propriétés des natifs du pays jusqu'à ce que les ayant-droit aient fait les arrangemens nécessaires pour en prendre possession.

Si des contestations s'élevaient entre les divers postulants au aujet du droit qu'ils auraient à ces propriétés, elles devront être résolues par les jinges suivant les lois du pays où les propriétés sont situées et sans antre appel que celui prêvu par les mêmes lois.

#### XIV.

Les sujets de l'une des hautes Parties contractantes résidant alans les États de l'autre, a seront respectivement libres de régler comme les nationaux leurs affaires par eux-mèmes, ou de les confier aux soins de toute autre personne, telles que courtiers, facetters, agents on interprêtes; si ne pourront être contraints dans leurs choix, et ils ue seront tenus à payer aucun salaire, ni aucune rétribution à ceux qu'ils n'auront pas figgé à propos d'employer à cet effet; étant absolument facultaif aux vendeurs et acheteurs de contracter ensemble leur marché, et de fixer le prix de toutes denvées ou marchandises importées ou destinées à l'exportation, sous la condition de se conformer aux réglemens et aux lois des douanes du pays.

perty which they may legally acquire and possess in the territories of the other; and their lawful representatives, although subjects of the other Contracting Party, may succeed to such property either by will or ab intellato, and may, in due course of law, take possession of the same either in person, or by persons acting on their behalf; and they may dispose of the same at their pleasure, paying only such imposts, taxes, or duties, as the inhabitants of the Country in which such property is situated, are liable to pay in similar cases.

In case of the absence of representatives, the same rule shall be observed as is prescribed, in the like case, with regard to the property of natives of the Country, until the owner shall have made the necessary arrangements for taking possession of the property.

If any dispute should arise between different claimants, with respect to the right which they may have to the property, such dispute shall be decided by the judjes, according to the laws of the Country in which the property is situated, and without further appeal than is provided for by those laws.

## XIV.

The subjects of either of the two High Contracting Parties, residing in the dominions of the other, shall have the same liberty as natives to unanage their own affairs themselves, or to commit them to the management of any other persons, as brokers, factors, agents, or interpreters. They shall not be restrained in their choice, and shall not be obliged to pay any salary or renumeration to any person whom they shall not choose to employ in those capacities; buyers and sellers being at perfect liberty to bargain together, and to fix the price of any goods or wirehandize imported or destined for exportation, on condition of observing the regulations and the customs laws of the Country.

Les stipulations du présent Traité remplaceront celles du Traité entre les deux hautes Parties contractantes conclu à Turin le 10 septembre 1841, ainsi que de la Convention additionnelle à ce Traité qui a été signée à Londres le 23 janvier 1851.

Le présent Traité sera en vigneur pendant douze ans à comper de la date de l'échange des ratifications, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux Parties contractantes aura annonoic à l'autre son intention de la faire cesser, chacune des Parties se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des douze ans susmentionnés, ou à toute date ultérieure.

#### XVI.

Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres le plus tôt possible dans l'espace de deux mois à compter du jour de la signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres le vingt-sept février, l'an de grâce mil huitcent cinquante un.

V. E. D'AZEGLIO.	PALMERSTON.	H. LABOUCHERE.
(L. S.)	(L. S.)	(L. S.)

The stipulations of the present Treaty shall be substitued for the stipulations of the Treaty between the two High Contracting Parties signed at Turin on the 10.<sup>10</sup> of September 1841, as well as the Convention additional to that Treaty, which was signed at London on the 33.<sup>10</sup> of January 1851.

The present Treaty' shall be in force for twelve years from the date of the exchange of the ratifications thereof; and further until the end of twelve months after either of the two Contracting Parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same; each of the Contracting Parties reserving tiself the right of giving such notice to the other at the end of the said term of twelve years, or at any subsequent time.

## XVI.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as may be within the space of two months from the date of its signature.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at London the twenty seventh day of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty one.

v.	E.	D'AZEGLIO.	PALNERSTON.	HENRY LABOUCHERE.	
	(	L. S.)	(L. S.)	(L. S.)	

- TABLEAU des réductions du tarif de donane portees dans le Traité entre la Sardaigne et la Belgique, signé à Turin le 24 janvier 1851.
  - A) Zinc, en plaques, en barres, on en sammons (toutenagnes) zinc laminé; réduction de moit é des droits actuels.
  - B) Cuivre, en pains, en rosettes, en fond de chendière, en plaques, enivre ouvré, et non ferré; même réduction.
  - e) Fers, fonte ouvrée simple, conssinets pour chemin de fer, fr. 8 00 au lieu de fr. 15 00 les 100 kilog. Fonte garnie d'antres métaux, fr. 12 00 au lieu de fr. 25 00. Fer de première fabrication, rails, fr. 10 00 au lieu de fr. 16 00; de seconde fabrication, fr. 15 00 au lieu de f. 30 00; garni d' autres métaux, fr. 20 00 au lieu de fr. 40 00; aucres, canons, fr. 10 00 au lien ile fr. 20 00; instruments propres aux arts mécauiques, fr. 12 50 an lien de fr. 25 00; clous de tonte espère, chevilles, etc., fr. 1250 au lieu de fr. 2500, et de fr. 70 00; machines et mécaniques, fr. 5 00 au lien de fr 10 00; faux, faucilles on serpettes, fers à repasser etc. fr. 12 50 an lieu de fr. 25 00; enclumes, massues, soes de charrne, fr. 10 00 au lieu de fr 20 00; ressorts de voiture et similaires fr. 30 00 au lieu de fr. 60 00 ; vis de fer de toute espèce, fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00; fils de fer, fr. 10 00 an lien de fr. 20 00 par 100 kilog,
  - n) Armes: blanches de toute espèce, réduction de moitié; canons de fusils de chasse, fr. 1 00 au lieu de fr. 2 00 la pièce; canons de pistolets, fr. 0 35 au lieu de fr. 0 75 la pièce.
  - E) Verres et cristaux: miroirs de toute dimension non montés, fr. 25 00 au lieu de fr. 60 00 les 100 kilog.
    - Cristaux de toute espèce: fr. 15 00 au lieu de fr. 40 00 par 100 kilog.; glaces et verres à vitre, fr. 15 00 au lieu de fr. 25 00 par 100 kilog.; verre ouvré de toute espèce, fr.

, 15 00 au lieu de fr. 18 00 par 100 kilog.; bouteilles d'un litre et au dessus, demi bouteilles, damejannes sans distinction de capacité, bouteilles nommées faschi, réduction de moitié.

p) Porcelaine, en couleur on dorée, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00; blanche fr. 25 00 par 100 kilog.; poterie de terre ordinaire, fr. 25 00 au lieu de fr. 100 par 100 kilog; fatence en ouvrages divers, blauche, fr. 8 00 au lieu de fr. 22 00; peinte, dorée on colorie, fr. 12 00 au lieu de fr. 22 00.

- c) Papier; de pâte de couleur et blauc de toute qualité, fr. 30 00 au lêu de lr. 50 00 par 100 kilog; colorié ou doré, fr. 40 00 au lieu de fs 00; imprimé, dessaie ou peint, pour teinture, fr. 50 00 au lieu de fr. 100; brouillard, fr. 20 00 au lieu de fr. 50 00; grossier pour cuvelopper, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00.
- n) Livres; en feuilles ou brochés, fr. 30 00 an lieu de fr. 50 00 par 100 kilog.; reliés en eartou etc., fr. 60 00 au lieu de fr. 100.
- Sucre raffiné de toute espèce, fr. 25 00 au lieu de fr. 45 00 les 100 kilog.
- Guirs et peaux préparées, fr. 66 66 au lieu de fr. 100; peaux chamoisées, fr. 75 00 au lieu de fr. 150.
- κ) Fils de laine ou de poil quelconque; blancs ou naturels, fr. 0 60 au lieu de fr. 1 10 le kilog.; teints, fr. 0 80 au lieu de fr. 1 60.
- b) Tissus de laine foulés et drapés ou non; de la valeur de 10 fr. par mètre, et au dessus, y compris les similaires, tels que casimirs etc., fr. 3 00 le kilog, au lieu de fr. 3 30 avec suppression du 10 0/0 à la valeur; de moins de 10 fr. par mètre, f. 2 00 au lieu de fr. 4 30.

Tapis et eouvertures de bourre de laine, lambeaux et lisières de drap, fr. 1 00 au lieu de fr. 2. 00 le kilog.; de tonte autre qualité, fr. 1 00 au lieu de fr. 3 00.

- n) Liu teillé ou peigné, réduction de moitié.
- N) Fil de lin, et de chanvre de toute qualité, même réduction.
- Tissus de lin, et de chanvre de toute qualité, écrus ou blanchis, même ntélangés de coton, ou de laine croisés, ou autrement

ouvragés, écrus, blanchis ou mélangés de blanc, même réduction.

Dentelles de toutes qualités, même réduction.

p) Fil de coton, inférieur au n. 20, fr. 0 20 au lieu de fr. 0 90, du n. 20 au n. 40, fr. 0 40 au lieu de fr. 0 90; du n. 40 au n. 60, fr. 0 60 au lieu de fr. 0 75; d'un numéro supérieur fr. 0 75.

Retords de toute qualité, fr. 0 75 au lieu de fr. 1 20; blanchis ou teints de toute qualité, fr. 0 80 au lieu de fr. 1 80.

- Q) Tissus de coton, même mélargés de fil ou de laine, miss, croisés, ou autrement ouvragés, écrus, blanchis, en couleur, ou teints, imprimés etc. réduction de moitié.
- Morue, réduction de 25 p. 0<sub>1</sub>0.

Le droit à la sortie sur les marchandises suivantes, dirigées des États Sardes vers la Belgique, sera réduit, savoir: Celui sur les soies grèges à fr.: 1 50.

Celui sur les peaux brutes d'agneaux, à fr. 15 00; sur les peaux de chevreaux à fr. 30 00.

V. E. AZEGLIO. PALMERSTON. H. LABOUCHERE. (L. S.)

(Ratifiée le 22 mars 1851 — L'échange des ratifications a eu lieu à Londres le 8 avril suivant.)

# XLIX.

1851, 19 31 mars

## ATHÈNES.

Traité de navigation et de commerce entre S. M. le Boi de Sardaigne et S. M. le Boi de Grèce.

Sua Vaestà il Re di Sardegna, e Sua Maestà il Re di Grecia animati egualmente dal desiderio di consolidare i rapporti amichevoli così felicemente esistenti fra di essi, e di accrescere fra i loro rispettivi Stati le relazioni commerciali, e persuasi che un tale vantaggioso scopo non potrebbe esser meglio conseguito, che coll' adottare un sistema di perfetta reciprocità fondata sopra principii di equità, hanno convenuto di entrare in negoziazione per conchiudere un Trattato di commercio e di navigazione, ed a tale effetto lianno nominato dei Plenipotenziarii, cioè: Sua Maestà il Re di Sardegna il signor Cavaliere Paolo Francesco Peloso, Cavaliere dell'Ordine religioso e militare dei SS. Maurizio e Lazzaro, dell'Ordine di S. Gregorio Magno, Commendatore dell'Ordine Reale del Salvatore di Grecia, Cavaliere della Legion d' Onore di Francia, della Corona di ferro d'Austria e di San Giuseppe di Toscana, Suo Console generale; e Sua Maestà il Re di Grecia il signor Pietro Delyanni, membro della Camera dei Deputati, Ministro della Casa Reale, e delle relazioni estere, Cavaliere di Croce d'oro del suo Ordine Reale del Salvatore, Gran Croce dell'Ordine di S. Anna di Russia, Gran Commendatore dell' Ordine dei Guelfi di Annover, del Leone Neerlandese dei Paesi Bassi, del Cristò di Portogallo, di Carlo III di Spagna, di Danebrog di Danimarca, decorato del Niscian-Iftihar del Sultano di prima classe, Commendatore dell' Ordine della Legion d'Onore di Francia, dei SS. Manrizio e Lazzaro di Sardegna, della Stella

Polare di Svezia, del Merito Civile di Sassonia, Cavaliere degli Ordini della Croce di ferro d'Austria, dell'Aquila Rossa di Prussia ecc., i quali dopo aver scambiati i loro pieni poteri, ed averli riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto gli articoli seguenti:

I.

Vi sarà reciproca libertà di commercio e di navigazione fra i sudditi del Regno di Sardegna, e quelli del Regno di Grecia.

11.

In conseguenza i sudditi dei due Stati godranno nei porti, ancoraggi, rade, città ed altri luoghi qualunque dei rispettivi Stati, una eguale libertà di commercio, di modo che nei detti luoghi sarà aecordata dai rispettivi Governi una perfetta eguaglianza, c reciprocità di diritti e vantaggi commerciali, e qualora questi diritti e vantaggi fossero sottoposti a dei carichi qualunque, saranno assolutamente trattati sullo stesso piede dei nazionali, riguardo ai carichi di qualunque natura essi fossero: potranno altresì dimorare e possedere, sia a titolo d'affitto, sia in assoluta proprietà, delle case d'abitazione, magazzini, ed altri immobili necessarii al loro commercio, nei luoghi ove più fosse ad essi di convenienza. Ed infine generalmente tutti i negozianti e mercatanti di ambe le Nazioni godranno, rispettivamente, sia per la loro persona che per le loro proprietà, della più compiuta sicurezza, e sarà loro accordato per tutti gli affari del loro commercio, la stessa protezione di cui godono gli indigeni coll'obbligo però di sottoporsi alle leggi ed ordinanze dei rispettivi paesi,

III.

I bastimenti Sardi giungendo vacanti o carichi nei porti Greci, e reciprocamente i bastimenti Greci giungcado vacanti o carichi nei porti Sardi saranno trattati, sia al loro arrivo, che durante il loro soggierno, ed alla partenza, sni piede stesso de nazionali provenienti da uno stesso luogo, riguardo al dritti di tonnellaggio, di fanale, di pilotaggio, di pedaggio, o diritti di porto, di quarantena, di vacazione di ufficiale pubblico, come in tutte le tasse od imposte di qualunque specie, o denominazione qualunque, percepite a nome o per conto del Governo, delle Autorità locali, o di qualunque stabilimento particolare.

#### IV.

Qualunque mercanzia, od oggetto di commercio, che potrà essere legalmente importato nei porti di Sardiqua sopra bastimenti Sardi, vi potrà egualmente essere importato sopra bastimenti Greci, senza pagare altri o meggiori diritti o imposte di qualunque specie, o denominazione, sieno percepiti a nome, o per conto del Governo, delle Autorità locali, o di qualunque stabilimento particolare, come se fossero stati importati sopra bastimenti Sardi, e reciprocamente ogni mercanzia ed oggetti di commercio che potramo legalmente essere importati in porti di Grecia sopra 'bastimenti Greci, potramno egualmente esservi importati sovra bastimenti Grafi, senza pagare altri o maggiori di-ritti o imposte di qualunque specie, o denominazione, sieno percepiti a nome o per conto del Governo, delle Autorità locali, o di qualunque stabilimento particolare, e come se fossero importati sorpa bastimenti Greci.

## ٧.

Egli è inteso che le stipulazioni contenute nei precedenti due articoli sono in tutta la loro pienezza applicabili ai bastimenti Sardi ed al loro carico arrivando ne' porti Greci, e reciprocamente ai bastimenti Greci ed al loro carico arrivando nei porti Sardi, sia che i detti bastimenti vengano da porti dello Stato, a cui appartengono, sia da qualunque altro paese estero. La stessa assimilazione di bandiera stabilita nell'art. 5 avrà luogo per la esportazione di tutte le merci, ed oggetti di commercio sia di produzione indigena, o di estera, la di cui sortita è legalmente permessa nei due Paesi.

#### . VII.

Non saranno imposti altri o maggiori diritti sopra l'importacione in Sardegna degli articoli provegnenti dal suolo o dall'industria di Grecia, e non saranno imposti altri o maggiori diritti sopra la importazione in Grecia degli articoli provegnenti dal suolo, o dall'industria di Sardegna, se non che quelli che sono, o saranno imposti sopra gli stessi articoli provegnenti dal suolo, o dall'industria dogni altro Desee estero: del paro non sarà imposto sulla importazione, o sulla esportazione degli oggetti provegnenti dal suolo, o dall' industria di Sardegna o di Grecia sia all'entrata che alla sortiti adi porti Sardi o dai porti Greci veruus probizione che nou sia egualmente applicabile a qualunque altra Nazione.

#### VIII.

Ogni faceltà di deposito e qualunque prima o premio o rimborso di diritto, che sarebbe accordato nel territorio di una delle Alte Parti contraenti all'importazione di all'esportazione di qualunque siasi oggetto, saranno egualmente accordati agli oggetti della natura stessa prodotti dal suolo o dall'industria dell' altra Alta Parte contraente, ed alle importazioni ed esportazioni fatte coi proprii battimenti.

#### IX.

Tutte le merci ed oggetti di commercio che saranno importati, depositati o messi in magazzino nei porti dello Stato e Possedi-

menti delle Alte Parti contraenti, saranno sottoposti durante tutto il tempo dell'immagazzinaggio alle stesse regole, condizioni e diritti, come se fossero importati con bastimenti Sardi o Greci; del paro, la riesportazione di tali merei ed oggetti di commercio sarà sottoposta allo stesso trattamento, ed agli stessi diritti come se fosse eseguita sopra bastimenti Sardi o Greci.

## X.

Il commercio di cabotaggio rimane esclusivamente riservato alla handiera del Parese: però i sudditi dei due Stati saranno liberi di fare il commercio di sealo, cioè di operare una parte di carico o discarico in un porto, e di andare a terminare il carico o discarico in altro, porto senza essere sottoposti a maggiori diritti come se queste operazioni fossero fatte sotto la bandiera del Paese, purchè si asteugano dal caricare qualunque siasi oggetto in un porto per sbarcarlo in altro porto del Paese stesso.

# XI.

Sono considerati come bastimenti Sardi o Greci quelli che na vigheranno e saranno posseduti in conformità de' regolamenti in vigore, e che saranno muniti dei documenti in uso in ambi i Paesi.

# XII.

Per quanto riguarda la polizia dei porti, il carico o discarico dei bastimenti, la sicurezza delle merci, oggetti di traffico, beni ed effetti qualunque, i sudditi delle Alte Parti contraenti saranno sottoposti vicendevolnente alle leggi e regolamenti di polizia lo-cale; anzi i sudditi di ciascheduna delle Alte Parti contraenti avranno, negli Stati dell'altra, la libertà di disporre de' loro beni auche a favore dei sudditi di ambi i Paesi, sia per via di testamento, di donazione, o altrimenti, ed i loro eredi, essendo surditi dell'altra Alta Parte contraente, succederanno ai loro beni sia in

forza di testamento, sia ab intestato, e potrauno prenderne possesso sia in persona sia per mezzo di procuratore agendo in loro nome, non pagsudo altri o maggiori diritti di quelli ai quali sono sottoposti in egual circostanza gli abitanti del Paese, ove si trovano esistenti i detti beni: gli abitanti dei due Stati potranno trasportare a loro piacere, e con tutta libertà, la propria fortuna ed averi da uno dei due territorii nell'altro, esuza essere sottoposti, per tale traslocazione, ad una taglia o tassa straordiuaria qualunque.

#### XIII.

Il diritto di detrazione esercito a profitto del tesoro Sardo sopra l'esportazione e la trasterta fuori dello Stato delle credità ed altro spettanti ad esteri, non sarà più esercitato in Sardegna sopra le eredità, od altri heni passati o appartenenti a dei sudditi Gree, e reciprocamente il diritto di detrazione nel modo stesso, in cui è indicato qui sopra, non sarà esercito nel Reguo di Grecia sopra le eredità od altri beni passati od appartenenti a dei sudditi Sardi.

#### XIV.

Le Alte Parti contraenti convengono fra di loro di non dare ricetto a pirati in qualunque siasi porto, baia, od aucoraggio dei rispettivi Stati, e di applicare tutto il rigore delle leggi contro chiunque, fosse riconosciuto pirata, e contro tutte le persone che venissero convinte di connivenza o complicità con casì. Tutti i bastimenti e carichi appartenenti a sudditi dei due Stati che fossero predati da pirati, e che questi conducessero nei porti dell'una o dell'altra Potenza, saranno, restituti ai rispettivi proprietarii od al loro eredi o rappresentanii, debitamente autorizzati, se provano l'identità della proprietà; e la restituzione avrà luogo quand'anne l'oggetto reclamato si trovasse nelle mani di un terzo mediante che sia constatato, che l'acquisitore sapeva o poteva sapere che l'oggetto, di cui si tratta, era provegenete da priateria.

Nel caso che una delle Mte Parti contraenti fosse in gnerra con qualche Potenza, Nazione o Stato, i sudditi dell'altra potranno continnare il commercio e la navigazione cogli stessi Stati, eccetto colle città o porti bloccati od assediati per terra e per mare; ma in nessun caso sarà loro perunesso il commercio d'oggetti considerati contrabbando di guerra.

#### XVI.

In caso di guerra (che a Dio non piaccia) fra le due Alte Parti contraenti i sudditi di ambi gli Stati avranno un termine di sei mesi per esportare, vendere o liquidare la loro fortuna ed i loro interessi.

## XVII.

Occorrendo, che qualche bastinento da guerra o di commercio Sardo, o Greco faccia naufragio nei porti da lla costa dei rispettivi territorii, sarà loro dato il più grande soccorso possibile, sia per la conservazione delle persone ed effetti, che per la sicurezza, la cura e la consegua degli oggetti salvati, e questi non saranno sottoposti al pagamento di qualinnque siasi diritto, se non che per quella parte, che fosse in seguito introlotta per l'interno consumo; le Autorità locali accorderanno tutto il loro concorso ai Consoli nell'esercizio di questi doveri conservatorii, e di amministrazione che gli usi stabiliti, ed il diritto internazionale loro impongono in pari circostauze.

### XVIII.

Ognuna delle Alte Parti contraenti accorda all'altra la facoltà di stabilire nei suoi porti e piazze di commercio de Consoli, Vice-Consoli od Ageuti comuerciali, i quali godranno di tutta protezione ed assistenza necessaria per adempire debitamente le loro funzioni. I Consoli di qualunque classe sieno, debitamente nominati dai loro rispettivi Governi, e dopo aver ottenuto l'exequatur da quello nel di cui territorio dovranno risiedere, vi godranno, sia per la loro persona, sia nell'esercizio delle loro funzioni de' privilegi, di cui vi godono i Consoli della Nazione la più favorita. Egli è però inteso, che se questi privilegi non sono accordati alle altre Nazioni, che sotto speciali condizioni, il Governo rispettivo non li può pretendere, senza che adempisca quelle condizioni stesse. Del resto è espressamente dichiarato, che nel caso di condotta illegale od impropria verso le leggi od il Governo del Paese, nel quale i detti Consoli, Vice-Consoli od Agenti commerciali risiedono, dessi potranno essere inquisiti e puniti secondo le leggi, ed esser sospesi nell'esercizio delle loro funzioni dal Governo offeso, il quale farà conoscere all'altro i motivi, che l'avranno fatto agire in tal guisa; ben inteso però che gli archivii e documenti relativi agli affari consolari saranno esenti da qualunque ispezione, e dovranno essere colla massima cura conservati sotto il sigillo del Console, Vice-Console od Agente commerciale, e di quello dell'Autorità del luogo della di lui residenza.

#### XIX.

I Consoli, Vice-Consoli ed Agenti commerciali, o quella persona che in loro assenza fosse legalmente autorizzata a rappresentarli, avranno come tali il diritto di esser giudici od arbitri nelle differenze che potrebbero mascere fra i capitani e gli equipaggi dibastimenti della Nazione di cui rappresentano gli interessi, senza che le Autorità locali possano intervenirvi, salvo che la condotta degli equipaggi o del capitano disturbasse il buno ordine pubblico, o che i Consoli stessi richiedessero la loro intervenzionper far eseguire e mantenere le loro decisioni. È ben inteo che questa specie di giudicato o di arbitraggio non può privare la parti contendenti del diritto di ricorrere ai mezzi che loro offirla legge del proprio Passe al loro rimpatrio.

I detti Consoli, Vice-Consoli, ed Agenti commerciali sono autorizzati a richiedere l'assistenza delle Antorità locali per l'arresto. detenzione o prigionia dei disertori dai legni di guerra o di commercio della loro Nazione, ed a tale oggetto si dirigeranno ai tribunali , giudici ed altri ufficiali competenti, e riclameranno per iscritto i disertori, constatando o colla comunicazione de' registri del bastimento o del ruolo d' equipaggio o d' altri documenti officiali, che tali individui hanno fatto parte dei detti equipaggi, ed in tal guisa, comprovato il riclamo, non sarà loro rifiutata l'estradizione, purchè però non sieno sudditi del Paese ove hanno disertato. I disertori arrestati saranno messi a disposizione dei medesimi Consoli, Vice-Consoli, ed Agenti, e potranno essere rinchiusi nelle prigioni pubbliche dietro richiesta ed a spese di quelli che li riclamassero per essere rinviati ai bastimenti ai quali appartenevano, o ad altri della stessa Nazione. Ma se non sono rimandati nello spazio di tre mesi, decorrendi dal giorno del loro arresto, saranno messi in libertà, e non si farà più luogo al loro nuovo arresto per la stessa cansa. Egli è convenuto, che se il disertore avesse commesso qualche delitto o misfatto, dopo il suo sbarco, potrà essere sospesa la sua estradizione fino a che il tribunale, presso del quale sia pendente il di lui processo, abbia pronunciato la sentenza, e questa sia stata eseguita.

## XXI.

Se pel tratto successivo. e d'ora in poi, l'una delle dette Altr Parti contraenti accordasse qualche speciale favore ad un'altra Nazione in punto di commercio e di navigazione, questo favore sarà immediatamente acquistato dall'altra Parte, la quale lo godrà senza peso di specie alcuna, se fin accordato gratuitamente all'altra Nazione, o accordato lo stesso compenso od un equivalente, se la concessione è stata condizionale. Il Governo Greco acconsente di secondare il desiderio del Governo Sardo nell'esteudere tutte le couvenzioni del presente Trattato al Principato Sovrano di Monaco, stabilito sotto il protettorato di Sua Maestà il Re di Sardegua, coll'obbligo di reciprocutà per parte del detto Principato.

#### XXIII.

Il presente Trattato sarà in vigore per quindici anni à datare dal giorno in cui avrà luogo lo sembio delle ratifiche, e al di là del suddetto termine, fino allo spirare dei dodici mesi, dopo che una delle Alte Parti contraenti avrà annunciato all'altra la sua intenzione di farne cessare gli effetti.

#### XXIV.

Le ratifiche del presente Trattato redatto in lingua italiana e in lingua greca, saranno scambiate in Atene nello spazio di due mesi o prima, se sarà possibile, a contare dal giorno in cui sarà sottoscritto.

In fede del che ambi i Plenipotenziarii delle Alte Parti contraenti hanno sottoscritto il presente Trattato, e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in Atene il trentuno (19) marzo mille ottocento cinquant'uno.

## P. I. Peloso.

DELYANNI.

(Ratifié le 19 avril 1851. – L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes le 15 (3) juillet de la même année).

1851, 8 arril.

## LONDRES.

Déclaration par laquelle on étend sub spe rati, et à charge de réciprocité, aux Iles Joniennes les dispositions du Traité de commerce et de navigation conclu à Londres le 27 février 1851, entre la Savdaigne et l'Angleterre.

En procédant à l'échange des vatifications du Traité decommerce et de navigation entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté la Reine du Royanme Uni de la césigné à Londres le 27 février 1851, les soussignés Plénipotentaires de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et de Sa Majesté Britanique, ont reque les ordres de felens Souverains respectifs à déclarer ainsi qu'il suit par le la dispara pains qu'il suit par le procédant par suit de la contra de la contra par le procédant le la contra par la contra la contra par la contr

Les Iles Joniennes se trouvant sons la protection de Sa Majesté Britannique, les sujets et les navires de ces Iles jouiront, dans les États de Sa Majesté Sarde, de tous

In proceding to the exchange of the ratifications of the Treaty of commerce and navigation between His Majesty the King of Sardinia and Her Majesty the Queen of the United Kingdon of Great Britian and Tealand, which was signed at London on the 27-th. of february 1851, the undersigned Penipotentiaries of His Majesty the King of Sardinia and of Her Britannich Majesty, have received the commands of their respective Sovereigns to declare as follows:

The Jonian Islands being under the protection of Her Britannick Majesty, the subjects and vessels of those Islands shall enjoy, in the dominions of His Majesty the King les avantages qui sont accordés par le Traité susmentionné aux sujets et aux navires de la Grande Bretagne, aussitôt que le Gouvernement des lles Joniennes sera convenu d'accorder anx.sujets et aux navires de Sa Majesté Sarde les mêmes avantages qu'il accorde dans ces Iles aux sujets et aux navires de Sa Majesté Britannique; bien entendu tontefois, que pour prévenir des abns, tout navire Jonien, qui sera dans le cas de réclamer les bienfaits de ce Traité, sera muni d'une patente signée par le Lord Haut Commissaire, ou par celui qui le représente.

Les Ratifications du Traité du 27 février 1851 sont échangées saul la déclaration susmentionnée.

Fait à Londres, le huit avril 1851.

V. E. AZEGLIO. - PALMERSTON

of Sardinia, all the advantages, which by the above mentioned Treaty are granted to the subjects and vessels of Great Britain, as soon as the Government of the Jonian Islands shall have agreed to grant to the subjects and vessels of His Sardinian Majesty the same advantages which are granted in those Islands to the subjects and vessels of Her Britannick Majesty; it being understood, that in order to prevent abuses, every Jonian vessel claiming the benefits of that Treaty shall be furnished with a Patent signed by the Lord High Commissioner, or by his Representative.

The ratifications of the Treaty of the 27-th, of february 1851 are exchanged subject to the above declaration.

Done at London, the eighth day of april 1851.

PALMERSTON, V. E. D'AZEGLIO, - PALMERSTON.

# LI.

1851, 29 avril.

### PARIS.

Fraité de navigation et de commerce entre Sa Majeste le Roi de Sardaigne et les Villes Libres et Anséatiques de Lubeck, Bréme et Hambourg.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne d'une part, et le Sénat de la Ville libre et Auséatique de Labeck, le Sénat de la Ville libre et Auséatique de Brênie, et le Sénat de la Ville libre et Auséatique de Hambourg (chacun de ces États pour soi séparément) de l'auter, désirant consolider et étendre les relations commerciales entre les États respectifs, et persuadés qu'un tel but ne saurait tre atteint qu'en faisant disparaître tous les obstacles qui entravent la liberté de la navigation et des échanges, ont nommé pour conclure un Traité de navigation et de commerce basé sur les principes d'une juste réciprocité, Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Comte Étienne Gallina, la Mirite d'État, Sénateur du Royaume, Chevalier de l'Ordre du Mérite Civil de Savoie, Chevalier de Grand'Croix decoré du Grand Cordon de l'Ordre de St. Maurice et de St. Lazare, et Son Envoyé extraordinaire, et Ministre Plénipotentiaire près la République Française.

Et le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Lubeck, le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Brême, et le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Hambourg, le sienr Vincent Rumpff, Lenr Ministre Résident près la République Française,

Lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants: Les navires Sardes chargés ou sur lest, cutrant dans les ports des Républiques Anséatiques et réciproquement les navires Anséatiques, chargés on sur lest, entrant dans les ports de S. M. le Roi de Sardaigne, seront traités à leur arrivée, pendant leur séjour et à leur départ sur le même pied que les navires nationaux en ce qui concerne le payement des droits de tonnage, de port, de lanal, de honée ou de balise et de pilotage, et généralement pour tous les droits de navigation que leonque qui affectent le navire, que ces droits soient perçus par l'Etat, par les Communes, ou par d'autres corporations particulières.

## II.

Seront considérés comme mayires Sardes et Anséatiques ceux qui navigueront avec des lettres de mer de leurs Gouvernements, et qui seront possédés conformément aux lois et réglements en vigueur dans leurs Pays respectifs.

# Ш.

Les navires Sardes dans les ports Anséatiques, et les navires Anséatiques dans les ports du Royanme de Sardaigne, jouiront de tous les avantages et facilités qui seront aecordés aux navires nationaux, tant à l'égard de leur plucement, que pour leur chargement et déchargement dans les ports, bassins, rades et fleuves des États respectifs.

# IV.

En cas de relâche forcée d'un navire Sarde dans un port Ansétique, on d'un navire Ansétique dans un port des États Sardes, ce navire y jonira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des États respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance, pourvu que la nécessité de la relâche soit d'ument constatée.

Le même traitement de faveur sera réciproquement accordé aux navires échonés en cas de bris ou naufrage. Il est d'ailleurs entendu que les Consuls on Agents Consolaires respectifs seront adnis à surveiller les opérations relatives à la réparation, au ravibuillement ou à la vente, s'il y a lien, des navires entrés en relâche, échonés ou naufragés, à la côte.

### V

Les bâtiments Sardes ou Anséatiques en relâche forcée ne jouiront des faveurs et immunités mentionnées dans l'article précédent, qu'autant qu'ils ne se liveront dans le lien de relâche à aucune opération de commerce en chargeant ou déchargeant des marchandiess. Toutebus les déchargements et rechargements qui seraient nécessires pour la réparation du navire en relâche forée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce. Cesbâtiments seront en outre tenus de ne pas prolonger leur séjour dans le port on lieu de relâche, au delà du temps que les causes de la relâche auront exigé.

#### VI

Les bâtiments Sardes qui arriveront dans les ports d'une des villes Anséatiques, et les bâtiments Anséatiques qui arriveront dans les ports de S. M. Sarde, sont antorisés à ne charger on déblarger qu'en partie, si le capitaine du navire ou le propriétaire le désire; et ils pourront se rendre ensuite dans les autres ports du même État pour compléter leur chargement ou déchargement sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts drois que ceux que les bâtiments nationanx payeraient dans le même cas.

## VII.

Toute espèce de marchandise on objet de commerce provenant

des États Sardes on de tout autre pays qui pourront légalement étre introduits dans les ports des Villes Auséatiques par des bâtiments nationaux, pourront également y être importés par des navires Sardes, sans être tenns à payer d'antres ou de plus forts droits, de quelque espèce on démonination que ce soit, percus par l'État, par des Communes on par d'autres corporations partienifières que ceux que ces mêmes marchandises on objets de commerce payeraient s'ils étaient importés sur des navires Ansértiques.

Et réciproquement toute espèce de marchandise ou objet de commerce, provenant des Villes Anséatiques ou de tout autre pays, qui pourront l'agalement être introduits dans les ports des États Sardes par des bâtiments nationaux, pourront également y être importés par des navires Anséatiques sans être teuns à payer d'autres ou de plus forts droits de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus par l'État, par des Communes ou par d'autres corporations particulières que ceux que ces mêmes marchandises ou objets de commerce payeraient, s'ils étaient importés sur des bâtiments Sardes.

La même assimilation du traitement national sera réciproquement accordée pour tout ce qui regarde les exportations et le transit.

### VIII.

Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont point applicables à la navigation et au commerce de côte ou au cabotage que chaenne des hautes Parties contractantes se réserve exclusivement.

## IX.

Les Consuls, les Viee-Consuls et les Agents commerciaux auront le droit, comme tels, de servir de juges et d'arbitres dans les différends qui pourraient s'élever entre les capitaines et les équipages des bûtiments de la Nation dont ils soignent les intérêts. sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la conduite des équipages ou du capitaine ne troublàt l'ordre ou la trianquillité du Pays, ou que les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux ne se trouvassent dans le cas de requérir l'intervention des Autorités locales pour exécuter ou maintenir leur décision.

Il est néanmoins bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne sauraient pourtant priver les parties contendautes du droit de recourir à leur retour aux Autorités judiciaires de leur Pays.

Les Consubs, les Vice-Consuls ou les Agents commerciaux, sont autorisés à requérir l'assistance des Autorités locales pour la recherche, l'arrestatiou, la détention, et l'emprisonnement des désetteurs des navires de guerrest des navires marchands de leurs Pays. Ils s'adresseront à cet effet anx tribunaux, juges et officiers compétents et réclameront par écrit les déserteurs susmentionnel en prouvant au moyeu des registres des navires on des rôles d'équipage, ou par d'autres documents officiels que les individus réclamés out fait partie des dits équipages. Sur la réclamation fondée sur de pareilles preuves l'extradition des déserteurs ne sera pas refinisée.

Les déserteurs seront après leur arrestation mis à la disposition des Consuls, des Vice-Consuls ou des Agents commerciaux, et ponrront être renfermés dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés an navire auquel ils appartenaient, ou d'autres navires de la même Nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans leur Pays dans l'espace de trois mois à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté, et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause. Tontefois s'il se trouvait que le déserteur eit commis quelque autre crime ou délit, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal nanti de l'affaire ait rendu sa senteuce, et que celle-ci ait requ son exécution.

Χ.

Il ne pourra être imposé par une des hautes Parties contra-

ctantes à la navigation et au commerce de l'antre anena droit nouvean ou plus élevé, ni ancune entrave on restriction quelconque qui ue s'appliquerait pas également et dans la même mésure à la mavigation et au commerce nationaux, ainsi qu'an commerce, et à la navigation de tonte autre nation.

Toutes les faveurs qui sont, ou pourront être concédées par l'une des hautes Parties contractantes à la navigation et au commerce d'une nation étrangère deviendront de droit et ipso facto communes à la navigation et au commerce de l'autre hante Partie contractante, gratuitement si la faveur est gratuite, ou moyennant compensation équivalente si elle est conditionnelle.

### XI.

Le présent Traité sera en vigueur pendant dix ans à compter du jour de l'échange des ratifications, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre d'une manière officielle son intention d'en foire cesser l'effet; chacune des hautes Parties contractantes se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des dix aus susmentionnés.

Il est cependant bien entendu et couvenu, que si l'une ou plasieurs des Républiques Ansétiques à l'expiration de dix ans à compter du jour de l'échange des ratifications, donnent ou reçoivent la déclaration de la cessation du présent Traité, ce Traité restera néanonise ne pléne force et elfet par rapport à celle des Républiques Auséatiques qui u'aura ni donné ni reçu cette déclaration.

## XII.

Les Villes libres et Anséatiques consentent d'après le vocu du fouvernement Sardé à étendre toutres les stipulations du présent Traité à la Principanté souveraine de Monaco, placée sous le protectorat de S. M., le Roi de Sardaigne, à la charge de réciprocité de la part de la ditte Principanté.

Les ratifications du présent Traité seront échangées à Paris dans l'espace de quatre mois à compter du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signe le présent Traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait par quadruplicata à Paris le vingt-neuf avril de l'an de grâce mil-lmit-cent cinquante et mi.

(L. S.) E. GALLINA. (L. S.) V. REMPFF.

( Ratifié le 30 mai 1851 )

## Procès verbat.

L'an de grace mil-huit-cent cinquant-ın et le vinigt-neuf avril, les soussignés Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Sardaigue, et des Villes libres et Auséaliques de Lulieck, Brême et Hambourg, se sont réunis pour procéder à la signature d'un Traté de navigation et de commerce entre leurs Gouvernements respectifs.

En même temps le Pfénipotentiaire de S, M. Sarde, à cela duement autorisé, a déclaré que son Gouveriement prenaît l'engagement d'étendre les faveurs et immunités accordées par le Traité susmentionné aux navires entrant dans les ports Sardes en relàche forcée, à tout navire Ausstatique qui se présentera dans les dits ports même en relàche volontaire, et cela pendant les permiers quinze jours consécutifs de son séjour, pourvu que daus cet intervalle il ne se livre à ancune opération de commerce; toutefois, soit après l'éconlement de ces quinze jours, soit si le bàtiment venait à charger on à décharger des marchandises, il sera tenu à acquitter les droits établis dans les ports Sardes pour tout navire qui s'y livre à des opérations de commerce.

Il demeure cependant hien entenda que le Gouvernement Sarde e réserve la faculté de retirer aux navires Anséatiques es traitrment de faveur dans le cas où un égal traitement de réciprocité ne serait plus accordé aux navires Sariles dans les ports Auséatiques.

De son côté le Plénipotentiaire des Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Bréure et Hambourg, à cela également autorisé, a técleré que d'après la législation actuellement en vigueur dans ces Républiques, la libre entrée et une complète immunité sont accordées à l'embouchure des rivières à tons les latiments entrant en relache volontaire et stationnant sur rade, avoir à Travenunde à l'embouchure de l'Elbe, où le stationnement sur rade n'émerhaven à l'embouchure du Weser, et à Cuxlaven à l'embouchure de l'Elbe, où le stationnement sur rade n'offrant pas une suffisante surreté, la libre entrée dans le port et la même immunité leur sont même accordées: à condition toutefois dans tous les cas que ces bâtiments ne se livrent pendant cette relàche à ancune opération de comerce en chargeant ou déchargeant des marchandises, oute opération de commerce quelconque faisant cesser ipso facto ce traitement de faveur.

Le Plénipoteutiaire des Villes libres et Auséatiques, à cela dune ment autorisé, a encore déclaré: que: d'après la mème législation actuellement en vigueur dans ces Républiques, le commerce et la navigation entre une des Villes libres et Auséatiques, et les deux autres ne sont pas réputés commerce et navigation de abotage.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent procés verbal à quadruple original, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris les vingt-neuf avril mil-huit-cent-éinquant-un.

(L. S.) E. GALLINA. (L. S.) V. REMPFF.

(Le procès verbal a été ratifié le 14 août 1851 — L'échange des ratifications a en lieu à Paris le 9 septembre de la même année.

# LH.

### 1851, 20 mgi.

## TURIN.

Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation, du 23 juin 1845, entre la Sardaigne et les États du Zollverein.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne d'une part, et Sa Majesté le Roi de Prusse agissant tant en son nom et pour les autres Pays et parties de Pays Souverains compris dans son système de dounnes et d'impôts, d'autre part,

Désirant étendre les relations commerciales entre les États Sardés et les États du Zollverein sont convenus d'ajonter au Traité de commerce et de navigation conclu à Berlin le 23 juin 1845 les articles suivants:

#### ١.

- Sa Majesté le Roi de Prusse, tant en son nom que pour les autres Pays et parties des Pays Souverains compris dans son système de donanes et d'impôts s'engage de son côté:
- 1.º A réduire les droits actuellement établis sur les riz Sardes à leur entrée dans les États dn Zollverein, savoir:
  - a) Pour les riz pelés, de 2 écns à 1 écu de Prusse le quintal;
    - b) Pour les riz non pelés, de 2 écus à 2/3 d'écu ou 20 silbergroschen le quintal.
- 2.º A supprimer les droits qui étaient perçus jusqu'à présent sur l'huile d'olive provenant en tonneaux des États Surdes et destinée à subir à son entrée dans les États du Zollverein un mélange d'huile de térébenthine.

# 11.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne consent à étendre aux États du Zollverein, à partir du les juin 1851, les réductions de douane accordées par la Sardaigne à la France, et à la Belgique et à l'Angleterre par les Traités conclus avec ces Puissances sons la date des 5 novembre 1850, 24 janvier et 27 février 1851.

### 111

Les deux hantes Parties contractantes se réservent de prendre de concert des mesures propres à favorier l'établissement d'unligne de chemins de fer destinée à relier ceux de l'Union douanière Allemânde avec celui qui est en voie de construction entre Gênes et les frontières de la Suisse.

du 23 juin 1845, dont elle fonnera désonnais l'aunces, et l'un te l'autre resteront en vigueur jusqu'an 1º junvier 1888. A partir de cette époque ils un cesseront d'être en vigueur que douze mois après que l'une des hautes Parties contractantes aura déclaré à l'autre son intention de ne plus vouloir les maintenir.

La présente Convention aura la force et la valeur du Traité

v.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Turin dans le plus court délai.

En foi de quoi l'Euvoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse et Monsieur le Ministre de la Marine, de l'Agriculture et du Commerce, chargé da Portrfeuille des Finances de Sa Majesté Sarde, muni à cet eflet de pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Turin en double original le 20° jour du mois de mai de l'an mil huit cent cinquante et un.

(Ratifiée le 27 juin 1851. -- L'échange des ratifications a en lien à Berlin le 28 juillet 1851. Celles du Duc de Saxe-Meiningen ont été échangées le 16 août de la même année)

# LIII.

1851, 20 mai.

### TURIN.

Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 5 novembre 1850; entre la Sardaigne et la France.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et le Président de la République Française prenant en consideration les principes consarés par le Traité de commerce et de navigation conclu entre les deux Pays le 5 novembre 1850, et les changemens introduits dans la législation douanière des États Sardes par les Conventions spéciales avec la Belgique et la Grande Bretagne des 24 janvier et 27 levirer 1851, et étant également animés du désir d'accoritre les relations commerciales entre la Sardaigne et la France, sont convenus de conclure dans ce but une Convention additionnelle au Traité précité du 5 novembre 1850, et ont, à cet effet, nonmépour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, Monsieur le comte Camille Benso de Cavour, Grand-Officier de la Légion d'Honneur, membre de la Chambre des Députés, Ministre de la Marine, de l'Agriculture et du Commerce, et chargé du portefeuille des Finances.

Et le Président de la République Française, Mousieur Charles His de Butenval, Commandeur de la Légion d'Honneur, Chevalier Grand' Croix de la Rose du Brésil, Chevalier de l'Ordre de St-Jean de Jérusalem, Commandeur de l'Ordre de la Conception du Portugal, décoré de l'Ordre Ottoman du Nichan-fithar de première classe, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de France près la Cour de Turin ;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs tronvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

55

Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage à étendre, à partir du 1º juin prochain, aux produits du sol et de l'industrie de la France, importés directement de France en Sardaigne, les réductions dounnières stipulées par les Traités couclus avec la Belgique le 24 janvier, et avec l'Angleterre le 27 février 1851.

## 11.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage en outre à abaisser, à partir de la même époque, les droits :

 Sur les tissus de soie importés de France dans la proportion suivante, à savoir ;

Tissus de soie de 20 fr. à 15 fr. le kilogramme. Idem de soie et filoselle de 12 fr. à 8 fr. le kilogramme. Boutons de soie et filoselle de 8 fr. à 6 fr. le kilogramme. Idem mélangés de 5 fr. à 3 fr. le kilogramme.

 Sur les livres importés de France dans la proportion suivante, à savoir :

Livres reliés blancs de 65 fr. à 35 fr. les 100 kilogrammes. Idem imprimés de 60 fr. à 35 fr. les 100 kilogrammes. Idem imprimés brochés de 30 fr. à 18 fr. les 100 kilog.

## III.

Le Président de la République Française, en compensation de ces avantages, s'engage de son côté à abaisser:

1.º D'un cinquième, soit de 20 pour cent, les droits actuels sur les bestiaux de la race ovine et caprine Sardes importés en France, soit par le littoral de la Méditerranée, soit par la frontière de terre dans la zône comprise entre la limite méridionale du département de l'ân et de la Méditerranée, de telle sorte que les droits actuels de 5 fr. pour chaque bête à laine, moutons, béliers et brébis, et de 1, 50 pour chaque bête à cornes, bones et chèvres, et de 30 centimes pour chaque agneau, soient réduits à 4 fr.—1, 20—et 25 centimes.

2.º D'un cinquième, soit de 20 pour cent, les droits sur les fruits frais de table originaires des États Sardes.

### IV.

La présente Convention, considérée comme additionnelle au Traité de commerce et de navigation, conclu entre la France et la Sardaigne le 5 novembre 1850, aura la même durée que ce Traité.

Les deux hautes Parties contractantes, se réservent de se concerter ultérieurement sur les concessions réciproques qui pourraient donner à la présente Convention additionnelle des développemens nouveaux, aussi bien que sur la prolongation éventuelle de la présente Convention et du Traité du 5 novembre 1850.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à <sup>9</sup>Furin dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les denx Plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original, à Turin, le vingt du mois de mai de l'an mil huit cent cinquante et un.

> C. DE CAVOUR. BUTENVAL. (L. S.) (L. S.)

(Ratifiée le 4 juillet 1851. — L'échange des ratifications a en lieu à Turin le 5 du même mois)

# LIV.

1851, 8 juin.

## TURIN.

Traité de commerce entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne et la ConJédération Suisse.

Sa Majesté le Roi de Sardaigue, et le Conseil Fédéral de la Confedération Suisse, désirant donner aux relations commerciales et aux rapports de bon voisinage qui existent entre les deux Pays, tout le développement dont elles sont susceptibles, et persuadés qu'on ne suareit atteindre un but aussi mille qu'en faisant disparaître tous les obstacles qui peuvent entraver le commerce, ont résolu d'assurer réciproquement, par un Traite<sup>2</sup>, aux citoyens des deux États, de nouvelles facilités et de nouvelles franchises.

A cet effet ils ont nommé pour leurs Plénipotentaires savoir-Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Sieur Comte Camille Bongioanni di Castelborgo, Chevalier de son Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, Officier de la Légion d'Honneur et de l'Ordre de Léopold de Belgique, son Premier Officier an Ministère de l'Agriculture et du Commerce:

Et le Conseil Fédéral Suisse, le Sieur Achille Bischoff, membre du Conseil National Suisse, et le Sieur Charles Murset, Consul de la Confédération Helvétique à Turin;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due formé, sont convenus des articles suivants.

ī.

Les citoyens Sardes (sauf la clause de l'art. 41 de la Constitution Fédérale) seront assimilés, pour leur séjonr en Suisse, aux nationaux, à la condition tontefois de se sonmettre aux lois et aux réglemens en vigueur.

Et réciproquement les citoyens Suisses seront assimilés, pour leur séjour dans les États Sardes, aux nationaux, à la condition de se soumettre aux lois et aux réglemens en vigueur.

Ainsi les citoyens des deux États respectifs pourront entrer librement dans les territoires de chacune des deux hautes Parties contractantes; ils pourront séjourner on résider librement dans quelque partie que ce soit des dits territoires, pour y vaquer à leurs affaires de commerce; ils ne seront soumis à aucune charge ou taxe quelconque, pour droit de séjour, et pour l'exercice de leur industrie commerciale, qui ne seraient pas exigées des nationaux, sauf les précautions de police qui seront employées à l'égard des nations les plus favorisées; ils auront un libre accès auprès des tribunaux de justice, pour la poursuite et la défense de leurs droits, en tonte instance et dans tous les dégrès de jurisdiction établis par les lois; ils jouiront de toutes les facilités accordées aux nationaux dans le choix des avocats, avoués ou agens de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom, et il leur sera garanti la même sécurité et la même protection qu'aux habitans du Pays dans lequel ils résideront.

Ne sont cependant pas compris dans les avantages mentionnés ci-dessins l'exercice des droits politiques et la participation aux biens des Communes, des corporations ou des fondations dont les citoyens de l'un des deux Pays établis dans l'autre, n'auraient pas été recus comme membres ou à titre de copropriétaires.

11

Les citoyens des deux Pays seront affranchis de tout service personnel dans l'armée, aussi bien que dans les gardes ou milices nationales.

Pour ce qui regarde les propriétés mobilières on immobilières des citoyens respectifs, il est convenn qu'elles ne seront assijetties, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, à d'antres ou plus forts impôts, charges ou contributions, que ceux auxquels seront assijetties les propriétés des nationaux. Les citoyens des deux États contractunts, résidant ou établis dans l'autre, qui voudront retourner dans leur pays, ou qui y seront reuvoyés par sentence du juge, par mesure de police, ou d'après les lois et réglemens sur la mendicité et les mours, seront reçus en tout temps et en toute circonstance, exu, leurs femmes et leurs familles, dans le Pays dont ils sont originaires, et où ils auront conserré leurs droits, conformément aux lois.

# IV.

En considération de la libre sortie en franchise des denrées afismentaires, et objets de consonmation destinés à l'approvisionnement de la Ville et du Canton de Genève, par les bureaux du Duché de Savoie et des provinces du Chablais, du Genevois et duc Faucigny, la Confédération Suisses s'engage, de son côté, à recovir également en franchise et de la manière ci-après indiquée, les nodults suivants des États Sardes.

Laitages, - Légumes frais. - (Enfs. - Fruits. - Volaille vivante. - Jardinage, y compris les pommes de terre, et en général toutes les denrées destinées à être vendues comme approvisionnement de marché.

Il est entendu que les denrées ci-desus mentionnées seront portées, ou conduites en Suisse sur des charrettes, ou sur des bateaux par les vendeurs mêmes, qui devront toutefois suivre les routes de péage, et les déclarer aux hureaux-frontières. La totalité des objets ci-dessus, contenus dans les charrettes, ou dans les bâteaux, ne devra pas dépasser le poids de cinq quintaux métriques.

La Confédération Suisse consent en outre à admettre en pleine franchise, par la frontière du Canton de Genève cinq-mille hecto-litres, équivalents à dix-mille quintaux Suisses, de vin sortant par la ligne douanière des provinces du Chablais, du Genevois et du Fancigny, dans la proportion qui sera déteninée par le Gonvernement Sarde entre ces trois Provinces, et par la voie des bu-

reaux-frontières, qui seront désignés de concert entre les deux Gouvernemens.

La Confédération s'engage aussi à recevoir en franchise de droit les articles suivants:

A) Matériaux pour les routes — gravier — sable — scorie pierres de construction brutes — gypse et chaux brute non cuite teuilles de hêtre et antres pour litières et fourrages — litières d'écorce et toutes les matières brutes servant aux engrais.

n) Les objets tarifés, de quelque qualité que ce soit, n'excédant pas le poids d'un kilogramme, quand ils seront importés par la personne elle-même, et tous les autres objets, pour la totalité desquels elle n'aurait pas à payer un droit supérieur à 5 centimes.

Elle s'engage aussi à réduire, dans la proportion suivante, les droits d'entrée sur les articles ci-après:

# Marchandises tarifées par quintal métrique.

ſr.	29	>	à	fr.	7	3
2	14	50	à	20	7	3
30	14	50	à	w	7	30
3	29	39	à	э	7	3
э	0	60	à	30	0	08
	2 2 2 2 2	» 14 » 14 » 29 » 7 » 4 » 0	<ul> <li>14 50</li> <li>14 50</li> <li>29 &gt;</li> <li>7 30</li> <li>4 36</li> <li>0 60</li> </ul>	<ul> <li>14 50 à</li> <li>14 50 à</li> <li>29 à</li> <li>7 30 à</li> <li>4 36 à</li> <li>0 60 à</li> </ul>	> 14 50 à > 14 50 à > 14 50 à > 29 > à > 7 30 à > 4 36 à > 0 60 à >	fr. 29 » à fr. 7 » 14 50 à » 7 » 14 50 à » 7 » 29 » à » 7 » 7 30 à » 5 » 4 36 à » 5 » 0 60 à » 0 » 0 60 à » 0

# Marchandises tarifées par pièce.

Veaux, auxquels les cornes n'ont pas encore poussé. Chèvres, et chevreaux.

Brebis et agneaux, moutons.

Cochons, d'un poids au dessous de 40 kilogrammes de 7 1/2 C. mes à 5 centimes. Marchandises tarifées par collier, à raison de 750 kilogrammes.

Déchets d'animaux et de végétaux, qui ne sont 'pas spécialement désignés au tarif, savoir:

Sang — sabots — tendons — os — oreillons de peau — sciure — son — tourteaux de graines oléaginenses — farine de tourteaux — marc de raisin sec — lies séches et en pâte, de 45 à 15 centimes.

La Confédération Suisse s'engage à ne pas augmenter le droit actuel de 30 centimes par quintal métrique sur les riz provenaut des États Sardes, pendant toute la durée du préseut Traité.

Pour faciliter encore d'avantage les relations commerciales entre les deux Pays, la Confédération Suisse s'engage à établir le système de fractionnement par hers et par quinaièmes sur l'évaluation des articles dont la tarification a pour base d'unité le collier de 750 kilogrammes.

De manière que les objets frappés d'un droit de 15 centimes, et de 60 centimes par collier jouiront des facilités suivantes:

Si ces articles forment une seule charge et ne dépassent pas dans leur ensemble le poids de 500 kilogr., ils ne payeront que 2<sub>1</sub>3 de la taxe, soit 40 ou 10 centimes.

S'ils ne dépassent pas les 250 chilog, ils ne payeront que 1<sub>1</sub>3 de la taxe; et s'ils ne dépassent pas le poids de 50 kilog, ils ne payeront que 2<sub>1</sub>15.

#### v

Le Gouvernement Sarde, désirant faciliter dans les États de S. M. la consommation des objets de l'industrie Snisse, garantit aux productions naturelles et industrielles des États de la Confédération, les mêmes avantages dont jouissent dans les États Sardes, les productions naturelles et industrielles de la nation la plus favorisée, et notamment ceux accordés à la France, à la Belgique, à l'Angleterre et au Zollverein par les Traités et Conventions des 5 novembre 1850, 21 jan., 27 février et 20 mai 1851.

Il consent en outre à réduire le droit sur les fromages Suisses de 20 à 15 francs les 100 kilog. Le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne a'oblige à ne pas faire usage, pendant la durée du présent Traité de la réserve portée à l'article 4 du Traité du 11 mars 1816, celle de défeudre en cas de disette, l'exportation des denrées alimentaires des États de S. M.

### VI.

Les bautes Parties contractantes éragagent à maintenir la pleine et entière liberté de transit pour les marchandisses et objets de commerce provenant d'un pays quelconque qui, de leurs frontières respectives, scraient dirigés au travers de leur territoire, sur celui de l'antre Partie, sans que, dans aucun cas, ces marchandises, ou objets de commerce puissent être grevés de droits de transit, entrepôts, ou autres droits quelconques, sous quelque déa nomination que ce soit, qui ne seraient pas également payés par les nationaux, et par la nation la plus favorisée.

La Confédération. Suisse consent à réduire le droit actuel sur le transit de 60 à 50 centimes; et en considération des stipulations de l'Acte final du Congres de Vienne et du Traité du 16 mars 1816, elle s'engage, pour les marchandises et objets de commerce, qui d'une province des États de S. M. seraieut dirigés, soit par le Valais, soit par le territoire du Canton de Genève, sur un antre point des provinces limitrophes Sardes, à ne percevoir qu'un droit de transit de 0 10 centimes par 100 kilog., sans obligation de plombage, et saus être soumis à aucune autre charge queleonque.

#### VII.

Pour faciliter les communications et les rapports de frontières, les avenues de routes qui relient les deux États, des bureaux diment autorisés à percevoir les droits de donane, et à faire les opérations relatives au trausit, sur les routes qui seront reconnues comme voies de trausit. Sur la demande qu'en fera le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne, le Gouvernement Fédéral ne se refusera pas à établir de nouveaux bureaux-frontières dans les endroits où les besoins du commerce pourront l'exiger.

Les bureaux actuels seront:

Sur la frontière du Canton de Genève.

Chancy — Sezeguin — Soral — Caronge (Perly) burean principal — Veirier — Moillesulaz burean principal — Croix de Rozon Iden — Cara — Jussy — Corsier, autorisé au transit — Hermance Iden.

Sur la frontière du Canton du Valais.

Bouveret, bureau principal Berney — Martigny — Orsières — Vouvry — Champéry — S. Gingolph — Monthey — Gondo, bureau principal — Saar — Bince — Zumlock.

Sar la frontière du Canton du Tessin.

Locarno, bureau principal - Magadino Idem.

### /HI.

Le Gouvernement Fédéral convaincu des grands avantages que la Suisse est appelée à retirer de la farilité et de, la rapidité du mouvement commercial, s'eugage de la manière la plus formelle à contribuer, antant que possible, à la construction d'un chemin de fer, qui, partant inmédiatement de la frontière Sarde on du point le plus convenable des hords du Lac-Majeur, se dirigerait vers, et jusqu'à nu point de l'Allemagne, pour rejoindre les chemins de fer du Zollvereiu.

Si une société veusit à se charger de cette entreprise, le Gouvernement Fédéral s'enage à lui saurre toutes les facilités, possibles sur le territoire de chaque Canton qui derrait être traversé par cette ligne, soit pour les études préliminaires, soit pour l'exécution des travaux, en appliquant, en faveur de cette entreprise, les dispositions des lois sur l'expropriation forcée, et en permettant aux entrepreueurs de se servir, pour la main d'euvre, des gens du pays, ou de travailleurs étrangers munis de papiers en règle. Dans ce cas, il serait loisible au Gouvernement et aux citoyens de ces Cantous, de se réserver la portion d'action qu'ils croîraient couvenable, en se soumettant toutefois aux statuts de la société, qui seront préalablement approuvés par le Gouverne ment Fédéral et par le Gouvernement Sarde, et à l'exécution desquels les deux hautes Parties contractantes s'eugagent à ne pas apporter d'obtacles dilatoris.

De son côté le Gouvernement Sørde prend envers le Gouvernement Fédéral un engagement semblable, pour la construction dans ses Élats d'un chemin de fer, qui, soit immédiatement, soit au moyen de la navigation à vapeur sur le Lac-Majeur, réablisse me communication avec la Suisses, sur le point qui sera reconnu le plus favorable, dans un intérêt commun. Il garantit, en outre, au Gouvernement Helvétique le libre usage des clemins de fer qui, des frontières Suisses, se dirigent vers la mer, ou vers tout autre point des États Sardes, sans que les citoyens Suisses aient à payer pour leurs personnes et pour leurs marchandises et objets de commerce, d'autres ou de plus forts droits de transport, que ceux qui sont ou seront payés par les nationaux.

Le Gouvernement Fédéral s'engage également à accorder aux citoyens Sardes, à leurs marchandises et objets de commerce, les mêmes facilités, sur les chemins de fer qui sont, et seront construits sur le territoire de la Confédération.

# IX.

Les deux Gouvernemens s'engagent réciproquement à ne pas frapper les objets de l'industrie de leurs États respectifs de droits autres on plus forts que ceux auxquels sont assujettis à leur entrée les articles et les produits similaires de la nation la plus favorisée.

# х.

Il pourra être établi des Consuls et des Vice-Consuls de chacun des deux Pays dans l'autre, pour la protection du commerce. Ces Agens n'entreront en fonctions et en jouissance des droits, privilèges et immunités qui leur reviennent, qu'après avoir obtenn l'exequellar du Gouvernement territorial.

Celui-ci conservera d'ailleurs le droit , de déterminer les résidences où il ne lui conviendra pas d'admettre les Consuls, bien entendu que sons ce rapport les deux Gouvernemens ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leurs nava à tontes les nations.

Les Agens Consulaires Suisses dans les États Sardes jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les Agens de même qualité de la nation la plus favorisée; il en sera de même en Suisse pour les Agens Consulaires de Sardaigne.

### XI.

Le présent Traité restera en vigueur pendant dix ans à dater du 1 juillet 1851, jour où il sera mis à exécution.

. Si un an avant l'expiration de ce terme, il n'est pas dénonce, il continuera à être obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des hautes Parties contractantes ait annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

### XII.

Le présent Traité sera ratifié par S. M. le Roi de Sardaigne et par le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, conformément aux Constitutions des deux États, et les ratifications en seront échangées à Turiu aussitôt que faire se pourra.

En fui de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leur cachet.

Fait à Turin ce huit juin l'an mil-huit cent-cinquante-nn.

DE-CASTELBOURG. · · J. ACHILLE BISCHOFF, CHARLES MURSET.
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

(Batifié le 11 juillet 1851. — L'échange des ratifications a eu lieu à Turin le 25 septembre de la même année)

1851, 24 juin.

## LA HAYE.

Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi des Pays-Bas.

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, désirant donner aux relations commerciales entre les Payque la Providence a placés sons leur tutelle, tont le développement dont elles sont susceptibles, et persuadés qu'un but aussi utile ne suarrist être atteint qu'en faisant disparaitre tons les obstacles qui peuvent entraver le commerce et la navigation, ont résolu d'assurer réciproquement par un Traité, dans soute leur étendue et dans toutes leurs conséquences, à leurs populations, les bienfaits dérivant des actes législatifs, adoptés l'un en Sardaigne le 6 juillet 1850, et l'autre dans les l'ays-Bas le 8 août de la même année, pour l'abolition des droits différentiels, et ont nommé à cet effet leurs l'Élénjotentaiires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigue, le Comte Albert Lupi de Moirano de Montalto, Commandeur de son Ordre religiens et militaire de Saint Maurice et Saint Lazare, et de celui du Lion Néerlandais, son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas; et sa Majesté le Roi des Pays-Bas le sienr Herman van Sonsbeeck, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, Grand'Croix de l'Ordre de l'Étoile Polaire de Suède, son Ministre des Affaires Etrangères;

Les quels après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants: Il y aura liberté réciproque de commerce entre tous les États des liautes Parties contractantes, et les sujets de chacune d'Elles, dans toute l'extension des territoires de l'autre, jouiront des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions en matière de commerce, dont jouissent ou jouiront les nationaux.

### 11.

Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du Royanme de Sardaigne, soit de tont autre pays, dont l'importation dans les ports du Royanme des Pays-Bas, ses Colonies et possessions, est on sera légalement permise sur des bâtiments Néerlandais, pourront également y être importés sur des bâtiments. Sardes sans être assujettis à d'autres on à de plus forts droits, de quelque dénomination que ee soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées sur des bâtiments Néerlandais; et réciproquement toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du Royanme des Pays-Bas, ses Colonies et possessions, soit de tout autre pays, dont l'importation dans le Royaume de Sardaigne est ou sera légalement permise sur des bâtiments Sardes, pourrout également y être importées sur des bâtiments Néerlandais, sans être assujetties à d'antres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ee soit, que si les mêmes marchandises on productions avaient été importées sur des bâtiments Sardes.

Cette égalité de traitement réciproque sera appliquée indistinctement soit que es marchandises arrivent directement de l'endroit de production, soit qu'elles arrivent d'un autre endroit quelconque. D'ailleurs il est entendu que les produits des Colonies Néerlandaises ne seront pas imposés plus fortement dans le Royaume de Sardaigne que les produits similaires d'une autre provenance, et que les produits exotiques importés d'un port Néerrenance, et que les produits exotiques importés d'un port Néerlandais dans un port Sarde, ne seront pas imposes plus fortement que les mêmes produits, importés d'un autre port quelconque.

111

La même égalité de traitement réciproque aura ljeu pour tout ce qui a trait aux exportations et transits, sans distinction de provenance on de destination, et pour tout ce qui a égard aux primes, facilités et restitutions de droits, que la législation des deux Pays a établis ou pourrait établir par la suite.

## IV.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas prend l'engagement, que le commerce des sujets Sardes dans les États Néerlandais ne subisse ancune interruption, ou ne puisse en aucune manière être atteint par le fait de quelque monopole, contrat ou privilège exclusif de vente ou d'achat quelconque, de manière à ce que les sujets Sardes aient faculté pleine et entière de vendre et d'acheter partout où il leur plaira, et en tontes formes jugées les plus convenables par le vendeur et l'acheteur, et sans être obligés de subir aucune conséquence de quelque monopole, contrat ou privilège exclusif de vente ou d'achat; à l'exception toutefois des monopoles actuellement existants dans les Colonies et possessions Néerlandaises aux Indes Orientales, par rapport à l'importation et à la vente de l'opium et du sel, et sanf le contrat existant entre le Gouvernement et la Société dite Nederlandsche Handel-maatschappy relatif au transport et à la vente des produits coloniaux, la propriété du Gouvernement des Pays-Bas; et sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage à ce que semblable affranchissement de toute gêne, relatif anx ventes on achats soit garanti anx sujets Néerlandais dans les États Sardes à l'exception des monopoles actuels de la Couronne, de tabac, de sel, de poudre, de plombs de chasse et de guerre, et de cartes à jouer,

Aucui droit de toniage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine ou autres droits semblables ou équivalents de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, des communes, corporations ou établissement quélconque, ne sera imposé dans les ports de chacun des deux Pays, sur les navires de l'autre Nation, arrivant d'un port ou endroit quélconque, qui us sera pas également imposé eu pareil cas sur les navires nationaux, et dans chacun des deux Pays aucun droit, charge, restriction ou prohibition ne sera imposé, ni aucun remboursement de droit, prime ou avautage ne sera refusé à aucune marchandise dias, ou exportée de ces mêmes Pays, sur des navires de l'autre qui ne soit également imposé sur ces mêmes marchandises importée des navires des navires des navires untonaux.

## VI.

Seront-complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition:

- 1. Les navires qui entrés sur lest de quelque lien que co soit, repartiront sur lest.
- 2. Les uavires qui passaut d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même État soit pour y déposer tont ou partie de leur cargaisou, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits.
- Les navires qui entrés avec chiargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, commer opérations de commerce, lo débarquement et le téchargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessires au ravitaillement de l'équipage et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des donanes en aura donné l'autorisation.

## VII.

Tous les navires qui d'après les lois du Royaume de Sardai, gne sont considérés comme navires Sardes, et tous les navires qui d'après les lois du Royaume des Pays-Bas sont considérés comme navires Néerlandais seront, quant aux effets du présent Traité, déclarés respectivement uavires Sardes et Néerlandais.

## VIII.

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et décluargement dans les ports , bassins, docks, rades, havres ou rivières des deux États, il ne sera accordé aucun privilège aux navires unationaux, qui ne le soit également à ceux de l'autre État; la volouté des Parties contractantes étant que, sons ce rapport aussi, les bâtiments respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite réciprocité.

# IX.

Les bâtiments de l'un vles deux États pourront décharger en totalité leur cargaison dans un des ports des États de l'autre haute l'artie contractante, ou décharger une părtie de leur cargaison dans un port et se rendre ensuite avec le reste dans les autres ports du même État, on ailleurs, selon que le capitaine, le propriétaire ou telle autre personne qui serait dûment autorisée dans le port à agir dans l'intérêt du bâtiment ou de la cargaison, le jugera convenable.

#### X

Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont pas applicables ni à la pêche ni au commerce de cabotage, que chaque Partie contractante se réserve à elle meme, et réglera d'après ses propres lois.

# XI.

S'il arrivait que quelque vaisseau de guerre ou navire unarchand de l'un des deux Entas lit naufrage sur les côtes de lautre, ce bâtiment, ou ses parties, ou débris, ses agres et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les elfets et marchandises qui en auront été sauvés on le produit de leur vente, cu seront fidélement rendus aux propriétaires on à leurs ayant droit, sur leur réclamation.

Dans le cas où cents-ci se trouveraient absents, les dits objets, marchandisse, ou leurs produits, seront consajués, airai que tous les papiers trouvés à bord de ce bâtiment, au Consul Sarde ou Méralandis, dans le district diquel le nanfrage aura en lieu, et il ne sera exigé, soit du Consul, soit des propriétaires ou ayant droit, que le paiement des dépenses pour la conservation de la propriété, ainsi que les droits de sauvetage qui seraient également payés en pareille circonstance par un bâtiment national. Les marchandises et effets sauvés du naufrage ne seront asujettis aux droits établis, qu'autant qu'ils seraient déclarés pour la consommation.

## XII.

La Sardaigne accorde au Royaume des Pays-Bas les réductions de douane stipulées entre la Sardaigne et la Belgique, par le Traité conclu avec cette Phissance, à Turin le 24 jauvier 1851, et qui se trouvent spécifiées dans le tableau A, annexé au présent Traité, les réductions de douane accordées à la France par la Convention du 20 mai 1851, sur les tissus de soie et sur les livres, et en outre pour les fronages de Hollande une réduction d'un quart du chiffre actuel du tarif.

En compensation les Pays-Bas accordent au Royaume de Sardaigne, les diminutions du droit d'entrée qui out été concédées respectivement à la France et au Royaume des Deux Siciles, par les Traités signés par les Pays-Bas avec ces Puissances, le 25 juillet 1850 et le 17 novembre 1847, sur le viu et sur les huiles d'olive, et qui se trouvent spécifiées dans le tableau Bégalement annexé au présent Traité, et en outre me diminimition du quart du chiffre actuel sur les fruits confits au sucre, sur les succades, sur le vernicel et autres pâtes analogues.

Les réductions des droits de donaue sur les articles mentionnés dans ces tableaux A et B, seront censées avoir pris cours à dater du premier juin 1851, et le surplus du droit qui aurait été pereu depuis cette époque, sera restitué.

### XIII.

En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes Parties contractantes s'obligent et s'engagent à ce que tout privilège, favéur ou immunité que chacune d'Elles viendra à accorder à tout autre État, sera aussi, et à l'instant, étendi à leurs sujets respectifs, grantitement si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, ou en donnant une compensation autant que possible, de valeur et eflet équivalent, à fixer de commun accord, si la concession est conditionnelle.

Il en sera de même pour les faveurs ou immunités que les hautes Parties contractantes pourraient accorder à tout autre État, quant au transport de marchandises sur les chemins de fer établis ou à établir dans les États respectifs.

## XIV.

Les Agents consulaires Sardes dans les États Néerlandais joinont de tous les privilèges, exemptions et immunités, dont jouissent les Agents de même qualité de la nation la plus favorisée; il en sera de même dans la Sardaigne pour les Agents consulaires des Pays-Bas. Les Consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans un des ports de l'autre,

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux Autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition en original on en copie d'unent certifiée des registres du bâtiment on du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réchament faissient partie du dit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation des dits déserteurs, qui seront même déteaus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des Consuls, jusqu'à ce que ces Agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette oceasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les désertenrs seraient mis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins, sujets de l'autre Partie, seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre Pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du Consul, qu'après que le Tribunal qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait en son effet.

## XVI.

Les sujets de clucune des lautes Parties contractantes pourront disposer librement, par testament, donatou on untreinent, de tous les biens qu'ils auraient pu acquérir et posséder légalement dans les États de l'autre, et ceux qui les représentent d'après les louqueique sujets de l'autre particeontractante, pourront hériter de ces propriétés soit par testament, soit ab intestato, et ils pourront dans le termes fixés par la loi en prendre possession par enx-mêmes,

ou par des personnes agissant en leur nom; ils en disposeront à leur gré, sans être assujettis à des retenues on à des impositions autres ou plus fortes que celles établies ou à établir, dans ces cas ou circonstauces, sur les nationans.

Dans le cas d'absence des héritiers, on devra snivre la même règle, qui en semblable cas est prescrite à l'égard des propriétés des natifs du pays, jusqu'à ce que les ayant droit aient fait les arrangements nécessaires pour en prendre possession.

Si des contestations s'élevaient eutre les divers postulants, au sujet du droit qu'ils anraient à ces propriétés, elles devront être résolnes par les juges, suivant les lois du pays où les propriétés sont sitnées, et sans antre appel que celui prévn par les mêmes lois.

# XVII.

Les sujets de l'une des hautes Parties contractantes, résidant les États de l'autre, seront respectivement libres de régler comme les nationaux lenrs affaires, par eux mêmes, on de les confier aux soins de toute autre personne, telles que courtiers, facteurs, agents ou interprétes; ils ne pourront être contraints dans l'eur choix, et ils ne seront tenns à payer aneun salaire, ni aneune réctribution à ceux qu'ils n'auront pas jugé à propos d'employer à cet effet, étant absolument facultatif aux vendeurs et acheteurs de contracter eusemble leur marché, et de fixer le prix de toutes denrées on marchandises, importées ou destinées à l'exportation, sous la condition de se conformer aux règlements et aux lois du pays.

## XVIII.

Les stipulations du présent Traité remplaceront celles du Traité conclu à Turin entre les hautes Parties contractantes, le 24 janvier 1842.

Le présent Traité sera en vigneur pendant donze ans, à compter de la date de l'échange des ratifications, et an delà de ce terine, jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux Parties contractantes aura annoncé à l'antre son intention de le faire esser; chacune des Parties se réservant le droit de faire à l'antre une telle déclaration au bout des douze aus susmentionnés, ou à toute date ultérieure.

## XIX.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à la Haye, le plus tôt possible, dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à la Haye le vingt quatrième jour du mois de juin de l'an de grâce mil huit cent cinquante et nu.

(L. S.) DE MONTALTO.

(L. S.) V. Sonsbeeck.

### TABLEAU A.

Les marchiandises suivantes, originaires des Pays-Bas et imporrées dans les États Sardes, sans distinction du pavillon sous lequel cette importation a lieu, ni du port d'où les marchiandises arrirent, jouiront à l'entrée dans ces États des réductions de droit ci-après indiquées:

Zinc, en plaques, en barres, ou en saumons (toutenagues), zinc laminé; réduction de moitié des droits actuels.

Cuivre, en pains, en rosettes, en fonds de chaudière, en plaque, enivre ouvré et non ferré; même réduction. Fers, foute ouvrée simple, conssinets pour chemins de fer, fr. 8 00 an lieu de fr. 15 00 les 100 kilog. Fonte garnie d'autres métaux fr. 12 00 au lieu de fr. 25 00. Fer de première fabrication, rails, fr. 10 00 au lieu de fr. 16 00; de seconde fabrication, fr. 15 00 au lieu de fr. 30 00; garni d'autres métaux, fr. 20 00 au lieu de fr. 40 00; aneres, canons, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00; instruments propres aux arts mécaniques, fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00; clours de toute espèce, chevilles etc., fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00; dois de toute espèce, chevilles ou serpettes, fers à repasser etc., fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00; enclumes, massues, socs de charrue, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00; ressorts de voiture, et similaires, fr. 30 00 au lieu de fr. 20 00; vis de fer de toute espèce, fr. 12 50 au lieu de fr. 20 00; vis de fer de toute espèce, fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00; fils de fer, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fer, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fer, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fer, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fer, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fer, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fer, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fer, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fer, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fr. 50 pr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fr. 50 pr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fr. 50 pr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fr. 50 pr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fr. 50 pr. 10 00 pr. 100 kilog de fr. 50 pr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fr. 50 pr. 100 au lieu de fr. 20 00 pr. 100 kilog de fr. 50 pr. 100 pr. 100 kilog de fr. 50 pr. 100 kilog de fr. 50 pr. 100 pr. 100 pr. 100 pr. 100 p

Armes; hlanches de tontes espèce; réduction de moitié; canons de fusils de chasse, fr. 1 00 au lieu de fr. 2 00 la pièce; canons de pistolets, fr. 0 35 au lieu de fr. 0 75 la pièce.

Verres et cristaux; miroirs de toute dimension non montés, fr. 25 00 au lieu de fr. 60 00 les 100 kilog.

Gristaux de toute espèce; fr. 15 90 au lieu de fr. 40 00 par 100 kilog; glaces et verres à vitre, fr. 15 00 au lieu de fr. 25 00 par 100 kilog; verre ouvré de toute espèce, fr. 15 00 au lieu de fr. 18 00 par 100 kilog; bouteilles d'un litre et au dessus, demi bouteilles, daucijannes suns distinction de capacité, bouteilles nonmées fauschi; réduction de moitié.

Porcelaine; en conleur ou dorée, fr. 3000 au lieu de fr. 50 00; blanche fr. 25 00 par 100 kilog.; poterie de terre ordinaire, fr. 3 00 au lieu de fr. 4 00 par 100 kilog.; faience en ouvrages divers, blanche fr. 8 00 au lieu de fr. 12 00; peinte, dorée ou coloriée, fr. 12 00 au lieu de fr. 20 00;

Papier; de pâte de conleur et blanc de toute qualité, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00 les 100 kilog; colorié on doré, fr. 40 00 au lieu de fr. 65 00; imprimé, dessiné ou peint, pour teinture, fr. 50 00 an lieu de fr. 100; brouillard, fr. 20 00 an lieu fr. 65 00; grossier pour euvelopper, fr. 100 au lieu de fr. 20 00.

an lieu de fr. 4 50.

Livres; en feuilles on brochés, fr. 30 00 au lien de fr. 50 00 par 100 kilog.; reliés en carton etc., lr. 60 00 au lieu de fr. 100. Sucre raffiné de toute espèce, fr. 25 00 au lieu de fr. 45 00 les 100 kilog.

Cuirs et peaux préparers, fr. 66 66 au lieu de fr. 100. Peaux chamoisées, fr. 75 00 au lieu de fr. 150.

Fils de laine ou de poil quelconque; blancs ou naturels, fr. 0 60 au lieu de fr. 1 10 le kilog.; teints, fr. 0 80 au lieu de fr. 1 60. Tissus de laine foulés on drapés on non; de la valent de 10 fr. par mètre, et an dessus, y compris les similaires, tels que casimirs etc., fr. 3 00 le kilog., au lieu de fr. 3 30 avec suppression des 10 00 à la valeur; de moins de 10 fr. par mêtre, fr. 200

Tapis et convertures de bourre de laine, lambeaux et lisières de drap; fr. 1 00 au lieu de fr. 2 00 le kilog.; de toute autre qualité, fr. 1 00 au lieu de fr. 3 00.

Lin teillé ou peigné; réduction de moitié.

Fil de lin, et de chanvre de toute qualité; même réduction.

Tissus de lin, et de chanvre de toute qualité, écrus on blanchis, même mélangés de coton, on de laine, croisés, ou antrement ouvragés, écris, blanchis ou mélangés de blanc, même réduction.

Deutelles de toute qualité, même réduction.

Fil de coton, inférieur au n. 20 lr. 0 20 au lieu de lr. 0 90; dn n. 20 an n. 40 fr. 0 40 an lien de fr. 0 90; du n. 40 au n. 60 fr. 0 60 au lieu de fr. 0 75; d'un numéro supérieur fr. 0 75.

Retords de toute qualité, fr. 0 75 au lieu de lr. 1 20; blanchis on teints de toute qualité, fr. 0 80 au lieu de fr. 1 80.

Tissus de coton, même mélangés de fil ou de laine, unis, eroisés, ou autrement ouvragés, écrus, Islanchis en couleur, ou teints, imprimés etc., réduction de moitié.

Morue, réduction de 25 p. 0/0.

Le droit à la sortie sur les marchaudises suivantes, dirigées des États Sardes vers les Pays-Bas sera réduit, savoir :

Celui sur les soies grèges à fr. 1 50.

Celui sur les peaux brutes d'agueaux, à fr. 15 00;

Sur les peaux de chevreaux, à fr. 30 00.

## TABLEAU B.

Les marchandises auivantes, originaires des États Sardes, et importées dans les Pays-Bas, sans distinction du pavillon sous lequel cette importation a lieu, ni du port d'où les marchandises arrivent, jouirout à l'entrée dans ce Royaume, des réductions de droits é-après indiquées.

Les droits actuellement existants, dans les Colonies Néerlandaises des Indes Orientales, sur les vins Sardes, soit en cercles, soit en bouteilles, sont réduits de moitié.

Les vins de Sardaigne, en cercles, sont affranchis de tout droit de douanc à l'entrée dans les ports Néerlandais en Europe, et lesdroits actuels son réduits de trois cinquièmes pour les vins en bouteilles.

Les huiles d'olive jouissent d'une réduction de cinquante cent.<sup>4</sup> sur le droit établi par le tarif de douane.

(Ratifié le 14 juillet 1851. - L'échange des ratifications a eu lieu à la Haye le 15 août suivant)

# LVI.

### 1851. 30 iuin

## MADRIO.

Convention entre la Sardaigne et l'Espagne ponr l'exécution dans les deux États des sentences en matière civile ordinaire on commerciale.

Sua Maestà il Re di Sardegua e Sua Maestà la Regina di Spagna, intenti sempre a promuovere gl'interessi dei rispettivi sudditi, ed a rendere vieppiù profittevoli ai medesimi i rapporti felicemente esistenti fra i due Governi, danno ravvisato confaciente a questo scopo lo autorizzare ciascuno nel proprio Stato, per quanto lo permettano le leggi del paese, la esceuzione dei giudicati in materia civile ordinaria o commerciale emanati dai Tribunali dell'altro Stato.

Essendosi quindi determinato di addivenire ad una speciale Convenzione fra i due Governi per istabilire le norme colle quali si avrà a cliiedere ed a concedere reciprocamente tale esceuzione, vennero a questo fine nominati Plenipoteuziarii pella stipulazione di tale accordo, cioè:

Per parte di Sua Maestà il Re di Sardegna, il Cavaliere Don Gloardo di Launay, Cavaliere del Real Ordine Religioso e Militare de' Santi Maurizio e Lazzaro, Comueudatore dell'Ordine di Cristo di Portogallo e Cavaliere di altri Ordini esteri, Incaricato di affari della Maestà Sua presso la Real Corte di Spagua;

E per parte di San Maestà la Regina di Spagna, Don Emanuele Paudo, di Fernandez di Pinedo, Aviia e Daviia, Marchese di Mirallores, Grande di Spagna di prima classe, Cavaliere dell' Ordine insigne del Toson d'Oro, Gran Croce del Real e distinto Ordine di Carlo III, di quello della Legion d'Onore di Francia, di quello di Cristo di Portogallo, ecc. ecc., Senatore del Regno e Suo Primo Segretario di Stato per gli affari, esteri;

# LVI.

4854, 30 de junio

#### MADRID.

Convenio entre la España y la Cerdeña para el cumplimiento en los dos Estados de las sentencias en materia civil ordinaria ó comercial.

Su Magestad la Reina de España y Sin Magestad el Rey de Cerleña, siempre solícitos en promover los intereses de sus respectivos súbditos y de liacer cada vez mas provechosas á los mismos las relaciones que felizmente existen entre los dos Gobiernos, lan juzgado conveniente á este fin autorizar cada uno en su respectivo Estado, en cuanto lo permitan las leyes del país, el cumplimiento de las sentencias en materia civil ordinaria ó comercial expedidas por los tribuneles del otro Estado.

Habiendo por tanto determinado celebrar un Convenio especial entre los dos Gobiernos para fijar las reglas segun las cuales deberá pedirse y concederas reciprocamente dicho cumplimiento, han venido en nombrar á este fin Plenipotenciarios para el ajuste de este Convenio, á saber:

Su Magestad Católica á Don Manuel Pando, de Fernandez de linedo, Avila y Dávila, Marqués de Wiraflores, Genale de Esspaña de primera clase, Caballero de la Insigne Orden del Toison de Oro; Gran Cruz de la Real y distinguida de Carlos III, de la Legion de Honor de Francia, de la de Cristo de Portugal etc. etc., Senador del Reino y Su Primer Secretario del Despacho de Estado:

Y Su Magestad Sarda al Cabellaro Don Eduardo de Launay, Caballero de la Real Orden religioso y militar de San Mauricio y San Lizaro, Comendador de la Orden de Cristo de Portugal, condecorado con otras varias ordenes estrangeras, Encargado de negocios de Su Magestad en la Corte de España; I quali dopo essersi comunicati i rispettivi loro pieni poteri, ed aver questi trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

#### T

Le sentenze od ordinanze in materia civile ordinaria o commerciale emanate dai tribunali di prima istanza o d'appello di Sua Maestà il Re di Sardegna, o da quelli di Sua Maestà Cattolica, e debitamente legalizzate, saranno reciprocamente eseguite dai tribunali dei due Stati in conformità di quanto è stabilito cogli articoli seguenti.

#### П.

Tale esecuzione sarà chiesta da un tribunale di prima istanza o d'appello all'altro col mezzo di requisitorie.

Quando si tratti di sentenze definitive, la requisitoria sarà accompagnata dal corrispondente decreto di esecuzione.

Qualora invece si tratti di sentenze non definitive, prima di ordinare la spedizione delle requisitorie, il richiedente si accerterà e ne farà quindi menzione motivata nella sua provvidenza, che non vi ha più luogo ad appellarsi da dette sentenze, se pella loro natura le medesime richiedessero questa circostanza per poter essere eseguite:

### Ш.

Perchè possano eseguirsi dai tribunali di prima istanza o di appello competenti di ciascun pasea le sentenze od ordinanze dei ritbinusti dell'altro, dovranno le medesime essere previamente dichiarate esecutorie dal tribunale superiore nella cui giurisdizione o territorio dovrà aver luogo l'esecuzione. Non si addiverrà però a questa dichiarazione nei seguenti casi: Los quales despues de haber exhibido sus respectivos plenos poderes y halládolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

1

Las sentencias ó acuerdos en materia civil ordinaria ó comercial expedidos por los juzgados ó tribunales de Su Magestad Católica y por los de Su Magestad el Rey de Cerdeña, y debidamente legalizados, serán reciprocamente cumplimentados en los de auubos paises con sujeccion á lo que se dispone en los artículos siguientes.

II.

El cumplimiento de estas sentencias ó acuerdos se pedirá de un juzgado ó tribunal á otro por medio de un exhorto.

Cnando se trate de sentencias definitivas, accompañará al exborto la ejecutoria correspondiente.

Guando se trate de autos no definitivos, antes de decretar la expedicion del exhorto, el exhortante se asegurará, y luego hará mencion motivada en su providencia, de que han causado estado si por su naturaleza requirieren esta circunstancia para poder ser ejecutados.

III.

Para que puedan cumplimentarse por los juzgados ó tribunales competentes de cada pais las sentencias ó acuerdos de los del otro, deberán ser declarados préviamente ejecutivos por el tribunal superior en cuya jurisdiccion ó territorio (haya de tener lugar el cumplimiento. No se accederá sin embargo á esta declaración en los casos siguientes: 494

- Quando la sentenza od ordinanza fosse peccante di manifesta ingiustizia.
- Quando fosse nulla per difetto di ginrisdizione, di citazione o di mandato.
- Quando fosse contraria alle leggi proibitive del Regno nel quale se ne chiede l'eseguimento.

# IV.

Le sentenze promunciate dai tribunali di Sua Maesta il Re di Sardegua avranno forza di produrre ipoteca sni beni situati negli Stati di Sua Maesta Cattolica, e reciprocamente, allorchè saranno state dichiarate esecutorie nel modo sovra indicato.

#### v

Gli atti autentici rogati negli Stati di Sna Maestà il Re di Sardegna avranno forza di conferire ipoteca nei beni situati negli Stati di Sua Maestà Cattolica, semprechè questi beni saranno stati specialmente designati nel contratto, e viceversa.

#### VI.

L'ipoteca di cni si tratta nei due precedenti articoli (4 e 5) non colpirà se non li beni che ne saranno passibili conformemente alle leggi del paese in cui sono situati.

L'adempimento di tutte le formalità dalle leggi prescritte perchè l'ipoteca sortisca il suo effetto, resterà a carico della persona, a favore di cui sarà stata acquistata od acconsentita.

#### VII.

Gli atti di giurisdizione volontaria passati negli Stati di Sua

- 1. Cuando la seutencia ó acuerdo adolezca de injusticia notoria.
- Cuando sea nulo por falta de jurisdiccion; auto ó emplazamiento.
- 3. Cuando sea contrario á las leyes prohibitivas del Reino donde se requiera el cumplimiento.

# fV.

Las sentencias dictadas por los tribunales de Su Magestad Cacidica tendrán fuerza para hipotecar los bienes situados en los Estados de Su Magestad el Rey de Cerdeña, y reciprocamente, cuando hayan sido declaradas ejecutables de la manera arriba indicada.

#### V.

Los testimonios auténticos expedidos en los Estados de Su Magestad Católica tendran fuerza para hipotecar los bienes situados en los Estados de Su Magestad el Rey de Gerdeña siempreque los bienes hayan sido especialmente desiguados en el contrato, y viceversa.

### VI.

La hipoteca de que se trata en los artículos precedentes (4 y 5) no pesará mas que sobre los bienes que sean susceptibles de ella conforme á las leyes del pais donde esten situados.

El cumplimiento de todas las formalidades prescritas por la ley para que la hipoteca surta su efecto, quedará á cargo del individuo en cuyo favor haya sido adquirida ó accordada.

### VII.

Los actos de jurisdiccion voluntaria expedidos en los Estados de

Maestà Sarda sortiranno il loro effetto negli Stati di Sua Maestà Cattolica, e viceversa, allorchè si sarà dichiarato nulla ostare all' esecuzione dei medesimi dal tribunale superiore nella cui giurisdizione debbono gli atti eseguirsi.

### VIII.

La presente Convenzione è conchiusa per auni cinque, i quali decorsi, senza che una delle alte Parti contraenti abbia dichiarato all'altra, sei mesi prima della scadenza di detto termine, di volerne far cessare gli effetti, continuerà ad essere in vigore per un anno, e così di seguito a meno di disdetta come sopra.

La medesinia sarà ratificatà, e le rispettive ratifiche sarauno scambiate nello spazio di tre mesi, od anche prima ove sia possibile.

In fede di che i Plenipotenziarii suddetti l'hanno munita della Joro firma, apponendovi il sigillo delle loro armi.

Fatto nel Real Palazzo in Madrid, addi trenta del mese di giugno dell'anno mille ottocento cinquant'uno.

> E. DE LAUNAY. (L. S.)

Su Magestad Católica surtirán sus efectos en los Estados de Su Magestad Sarda, y viceversa, siempre que el tribunal superior en cuya jurisdiccion deban cumplimentarse, haya declarado que nada se opone á la ejecucion de los mismos.

#### VIII.

Queda ajustado por cinco años el presente Convenio; trascurridos los quales sin que una de la altas Partes contratantes haya declarado à la otra seis meses antes de espirar dicho término que quiere hacer cesar sus efectos, continuará en vigor durante un año y asi successivamente mientras no sea denunciado en la forma expresada.

Será ratificado y cangeadas las ratificaciones en el espacio de tres meses, ó antes si fuere possible.

En fe de lo qual los respectivos Plenipotenciarios han firmado el presente Convenio, poniendo en él el sello de sus armas.

En el Palacio de Madrid à treinta de junio del año de mil ochocientos cincuenta y uno.

> EL MARQUÉS DE MIRAFLORES. (L. S.)

(Ratifiée par S. M. le Roi de Sardaigne le 11, et par S. M. la Reine d'Espagne le 27 juillet 1851. — L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid le 19 août de la même année)

# LVII.

1851, 29 septembre

### MADRID.

Convention postale entre la Sardaigne et l'Espagne.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté la Reine des Eapsgnes désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent heureusement les deux Pays, et voulant régler leurs communications postales sur des bases plus favorables aux intérêts du public au moyen d'une Convention qui garantisse cet important résultat, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Chevalier Edouard De Launay, Chevalier de l'Ordre religieux et militaire de Saints Maurice et Lazare, Commandeur de l'Ordre du Christ de Portugal, Chevalier d'autres Ordres étrangers et son Chargé d'affaires près Sa Majesté Catholique;

Et Sa Majesté la Reine des Espagnes, Don Manuel Pando, Fernandez de Pinedo, Avila Davila, Marquis de Miralfores, Grand d'Espagne de 1.<sup>sc</sup> classe, Chevalier de l'Ordre insigne de la Toison d'expagne de 1.<sup>sc</sup> classe, Chevalier de l'Ordre insigne de la Toison d'expagne de la Légion d'honneur de Frauce, et de celui du Christ de Portugal etc. etc. etc. Sénateur du Royaume et Premier Secrétaire d'État au département des faffires étrangères.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

I.

Les lettres ordinaires de Sardaigne pour l'Espagne et ses îles adjacentes, et réciproquement les lettres ordinaires de l'Espagne

# LVII.

1851, 29 de setiembre.

#### MADRID.

Convenio de correos entre la España y la Cerdeña.

Su Magestad la Reina de las Españas y su Magestad el Rey de Cerdeña, deseando estrechar los vínculos de anistad que felizmente unen á los dos países, y queriendo arreglar sus comunicaciones de correos sobre bases mas favorables á los intereses del publico por medio de um Convenio que asegure tan importante resultado, han nombrado al efecto por sus Plenipotenciarios, á saber:

Su Magestad la Reina de las Españas á Don Manuel Pando, Fernandez de Pinedo, Avila y Dávila, Marqués de Miraflores, Grande de España de primera elase, Caballero de la insigne Orden del Toison de Oro, Gran Cruz de la Real y distinguida Orden de Carlos III, de la Legion de honor de Francia, y de la de Cristo de Portugal, etc. etc. etc., Senador del Reino, y Primer Secretario del Despacho de Estado, etc.

Y Su Magestad el Rey de Cerdein al Caballero Don Eduardo de Launay, Caballero de la Orden religiosa y militar de los Santos Mauricio y Lázaro, Conendador de la Orden de Cristo de Portugal, Caballero de otras Ordenes extrangeras y su Encargado de negocios cerca de Su Magestad la Reina de las Españas.

Los cuales despues de haber cangeado sus plenos poderes y halládolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

1.

Las cartas ordinarias que vayan de España y sus islas adyacentes á Cerdeña, y recíprocamente las cartas ordinarias que et ses îles adjacentes pour la Sardaigne, seront toujours envoyées sans affranchissement préalable, et le port en entier sera payé dans les offices de destination.

Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, prospectus, caalogues, annonces et avis divers imprimés et lithographiés, devront être préalablement affranchis au burcau d'envoi, sans qu'on puisse les frapper d'aucune espèce de rétribution ou de taxe à necreorier au lieu de destination.

Les livres, brochures et autres imprimés non mentionnés dans le paragraphe précédent, les gravures et les lithographies, à l'exception de celles qui font partie des journaux, et les papiers de musique continueront à être assujettis au tarif des douanes.

#### П.

Les habitants des deux Pays pourront réciproquement se transmettre des lettres chargées en payant le port à l'avance au bureau du départ. La moitié de ce port sera perçue au profit de l'office d'envoi, et l'autre moitié au profit de l'office de destination.

Les deux offices se tiendront compte, à la fin de chaque trimestre, de la moitié du port qu'ils auraient respectivement perçu dans la forme qui sera stipulée par les Directions générales des deux Pays.

Dans le cas où une lettre chargée viendrait à être perdue, celui des deux offices, sur le territoire duquel la perte aura eu lieu payera à l'autre office, à tître de dédommagement, une indemnité de cinquante francs.

Les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date de la livraison dans le bureau d'échange respectif.

# Ш.

Le port des lettres ordinaires originaires d'Espagne dont le poids ne dépassera pas sept grammes et demi est fixé à un franc et dix centimes en Sardaigne. vengan de Cerdeña para España y sus islas adyacentes, se expedirán siempre sin previo franqueo, y pegarán el porte por entero en las oficinas de la Nation á que vayan dirigidas.

Los diarios, gacetas, periódicos, prospectos, catálogos, anuncios y avisos, impresos y litografiados, se franquearán previamente en la oficina en que ingresen, y no podrá exigirseles ninguna otra retribucion ni porte en el lugar á que vayan destinados.

Los libros, folletos y demas impresos que no sean de los mencionados en el párrafo anterior, los grabados y litografias, á excepcion de los que formen parte de los periódicos y los papeles de música, continuarán sujetos á las disposiciones del arancel de aduanas.

#### II.

Los habitantes de ambos paises podrán dirigirse reciprocamente cartas certificadas adelantando en la Administracion de correos del país en que se espida el certificado, el porte correspondiente: la mitad de este porte la percibirá la oficina que certifique, y la otra mitad la oficina á que se destine.

Las dos oficinas se darán cuenta al fin de cada trimestre de la mitad del porte que hayan percibido respectivamente, en la forma que acuerden las Direcciones generales de los dos países.

Si una carta certificada se perdiere, la Administración en cuyo territorio se hubiere verificado la pérdida, pagará á la otra, por via de indemnización, cincuenta francos.

No habrá derecho á esta indemnizacion si deja de reclamarse en el término de seis meses contados desde la entrega del certificado en la respectiva Administracion de correos.

#### ш

El porte de las cartas ordinarias procedentes de Cerdeña, cuyo peso no exceda de cuatro adarmes ó un cuarto de onza, será en España de cuatro reales vellon. Le port des lettres ordinaires originaires de Sardaigne dont le poids n'excèdera pas quatre adarmes ou un quart d'once, est

fixé à quatre réaux de vellon en Espagne.

Les lettres, d'un poids de sept grammes et demi à quinze grammes inclusivement en Sardaigne, et de quatre à huit adarmes en Espagne, payeront deux francs et vingt centimes en Sardaigne et huit réaux de vellon en Espagne, et ainsi de suite, en ajoutant de sept grammes et demi en sept grammes et demi, et de quatre adarmes en quatre adarmes, un franc et dix centimes en Sardaigne, et quatre réaux de vellon en Espagne.

Le port des lettres chargées sera double de celui des lettres ordinaires du même poids.

Les journaux et imprimés compris dans le second paragraphe de l'article premier qui seront envoyés sous bandes, qui ne contiendront aucune écriture, chilfre ou signe quelèconque à la main, et qui ne seront pas rédigés dans la laugue du pays où ils sont adressés, payeront um affranchissement de dix centimes en Sardaigne, et de douze maravédis en Espagne pour chaque feuille ordinaire d'impression.

Ceux qui ne réuniraient pas ces conditions, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

# IV.

Dans le cas où la Sardaigne obtiendrait quelque réduction pour le prix du transit de la correspondance sur le territoire français, cette réduction serait appliquée de plein droit au profit des correspondants dans les États Sardes sans que la taxe puisse y être inférieure à un franc pour chaque lettre simple, en conservant toujours la proportion établie dans le paragraphe trois de l'article précédent.

#### v

Les lettres conduites par mer, par bâtiments Espagnols et Sardes, seront admises dans les ports des deux Pays. Elles devront être El porte de las cartas ordinarias procedentes de España, cuyo peso no exceda de siete y media gramas, en Cerdeña, será el de un franco y dies céntimos.

Las cartas del peso de cuatro á ocho adarmes en España y de siete y media gramas á quince inclusive en Cerdeña, pagarán ocho reales de vellon en España y dos francos y veinte céntimos en Cerdeña, y sucesivamente aumentándose el porte de cuatro en cuatro adarmes y de siete y media en siete y media gramas, cuatro reales de vellon en España, y un franco diez centimos en Cerdeña. El porte de las cartas estificadas serse a doble de las cartas estificadas serse a doble de las cartas estificadas serse a doble de las cartas estificadas serse a foble de las cartas estarilegadas serse a foble de las cartas estar de las cartas es

El porte de las cartas certificadas sera el doble de las ordinarias del mismo peso.

Los periódicos é impresos comprendidos en el segundo párrafo del artículo primero que se envien con fajas, que no contengan cifra, signo ni minguna otra escritura de mano, ni que esten escritos en idioma del país que deba recibirlos, pagarán por razon de franqueo doce maravedises en Espaia, y diez céntimos en Cerdeia por cada pliego regular de impresion.

Los que no reunan las condiciones anteriormente indicadas se considerarán como cartas y se portearán como tales.

# IV.

En el caso de que la Cerdeña llegue á obtener alguna réduccion en el pago del tránsito de la correspondencia por el territorio francés se aplicará de derecho el beneficio de esta reduccion á los corresponsales en los Estados Sardos; pero nunea podrá bajar un tranco el porte de cada carta sencilla, conserviandos siempre la proporcion que estabelece el parrafo tercero del artículo anterior.

#### V.

Se admitiran en los puertos de los dos países las cartas conducidas por mar en buques Españoles y Sardos. Esta corresponlivrées au premier bateau de santé qui communiquera avec le bâtiment conducteur, ou -au bureau de santé qui recevra la pramière déclaration du Capitaine selon la pratique de chaque pays, afin que par ce moyen elles soient consignées à l'Administration des postes du port d'arrivée. Le Capitaine, Patron ou Maitre du bâtiment, ainsi que l'équipage et les passagers qui contreviendraient à cette disposition, encourront les amendes auxquelles sont soumis dans le même cas les habitants du Pays.

La taxe des lettres provenant des ports des deux Pays par leurs bâtiments respectifs, sera la même que celle fixée pour les correspondances de la voie de terre.

#### VI.

L'Administration des postes Sardes, comme Administration intermédiaire, ne percevra pour les correspondances originaires de tous les autres États d'Italie pour l'Espagne, et pour celles provenant d'Espagne pour tous les autres États d'Italie, qu'une taxe égale au port intérieur que payent actuellement les lettres en Sardaigne.

#### VII.

Les journaux et imprimés originaires de tous les États d'Italie, autres que la Sardaigne, pour l'Espagne, et viceversa, les journaux et imprimés originaires d'Espagne pour tous les États d'Italie (la Sardaigne exceptée), seront livrés de part et d'autre exempte de tout prix de port, sans porter préjudice aux Conventions postales que l'Espagne pourra conclure avec ces États d'Italie.

# VIII.

Eu égard aux frais considérables de l'Administration des postes Sardes pour le transport par bâtiments à vapeur de la correspondance à destination, et provenant de l'île de Sardaigne, l'Administration des postes Espagnoles en compensation de ce service, dencia deberá entregarse á la primera lancha de sanidad que conunique con el buque conductor, ó en la oficina de sanidad de doude se reciba la primera dechracion del Capitan segun sea costumbre en cada pais, á fin de que por este medio llegue á la Administracion de correos mas próxima. El Capitan, Patron ó Maestre del buque como igualmente la tripulacion y pasageros que contravengan á esta disposicion, incurrirán en las multas á que en igual caso esten sujetos los habitantes del país.

El porte de las cartas procedentes de los puertos de los dos países, conducidos en sus respectivos buques, será igual al de la correspondencia conducida por la via terrestre.

#### VI.

La Administracion de correos de Cerdeña, como internedia, no podrá cobrar por la correspondencia originaria de todos los demas Estados de Italia para España, y la procedente de España para todos los demas Estados de Italia, mas que el precio equivalente al porte que en la actualidad satisfacen las cartas en el interior de los Estados Sardos.

# VII.

Los diarios é impresos originarios de todos los Estados de Italia, excepto la Cerdein, y viceversa, los diarios é impresos originarios de España para todos los Estados de Italia, finera de la Cerdeina, se entregarán reciprocamente libres de todo porte por las Administraciones de España y Cerdeña, sin perjuicio de los Convenios postales que España pueda hacer con los Estados Italianos.

### VIII.

En atencion á los considerables gastos que ocasiona á la Administracion Sarda la conduccion en barcos de vapor de la correspondencia yente y viniente de la isla de Cerdeña, la Administracion Española compensará este servicio entregando en la fronlivrera à la frontière franco-espagnole exempts de tout prix de port les lettres et journaux originaires du Royaume de Portugal et de Gibraltar adressés en Sardaigne.

#### IX.

Les correspondances mal dirigées ou adressées à des destinataires ayant changé de résidence, seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyées par les bureaux d'échange respectifs.

Les lettres ordinaires ou chargées, les journaux et imprimés tombés en rebut, pour quelque cause que ce soit, seront renvoyés de part et d'autre à la fin de chaque trimestre.

#### v

La présente Convention sera obligatoire d'année en année pour les deux Hautes Parties contractantes jusqu'à ce que l'une d'elles ait annoncé à l'autre, mais six mois à l'avance, l'insetnion de la modifier ou d'en faire cesser les effets; dans ce cas la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière durant ces derniers six mois.

#### XI.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications seront . échangées à Madrid dans le plus bref délai. Elle sera mise à exécution un mois après l'échange des dites ratifications.

En foi de quoi nous Plénipotentiaires respectifs avons signé la présente Convention en double original et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait au Palais Royal de Madrid le vingt-neuf septembre mil-huit-cent cinquante et un.

E. DE LAUNAY (L. S.) tera franco-española las cartas y periódicos procedentes de Portugal y Gibraltar para Cerdeña libres de todo porte.

#### IX.

La correspondencia mal dirigida ó dirigida á personas que hubieren mudado de residencia, se devolverá recíprocamente y sin ninguna dilacion por medio de las respectivas oficinas de cange.

Las cartas ordinarias ó certificadas y los periódicos é impresos rezagados por cualquiera motivo, se devolverán por una parte y otra à fin de cada trimestre.

#### X.

El presente Convenio será obligatorio de año en año para las dos Altas Partes contratantes hasta que una de ellas anuncie á la otra con seis meses de anticipacion la intencion de modificarlo ó de suspender sus efectos; en cuyo caso continuará el Convenio en toda su fuerza y vigor durante los indicados seis neses.

# . XI.

El presente Convenio será ratificado, y las ratificaciones cangoadas en Madrid en el termino mas breve que posible fucre, y empezará á regir un mes despues del cange de dichas ratificaciones.

En fé de lo cual nos los respectivos Plenipotenciarios hemos firmado el presente Convenio por duplicado y puesto en él el sello de nuestras armas.

En el Palacio de Madrid á veinte y neuve de setiembre de mil ochocientos cincuenta y uno.

# EL MARQUÉS DE MIRAPLORES (L. S.)

(Ratifiée le 26 novembre 1851. — L'échange des ratifications a été fait à Madrid le 11 février 1852)

# LVIII.

1851, 18 octobre.

### VIENNE.

Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. l'Empereur d'Autriche.

Sua Maestà il Re di Sardegna, e Sua Maestà l'Imperatore d'Autria desiderando facilitare de destendre in modo reciprocamente vantaggioso le relazioni commerciali e marittime esistenti fra i due Paesi mettendo le loro bandiere sul piede di una perfetta eguaglianza, come pure i rispettivi sudditi sul piede della Nazione la più favorita, e riducendo scambievolmente le tasse doganali sopra un certo numero di prodotti naturali od altri spediti o transitanti dall'uno nell'altro Paese, hanno conventuo di aprire una negoziazione, cil hanno a cio nominato a loro Plenipotenziarii:

Sua Maestà il Re di Sardegna il signor Adriano Thaon', de' Comti di Revel, Commendatore del suo Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Gran Groce dell'Ordine di Cristo del Portogallo, suo Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica;

E Sua Maestà l'Imperatore d'Austria il siguore Felice Priucipe di Schwarzenberg, Cavaliere Gran Croce degli Ordini I. R. di Leopoldo e di Francesco Giuseppe, Cavaliere dell'Ordine I. R. militare di Maria Teresa, insignito delle Croci del Merito e dei servizii militari, ecc., ecc. I. R. Giambellano, Consigliere intimo attuale, Tenente Maresciallo, proprietario del Reggimento Fanti numero 21, suo Ministro Presidente, e Ministro della Casa Imperiale, e degli affari esteri;

Ed il signor Andrea Cavaliere di Baumgartner, Cavaliere dell'I. R. Ordine di Leopoldo ecc., Dottore in Filosofia, Presidente dell'Accademia Imperiale delle scienze in Vienna, I. R. Consigliere intimo attuale, Suo Ministro del commercio, industria e pubbliche costruzioni; I quali dopo avere scambiati i loro pieni poteri ed averli ri-

I quali dopo avere scambiati i loro pieni poteri ed averli riconosciuti in buona e debita forma hanno convenuto gli articoli seguenti:

I.

Vi sarà reciproca libertà di commercio e di navigazione fra I'mpero d'Austria ed il Regno di Sardegna. I sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti avranno reciprocamente la piena libertà di viaggiare, di risiedere e di fare delle compre e delle vendite in tutta l'estensione del territorio dell'altra, e godranno in affari di commercio e d'industria, sottoponendosi alle leggi ed ordinanzo vi vigenti, della stessa protezione, e degli stessi diritti, privilegiti, libertà, favori, ed immunità di cui godono o godranno gli abitanti del Paese; nè saranno i medesimi obbligati stoto verino pretesto a pagare perciò altre o più elevate tasse od imposte che quelle cui vanno od andranno soggetti i nazionali.

н

I sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti, i quali, secondo le leggi dello Stato eni appartengono, avendo pagato le imposte e tasse stabilitevi hanno in esso il diritto di frequentare le fiere el i mereati, di fare delle compre pei bisogni della proppia atte ed industria, o di girare nel paese per ricevervi delle commissioni portando o no seco delle mostre, godranno dello stesso diritto nel territorio dell'altra, senza pagare tasse od imposte per i loro escreizii, e senza essere sottoposti ad altre restrizioni che a quelle cui andranno soggetti gli abitanti del paese abilitati agli esercizii medesimi, ben inteso però che non sia loro concesso di portare seco delle merci destinate od atte alla vendita.

III.

I sudditi di ognuna delle Alte l'arti contraenti saranno nei paesi

dell'altra esenti da qualunque servizio militare sia per terra, sia per mare, sia nella miliria o nella guardia nazionale, e non portranno essere assoggettati per le loro proprietà mobili od immobili ad altre incumbenze, restrizioni, tasse, od imposte che a quel cui saranno sottoposti i nazionali. Saranno anche esenti da prestiti forzosi e da ogni contribuzione straordinaria, purchè non siano generali e stabiliti per legge. Le loro abitazioni, i magazzini e tutto ciò che ne fa parte e loro appartiene per oggetti di commercio o di residenza saranno rispettati, e non saranno soggetti a visite o perquisizioni vessatorie; non potrà farsi aleun esame odi ispezzione arbitraria delle loro carte, libri e conti commerciali, ne potranno tali operazioni praticarsi altirmenti che, qualora, ed in quanto ciò sia ammesso o regolato dalle leggi alle quali vanno soggetti i nazionali.

### IV.

I sudditi di ciascuna delle Alte Parti contraenti potrauno liberamente disporre per testamento, donzione, cambio, venilita od altrimenti di tutti i leni che potessero acquistare e possedere legalmente nei paesi dell'altra, e quelli che l'rappresentano secondo le leggi, quantunque sudditi dell'altra Parte, potranno ereditare siffatte proprietà sia per testamento, sia ab intentato, e preuderne possesso secondo le leggi; essi potrauno disporne, come meglio loro piacerà, paganda ostitanto le imposte, tasse od altri diritti a cui in simil caso saranno pure soggetti gli abitanti del paese ove le dette proprietà esistono. Nel caso di assenza degli eredi sarà seguita la stessa regola che in simile caso è preseritari riguardo alle proprietà degl' indigenii, fino a tanto che gli aventi diritto abbiano fatto le necessarie disposizioni per prendenne possesso.

Qualora delle contestazioni si elevassero fra diversi pretendenti riguardo al diritto su tali proprietà, esse dovranno risolversi dai tribunali competenti secondo le leggi del paese ove sono situati i beni in discorso.

Vengono anche confermati i Trattati per l'abolizione dei diritti d'albinaggio e di detrazione del 31 agosto 1763, e del 19 novembre 1824 già esistenti fra la Sardegna e l'Austria, dovendo interpretarsi il presente articolo in senso estensivo e non mai restrittivo.

#### V.

I Sardi nell'Impero d'Austria e gli Austriaci nel Regno di Sardegna saranno liberi di regolare come i nazionali i loro affari per sè stessi, o di alfidarne la procura a persona di loro propria scelta, senza essere obbligati a pagare alcun salario o retribuzione a quelli agenti, fattori ecc., di cui non vogliono servirsi, non essendo in tale riguardo soggetti ad alcuna restrizione a motivo della loro nazionalità, ma soltanto a quelle stabilite dalle leggi generali del paese.

Essi saranno assolutamente liberi nel contrattare le compre e vendite, nel fissare i prezzi di tutti gli oggetti di commercio ed in tutte le disposizioni commerciali, assoggettandosi al legale regime doganale ed a quello delle privative dello Stato.

Essi avranno anche un libero e facile accesso presso i tribunali di ogni istanza e giurisdizione per agire e difendersi in giudizio. Saranno liberi di valersi dell'opera di quelli avvocati, notai ed agenti che crederanno atti a rappresentare i loro interessi, e godranno generalmente nei rapporti giudiziari gli stessi diritti e privilegii che sono o saranno accordati ai sudditi dello Stato il più favorito.

# VI.

Tutte le merci, delle quali nell'uno degli Alti Stati contraenti è permessa l'importazione, l'esportazione, il transito ed il deposito su bastimenti nazionali potrauno pure legalmente essere introdotte, esportate, transitate o depositate su bastimenti dell'altro State seiza pagare altri o maggiori dazii e diritti, senza essere sottoposte ad altre o maggiori restrizioni, e partecipando pienamente ai medesimi privilegii, riduzioni, beneficii, e restituzioni che vengono o verranno accordati alle merci introdotte, transitate e depositate su bastinenti nazionali.

Parimenti tutte le merci che per la via di terra vengono introdotte, esportate, transitate o depositate mediante conduttori o con mezzi di trasporto appartenenti all'uno degli Alti Stati contraenti godranno nell'altro, sotto ogni rapporto, dello stesso trattamento al pari di quelle introdotte, esportate, transitate, o depositate mediante conduttori o con mezzi di trasporto nazionali.

### VII.

I bastimenti Austriaci arrivando nei porti dei doninii Sardi, e reciprocamente- i bastimenti Sardi giungeado nei porti dell'Impero d'Austria saranno trattati al loro arrivo, durante la loro fermata, ed alla loro useita sullo stesso piede come i bastimenti mazionali per tutto ciò che riguarda i diritti di tonnellaggio, di piotaggio, di porte, di fanali, di quarantena, di darsena e patente ed altri carichi che gravitano sullo scafo del bastimento sotto qualunque denominazione, sia che i diritti sopra indicati si paghino a favore dello Stato, delle Autorità locali, o di qualunque orporazione o stabilimento.

Anche in quanto concerne il collocamento dei navigli, il loro carico o searico nei porti, bacini, o rade dei due Stati, nell'uso dei pubblici magazzini, bilancie, argani, ed altri simili stabilimenti od ordigni, ed in generale riguardo a tutte le formalità e disposizioni concermenti l'approdo, la fernania e la partenza dei bastimenti, non sarà accordato ai bastimenti nazionali alcun privilegio che non sia egualmente accordato a quelli dell'altro Stato, essendo precisa volontà delle Alte Parti contracnti che i rispettivi bastimenti siano trattati sal piede di una perfetta eguaglianza.

#### VIII.

Resta per altro ecettuato dalle stipulazioni degli articoli 6 e 7 tanto l'esercizio della pesca nazionale, riservandosi i Governi contraenti di regolarne le condizioni colle proprie leggi ed ordinanze, quanto la navigazione di costa o cabotaggio che si fa in ciascuno dei due Stati da un porto all'altro, essendo la medesima esclusivamente riservata ai bastimenti nazionali. Tuttavia i bastimenti di ciascuna delle Alte Parti contraenti potranno prendere o disbarcare una porzione del loro carico in un porto del territorio dell'altra, e completare nel primo caso il loro carico per l'estero, o disbarcare nel secondo caso il resto del carico proveniente dall'estero in uno o più porti dello stesso territorio, senza perciò piagare alcun diritto diverso da quello che pagasi dai legni nazionali.

#### x

In caso di naufragio od avaria di un leguo appartenente al Governo od ai sudditi di una delle Alte Parti contraenti sulle coste
o nel dominio dell'altra di esse Parti non soltanto sarà prestata
ogni sorta di assistenza ed usata ogni facilitazione ai naufraghi,
ma anche i legui e le loro parti ed avanti, i loro attrezzi e tutti
gli oggetti che loro appartengono, le carte trovate a bordo, come
pure gli effetti e le merci che fossero state gettate al mare e che
venissero salvate, oppure il prodotto della vendita, se fossero vendute, saranno fedelmente restituite ai proprietarii dietro la loro
domanda o quella dei loro agenti a ciò debitamente autorizzati,
e tutto ciò senz'altro pagamento che quello delle spese del ricapero e della conservazione, e di quelli eventuali diritti e non
altri che in caso simile si pagherebbero per un bastimento nazionale.

In maicauza del proprietario o di speciale ageute sarà fatta la consegna ai Gonsoli. Vice-Gonsoli, od Agenti Gonsolari rispettivi; ben inteso che, in caso di qualche legale reclamo su di un tale naufragio riguardo ai legni, effetti e mercanzie, la decisione sul medesiano sarà deferita ai tribunali competenti del paese.

Per inaggiore chiarezza si stabilisce espressamente, che per i legni, le loro parti ed avanzi, per gli effetti e le merci che in caso di naufragio od avaria verranno depositati in qualunque punto del territorio non si pagherà alcun dazio, in quanto questi oggetti vengano utessi sotto la sorveglianza delle Autorità competenti, e non entrino in consumazione interna.

63

Le patenti e carte di bordo dei bastimenti Austriaci e Sardi, ammesse e riconosciute nel paese d'origine come sufficienti per comprovare la nazionalità dei medesimi ne faranno fede anche nei porti dell'altra delle Alte Parti contraenti.

Qualora le patenti e carte di bordo siano ammesse e riconociute nel paese d'origine come sufficienti per comprovare la portata dei suedesimi, ne faranno fede anche nei porti dell'altra delle Alte Parti contraenti in quanto dalla portata dipende la determinazione dei diritti, delle tasse e delle imposte che gravitano sugli scafi dei legni, salva la riduzione da farsi in hase di tabelle metronomiche delle indicazioni di quelle patenti e carte alle misnre legalmente usate nei porti medesimi.

### XII.

La navigazione del Po, del Ticino, e dei loro affluenti che sono sotto il dominio Sardo od Austro-Sardo asrà libera el esente da qualunque aggravio, e le regole necessarie a tale oggetto, come pure per la sorveglianza ed il miglioramento della navigazione verranno stabilite in un' apposita Convenzione alla quale le Atte Parti contraenti s'impegnano mutualmente di addivenire quanto prima.

#### XIII.

Le due Alte Parti contraenti s'impegnano di operare l'unione delle loro rispettive strade ferrate in modo che vengano congiunte Genova, Torino e Milano sul punto che verra giudicato il più conveniente agl' interessi dei due paesi ed ai bisogni del commercio.

Tutti i dettagli dell' unione e del modo di esercizio verranno stabiliti con un'apposita Convenzione.

Le Alte Parti contraenti hanno convenuto nelle seguenti concessioni e riduzioni daziarie:

# I. Dalla parte dell'Austria:

- 1.º Il dazio di entrata per i vini comuni del Piemonte importati per uno degli rifficii doganali della frontiera Austriaca confinante cogli Stati Sardi ora stabilito in lire Austriache 10, 70 al quintale metrico sporco, viene ridotto a sole lire Austriache sette al quintale metrico sporco.
- 2.º Il dazio d' entrata per i risi vestiti, ora stabilito in lire Austriache 4 1/2 al quintale metrico netto, viene ridotto a lire Austriache una e mezza.
- 3.º Il dazio di entrata pei manzetti da uno a due anni ora stabilito in lire Austriache 6 per caduno, viene ridotto in lire Austriache 1 14.
- 4.º Tutte le riduzioni o restituzioni di dazio od altre concessioni per la importazione, esportazione odi il transito delle merci che fossero state accordate ad altri Stati riguardo al commercio che si fa per la via di mare, per i porti-frannelii ed attraverso la linea doganale fira il Regno Lombardo-Veneto e gli altri Stati di Italia, vengono accordate anche alla Sardegna e per il traffico che si fa attraverso i confini Austro-Sardi.
- 5.º I dazii attuali sui pesci, i crustacei, e le altre bestie acquatiche, le frutta fresche e candite, il bestiame da macello, i cavalli, i muli e gli asini, i legumi freschi e secchi, il legname di costruzione comune e nobile, i saponi, le profumerie, compresevi le acque odoritere, la terra di magnesia e di nanganese, le pelli crude, il vetro in lastre ed i libri, non verranno aumentati durante il presente Trattato per le provenienze Sarde oltre gli importi espressi nell'annesso. A.
  - II. Dalla parte della Sardegna:
- 6.º Tutti i favori e le riduzioni dei dazii che dal Governo Sardo, mediante i suoi Trattati colla Francia del 5 novembre 1850 e del 70 maggio 1851, col Belgio del 24 gennaio 1851, coll'Inghilterra del 27 febbraio 1851, colla Grecia del 31 marzo 1851,

colla Confederazione Svizzera del 5 giugno 1851, cogli Stati dello Zollverein del 20 giugno 1851, coi Paesi Bassi del 24 giugno 1851, o mediante altri Trattati furono accordati alle merci provenienti dai rispettivi paesi sono nello stesso modo accordati eapplicati anche ai medesini generi di merazzie provenienti dall'Impero d'Austria, sia che vengano introdotti nella Sardegna per la via del inguni oper la via del fiunti oper per la via del fiunti oper per la via del fiunti o per terre.

7.º Il dazio d'entrata per le coperte di borra di lana, di ritagli e cimosse di panno, stabilito nel Trattato col Belgio in franco

1 il chilogramma, viene ridotto a 50 centesimi.

8.º Il dazio d'entrata per i fornimenti da tiro sempliei, ora stabilito in franchi 150 i eento chilogrammi, viene ridotto riranchi 75, e quello per i fornimenti da tiro guarmiti, ora stabilito in franchi 100 i cento chilogrammi, viene ridotto a franchi 75, e quello per i fornimenti da tiro guarmiti, ora stabilito in franchi 150 i cento chilogrammi, a tranchi 110.

9.º Il dazio d'entrata per i balocchi da fancinlli e le mercerie comuni di legno viene ridotto da 50 franchi i cento chilogrammi a 40 franchi.

10.º I dazii d'entrata attualmente esistenti per i formaggi, i lavori da sellaio e da bastaio, i guanti di pelle, i tessuti, la bonnetteria e la passamanteria di ogni genere, i mobili, i cappelli, gl' istromenti da musica, le vetture a molle, e waggons per viaggiatori, i paracqua e parasoli, ottone, piombo, packlong, mercurio nativo, lavori d'oro e d'argento, le pierte preziose, perle e grante fine, i marmi in tavole, in cammini. o scolpiti, modellati, puliti, od altrimenti lavorati, i vasellami, vetri e cristalli, anche quando non fossero già fissati mediante i N 6, 7, 8 e 9 di questo articolo, non verranno aumentati per le provenienze Austriache

# XV.

durante il presente Trattato.

Se nell'avvenire il Governo Imperiale accordasse ad-altri Stati delle riduzioni, o restituzioni di dazio, od altre concessioni per la importazione, esportazione od il transito delle merci riguardo al traffico che si fa per la via di mare, e nominatamente per i porti franchi od attraverso la linea doganale fra il Regno Lombardo-Veneto, e gli altri Stati d'Italia, tutte queste riduzioni, restituzioni o concessioni verrauno accordate da per sè e gratuitamente alla Sardegna ed al traffico che si fa attraverso i confini Austro-Sardi.

Viceversa tutte le riduzioni o restituzioni di dazio od altre concessioni per la importazione, esportazione od il transito delle merci, che il Governo Sardo accordasse in avvenire ad altri Stati, verranno da per sè e gratuitamente accordate all'Impero d'Austria.

Quindi in nessun caso le merci introdotte od esportate attraereso i confini Austro-Sardi nel territorio doganale d'Austria, non verranno colpite da màggiori od altri dazi di quelli che verranno imposti alle merci che fossero introdotte od esportate per la via del mare od attraverso i confini fra il Regno Lombardo-Veneto e gli altri Stati d'Italia.

Reciprocamente in nessun caso le merci introdotte od esportate nel territorio doganale di Sardegna attraverso i confini Sardo-Austri, non verranno colpite da maggiori od altri dazi di quelli che verranno imposti alle merci che fossero introdotte od esportate per la via del mare od attraverso gli altri confini del territorio doganale del Rezno di Sardegna.

#### XVI.

Per dare al traffico dei rispettivi distretti confinanti quelle facilitazioni che i bisogni del commercio giornaliero esigono, le Alte Parti contraenti hanno convenuto come segue:

- 1.º Saranno esenti dal dazio tanto d'entrata quanto d'uscita nel commercio attraverso i confini Austro-Sardi in ambidue gli Stati:
- a) Tutte le quantità di merci per le quali il totale dei diritti da riscuotersi importa meno di 5 centesimi.
- b) Erbe di pascolo, fieno, paglia, strame, muschio per imballaggio o per calefatare, foraggi, ginnchi e canne comuni, rasperelle, piante vive (piantoni e magliuoli di vitr), grani in covoni, legumi in erba, lino e canape non battuti.

- e) Alveari con api viventi.
- d) Sangue di bestiame.
- e) Uova di ogni genere.
- Latte anche se coagulato.
- g) Carboni di legna, carboni fossili, torba e carboni di torba.
- A) Pietre da fabbrica e di cava, pietre da lastricato e da unino, e pietre ordinarie da arrotare, coti greggie da afiliare falci o falciuole, tutte quelle scalpellate o no per altro non molate, nè tagliate in lastre, scoria, ghinia, sabbia, calce e gesso crudo, marna, argilla, ed in generale ogni qualità di terre ordinarie da mattoni e peutole, pipe, stoviglie.
  - i) Mattoni.
- k) Crusca, sansa (feccia di olive interamente secca) panetti di noce ed altre focaccie prodotte con rimasugli di vegetabili,.
   frutti e semi oleosi cotti o torchiati.
- f) Cenere dirannata e cenere di carbon fossile, concime (anche guano) fondacci, sciacquature, vinaccie (grappo o feccia di uve) resti di malto, iottami di merci di pietra o di argilla, calia d'oro e d'argento (spazzatura d'orofici), fango.
  - m) Paue e farina in quantità di . 10 chilogrammi Castagne . 10 id.
    Carne fresca . 4 id.
    Formaggi, burro fresco . 2 id.
    Patate . 100 id.
- 2.º I prodotti naturali di quella parte delle possessioni dei sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti, che mediante la linea confinante Austro-Sarda fosse separata dai rispettivi casali o fabbrielhe, potranno essere portati esenti dal dazio di useita e di entrata a questi casali o fabbrielhe.

Mediante questa stipulazione non vengono punto alterate le stipulazioni maggiormente favorevoli dei Trattati sussistenti riguardo si proprietarii misti,

#### XVII.

Potranno essere nominati e stabiliti dei Consoli, Vice-Consoli

ed Agenti per la protezione del commercio di ciascuna delle Alte Parti contraenti in tutti i porti e piazze di commercio dell'altra, dove già risiedono dei Consoli di altri Stati, o dove, secondo le leggi, le convenienze e l'uso, sia ammessa la residenza di Consoli ed altri Agenti stranieri.

Questi funzionarii godrauno nel paese della loro residenza degli stessi diritti, privilegii e poteri dei quali godono quelli delle azioni più favorite, ma non entreranno in attività, e nel godimento dei diritti e privilegii loro spettanti se non dopo avere ottenuto! e sequalar del Governo territoriale nelle forme a lui consuete.

Nel caso in cui i detti Consoli od Agenti volessero esercitare il commercio saranno soggetti alle stesse leggi ed usi ai quali sono assoggettati gl'individui privati della loro nazione nel luogo dove risiedono.

#### XVIII.

I Consoli, Vicé-Consoli ed Agenti, in quanto fossero autorizati dai loro Governi ad intervenire come giudici od arbitri delle questioni civili derivanti da contratti fatti tra i capitani e gli equipaggi dei bastimenti della loro nazione, non potranno essere impediti nell' esercizio di tali funzioni, e le autorità locali non potranno ingerirsene, salvo il caso in cui la condotta del capitano o dell'equipaggio esigesse, secondo le leggi e prescrizioni del paese dove trovansi, una siffatta ingereraza.

Questi funzionarii riceveranno eziandio dalle Autorità locali tutta l'assistenza che potrà legalmente essere ad essi accordata, e che viene accordata ai funzionarii delle più favorite nazioni per la restituzione dei disertori dei bastimenti da guerra o mercantili dei loro paesi rispettivi.

#### XIX.

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria assecondando il desiderio di Sua Maestà il Re di Sardegua consente ad estendere le stipulazioni del presente Trattato al Principato di Monaco posto sotto il protettorato di Sua Maestà Sarda, in quanto vi siano applicabili, e verso reciprocità da parte di detto Principato.

# XX.

Il presente Trattato viene stipulato per la durata di cinque anni dal giorno in cui saranno scambiate le ratifiche.

Ove non venga disdetto da alcuna delle Alte Parti contraenti un anno prima della cessazione, s'intenderà prolungato per un quinquennio, e così di seguito si riterrà confermato nell'avvenire ogni volta per cinque anni, ove un anno prima dello spirare di ogni quinquennio non venga disdetto da alcuno degli Stati contraenti.

#### · XXI.

È riservata a S. A. R. l'Arcidnea Duca di Modena ed a S. A. R. l'Infante di Spagna Duca di Parma la facoltà di accedere al presente Trattato.

#### XXII.

Il presente Trattato sarà ratificato, e le ratifiche verranno scambiate in Vienna nel termine di quattro settimane decorribili dal giorno d'oggi, e più presto, se fia possibile.

In fede del che i Plenipotenziarii delle Alte Parti contraenti l'hanno sottoscritto, e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in Vienna il diciotto ottobre mille ottocento cinquant' uno.

A. Di Revel, ... F, Schwarzenberg, ... A. Baungartner (L. S.) (L. S.) (L. S.)

### ARTICLE SÉPARÉ.

1.º Non saranno reputati derogare al principio di reciprocità che forma la base del presente Trattato:

a) I premii che i rispettivi Governi accordano, o accordassero ai loro nazionali in riguardo dei bastimenti mercantili di nuova costruzione eseguita nel paese, in quanto questi premii non consistessero in esenzioni o facilitazioni riguardo ai diritti di porto, o riguardo ai dazili per le merci condotte su quei bastimenti.

b) Le immunità accordate a diverse compagnie inglesi e russe, dette l'achi-Clubs.

e) Le immunità accordate nell'Anstria ai battelli a vapore del Lloyd Austriaco a cagione della speciale loro relazione coll'Imperiale Istituto delle Poste; e reciprocamente le immunità eguali che il Governo Sardo potrebbe accordare alle compagnie incaricate del servizio postale.

 d) I vantaggi e favori che venissero concessi ad altri Stati in consegnenza di una completa unione doganale.

 e) I vantaggi e favori che venissero concessi nell'Impero d' Austria ad altri Stati della Lega Germanica riguardo ai peculiari rapporti di federazione esistenti coi medesimi.

 f) Le speciali immunità che godono in Austria i sudditi Ottomani in base degli antichi Trattati non applicabili ad altre nazioni.

Il presente articolo separato avrà la stessa forza e valore che se fosse stato inserito verbalmente nel Trattato di questo giorno. Esso sarà ratificato, e le ratifiche ne saranno scambiate nel medesimo tempo.

A. DI REVEL. - F. SCHWARZENBERG. - A. BAUMGARTNER.

Annexe A

à l'art. XIV § 5 du Traité de commerse et de navigation entre le Sardaigne et l'Autriche, signé à Vienne le 18 octobre 1851,

DENOMINAZIONE DEGLI OGGETTI	IMPORTO DEL DAZIO PER L'IMPORTAZIONE				
	MISURA DELL'	INPORTO DEL DAZIO			
	OGGETTO DAZIATO	Siorini	carant.*	TARA LEGALE	
f° Pesci, caustacei ed altre restie acquatiche.	,				
Freschi tanto vivi che morti (macellati) ca- stori, rane, conchigiie vive, lumache, ostri- che, tartarughe, ed in generale tutti i crustacei     Monogasione. Blorché debbano daziarui nesci	I centinaio sporco	1	30		
vivi d'acqua dolce non introdotti per la via del mare la recipienti con acqua, da co- sideraria la metà del poso sporco, come il peso dei pesci da datiari. Qualera il pesarii fosse impossibile, deter rilevara il capacità del re- cipiente e calcolarii un enere di Vienna uguale a 120 finni sporco.					
<ul> <li>b) — Arringhe, cospettoni, salacche, baccalà, budelle salate di pesce</li> </ul>	1 centinaio netto	4	30	13 in botti	
c) — Pesci preparati, cioè disseccati, salati, affu- micati e marinati non denominati a parte .  2º FRITTA ORBINARIE.	f centinaio netto	4	. {	13 in botti 9 in cesti 4 in baffe	
	1 centinaio sporco		10		
<ul> <li>b) — Preparate, cioè disseccate al fuoco od all'aria, tagliate in fette od in altro modo sminuz- zate, marmellata cotta senza zucchero, ed olive salate</li> </ul>	1 centinaio sporco		45		
Annosusione, Le frutta confezionate in altra guisa saranno da trattarsi come cibi preparati   confetture.					
c) — Frutta secche rivestite di colori (proibite nell' importazione )	4 centinaio netto	2	30 }	9 in ceste 4 in balle	
d) - Castagne, noci e noccioli	1 centinaio netto	3	45		

DENOMINAZIONE DEGLI OGGETTI	1MPORTO DEL DAZIO PER L'IMPORTAZIONE				
	MISTRA DELL'	IMPORTO DEL DAZIO		TARA LEGALE	
	OGGETTO DAZBATO	florini	carant.		
e) Frutta candite	4 centinaio netto	20		20 in botti o cass 13 in ceste 6 in balle	
3º BESTIAME DA NACELLO.				l m banc	
a) — Buoi e tori	un capo	4	2		
b) — Vacche e manzi oltre due anni		2			
ε) Vitelli sotto l'anno ,			25		
<ul> <li>d) — Pecore e capre, cioè pecore, montoni, cas- trati, capri, e becchi.</li> </ul>			45		
e) — Agnelli e capretti		2	10		
() — Maiali		1			
g) — Porchetti da latte sotto 40 libbre .	,		5	-	
4° BESTIE DA TIRO.					
a) — Cavalli e poledri		3	1		
b) — Muli ed asini		4	ъ		
5° LEGENS PRESCRI E SECCHI.					
<ul> <li>a) — Civaia ( legumi freschi ) cioè carcioli , ce- triuoli, cavoli, verze, ravani, rape, spinacci, asparagi, radici ( commestibili) e funghi ad eccezione dei tartufi</li> </ul>			3		
b) — Fave, piselli, lenti, veccia, ceci			45	-	
c) — Ponti di terra			3		
6º LEGNANE DA COSTRUZIONE.					
a) — Legname da costruzione comune	100 piedi cubici		45		
b) - Leguame da costruzione nobile		1	5		

DENOMINAZIONE DEGLI OGGETTI	IMPORTO DEL DAZIO PER L'IMPORTAZIONE				
	MISCRA	IMPORTO DEL DAŽIO			
	OGGETTO DAZBATU	fiorini	carant.	TAPA LEGALE	
7° SAPONI R PROFUMERIE.					
a) — Sapone comune, cioè non profumato b) — Sapone profumato	t centinaia netto	15 15	30	16 in casse 6 in balle	
Annotazione. Saponi in recipienti non mag- giori di mezzo mosa di Vienna od in pezzi di non più di mezza libbra, oppure in tali recipienti che secondo la loro qualità sereb- bero tassati oltre 15 fiorio per centinazio saranno trattati quali merci di profinmeria.					
c) Merci di profumerio ( compresevi le acque odorifere)	1 centinaio netto	20	- 5	20 in botti o cass 43 in ceste 6 in balle	
Anustatione. 1. Velle merci di profumeria viene compress anche ogni qualità di accto, grasso, obto, e sapone profunate, altorche deste maierie siano consiente in recipional di non più di mezzo mana (od it sapone nia in pezzi non maggiori del posso di mezza lib- qualità verrebbero tassati con più di 15 fio- rial al custinato.	•				
Autotazione, II. Le merci di profumeria con- tenute in recipienti di metalli nobili o bijon- terie saranno trattate come chincaglierie fine.					
8º Terre di magnesia e di manganese.					
	l centinaio netto l centinaio sporco	5	5	16 in botti o casse 9 in ceste 6 in balle	
a) Petli erude comuni, cioè pelli hovime (di bi- sonte, buffato, bue, manzo, toro, vaeca , vitello (pelli cavalline), di cavallo. (po- ledro oundo), pelli di asoni, cammello, lasso, cane, mainle, camoscio, cervo, capriolo, cane, periodi periodi di periodi, castrato, pelli di pecore comuni (di pecora, castrato, pecora morta ed aguello ) pelli di capra o- comuni (di capra, becco, capretto) pelli di					
	4 centinaio sporco	*	25		

DENOMINAZIONE DEGLI OGGETTI	IMPORTO DEL DAZIO PER L'IMPORTAZIONE					
	ngg	DELL' ETTO DA			DAZIO 2.182	TABA LEGAL
b) Pelli crude non nominate a parte	1 00	ntinajo	netto	2	30	15 in botti o c 9 in ceste 6 in balle
40. Vetro in lastre ordinarie verde o bianco		*		5	>	23 in botti o c 13 in ceste o ce
11. Libri, carte (scientifiche), misiche		>		3	-	43 in botti o c 6 in ceste 4 in balle
Association. I. I libri con figura saranos tratali cono libri, se i figura sono legare, cucire, inqualeranse, ed appartengeno al li- bro medelmo. In caso contrar lo figura verramo datate seprelatmento ed., alborcha- tica opera arab datatato cono figura esta cata. Associatione. II. I libri legari la di cui le- portar è munito di fermagni ed altri cons- cioni di cono lavori di carta non nominazi a parte- tati come lavori di carta non nominazi a parte-						

Procès verbal de la signature du Traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et l'Autriche du 18 octobre 1851.

L'anno del Siguore mille ottoeento cinquant'uno li diciotto ottobre, ed in una delle sale dell'I. R. Ministero degli affari esteri i sottoscritti Conte Adriano Di Revel, Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario di S. M. il Re di Sardegna, ecc., Priniope Felice di Schwarzenberg, Ministro Presidente e Ministro della Casa Imperiale e degli affari esteri, ecc., Cavaliere Andrea Di Baumgartner, Ministro del commercio, industria e pubbliche costruzioni, ecc., convenuti all' oggetto di firmare il Trattato di commercio e navigazione fra la Sardegna e l'Austria in data d'oggi conchinso in forza dei loro rispettivi piemi poteri, prima di addivenire a questo atto hanno di comune accordo emessa la seguente dichiarazione:

Non ostante il termine di quattro settimane prefisso nel suddetto Trattato pello scambio delle ratifiche, questo scambio dovrà avere luogo simultaneamente con quello delle ratifiche della Convenzione che si sta negoziando in Torino fra le Alte Parti per la repressione del contrabbando, essendo precisa intenzione dei due Governi, che, qualora quella negoziazione non avesse il desiderato successo, e la Convenzione non fosse firmata nello spazio di sei settimane devorribili dal giorno d'oggi, il Trattato di commercio e navigazione in data d'oggi abbia a considerarsi come non avventuo, e di nessun valore.

Inoltre, non ostante il trattamento sul piede della nazione la più favorita assicurato alla Sardegna nel Trattato di quest'oggi, resta però inteso fra i Plenipotenziarii delle Alte Parti contreneti che il Governo Sardo non pretenderà alla partecipazione dei favori speciali accordati dall'austria al Ducato di Modena colla Convenzione del 23 gennaio 1848, ed estesi al Ducato di Parma col proclama del 23 settembre 1849, e continuati di poi in via amministrativa, quantunque la Convenzione suddetta abbia cessato di essere in vigore.

Qualora poi questi favori attualmente accordati ai due Ducati fossero prolungati oltre un anno decorribile dal giorno d'oggi, la Sardegna avrà diritto a parteciparvi pienamente.

Nel convenire di questa stipulazione il Plenipotenziario Sardo riserva pienamente al suo Governo la facoltà di aderire o no a questa condizione; laonde, qualora il Governo Sardo credesse di non poterla accettare, esso sarà libero di ricusarla, e di rifiutare perciò il suo assenso al Trattato, senzache possa essergiene fatto carico dal Governo Imperiale, stante la presente precisa riserva del Plenipotenziario Sardo.

pel caso non presumibile che il Trattato di commercio e navigazione fra la Sardegna e l'Austria conchiuso: il giorno dogivenisse ratificato e pubblicato prima dell'attivazione della mora tarifia daziaria generale Austriaca, si dichiara dai sottoscritti Plenipotenziarii Austriaci in forza dei loro Penipoteri, che contemporaneamente alla pubblicazione di questo Trattato verrà pure pubblicata la facilitazione riguardante gli olii d'oliva ad uso tecnico, mescolati con dioi di trementina, ed espressa nell' annotazione seconda all'articolo 28, lett. b del progetto della tariffa predetta.

In fede del che i Plenipotenziarii suddetti hanno firmato il presente processo verbale unitamente al Trattato, e l'hanno munito dei loro sigilli.

Vienna, li diciotto ottobre mille ottocento cinquant'uno.

(Ratifié le 1.er novembre 1851. – L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne le 22 février 1852.

## LIX.

1851. 22 nocembre

### TURIN.

Convention pour la répression de la contrebande sur le Lac-Majeur, sur le P6 et sur le Tessin, entre S. M. le Roi de Surdaigne, et S. M. l'Empereur d'Autriche.

Sua Maestà il Re di Sardegna, Sua Maestà l'Imperatore d'Austria volendo reprimere il frequente contrabbando che si commette nelle acque dei rispettivi dominii del Lago Maggiore, del Ticino, e del Po, hanno ordinato che si prendessero tra i due Governi gli opportuni concerti affine di rinnovare la Convenzione del 4 dicembre 1834, introducendovi quei miglioramenti e quelle modificazioni che l'esperienza ha consigliati, e ciò anche in esecuzione dell'art. 5° degli articoli separati e addizionali del Trattato di pace del 6 agosto 1849; e perciò hauno nominato a loro Plenipotenziarii, cioè Sua Maesta il Re di Sardegua, il Cavaliere Luigi Cibrario, Cavaliere dell'Ordine Civile di Savoia, Commendatore dell'Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro, Senatore del Regno; Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, il Conte Rodolfo Appony, Ciambellano di S. M. I. R. A., Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario d'Austria presso S. M. il Re di Sardegna, i quali, dopo lo scambio dei rispettivi pieni poteri che si sono riconosciuti regolari, hanno convenuto e stipulato gli articoli seguenti:

ı.

Tutte le harche, qualunque ne sia la Nazione, le quali navigando nel Lago Maggiore, o sui fiumi Ticino e Po entrano nelle acque comprese nei dominii Sardi e Austriaci per proseguire il viaggio lungo il corso del Lago o dei fiumi anzidetti a qualsivoglia destinazione, indipendentemente da ciò a cui fossero tenute in forza dei Regolamenti di sanità e di polizia, debbono essere soggette alla visita degli uflizi di Dogana, per assicurarsi che avendo sese a bordo sale, tabacco, ed altri generi di privativa, questi generi siano destinati ad essere recati ai magazzini appartenenti alle Finanze di alcuno dei Governi confinanti; il che dovrà essere comprovota da regolari documenti.

Se le barche provengono dal Lago Maggiore in direzione verso le rispettive sponde Sarde od Austriache, la visita come sopra dovrà effettuarsi soltanto a richiesta degli agenti di finanza di quello dei due Stati alle cui sponde si troveranno più vicine le barche.

Entrando le barche nelle parti del Ticino o del Po soggette ai dominii Sardo ed Austriaco, qualunque ne sia la provenienza e destinazione, la visita ha luogo all'uflicio che s'incontra più prossimo al punto d'ingresso; epperò dovranno i conduttori farne la dichiarazione al primo uffizio di Doggana, sotto le penecomminate dalle rispettive leggi per la tentata introduzione in fende.

Qualora i patroni, proprietarii, o conducenti di esse barche si proponessero alla visita prescritta da questo articolo, si farà luogo contro di essi all'applicazione delle pene portate dai veglianti Regolamenti, secondo la qualità dei casi, e la gravità dei fatti.

١.

Nessuna barca, senza distinzione della qualità del carico, può approdare in altro luogo fuocrebi in quello ove trovasi stabilito un utilizio daziario, e nei limiti determinati dai seguali che vi sono collocati dall'utilicio stesso col mezzo di pali indicatori, ossi sipiti. Auche in detti luoghi uon si potrà intraprendere, usimatin piti. Auche in detti luoghi uon si potrà intraprendere, usimatin piti. Auche in detti luoghi uon si potrà intraprendere, usimatin piti. Auche in detti luoghi uon si sotto tittarprendere qualitati dal Ricevitore dell'ufficio.

ш.

È vietato espressamente a qualunque barca, 1.º di prender terra,

bordeggiare, gettar l'àncora, o softernarsi con qualsivoglia altro mezzo, fuori degli stabiliti luogli d'approdo, tanto nelle acque del Lago Maggiore entro la distanza di 200 metri dalla sponda Sarda ed Austriaca, quanto nelle parti Sarda ed Austriaca, quanto nelle parti Sarda ed Austriaca, averne prima ottenuta l'autorizzazione, la quale sarà conceduta soltanto per quei punti che possono essere sorvegliati da un nifizio di Dogana, e per quel tempo che si riputerà da esso necessario. 2.º di collocare, odi introdurre fra la barca e la spiaggia oriva piecoli battelli, o qualunque altro mezzo natante che possa servire al trasporto del carico a terra, o viceversa da questa alla nave.

IV.

Nelle premesse disposizioni s'intendono compresi, per gli effetti della presente Convenzione, i seni, canali, ed isole esistenti nei fiumi Po e Ticino.

ĮV.

Qualunque barca il cui ponte fosse congiunto alla riva od alla sponda o in altra maniera avesse preso terra, si considera come realmente approdatavi, e quindi incumberà al conduttore o conduttori l'obbligo di adempiere alle dichiarazioni daziarie prescriba dai Regolamenti generali per la dovuta verificazione dell'ufficio.

VI.

La dichiarazione del carico, ossia dei generi, sara presentata subito dopo l'approdo, ed in un termine non maggiore tutt'al più d'un'ora; avrà quindi tosto luogo la visita del carico giusta i Regolamenti generali.

Qualora le merci o generi fossero dichiarati per una destinazione di scarico diversa da quella del lnogo d' approdo, e per cui si voglia proseguire il viaggio per acqua, i conduttori o proprietarii dorranno ivi munirisi di bulletta a cauzione, vincolata al certificato d' arrivo delle merci all'utilicio della dichiarata destinazione, se questa sarà per un panto dei due dominii Sardo od Austriaco, oppure all'ultimo uffizio del confine d'acqua dell'uno o dell'altro dominio rispettivamente, se le merci fossero destinate, all'estero, sotto l'osservanza inoltre delle forme, caustele e condizioni stabilite per le spedizioni di transito. I conduttori e proprietarii delle barche i quali, dopo seguito l'approdo, ripartissero col loro carico senza essere muniti della prescritta bulletta a cauzione, incorreranno nella pena di una multa di lier trecento.

#### VII.

I molini posti tra il Thalweg dei fiunii Po e Ticino e la sponda Sarda od Austriaca si considerano come situati rispettivamente nel territorio Sardo od Austriaco, e sono soggetti all'esereizio degli agenti di Finanze dello Stato nelle cui acque si trovano: se vi si riuvengono generi, merci, o altri oggetti pei quali uno siano stati adempiuti i Regolamenti di Finanza, si procederà al loro sequestro el agli altri atti occorrenti per l'accertamento legale della contravvenzione.

### VIII.

Qualunque approdo, scaricamento o deposito di merci, ancoraggio, bordeggiamento, trasbordo o stazionamento in luogo illecito, o non autorizzato, sarà considerato per una violazione della linea doganale, e quindi darà luogo alle pene stabilite per fatto di contrabbando.

## IX.

Sono eccettuati dalle precedenti disposizioni i casi di forza maggiore, i quali reudessero assolutamente necessario l'approdo, lo scarico, l'ancoraggio, il hordeggiamento, il trasbordo e lo stazionamento vietati, legalmente provati in concorso dell'Autorità giudiziaria o locale: verificandosi pero un accidente di forza maggiore dovrà esser dato immediato avviso al più prossimo uffizio di Dogana nel termine di un'ora dacchè ebbe luogo il fatto vietato, a cura dei conduttori; in difetto del che nou sarà ammessa giustificazione alcuna.

### X.

I porti, ed ogni altro mezzo di tragitto, sotto qualsivoglia denominazione, sui fiumi Po e Ticino, ed egualmente il loro carico, o trasporto, sebbene reeato sopra carri, barre, vetture e simile sono essi pure soggetti alle presenti disposizioni per ciò che concerne l'approdo, le dichiarazioni, lo scarico, l'ancoraggio o stazionauento, il bordeggio ed il trasbordo.

Nel caso di contravvenzione, oltre le pene incorse dai passeggieri, proprietarii o consegnatarii degli oggetti, i conduttori dei detti porti, o altri mezzi natanti incorreranno, per la loro specialità, nella multa di lire trecento.

### XI.

Se non è presentata la dichiarazione nel modo e nel termine ordinati dai precedenti articoli 5 e 6, o se la dichiarazione si scopre infedele od inesatta, si procederà, per l'applicazione delle pene stabilite per simili contravvenzioni, a tenore dei Regolamenti generali.

#### XII.

Per le trasgressioni di polizia rimangono fermi i veglianti relativi Regolamenti.

#### XIII.

Sarà in facoltà dei due Governi di stabilire tanto sul Lago Maggiore, quanto sui fiumi Ticino e Po, delle imbarcazioni di guardie onde meglio assicurare l'esecuzione delle intese cantele, e la repressione e punizione delle frodi e contravvenizioni. Nell'escreizio della sorveglianza nel Lago Maggiore gli agenti di Finanza dei due Stati non potranno approssimarsi a minor distanza di 200 metri alla riva dello Stato costipulante: e in quanto ai fiuni Po e Ticino non potranno, sotto aleun pretesto, approdure; sono eccettuati naturalmente il caso di forza maggiore, e quello di feriai di barche, merci o persone fatti dagli agenti di Finanza d'uno Stato sulle acque di dominio dell'altra Potenza, e sulle isole dei fiunii Po e Ticino, per cui occorre la consegna all'uffizio di Dogana di quest'ultima: è infine similmente eccettuato il caso in cui gli agenti dei due Governi fossero concorsi simultaneaumente all'arresto.

. Nel caso di questo simultaneo concorso il prodotto delle contravvenzioni sarà diviso per nguale porzione fra le due Amministrazioni.

Il procedimento sarà formato nello Stato alla cui sponda sarà più prossimo il luogo dell'arresto, e secondo le leggi in esso vigenti, seuza che per l'incerta pertineuza all' uno od all'altro dominio, del sito o dell'isola, in cui avrà avuto luogo il sequestro degli oggetti per parte degli agenti di Finanza di ambidue i Governi, e anche di un solo di essi, possa farsi od animettersi eccezione alcuna.

## XIV.

Qualunque mercanzia od altro genere, che provenendo da paese estero passerè in transito per gli Stati Sardi alla Lombardia Austriaca, o viceversa dalla Lombardia Austriaca, o viceversa dalla Lombardia Austriaca passerà in transito agli Stati Sardi, sortendo dai confini di terra o di acqua in contatto dei rispettivi territorii, non sarà ammesso a ricevere lo scarico delle bullette a cauzione in prova della legale consumizone del transito, secondo è prescritto dai rispettivi vigenti Regolamenti, quando prima la spedizione non sia stata debitamente e regolamente presentata e dichiarata all'ulficio dognale d'ingresso nello Stato a cui è diretto il transito, e da quest'ufficio non ne sia stato riconoscinto ed attestato l'arvivo nello spazio di tempo assegnatovi, e la segnitane dichiarazione in corrispondenza della bulletta di transito.

In cousequenza l'ufficio Sardo o l'ufficio Lombardo, designato per l'inscita del transito, compiute che avrà le proprie ispezioni per accertare l'integrità della spedizione, qualora non vi trovi legale motivo d'altro procedimento a termini dei veglianti generali Regolamenti, dovrà sulla bulletta apporre il Visto per la presentazione al vicino nifficio dell'altrui Stato d'ingresso, notando il giorno e l'ora dell'invio, e prefiggendovi all'arrivo il tempo misurato alla distanza da percorrersi.

### XVI.

L'ifficio d'ingresso a cui deve presentarsi la bulletta del transito ne riceve la dichiarazione, ed iu base di essa e delle ispezioni sue proprie a termini dei rispettivi Regolamenti, ove non gli insorgano legali eccezioni, appone il Fisto alla bulletta che ritira de emette il estrificato d'arrivo, conforme all'art. 14, citando in esso il numero e la data del ricapito, o del registro nel quale sarà stato preso atto regolare della ricevita dichiarazione.

### XVII.

I certificati d' arrivo saranno preparati in istampa, riempiti a mano nei vacui, muniti di legale impronto delle rispettive Dogane, stesi e firmati dal Capo d'uffizio e dal Controllore, o da chi ne fa le veci, e si comporranno di tre essemplari. L'uno di questi sarà rilasciato indilatamente all'intestato nella bulletta di transito, e per esso al conduttore, a loro giustificazione. Il secondo a rimetterà, a cura dell'ufficio estensore, insieme colla bulletta originaria entro il periodo, e non più tardi, di tre giorni, al vicino ufficio dell'altro confine dal quale si fece l'invio del transito. Il terzo esemplare che formerà la matrice delle anzidette due bullette (certificati) sarà trattentuto dall'ufficio estussore, dal quale infine d'ogni mese dovrauno trasmettersi tutte le matrici scritturate alle rispettive amministrazioni provinciali di Dogana per i dovuti

confronti coi ricapiti o registri delle dichiarazioni relative, e per i conseguenti efletti di ratifica o di eccezione che le dette Autorità si scambieranno reciprocamente di mese in mese.

#### XVIII.

Mediante il certificato rilasciato alla parte come sopra, la consumazione del transito si ha pre giustificata a scioglimento delle prestate cauzioni. E quindi, dietro il ricupero della bulletta di transito, ed il ricevimento contemporaneo del secondo esemplare di certificato che l'ufficio dell'arrivo trasmette all'altro d' uscita, quest'ultimo ne compie gli atti di scarico colla enissione della finale bulletta di eisti del transito o con quegli altri incumbenti cui sia tenuto in forza dei Regolamenti generali verso gli altri uffizii mittenti.

## XIX.

Se per qualunque accidente la spedizione di transito non arrivi all'ufficio assegnato per l'ingresso entro il tempo prefisso nella bulletta, il certificato non potrà accordarsi quando nello stesso termine non venisse notificato al suddetto ufficio l'accaduto impedimento, e non ne fosse contemporaneamente giustificata la causa di forza maggiore con documento steso avanti l'Autorità lecale, o altro pubblico ufficio. Sarà egualmente ricusato il rilascio del certificato, qualora dalla visita delle merci ne risultino divarii, tanto nella qualità, che nella quantità, nel qual caso ne verrà accertato il fatto, e rilevate le differenze in processo verbale, coll'intervento del proprietario, dell'intestato nella bulletta di transito, o del conducente, da emettersi in doppio esemplare, uno dei quali verrà ceduto ad esso conducente, e l'altro spedito all'ufficio prossimo che ha vidinata l'uscita del transito dallo Stato di provenienza, per gli opportuni provvedimenti per conto ed interesse del proprio Governo.

I posti ossiano uffizii di dogana per i quali sarà lecito di effettuare i transiti, sotto l'osservanza delle presenti disposizioni, sono i seguenti:

dagli o per gli Stati Sardi	dalla o per la Lombardia Austriaco
Intra Arona	LAVENO ANGERA
CASTELLETTO	SESTO CALENDE
S. MARTIN TICINO S. MARTIN SICCOMARIO	PONTE NUOVO DI MAGENTA BORGO TIGINO
S. PIER D'ARENA	SPESSA

### XXI.

Qualora a termine dei vigenti generali Regolamenti sia facoltativo ad alcuno degli anzidetti uffizii di permettere che ivi le merci o derrate pervenute dall'estero vengano dichiarate di transito onde secire direttamente per acqua a destinazione di qualunque tlegli Stati stranieri che non sia altro dei Governi contraenti, la bulletta di transito da emettersi dovrà essere di rigore assegnata a riportare il certificato d' arrivo e di scarico, ossia la reversale, dall'ultimo ufficio, che si troverà all'estremo punto della frontiera coll'estero.

### XXII.

In maneanza di presentazione delle merci di transito all'inficio assegnato a certificare l'arrivo, o di n. nancanza del certificio assegnato a certificare l'arrivo, a l'in maneanza del certificato per fatto di rifiuto alla concessione, giustificato a termini delle presenti disposizioni, non sarà scaricata la bulletta di resito, ne potrà aver luogo il rilascio della finale bulletta d'esito di cui all'articolo 18, ed i contravventori incorreranno nelle pene comminate dai veglianti Regolamenti in cansa di non ripor-

tata reversale di scarico, ossia di non riportata bulletta d' uscita del transito.

### XXIII.

Saranno intieramente esenti da ogni tassa, o altra esazione, i certificati di cui all'art. 17.

## XXIV.

È riservata a S. A. R. l'Arciduca Duca di Modena, ed a S. A. R. l'Infante di Spagua Duca di Parma la facoltà di accedere alla presente Convenzione.

### XXV.

La presente Convenzione sara ratificata nel termine di quattro settimane, e più presto se sarà possibile; ed avrà la medesima durazione che il Trattato di commercio segnato a Vienna in data del 18 ottobre prossimo passato.

In fede del che i rispettivi Plenipotenziarii l'hanno munita della loro firma, e vi hanno apposto il loro sigillo.

Fatto a Torino il giorno ventidue del mese di novembre mille ottocento cinquant'uno.

(L. S.) CIBRARIO. . (L. S.) APPONY.

1852, 25 janeter.

#### TURIN.

Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 28 novembre 1839, entre le Royaume de Sardaigne et les Royaumes Unis de Suède et de Norwège.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et

Sa Majesté le Roi des Royaumes Unis de Suvide et Norwège galement animés du désir de consolider et d'étendre les relations commerciales qui existent entre Leurs. États respectifs à leur avantage réciproque et convainces que ce but ne saurait être atteint sans donner de nouveaux développemens aux facilités mutuellement concédées par le Traité de commerce et de navigation conclunerte Leurs Gouvernemens le 28 novembre 1839, sont couvenus de conclure une Convention additionnelle au Traité précité, et out à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Sardaigne le sieur Camille Benso Comte de Cavour, membre de la Chambre des Députés, son Ministre de la Marine, de l'Agriculture et du Commerce, chargé du portefeuille des Finances, et

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège, le sienr Charles Comte Wachtmeister son Chargé d'affaires anprès de la Cour de Sardaigne, Chevalier du Lion Néerlandais;

Lesquels après avoir échangé leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

#### I.

A dater du 1.<sup>et</sup> mai 1852 les fers, les euivres, et les poissons secs et salés de toute espèce provenant des Royaumes Unis de Suède et de Norwège, seront assimilés, pour les droits à payer lors de leur importation dans les États de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, aux mêmes produits provenant de tout autre pays placé sur le pied de la nation la plus favorisée.

TE

Par conséquent les réductions de droits accordées à la Grande Bretagne par le Traité du 27 février 1851 sur les produits mentionnés dans l'article précédent, telles qu'elles sout indiquées dans la Note annexée à la présente Convention, seront étendues aux mêmes produits provenant des Royaumes Unis de Suède et de Norwège; de même toute réduction de droit qui pourra être ultrérieurement accordée par le Gouvernement Sarde sur les mêmes objets sera également étendue à ceux de provenance Suédoise ou Norwégienne.

III.

En échange de ces avantages Sa Majesté le Roi de Snède et de Norwège s'enegage de son côté à assimiler toutes le provenances du sol et de l'industrie du Royaume de Sardaigne aux mêmes produits provenant du sol on de l'industrie des nations qui jouissent en Suède et en Norwège du traitement le plus priviégié; de sorte que les objets provenant du sol et de l'industrie du Royaume de Sardaigne ne payeront d'aurtes ou de plus forts droits que les mêmes objets provenant du sol et de l'industrie de tout autre pays.

IV.

En vertu du même principe les faveurs ou réductions de droit qui par des Traités antérieurs ont été concédées aux produits d'autres nations lors de leur importation en Suède et en Norwège, seront également d'tendues aux mêmes produits provenant des Etats Sardes; de même que ces produits participeront de tous les avantages qui en matière de droits de donane ou de navigation, pourront être accordés à l'avenir à ceux de toute autre nation.

### V.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège s'engage en ontre a n'appliquer, dans aucun cas, tant que durera la présente Convention, aux produits du sol et de l'industrie du Royaume de Sardaigne les surtaxes qui en vertu de la législation existante en Suède et en Norwège pourront être imposées aux produits d'au tres nations.

## VI.

Dans le cas que les réductions de droits accordées jusqu'ici dans les ports du Royaume de Suècle aux bâtimens nationaux à l'importation de certains articles de provenance transatlautique, venaient, après l'époque fixée pour leur abolition, à être rétablies ou que d'autres faveurs analogues fussent accordées à la navigagation nationale, les bâtimens Sardes y participeraient pendant' toute la durée de la présente Convention.

#### VII.

Si par suite des révisions que pourront suhir successivement les tarifs aujourffuii en vigueur en Suède et en Norwège les droits qui frappent actuellement le sel marin à son importation dans les ports des Royaumes Unis venaient à être réduits de 30 pour cent, alors le traitement accordé en vertu de la présente Convention aux objets dont il y est fait mention, provenant du sol et de l'industrie des Royaumes Unis de Suède et de Norwège lors de leur importation dans les États Sardes, serait, par ce fait, étendu à toutes les provenances du sol et de l'industrie des deux Royaumes Unis, de sorte que ces produits ne payeraient, lors de leur importation dans les États Sardes, d'autres ni de plus forts droits que les mêmes produits provenant de tout autre pays.

La présente Convention considérée comme additionnelle au Traité du 28 novembre 1839, sortira ses effets à dater du 1-ce mai 1832 et restera en vigueur pendant trois ans à dater, du même jour et au delà de ce terme ultérieurement jusqu'à l'expiration de 12 mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets. Sa cessation éventuelle ne portera aucun préjudice à la continuation du Traité de 1839.

## IX.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Naples dans l'espace de trois mois à dater du jour de sa signature ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin le 25 janvier. 1852.

NOTE ANNEXÉE à la Convention additionnelle au Traité du 28 novembre 1839 entre le Royaume de Sardaigne d'un côté et les Royaumes Unis de Snède et Norwège de l'antre, en date du 25 janvier 1852.

- a) Cuivre, en pains, en rosettes, en fonds de chaudière, en plaques, enivre ouvré et non ferré; réduction de moitié des droits actuels.
- b) Fers, fonte ouvrée simple, coussinets pour chemins de fer, fr. 8,00 au lien de fr. 15.00 les 100 kilogrammes. Fonte garnie d'autres métaux, fr. 12,00 au lien de fr. 25,00. Fer de première fabrication, rails fr. 10, 00 au lieu de fr. 16, 00 : de seconde fabrication fr. 15,00 au lieu de fr. 30,00; garni d'antres métaux fr. 20,00 an lien de fr. 40,00; ancres, canons, fr. 10,00 au lieu de fr. 20,00; instrumens propres aux arts mécaniques, fr. 12, 50 an lieu de fr. 25, 00; clons de toute espèce, chevilles etc. fr. 12, 50 an lien de fr. 25, 90, et de fr. 70, 00; machines et mécaniques fr. 5,00 au lieu de fr. 10,00 ; faux , fancilles on serpettes, fers à repasser etc. fr. 12,50 au lieu de fr. 25,00; enclumes, massues, soes de chargues fr. 10,00 au lien de fr. 20, 00; ressorts de voitures et similaires fr. 30, 00 an lieu de fr. 60,00; vis de fer de toute espèce fr. 12,50 au lien de fr. 25, 00; fils de fer fr. 10, 00 an lieu de fr. 20, 00 par 100 kilogrammes.
- c) Armes, blanches de toute espèce, réduction de moitié; canons de fusils de chasse fr. 1,00 an lien de fr. 2,00 la pièce; canons de pistolets fr. 0,35 an lien de fr. 0,75 la pièce.
  - d) Morse, réduction du 25 pour cent.

C. CAVOUR. C. C.te WACHTMEISTER.
(L. S.) (L. S.)

(Ratifiée le 30 mars 1852 — L'échange des ratifications a eu lieu à Naples, et porte la date du 25 avril 1852)

## LXI.

1852, 26 jansier.

#### TURIN.

Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs entre la Sardaigne et la Belgique.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté le Roi des Belges désirant assurer la répression des erimes et délits commis sur leurs territoires respectifs, et dout les auteurs ou complices voudraient échapper à la vindicte des lois en se réfugiant d'un Pays dans l'autre, out résolu de conclure une Convention d'extradition et out à cet effet mani de leurs pleinspouvoirs, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Chevalier Maxime Tapparelli d'Azeglio, Chevalier Grand Cordon de Son Ordre des Saints Manrice et Lazzare, Chevalier de l'Ordre Civil de Savois, décoré de la médaille du mérite militaire, Grand' Croix de l'Ordre de Léopold de Belgique, de la Légion d'Honneur de France, et de plusieurs Ordres étrangers, Colonel de Cavalerie, Président du Conseil des Ministres, Son Ministre Servéaire d'État pour les affaires étrangères, Surintendant Général des Postes et Notaire de la Couronne.

El Sa Majesté le Roi des Belges, le Sieur Henri de Brouckère Officier de Son Ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, Chevalier Grand Cordon de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand' Croix et Commandeur de plusieurs Ordres étrangers, son Ministre d'État, et Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Sardaigne;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants. Les Gouvernemens Sarde et Belge s'engagent à se livrer réciproquement les sujets Belges réfugiés en Sardaigne, et les Sardes réfugiés en Belgique, et mis en accusation, on condamnés, pour l'un des crimes ou délits ci-après énumérés, par l'un des tribunaux de celui des deux Pays où les faits aurout été commis.

Ces crimes et délits sont :

- Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol;
  - 2.º Incendie:
- 3.º Faux en écriture, y compris la contrefaçon des billets de banque et effets publics;
  - 4.º Fausse monnaie;
    - 5.º Fanx témoignage;
- 6.º Vol, escroquerie, concussion, soustraction commise par des dépositaires publics;
  - 7.º Banqueroute frauduleuse.

11.

Si des individus étrangers aux deux États venaient à se réfugier d'un Pays dans l'autre, après avoir commis un des crimes on délits énumérés dans l'article précédent, leur extradition devra aussi être réciproquement accordèc, toutes les fois que le Gouvernement du Pays auquel ils appartiement y aura donné son assentiment, lequel assentiment sera demandé par le Gouvernement qui réchamera l'extradition.

III.

Si l'individu réclamé est poursuivi, ou se trouve détenu pour un crime ou délit commis dans le Pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée, jusqu'à ce qu'il ait été acquitté par une sentence définitive, on qu'il ait subi sa peine. L'extradition ne sera accordée que sur la production d'un arrêt de condamnation on de mise en accusation délivré en original on en expédition authentique, soit par un Trabunal, soit par une antre Autorité compétente du Pay3, qui demande l'extradition dans les formes prescrites par la législation du Gouvernement réclamant.

### V.

L'étranger réclamé pourra être arrêté provisoirement dans les deux Pays, pour l'un des faits mentiounés à l'art. 1. aur l'exhibition d'un maudat d'arrêt, délivré par l'Autorité compétente et expédié dans les formes prescrites par les lois du Gouvernement réclamant. Cette arrestation aura lieu daus les formes, et suivant les règles prescrites par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

L'étranger arrêté provisoirement sera mis en liberté, si dans le terme de trois mois il ne reçoit notification d'un arrêt de mise en accusation on de condamnation.

### VI.

Il est expressément stipulé que l'individu dont l'extradition aura éré accordée, ne pourra daus aucun cas être poursuiv ou puni pour aucun crime ou délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait counexe à un semblable crime ou délit, ni pour aucun autre nou prévu par la présente Convention.

### · VII.

L'extradition ne pourra avoir lieu, si, depuis les poursuites, ou la coudamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du Pays où l'étranger se trouve. Les objets dont l'Indavidu à extrader se serait mis en possession par suite du crime ou du délit, les instruments on outils dont il se serait servi pour le commettre, ainsi que toute autre pière de conviction, le tout sàisi en sa possession, seront remis en même tems que s'effectuera la remise de l'individu.

## IX.

Les communications nécessaires pour s'entendre sur les extraditions qui font l'objet de la présente Convention se feront par la voie diplomatique, à l'exclusion de tonte correspondance directe entre les Autorités judiciaires des deux Pays.

#### X.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, resteront à la charge de chacun des deux États, dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport et autres sur le territoire des États intermédiaires seront à la charge de l'État réclamant. Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que designera l'Agent diplomatique on consulaire accrédité par le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

## XI.

La présente Convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux Pays.

Elle est couclue pour cinq ans, et continuera à être en vigneur pendant cinq autres années, dans le cas où six mois avant l'expiration du premier terme, aucun des deux Gouvernements n'aurait déclaré y renoncer, et ainsi de suite de cinq ans en cinq ans. Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Turin, dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les deux Plénipotentiaires ont signé la présente Convention en double original, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Turin le 26.ème jour du mois de janvier de l'an mil huit cent cinquante deux.

(L. S.) AZEGLIO. - (L. S.) H. DE BROUCKÈRE.

(Ratifiée le 10 mars 1852. — L'échange des ratifications a en lieu à Turin le 11 du même mois)

# LXII.

1852, 3 février

### PARIS.

Convention sanitaire entre la Sardaigne, la France, et les Puissances maritimes de la Méditerranée.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne; Sa Majesté l'Empereur d'Autriese; Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux Siciles; Sa Majesté la Reine des Espagnes; Sa Sainteté le Pape; le Prince Président de la République Française; Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande; Sa Majesté le Roi de la Grèce; Sa Majesté la Reine de Portugal et des Algarves; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Son Altesse Impériale et Royale l'Archiduc Grand-Duc de Toscane; Sa Hantesse l'Empereur de Turquie:

Étant également animés du désir de sauwegarder la santé jublique dans leurs États respectifs, et de fariliter, autant qu'il dépend d'Eux., le développement des relations commerciales et maritimes dans la Méditerranée, et ayant reconan qu'un des moyens les plus efficaces pour amenre ce résultat était d'introdnire la plus grande uniformité possible dans le régime sanitaire observé jusqu'ici, et d'alléger ainsi les charges qui pèsent sur la navigation, ont, chaenn dans ce but, chargé deux Délégués, réunis en conférence à Paris, de discuter et poser les principes sanitaires sur lesquels ils ont senti le besoin de s'entendre.

Le travail de la conférence ayant été approuvé par Eux, ils ont résolu de négocier une Convention spéciale, suivie d'un Règlement sanitaire international, et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigue, M. Magnetto, Chevalier de l'Orde de S. ts. Maurice et Lazare, et de l'Orde National de la Légion d'Honneur, Consul général de Sardaigne à Lyon; et M. Ange Bô, Chevalier de l'Ordre des S.ts Maurice et Lazare, Officier de a Légion d'Honneur, Président de l'Accadémie Royale de médecine et des sciences naturelles de Gênes, et professeur de médecine à l'Université de la même ville.

- Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, . . . . .
- Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux Siciles, . . . Sa Majesté la Reine des Espagnes, . . . . .
- Sa Sainteté le Pape . . . . .

Le Prince Président de la République Française, M. Louis-Pélis-Etienne Marquis Turgot, Officier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre Royal de S.t Ferdinand d'Espagne de deuxième classe, Ministre au département des aflaires etrangères,

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, . . . . . .

- Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, . . . . .
- Son Altesse Impériale et Royale l'Archiduc Grand-Duc de Toscane,
- Sa Hantesse l'Empereur de Turquie . . . . . Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs

tronvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

#### 1

Les hantes Parties contractantes se réservent le droit de se prémunir, sur leurs frontières de terre, contre un pays malade ou compromis, et de mettre ce pays en quarantaine.

Quant aux arrivages par mer, Elles conviennent en principe:
1. D'appliquer à la peste, à la fièvre jaune et au choléra les

mesures sanitaires qui seront spécifiées dans les articles ci-après.

2. De considérer comme obligatoire pour tous les bâtiments la production d'une patente, sauf les exceptions mentionnées dans le Règlement sanitaire international annexé à la présente Con-

vention.

Tout port sain aura le droit de se prémunir contre un bâtiment ayant à bord une maladie réputée importable, telle que le typhus et la petite vérole maligne.

Les administrations sanitaires respectives pourront, sous leur responsabilité devant qui de droit, adopter des précautions contre d'autres maladies encore.

Il est bien entendu, toutefois, 1º que les mesures exceptionnelles mentionnées dans les deux paragraphes précédents, ne pourront être appliquées qu'aux navires infectés et ne compromettront, dans aucun cas, le pays de provenauce; 2º que jamais aucune mesure sanitaire n'ira jusqu'à repousser un bâtiment quelqu'i soit.

#### 11.

L'application des mesures de quarantaine sera réglée à l'avenir d'après la déclaration officiellement faite par l'autorité sanitaire instituée au port de départ, que la maladie existe réellement. La cessation de ces mesures se déterminera sur une déclaration semblable que la maladie est éteinte après, toutefois, l'expiration d'un défai fixé à trente jours pour la peste, à vingt jours pour la fièvre jaune, et à dix jours pour le choléra.

### ш.

A partir de la mise à exécution de la présente Convention, il invar plus que deux patentes, la patente brute et la patente n'ette; la première pour la présence constatée de maladie, la se-conde pour l'absence attestée de maladie. La patente constatera l'état hygénique du bâtiment. Un bâtiment en patente nette de les conditions seraient évidenment mauvaises et compromettantes, pourra être assimilé, par mesure d'hygène, à un bâtiment en patente brute, et sonmis au même régime.

#### IV.

Pour la plus facile application des mesures quarantenaires les hautes Parties conctractantes conviennent d'adopter le principe d'un minimum et d'un maximum.

En ce qui concerne la peste, le minimum est fixé à dix jours pleins, et le maximum à quinze.

Dès que le Gouvernement Ottoman aura complété dans les termes prévus par le Règlement annexé à la présente Convention, l'organisation de son service sanitaire, et que des mélecins Européens auront été établis, à la diligence des Gouvernements respectifs, sur tous les points où leur présence a été jugée nécessaire, les provenances de l'Orient en patente nette seront admises en libre pratique dans tous les ports des hautes Parise contractantes. En attendant, il est convenn que ces mêmes provenances arrivant en patente nette seront reçues en libre pratique après huit jours de traversée, lorsque les navires auront à bord un médécris ansitaire, et après dix jours quand lis n'en auront pas-

Le droit est réservé aux pays les plus voisins de l'Empire Ottoman, tout en continuant leur régime quarantenaire actuel, de prendre, dans certains cas, telles mesures qu'ils croiront indispensables pour le maintien de la santé publique.

En ce qui concerne la fièvre jaune, et lorsqu'il n'y aura pas en d'accident pendant la traversée, le minimum sera de cinq jours pleins, et le maximum de sept jours.

Ce minimum pourra être abaissé à trois jours lorsque la traversée aura dure plus de treute jours, et si le bâtiment est dans de bonnes couditions d'hygiène. Quand des accidents se seront produits, pendant, la traversée, le minimum de la quarantaine à

produits pendant la traversée, le minimum de la quarantaine à imposer aux bâtiments sera de sept jours, et le maximum de quinze.

Enfin, pour le choléra, les provenances des lieux où règnera cette mahdie, pourront être soumises à une quarantaine d'observation de cinq jours pleius, y compris le temps de la traversée; quant aux provenances des lieux voisins ou internédiaires notoirement compromis, elles pourront aussi être soumises à lue que rantaine d'observation de trois jours, y compris la durée de la

Les mesures d'hygiène seront obligatoires dans tous les cas et coutre toutes les maladies.

traversée.

v

Pour l'application des mesures sanitaires, les marchandises seront rangées en trois classes; la première, pour les marchandises soumises à une quarantaine obligatoire et aux purifications; la seconde, pour celles assujéties à une quarantaine facultative; la troisième, eufin, pour les marchandises exemptées de toute quarantaine.

Le Règlement sanitaire international spécifiera les objets et marchandises composant chaque classe, et le régime qui leur sera applicable, en ce qui concerne la peste, la fièvre jaune et le choléra. Chacune des hautes Parties contractantes s'engage à mainteuir ou à créer pour la réception des bâtiments, des passagers, des marchandises et autres objets sommis à quarantaine, le nombre de lazarets réclainé par les exigences de la santé jublique, par le bien-être des voyageurs, et par les besoins du commerce, le tout dans les termes énoncés par le Règlement sanitaire international.

### VII.

Pour arriver, autant que possible, à l'iniformité dans les droits santiaires, et pour n'imposer à la navigation de Leurs États respectifs que les charges nécessires pour couvrir simplement leurs frais, les hautes Parties contractantes, sous la réserve des exceptions prévues dans le Règlement sanitaire international, arrêtent en principe:

 Que tous les navires, arrivant dans mi port, paieront, sans distriction de pavillon, un droit sanitaire proportionnel sur leur tonnage;

 Que les năvires sonnis à une quarantaine paieront, en outre, un droit journalier de station;

 Que les personnes qui séjourneront dans les lazarets paieront un droit fixe pour chaque journée de résidence dans ces établissements;

4.º Que les marchandises déposées et désinfectées dans les lazarets seront assujéties à mue taxe an poids ou à la valeur.

Les droits et taxes mentionnés dans le présent article seront fixés par chaque Gouvernement, et signifiés aux antres Parties contractantes.

### VIII.

Afin d'amener également la plus grande mniformité possible dans l'organisation des administrations sanitaires, les hautes Parties contractantes conviennent de placer le service de la santé publique dans les ports de Leurs États qu'Elles se réservent de désigner, sous la direction d'un Agent responsable, nommé et rétribué par le Gouvernement, et assisté d'un Conseil représentant les intérêts locaux. Il y aurs, en outre, dans chaque pays, un service d'inspection sauitaire qui sera réglé par les Gouvernements respectifs.

Dans tous les ports où les Puissances contractantes entretienment des Gonsuls, un, on plusieurs de ces Consuls pourront étre admis aux délibérations des Consells sanitaires pour y faire leurs observations, fournir des renseignements, et donner leurs avis sur les questions sanitaires.

Tontes les fois qu'il s'agira de prendre une résolution spéciale à l'égard d'un pays, et de le déclarer en quarantaine, l'Agent consuliere de ce pays sera invité à se rendre au Conseil et entendu dans ses observations.

### IX.

L'application des principes généraux consacrés par les articles qui précèdent, et l'ensemble des mesures administratives qui en découlent, seront déterminés par le Règlement sanitaire international annexé à la présente Convention.

#### Х

La faculté d'accéder à la présente Convention et à son annexe est expressément réservée à tontes les Puissances qui consentiront à accepter les obligations qu'ils consacrent,

## XI.

La présente Convention et le Règlement sanitaire international y annexé auront force et vigueur pendant cinq années. Dans le cas où, six mois avant l'expiration de ce terme, ancune des hautes Parties contractantes n'aurait, par une déclaration officielle, annoncé son intention d'en faire cesser les effets en ce qui la concerne, ils resteront en vigueur pendant une année encore et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à due dénonciation.

### XII.

Il est bien entendu que les hautes Puissances contractantes s'engagent réciproquement les unes envers les autres pour tout ce qui concerne l'ensemble comme les détails de la présente Convention dont le Protocole demeurera ouvert à la signature des Plénipotentaiers respectifs.

#### XIII.

La présente Convention et son anuexe seront ratifiées suivant les lois et usages de chacune des hautes Parties contractantes, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention ainsi que son annexe et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait et conclu à Paris, le 3 février 1852.

Les Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne (L. S.) G. MAGNETTO. — (L. S.) D. ANGELO BO.

des Affaires Étrangères de France (L. S.) M. Turgot.

### ANNEXE.

## Règlement sanitaire international.

Conformément aux principes posés dans la Convention sanitaire qui précède, les hautes Parties contractantes ont adopté le Règlement général suivant pour être observé dans tous leurs ports de la Méditerranée et de la Mer Noire, et servir de base aux règlements particuliers de chaque pays; ces règlements, dont les Gouvernemens respectifs se communiqueront le texte, seront formulés de manière à établir dans le service sanitaire des différents pays la plus grande uniformité possible.

## TITRE I.

Dispositions générales.

1.

Conformément à l'art. 1 de la Convention, les mesures de précaution qui pourront être prises sur les frontières de terre seront: L'isolement.

La formation de cordons sanitaires.

L'établissement de lazarets permanents ou temporaires pour l'accomplissement des quarantaines.

۷.

Le droit accordé à tout port sain de se prémunir contre un bâtiment suspect ou malade pourra aller jusqu'à l'isolement du navire et l'adoption des mesures hygieniques que les circonstances rendraient nécessaires.

J.

Quelque soit le nombre des malades qui se trouveront à bord

et la nature de la maladie, un navire ne pourra jamais être repoussé, mais il sera assujetti aux précautions que commande la prudence, tout en conciliant les droits de l'humanité avec les intérêts de la santé publique.

Dans les ports qui n'out pas de lazaret, l'administration sanitaire locale déterminora si le bâtiment suspect ou malade doit être dirigé sur un lazaret-voisin, ou peut rester au monillage dans un lieu réservé et isolé, sons la garde de l'autorité sanitaire.

Il ne pourra être dirigé sur un autre lazaret qu'après avoir reçu les secours et soins que réclamerait son état ou celui de ses malades, et avoir obtenu les movens de continuer sa route.

#### ٨

La peste, la fièvre jaune et le choléra étaut, d'après la Conrention, les seules maladies qui entraînent des mesures générales et la mise en quarantaine des lieux de provenance, les précautions prises courte les autres maladies, quelles qu'elles soient, ne s'appliqueront jamais qu'aux seuls bâtiments suspects ou malades,

### TITRE II.

Mesures relatives au départ.

#### 5.

Les mesures relatives au départ comprendront l'observation, la surveillance et la constatation de l'état hagiénique des bâtiments qui en partent, de leurs cargaisons et vivres, de la santé des équipages; des renseignements, quand il y a lieu, sur la santé des passagers, et enfin les patentes de santé, et tout ce qui s'y rapporte. Ces observation, surveillance, constatation et vérification seront confiées aux autorités ci-après désignées (Titre VIII).

7

Tout bâtiment doit être, avant le chargement, visité par un délégué de l'autorité sanitaire, et soumis, s'il y a lieu, aux mesures hygiéniques jugées nécessaires.

8.

Le bâtiment sera visité dans toutes ses parties, et son état hygiénique constaté.

9.

Le chargement ne pourra avoir lieu qu'après cette visite et l'accomplissement des mesures préalables de propreté et de salubrité que l'autorité sanitaire jugera indispensables.

10.

L'autorité s'enquerra de l'état des vivres et boissons, et en particulier de l'eau potable, et des moyens de la conserver. Elle pourra s'enquérir aussi des vêtements de l'équipage, et, en général, de toutes les mesures relatives au maintien de la santé à bord.

11

Les capitaines et patrons seront tenus de fournir à cet égard à l'autorité sanitaire tous les renseignements, et toutes les justifications qui leur seront demandés.

12.

Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, et ne se croit pas suf-

fisamment éclairée par le capitaine, il pourra être procédé à une nouvelle visite après le chargement du navire, afin de s'assurer si toutes les précautions sanitaires et hygiéniques prescrites ont été observées.

## 13.

Les hommes de l'équipage seront visités par un médecin. L'embarquement de ceux qui seraient atteints d'une affection transmissible pourra être refusé par l'autorité sanitaire.

## 14.

Ces diverses visites devront être faites sans délai et de manière à éviter tout retard aux bâtiments.

### 15.

A l'égard des navires portant un pavillon autre que celui des pays dans lesquels ils sont mouillés, la visite et les constatations prescrites par les articles 9 à 14 inclusivement, seront faites par l'autorité sanitaire, de concert avec le Consul ou l'Agent consulaire de la nation à laquelle appartient le navien.

## 16.

Le nombre des passagers à embarquer sur les navires à voiles où vapeur, l'étendue de leurs logements et la quantité des approvisionnements de bord, suivant la durée probable du voyage, seront déterminés par des règlements particuliers dans les divers pays signataires de la Convention du 19 décembre.

### 17.

Les bâtiments de la marine militaire ne seront pas assujettis aux dispositions des articles précédents. Les bâtiments affectés au transport des personues, quel que soit leur tonnage, et tous les bâtiments d'une certaine capacité ou dont l'équipage se compose d'un certain nombre d'hommes, seront tenus de se munir d'un coffre avec les médicaments les plus indispensables et les appareils les plus ordinaires pour le traitement des maladies, et pour les accidents qui arrivent le plus fréuemment à bord des navires.

L'administration sauitaire supérieure de chaque pays fera rédiger le catalogue de ces médicaments et appareils, ainsi qu'une instruction détaillée sur la manière de les employer.

#### 19.

Les patentes de santé ne seront délivrées à l'avenir qu'après l'accomplissement desformalités spécifiées dans le présent Règlement.

#### 20.

Serout, en temps ordinaire, dispensés de se numir d'une patente de santé: 1º les hataux-pérèures, 2º les bateaux-pilotes; 3º les chaloupes du service des douanes, et les bâtiments gardes-côtes; 4º les unvires faisant le cabotage entre différents ports du même pays, et qui seront déterminés par les réglements locaux.

21.

Chaque bâtiment ne pourra avoir qu'une seule pateute.

# 22.

Les patentes de santé seront délivrées au nom du Gouvernement territorial par l'autorité sanitaire, pourront être visées par les Consuls, et feront foi dans tous les ports des hautes Parties contractantes. Outre le nom de navire, et celui du capitaine ou patron, et les renseignements relatifs au tonnage, aux marchandises, aux hommes d'équipage, aux passagers, etc., la patente mentionnera exactement l'état sanitaire du lieu, tel qu'il résulte des renseignements reucillis par l'autorité sanitaire, et l'état hygérique de bâtiment.

S'il y a des malades à bord, il en sera fait mention.

La patente devra contenir enfin tous les renseignements qui peuvent éclairer l'autorité sanitaire du port de destination, et la mettre à même de se faire une idée aussi exacte que possible de la santé publique au point de départ et environs, de l'état du navire et de sa cargaison, de la santé des équipages et de celle des passagers.

Sont considérés comme environs les lieux en rapport habituel avec le port de départ, et faisant partie de la même circonscription sanitaire.

### 24.

La patente sera, pour toutes les nations contractantes, conforme au modèle annexé au présent Règlement.

### 25.

Lorsqu'il régnera, au point de départ ou aux environs, une des trois maladies réputées importables et transmissibles et que l'autorité sanitaire en aura déclaré l'existence, la patente donnera la date de cette déclaration.

Elle donnera de même la date de la cessation quand cette cessation aura été constatée.

### 26.

Conformément aux dispositions de l'article 3 de la Convention, la patente ne pouvant être que nette on brute, l'autorité sanitaire devra toujours se prononcer sur l'existence ou la non-existence de la maladie an point de départ. Le doute sera interprété dans le sens de la plus grande prudence, et la patente sera brute.

27

Sauf le système des Teskéres tant qu'il sera jugé nécessaire dans l'empire Ottoman, il ue sera pas exigé de bulletins de santé individuels pour les passagers et les hommes d'équipage.

Toutefois l'autorité sanitaire pourra exiger pour cenx des passagers dont la sauté serait suspecte, et pourrait devenir compromettante, le certificat d'un médecin connu, à ce autorisé, et il en sera fait mention sur la pateulé.

L'autorité sanitaire pourra même s'opposer à l'embarquement d'un passager dont la santé serait compromettante pour les autres.

28.

La patente de santé ne sera considérée comme valable que si elle a été délivrée dans les quarante-huit heures qui ont précédé le départ.

Si le départ est retardé, la patente devra être visée par l'autorité qui l'a délivrée, laquelle mentionnera si l'état sanitaire est resté le même, ou s'il a éprouvé quelque changement.

29.

Elle ne cesserait pas d'être considérée comme nette lors même que, dans le lazaret du pays, existeraient un ou plusienrs cas d'une maladie réputée transmissible et importable.

TITRE III.

Mesures sanitaires pendant la traversée.

M.

Tout bâtiment en mer devra être entretenu en bon état d'aération et de propreté.

74

A cet effet, chacune des Nations contractantes fera rédiger, dans le plus bref délai, une instruction pratique et suffisamment détaillée prescrivant les mesures de propreté et d'aération à observer en mer.

31.

Les capitaines et patrons seront tous munis de cette instruction et devront s'y conformer, autrement ils pourraient être considérés, à l'arrivée, comme étant en patente brute, et traités en conséquence.

· 32.

Les bâtiments à vapeur assujetits à la patente, qui se livrent au transport des voyagents, seront tenus d'avoir un médecia sanitaire à bord. Ce niédecin aura pour mission spéciale de veiller à la santé des équipages et voyageurs, de faire prévaloir les règles de l'hygiène et de rendre compte à l'arrivée des circonstances du voyage.

Il sera tenn, en ontre, de consigner avec exactitude et, antant que possible, jour par jour, sur un registre ad hoe toutes les circonstances qui peuvent être de nâture à intéresser la santé publique, en notant, avec un soin tout particulier, les maladies observées, les simples accidents même ainsi que le traitement appliqué et ses suites.

Le mode de nomination des médecins de bord sera déterminé par les Gonvernements respectifs.

33.

A défant de médecins, les renseignements relatifs à la santé seront recueillis par le capitaine ou patron et inscrits par lui sur son livre de bord.

Il sera tenu note exacte de toutes les communications arrivées en mer, pour en être rendu compte à l'arrivée. 34.

Tout capitaine ou patron qui relâchera dans un port et y entrera en communication, sera tenu de faire viser sa patente par l'autorité sanitaire, et, à défaut de celle-ci, par l'administration chargée de la police locale.

35.

Il est interdit aux autorités sanitaires de retenir dans les ports de relàche, la patente délivrée au point de départ.

36.

En cas de décès arrivé en mer, après une maladie de caractère suspect, les effets d'habillement et de literic qui aurraient servi au malade dans le cours de cette maladie seront brûlés, si le navire est au mouillage, et, s'il est en route, jetés à la mer, avec les précautions nécessaires pour qu'ils ne puissent surraiger.

Les autres effets du même genre dont l'individu décédé n'aurait point fait usage, mais qui se seraient trouvés à sa disposition, seront immédiatement soumis à l'évent ou à toute autre purifieation.

## TITRE IV.

Mesures sanitaires à l'arrivée.

37.

Tout bâtiment sera à l'arrivée soumis aux formalités de la reconnaissance et de l'arraisonnement.

38.

Toutefois, lorsque l'état sanitaire sera positivement sain, les

navires venant d'un port à un autre port du même pays pourront, en vertu des règlements sanitaires particuliers à chaque pays, être affranchis de l'arraisonnement sanitaire.

## 39.

Pourront également, en temps ordinaire, être affranchis de l'arraisonnement par voie de déclaration échangée entre les Nations contractantes, tontes les provenances ou des provenances déterminées allant de l'un des deux pays dans les ports de l'autre.

## 40.

La reconnaissance et l'arraisonnement seront faits par l'agent que l'autorité sanitaire déléguera à cet effet.

Les résultats en seront consignés sur un registre spécial.

## 41.

Ainsi qu'an départ, les cas douteux, les renseignements contradictoires, scront toujours interprétés dans le sens de la plus grande prudence. Le bâtiment devra être provisoirement tenu en réserve.

## 42.

L'admission à la libre pratique sera précédée de la visite du bâtiment toutes les fois que l'autorité sanitaire le jugera nécessaire.

#### 40.

Lorsqu'il existera des malades à bord, ils seront à leur demande débarqués le plus promptement possible, et recevront les soins qu'exigera leur état.

## 44.

Si le navire, quoique muni d'une patente nette et n'ayant eu

pendant la traversée aucun cas de maladie, se trouvait, par la nature de sa cargaison, par son état d'encombrement ou d'in fection dans des conditions que l'agent de la santé jugerait susceptibles de compromettre la santé publique, le navire pourra être tenu en réserve jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'autorité sanitaire.

La décision devra être rendue dans les vingt-quatre heures.

#### 45

Selon les conditions de salubrité du navire, l'autorité sanitaire pourra, si elle le juge convenable, ordonner comme mesures d'hygiène:

Le bain et autres soins corporels pour les hommes de l'équipage;

Le déplacement des marchandises à bord;

L'incinération ou la submersion à distance dans la mer des substances-alimentaires et des boissons gâtées ou avariées, ainsi que des marchandises de nature organique fermentées ou corrompues;

Le lavage du linge et des vêtements de l'équipage;

Le nettoyage de la cale, l'évacuation complète des eaux et la désinfection de la sentine:

L'aération de tout le bâtiment, et la ventilation de ses parties profondes au moyen de la pompe à air, ou de tout autre moyen;

Les fumigations chloriques, le grattage, le frottage et le lavage des bâtiments;

Le renvoi au lazaret.

Quand ces diverses opérations seront jugées nécessaires, elles seront exécutées dans l'isolement plus ou moins complet du navire, selon la disposition des plages et des localités, mais toujours avant l'admission à la libre pratique.

A part les formalités de reconnaissance et d'arraisonnement, les bâtiments en transit appartenant aux hautes Parties contractantes seront dispensés dans les potts intermédiaires des formalités prescrites pour le départ et l'arrivée. Sauf les dispositions transitoires énoncées aux paragraphes 4 et de l'article 4 de la Convention concernant la Turquie d'Europe et d'Asie, ainsi que l'Egypte, tout bâtiment muni d'une patente nette, qui n'aura eu en mer ni accidents,' ni communications de nature suspecte, et qui se présentera dans des conditions hygiéniques satisfaisantes, sera immédiatement admis en libre pratique.

# TITRE, V.

Des quarantaines.

47.

Tout bâtiment arrivant en patente brute sera déclaré en quarantaine.

Pourra être mis en quarantaine tout bâtiment arrivant dans les conditions prévues par l'article 3 de la Convention, qui l'assimilent à la patente brute.

48.

Nulle provenance ne pourra être mise en quarantaine sans une décision motivée. Cette décision sera notifiée immédiatement au capitaine ou patron du bâtiment.

49.

Sauf la présence à bord de la peste, de la fièvre jaune, ou du choléra, un bâtiment aura toujours le droit de reprendre la mer, soit avant d'être mis en quarantaine, soit en cours de quarantaine.

La patente de santé lui sera rendue, s'il u'est pas arrivé au port de destination, et l'autorité sanitaire mentionnera, sur cette patente, la durée et les circonstances de son séjour, ainsi que les conditions dans lesquelles il repart. Un bâtiment pourra reprendre la mer, nonobstant la présence, à bord, de maladies ordinaires. Toutefois, l'autorité sanitaire devra s'assurer préalablement, si les malades pourront être convenablement soigués pendant le reste de la navigation; ceux qui voudraient rester au lazaret en aurout toujours le droit.

### 50.

La durée de la quarantaine sera la même pour le bâtiment, les personnes et les marchandises qui y sont assujettis.

Elle se distingue en quarantaine d'observation et en quarantaine de rigueur.

### 51.

La quarantaine d'observation datera pour les navires et tout ce qui se trouve à bord de l'instant où un garde de santé aura été mis à bord, et où les mesures d'aération et de purification auront commencé.

La quarantaine de rigueur datera, pour le bâtiment, les persounes et les choses à bord, du noment où les marchandies sujetties au débarquement auront été enlevées; pour les marchandises débarquées au lazaret, ou dans un lieu réservé, du commencement des purifications; pour les personnes débarquées, du moment de leur entrée au lazaret.

Une quarantaine commencée à bord pourra toujours être continuée au lazaret.

#### ə2. •

La quarantaine d'observation se bornera à tenir, en observation, pendant un temps déterminé, le bâtiment, l'équipage et les passagers, et elle n'entraînera pas le déchargement des marchandises au lazaret.

Elle aura lieu, pour les hommes, à bord du navire ou au lazaret, à la volonté des quarantenaires. Pendant sa durée, le bâtiment, tenu à l'écart et surveillé par des gardes de santé en nombre suffisant, sera simplement soumis, par mesure d'hygiène, à une aération convenable, aux lavages et aux soins de propreté générale.

### 53

La quarantaine de rigueur ajoutera à la quarantaine d'observation les mesures de purification et de désinfection spéciales, qui seront jugées nécessaires par l'autorité sanitaire,

Elle entraînera, en outre, dans les cas spécifiés par le présent Règlement, le débarquement au lazaret des marchandises de la première classe, et selon les circonstances et les règlements locaux, celui des marchandises de la deuxième classe (Art. 63 et 64).

## 54.

La quarantaine de rigueur ne pourra être purgée pour la peste que dans un port à lazaret. Celle qui est imposée à un navire pour cause de malpropreté, en vertu de l'article 3 de la Convention sanitaire, pourra être purgée dans une partie isolée d'un port quelconque.

#### 55.

La quarantaine pourra être purgée dans un port intermédiaire entre le point de départ et le port de destination, et, en apportant la preuve de cette quarantaine, le bâtiment sera admis à libre pratique.

#### 56.

Le temps de la traversée se comptera, pour tous les bâtiments, du moment du départ, constaté par le livre de bord et attesté par la déclaration du capitaine ou patron du navire. Tout bâtiment à bord duquel il y aura eu, pendant la traversée, un cas de l'une des trois maladies réputées importables et trausmissibles, sera de droit, et quelle que soit sa patente, considéré comme ayant patente brute.

## 58.

S'il y a eu un ou plusieurs cas de choléra pendant la traversée, ou pendant la quarantaine, cette quarantaine comptera du moment de l'arrivée et de l'exécution des mesures sanitaires: il ne sera pas tenu compte de la traversée.

## 59.

Sauf les exceptions temporaires irappelées ci-dessus (art. 46), les marchandises et objets matériels de toute sorte, arrivant en patente nette par un bâtiment en bon état et bien tenu, qui n'a en ni morts, ni malades suspects, seront dispensés de tout traitement sanitaire, et admis immédiatement à la libre pratique comme le hâtiment lui-mêue, les équipages et les passagers.

#### 60.

Sont exceptés les cuirs, les crins, les chiffons et les drilles. Ces marchandises pourront, mênie en patente nette, devenir l'objet de mesures sanitaires. L'autorité sera juge de ces mesures, et en déterminera la nature et la durée.

#### UI.

Sont également exceptés les marchandises et objets altérés, on décomposés.

Conformément au paragraphe 4 de l'article 45, l'autorité aura le droit de les faire jeter à la mer, ou d'en ordonner la destruction par le feu.

72

Les formalités à remplir dans ce cas seront déterminées par les règlements locaux.

62.

Conformément à l'article 5 de la Convention, et pour l'application des mesures sanitaires, les marchandises seront rangées, à l'avenir, en trois classes:

Composeront la première, et seront sommis, à ce titre, à une quarantaine obligatoire et aux purifications, savoir : les hardes et effets à usage, les drilles et duiffons, les cuirs et peaux, les plumes, crins et débris d'animaux en général, enfin la laine et les matières de soie:

Seront compris dans la denxième, et assujettis à une, quarantaine facultative, savoir: le coton, le lin et le chanvre;

Composeront la troisième, et seront, à ce titre, exempts des mesure quarantenaires, savoir : toutes les marchandises et objets quelconques qui ne rentrent pas dans les deux premières classes.

63.

En patente brute de peste, les marchandises de la première classe seront tonjours débarquées au lazaret, et sommises aux purifications.

Les marchandises de la deuxième classe pourront être livrées inmédiatement à la libre pratique, ou débarquées au lazaret pour être purifiées, suivant les circonstances et les règlements sanitaires particuliers de chacun des Pays contractants.

Les marchandises de la troisième classe étant déclarées libres pourront toujours être livrées immédiatement au commerce sons la surveillance de l'autorité sanitaire.

64.

En patente brute de fièvre janne, sans accident pendant la traversée, si cette traversée a été de plus de dix jours, les marehandises seront soumises par mesure d'hygiène à nue simple aération sans déchargement.

S'il y a en des accidents, on si la traversée a été de moins de dix jours, les marchandises pourront être l'objet des mêmes mesures quie patente brute de peste, c'est-à-dire débarquées au lazaret, et purifiées; nais cette mesure sera facultative et laissée à l'appréciation de l'autorité sanitaire.

#### 65

En patente brute de choléra, les marchandises ne seront assujetties à auenne mesure sanitaire particulière; le bâtiment sera senlement aéré, et les mesures d'hygiène, toujours obligatoires, seront observées.

#### 66.

Dans tous les cas de patente brute, les lettres et papiers seront soumis anx purifications d'usage.

## 67.

Toute marchandise, on objet quelconque provenant d'un lieu sain qui sera contenu dans une enveloppe scellée officiellement et d'une matière non assijettie anx mesures de purification, sera immédiatement admis en libre pratique, quelle que soit la patente du bâtiment.

Si l'enveloppe est d'une substance à l'égard de laquelle les mesures sanitaires soient facultatives, l'admission sera également facultative.

#### 00.

Les animaux vivants resteront soumis aux quarantaines et aux purifications en usage dans les différents pays. Tout bâtiment qui n'aura pas de patente lorsque, à raison du lieu de provenance, il devrait en être muni, pourra, selon les circonstances, être soumis à une quarantaine d'observation, ou de rigneur.

La durée de cette quarantaine sera fixée par l'autorité sanitaire. Elle ne pourra excéder trois jours, si le bâtiment vient d'un lieu notoirement sain, et s'il est dans de bonnes conditions hygiéniques.

Les cas de force majeure, ainsi que la perte fortuite de la pateute seront appréciés par l'autorité sanitaire.

## 70.

Tonte patente raturée ou surchargée sera considérée comme nulle et placera le navire dans les conditions prévues par l'article précédent, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre les auteurs des altérations.

## 71.

Si, pendant la durée d'une quarantaine, et quel que soit le point auquel elle soit parvenue, il se manifeste un cas de peste, de fièvre jaune, ou de choléra, la quarantaine recommencera.

## 72.

Outre les quarantaines prévues et les mesures spécifiées, tant par la Convention du 19 décembre, que par le présent Règlement, les autorités sanitaires de chaque pays auront le droit, en présence d'un danger inminent, et en dehors de toute prévision, de prescrire, sous leur responsabilité devant qui de droit, telles mesures qu'elles jugeront indispensables pour le maintien de la santé publique.

A défaut de bâtiments spéciaux à terre, elles pourront disposer

en lazarets des navires isolés et gardés de manière à empêcher toute communication avec l'extérieur.

# TITRE VI.

Des Lazarets.

## I.™ SECTION.

De l'institution et de la disposition des lazarets.

#### 73

La distribution intérieure des lazarets sera telle que les personnes et les choses appartenant à des quarantaines de dates différentes puissent être facilement séparées.

#### 4.

Des parloirs vastes et commodes permettront d'y recevoir les personnes du dehors qui voudront visiter les quarantenaires, sans préjudice des précautions nécessaires pour sauvegarder la santé publique.

Les grillages seront supprimés ainsi que tout ce qui pourrait influer d'une manière fâcheuse sur le moral des quarantenaires.

#### 75.

Des bâtiments, ou corps de bâtiments seront affectés dans les lazarets au service des malades. Ils seront disposés de manière à permettre la séparation des malades, et à assurer en nême temps les meilleures conditions d'hygiène, notamment l'aération. Il est interdit de se mettre en communication directe et immédiate avec les personnes et les choses suspectes, on réputées telles, qui sont en quarantaine. Outre les peines portées par les lois et règlements, quiconque aura été en contact avec ces personnes, on ces choses, sera déclaré en quarantaine, et considéré comme faisant partie de la même provenance, sauf les exceptions que l'autorité santiaire corieriat pouvoir admettre, et dont elle sera iuvel

#### 7

Tout lazaret doit être pourvu d'eau saine en quantité suffisante pour tous les besoins du service.

## 78.

Il y aura dans chaque lazaret, on dans ses dépendances, un endroit convenable destiné aux inhumations.

### II \* SECTION

Du personnel, de la surveillance et du service intérieur des lazarets.

## 79.

Les ports et les endroits réservés, affectés à la quarantaine des navires, les lazarets destinés à celle des passagers et des marchandises et les établissements quarantenaires en général seront placés sous l'autorité immédiate des administrations sanitaires.

### 80

Il y aura, dans chaque lazaret, un directeur ou agent responsable, des employés en nombre suffisant pour assurer la discipline sanitaire, et des gardes de santé chargés d'exécuter ou faire exécuter les mesures prescrites.

81.

Un médecin sera attaché au lazaret pour visiter et soigner les quarantenaires, et pour concourir par ses conseils à l'exacte exécution des mesures sanitaires.

82.

Les malades recervont dans les lazarets, sous le rapport religieux et médical, tons les secours et tous les soins que l'on donnerait à des malades ordinaires dans les établissements hospitaliers les mieux organisés, sauf à constituer en quarantaine les médecins et les personnes compromisés.

83

La faculté est laissée à chaque malade de se faire traiter par un médecin de son choix, autre que celui du lazaret; mais, dans ce cas, la visite du médecin étranger aura lieu en présence et sous la surveillance du directenr du lazaret.

Ce médecin devra faire chaque fois, par évrit, à l'office de santé, son rapport sur l'état de la maladie. L'administration enverra néanmoins, de temps en temps, son propre médecin pour visiter le malade, afin de connaître la nature de la maladie.

84.

Les personnes dont l'état de pauvreté sera constaté par l'autorité sanitaire seront non seulement admises, mais encore nourries et traitées gratuitement dans les lazarets.

85

Chaque lazaret aura un tarif établi par l'autorité, et revisé tri-

mestriellement, dans lequel le prix des vivres sera reglé au taux le plus modéré.

94

Les meubles et effets de première nécessité à l'usage des quarantenaires, leur seront fournis gratis par l'administration, immédiatement après leur entrée au lazaret.

8

Les visites sanitaires du médecin seront gratuites. Les quarantenaires ne payeront que les soins étrangers an service sanitaire.

88.

Outre ces règles générales, l'autorité sanitaire, tout en veillant à la préservation de la santé publique, sera tenue de prendre, par des règlements spéciaux, et selon les différentes localités, toutes les mesures convenables pour assurer antant que possible le bienètre des quarantenaires.

### III. SECTION.

Du traitement des marchandises, effets à usage et des dépêches dans les lazarets.

on

Les marchandises seront déposées dans des magasins spacieux, et parfaitement secs; elles y seront soumises à la libre circulation de l'air, et remuées de temps en temps.

Les balles et les colis seront ouverts, afin que l'air y puisse pénétrer.

Cette aération sera continuée durant toute la quarantaine.

Les marchandises appartenant à des quarantaines différentes seront séparées les unes des autres, et placées, autant que possible, dans des magasins différents.

45.1

Les peaux, les cuirs, les crins, les drilles et chiffons, les débris d'animaux, les laines et matières de sous seront placés dans des endroits éloignés des chambres occupées par les quarantenaires, ainsi que des logements des employés.

En cas d'infection notoire, de malpropreté ou d'altération, ces matières et les marchandises, en général, pourrout être sonnises à tel moven de purification que l'autorité sanitaire jugera nécessaire.

92.

Les substances animales et végétales en putrélaction ne pourront jamais être reçues dans les lazarets; elles seront brûlées, on jetées à la mer, conformément aux dispositions de l'article 61 du présent Règlement.

93.

Il y aura dans chaque lazaret des magasins destinés au dépôt des marchandises purifiées.

9 î.

Les effets des passagers devron: être, pendant la durée de la quarantaine, exposés à la ventilation dans des pièces séparées et appropriées à cet effet, sons la surveillance des gardiens.

L'autorité sanitaire veillera à ce que cette opération ne soit négligée dans aucune circoustance.

73

Les effets à usage, le liuge et tont ce qui aurait servi aux personnes mortes, ou atteintes de peste, devront être soumis à des purifications plus sévères, aux fumigations de chlore, à l'immersion dans l'eau de mer, à l'action de la chaleur, selon les circonstances et la nature des objets. Il en serait de même dans le cas de toute autre maladie contagieuse.

#### 94

Les lettres et les dépèches seront purifiées de manière à ce que l'écriture ne soit pas altérée.

## 97.

Cette opération aura lieu en présence du directeur du lazaret.

## 98.

Le droit est réservé aux Consuls, ou Représentants des Puissances étrangères d'assister à l'ouverture, et à la purification des lettres et dépêches qui leur seront adressées, ou qui seront destinées à leurs nationaux.

Le même droit est réservé à l'administration des postes.

### TITRE VII. .

Des droits sanitaires.

## 99.

Seront exemptés du payement des droits sanitaires déterminés par l'article 7 de la Convention: 1.º les bâtiments de guerre; 2.º les navires en relàche forcée, même lorsqu'il sont admis à pratique, pourvu qu'ils ne se livrent à aucune opération de commerce dans le port où ils abordent; 3º les bateaux-pècheurs; 4.º les navires dispensés de l'obligation de se munir d'une patente; 5.º les enfants au-dessous de sept ans, et les indigents embarqués anx frais du Gouvernement de leur Pays, ou d'office par les Consuls.

100.

Tout droit sanitaire quelconque, non mentionné dans la Convention, est formellement aboli.

## TITRE VIII.

Des autorités sanitaires.

-101.

Sauf les dispositions partienlières relatives à l'organisation sanitaire de l'Orient (Tit. IN), et conformément à l'article 8 de la Convention qui place les autorités sanitaires sous la direction immédiate du Gouvernement, ces autorités seront établies partout sur des bases uniformes, et se composeront: Le d'un agent responsable du Gouvernement; 2º d'un Conseil local.

102.

L'agent représentera essentiellement le pouvoir central. Il sera pris, autant que possible, dans le corps médical, et il anra le titre de Directeur de la santé.

103.

Le directeur ou agent sera le chef du service actif; il en aura la responsabilité. Tous les employés seront sous ses ordres. Il veillera à l'exécution des lois et règlements sanitaires; il reconconnaîtra on fera reconnaître l'etat sanitaire des bâtiments qui arriveront; il déliverea les patentes de santé à ceux qui partiront; il aura la direction et la surveillance des lazarets et ports de quarantaine. Le Conseil représentera plus particulièrement les intérèts locaux, et se composera des divers éléments administratifs et scientifiques qui peuvent, dans chaque pays, veiller le plus efficacement au maintien de la santé publique.

105.

Le directeur ou agent fera de droit partie du Conseil.

106.

Le Conseil exercera une surveillance générale sur le service sanitaire. Il aura spécialment pour mission d'éclairer le directeur ou agent, et de lui donner des avis sur les mesures à prendre en cas d'invasion, ou de menace d'invasion d'une maladie réputée importable ou transmissible; de veiller à l'exécution des réglements généraux on particuliers relatifs à la police sanitaire, et, au besoin, de dénouter au Gouverneuent les infractions ou omissions.

Il sera consulté sur toutes les questions administratives et médicales, et il concourra avec le directeur on agent à la préparation des règlements locaux on intérieurs.

107.

Le Conseil se rémira périodiquement aux époques que déterminere l'autorité supérieure, et il sera convoqué extraordinairement toutes les fois qu'nne circonstance relative à la santé publique paraîtra l'exiger.

108.

Le directeur ou agent, et le Conseil auront pour devoir de se tenir constamment informés de l'état de la santé publique. Ils entretiendront à cet effet, soit directement, soit par des délégués, de fréquents rapports avec l'administration communale, et en recevront toutes les communications nécessaires à l'accomplissement de leur mandat.

## 109.

En cas de dissidence entre le directeur ou agent et le Conseil, il en sera immédiatement référé au Gouvernement central; toutefois, s'il y a irrgence, le directeur ou agent, sous sa responsabilité, pourvoira aux dispositions provisoires qu'exigera la sauté publique, ou le service.

## 110.

Il y aura dans chaque Pays signataire de la Convention, un service d'inspection santaire. Ce service, réglé par les Gouvernements respectifs, consistera à visiter les ports du pays, à y prendre connaissance de la marche du service sanitaire, à tenir note des imperfections qui pourraient s'y rencontrer, et à les signaler au Gouvernement.

## 111.

Dans l'intérêt de la santé publique, et pour le bien du service, les autorités sanitaires des Pays respectifs signataires de la Convention du 19 décembre sont autorisées à communiquer directement entre elles, afin de se tenir réciproquement informées de tous les faits importants parvenus à leur connaissance, sans préjudice, toutefois, des renseignements qu'il est de leur devoir de fournir en même temps aux autorités compétentes, et aux Consulis.

## TITRE 1X.

Dispositions particulières à l'Orient.

## 112.

Outre les dispositions sanitaires communes et applicables à tous les pays signataires de la conférence, la Turquie d'Europe et la Turquie d'Asie, ainsi que l'Éygpte seront l'objet de dispositions particulières, destinées à prévenir le développement de la peste, à arrêter cette maladie quand elle existe, à la signaler, et à s'opposer à son introduction dans les autres Pays.

## 113.

Ces dispositions prises dans le double intérêt de l'Orient et des nations en rapport avec lui, consisteront dans le développement des institutions sanitaires établies par le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan, et dans la présence des médecins qu' entretiendront en Orient les Nations contractantes.

## I." SECTION.

Dispositions relatives à la Turquie.

## 114.

S. H. le Sultan promulguera une loi spéciale pour assurer l'existence, et régler les attributions des autorités sanitaires de son Empire, et en particulier du Conseil supérieur de santé de Constantinople, qui sera maintenu dans sou organisation actuelle.

## 115.

Placé à la tête du service sanitaire, le Conseil-supérieur de Constantinople en surveillera les différentes parties, et indiquera pour tout l'Empire les mesures d'hygiène publique, et de salubrité qui seront jugées nécessaires. Il rédigera les instructions qui s'y rapportent, et veillera à la honne exécution des dispositions prescrites, conformément aux indications de la conférence sanitaire internationale (procès-verbal 29 et annexes), et fixera les lieux où seront établis les divers agents du service sanitaire. Les Puissances intéressées seront représentées dans ce Conseil par des délégués en nombre égal à celui des fonctionnaires Ottomans, et ces délégués y auront voix délibérative.

### 117.

Le Conseil restera en possession de la prérogative de nommer lui-même, et de révoquer les employés sanitaires de tout rang.

### .118.

Les délégués étrangers accrédités auprés du Conseil, pris autant que possible parmi les hommes spéciaux, seront nommés par leurs Gouvernements respectifs.

## 119.

L'institution des médecincinspecteurs chargés de surveiller la marche du service sanitaire sera maintenue. Outre ceux qui existent en Syrie, et dans les pachaliks d'Erzeroum et de Bagdad, il en sera établi deux de plus: l'un pour la Turquie d'Europe, l'autre pour l'Asie Mineure. Ils auront leur résidence habituelle à Constantinople.

## 120.

Les offices sanitaires et les postes de préposés seront maintenus dans leur organisation actuelle. Le nombre des uns et des autres, les lieux où ils seront établis, leur circonscription et leur hiérarchie seront réglés par le Conseil supérieur de santé de Constantinople. Le droit de recevoir les provenances en pateute brute de peste est restreint aux seuls offices centraux; munis de lazaret.

## 122.

La faculté d'admettre en libre pratique les provenauces en patente nette sera maintenue aux postes de préposés, tant que la peste n'existera pas. Cette faculté cessera en temps de peste. Toutefois, ces postes conserveront, en tout temps, la faculté d'admettre les bâtiments de cabotage.

## 123.

Dans le plus bref délai possible, un Code des délits et des peines en mutière sanitaire, sera promulgué en Turquie par les soins du Gouvernement Ottoman.

Un tribunal spécial, dont l'institution sera concerté entre les hautes Parties contractantes, connaîtra à l'avenir de toutes les infractions aux lois et réglements sanitaires, et sera chargé de les juger, le tout sous la réserve expresse des dispositions consignées dans les capitulations, et sans qu'il puisse y être porté atteinte.

## IL SECTION.

Dispositions relatives à l'Egypte.

### 124.

L'intendance sanitaire d'Alexandrie, composée des meines éléments et établie sur les mêmes bases que le Conseil supérieur de Constantinople, aura des droits et des péréogatives semblables. Comme lui, elle veillera à la santé publique du pays, et à l'exécution des mesures qui s'y rapportent, tant à l'intérieur que sur le littoral. Des inspecteurs sanitaires et des médecins de bureaux seront établis et entretenns aux frais du Gouvernement Égyptien partout où ils seront jugés nécessaires. Les nus et les autres devront être munis de diplômes délivrés par les Universités d'Europe.

## III.º SECTION.

Dispositions relatives à l'Orient en général.

## 126.

Les patentes seront délivrées par l'office de santé, et visées par les Consuls compétents.

## 127.

Conformément à l'article 21 du présent Règlement, il sera formellement interdit à tout bâtiment quelconque d'avoir plus d'une patente.

## 128.

Le nombre des médecins sanitaires européens actuellement établis en Orient, sera augmenté jusqu'à concurrence de vingt-six, répartis en quatre arrondissements. Le Phissances signataires de la Convention se concerteront ultérieurement avec le Gouvernement de la Sublime Porte, pour l'exécution en commun de cette mesure.

## 129.

Les médecins sanitaires se divisent en médecins centraux et en médecins ordinaires. Les médecins ordinaires seront répartis suivant le tableau annexé au présent Règlement.

74

Il y aura un médecin central dans chacune des villes de Constantinople, Smyrne, Beyrouth et Alexandrie.

### 131

Sans avoir aucune suprématie sur ses collègues, le médecin central sera obligé, outre son service comme médecin sanitaire, de réunir et de coordonner en un rapport général les rapports partiels de son arrondissement. Ce rapport général sera adressé une fois par mois en l'urquie, deux fois par mois en Égypte, au Corps consulaire local, et au Conseil de santé.

### 132.

En cas de vacance, les médecins centraux seront de préférence pris, à l'ancienneté, parmi les médecins ordinaires du même arrondissement.

## 133.

Les médecins sanitaires européens établis en Orient conserveront toute leur indépendance vis-à-vis des autorités locales, et ils ne relèveront, quant à leur responsabilité, que des Gouvernements qui les auront institués.

### 134.

Les fonctions des médecins sanitaires consisteront: 1.º à étudier sous le rapport de la santé publique, le pays où ils se trouvent, son climat, ses maladies, et toutes les conditions qui s'y rattachent, ainsi que les mesures prises pour combattre ces maladies;

 A parcourir, à cet elfet, leurs circonscriptions respectives toutes les fois qu'ils le croiront utile; en Égypte aussi souvent que possible; 3.º A informer de tout ce qui a trait à la santé publique le médecin ceutral de l'arrondissement, le Corps consulaire, et, si besoin est, les autorités locales du pays, deux fois par mois en Turquie, toutes les senaines en Égypte.

Dans les cas d'épidémie ou de maladie suspecte quéleonque, ainsi que dans les cas extraordinaires en général, le médecin sanitaire expédiera sans délai un rapport spécial à toutes les autorités précitées, et à tous les médecins sanitaires et Consuls des circonscriptions voisines, et, au besoin, à quelques médecins et Consuls plus éloignés, auxquels ces informations pourraient être utiles.

Au surplus, ils seront tenus de se conformer, pour les détails, aux instructions annexées au présent Règlement.

### 135. .

En cas de soupcon de maladie contagieuse, les médecins sanitaires en informeront de suite l'office de santé, et vierversa; et, des ce moment, on établira une consultation médicale dont le, résultat sera immédiatement communiqué à toutes les autorités précitées.

#### 136.

De leur côté, les offices de santé, postes, députations, bureaux, etc., auront l'obligation de fournir aux médecins sanitaires, sur tout ce qui a trait à la santé publique, des renseignements réguliers écrits, et ils devront recevoir ces médecins dans les locaux de l'administration sanitaire toutes. les fois que ceux-ci jugeront à propos de sy rendre pour obtenir des renseignements, ou des éclaircissements verbaux.

## TITBE X.

Disposition relative à l'Amérique.

## 137.

Dans les pays sujets à fièvre jaune, qui appartiennent aux Puissances signataires de la Convention, et où ne serait pas établi déjà un service médical régulier, il sera institué, par les soins des Gouverneumts respectifs, des médecins sanitaires pour y étudies cette maladie, sou mode de production et de propagation; rechercher les moyens de la prévenir et de la combattre, en signaler l'apparition aux autorités, et constater sa cessation; pour y remplir enfin, officiellement, à l'égard de la fievre jaune, la mission qu'accomplissent, à l'égard de la peste, les médecins sanitaires de l'Orient.

## Article transitoire.

Quand le service des médecins sanitaires de l'Orient, tel qu'il est specifié, aura été réglé et partagé entre les Puissances contraciantes, chacune de ces Puissances nommera aux postes qui lui auront été assigués, et dont elle se sera chargée.

Toutefois, les médecins sanitaires établis par la France resteront personnellement en possession des postes qu'ils occupent, et ne seront remplacés par des niedecins appartenant à d'autres nations qu'en cas de vacance. La France se réserve également le droit d'opérer entre les médecins actuels telles mutations qu'elle jugerait utiles au bien du service.

Continueront d'être en vigueur dans les États des hautes Parties contractantes les dispositions sanitaires qui ne sont point contraires à la Convention qui précède, et au présent Règlement international.

Signé à Paris les mêmes jours et an que dessus.

Les Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Sardaigne:
G. MAGNETTO.
(L. S.)
(L. S.)
(L. S.)

Le Ministre des Affaires étrangères de France M. h TURGOT.

(L. S.)

Délivrée le du mois de matin,

## LXIII.

1852, 5 férrier

### TURIN.

Convention Consulaire entre la Sardaigne et la France.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et le Prince Président de la République Française, reconnaissant l'utilité de déterminer et fixer d'une manière edaire et définitive les droits, privilèges et immunités réciproques des Consids, Vier-Consuls, Chanceliers on Secrétaires, ainsi que leurs fonctions et les obligations anxquelles ils seront respectivement sommis dans les deux Pays, ont résolu de conclure une Convention Consulaire, et ont nommé à cet effet ponr leurs Pléinptoentaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne le Chevalier Maxime Tapparelli d'Azeglio, Chevalier Grand Cordon de son Ordre des Saints Maurice et Lazare, Chevalier de l'Ordre Civil de Savoie, décoré de la médaille du mérite militaire, Grand' Croix de la Légion d'Honneur, de l'Ordre de Léopold de Belgique, et de plusieurs Ordres étrangers, Colonel de cavalerie, Président du Conseil des Ministres, son Ministre Secrétaire d'État pour les affaires étrangères, Sur-Intendant Général des postes, et Notaire de la Couronne; et Le Prince Président de la République Française le sieur Charles His de Butenval, Grand Officier de la Légion d'Honneur, Chevalier Grand' Croix décoré du Grand Cordon de l'Ordre des Saints Mauriee et Lazare, Chevalier Grand' Croix de l'Ordre Impérial de la Rose du Brésil, décoré de l'Ordre Impérial Ottoman du Nichan Ifthiar de première classe, etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

Lesquels après s'être communique leurs pleins-ponvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit: Les Consuls Généraux, les Cousuls et Vice-Consuls nommés par la Sardaigne et la France seront réciproguement admis ét reconnus en présentant leurs provisions selon la forme établie dans les territoires respectifs. L'exquatur nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans frais, et, sur l'exhibition du dit exquatur, les Autorités administratives et judiciaires des ports, villes, on lieux de leur résidence les y féront jouir immédiatement des prérogatives attachées à leurs fonctions dansleur arrondissement Consulaire respectif.

II

Les Consuls Généraux, les Consuls et Vice-Consuls respectifs jouiront, dans les deux Pays, des privilèges généralement attribués à leur charge, tels que l'exemption des logemens militaires, et celle de toutes les contributions directes, 'tant personnelles que mobiliaires ou souptuaires, à moins toutefois qu'ils ne soient citoyens du Pays, ou qu'ils ne deviennent soit propriétaires, soit possessents de biens immeubles, ou enfin qu'ils ne fassent le commerce, pour lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particulières. Ces Agens jouiront en outre de l'immunité personnelle, excepté pour les faits et actes que la législation pénale des deux Pays qualifie de crimes, et punit comme tels; et s'ils sont négocians la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée, que pour les seuls faits de commerce, et no pour causes civiles.

Ils pourront placer, au dessus de la porte extérieure de leur maison, un tableau aux armes de leur ustiou, avec une inscription portant ces mots: Consul de Sardaigne, ou Consul de France; et aux jours de solemnités publiques, nationales ou religieuses, ils pourront aussi arborer sur la maison Consulaire un pavillon aux conileurs de leur Pays. Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais étre interprétés comme constituant un droit d'asile; mais serviront avant tout à désigner aux matelots ou aux nationaux Habitation Consulaire.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls et leurs Chaucellers ne pourront être sommés à comparaître comme ténoious devant les Tribunaux, Quand la justice du Pays aura besoin de prendre quelque déclaration juridique de leur part, elle devra la leur demander par écrit ou se transporter à leur domicile pour la recevoir de vive voix.

En cas de décès, d'empéchement ou d'absence des Consuls ou Vice-Consuls, leurs Chanceliers ou Secrétaires seront, de plein droit, admis à gérer, par intérim, les affaires des dits Consulats ou Vice-Consulats sans empéchement ni obstacle de la part des Autorités locales, qui leur donnerout, au ocntraire, dans ce cas, toute aide et assistance, et les feront jouir pendant la durée de leur gestion intérinaire de tous les droits, privilèges et immunités stipulées dans la présente Convention en faveur des Consuls Généraux. Consuls et Vice-Consuls.

## ш.

Les Archives, et en général tous les papiers de Chancellerie des Consulats respectifs seront inviolables, et sous aueun prétexte, ni dans aucun cas, ils ne pourront être saisis, ni visités par l'Autorité locale.

## IV.

Les Consuls Cénéraux, les Consuls et Vice-Consuls des deux Pays pourront sadresser aux Autorités de leur résidence, et au besoin, à défaut d'Agent diplomatique de leur nation, recourir au Gouvernement Suprème de l'État, auprès diquel ils exercent leurs fonctions, pour réclamer contre toute infraction qui aurait été commise par des Autorités ou fonctionnaires du dit État aux Traités ou Conventions existant entre les deux Pays, ou contre tout autre abus dont auraient. à se plaindre leurs nationaux, et ils auront le droit de faire toutes les déutarches qu'ils jugeraient uécessaires pour obtenir prompte et bonne justice. Les Consula Généraux et Consuls respectifs seront libres d'établir des Agens Consulaires ou Vice-Consuls dans les différentes villes, ports et lieux de leur arrondissement Consulaire, où le bien du service qui leur est confié l'exigera, saul bien entendu, l'apprebation et l'exequatur du Gouvernement territorial. Ces Agens pourront être indistinctement choisis patrui les citoyens des deux Pays, comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le Consul qui les aura nommés et sois les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront d'ailleurs des mêmes priviléget et immunités stipulées par la présente Convention, saul les exceptions consucrées par l'article II, et le cas pû ils seraient citoyens du Pays dans lequel ils résident.

## VI.

Les Consuls Généraux, les Consuls et Vice-Consuls respectifs auront le choix de recevoir dans leur Chancellerie, au domicile des parties, ou à bord des navires de leur Pays les déclarations et autres actes, que les capitaines, équipages, passagers, négociams ou citoyens de leur nation voudront y passer, mêne leur testament ou dispositions de dernière volonté, et tous autres actes notaries, alors même que les dits actes auraient pour objet de conférer hypothèque, dans lequel cas il leur sera appliqué les dispositions stipulées au § premier de l'article XXII du Traité du 24 mars 1760.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls respectifs auront en outre le droit de recevoir dans leurs Chancelleries tous actes conventionnels entre un, ou plusieurs de leurs nationaux et d'antres personnes du Pays où ils résident, et même tout acte conventionnel concernant des citoyens de ce dernier Pays seulement, pourvu, bien entendu, que ces actes aient rapport à des biens sittés, ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le Consul, ou l'Agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions des dits actes, dûment légalisées par les Consulat l'éco-Consuls, et monies du cachet officiel de leur Consulat feront foi en justice devant tous les Tribunaux, Juges et Autorités, soit en Sardaigne, soit eu France, au même titre que les originaux, et auront la même force que s'ils avaient été reçus par des notaires et autres fonctionnaires publics de l'un ou d' Fautre Pays, pourvu que ces actes soient passéis d'après les formes voulues par les lois de l'État auquel le Consul appartient, et qu'ils aient été cusaite soumis au timbre et à l'enregistrement ou insinaution, et à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le Pays où l'acte doit reveroir son exécution.

#### VII

Les Cousuls Généraix, les Consuls et Vice-Consuls respectif pourront, au décès de leurs nationaux, morts sans avoir testé, ni désigné d'exécuteur testamentaire,

- 1.º Apposer les scellés, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, sur les effets mobiliers et les papiers du définit, en prévenant d'avance de cette opération l'Antorité locale compétente qui pourra y assister et même, si elle le juge couvenable, croiser de ses scellés ceux qui auront été apposés par le Consul, et dès lors ces doubles scellés ne seront lerés que de roucert:
- 2.º Dresser aussi en présence de l'Autorité compétente du Pays, si elle croit devoir s'y présenter, l'inventaire de la succession;
- 3.º Faire procéder, asivant l'usage du Paya, à la vente des féts unbilites en dépendant; cufin administrer et liquider personnellement ou nommer, sous leur responsabilité, un Agent pour administrer et liquider la succession sans que l'Autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations, à moins qu'un ou plusieurs citoyens du Paya dans lequel serait ouverte la succession, ou les citoyens d'un tierce Puissance n'aient à faire valoir des droits dans cette même succession; car, dans ce cas, et s'il survient quelques difficultés entre les interesés, elles seront jugées

par les Tribunaux du Pays, le Consul agissant alors comme représentant la succession.

Mais les dits Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls seront tenus de faire annoncer la mort du défant, daus une des gazettes qui se publient dans l'étendue de leur arroudissement, et ils ue pourront faire la délivrance de la succession, ou de son produit aux héritiers légitimes, on à leurs mandataires qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le définit pourrait avoir contractées dans le Pays, ou qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date du décès, sans qu'aucune réclamation ait été présentée contre la succession.

## VIII.

En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et dechargement des navires, la sûreté des marchaudises, biens et effets, les citoyens des deux Pays seront respectivement sounis anx lois et statuts du territoire; cependant les Consuls Genéraux, Consuls et Vice-Consuls respectifs seront exclosivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous les différends qui surviendraient entre les hommes, le capitaine et les officiers de l'équipage; mais les Autorités locales pourront intervenir, lorsque les désordres survenus seront de nature à troubler la tranquillité patique à terre, ou dans le port, et pourront également counsitre de ces différends, lorsqu' une personne étrangère à l'équipage s'y trouvers mêlée.

Dans tous les autres cas, les dites Autorités se borneront à prêter main-forte aux Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls, lorsque ceux-ci la requerront, pour faire arrêter et conduire en prison ceux des individus de l'equipage qu'ils jugeraient à propos d'y envoyer à la suite de ces différends.

## IX.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur Pays

les matelots et toutes les autres personnes faisant régulièrement partie des équipages des bâtimens de leur nation respective. à un autre titre que celui de passager, qui auraient déserté des dits bâtimens. A cet effet ils s'adresseront par écrit aux Autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment et du rôle d'équipage, ou si le navire était parti, par copie des dites pièces, dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie du dit équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné, de plus, tonte aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des dits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du Pays, à la réquisition et aux frais des Consuls, jusqu'à ce que ces Agens aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les Autorités locales, jusqu' à ce que le Tribunal compétent ait dument statué sur le dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins on antres individus faisant partie de l'équipage, sujets du Pays où la désertion a lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

#### Α.

Toutes les fois qu'il n'y aurn pas de stipulations contraires entre les armateurs, les chargeurs et les assúreurs, les avaries que les navires des deux Pays auraient éprouvées en mer, en se rendant dans les ports respectifs, seront réglées par les Consuls Genéraux, Consuls ou Vice-Consuls de leur nation, à moins cependant que des habitans du Pays ou résideraient les Consuls ou Vice-Consuls ne se trouvassent intéressées dans ces avaries; car à moins de compromis amiables entre toutes les paries intéressées, elles devraient être réglées dans ce cas par l'Autorité locale.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires Français naufragés sur les côtes du Royaume de Sardaigne seront dirigées par les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls de France, et réciproquement les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls Sardes dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés, ou echoués sur les côtes de France.

L'intervention des Autorités locales aura seulement lieu dans les deux Pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérès és asuveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Gonsuls Généraux, Consuls ou Vice-Consuls, les Autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des nélets nuafragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

## XII.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls respectifs ainsi que leurs Chanceliers ou Secrétaires joniront dans les deux Pays de tous les autres privilèges, exemptions et immunités qui pourraient par la suite être accordés aux Agens du même rang de la nation la plus favorisée.

### XIII.

La présente Convention sera ratifiée conformément aux Constitutions respectives des deux Pays, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai d'un mois, ou plustôt si faire se peut.

Fait à Turin le 4 février 1852.

AZEGLIO BUTENVAL (L. S.) (L. S.)

## DÉCLARATION

## Faisant suite a la Convention du 4 février 1852.

Il est entendu entre les llantes Parties contractantes, que les stipulations relatives aux Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls seront, en tout, applicables aux Appliqués Consulaires Sardes, et aux Elèves-Consuls français, lorsqu'ils se trouveront provisoirement chefs de postes, et que, lorsqu'ils seront attachés en sousordre au service d'un poste Consulaire, ils jouiront des privilèges et immunités personnelles stipulés par l'art. Il de la Convention en date de ce jour.

La présente Déclaration sera considérée comme faisant partie de la Couvention, et aura la même force et valeur, que si elle y était insérée mot-à-mot. Mention spéciale en sera faite dans le Protocole d'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signée en double original, et y ont apposé le cachet de lenrs Armes.

Fait à Turin le 4 février 1852.

AZEGLIO BUTENVAL (L. S.) (L. S.)

(Ratifée par le Prince Président de la République Française le 26 février, et par S. M. le Roi de Sardaigne le 14 mars 1852. — L'échange des ratifications a en lieu à Turin le 16 mars 1852)

# LXIV.

1852, 15 feorier.

### TURIN

Traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et la France.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et le Prince Président de la République Française jaloux de se donner un témoignage manifeste du désir mutuel qui les anime de resserere de plus en plus les liens de bon voisinage et d'amitié entre les populations des deux Pays, et de ménager à leurs rapports les facilités que réclament les conditions actuelles de l'agriculture et de l'industrie, ont résolu d'ouvrir à cet effet de nouvelles négociations et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires;

Sa Majesté le Roi de Sardaigné, le Sieur Camille Benso Comte de Cavour, Membre de la Chambre des Députes, Commandeur de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, Grand Officier de la Légion d'Honneur, Chevalier Grand'Croix de l'Ordre de Léopold de Belgique, son Ministre Sercétaire d'État au Département de la Marine, de l'Agriculture et du Commerce, Chargé du portefeuille des Finances:

Et le Prince Président de la République Française, le Sieur Charles His de Butenval Grand Officier de la Légion d'Honneur, Chevalier Grand Coroix décoré du Grand Cordon de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, Chevalier Grand Coroix de l'Ordre Impérial de la Rose du Brésil, décoré de l'Ordre Impérial de la Rose du Brésil, décoré de l'Ordre Impérial du Nichan Iftichar de première classe, et son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit. a) Toutes les soies écrues, grèges ou moulinées, y compris les douppions, seront affranchies de tout droit quelconque dans les deux Pays à leur sortie, sauf l'obligation des déclarations voulues par les règlemens de douane.

Seront aussi affranchies de tout droit à leur sortie des États Sardes les bourres de soie en masse écrues on teintes.

a) Les soies en cocons et les soies écrues, grèges ou moulinées, y compris les douppions, seront affranchies de tout droit quelconque à leur entrée dans les deux Pays.

### II.

Les petites peaux brutes d'agneau et de chevreau, seront affranchies de tout droit quelconque à leur entrée dans les deux Pays.

Les mêmes peaux seront affranchies de tout droit quelconque en Sardaigne à leur sortie pour France.

#### III.

Tous les vins et le vinaigre de table de production Française importés directement, soit par terre, soit par mer, sous pavillon Sarde ou sous pavillon Français, seront soumis, à leur entrée dans les États Sardes, au droit uniforme suivant:

En cercles; trois francs et trente centimes par héctolitre.

En bouteilles; dix centimes par bouteille qui ne dépasse pas le litre.

Il deneure, d'ailleurs, bien entendu que le Comté de Nice, ne sera soumis au droit intégral indiqué dans le présent article qu'à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1854 et que jusqu'à cette époque on ne percevra, conformément à la loi du 14 juillet 1851, que les deux cinquièmes de ce droit.

### IV.

Toutes les eaux-de-vie de production Française importées di-

rectement soit par terre, soit par mer, sous pavillon Sarde, ou sous pavillon Français, seront soumises à leur entrée dans les États Sardes au droit suivant:

En cercles | Supérieures à 22 dégrés, à dix fr. par héctolitre | de 22 dégrés et au dessous, cinq fr. et 50 cent. En bouteilles, à dix cent. par bouteille qui ne dépasse pas le litre.

#### v.

Toutes les huiles de production des États Sardes dont l'origine era dûment justifiée, importées soit par terre, soit par mer, sous pavillon Français, ou directement sous pavillon Sarde, seront soumises à leur entrée en France à un droit uniforme de 15 francs les cent kilogrammes.

Cette réduction ne sera toutesois étendue au Comté de Nice que lorsque les huiles étrangères y seront soumises à leur importation aux droits en vigneur sur les autres frontières de l'État.

## VI.

Le Gouvernement Français accorde à la Sardaigne:

A) La réduction de moitié du droit actuel d'entrée sur les fromages de pâte molle de la Savoie, aux conditions énoncées dans le paragraphe a de l'article VII.

- a) L'ouverture de deux bureaux de douane sur la frontière du Département de l'Ain où les bestainx des Étate Sardes seront admis aux droits établis par les articles XII du Traité du 5 novembre 1850, et III de la Couvention additionnelle du 20 mai 1851 aux conditions énoncées dans le paragraphe 6 de l'art. VII.
- c) L'ouverture d'un burean de douane sur la frontière de Chapareillan où les fontes aciércuses de la Savoie seront admises au droit de trois francs le quintal métrique, jusqu'à concurrence de douze mille quintaux métriques par an, aux conditions énoncées dans le pangraphe de l'article VII.

- a) Afin de garantir l'administration Française contre l'introduction par les frontières de la Savoie en France des fromages de pâte molle étrangers, l'administration des douanes Sardes ne dégagera de l'acquit à cantion l'introducteur des fromages de la dite qualité passée en transit pour la France, que lorsqu'il aura présenté l'acquit du bureau de la douane Française.
- 6) Pour offrir la même garantie quant aux bestiaux, l'admistration des douanes Sardes fera marquer au fer chand à leur entrée par les frontières de la Savoie les bestiaux de provenance étrangère des qualités indiquées dans l'article XII du Traité di 5 novembre 1850, et dans l'article III de la Convention additionnelle du 20 mai 1851, qui seraient introduits en transit des dites frontières pour la France. La décharge des aequits de transit délivrés par la douane Sarde, restera suboudonnée à la représentation de la quittance de la douane Française.
- c) Pour constater vis-à-vis de l'administration Française la qualité spéciale des fontes acièreuses, il est entendu qu'on ne regardera comme telles que celles produites dans le bassin de l'Arc et le bassin de l'isère.

## VIII.

Le Gouvernement Sarde garantit que dans aucun cas les vins et les eaux-de-vie Françaises, ne seront assujettis par les administrations communales à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux, auxquels seront assujettis les vins et les œux-de-vie du pays, et viceversa le Gouvernement Français garantit que dans aucun cas les luiles des États Sardes ne seront assujetties par les administrations communales à un droit d'octroi ou de consommation autre ou plus élevé que celui, auquel seront imposées les huiles du Pays.

## IX.

Il demeure entendu que dans le cas où des droits de consom-

mation sur les vins et les eaux-de-vie plus élevés que ceux qui pourraient estiere aujourd'hui, sersient établis au profit du Trésor Sarde, le Gouvernement Français serait autorisé à frapper les huiles Sardes à leur importation d'un droit de douane correspondant, et réciproquement si des droits de consommation plus élevés que ceux qui pourraient exister ajourd'hui, étaient établis par le Gouvernement Français sur les huiles, le Gouvennement Sarde serait autorisé à imposer un droit de douane correspondant à l'importation des vins et euxu-de-vie de França.

Ne sera-point considéré comme donnant ouverture à l'application du présent article tout remaniement des différens chapitres des droits d'accise et de consommation perçus au profit du Trésor, qui, en augmentant certains de ces droits, ou même en en créant de nouveaux, en diminuerait ou en supprimerait simultanément d'autres dans une proportion identique, de telle sorte que les vins et les spritueux Français dans les Extas Sardes et les huiles Sardes en France n'eussent à supporter que des charges dont l'ensemble fut exactement le même que l'ensemble de celles qui résultent des taxes existantes aujourd'hui, et fût re-présenté dans chaque localité par le même pub l'ets tre-

Ne sera point considéré non plus comme donnant ouverture à l'application du présent article la simple extension, sans augmentation de quotité, aux autres provinces des États Sardes des droits de consommation qui pourraient être perçus aujourd'hui en Piémont, pour le compte de l'État, sur les vins et sur les eaux-de-vie.

#### ...

Il est entendu entre les Hautes Parties Contractantes que, saul les modifications stipulées par le présent Traité, les Conventions antérieures du 5 novembre 1850 et 20 mai 1851, conservent toute leur force et valeur et demeurent comme si elles étaient insérées mot-à-mot dans le présent Acte.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Turin dans le plus bref délai possible, et les effets de son exécution simultanée commenceront deux mois après le jour où cet échange aura eu lieu.

Il aura la même durée que le Traité de commerce et de navigation du 5 novembre 1830, et serà soumis aux mêmes conditions de temps pour la dénonciation qui pourrait en être faite par chacune des deux Parties contractantes.

En foi de quoi les deux Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double original à Turin le 14<sup>ns</sup> jour du mois de février de l'an mil-huitcent-cinquante-deux.

(L. S.) C. CAVOUR.

(L. S.) BUTENVAL.

(Ratifié le 30 avril 1852)

Procès-verbal d'échange des ratifications sur le Traité de commerce et de navigation du 14 février 1852 entre la Sardaigne et la France.

Les soussignés s'étant réunis à l'effet de procéder à l'échange des actes des ratifications de Sn Majesté le Roi de Sardaigne et du Prince Président de la République Française sûr le Traité de commerce et de navigation signé à Turin le 14 férrier dernier entre la Sardaigne et la France, les instrumens desdites ratifications ont été produits, et ayant été, après lecture faite, trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été opéré, sous la réserve de l'in-

sertion dans le présent Procès-verbali. 1. D'une Note échangée enrele Plénipotentiaire Sarde et le Plénipotentiaire Français, à la
même date du 14 février dernier, pour déterminer et expliquer
le mode de satisfaire aux réclamations qui pourraient s'élever de
part ou d'autre sur les dispositions de l'article IX dudit Traité.
2. D'une Déclaration en date de ce jour échangée entre les soussignés pour indiquer le choix des bureaux de douane ouverts
aux bestiaux Sardes, et pour réserver à chacune des deux hautes
Parties contractantes la liberté de proposer à l'autre la substitution de nouveaux bureaux de douane à ceux mentionnés dans le
Traité pour l'admission des fontes aciéreuses et des bestiaux Sardes. 3. D'une Note expliquant que ce sont exclusivement les huiles d'olive que les Plénipotentiaires ont entendu désigner à l'article 5 du Traité.

### Notes et Déclaration dont la teneur suit:

## 1. Note du 14 février 1852.

Bien que les deux Plénipotentiaires sousignés soient convaincus que les dispositions de l'article IX du l'Iraité de ce jour ne seront jamais appliquées, attendu les sentimens de loyauté et de bon vouloir qui animent les deux hautes l'arties contractantes l'une modification dans les droits d'accise, ou de consommation perçus pour le compte du Trésor de l'État, des réclamations s'éleveraient de part ou d'autre, ils sont convenus de ce qui situe.

Les réclamations de la Nation qui se croirait lésée seront soumises à l'arbitrage d'une Commission de quatre membres dont deux nommés par la France et deux nommés par la Sardaigne.

Cette Commission se réunira à l'Turin ou à Gênes si c'est la France qui réclame; à Paris ou à Marseille si c'est la Sardaigne. Elle décidera s'il y a lieu ou non à appliquer les dispositions du premier paragraphe de l'article XI. Elle indiquera le chiffre qu'elle juegra devoir reorésenter équitablement la surtaxe de douane à établir en représailles de la surtaxe d'accise ou de consommation qui aura donné lieu à la réclamation de la Puissance lésée.

En cas de partage égal des voix, un cinquième commissaire sera nommé par une Puissance tierce, dont le nom sera tiré au sort, mais qui ne pourra être que l'Espagne, la Hollande ou la Suède,

Aucune mesure de représaille ne pourra être appliquée avant que la Commission ait prononcé sa décision. Mais cette décision devra être rendue d'urgence et dans un délai de trois semaines à partir du jour où la Puissance, lésée aura désigné ses commissaires, ou 15 jours après la nomination du cinquième commissaire, dans le cas de partage des voix.

Fait à Turin, le 14 février 1852.

C. CAVOUR.

BUTENVAL.

## 2. Déclaration:

Les soussignés s'étant réunis pour procéder à l'échange des actes de ratification du Traité de commerce et de navigation conclu le 14 février dernier entre la Sardaigne et la France, sont convenus, d'après la proposition et l'acceptation de leurs Gouvernements respectifs, que les bureaux d'admission ouverts aux bestiaux Sardes, aux termes de l'art. 6 du Traité, seront ceux de Saint-Blaise et de Seysel.

Les soussignés, voulant en outre prévoir le cas oû le choix des bureaux de doune désignés à l'art. 6 du Traité (§ c), et dans la présente Déclaration pour l'admission des fontes aciéreuses, ou des bestiaux, ne se trouverait pas répondre à l'objet que les Plai impotentaires ont eu en vue, à savoir: l'accroissement et l'accélération du mouvement des échanges entre les deux Pays, entendent réserver expressément à chacune des deux Hustes Parties contractantes, par la présente Déclaration échangée entreux, le droit réciproque de proposer à l'agrément de l'autre telle substitution, dans la désignation desdits bureaux, qui serait mieux appropriée à l'économie ou à la facilité des transports.

En foi de quoi ils ont signé la présente Déclaration, qui demeurera jointe au Traité comme annexe, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Turin, le 22 mai 1852.

(L. S.) AZEGLIO.

(L. S.) BUTENVAL.

## 3. Note explicative sur les huiles d'olive :

Afin de ne laisser aucun doute sur le sens et la portée de l'article V du Traité du 14 février 1852, le soussignés, au moment de l'échange des ratifications, ont déclaré que les Plénipotentiaires avaient entendu désigner, exclusivement, dans ledit article, les huites d'ôlies.

En foi de quoi, ils ont signé la présente Note, qui demeurera annexée au Traité comme pièce explicative.

Turin, le 22 mai 1852.
(L. S.) Azeglio.

(L. S.) BUTENVAL.

Les dispositions des Notes et Déclaration qui viennent d'être insérées dans ce l'rocès-verbal, auront la même force et valeur que celles du Traité, dont elles deviennent des annexes.

. En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent Procès-verbal qu'ils ont signé en double expédition et revêtu de leur cachet respectif.

Fait à Turin, le 22 mai 1852.

Le Ministre Secrétaire d'État des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne L'Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Prince Président de la République Française

(L. S.) Azeglio.

(L. S.) BUTENVAL.

# LXV.

1852, 1 et 27 mars.

MADRID et TURIN.

Notifications des Gouvernements Sarde et Espagnol sur l'abolition réciproque des droits différentiels de port et de navigation.

Notifications du Ministre des Finances de S. M. la Reine des Espagnes concernant l'abolition des droits disséraitels de port et de navigation en faveur de la Sardaigne et de la Belgique, adressées à M. le Ministre des affaires étrangères d'Espagne.

(Extraits de la Gazette de Madrid du 6 mars 1852, num. 6466)

Sr. Ministro de Estado.

A M. le Ministre des affaires étrangères

Exc. mo Sr.

Excellence,

Enterada la Reina (que Dios guarde) de lo manifestado por V. E. en su comunicacion de 16 de febrero próximo pasado sobre cuál será la época en que debe principiar á tener efecto en España la reciprocidad en el pago de los derechos de puerto y nave-

La Reine (que Dieu ait en sa garde) ayant été informée de l'exposé par V. E. dans sa communication du 16 février dernier sur l'époque où devra commencer à avoir son effet en Espagne la réciprocité pour le payement des droits de port et de navigation, gaciqu á que se refiere el Real Decreto de 3 de enero último, S. M. se ha servido mandar diga á V. E. que tendrá lugar, con respecto á los buques de cada nacion, desde el momento en que se inserte en la Gaceta la órden por la que aquella se determine, á cuyo fin es condicion indispensable que los Representantes de las respectivas Potencias que la soficien hagan constar de antemano haberse adoptado también en los paises que representen.

De Real órden lo comunico á V. E. para su conocimiento y efectos correspondientes. Dios guarde á V. E. muchos años.

Madrid, 1º de marzo de 1852,

BRAYO MURILLO.

auxquels se rapporte le Décret Royal du 3 janvier dernier, S. M. a bien voulu m'ordonner de notifier à V. E. qu'elle aura lieu, pour les bâtimens de chaque nation, anssitôt que l'on aura inséré dans la Gazette l'ordre qui doit la déterminer.

A cet effet il est condition indispensable que les Représentans des Puissances respectives qui sollicitent cette réciprocité prouvent à l'avance son adoption dans les Pays qu'ils représentent.

Par ordre Royal j'en donne communication à V. E. pour son information, et pour les effets que de droit. Dien donne beaucoup d'aunées à V. E.

Madrid, le 1." mars 1852.

BRAVO MURILLO.

Sr. Ministro de Estado.

Exc. mo Sr.

Enterada la Reina (que Dios guarde) de las comunicaciones que el Ministro Plenipotenciario de Su Magestad el Rey de Cerdeña y el Ministro Residente de Bélgica en esta Corte han dirigido á V. E., v que se ha servido trascribirme manifestando estar conformes los Gobiernos de dichas naciones en adoptar la reciprocidad de los derechos de puerto y navegacion à que se refiere el Real Decreto de 3 de enero último, S. M. ha tenido á bien mandar que los buques Sardos y Belgas sean tratados en los puertos de la Península é Islas advacentes, con respecto al pago de los expresados derechos, de la misma mauera que los Españoles.

De Real órden lo digo á V. E. para su conocimiento y fines consiguientes. Dios guarde á V. E. muchos años.

Madrid, 1º de marzo de 1852.

BRAVO MURILLO.

A M. le Ministre des affaires étrangères

(Traduction)

Excellence .

La Reine (que Dien ait en sa garde) ayant été informée des communications que le Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne et le Ministre Résident de Belgique anprès de cette Conont adressées à V. E. qui a bien voulu me les transmettre en faisant connaître la volonté des Gouvernemens des dites nations d'adonter la réciprocité des droits de port et de navigation, auxquels se rapporte le Décret Royal du 3 janvier dernier, S. M. a daigné ordonner que les navires Sardes et Belges soient traités dans les ports de la Péninsule et des Iles adjacentes, quant au payement des droits susmentionnés, de la même manière que les navires Espagnols.

Par ordre Royal j'en donne communication à V. E. pour sa connaissance, et pour les effets que de droit. Dieu donne beaucoup d'années à V. E.

Madrid . le 1." mars 1852.

BRAVO MURILLO.

Notification du Ministre des Finances de S. M. le Roi de Sardaigne, relative à l'abolition des droits différentiels de port et de navigation en favent du pavillon Espagnol.

Al sig. Cavaliere Massimo D'Azeglio, Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro degli affari esteri.

Tosto ricevuta la conunieazione di codesto Ministero in data 20 corrente, relativa al trattamento di favore che il Governo di S. M. la Regina di Spagna ha accordato in ordine ai diritti di navigazione e di porto ai bastimenti nazionali, questo Ministero, in escuzione dell'articolo 1.º della legge 6 luglio 1830 sui diritti diferenziali, ha diramato gli ordini opportuni affinchè un eguale trattamento venga accordato uni pori dello Stato ai bastimenti coperti da bandiera Spagnuola, a cominciare dal 1.º marzo, dalla qual data deve pure cominciare il corrispondente trattamento a favore della bandiera nazionale nei porti della Spagna, in forta delle sovrane determinazioni dello stesso giorno, pubblicate sulla Gazzetta Ufficiale di Madrid del 6 corrente.

Torino, 27 marzo 1852

Il Ministro delle Finanze, Marina e Commercio C. CAYOUR.

(Extrait de la Gazette Piémontaise du 31 mars 1832, num. 78)

# LXVI.

1852, 28 avril.

### FLORENCE.

Convention postale entre la Sardaigne et la Toscane.

Sua Maestà Vittorio Emanuele II, Re di Sardegna ecc. ecc. e Sua Altezza Imperiale e Reale Leopoldo II, Granduca di Toscana ecc. ecc. ugualmente animati dal desiderio di vieppiù ristringere i legami che uniscono i due Paesi, e di migliorare mediante una nuova Convenzione il servizio delle corrispondenze tra lo Stato Sardo e la Toscana, hanno nominato per loro Plenipotenziari,

Sua Maestà il Re di Sardegna, il marchese Salvatore Pes di Villamarina, Commendatore del sacro militare Ordine dei santi Maurizio e Lazzaro, Colonnello di Cavalleria, suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario in Toscana, e

Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, il Senatore Don Andrea dei Principi Corsini, Duca di Casigliano, Cavaliere del sacro insigne militare Ordine di santo Stefano Papa e Martire, Grancoce dell'Ordine Imperiale Austriaco di Leopoldo, Gran Cordone di quello Reale di sau Gennaro di Napoli, Grancoce decorato tell Gran Cordone del sacro militare Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro di Sardegua, Grancroce del Reale e distinto Ordine Spagnuolo di Carlo III, di quello di San Gragoli Magno della Santa Sede, e dell'altro nazionale Francese della Legione d'Onore, Cavaliere dell'Ordine Pontificio di Cristo, Grancoce dell'altro Parmense di san Lodovico, Ciamberlano della prefata Imperiale e Reale Altezza Sua, e Suo Ministro Segretario di Stato pol Dipartimento degli affari esteri.

I quali, dopo essersi cambiati i loro pienipoteri trovati in bnona e debita forma, hanno convenuto sui seguenti articoli: Vi sarà un cambio periodico di pieghi tra l'Amministrazione delle Poste di Sardegna e quella di Toscana per le lettere, i giornali e le stampe di ogni genere, tanto nascenti nei respettivi Stati, che originarie o con indirizzo di altri Stati ai quali esse servono o possono sevire di mediatrici.

## П.

Questo cambio si farà per via di terra coi mezzi attuali; ma i due Governi, ora per quando la prolungazione od il compinnento delle linee ferrate che sono in costruzione nei due Paesi lo di-mostreranno opportuno, si riservano ad essuninare e concordare come meglio convenga di stabilire un servizio comune pel trasporto dei pieghi postali tra Genova e Lucca, il quale abbia la massima possibile celerità sui rispettivi territori;

L'Amministrazione Sarda provvederà a questo servizio, e rimeterà a quella Toscana un duplicato del relativo contratto. La spesa resultante sarà pagata in proporzione della percorrenza sui respettivi territori, dividendosi per metà quella del territorio Estense internedio.

## Ш.

Oltre il cambio suddetto per la via di terra, potranno anche le dine Amministrazioni spedirsi reciprocamente lettere, giornali e stampe d'ogni genere originarie del respettivo Stato per la via di mare, giovandosi di tutti i piroscafi naviganti tra il porto di Genova e quello di Livorno.

## IV.

Il diritto di porto del quale dovranno reciprocamente tenersi conto le due Amministrazioni sulle lettere ordinarie che si cambieranno tra loro, tanto per via di terra che per via di mare, si calcolerà lettera per lettera secondo la seguente progressione: Sarà considerata come lettera semplice quella che non eccederà il peso di sette grammi e mezzo:

Le lettere pesanti da sette grammi e mezzo a quindici grammi pagherano due volte il porto della lettera semplice:

Da quindici a ventidue grammi e mezzo tre volte, e così di seguito, aggiungendo sempre da sette grammi e mezzo in sette grammi e mezzo il porto di una lettera semplice.

#### v

Chi vorrà spedir lettere o dagli Stati Sardi in Toscana, o dalla Toscana negli Stati Sardi, potrà o pagarne esso il porto fino al destino, o lasciarlo a carico del suo corrispondente.

#### VI.

La tassa delle lettere ordinarie dirette dagli Stati Sardi in Toseana o dalla Toscana negli Stati Sardi (eccetto quelle indicate nei due articoli seguenti) sarà di centesimi quaranta per ogni porto semplice.

Questa verrà divisa tra le due Amministrazioni nella proporzione di cinque ottavi in favore delle Poste Sarde e di tre ottavi in favore di quelle Toscane.

#### VII

Le lettere ordinarie dirette da uno dei due Stati all'altro per via di mare asranno sottoposte, oltre al diritto di che all'articolo precedente, ad un altro diritto pel trasporto marittimo di dieci centesimi per porto semplice, il quale anderà a profitto dell'Amministrazione che avrà sostenuto le spese del trasporto suddetto.

## VIII.

I quaranta centesimi fissati dall'articolo VI verranno ridotti a venti per le lettere cambiate tra due Uffizj di Posta non distanti l'uno dall'altro più di trenta chilometri in linea retta. Questo porto di venti centesimi verrà diviso per metà tra le due Amministrazioni postali Sarda e Toscana.

#### IX

I campioni di merci saranno trattati come le lettere ordinarie.

## Х.

I fogli di stampa di qualunque genere originari degli Stati Sardi per la Toscana, o dalla Toscana per gli Stati Sardi, den-vranno sempre esser francati fino al destino, e saranno sottoposti ad una tassa di cinque centesimi per ogni pieghetto sotto fascia portante un indirizzo particolare che non ecceda il peso di quarantacinque grammi.

Da quarantacinque grammi a novanta pagherà il doppio, da novanta a centotrentacinque il triplo, e così di seguito.

# XI.

La tassa percetta in forza dell'articolo precedente sulle stampe di qualunque genere sarà divisa nella proporzione di tre quinti per le Poste Sarde, e di due quinti per le Poste Toscane.

## XII.

Pei fogli di stampa trasportati per via di mare la tassa sarà doppia di quella indicata dall' articolo 10, e la metà di essa sarà a profitto dell'Amministrazione che avrà dovuto provvedere alle spese del trasporto marittimo.

## XIII.

I fogli di stampa saranno sottoposti alla medesima tassa fissata per le lettere qualora non siano stati francati, fossero impostati sotto fascia eccedente in larghezza il terzo della superficie del piego, o contenessero alcun che di scritto oltre l'indirizzo, la data e la firma.

### XIV.

S'intende che le Amministrazioni postali dei due paesi si riservano il diritto di non effettuare sul proprio territorio il trasporto e la distribuzione di 'quelle stampe, a riguardo delle quali non fosse stato adempito alle leggi, ordini e decreti che regolano le condizioni della loro pubblicazione e circolazione tanto in 'Sardegua che in Toscana.

#### XV.

Rimane convenuto tra le due Parti contraenti che le lettere, i giornali, le gazzette ed altre opere periodiche che l'Amministrazione delle Poste di Sardegna e l'Amministrazione delle Poste di Toscana si rimetteranno scambievolmente franche fino al destino, conforme alle disposizioni della presente Convenzione, non potranno per qualunque siasi titolo esser gravate nel paese di destinazione d'una tassa o altro qualunque diritto a carico dei destinatari.

### XVI.

Le corrispondenze esclusivamente di servizio governativo originarie della Sardegna per la Toscana, o viceversa, spedite da un' Autorità godente la franchigia postale ad nn' Autorità dell'altro Stato, saranno rimesse franche.

Qualora l'Autorità cui fossero dirette, secondo le leggi del paese non godesse franchigia, fe corrispondenze medesime verranno gravate dall' Uffizio di destinazione della sola tassa territoriale.

Queste corrispondenze dovranno sempre portare sulla soprascritta l'indicazione dell'Antorità mittente.

### XVII.

Le corrispondeuze originarie tauto degli Stati Sardi che dei Pontifici e Siciliani, e viceversa le corrispondenze originarie degli Pontifici e Siciliani, e viceversa le corrispondenze originarie degli Stati Pontifici e Siciliani spedite sciolte negli Stati Sardi e paesi al di là, saranno da ambe le paeti ricevute e inoltrate alle condizioni notate nel quadro A annesso alla presente.

#### XVIII.

Le corrispondenze originarie della Toscana, spedite sciolte per la via della Sardegua a tutti gli Stati al di là di essa, e viceversa le corrispondenze originarie degli Stati medesimi per la Toscana, saranno da ambe le parti ricevute e inoltrate alle condizioni notate nel quadro B annesso alla presente Convenzione.

### XIX.

Resta fissato che qualora le Convenzioni che regolano i rapporti postali della Sardegna e della Toscana cogli Stati descritti nei quadri A e li venissero modificate in quella parte che ha relazione colle confizioni fissate pel cambio delle corrispondenza trasmesse per la via della Sardegna, o della Toscana, queste modificazioni potranno di pieno diritto essere applicate alle corrispondenze medesime.

## XX.

Il Governo Toscano promette interporre i snoi buoni uffici presso quello Pontificio, acciocchè al più presto possibile le corrispondeure originarie degli Stati Pontifici e Siciliani possano esser trattate secondo i principi stabiliti nella presente Gonvenzione.

### XXI.

Potranno esser cambiate tra l'Amministrazione delle Poste Sarde 78 e l'Amministrazione delle Poste Toscane lettere assicurate, tauto originarie della Sardegna e dei paesi ai quali essa serve o potrebbe servire di mediatrice per la Toscana ed oltre, che originarie della Toscana e dei paesi ai quali essa serve o potrebbe servire di mediatrice per la Sardegna ed oltre.

#### XXII.

Il porto delle lettere assicurate sarà doppio di quello delle lettere ordinarie, e dovrà essere pagato anticipatamente fino al destino.

Non potranno assicurarsi lettere dirette a paesi pei quali la facoltà di francare sino al destino non fosse ammessa.

#### XXIII.

Nel caso che una lettera assicurata andasse perduta, l'Amministrazione, sul territorio della quale ciò fosse accaduto, dovrà sborsare, appena provato il fatto, al mittente o al destinatario, a titolo di compenso, lire cinquanta italiane.

Non si ammetteranno per altro tali reclami, e le due Amministrazioni non s'inteuderanno obbligate al pagamento del compenso suddetto, quando siano scorsi sei mesi dal giorno della impostazione della lettera o piego assicurato.

#### XXIV.

Il Governo di Sua Maestà il Re di Sardegna si obbliga di acordare al Governo Granduccale il transito in piegli chiusi sul proprio territorio alle corrispondenze originarie della Toscana ed oltre per i paesi ai quali la Sardegna serve o potterbbe servire di mediatrice, e reciprocamente delle corrispondenze di questi paesi per la Toscana e per gli Stati ai quali la Toscana serve, o potterbbe servire di mediatrice,

L'Amministrazione delle Poste Toscane pagherà a quella delle Poste Sarde per ogni chilometro in linea retta, dal punto d'ingresso sul territorio Sardo a quello d'uscita, la somma di dieci centesimi per ogni chilogrammo di lettere, peso netto, e d'un quarto di centesimo per ogni chilogrammo di stampe, ngualmente peso netto, che fossero nei pieghi medesimi contenute.

### XXV.

Il Governo Grauducale si obbliga di accordare al Governo di Sna Maestà il Re di Sardegna il transito in piegli chiusi sul proprio territorio alle corrispondenze originarie della Sardegna, ed oltre, pei paesi ai quali la Toscana serve, o potrebbe sorie di mediattice, e reciprocamente di questi paesi per la Sardegna, e per gli Stati, ai quali la Sardegna serve, o potrebbe servire di mediatrice.

L'Amministrazione delle Poste Sarde pagherà all'Amministrazione delle Poste Toscane per ogni chiometro in linea retta, dal punto d'ingresso sul territorio Toscano a quello d'inseita, la somma di dieci centesimi per ogni chilogrammo di lettere, peso netto, e d'un quarto di centesimo per ogni chilogrammo di stampe, ugualmente peso netto, che fossero nei pieglii medesimi contenute.

### XXVI.

Non dovranno esser computati nel peso delle lettere e delle stampe cambiate nei pieghi chiusi, di cui trattasi nei due precedenti articoli, nè i fogli d'avviso, nè le carte officiali riguardanti i conti delle corrispondenze, nè i rifinti di qualunque genere.

#### XXVII.

L'Amministrazione Sarda potrà, occorrendo, cambiare i pieghi delle corrispondenze coll'Isola "di Capraja a traverso il territorio Toscano.

La Toscana acconsente di accordar loro il transito gratuito e procurarue il dovuto inoltramento ogni volta che possa farlo senza sno aggravio. Le spese pel trasporto delle corrispondenze, che in conformità dell'art. 3º potranno cambiarsi per via di mare, verranno regolate e pagate dalla Sardegna se il piroscato latore delle medesine avra bandiera Sarda, e viceversa verranno regolate e pagate dalla Toscana se fossero trasportate da nu piroscafo di bandiera Toscana.

Le spese pel trasporto delle corrispondenze cambiate per mezzo d' un piroscafo di bandiera terza sarauno sempre sostenute dall'Amministrazione speditrice.

### XXIX.

Qualunque capitano di piroscafo dovesse partire da Genova per Livorno e viceversa, dovrà:

1.º Dichiarare all' Uffizio di Posta il giorno e l'ora della sua partenza.

 Incaricarsi del trasporto delle corrispondenze che quell' Uffizio di Posta avesse da rimettergli.

#### XXX.

La dichiarazione acceunata nell'articolo precedente dovrà esser fatta almeno due giorni prima della partenza, quando non si trattasse di piroscafi che facessero un servizio periodico.

Per i piroscati che fanno un servizio periodico basterà una sola dichiarazione che faccia conoscere una volta per sempre i giorni e le ore della partenza.

### XXXI.

Qualunque capitano di piroscafo sarà obbligato a presentarsi all'Uffizio postale per ricevere i pieghi due ore al più presto innanzi della sua partenza.

Quando l'ordinamento del servizio postale lo permettesse,

l'Amministrazione delle Poste potrà far consegnare i pieghi a bordo da alcuno dei suoi dipendenti.

### XXXIL

Nessun piroscafo che dovesse partire da Genova o da Livorno potrà ottenere la sna patente di sanità e il permesso di uscire dal porto, se il capitano uno esibirà alle Autorità incaricate di rilasciare queste carte un certificato del Direttore dell'Ulfizio postale dal quale apparisoa aver ricevuto i piegli respettivi.

#### XXXIII.

I pieghi spediti per mezzo d'un piroscafo dovranno esser consegnati dal capitano alla prima barca della sanità che a lui si presenti o all'Ullizio di sanità stesso, secondo l'uso dei respettivi paesi, talchè i pieghi pervengano al più presto possibile all'Ulfizio postale del porto di arrivo.

## XXXIV.

Al capitano che farà il trasporto di questi pieghi saramo pagati dall'Uffizio delle Poste, in conformità dell'art. 28, dieci centesimi per ciascuna lettera o piego, e cinque centesimi per ciascun giornale o pieghetto di stampe avente un indirizzo particolare.

Pero il trasporto marittimo delle corrispondenze, eseguito per mezzo dei piroscali postali Francesi, continuerà ad esser pagato dall'Amministrazione speditrice a tenore delle Convenzioni respettive calla Francia.

## XXXV.

Le lettere ordinarie o assicurate, i giornali e le stampe d'ogni sorta mal dirette o con erroneo indirizzo saranno senza indugio reciprocamente respinte pel peso e prezzo pei quali erano già stati computati dall'Uffizio mittente. Gli oggetti preindicati diretti a destinatari che avessero cambiato il luogo di loro dimora, saranno respettivamente rimessi o restituiti gravati del porto che avrebbe dovinto esser pagato dai destinatari.

## XXXVI.

Le corrispondenze rifiutate o rimaste per qualunque altro siasi motivo inesitate dovranno mensilmente rimandarsi dall'una parte e dall'altra.

A tergo di queste corrispondenze dovrà essere indicata la causa per cui saranno state retrocesse.

## XXXVII.

Le corrispondenze di che si parla nel precedente articolo saranno computate pel medesimo prezzo pel quale saranno state originariamente addebitate dall'Uffizio mittente.

Quelle che fossero state francate verranno rimandate senza alcuna tassa.

# XXXVIII.

Alle corrispondenze che, essendo state rivoltate successivamente in diversi luoghi, si trovassero perciò gravate di qualche carico a profitto di altre Amministrazioni, sarà latta ribattere tutta la strada già da loro percorsa, affinchè ciascun Uffizio possa conteggiare con ehi di ragione i diritti dei quali per le medesime fosse già stato addebitato.

### XXXIX. .

Le corrispondenze non francate, trasportate in piego chiuso da una delle due Amministrazioni per conto dell'altra e cadute in rifiuto, saranno amuesse a credito dell'Amministrazione che prima erasene addebitata pel medesimo peso e prezzo pel quale furono già comprese nei conti delle due Amministrazioni respettive, e ciò sull'appoggio di una semplice nota nominale.

### XL.

Le due Amministrazioni Sarda e Toscana formeranno ogni mese il conto delle corrispondenze reciprocamente trasmesse.

## XLI.

I conti suddetti dopo essere stati concordati verranno saldati mese per mese in lire italiane suonanti per mezzo d'una cambiale pagabile a Torino o a Genova, a Firenze o a Livorno, da quella delle due Amministrazioni che sarà rimasta debitrice verso l'altra.

## XLII.

Le Amuinistrazioni postali Sarda e Toscana non ammetteranno nei pieghi delle corrispondenze che si cambieranno tra loro, alcuna lettera contenente o supposta contenere oro o argento monetato, o gioie, o qualunque altro oggetto sottoposto a diritti doganali.

Nel caso che si trovassero nelle buche lettere di questo genere, esse non saranno inoltrate, ma verranno aperte e restituite senz'indugio al mittente.

## XLIII.

Per assicurarsi reciprocamente l'intero prodotto delle corrispondenze cambiate tra i due Pacsi, i Governi Sardo e Toscano si obbligano ad impedire con tutti i mezzi che sono in loro potere, che il cambio di esse corrispondenze si faccia per altro mezzo che per quello delle respettive Amministrazioni.

## XLIV.

Il pubblico Sardo e Toscano potrà soddisfare al pagamento di

tutti i diritti postali fissati nena presente Convenzione, tanto per le corrispondenze originarie di uno dei due paesi per l'altro, che di transito mediante l'applicazione sulle medesime dei franco-bolli venduti dalle rispettive Annuinistrazioni.

## XLV.

Anderà perduto pei mittenti il valore dei franco-bolli apposti sulle corrispondenze, quando questo non bastasse a soddisfare pienamente i diritti dovuti sulle medesime.

#### XLVI.

Le Amministrazioni postali Sarda e Toscana fisseranno concordemente gli Uffigi che dovranno corrispondere direttamente, la forma dei conti mentovati all'art. 40, la direzione delle corrispondenze, e daranno tutte le altre disposizioni necessarie per l' attuamento della presente Convenzione.

## XLVII.

La presente Couvenzione avrà forza e valore dal giorno che verrà dalle due Parti di comune accordo stabilito, dopuchè ne sarà stata fatta la promulgazione a forma delle leggi di ciascuno dei due Stati, e rimarrà obbligatoria per due anni; e quando da alcuna delle due Parti non sia stata disdetta un anuo prima della scadenza, s'intenderà conferunta per un altro anuo, e così di seguito finche dall'una o dall'altra Parte non sia stata annunziata, sempre un auno avanti, la sua intenzione di farne cessare gli effetti.

Durante il suo ultimo anno la Convenzione seguiterà ad aver pieno vigore in ogni sua parte, senza pregindizio della liquidazione e del saldo dei conti tra le due Anministrazioni delle Poste, anche spirato il detto teruine.

## XLVIII.

Il cambio delle ratifiche si farà in Firenze dentro il più breve termine possibile.

In fede di che i Plenipotenziarj respettivi hanno firmata la presente Convenzione, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Fatto a Firenze in doppio originale questo di ventotto del mese di aprile dell'anno di grazia milleottocentocinquantadue.

(L. S.) S DI VILLAMARINA. (L. S.) DUCA DI CASIGLIANO.

(Ratifiée le 10 juin 1852. — L'échange des ratifications a eu lieu à Florence le 17 du même mois)

# QUADRO indicante le condizioni alle quali saranno cambiate tra l'Ammi le corrispondenze della Sardegna e degli Stati al di là

# 1.ª SEZIONE

PER GLI STATI PONTIFICH E SICILIANI ORIGINARIE DELLA SARDEGNA E DEGLI STATI AL IM LA' DI ESSA

	ORIGINE	CONDIZIONI	LIMITE	DIRITTO DI THANSITO TOSCANO DEL QUALE LA SANDEGNA DEVE	DIRITTI  PEI QUALI LA TOSCANA DEVE TENER CONTO ALLA SARDEGNA PER OGNI PORTO SEMPLICI			
		PRANCATERA	FRANCATERA	TENER CONTO ALLA TONCANA PER CON PORTO SEMPLICE (B)	Diritto Sardo	Diritto estero o di via di mare	10178	
ſ	Sardegna	non si proò françare		,	» 20		» 20	
i	Svigzera	libera	Confine Torco-Pontificio	- 10	a 20	» 20	» 40	
١	Francia, Algeria	non si può francare			n 20	n 50	» 70	
١	Belgio	libera	Confine Tosco Pontificio	- 10	» 20	» 50	× 70	
١	Gran Brettagna	non si può francare			» 20	- 82	1 02	
1	Tunisi (coi piroscali postali Sardi) .	ld.			20	. 62	· 82	
	Giamaica, Canadà, Nuovn Brunswick, Nuova Scozia, Isola del Principe Edoardn e Terranuova (coi piroscafi inglesi).	H.		,	- 20	1 72	1 92	
	Spagna, Portogallo, Gibilterra	forzala	Confine Imano-Francese		> 20	» 52	» 79	
LETTER.	D'oltremare, recate nei porti Sardi .	Id.	Porto d'imbarco		- 20	- 10	. 30	
3	Idem nei porti Francesi	И.	и		» 20	- 62	» 85	
	Idem nei porti inglesi da piroscali postali	ld.	и		a 20	1 52	1 7	
	Sponde del Mar pacifico (via di Panama)	Id.	и	٠,	- 20	2 12	2 3	
1	Baden, Baviera, Würtemberg	non si può francure		-	. 20	» 42	6:	
ı	Prussia, Nassau, & Città libere, Olanda e Lussemburgo	Id.		,	. 20	s 62	> 83	
	Sassonia , Brunswick , Annover, Mec- klemburgo, Oldemburgo	Id.			- 20	s 82	1 0	
1	Danimarca, Svezia, Norvegia, Russia, Polonia	ld.		,	- 20	1 22	1 4:	
i	Sardegna, Svizzera, Belgin	forzala	Confine Sardo-Toscano.	,	**			
١	Francia ed Algeria	Id.	ld. Franco-Sardo		» 05		» 03	
(p)	Gran Bretagna, Spagna, Portogallo, Alemagna, Olanda, Danimarca, Svezia, Bussia e Polonia	И.	H. d'ingresso in Francia		e 05	a 09	» 14	
- 1	D'oltremare recate nei porti Sardi .	Id.	Porto d'imbarco		> 05	· 05	. 10	
١	Idem nei porti Francesi	Id.	и		. 05	. 18	» 2:	
1	Idem nei porti inglesi	Id.	и		- 05	, 27	- 3	

# nistrazione delle Poste Sarde e l'Amministrazione delle Poste Toecane di essa per gli Stati Pontificii, e Siciliani, e viceversa.

# 2.ª SEZIONE

BAGLI STATI PONTIFICH E SIGILIANI PER LA SARDEGNA E GLI STATI AL DI LA' DI ESSA

DESTINATIONE		CONDIZIONI DELLA FRANCA- TURA		LIMITE DILLA FRANCATURA	DERITTI DEI OCALI LA TOSCANA BEVE TENER CONTO ALLA SARDEENA PER OGNI PORTO SEMPLICE (2) Diritto estero		(a)	Per Per			TOTALE DEL DOVETO ALLA SARDEGN O ALLA TOSCAN			
_						Sardo	via di mare		toscano		pontificio		1030111	
/	Stati	pontificii per la Sardegna	forsata	Con	fine PontifTosc				ъ	10			-	10
	Stati	Siciliani per la Sardegna	ld.	Id.	Siculo-Pontificio		,		*	10		10	ŀ	20
1	Stati Alg	pontificii per la Svizzera, Francia, geria, Belgio, Tunisi	Id.	Id.	PontifToscano	,			,	10		•	ŀ	10
١	Stati	Siciliani per gli Stati precedenti.	Id,	Id.	Siculo-Pontificio.				٠	10		10		20
LETTERE	SICILIANI	Gran Brettagna, Giamaica, Cana- dà, Nuovo Brunswick, Nuova Scozia, Isola del Principe Edo- ardo, Terranuova, Alemagna, Olanda, Danimarca, Svezia, Norvegia, Russia, Polonia.	ld.	Id.	Tueco-Sardo .	,								
1	262	Spagna, Portogallo, Gibilterra .	ld.	ld.	Franco-Ispano	» 20		52			1		,	79
1	STATI POSTIFICII	Per oltremare coi bastimenti mercantili francesi	ld.	Por	rto di sbarco	. 20		62						8:
1	STATI	Per oltremare coi piroscafi po- stali inglesi	Id.		ld	> 20	1	52				e	1	75
)		Sponde del Mar Pacifico (via di Panama)	H.		Id	» 20	2	12				•	2	3:
1	Bel	pontificii per la Sardegna e il gio	ld.	Con	fine PontifTosc.					62		-	,	05
١		Siciliani per la Sardegua ed il	Id.	Id.	Siculo-Pontificio.	,		_	Þ	02		05		0
(a)								1						
AMPE	SICILIAN	Svizzera e Francia	ld.	Id.	Toxo-Sardo	,				•				•
	842	da, Danimarca, Svezia, Russia, Polonia	ld.	Id.	Sardo-Francese	. 05	-							0
1	DE C	Spagna, Portogallo, Gibilterra.	Id.	Id.	Franco-Ispano	▶ 05		09				to		1
1	STATI POSTIPICII	Oltremare coi bastimenti mer- cantili francesi	ld.	Por	to di sbarco	» 05	, ,	18						2
١	12	Id. coi piroscafi postali inglesi	Id.		М	n 05		27				ь	,	3:

ORIGINE	CONDIZIONI DELLA FRANCA- TERA	LIMITE	DIRITTO TOSCANO DEL QUALE LA SABDEGNA TERRA CONTO ALLE POSTE TOSCANE FER OGNI LETTERA RESPILICE FRANCATA	TERBA' CONTO ALLA SARDEGNA PER OGNI LETTERA NEMPL. NON PRANCATA IN ARRIVO E PRANCATA IN PARTENIA				
DESTINATIONE		FRANÇATERA	IN ARRIVO E NON PRANCATA IN PARTENZA	di	Diritti esteri o di via di mare	deruto alla		
Svizzera	Libera	Fino al destino	. 20	<b>2</b> 0	* 20	. 40		
Belgio, Francia, Algeria	ld.	М	. 20	• 20	n 50	> 70		
Gran Brettagna	Id.	ld	. 20	. 20	. 82	1 02		
Tunisi	ld.	Id.	o 20	• 20	• 62	. 82		
Giamaica, Canadà, Nuovo Brunswick, Nuova Scozia, Isola del Principe Edoardo, e Ter- ra-nuova ( coi piroscafi postali Inglesi ) .	ld.	Id. ,	. 20	• 20	1 72	1 92		
Spagna, Portogallo e Gibilterra	Forzala	Confine Ispano-Franc. o Franco-Ispano.		> 20	▶ 52	- 72		
Oltremare (via di Sardegna)	Id.	Porto d'imbarco o di sbarco		• 20	• 10	- 30		
Idem (via di Francia)	Id.	Id		• 20	- 62	. 82		
Idem (via d'Inghilterra)	Id.	Id		× 20	1 52	1 72		
Sponde del Mar Pacifico (via di Panama) .	И.	Id ·	,	· 20	2 12	2 32		
Baden, Würtemberg, Baviera	Libera	Fino al destino	n 20	» 20	• 42	• 62		
Prossia, Nassau, à città libere, Olanda e Lus- semburgo	ld.	ld	» 20	- 20	» 62	n 82		
Sassonia, Brunswick, Annover, Oldemburgo e Mecklemburgo	Id.	и.,,	. 20	• 20	* 82	1 02		
Dunimarca, Svezia, Norvegia, Russia, Polonia.	Id.	ld	s 20	. 20	1 22	1 42		

Sarde e l'Amministrazione delle Poste Toscane le corrispondenze tanto originarie della Toscana per gli quanto originarie di questi Stati per la Toscana.

	S	TAMPE				
ORIGINE	CONDICTION DELLA FRANCA- TERA	BELLA .	ALI PER	DIRITT CALLEAT E TENER LA SARDE DENI PIECO A GRAM	OSSERVAZION	
-		FRANCATURA	Diritto Sardo	Dritti esteri o di via di Mare	TOTALE	
Swizzera, Belgio	Forzala	Confine Sardo-Toscano				Il peso di un port semplice per le let
Francia, Algeria	ld.	Confine Frenco-Sardo	• 02		» 05	tere è di gramm 7 1 <sub>1</sub> 2; per lestam pe di gr. 45.
Spagna, Portugallo, Gibilterra, Gran Bretta- gna, Alemagna, Olanda, Danimarca, Srezia, Russia, Polonia	Id.	Confine d'ingresso in Francia	» 05	> 09	• 14	Le stampe non pe riodiche do o per la Gran Bretagni ed oltre si tassano
Oltremare recate aci porti Sardi	Įd.	Porto d'imbarco	• 05	» 05	<b>&gt; 10</b>	come lettere.
Idem recate nei porti Francesi	Įd.	Id.	. 05	» 18	» 23	
klem Id. nei porti Inglesi	H.	ld.	- 93	» 27	- 32	
DESTINAZIONE						
Stizzera, Francia, Algeria e Belgio	Forzata	Confine Tosco-Sardo				
Gran Bretagna, Alemagna, Olanda, Dani- marca, Svezia, Russia e Polonia	и.	Confine Sardo-Franc.	» 05		. 03	
Spagna, Portogallo, Gibilterra	ы.	Confine Franco-Ispano	► 02	- 09	- 14	
Itremare (via di Francia)	14.	Porto di sbarco	• 05	» 18 ×	23	
Idem (via d'Inghilterra)	Id.	14.	» 05	. 27	. 32	

# LXVII.

# 4852, 27 mai. CORFOU.

Résolution du Sénat de Corfou, par laquelle, d'après la Déclaration signée à Londres le 8 avril 1851, tous les avantages accordés aux sujets et aux navires de S. M. Britannique dans les États Joniens sont écalement accordés aux sujets et aux navires de S. M. le Roi.

ΗΝΩΜΕΝΟΝ ΚΡΑΤΟΣ ΤΩΝ ΙΟΝΙΩΝ ΝΙΙΣΩΝ

de Sardaigne.

Kepripa, rf 27 Males 4832.

Απόφασις τῆς Γερουσίας.

Επὶ διαγγέλματος πρός τὰν Γερουσίαν ἀπευδυνδέντος ἐκ μέρους τῆς αὐτοῦ Εξοχότητος τοῦ Λόρδ Μεγαλου Αρμοστοῦ, ὑπὸ ἡμιρομπνίαν ὁ Ιουνίου 1851:

Θεωρείεσες τζε το Λουδίου γιουμίνες, ποθέτεις περί Εμπορίας καὶ Νουτκίας, τζ 27 Φεβρουσρέου 1851, μεταξύ τξε Αύτζε Μεγαλισίτετος τζε Λούσσες του Ηνωμένου Βουσλίαν τζε Μεγαλίας Βρεττανίας καὶ Ιρλανδίας, καὶ τζε Λύτσο Μεγαλισίτετος του Βουσλίας τζε Σαρδουσίας Καὶ Σουσρότετος, και τζεχίνει τζε Καὶ Σουσρότετος, και τζεχίνει τζε Καὶ Σουσρότετος, και τζεχίνει τζε

προςεπισυνημμένης διαδηλώσεως ώς πρός τάς Ιονίους Νήσους UNITED STATES OF THE IONIAN ISLANDS.

Corfn, 27.th may 1852.

Resolution of the Senate.

Upon a message, addressed by His Excellency the Lord High Commissioner to the Senate, on the 3.rd june 1851;

Having seen the Treaty of commerce, and navigation, dated the 27-th february 1851, stipulated between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain, and Ireland, and His Majesty the King of Sardinia;

And having further seen the additional accompanying article relative to the Ionian Islands;

Συμπώς μί την απάντησην ην Ιδιακιν ή Γερουσία πρός την Αύτοῦ Εξοχότητα τον Λόρο Μέγαν Αρμοστήν τη 19 Ιουνίου 1851

Απαφασίζεται ·

## Ap9. [.

Hospapolorus się tróż pieczóse, sał ie w alkańe Krów Megalasierus tróż Boralios tróż Megalasierus tróż Boralios Bor

## Ap9. II

Η παρεύσα θέλει τυπωθή, δημοσιευθή καὶ διαδιδασθή ὧ τινι ἀνήκει, διὰ τὴν ἐκτέλισύν τες.

> Γ. ΚΑΝΔΙΑΝΟΣ ΡΩΜΑΣ. Α. Δ. ΔΟΥΣΜΑΝΗΣ, Προσ. Γραμματεύς τῆς Γερουσίας ἐπὶ τῷ Γενικῷ Τμήματι.

In conformity with the reply of the Senate to His Excellency the Lord High Commissione ron the 19.th june 1851;

It is resolved:

### I.

That the subjects, and shipping, of His Majesty, the King of Sardinia, shall enjoy, within these States, all the advantages accorded to the subjects, and vessels, of Her Britannic Majesty, in exchange for the advantages, which the aforesaid Treaty, and Declaration, secure to Ionian subjects, and vessels, in Sardinia, within the limits of the said Treaty.

#### 11.

The present shall be printed, published, and transmitted, to the proper Authorities, for due execution.

Approved.
H. G. Ward.
J. Fraser
Secretary to the L. H. Commit.

### ÉTATS UNIS DES ILES JONIENNES.

Corfou, le 27 mai 1852.

Résolution du Sénat.

Sur un message adressé au Sénat, le 3 juin 1851, par S. E. le Lord Haut Commissaire:

Vu le Traité de Commerce et de Navigation stipulé, sous la date du 27 février 1851, entre S. M. la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et S. M. le Roi de Sardaigne;

Vu en outre l'article additionnel y annexé, relatif aux Iles Joniennes;

Conformément à la réponse du Sénat à S. E. le Lord Haut Commissaire, sous la date du 19 juin 1851; Il est résolu:

I.

Que les sujets et les navires de S. M. le Roi de Sardaigne jouiront, dans ces États, de tous les avantages accordés aux sujets et navires de S. M. Britannique, en échange des avantages que le Traité et la Déclaration susdits assurent aux sujets et navires Joniens en Sardaigne, dans les limites dudit Traité.

II.

La présente sera imprimée, publiée et transmise aux Autorités que de droit pour qu'elle soit dûment exécutée.

Approuvé. H. G. WARD.

G. CANDIANO ROMA.

I. FRASER

A. L. DUSMANI

Secrétaire du Lord Haut Commis- ff. de Secrétaire du Sénat pour le saire. département général.

# LXVIII.

1852, 19 et 21 juin.

## TURIN.

Échange de Notes entre le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne et celui de S. M. l'Empereur d'Autriche, portant abolition dans les deux États, des droits d'aubaine réservés par l'article VIII de la Convention du 19 novembre 1824.

NOTE SARDE adressée à M. le Comte d'Appony, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur d'Autriche.

Par sa Note du 24 août 1851, Monsieur le Comte d'Appony, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. I. R. A., énonçant l'abolition faite en principe par la législation Autrichienne des droits d'aubaine soit souverains soit seigneuriaux ou communaux, conservés seulement à titre de mesure de réciprocité à l'égard des ressortissans des États où de semblables droits sont encore percus pour exportation d'héritages, a bien voulu demander au soussigné, Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères, si ceux de ces droits réservés par l'article VIII de la Convention conclue à Vienne le 19 novembre 1824 entre la Sardaigne et l'Autriche, se trouvaient encore maintenus par la législation actuellement en vigueur dans les États du Roi. Monsieur le Comte d'Appony proposait dans ce cas d'étendre les avantages assurés aux sujets des deux Pays par la Convention précitée, en déclarant abolir pour l'avenir les droits d'aubaine, de détraction, et les impôts de toute nature, sous quelque dénomination que ce soit, applicables aux exportations d'héritages revenant à des sujets Autrichiens, et que percevraient encore des Corporations ou des Communautés quelconques.

Le soussigné après avoir pris à cet égard l'avis du Ministre de là Jusfice, est aujourd'hui à même de déclarer, comme il déclare, qu'aucune Corporation, ni aucune Communauté dans les États du Roi ne pourra désormais prétendre à la perception d'aucune espèce de droits d'aubaine, de détraction ou d'impôts quelconques, sous quelque dénomination que ce soit, pour l'exportation d'héritages qui viendraient à s'ouvrir, dans toute partie du Royaume, en faveur des sujets de S. M. l'Empereur d'Autriche. Ainsi tonte succession de ce genre ne pourra dorénavant être frappée d'autres ou plus forts droits que ceux auxquels la législation Sarde soumet les successions en général, et qui sont perçus au profit du trésor public; en sorte qu'il y ait parfaite égalité de traitement, pour cet objet, entre les sujets des deux États, à la condition toutefois que le Gouvernement Impérial d'Autriche, ainsi qu'il est énoncé dans la Note de Monsieur le Comte d'Appony en date du 24 août 1851, admette la plus parfaite réciprocité.

Le soussigné, ayant ainsi satisfait au désir que Monisieur le Ministre de S. M. Impériale lui a exprimé, au nom de son Gouvernement, attendra de recevoir de sa part la déclaration qui doit désormais consacrer le principe de l'abolition complète, dans toute l'étendue de l'Empire d'Autriche, des droits qui avaient été maintenus par l'article VIII de la Convention du 19 novembre 1824, article dont les dispositions seront ainsi abrogées.

Le soussigné a l'honneur d'offrir en même temps à Monsieur le Comte d'Appony les nouvelles assurances de sa considération très distinguée.

Turin le 19 juin 1852.

AZEGLIO.

NOTE AUTRICHIENNE adressée à M. le Chevalier d'Azeglio, Président du Conseil, et Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne.

Par as Note en date du 24 août de l'année dernière, le soussigné Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. Imp. et R. Apostolique a en l'honneur de proposer, d'ordre de son Gouvernement, à celui de S. M. Sarde d'étendre les avantages assurés aux sujets des deux Pays par la Convention du 19 novembre 1824 pour l'abolition du droit d'aubaine, en faisant cesser les réserves stipulées par l'article VIII de cette Convention en faveur de certains États provinciaux, ou Cororations.

Monsieur le Chevalier d'Azeglio, Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne avant bien voulu faire connaître au soussigné par sa Note du 19 courant. que le Gouvernement du Roi acceptait cette proposition, et y joindre les déclarations les plus formelles et les plus explicites à cet égard, le soussigné s'empresse de son côté de déclarer au nom du Gouvernement Impérial, et à titre de réciprocité, que désormais ni les États provincianx, ni aucune Corporation qu Communauté de la Monarchie Autrichienne ne pourront prétendre à la perception d'aucune espèce de droit d'aubaine, de détraction, ou d'impôts quelconques, sous quelque dénomination que ce soit, pour l'exportation d'héritages qui viendraient à s'ouvrir, dans toute partie des États de S. M. Imp. et R. Apostolique en faveur des sujets de Sa Majesté Sarde, que toute succession de ce genre ne pourra dorénavant être frappée d'autres ou plus forts droits que ceux auxquels la législation Autrichienne soumet les successions en général, et qui sont percus au profit du trésor public; en sorte qu'il y ait parfaite égalité de traitement pour cet objes entre les sujets des deux États.

Cette déclaration échangée entre les deux Gouvernements, consacrant d'un mutuel accord l'abolition complète des droits qui avaient été maintenus par l'article VIII de la Convention du 19 novembre 1824, il est bien entendu que les dispositions de cet article sont et demeurent abrogées.

Le soussigné saisit cette occasion pour avoir l'honneur de renouveler à Monsieur le Chevalier d'Azeglio l'assurance de sa considération très distinguée.

Turin, le 21 juin 1852.

APPONY.

# INDEX DU TOME VII

1844	44 mars. Vienne.
	Convention postale entre la Sardaigne et l'Autriche pag. 4
	II.
1844.	48 Juillet. Paris.
	Convention de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne et les Villes libres et Anséatiques de Lubeck , Brème et Hambourg 60
	III.
1845.	9 Juin. Paris.
	Échange de Déclarations faisant suite à la Convention précédente » 64
	IV.
1844 .	17 septembre. Locarno.
	Convention postale entre la Sardaigne, et le Canton du Tessin » 68
	. v.
1844 ,	25 septembre. Coire.
	Convention postale entre la Sardaigne, et le Canton des Grisons . » 99

1844,	28 novembre. Florence.
	Traité de permutation de territoire entre S. M. le Roi de Sardaigne,
	S. M. l'Empereur d'Autriche, S. A. l. et B. le Grand Duc de Toscane,
	S. A. R. le Duc de Lucques, et S. A. R. le Duc de Modène pag. 129
	VII.
1844.	6 décembre, Turin.
	Convention supplémentaire au Traité de commerce et de navigation conclu
	le 28 août 4843 entre S. M. le Roi de Sardaigne, et S. M. le Roi
	des Français
	VIII.
1845.	44 février, Paris.
	Déclaration pour étendre à la Principaulé de Monaco les stipulations du
	Traité de commerce et de navigation signé à Paris le 23 août 1843
	entre la Sardaigne et le Danemark
	· IX. ·
1845.	30 avril. Turin.
	Convention postale entre la Sardaigne et le Canton de Genève » 149
	х.
1845,	23 Juin, Berlin.
	Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne.
	et S. M. le Roi de Prusse agissant tant en son nom, et pour les Pays
	compris dans sou système de douanes et d'impôts, qu'au nom des au-

tres membres de l'association (Zollverein) de douanes et de commerce XI.

1845, 14 août. Paris. Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne, et S. M. le Roi de Hanôvre . .

XII.

1845, 7 décembre. Turin. Convention entre S. M. le Boi de Sardaigne et la République et Canton

du Tessin, pour la construction d'un chemin de fer de Gènes au Lao Ma- jeur, avec prolongement aux Lacs de Constance et de Wallenstadt. pag.	18
XIII.	
12 décembre, Turin.	
Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. l'Empereur de toutes les Russies ,	18
. XIV.	-
27 janvier. Paris.	
Déclaration pour étendre à la Prineipauté de Monaco la Convention de navigation conelue à Paris le 18 juillet 1844 entre S. M. le Roi de Sar- daigne et les Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brème et	19
XV	
7 février. Naples.  Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne, et S. M. le Roi du Royaume des Deux Siciles »	19
XVI.	
24 avril. Berlin. Traité de navigation et de commerce entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. A. R. le Grand Duc d'Oldembourg	20
XVII.	
22 avril. Turin.  Déclaration relative à l'exécution des artieles IX et XI du Traité de commerce et de navigation coaclu le 28 acût 1843 entre S. M. le Roi de Surdaigne et S. M. le Roi des Français .	21
XVIII.	
22 avril. Turin.	
22 avril. Iurn. Convention supplémentaire à la Convention conclue à Turin le 28 août 1845 entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi des Français.	

1845

1846,

1846,

1846.

1846 .

1846 ,

1847, 16 janvier. Lugano.

ction et l'exploitation d'un chemin de fer qui relie le Lac Majeur aux Lacs de Constance et de Wallenstadt par le Lukmanier . . . pag. 221

	XX.
1847 . 8	3 mai, Lausanne.
ì	Declaration par laquelle la Couvention du 12 mai 1827, concernant les élablissement réciproques des sujès Sardes en Suises, etdes ressortis- sans Suisses dans les Etats Sardes, renouvelée par la Déclaration de Lu- crere du 31 juille 1837, a été nouvellement renouvelée pour dis, ans avec les Cantons de Zurich, Lucerne, Claris, Fribourg, Soleure, Schaff- loues, S. Lédal, Agroite, Tugoris, Valais et Nuesthela, avec faculté aux Cantons de Berne, des Grisons et du Tessin d'y accèder en tout temps.
	XXI,
1017	5 juin. Florence.
	Convention de navigation et de commerce entre S. M. le Roi de Sar-
	daigne et S. A. I. et R. le Grand Due de Toscane
	. XXII.
1847.	3 juillet. Rome.
	Traité de commerce et de navigation entre S. S. le Pape Pie IX et
	S. M. le Roi de Sardaigne
	XXIII.
1847	18 aoùt. Turin.
	Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre S. M. le Ros
	de Sardaigne et la République de la Nouvelle Grenade » 248
	XXIV.
1847 .	3 novembre. Turin.
	Préliminaires d'union douanière entre le S.t-Siége, la Sardaigne, et la Toscane

#### XXV

1848, 26 juillet, et 1849, 24 mai. RioJaneiro.
Échange de notes relatives à l'abolition des droits différentiels entre
la Sardaigne et le Brésil pag. 26:
1.0
XXVI.
1848, 30 Mai. Cavalcaselle.
Capitulation par laquelle la garnison Autrichienne de Peschiera s'en-
gage à évacuer la place et à la céder aux troupes de S. M. le Roi de Sardaigne
de Sardaigne
XXVII.
AAVII.
1848 , 9 aoùt. Milan.
Convention d'armistice entre l'armée Sarde et l'armée Autrichienne » 268
· XXVIII.
1849. 26 mars. Novare.
Convention d'armistice entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. E. le
Feld Maréchal Comte Badetzky
, Teld Adalestan Collife Inductory
XXIX.
· AAIA-
1849, 6 aoùt. Milan.
Traité de paix entre S. M. le Ros de Sardaigne et S. M. l'Empereur
d'Autriche
* XXX.
1849, 24 septembre. Turis.
Convention de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de
Sardaigne et S. A. I. et R. le Grand Duc de Toscane » 285
XXXI.
1850. 4 mai. Turin.
Convention entre la Sardaigne et la France pour la prorogation du
Traité de navigation et de commerce du 28 août 1843 » 288
81

#### XXXII.

4850, 26 juillet. Bruxelles.	
Convention de poste entre la Sardaigne et la Belgique . pag.	290
XXXIII.	
1830, 12 et 30 juillet. Turin et Stockholm.	
Échange de lettres relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et les Royaumes Unis de Suède et de Norwège »	300
xxxiv.	
1850, 12 juillet et 1 août. Turin et Oldenbourg.	
Échange de lettres relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et le Grand Duché d'Oldenhourg	302
XXXV.	
1850, 42 juillet et 40 août. Turis et Puris.	
Échange de lettres relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et le Hanôvre,, »	304
XXXVI.	
1830, 12 juillet et 11 septembre Turin et Copenhague.	•
Échange de lettres relatives à l'abolition des droits différentiels, entre la Sardaigne et le Danemark	306
xxxvii.	
1850, 12 juillet et 11 octobre. Turin et Bogota.	
Échange de lettres relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et la Nouvelle Grenade	308

XXXIX.

830, 5 novembre. Turin.

Traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et la France = 326

XXXVIII.

Convention de poste entre la Sardaigne et la Confédération Suisse. » 344

1850, 21 octobre. Turin.

1830, 5 novembre. Turin.	
Convention pour la garas	ntie de la propriété littéraire entre la Sardai-
gne et la France	pag. 340
	XLI,
1850, 9 novembre. Puris.	
	re la Sardaigne et la France 345
don't mile at post can	to in consumption of the grante
	XLII.
	ALII.
1830, 16 et 24 novembre. Turi	a.
Échange de lettres relativ	es à l'abolition des droits différentiels entre la
Sardaigne et la Républi	
	XLIII.
1850, 12 juillet et 1 décembre	. Turin.
	res à l'abolition des droits différentiels entre la
	lu Zollverein
on angue or to make	A DOMESTIC
	XLIV.
	AUIY.
1850, 17 décembre. Turin.	·
Traité de commerce et de	navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne
et S. M. la Reine de Por	rtuzal
	XLV. ·
	ALV.
1851, 23 janvier, Londres.	
	u Truité du 6 novembre 1841 entre la Sar-
daigne et la Grande Brei	
	XLVI.
	ALVI.
1851, 24 janvier, Turin.	
	le navigation entre la Sardaigne et la Bel-
Tranc de Commerce et d	the state of outdailing of the Dela

1851. 17 et 25 janvier. Rome et Turin.	
Échange de Déclarations pour l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et le Royaume des Pays-Bas, et décrets relatifs du 1 mars et du 7 avril	417
XLVIII.	
1851, 27 février. Londrés.  Traité de commerce et de navigation, entre la Sardaigne et le Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande.	424
XLIX.	
1851, 31 <sub>1</sub> 19 mars. Athènes. Traité de navigation et de commerce entre la Sardaigne et la Grèce »	443
L.	
851, 8 avril. Londres. Déclaration, per laquelle on étend ené spe raté et à charge de récipercité aux lies Joniennes les dispositions du Traité de commerce et de navigation couche à Londres le 27 février 1853, entre la Sardiagne et l'Angléterre.	453
LI.	
1851, 29 avril. Puris.  Traité de navigation et de commerce entre la Sardaigne et les Villes libres et Anscatiques de Lubeck, Brême et Hambourg »	455
LII.	
1851, 29 mai. Turin. Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 25 juin 1845 entre la Sardaigne et les États du Zollverein »	
LIII.	
1851, 20 mai. Turin.  Convention additionnelle au Truité de commerce et de navigation du 5	

	LIV.	
	8 juin. Turin. Traité de commerce entre la Sardaigne et la Confédération Suisse. pag. 468	
	LV.	
1851,	24 juin. La Haye.  Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi des Pays-Bas	
	LVI.	
1851,	30 juin. Madrid. Convention entre la Sardaigne et l'Espagne pour l'exécution dans les deux États, des sentences en matière civile ordinaire ou commerciale.» 490	•
	LVII.	
1851,	29 septembre. Madrid. Convention postale entre la Sardaigne et l'Espagne	
	LVIII.	
1851,	48 octobre. Vienne. Traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et l'Autriche » 508	
	LIX.	
1851,	22 novembre. Turin.  Convention pour la répression de la contrebande sur le Lae Majeur, sur le Po et sur le Tessin entre la Sardaigne et l'Autriche	
	LX.	
1852,	25 janvier. Tarin.  Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 28 processible 1970 entre le Sordeigne et les Royaumes L'air de Stidde et	

LXI.
1882, 26 janvier. Turin.
Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs entre la Sardaigne et la Belgique. » 543

1852, 3 février, Paris.
Convention sonitaire entre la Sardaigne , la France, et les Puissances maritimes de la Méditerranée pag. 547
LXIII.
1852, 4 février, Turiu.
Convention consulaire entre la Sardaigne et la France » 590
LXIV.
4852, 14 février, Turiu.
Traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et la France » 599
LXV.
1852, 4 et 27 mars, Madrid et Turin.
Notifications des Gouvernemeus Sarde et Espagnol sur l'abolition des droits différentiels de port et de navigation 608
LXVI.
1852, 28 avril. Florence.  Convention postale entre la Sardaigne et la Toscane » 612
LXVII.
1852, 27 mar. Corfon.
Résolution du Sénat de Corfou, par laquelle, d'après la Déclaration si- gnée à Londres le 8 avril 1831, tous les avantages accordés aux su
jets et aux navires de S. M. Britannique dans les États Joniens
sont également accordés aux sujets et aux navires de S. M. le Roi de Sardaigne
LXVIII.
4832, 49 et 21 juin, Turin.
Echange de notes, entre le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardai-
gne et celui de S. M. l'Empereur d'Autriche , portant abolition, dans ,
les deux États, des droits d'aubaine réservés par l'article VIII de
la Convention du 19 novembre 4824

# INDEX GÉNÉRAL ET SOMMAIRE ANALYTIQUE

#### des Documens compris dans les sept Volumes du recueil

d'après l'ordre alphabétique des Puissances.

Le numéro romain indique le Volume, l'arabe la page.

### ALGER.

Engagement du Roi de payer 500 piastres pour le rachaş de chaque esclave ( les Génois et habitans de Monaco compris) trouvé à Alger. — Prochain envoi d'un Consul Général de S. M.

### AMÉRIQUE (du Nord)

V. Érats Unis.

### ANGLETERRE

TRAITÉ D'ANTIÉ ET DE CONNENCE. . . . Florence, 2 septembre 1669. Il 91
cutre Charles Emmanuel II Duc de Sacoié, et Charles II Roi de la Grande
Bretoque (en latin).

SOMMARE. Préambule. — Art. 1 Confirmation de la paix subsistant depuis long temps entre les deux États. — 2. Libre entrée des ports de Villefranche et de Nice en faveur des navires anglais. — Importation et exportation de leurs marchandissa. — 3, 7, 8 et 9. Exemptions et immunités pour case de commerce et autres. — 6. Liberté de 1 senté des produits anglis dains le Tatu da Doc. — Exceptions. — 5. Conditions pour l'exemption de la quarantaine dans leudits pour contra de la commerce de la commerce pour les affaires litigéraises entre sujets des deux Nations. — 61. Meaures conservaires des hies d'abilités décléde dans les Estudes Duc. — 12. Déscreans de la marine anglaine celle dans les Estudes Duc. — 12. Déscreans de la marine anglaine. — 13. Honaures à rendre aux vaisouss des guerres. Jossientes 2 publices de la Flatière des la l'active de des professes de la marine anglaine. — Chamses y relatives dans l'intérêt des Anglais. — 15. Priviliques et immunissés quécompres existant no person exister de l'active de la Paris.

considérés des à présent comme stipulés en faveur des aojets Britanniques.

ASSOCIATION,
du Due Victor Anné II au Traité de lique contex la France, conclu entre l'Em-

percur, l'Angleterre, et les États tiénéraux des Pays-Bas (en français).

MURLUR. Préambole. — Art. 1 et 2. Texte du Traité du 12 mai 1689 f en Junis). — Participation du Duc aux stipulations de ce Traité. — 3. Sobides promis par S. M. et LL. HII. PP. 3 S. A. — 6. Confirmation de leur part de l'article du Traité du 6 juin relatif à la restitution de Pignérol à faire au Duc par les Prançais. — S. Raitécations.

ARTICLE SECRET, concernant les Vaudois . . . . . . .

gemens à prendre en leur faveur.

terre contre la France ( en français).

ARTICLE SAGALT, CONCUTABILLES VAUGOS

Révocation de la part de S. A. R. de l'Édit décrété contr'eux le 31 janvier 1686.

— Pardon et amnissie générale. — Lettres-Patentes à faire expédier, et arran-

SMTRUE. Présmbole. — Art. I. Menion et inservios littérale du Traité de la Grande Aliance concil à litte jet l'appetime 1700. — Le Duc coupris dance : Traité dont l'objet spécial était de soutenir les présenties de l'Empereur à la souscession de la Monacrite Eupaquei centre la France. — 2. Promuses de l'Antendre Eupaquei et artifier et garantir le Traité du 8 novembre 1703 centre S. Art l'Empereur. — 3. Rém » l'Égrad des coasions y sipulées. — A remanges premis au Duc à la conduction de la pair. — de . Breis du Duc le la succession de la Duct — de . Breis du Duct le la succession de la Duct — de l'outenne d'Égage par reconsans par la Révie. — T. Subsides. — 8. Obligation de Duc de testir sur piele au corps de troupes. — 8. Perfeccios accordet par 10 Dec au compilé de morps de troupes. — 8. Perfeccios accordet par 10 Dec au compilé de morps de troupes. — 8. Perfeccios accordet par 10 Dec au compilé de morps de troupes. — 8. Perfeccios accordet par 10 Dec au compilé de morps de troupes. — 8. Perfeccios accordet par 10 Dec au compilé de morps de troupes. — 8. Perfeccios accordet par 10 Dec au compilé de morps de troupes. — 8. Perfeccios accordet par 10 Dec au compilé de morps de troupes. — 8. Perfeccios accordet par 10 Dec au compilé de morps de troupes. — 8. Perfeccios accordet par 10 Dec au compilé de morps de troupes. — 8. Perfeccios accordet par 10 Dec au compilé de morps de troupes. — 8. Perfeccios accordet par 10 Dec au compilé de morps de l'acces 
merce entre les Deux États. — Clauses y relatives.

Anticles Secrets

1. Ratification de la Brine cituados un Articles secrets do Tratié do 3 november 1703. — 2. Garantie de la déclaration de l'Emperour contense chant le deraxime destitu articles. — 3. Engagement de la Reine su sujet des compotèrs à l'aire sur la France. — Francese de la treligion protesture d'aux espeties partie de ses Entare. — 8. Prompuse de la Reine de ratifier l'Article secret du 28 octobre 1690, avec l'Édit du 23 mai 1694 concernant le républisment des Vaulois.

bus with Google

133

220

239

ARTICLE		

Déclaration au sujet d'un Article ajouté au Traité de la Grande Alliance, couclu à la Haye, et reconnd comme derant faire partie de celui de Tarin du 4 août 1704. — Suit le texte de l'Article en question.

TRAITÉ Bertiu, 28 novembre 1704 II

entre la Reine Anne d'Angleterre et le Roi de Prause, par lequel le Roi

cucoie en Pienoni contre la France un corpa de 8000 hommes sous les ordres du Duc de Soroie (en francis).

SPRINKE Priambolec — Art. 1. Engagement du Buil d'enveyre en liaite un corps de 8000 hommes. — 3. S. composition. — 3 et. 4. Subiamasses et transporte. — 5. Autributions du Géoleral Prussien commandant et corps. — 6. Règlement de marche. — 7. Traitement dans les quartiers d'hierer. — 6. Reprice de la religion. — Héphanx milliaires. — 9. Partuge des profits de la guerre. — 40. Engagement des salidies en friere da final. — 11. Religion and du par l'Angelerer. 4 s. N. — 12. Oftre d'augmenter les corps susdit. — Clarec y relative. — 13 et l. article prefetation de la partie de la partie et la contraction. — 15. Level de la composition. — 15. Direct de la contraction. — 15. Traite de la degication de la paix en Pologue. — 15. Durée du 1751è. — 15. Relifications.

ACTE. An Camp de Creccentin. 27 decembre 1700. II par lequel le Bas de Secoie liber Ané II socciete le Traité canche atre le Bine el Ampletere e le Bai de Prasce, par lequel le Bai ensoie en Plemost un corpor de bais alle homenes sous les ordrete de S. A. R. (en français).

SURNIAL Acceptation.—Explication relative an sens et la porte des articles 7, 8 et 10 de Traité.

CONVENTION . Ulrecht, 8 mars 4713 II 5
eutre S. A. R. le Duc de Savoie et S. M. Britannique , pour le commerce
de Sièle et d'Angleterre (en latin).

SOTA IRA. Préambule. — Mestion des Traités concins par l'Augleterre avec l'Espague; en particulier de celni de Madrid da 13 mai 1667. — Confirmation da Duc en qualité de successar de l'Epague, dans la possession de la Scilie, des dispositions convenues en faveur des Maglias, par lessifis Traités. — Eugagement récisonage de l'Analéterre en faveur des Mollènes.

TRAITE DE LA QUABRIPER ALLESSEE
entre l'Empereur , Angleterre, in France et les Élois Gribraux , portant
cression de Ropanne de Serbaigne au Roi de Sivilie , en échange du Royannes
de Sivile (en latin). V. Authorne.

ACTES D'ACESSON ET D'ADDESSON . . . Paris. octobre et novembre 1718. II 585 de S. M. le Roi Victor Amé II au Traité de la quadruple alliance (en latin). V. Acruscue.

CONVENTION

Naples, 22 avril 4719 II 50

entre le couste Fontaina, le marquis Solar de Beville, ambatuadeurs du Roi

Victor Amé II, le maréchal Dana Vice-Roi de Naples, et l'Amirel Byna, nour

650		
l'évacuation de la Sicile, et l'occupation de la Sardaigne (en français) V. Autriche.		
TRAITÉ DE SUSPENSION D'ARMES SUN MER La Haye, 2 avril 4720 entre S. M. le Roi de Sardaigne, l'Empereur, la France, l'Espagne et l'An-	11	406
gleterre (en latin). V. Autriche.		
GARANTES . Versailles, 27 août 1722 siguées par les Phuipotentraires de France et d'Angleterre, en faveur du Ro Victor Ande II. pour le Royanne de Savdaigne, et pour d'autres cessions qui lui ont êté faites dans le Milanais (en français). V. Faxere.		416
TRAITÉ D'ALLINUE Worms, 13 septembre 1745 entre Charles Emmanuel III Roi de Sardaigne, Marie Thérèse Reine de Hongrie, et la Couronne d'Angleterre (en trançais). V. Autheure.	111	7
CONVENTION ba Haye , 26 janvier 1748	111	93
pour la Campagne de 1748 contre la France, coache eutre S. M. le Roi de Sardaigne, S. M. la Reine de Hongrie, S. M. le Roi de la Grande Bre- tagne, et les Seigneurs Élats Généraux des Provinces Unies (en français). V. ACTIMETIE.		
ACTES DU CONGRÈS D'AIX-LA-CHAPELLE ET DE NICE, 1748, et 1749 (en français) V. France.	ш	33
CONVENTION Londres, 17 octobre, 475h entre S. M. le Roi de Sardatigne, et S. M. le Roi de la Grande Bretague, pour l'exemption du droit de Villefrauche en faceur des bâtimens des sujés de S. M. Brisminjus (en français). 698UMIL Suppression de ce droit moyenants une remise de h000 livres st.	V	240
de la part de S. M. B. à S. M. Sarde.	***	336
TRAITÉ estate S. M. le Boi de Surdaujue et S. M. Bristantique contre la France (en français). (sem Sulla Fréambule. — Art. 1. Armie à tenir sur pied par le floi de Sardaigne. — Floite Anglisie dans la Méditerranée. — 2. Suboide à payer par S. M. Bristantique au Boi de Sardaigne. Articular de Sardaigne. Articular de Sardaigne. — Suspensent nuturel de ne pas faire la pais séparément. — 4. Empagement service de ne pas faire la pais séparément. — 4. Empagement service de ne pas faire la floite de la f	111	336
TRAITÉ DE PAIX Paris, 30 mai 1815 entre la France d'une part, et l'Autriche, la Russie, la Grande Bretagne, et la Prusse (Puissances alliées) de l'autre (en français). V. Frances.	iv	1
ACTES DE RÉUNION DU DUCHÉ DE GÊNES AU PIÉMONY, Vienne, décemb, 1814, V. GÊNES,	IV	25
ACTE p'annésson Vienne, 17 décembre 1814	tV	34
des plénipotentiaires de S. M. le Roi de Surdaigne à la Déclaration du Con- grès de Vienne du 12 décembre (en français). V. Gèsis.		
RÉGLEMENT SUR LE RANG DES DIPLOMATIES AU CONGRÉS DE VIENNE, Vienne, 19 mars 1815 V. Autriche,	IV	56
TRAITÉ D'ALLIANCE Vienne, 25 mars 4815.	iv	59

léon Bonaparte (cu français). SONNAIRE. Par ce Traité on confirma - 1. L'alliance de Chaumont pour le repos et l'indépendance de l'Europe. - 2. On fixa à 150000 hommes le contingent de chaque Puissance. - 3. Toutes les Puissances de l'Europe furent invitées à accéder au Traité. ACTES SUR LES CESSIONS FAITES AU CANTON DE GENEVE . Vichne, mars 1815 V. Suisse IV TRAITÉ D'ACCESSION . . . . . . . . . . . . . Vienne, 9 avril 1815 1V entre S. M. le Roi de Sardaigne, et LL. M.M. le Roi de la Grande Bretagne, l'Empereur d'Autriche, l'Empereur de Russie, et le Roi de Prusse, pour l'admission de S. M. Sarde au Traité d'alliance du 25 mars 1815 (en français). V. AUTRICHE. CONVENTION ..... Bruxelles, 2 mai 1815 IV entre S. M. le Roi de Sardaigne, et S. M. Britannique, par laquelle le Boi de la Grande Bretagne s'engage à fournir à S. M. Sarde un subside pour employer un contingent de 15000 hommes contre la France (en français). SOUMARK. Préantbule - Art. 1, 2. Subside de 11 liv. st. 2 sh. par homme promis par S.M. B. - Clauses sur le mode et les termes du payement. - 3. Officier anglais à envoyer au quartier général Sarde. - 4. Cas d'augmentation du contingent jusqu'à 30000 hommes. - 5. Ratifications. TRAITE D'ACCOMODEMENT . . . . . . . . . . Vienne', 20 mai 4815 IV entre la Sardaigne, l'Autriche, l'Angleterre, la Russie, la Prusse, et la France, avec un Article additionnel et séparé avec l'Autriche (en français). V. AUTRICHE. CONVENTION . . . . . . . . . . . . . . . . . . Turin, 22 mai 1815 IV conclue entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. Britannique pour mettre la Ville de Génes en état de défense (ou français). SONNAIRE. Projet arrêté des travaux à exécuter. — Commission nommée pour leur direction. - Avance des fonds à faire par la caisse militaire Britaunique. ACTE FINAL DU CONGRÉS DE VIENNE . . . . . Vienne , 9 juin 4845 IV entre la France et les Paissances alliées, savoir: Antriche, Espagne, Angleterre, Portugal, Prusse, Russie, Suède et Norvège (en français), V. France TRAITÉ nécessire . . . . . . . . . . . . . . Paris, 20 novembre 1815 IV entre l'Autriche. la Grande Bretagne, la Prusse et la Russie d'une part, et la France de l'antre (en français). V. FRANCE. . . . . . . . . . . . . . Paris, 20 novembre 4815 IV 487 conclue en conformité de l'art. I du Traité définitif du même jour, et relative à l'occupation d'une liane militaire en France par une armée alliée (en français). V. FRANCE. CONVENTION . . Paris, 20 novembre 1815 IV 195 conclue en conformité de l'art. IX du Traité définitif du même jour, et re-

entre la Grande Bretagne, l'Antriche, la Russie, et la Prusse contre Napo-

652			
lative nux réclamations provenant du fait de la nou exécution des articles			
XIX et suivants du Traité du 50 mai 1814 (en français), V. FRANCE.			
PROTOCOLE Paris, 20 novembre 4815	IV	217	
pour la répartition des 700 millions dus par la France aux Paissances alliées (en français). V. France.			
PROTOCOLE Paris, 20 novembre 1815	IV	226	
pour règler les dispositions relatives aux territoires et places cèdés par la			
France, aux arrangemens territoriaux qu'il reste à faire en Allemagne, et			
au système défensif de la Confédération Germanique, paraphé à Paris le 3.			
et siqué le 20 noreabre 1815 (en français). V. France.			
ACCESSION A L'ACTE FINAL DE CONGRÉS DE MENNE	IV	287	
de part de S. M. le Boi de Sardaigne (en français). V. Russie.			
ACTE D'ACCEPTATION DE L'ACCESSION DE S. M. LE BOI DE SARRAIGNE À L'ACTE FINAL DI			
CONGRÉS DE VIENNE, V. FRANCE		298	
TRAJTĖ	IV	313	
entre les Cours d'Autriche, d'Espagne, de France, de la Grande Bretagne,			
de Prasse, et de Russie, par lequel, en exécution de l'art. 99 de l'acte			
du Congrès, on a déterminé la réversion des Duchès de Parme, Paisance et			
Guastalle (en français), V. Altrucas.			
ACTE D'ACCESSION DE S. N. LE ROI DE SARDAGNE AU TRAITÉ DÉFINITIE DE PARIS DE			
20 NOVEMBRE 1815, V. ACTRICHE.	IV.	367	
ACTE D'ACCEPTATION, DE LA PART DES PUBSANCES SENATARES, DE L'ACCESSION DE S.	IV	369	
CONVENTION	17.	407	
entre les Cours d'Autriche, de la Grande Bretaine, de Prusse, et de Russie		407	
d'une part, et de la France de l'autre, portant transaction sur les récla-			
mations particulières à la charge de la France (en français), V. FRANCE.			
ACTE p'accession	IX	428	
de S. M. le Boi de Sardaigne à la Convention signée entre les Paissances	•••	420	
Allièrs, et la France, pour régler définitivement la liquidation des réclama-			
tions particulières à la charge de la France (en français), V. France,			
ACTE D'ACCEPTATION DES PERSANCES ALLIÉES DE L'ACCESSION CI-DESSES V. FRANCE	IV	530	
TRAITÉ Aix-la-Clapelle, 9 netobre 4818	IV		
entre S. M. le Roi de France d'une part, et chocune des quatre Cours		434	
d'Antriche, de la Grande Bretague, de Prusse, et de Bussie de l'antre.			
pour déterminer la cessation de l'occupation militaire de la France (en			
francais), V. France.			
PROTOCOLE Aix-la-Chapelle, 21 novembre 4818	IV.	538	
élablissant le rang des ministres résidens accrédités annrès des Paissances			
Alliées (en français), V. France.			
ACTE D'ACCESSION Londres, 22 mars 4819	IV	439	

	- (	655
de S. M. le Roi de Sardaigne à la Consention conclue à Aix-la-Chapelle		
le 9 octobre 4818 (en français).		
SOMMAIRE. Accession pure et simple.		
RECEZ GÉNÉRAL DE LA COMMISSION TERRITORIALE DE PRANCFORT , 20 juillet 1819,	IV	461
V. Altriche.	•••	401
	***	
ACTE D'ACCEPTATION	iV	492
de l'accession de S. M. le Boi de Sardaigne à la Couvention d'Aix-la-Chapell-		
<ul> <li>du 9 octobre 1818, pour l'érarnation de la France (en français), V. Ressie.</li> </ul>		
ACTE D'ACCESSION	IV	499
de S. M. le Boi de Sardaigne au Bece; général de la Commission territo-		
riale russemblée à Francfort (en français). V. FRANCE.		
ACTE D'ACCEPTATION	W	506
de l'accession de S. M. le Boi de Sardaigne au Rece: nénéral de la Com-		
mission territoriale rassemblie à Francfort (en français). V. France.		
TRAITÉ POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES NortS . Paris, 30 novembre 1831	v	
entre les Cours de France et de la Grande Bretagne (en français).	,	٠,
SONNAIRE. Préambule. — Art. 1. Désignation des parages pour l'exercice du droit de visite réciproque des bâtimens. — 2 et 3. Oualité et nombre des hâ-		
timens à investir de ce droit. — 4 à 6. Clauses y relatives. — 7. Navires ca- pturés. — 8. Bătimens de guerre exceptés de la visite. Signal spécial des		
bâtimens croiseurs. — 9. Invitation aux Phissances maritimes d'accéder au Traité.		
Batifications.		
	,	12
supplémentaires an Traité coachs entre les Cours de France et de la Grande		
Bretagne pour la répression de la traite des noirs (en français).		
SOWN LIRE, Préambole, — Art. 1 et 5. Conduite et remise des bâtimens arrêtés par		
les croiseurs. — 2. Instructions sur la visite et l'arrestation. — 3. Bâtimens suspects		
voyageant en compagnie d'un bitiment de guerre, - 5. Procédure contre les		
bâlimens arrrêtés, - 6. Objets faisant présumer la destination d'un navire pour		
la traite. — 7 et 8. Dommages et intérêts par suite de visite et d'arrestation.		
<ul> <li>9. Déclaration d'abus et revations souffertes de la part des croiseurs. Pro-</li> </ul>		
cédure y relative. — 10. Communication à faire entre les Gouvernemens de		
toutes les procédures et jugemens relatifs aux bâtimens visités et arrêtés. —		
11. Liberté accordée aux esclaves trouvés à leur bord. — 12. Cas de démoli-		
tion totale ou partille des bâtimens arrêtés. — Ratifications.  INSTRUCTIONS por a les causses us	v	21
		21
nunexées à la Convention ci-dessus.		
SONNAIRE. Art. 1 à 4. Formes à suivre pour exercer le droit de visite et		
pour procéder à l'arrestation d'un hétiment. — Obligation des croiseurs à cet		
égard. — 5. Ports de mer destinés à recesoir les bâtimens arrêtés. — 6. De-		
voirs du croiseur en arrivant dans l'un de ces porté. — 7. Bâtimens suspects voyageant avec un bâtiment de guerre. — 8. Clause relative à l'exécution de		
toyageant avec un naturient de guerre. — 8. Cause resulve à l'execution de ces instructions.		
	31	86
TRAITÉ D'ACCESSION Turin, 8 août 4854	,	36
·		

au traité et aux articles supplémentaires pour la répression de la traite des noirs, entre S. M. le Boi de Sardaigne, S. M. Britannique, et S. M. le Boi des Français, (en français).

SMRUIL Prizanbale.—Art. 1. Accession du Rode Sardaige au Courations du 30 novembre 1831, et du 22 mars 1838.—2. Riserve au la lisation du nombre des croiseurs Sardes.—3. Indication à conner des Indinaess de garrer Sardes employes à la répression de la traite.—Mandats deliver par la Sardaige. 2 parls noficiation di nombre des croiseurs Français et Britanniques.—6. Part de Génes désigné pour recevoir les navires Sardes arrêties par les croiseurs.—Battifications.

ARTICLE soutrosses.

Turin, 8 décendure 1854 V 7:

à l'acte d'accession de S. M. le Boi de Sardaigne aux Trailés conclus entre la France et la Grande Bretogne, pour la répression de la truite des
noirs (en français).

SOUNTIEL Arrangement à l'égard du tieu de débarquement des nègres trouvés a bord des hitimens Sardes arrêtés par les croiseurs.

PROTOCOLE. Turin, 8 décembre 1834 de la conférence tenne au ministère des affaires étrangères à Turin, centre les Pénipstentisières de Sardaigne, de Prunce et de la Grande Bertogne, sur l'Article dellitionnel du Traité pour la répression de la traite des noire (en francais).

SONMINE. Cet acte contient les déclarations et réserves du Plénipotentiaire du Roi de Sardaigne, à l'égard de la latitude et du mode d'application de l'Article additionnel susmentionné.

TRAITÉ DE NAYBANTON . Turin, 6 septembre 1841 VI 229 entre S. M. le Roi de Sardaigne, et S. M. la Reine da Royannae Uni de la Grande Brotonne et d'Irlande (en francais).

30XH/IRL Préambule — Art. 1 et 3. Traitement des bâtimens dans les ports respectifs — 2. Nationalité des bâtimens. — 4. Commerce d'escale — 5. Naufrages. — 6. Cabotage. — 7. Destinations pain; et provenances de l'Illo de Malte, et de Gibraltar. — 8. Durée de la Concretion. — Ratifications.

CONVENTION ADDITIONNELLE. Londres, 25 janvier 4854 VII 394
au Trailé de navigation du 6 septembre 4841 entre la Surdaigne et la
Grande Bretsque (en franç, el en anglais).

SORMAIRE. Préambule. — Art. 1. Traitement national pour les droits de port. — 2. Nationalité des hâtimens. — 3. Durée do Traité. — Ratifications.

TRAITÉ DE COMMENZ ET DE NAVIGATION . . . Londres. 27 février 1851 VII 424 entre S. M. le Boi de Straisjae et S. M. la Beine da Boganne l'ni de la Grende Bretagne et d'Irlande (en français et en anglais).

SPRULE. Prizambule. — Art. 1. Liberte de commerce et assimilation reciproque des sujes des deux Pers sun antionaux. — 2. Animilation referepore, an
parillon autional pour les importations directes et indirectes. — 3. Même animilation pour les corporations et les termants. — h. Paint de monagole on de number pour les corporations et les termants. — h. Pour de monagole on de draint de post. — 6. Nationalist des bélancesa. — 7. Piecerment des aucleus — 8. Commerce d'excelle. — 9. Colonge, — 10. Naufages. — 11. Estension réciproque des faveurs et priviléges futurs accordes à des pays tiers. — Extension inmédiate à la Grende Brettage de diversa recordes à la Belgèque, — 12. Camusla. — 13. Liberté de disposer de la propriété. — 14. Liberté de cloix des couriers, facteurs, etc. — 15. Salistation du prévent Trolt aux Traits de

1851 et 1851. — Durée du Traité. — 16. Ratifications. TABLEAU ANNEAE

440

1 361

DECLARATION . Londres, 8 avril 4851 VII 453 par laquelle on étend sub-spe rati et à charge de réciprocité, aux lles Joniennes

par suquente un ciena sun spe ratt et a enarge de rereprocise, aux nes somennes les dispositions du Traité de commerce et de navigation conclu à Londres le 27 février 1851 entre la Surdaigne et l'Angleterre (en français et en anglals), V. ILES JONENNES.

#### AUTRICHE

TREVE GENERALE Rivalla à septembre 1630 1 337 conclue entre les Genéraux de Savoic, de l'Empreur , de la France, et de l'Espagne, à médiation de Monseigneur Mazzarini Ministre du Pape ( en français).

SOUNTIME. Art. 1. Suspension d'armes entre toutes les Parties jusqu'au 15 octobre. — 2 à 5. Attitude et conduite des armées et de leurs Généraux pendant la trère. — 6 à la fin. Remise provisoire de la place de Casal aux Espagnols. — Otages à donner par les Frauçais — Clause pour leur resitution avec

In place. — Force de la garaison à y mettre.

TRAITÉ DE PAIX.

Ratisbonne, 43 octobre 1630 entre l'Empereur, et le Roi de France, portant cession an Duc de Savoie de plusieurs pays du Duché de Monferrat (en latin), V. Fansce.

TRAITÉ POIN L'EXÉCUTION DU TRAITÉ DE RATISBONNE. . . Quérasque, 6 avril 1631 1 390 entre l'Empereur et le Roi de France (en italien).

SMILUL Frombale — Nigociatium relatives au montant des recenus des pers aufignés an loc dans le Monfern. — Righement défaitif à cet égard. Engagement pris et geranties à donner par le Duc de Savaie à celui de Mantone. — Payment die la doit de la Durchesse de Mantone. — Abbaye de Locale de Mantone. — Payment de la doit de la Durchesse de Mantone. — Abbaye de Locale de Mantone. — Exportation des deutres pour les bossios de Casal. — Dévelution des dies. — Multiture des blés. — Représilles. — Natigation sur le Po. — Légalitain. — Prisonaierie de genere. — Droits des particulties une le cours des eux «, et de particular des blés de la consideration de la course de caux « de de la course de la course de la consideration de la course de la course de de la course de de la course de de la course de la course de la course de la course de de la course de la course de la course de la course de de la course de la course de la course de la course de de la course de la course de la course de la course de de la course de de la course de la course de la course de de la course de la course de la course de de la course de de la course de la course de la course de de la course de la course de la course de de la course de la course de la course de de la course de la course de la course de de la course autres. - Evacuation par les troupes Impériales, du Monferrat, du Mantouan et du territoire de la République de Yenise. - Évacuation sinsultanée du Pié mont, et de la Savoie, sous quelques réserves par les Français, et de Moncalve par le Duc de Savoic. - Termes et arrangemens pour la concession d'investiture au Duc de Mantoue; - pour la démolition des forteresses, la retraite des troupes, et les ôtages à remettre de part et d'autre entre les mains du St-Père, - Amuistie, - Les alliés des PP, CC, compris au Traité, - Liberté de commerce. - Restitution de l'artillerie destinée au service des places cédées. - Promesse du Général Gallas touchaut l'occupation de l'État de Milau.

l'année 1634 (en latin).

italien).

401 1. Dénombrement des terres à assigner au Duc de Savoie sur le Monferrat. 2. Arrangement relatif à la remise provisoire des forts d'Avigliana et de

Suse entre les mains de soldats Snisses, ARTICLES POUR L'EXOCUTION DE TRAITÉ DE 6 VAIR . Quérasque, 19 juin 1631 signés par les Ambassadenrs de l'Empereur et du Boi de France (en

SONNAIRE. Mention des difficultés survenues à l'égard de l'Article secret portant le dépôt entre les mains des Suisses des forts d'Avigliana et Suse. - Confirmation générique du Traité du 6 avril. - Prorogation des termes pour l'investiture des Duchés de Mantone et de Monforrat, - Nouvelle promesse au sujet de l'évacuation de l'Italie par les Impériaux. - Otages à remettre entre les maina de S. S. et des Ducs de Savoie et de Mantoue. - Clauses ponr leur restitution. - Démolition des fortifications. - Deux modes proposés pour la restitution des places. - Arrangement pour le passage des Impériaux dans leur retraite sur les terres des Grisons. - Réduction des troupes Espagnoles dans l'État de Milan. - Promesse du Général Espagnol de respecter tous les accords conclus par le Baron Gallas Ambassadeur et Général des Impériaux.

I 552 entre l'Empereur et le Boi de France, dans leunel par rapport au Duc de Savoie est confirmé le convenu et accordé par les Traités de Quérasque de

SOUNAIRE. Les clauses relatives à la confirmation de ces Traités se trouvent énoncées aux pages 584 à 587. - Il y ent question, entr'autres choses, de l'investiture à donner par l'Empereur au Duc de Savoie de tous les fiefs, droits seigneuriaux, domaines et États possédès par ce dernier, ou lui appartenans en force des Traités précités, et d'acquisitions postérieures,

VOTA. Ce Traité et celui d'Osnabruck sont connus généralement sous le nom de Traités de Westphalie, par lesquels ou a mis fin à la guerre de treute ans.

TRAITÉ D'ALLIANCE OFFENSIVE ET DÉFENSIVE . . . . . Turin. 4 juin 1690 11 129 entre Victor Amédée Duc de Sacoie et l'Empereur Léopold, contre la Conconne de France (en italien).

SOMBAIRE. Préambule. -- Déclaration du Duc en faveur de S. M. L., de ses intérêts, et de ceux des Puissances alliées. - Promesses de la part de l'Empereur de protéger et défendre à perpétuité S. A. R. et ses États. - Ordres et

dispositions de S. M. y relatifs. -- Engagement spécial pour la restitution de Pignérol au Duc. ASSOCIATION . La Have, 20 octobre 1690 du Duc Victor Amé un Traité de lique contre la France, conclue entre l'Empereur, l'Angleterre, et les États Généraux des Pays-Bas (en français), V. ANGLETERRE. TRAITÉ . . . . . . . . . . . . . . Vigevano. 7 octobre 1696. 11 466 entre S. A. R. Victor Amé II Duc de Savoie d'une part, et l'Empereur Léopold et Charles II Roi d'Espagne de l'autre, pour une suspension d'armes en Italie entre LL. MM. et la Couronne de France (on italien). SOUNAIRE. Préambule. - Art. 1. Suspension d'armes et cessation des hostilités jusqu'à la paix générale. - 2 et 3. Le Duc chargé de négocier la paix dans l'intérêt commun de toutes les Parties. - Leurs engagemens réciproques dans ce but. - 4. Somme d'argent imposée aux Princes d'Italie pour les frais de marche des troupes Impériales. - 5. Otages à remettre entre les mains du Duc. 170 La suspension d'armes et la neutralité jusqu'à la paix étendue à toute l'Italie. - Clauses relatives à celle-ci. 170 Engagement du Général Espagnol à l'égard de l'armée française et de ses anhsiatances. DECLARATION . . . . . . . . . . . . . Vigevano, 9 octobre 1696 de l'Ambassadeur de l'Empereur L'opold, par laquelle, des deux Traités de Vigevano, il déclare pour véritable celui qui donne au Duc de Savoie le droit d'offrir sa médiation au Roi de France pour la conclusion de la paix générale (en français). SOMMAIRE, Déclaration pure et simple. TRAITÉ D'ALLIANCE . . . . . . . . . . . . Turin, 8 novembre 4703 entre S. A. R. Victor Amé II Duc de Savoie et l'Empereur Léopold pour continuer la guerre contre la Couronne de France (en latin). SOMMAIRE. Préambule. - Exposé des motifs. - Art. 1. Ligne. Son but. -2. Armée impériale à envoyer dans les États du Duc. - Sa jonction avec l'armée ducale. - Fournitures. - 3. Commandement général déféré au Duc. - 4. Subsides à fournir par l'Angleterre et les Provinces Unies. - 5, Cession au Duc, garantie par l'Empereur, de la partie du Monferrat possédée par le Duc de Mantoue. - 6, 7, 8, 10, 11, et 16. Cession an Duc, d'Alexandrie, de Valeoce, de la Lomelline et de la Valsesia avec leurs dépendances. - 9. Passage de troopes par le Monferrat. - 12. Diplôme Impérial du 8 février 1690, confirmé. - 13. Droits du Duc à la succession d'Espagne reconnus et conservés. - 14. Renoociation de l'Empereur au sujet de la dot de l'Infante Cathérine d'Espagne, - 15. Entreprises militaires à faire en Italie par les alliés. - Avantages promis an Duc. - 17. Approbation du Traité par les alliés de l'Empereur. - 18 et 19. Engagement réciproque de ne conclure aucun Traité séparément.

ARTILES SCREES

1. Restriction reliulie à l'art. 14. 2. Engagement de l'Empereur concernant la prevince de Vigereann et autres fieux dennandés par le Duc. — 3. Étecture de l'Empire l'avière à paratrie l'Ernière. — 8. Restriction relitire à l'avitée 2 du Trilié. — 5. Transport de la guerre d'Ilufe en France. — Avantages promis au Duc.

l'année 1703 (en latin).

Fasture 1703 (en latin).

MEMBLIA Expode on modils. — Decision des questions proposies — 1: ser le mar de 2º des articles secreta indurencent), ligrature. — 2: se le ju per le mar de 2º des articles secreta indurencent), ligrature. — 2: se le ju per le dendarion des revenses de 1º france dans la Provioci. — 6: ser la population de la tillet, de constit. — 5º, 6º et 2º, ser la cession de certains biens de la Loneilline, et le constitue de 3º de 1º 
TRAITÉ DE LA GEADRIPER ALLANCE . Londres, 2 nout 1718 II 332 entre l'Empereur, l'Angleterre, la France, et les États Généraux portant cession du Royaume de Sardaigne au Roi de Sicile, en échange du Rovoume de Sicile (en latin).

■MERILLE. Par co Traité à fat couvreus que l'Empercue devait resouver à l'assepane et una liches ; — comme le fait d'Engançe. À l'Illufe et sat 19-8 pas. — Que l'Infant D. Carlo fils de la Reine Blankette aurait l'intensiture des Decheis de Tousane, de Parame et de Paissance comme feit de l'Empère. — Que pour garante de cut clause, ces pays sersient occupés provinsérement les surfaces de l'autre de l'extraite le Serie de Serie de l'extraite le Serie de Serie de l'extraite le Serie de Serie de Serie de l'extraite le Serie de Serie de Serie de l'extraite le Serie de Seri

L'article du Traité relatif à l'échange est le 6.00

SUPERT LES CONDITIONS DU TRAITÉ À CONCLURE ENTRE L'ENPEREUR ET LE ROI DE SIGLE.

Art. 1. Modif de l'Echange. — 2. Cession de la Safriàgue de la part de l'Empureur. — 3. Confirmation en latere di Roi din crossion sispieles pur le Traisé de Turin de 8 novembre 1703. — 4. Le druit à la succession d'Epupper reconsus par l'Empereur. — 5. Prossers de garantis museule. — Exécution de Traisé. — Les classes et confidions particulières de la Convention conclue eauer l'Empereur. J'Empisteure, les Frances et les États Généraux, pour la pendication générale, sont féronaisées en 8 réciles Septies.

Ammello Google

961

ACTES D'ACCESSION ET D'ADMISSION Paris, octobre et novembre 4748	н	385	
de S. M. le Boi Victor Amé II au Traité de la quadraple alliance (en latin). SORVAIRE, Mention de l'acceptation, de la part de S. M. des conditions proposées. — Déclaration d'admission au Traité de la quadruple alliance.			
ACCORD . Vienne, 26 décembre 4748 signé entre les ambassadeurs de S. M. le Roi Victor Amé II. et de l'Empereur, pour l'évacuation du Royanme de Sicile, et l'occupation de la Sardainne (en français).	II	389	
SWHAIRE Art. 1. Trouges impériales deslinées pour l'espedition. — 2. Ex- custion de la Sicile de la part du Roi: jonction de ses troupes avec les im- périaux. — 3 a 9. Arrangemens pour le transport des troupes, des municions, des afficiers de justice, etc. — 10. Remise na Roi de l'île de Sarchigne. — 11 et 12. Espagemens de l'Empereur en sa freur.			
CONVENTION  Suples, 22 avril 479  Write le conite Fontons, le marquis Solar de Breille, ambasandeurs da Roi  Virier hauf II, le marchal Daun Vice Pais de Noples, et Camiral Drug,  pour l'écueution de la Sielle, et l'occupation de la Sandajue (en français).  500RMR Art. 1, 7 et 1, 10 cufe à sistire dans l'écueution de la Sielle.  Arrangemens sur la destination et le transport des troupes de S. M.  Destination des galères é S. M. — 9, Prinomieres de garer. — 40. Manitions de guerre et de booche. — 42. Clause sur l'expédition militaire à estreprendre en Straligne.		393	
TRAITÉ DE SISSESSIOS D'AMES SER MER . L. L. Haye, 2 avril 1730 entre S. M. le Roi de Sardaigne, l'Empereur, la France, l'Espagne et l'Angièterre (en latin).  SMENIUM. Présumbole. — Suspension d'armes sur toutes les mers. — Restitution des prises.	II	406	
CONVENTION Gênes, 45 Juillet 4720 entre le baron de Schouleubourg commissaire du Roi et le prince d'Oltajano, pour la reusie de la Surdaigne à S. M. (en Italieu).  50084418, Présanbale. — 1. Clause et réserve à l'égard des villages et terres du dunaine royal realuis produits i domination de l'Emperegn. — 2. Deutes du di	II	409	

ACTE DE RESTITUTION . . . . . . . . . . . . . . . . . . Cogliuri, 4 août 1720 11 444 du Royaume de Sardaigne faite par le Roi d'Espagne à S. M. (en

daighe pour se pronoucer à l'égard des conditions et des arrangements propotes. — Clauses relatives us cas de non acceptation de leur part. AATRIZES MÉRADÉS : 1. Engagement des Pasissances relatif au cas de non accession de la part des États Générus. — 2 Cas d'incavicution de quolques conditions, de la part des Estats Générus. — 3 et d. Réserves pour les titres donnés dans le Traisé à Estat Générus.

l'Empareur un Roi d'Esparge et un Dur de Savoie

domaine mises à la charge de Roi.

français). V. ESPAGNE.

660		
ACTE DE REMSE du Reynume de Saydaigne à S. M. le Roi Victor Amé II, par le prince Ottajano, au nom de S. M. l'Empereur (en latin).	U	413
50MM-HEL. Mention du Traité de Londres. — Déclaration de remise effective du Royaome, faite au nom de l'Empereur au commissaire du Roi, et ouga- gement de cétair-ci d'observer les statuts et les lois en vigueur dans l'Île.		
ARTICLES PRÉLIMINAIRES DE PAIX Vicane, 3 octobre 4735	11	462
entre S. M. le Boi de Sardaigne et S. M. Elempereur (en français), SMMURE Apris plantors signification concernant la Vedego, e le Duché de Bar, le Duché de Lorraine, le Grand Doché de Toscane, et les Royaumes de Naples et de Sicile, on cooxient à l'art. 4. de trois modes d'alternative de possession du Noraria, le Ai Vigerausaque et du Tortonia, condains deva à		
deux, et laissés au choix du Itoi de Sardaigne, de la Suzeraineté sur les fiefs des Langhes, — et de la possession de 4 autres terres.		
Suivent les dispositions en faveur de l'Empereur et la désignation des terres Impériales des Langhes.		
Articles sépanés		469
<ol> <li>Congrés à tenir. — 2. Réserve. à l'égard des titres employés dans les pleins-pouvoirs, et les articles préliminaires. — 3. Réserve à l'égard de la ré- daction en langue française.</li> </ol>		
CONVENTION Vienue , 11 avril 1736	11	471
enter l'Empereur et le Bio de France, relative à l'exécution des Articles prilissimistre du Truité de paix (en français). Ses points contenus dans le préliminaires. Relativement au Rel de Serbaiges, en excepte l'article 2 de l'éxacusion convenue do Milania, deux districts derant lui appareint. El poque de la pricée possession de sa part, de tout ce qu'il inset assort par l'article à des préliminaires. Saivent deux Articles ségères, et une Déclaration concernant le sort des Du-		.í
chés de Bar, de Lorraine, et de Toscane; et une réserve à l'égard de la ré- daction de la Convention en langue française.		
CESSION Luxembourg, 6 juin 4736 des provinces de Norave et de Tortone faite par S. M. l'Empereur Char-	B	479
les VI à S. M. Charles Emanuel III Roi de Sardaigne (en latin). SOUNAIRE. Préambule. — Mention de l'art. à. des préliminaires, et de l'option faite par le Roi. Renonciation et cession formelle de la part de l'Empereur.		
MANDEMENT Vienne, 7 juillet 4736	11	482
de l'Empereur aux cassaux et sujets des fiefs des Laughes pour la recom- naissance du Roi de Sardnigue pour leur Seigneur immédiat (en latin). 50MMIRI Déleration formelle de l'Empereur. — Glause à l'écard de la de-		402
mende d'investiture de la part du Roi.		
ACCESSION Turin, 46 août 4756 de S. M. le Roi Charles Emanuel III due préliminaires de paix signés à	н	486

Vienne le 3 octobre 4735, entre l'Empereur et la France (en trançais).		
SOURMAINA. ACCESSION pure et simple. DIPLOME à USZESSION S. Laurent-le-Royal, 24 novembre 4736 du Roi d'Espagne una Articles preliminaires du 3 octobre 4735, et de cession du Grand Duché de Toscure, et des Duchés de Purme et de Paisance à l'Empereur Charles V [fen français]. V. Espacyas.	П	487
DIPLOME . Naples, 41 décembre 4736 du Roi des Deux Siciles, par lequel S. M. adhère aux préliminaires de paix et approuve la cession des duchés de Toscone, de Parme et de Plaisunce à l'Empereur (en français). V. Naruss.	11	492
TRAITE ne PAIX Vienne, 18 novembre 1738 entre S. M. le Roi de France et S. M. Isparioide (ca latin).  59MEME On y stipule le règlement définité des points consenus par les pré- liminaires, et l'on confirme les dispositions de pulment Traités antérieurs, eutr'autres, à l'art. 8 les cessions et concessions faites au Roi de Sarchigne.  — Mention de Servariale.	11	497
ARTICLE SÉPARÉ		514
DÉCLARATION  des Ministres Pénipotentiaires de S. M. l'Empreur et du Roi de France, nur l'interprétation de l'art. 8 du Truité général de paix, qui a rapport nu Roi de Sardaipue (en l'annçais).	11	515
SOUNAIRI. Rectification de la mention de Serravalle et des limites faite par l'art. 8 du Trailé précédent. — Déclarations dans l'intérêt du Roi de Sardaigne. ACTE D'ACCESSION ET D'ADUSSION . Versailles, 5 (évrier 14759 de S. M. le Roi de Sardaigne à l'art. 8 du Trailé de Vienne du 18 no-	11	517
rembre 1758, suivant les explications des Ministres Plénipotentiaires (en français). SOMMAIRE Accession et admission pures et simples.		
TRAITÉ  cutre S. M. Charles Ensanuel III et S. M. Mario Thrève Breine de 17042  et de Bobème pour l'opposer de l'armée d'Episque en Italie (en italien).  SMRIII. Prémbule— Art. Il Basendhement des truppes Impériale.  2. Disposition de l'armée Sarde. — S. Movremas et opérations militaires à etc.  cuter en common. — 4, 6, 7, 8. Espagnemens de S. M. cueres la Roia de de-  Réserve du Roia l'Espard de l'État de Nilan. — 5. Dédaration corrélatire  de la Réine. — 9 et 10. Termo de la rificiation et clusse y réduire.		4
TRAITÉ D'ALIANCE. Worms, 15 septembre 478-52.  Roure d'avec l'Auguste Enouvel III Roi de Sindagion, Moris Thérète Beine de Ilongrie, et la Couronne d'Ampletrer (en français).  SEMBLE Fraimble - Quereil de la noccioni d'Autriche. — Art. 1. Déclaration d'alliance. — 2. Garantie et confirmation des Traibs autricus.  Remondation de S. N. Sarde, en firevae de l'Impération, au précention.	111	7

TRAITÉ

sur l'État de Milas. — 4. Cascert pour la suite des opérations militaires. — 5. Troupes à neutrein des deux Colée. — 6. Leur commandement déféré au Rol. — 7. Escafre Anglaise. — 8. Subides promis par l'Angleirer. — 9. Cembio un Bic du Vigernauques et de certains direitos du Paresan. — Limites des deux États d'après le cours du Po et du Tesin. — 10. Cession  3. S. M. du Narquist de Filast. — 11 34. Engagemens mutuels de Alliés. — 15. (avantages assurés aux nujets fritaminques. — 16 et 17. Princes et  États convils à Tallisace. — Italifications.	
4. Article séparé et secret	19
- Négociation de la Grande Bretagne avec la République des trois Ligues Grises, pour a'assurer de leurs passages, etc.	•
2. Auticle sépané et secret	20
3. ARTICLE SÉPARÉ ET SECRET	21
- Restriction de la part du Roi de Sardaigne à l'art. 3 du Traité.	
n'ALLIANCE Turin, 3 mai 4747	V 215
entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. la Reine de Hongrie, concernant	
l'entreprise de Génes ( en français ).	
SOMMAIRE Préambule - Art. 1, 7 et 11. Jonction d'un corps de troupes	
Sardes à l'armée Impériale devant Gênes Sa force, sa composition et son	
matériel 2 et 3. Clauses pour la rentrée de S. M. L. en possession de la	
ville et de tout le pays de Gênes, à l'exception du Marquisat de Savone con-	
scrié à S. M. Sarde. — 4 et 5. Perception et partage entre les PP. CC. des	
contributions à frapper sur la ville de Gênes — et des sommes à exiger par	
forme de rafraîchissement pour les troupes. — 6. Réserve de S. M. I. y re-	
lative. — 8. Proportion à garder dans les dépenses communes. — 7 et 9. Con-	
cours de deux galères Sardes et de la flotte Britannique à la reprise de Gênes.	
— 10. Application de l'art. 14 du Traité de Worms à la République de Gênes.	
<ul> <li>12. Arrangemens relatifs à l'artiflerie existante dans Gênes et à la restitu- tion des prisonniers.</li> <li>13. Ratifications.</li> </ul>	
	001
ARTICLE SÉPARÉ	221
Le Roi de Sardaigne admis au purtage des subsistances et effets d'armement et d'habillement militaires existant dans les magasina de Gênes.	

de Sardiajue, S. M. In Brito de Hongrie, S. M. le Biú de la Grande Bresque, e la Singueure Ratta Ghidrace des Provinces luite (en Trançais). SWRBLIR. Prianchale. — Art. 1, Confirmations des Traités autérieurs. — 2, 9 et 10, Armée à rancamber dans les Payls Ras. — Porce des consignars respective. — 3, Chause relatives. — 4, Gorainon des places. — 5, Commandenent des armées. — 6, Artificie, frais de siège, pubblées, etc. — 7, Vaisseurs foorrie par les Provinces-Loies. — 8, Armée Austrichienne en Iulie. — 11. Butta Angalies et galleres Sarles. — 12 et 43, Sabolies ercordes l'Irus.

pour la campagne de 1748 contre la France, conclue entre S. M. le Roi

. . . . La llaye, 26 janvier 4748 III

		6	63
	pératric et au Roi de Sardaigne. — 14. Tableaux de la force des cosps à vientréonnier l'éciprogenenta per leurs commandans. — 18. Commandement suprème déféré au Roi de Sardaigne. — 16. Clause relative au payement des arrèrages de subsidés dan par les Provincions-Unies. Pautrostrature uses sussessas ses Érats déchâtatx		31
	- Relative à la rédaction de l'art. 1. Anticle sépané		32
	- Terme pour l'échange des ratifications.		
CONVEN	TION . Tarin, 29 Sevirer 1748  entre S. M. le Boi de Sardaigne et S. M. Fluspristie Biene de House, pour donner secura à l'Île de Corse contre la Bépublique de Génes (en français).  MBEUILE. Préambele – Art. 1, 2 et 4. Troupes, artilletie et musitions à fromir par le hi. — 3. Desistatin d'on commissaire de Eurere aureès des trou-	v	222
	pes. — 5. Fourniture éventuelle de grosse artillerie. — Engagemens de même teneur de part du général de Bronn. — Frais d'entretien des troupes. — Arrangemens y relatifs.		
ACTES I	N' CONSIGNÉ S'AN-LA-CHAPELLE TOR NOZ.  1. Nillan, A Cotaber 1751 cutir S. M. le Bui de Sardaique et S. M. le Brêine de Hangrie, pour ri- gère les differends uncreuses par rapport à d'architoni den Traillé de 1763, 1758, 1735 et 1738, et para fuoriare le consumer due deux Étate (en italien.) 9889ULLE Friendable.— art. 1. Concervation des varies étates (en italien.) 9889ULLE Friendable.— art. 1. Concervation de varies de traile de 1762 à 1768.— 3. Train- ment des najots des l'ovincies démendres.— à Exarcite due dureire. 3. Commerce.— Tarif des dreis la payer.— 6. Economats pour les Béd- fices syant titre et lebres dans deux Less differens.— 7. Offices douates pur les l'estes de la deux de differens.— 2. Offices douates pur les trainés des decumes concernant les pays debits.— 9. Offices douates pur le trainés des de (11 mars 1731).— 11. Partiges a per revis des lines es te revenus public, dans les previsors céden.— 12. Pro ruin pour le payment me de dettes Canadal (11 mars 1734).— 11. Partige a per revis de la lines et de	103	33 92
	ARTICLE SÉPARÉ.  — Droits de Régale. — Cartes à jouer. — Peaux crues. — Vins étrangers.  — Indigo.		124
TRAITÉ	n'ratur Arasjuer, 18 juin 1752 cutre S. M. Charles Emmanuel III flui de Sardaigue, 18 juin 1752 cutre S. M. Calesleye (en latin).  SMRIAIA. Friedrable. — Art. 1 3. Union et amité sur les bases du Traide de 1718 d'âl-le-Chaplele. — Prissances comprises dans le Traid. — 6 1718 d'âl-le-Chaplele. — Prissances comprises dans le Traid. — 6. Garania en liveur des États du flui de Sardaigue, et d'autres Poissances années. — 5 et 6. Garanis de la proguntique aussicine. — 7, 8 et 2. Garanis. — 5 et 90. Garanis de la proguntique aussicine. — 7, 8 et 2. Garanis	111	128

664			
Anticle sépané 1."		136	
- Arrangement pour le transport éventuel de troupes en Sardaigne.			
ARTICLE SEPARÉ 2		137	
ACTE D'ACCESSION ET D'ARMISSION	ш	138	
de Philippe Duc de Parme an Traité d'Hatie entre le Roi de Sardaigne, l'Empereur et l'Espagne (en espagnol et en latiu). V. Parme.			
ACTE D'ACCESSION ET D'ADMISSION Madrid, 23 janvier 1753	ш	151	
de S. M. l'Empereur comme Grand Due de Toscane an Trailé d'Halie (en latin). V. Toscane.		•	
TRAITE POUR L'ABOLITION DU DROIT B'AURAINE Vienne, 31 Août 1763		251	
entre S. M. le Hoi de Sardaigne, et S. M. Impériale Marie Thérèse (en tatin).			
SOMMARIA. Art. 1 à 5. Liberté réciproquement accordée de recaeillir les successions dans les deux États. — Dérogation aux lois contraires. — Clauses explicatives. — 6. Batification, et promulgation du Traité. — Son effet. — Con- troverses autériteurs à la Convention.			
CONVENTION	111	261	
entre S. M. le Roi de Sardaigne, et S. M. I., relative au collège Ghislieri,			
en ceivation du Traité du 4 celebre 1751 (en italien).  SOFERUIL Préminde: — Nemitou de 12rt. 7 du Traité du 5 celebre 1751.  Engagement de Marquis Châtieri rené inaccompt. — Art. 3. Capital de 12rt. — Art. 3. Capital de 12rt. — Art. 4.			
CONVENTION Milan, 25 septembre 1757  reprise S. M. is Boi de Sardaigue et S. M. l'Impératrice flome de limperi, pour régler la division des biens éthies dans les États de S. M. Sarde et appartenant aux cellèges de Faities tistée dans le Medie Milan, (in lialien).  8498/MIL Frémbole. Exposé détaillé de l'objet de la Convention. De signation des revenus apparenant à de collèges aspeptinés de la Compagnie de Jénu. — Art. 1. Arrangemens réalifs à la contribution proportionnelle de ces revenus pour l'assignation à liér des pensions aux ex-lésiens. — 2 à 12. Clauses et détails de compabilité y relatifs. — 13. Charges cissantes sur les biens. — Clauses pour leur experiment. — 14. Compessations pour cause de gestion natérieure au Bret de suppression. — 15. Laitude et force de la Canvestion. 16 à 1 NE Engements résponses des deux Convenences pour le versement effectif des sommes à leur charge, pour la renine des útres et documens, ainsi que pour les indemntés etrettolles. — Italitécatentiles.		304	
CONVENTION Milan, 21 avril, 1792 entre S. M. le Boi de Sardaigne et S. M. l., pour l'extradition récipro- que des régimines (en itslien).		529	

SMR(ML). Pricambule. — Mention de la Convention du 15 octobre 1781. — Art. 1 à 7. Baillo et analheture mentionnés dans la présente Couverine. Clauser relatives à luer arrestation et extradition. — 8 et 9. Restitution des abjets volés et rennée de cevus saise e la pesession des individua arreles. 10 et 11. Surreillance à exercer par les Autérités des deux faxts sur les vapelonds et les personnes insepeces. — 12. Clause relative 11 a rennée des autérités polonds et les presonnes insepeces. — 12. Clause relative 1 la rennée des autérités polonds et les presonnes insepeces. — 12. Clause relative în la rennée des cas périn de millièreur d'une pouver la service millière de l'auter. — La périn de millièreur d'une pouver la service millière de l'auter. — 15. Durée de 16 convention.

TRAITE . . . . . . . . . . . . Valenciennes, 25 mai 4794 III 540 entre S. M. le Roi de Sardaigue, et S. M. FEuspereur d'Autriche contre la France (ou français).

SWIMIE Préambule — Art. 1. Partage éventuel des coopéries sur la France. Allernative. — 2. Terme pour l'option. — 5 et ls. Engagemen récipropurs des PP. CC. pour agir contre l'ennemi commun. — 5. Gauservation et défense du Primont. — Arrangemens militaires y relatifs. 6. Le Gération. Le viai. — Ordre de sa dépendance dans le commandement des treupes alliées. — 7. Son reruptement éventuel. — 8. Réserve de s'aphabitions silément.

Suivant les circonstances et les intérêts communs des PP. Ct. :

LAITÉ DE PAIX

entre la France d'une part, et l'Autrielle, la Russie, la Graude Bretagne,

et la Prusse (Puissances alliées) de l'autre (en français), V. France.

ACTES de réanion di diché de génés ne prémont, Vienne, décembre 1814, V. Génés, IV 25

ACTE D'ADMISSON Vienne, 47 décembre 4814 IV 3
des Pléuipotentiuires de S. M. le Roi de Surdaigne à la Déclaration du Con-

des Pléuipolentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne à la Déclaration du Congrès de Vienne du 12 décembre (en français). V. Gènes. RÉGLEMENT sin le riva pas diflusires ac cosonis de vienne, Vienne, 49 mars 1815—IV 56

SOUTHIRE. Classes des 'Agens diplomatiques. — Ordre do leur rang. — Mode uniforme à établir dans chaque État, pour leur reception (en français).
TRAITÉ n'ALLINGE. — Vienne, 28 mars 4815 IV 59

TRAITÉ n'ALLINGE.
cutre la Grande Bretague, l'Autriche, la Russie, et la Prusse contre Napoléon Bouquerte (en français). V. Avaleterrare.

entre S. M. le Roi de Sardaigue, et Leurs Majestés le Roi de la Grande Bretagne, l'Empercur d'Antriche, l'Empereur de Russie, et le Roi de Prusse, pour l'accession et l'admission de S. M. Sarde au Traité d'alliunce du 25 mars 1813 (en français).

SONUME. Pricambule. — Art. I et 2. Accession de S. M. Sarde an dit Traité.
 3 à 3. Contingent de troupes à fournir. Leur commandement, Subsistances.
 6. Déclaration de S. M. Sarde à Pégard du serm de l'art. 1 du Traité du 25 mars 1813. — 7. Réserve au sujet de l'exécution du Traité de Chaumont.
 8. Promese de ratification.

entre S. M. le Roi de Surdaigne, l'Antriche, l'Angleterre, la Russie, la	IV	63
Prusse, et la France, avec un Article additionnel et séparé avec l'Antriche (en français).		
SONNAIRE. Préambule. — Obiet du Traité. — Art. 5. Désignation des limites		
des États du Roi de Sardaigne vers les frontières de la France, de la Suisse, de		
l'Antriche, et des États de Parme, - Limites des États de Gênes, - Ile de Ca-		
praia y comprise 2. Les États de Gênes déclarés réunia à perpétuité à ceux		
du Roi 3. Titre de Duc de Gênes à prendre par S. M 4. Droits et privi-		
léges assurés aux Génois 5. Réunion définitive des fiefa Impérianx aux Étata		
de S. M 6. Extension en faveur du Roi de la réserve énoncée à l'art 3 du		
Traité de Paris du 30 mai 1814 7. Cessions faites par le Roi au Canton de Ge-		
nève 8. Les provinces du Chablais et du Faucigny comprises dans la neutralité		
de la Suisse. Clause y relative 9. Le Traité faisant partie des stipulations du		
Congrès de Vienne. — 10. Terme des ratifications.		
Annexes au traité		68
ARTICLE ADDITIONNEL ET SÉPARÉ AVEC L'AUTRICHE		70
Ou y confirme le droit de réversion sur le Duché de Plaisance, stipulé en faveur		
de S. M. Sarde par le Traité d'Aix-la-Chapelle de 10 juin 1763. Clause restrictive		
à l'égard de la ville de Plaisance en faveur de l'autriche.		
CONVENTION Vienne, 1 juin 1815	11	73
entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. l'Empereur d'Autriche, pour		
régler tout ce qui a rapport aux objets militaires, à l'occasion de la guerre		
contre la France (en français).		
SONNAIRS. Préambule Art. 1. Arrangemens concernant la nourriture et les		
moyens de transport des troupes en marche ou cautonnées 2. Commande-		
ment du contingent des troupes Sardes 3. Leur traitement en pays en-		
nemi. — 4. Démolition des fortifications de la Ville d'Alexandrie. — Garnison de		
la Citadelle. — 5. Terme et endroit des ratifications.		
ACTE FINAL DU CONGRÈS DE VIENNE 9 juin 1815	W	76
entre la France et les Puissances alliées, savoir: Autriche, Espagne, Angle-		
terre, Portugal, Prusse, Russie, Suède et Norwège (en français). V. France.		
CONVENTION Turin, 14 juin 1815	IV	152
entre les Commissaires de S. M. le Roi de Sardaigne et de S. M. l'Empe-		
reur d'Autriche, pour l'entretien des troupes Autrichiennes de passage dans		
les Étate du Boi, en exécution de la Convention du 1er juin (en italien).		
SOMMARIA, Préambule. — Art. 1. Confirmation du S 1 de la Couvention du 1		
inin - 2. Cas de cantonnemens 3. Ordre de routes et étapes 4 Indica-		

tion des subsistances. — 5 et 6. Arrangemens peur la distribution des rations, et pour les transports. — 7. Service de la poste au chevatu. — 8 et 9. Limitation des fourritures pour les cantonemens. — 14, 11 et 12. Eublissement d'hojétaux militaires et de magasins. — 13. Introduction de bestiaux pour les subsistance. — 34. Cours des monaises dans les rapports journalisers eutre

	6	67
les soldats et les habitans. — 15, 16, 17 et 18. Clauses pour l'exécution de la Convention.		
TRAITE DE LA SAINTE ALMANCE	ıv	164 174
entre LL. MM. l'Empereur de Bussie, l'Empereur d'Astriche, et le Roi de Prusse, arcc l'accession de S. M. le Roi de Sardaigne (en français). V. Russie.		
TRAITÉ DÉFINITE . Paris , 20 novembre 1845 entre l'Autriche, la Grande Bretagne, la Prusse, et la Russie d'une part, et la Frusce de l'autre (en français). V. Fianne.	IV	478
CONVENTION Paris, 20 novembre 1815 conclue en conformité de l'art. V du Traité définité du même jour, et re- lative à l'occupation d'une tique utilisaire en France par une armée allié (en français), V. PANNE.		
CONVENTION Paris, 20 novembre 4815 conclue eu conformité de l'art. IX du Traité définité du même jour, et relative aux révisuations processant du fait de la non aéroction des articles XIX et onie. du Traité du 30 mai 1814 (en français). V. FRANCE.		
PROTOCOLE. Paris, 20 novembre 1815 pour la répartition des 700 millions dus par la France aux Paissances attiées (en français). V. France.	IV	217
PROTOCOLE. Paris, 20 novembre 1815 pour règler les dispositions relatives aux territoires et places cédés par la France, aux arrangement territoiraux qu'il rette d faire en Allemagne, et au système défamil de la Confédération Germanique, pursphé à Paris le 5, et sigué le 20 novembre 1815 (en finaçais). V. PALNCE.		
A/TE inhatron in trarf in 20 vortumes Chamblery, 15 december 4815.  Benissium of S. M. be file Stratingue for laptife the Stratingue for laptife the Stratingue for laptife the Stratingue for laptife the Stratingue for an in 1814, of rendered S. M. par celai da 20 accounter 1815 (on françois posseption for an part.—  MERITAL Coloration de remise 1 S. M. of Faccopation de un part.—  Gatons de Genère.  Catons de Genère.		
ACCESSION A L'ACTE FINAL DU CONGRÈS DE VIENNE  de la part de S. M. le Roi de Sardaigne (en français). V. RUSSIE.		287
ACTE D'ACCEPTATION DE L'ACCESSION de S. M. le Roi de Sardaigne à l'Acte final du congrès de Vienne. V. France.		298
TRAITÉ Eutre les cours d'Autriche, d'Espagne, de France, de la Grande Bre- togne, de Prause et de Bassie, par lequel, en exécution de l'art. 9 de l'Acte du congrés, on a débrassiel la réversion des Buchés de Parsee, Pai	IV	

suivans:

668		
500044RL — Préambule. Art. 1, et 2. Confirmation des articles 99, 101, et 102 de l'Acte du congrès de Vienne. — 3. Dévolution des Duchés de Parme, Plaisance et Gussalle, après le dévès de S. M. l'Archidenesse Marie Louiss en faveur de		
l'Infante d'Espagne Marie Louise, de l'infant D. Louis, et de ses descendans males. — 4. Réversibilité de Lucquies en faveur du Grand Duc de Toscane. — 5, et 6. Droit de l'Empereur de tenir garnison dans Plaisance. — Sommes à		
payer par lui à l'infante Marie Louise. — 7. Réversion dans les cas d'extin- ction de la branche de l'Infant D. Louis. — 8. Clause relative à la ratifi- cation.		
ACTE p'accession de S. M. le Roi de Sardaigne au Traité définitif de Paris du 20		
	IV	367
ACTE D'ACCEPTATION de la part des Paissances signataires, de l'accession de S. M.		
le Boi de Sardaigne au snedit Traité Vienne , 20 septembre 1817	IV	269
CONVENTION  Paris, 28 avril 1818  entre les Cours d'Antriche, de la Grande Bretague, de Pruse et de Bussie d'une part, et de la France de la Grande Bretague, de Pruse et de récla- mations particulières à la charge de la France (en français). V. FRANZE.	IV	407
AUTE 0 NOUSSIANN  de S. M. le Boi de Sardaigne à la Convention signée entre les Paissances alliées et la Fennce, pour règler définitéement la liquidation des réclamations partieulières à la charge de la Fennce (en français). V. FRANCE.	IV	128
AUTE D'ACKEPTATION des Paissances allièrs de l'accession ci-desaus	IV	430
TRAITÉ. Av-la-Chapelle, 9 octobre 1818 entre S. M. le Roi de France d'anne part, et charme des quotre Coars d'Autriche, de la Grando Bresague, de Prusse et de Bassie de Fontre, pour déterminer la expostion de l'overaption militaire de la France (en français). V. Fusca.	IV	434
PROTOCOLE  Aix la Chapelle 21 movembre 4818  établissant le rang des ministres résidens accrédités auprès des Puissances allées (en français). V. Fance.	IV	438
ACTE D'ACCESSION  de S. M. le Roi de Strilaigne à la Convention conclue à Aix-la Chapelle le 9 octobre 1818 (en français). V. Angleterre.	łV	439
RECEZ cievinat. de la Commission territoriale rassemblée à Francfort (en français). Francfort 20 juillet 1819	IV	46

compensations territoriales, à la suite des dispositions des Traités de Vienne du

Les articles relatifs aux États de S. M. le Roi de Sardaigne sont les

20 juin, et de l'aris du 20 novembre 1815.

Art. 39. Rétablissement des frontières entre la Savoie et la France, comme elles étaient en 1790, à l'exception d'une portion de la commune de		
St-Julien cédée à la Suisse.		
Art. 40. Remise à Genève d'une partie du Pays de Gex.		
Art. 41. Limites de la Savoie du côté de Genève.		
Art. 47. Réversion des Duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalle main-		
tenue dans les termes du Traité d'Aix-la Cappelle de 1768, et de l'Article séparé du Traité, entre l'Antriche et la Sardaigne, du 20 mai 1815.		
ACTE D'ACCEPTATION	137	400
de l'accession de S. M. le Boi de Sardaigne à la Convention d'Aix-la Chauelle	.,	402
du 9 octobre 1818, pour l'écucuation de la France (en français). V. RUSSIE.		
ACTE D'ACCESSION	IV	499
de S. M. le Roi de Sardaigne an Recez général de la Commission territo-		
riale russemblée a Francfort (en français). V. France.		
ACTE D'ACCEPTATION.	IV	506
de l'accession de S. M. le Roi de Sardaigne au Bece; général de la Com-		
mission territoriale rassemblée à Francfort (en français). V. FRANCE.		
CONVENTION Novare, 24 juillet 4824	IV	508
entre S. M. le Boi de Sardaigne, l'Empereur d'Autriche, le Boi de Prusse,		
et l'Emperent de Russie, pour l'occupation d'une ligne militaire dans les		
Etato de S. M. le Roi de Sardaigne (en français).		
SONNAIRS. Préambule Motifs de l'occupation Art. 1. Force de l'ar-		
mée d'occupation (-12,000 hommes). Sa composition, sa dépendance et son		
renouvellement. Renfort éventuel. — 2 Ligne à occuper. — 3. Entretien des		
troppes. Solde, équipement, habillement, etc 4. Liquidation de l'arriéré		
depuis leur entrée en Piémout, - 5. Transport des correspondances, - 6. Ar-		
rangemens pour prévenir les contraventions aux règlemens de douane		
7. Commissaires Sardes et Autrichiens. — 8. Fixation provisoire de la durée		
de l'occupation 9. Clause relative à la ratification.		
CONVENTION Vérone, 44 décembre 4822	IV	520
entre S. M. le Roi de Sardaigne, l'Empereur d'Autriche, le Noi de Prusse		
et l'Empereur de Russie, pour faire cesser l'occupation temporaire d'une		
lique militaire dans les États de S. M. Sarde (en français).		
, SOMMAIRE. Préambule Art. 1 à 3. Termes pour l'évacuation partielle et totale		
des points occupés par les Autrichiens dans les États du Roi 4 et. 5. Désigna-		
tion des routes à suivre 6. Réduction progressive des sommes et fourni-		
tures à la charge de S. M. Sarde 7. Artillerie et munitions à Alexan-		
drie 8 et 9. Clauses relatives à la Convention de Novare du 24 juillet		
1821, et à la ratification de la présente Convention.		
CONVENTION FOR R C'extradition des déserteres Turin, 14 juillet 1825	IV	53
entre S. M. & Roi de Surdaigne et S. M. l'Empereur d'Autriche (en		
français).		
<ul> <li>SOUNAINE Préambole - Mention de la Convention du 17 mai 1817 Art.</li> </ul>		

italien).

d'excepcion. — S. Pesis d'estretien. — 6. Récompense pour la saisie et la démonchaise. — 7, ca de délits commis par le déretreur. — 8 à 10, Poursaire. Remies à la frentière. Doncesiques des militeirs. — 11 et 12, Priess course les subsersaires en fait de desverteur. — 15 et et 22, Priess course les subsersaires en fait de desverteur. — 15. Siphalations et algrés quipessent trontés na ponarie du déverteur. — 15. Siphalations relative à l'Extaphilion de destéreurs écendes na courcites réferciteure. Messers à persont et et surreillance à extrer à cer égard. — 15. Mise en vigueur et durée de la Camrention. — Battifactaires.

CONVENTION . Soil de Surdaigne et S. M. l'Emperour Astriche, par la quelle la Convention sur l'abelition du devit d'auther de Lander 1765, est llembre sur psys virants depuis lors aux deux Monarchies, nece des dissositions y relative (en francies).

598 Mall. Freundoile. — Art. I. La Conveniente del 1753 étende aux pays réunis. — 2. A la faculté ousculéer a justice feuil experte se libent, arce cerupito des dévids de détraction et autres. — 3. Exception pour la tux d'évingration et les droits sur jes successions. — La dévid d'évaperte ne s'étende pas sur personnex. — 5. Droit pour l'exemption du service militaire. — 6. Canfaction pour cause d'étingralian. — 7 et les Materies pour évident des Journes pour cause d'étingralian. — 16. Materier pour les séguite de Dousser pour cause d'étingralian. — 16. Materier pour les droits d'experiences en s'égent de mais et des fauts — et pour les droits d'experiences en le signe de la faction de la f

empécher la contrebande sur les eaux limitrophes du Lae Majeur, du Pó et du Tessiu (en italien).

3094MIL Fréambole. — Art. 1. Visité des harques navignant sur le La Majour, sur le Pot et un le Tessia. — 2 à 6. Cliause et défense relatives à l'abbrd. — Farmabilés à remplir. — 7. Visité des maniliss en deçs du flusive du Pot et du Tessia. — A Volation de la ligar donaire. — 9. Exception. — 10, 11 et 22. Peru et autres moyens de passage. Cantraventinns Peines. — 20. Experior poi de la ligar donaire. — 9. Exception. — 10, 11 et 22. Peru et autres moyens de passage. Cantraventinn Peines. — 22. Exception poi et arrais des nurschaffics. — 20. Inversat de Journe detailes pour les expéditions en transit. — 21 et 22. Bulletine de transit. — 24. Burée de Bouremailles.

CONVENTION FOR L'EXTRADITION DES MALEATIERES . . . . Turin, 6 juin 1838 VI 38 entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. l'Empereur d'Autriche (en

SMFUM. Préambole. — Art. 1. Crimiente te prévenue désignés par la Coursein. — 2, 9 et 47. Deur arrestation. — 2, 9, 6 et 7, Deumande detradition. — Clause et réserve y relatives. — 3. Sujets respectifs des PP. Gr. revenant dans leur pays sons la prévention de crime commis dans Tautre Est. — 4. Revitation des objets voite et autres. — 10. Sus-f-conduits. — 11. Décapition de témoir pour l'interaction du proche. — 12. Cas de conduits. — 11. Décapition de témoir pour l'interaction du proche. — 12. Cas de Conduits. — 11. Décapition de témoir pour l'interaction du proche. — 12. Cas de Conduits. — 11. Décapition de témoir pour l'interaction du proche. — 12. Cas de Conduits. — 11. Décapition de témoir pour l'interaction du proche. — 12. Cas de Conduits. — 11. Décapition de témoir pour l'interaction du proche. — 12. Cas de Conduits. — 11. Décapition de témoir pour l'interaction du proche. — 12. Cas de Conduits. — 11. Décapition de témoir pour l'interaction du proche. — 12. Cas de Conduits. — 11. Décapition de témoir pour l'interaction du proche. — 12. Cas de Conduits. — 11. Décapition de témoir pour l'interaction du proche. — 12. Cas de Conduits. — 11. Décapition de témoir pour l'interaction du proche. — 12. Cas de Conduits. — 11. Décapition de témoir pour l'interaction du proche. — 12. Cas de Conduits. — 11. Décapition de témoir pour l'interaction du proche. — 12. Cas de Conduits. — 1

atroces ou contre la sàreté publique. — 13. Receieurs. — 15, 15 et 16. Devoirs et soins des Autorités pour atteindre le but de la Convention. — 17. Frais d'eutretien des malfaireurs arrêtés. — 19. Durée de la Convention.

DECLARATION . . . . . . . . . . . Vienne et Turin, 17 et 26 avril 1840 VI 153 échangée entre la Sardaigne et l'Autriche pour l'exemption réciproque des

droits de navigation et de port en cas de reláche forcée (en français).

SONNAIRE Exemption réciproquement accordée, et conditions pour en jouir.

CONVENTION Vivane, 22 mai 1840 VI 156 entre S. M. le Bot de Sardiagne et S. M. l'Empereur d'Autriche en fareur de la propriété litéraire, et pour empécher la contrefaçou des œuvres scientifiques (litéraires et artistiques (en italien).

SOUNAIRE Préambule. - Art. f. Propriété des productions de l'esprit et de l'art. - Leur publication. - 2. Œuvres théatrales. - Leur représentation. - 3. Traductions de manuscrits ou d'ouvrages imprimés en langues étrangères, - Clauses et exceptions y relatives. - 4. Reproduction d'articles de journaux, ou tirés d'ouvrages périodiques. - 5. Éditeurs d'ouvrages anonymes et neepdonvnies. - 6, 7, 8 et 10, Contrefacon. - Définition et explications y relatives. - 9. Réduction de compositions musicales pour divers instrumens. -11. Droits des auteurs sur le titre de leurs ouvrages. - 12. Gravures, lithographies, médailles etc. - 13. Cession du droit de les copier et reproduire. -Effet de la vente des originaux. -- 14. Effet de la Couvention sur la reproduction d'ouvrages déià publiés ou en cours de publication. - 15, 16 et 17. Dommages-intérêts. - Dispositions pénales en cas de contrefacon. -18 à 23. Transmission du droit des auteurs ou de leurs ayant cause aux héritiers. - Termes de la durée de ce droit. - 26. Suites de leur échéance. - 25. Communications réciproques à faire eutre les PP. CC. pour faciliter l'exécution de la Convention. - 26. Réserve pour la censure. - 27. Invitation à faire aux autres États de l'Italie d'accéder à la Couvention. - 28. Sa durée. - 29. Ratifications.

l'article.

ACTE n'austreux. Modère. 27 octubre 1840 VI. 195
de S. A. R. le due de Mudère à la Courentin courbe de 23 uni 1840
eure S. M. le Bui de Sardaigne et S. M. Ellipereux d'Autriche, pour
a granulair de la propulifi libraire et artifique, et acceptaine de cet
acte de la part du Roi de Sardaigne, datée de Géara le 18 novembre 1840
(en tillière). V. Mooist.

CONVENTION Florence, 51 octobre 1840 VI 19: eutre S. M. le Roi de Surdangue, et S. M. l'Empereur d'Autriche d'une part, et S. A. I. et R. le Grand Duc de Toucome de l'autre, par laquelle S. A. accède, et LL. MM. acceptent son accession à la Concention conclue entr Elles à Vienne le 22 mai 1840, pour garantir la propriété, et empécher la contrépon des œucres scientifiques . l'iléraires et artistiques (en italien), V. Tosaxse.

ACTE p'austissos.

Lucques, 6 unvenibre 1840 VI
de S. A. R. le Due de Lucques à la Gouvenibre unitale le 2 uni 1840
entre S. M. le Bui de Sardsigue, et S. M. l'Empreue d'Astriche, paur
genatur la propieté Bietheure en artistique et acreptation de cet este de la part du Bai de Sardsigue, datée de Graes le 16 unecunhre 1840 (en italien N. V. Locassa.

AGTE, Fantissov.

Roune, 16 novembre 1840 VI

Boi de Sardaijne et l'Empereur d'Autriche, pour garantie la propriété littéraire et artistique; et acceptains de cet Acte de la part du Boi de Sardaigne, datée de Train et 5 décembre 1840 (cm tallen). V. Boux.

AGE à surfasos Perme, 25 novembre 1860 VI

da Gouvernannet Dunal de Perme à la Convention contucte 22 mai 1840
cutre LL. MM. le Bit de Striksigne et l'Eugereur d'Astriche, pour queratir la propriété lithérite et artistiques et corpotition due et Acte de la
part du Bit de Sardaigue, duire sie Géues le 27 novembre 1840 (en
italien). V. Paavas.

DECLARATION (Vienne, 41 novembre) 1844 VI
febangée entre LL. MM. le Roi de Sardaigne et Ellipperur d'Autriche,

pour règler le mode à suivre dans la signification des actes judiciaires (en italien).

SOMMANE. Préambule. — Clauses relatives à la transmission d'un État à l'autre des actes judiciaires, et à leur signification aux personnes y désignées.

NTION POSTALE. Vienne, 13 mars 1844 VII
cutre S. M. le Roi de Sardaigue et S. M. l'Empereur d'Autriche (en
français).

SMRUILS. Art. I. Traumission des correspondances. — 2. Points-frontier.

— 3. Répartition des charges enjer critica points. — 8. Tramports à B. charge
de l'Austricle. Venision des Conventions de 1832 et 1832. — 3. Tramports à
la charge de la Sardagne. — 6. Millaponts Sorde jusqu'à Parite. , - Brault
et l'austricle. 19 de 18 de 1

respondances Autrichiennes pour les pays ultra Sardes. Exceptions: - 20. Transit par les Etats Sardes des lettres étrangères destinées pour l'Autriche. - 21. Transit par l'Autriche des lettres étrangères destinées pour la Sardaigne. - 22. Réduction éventuelle des droits de postage. - 23. Prix de transit des imprimés. - 21. Remboursement des taxes payées aux postes tierces. -25. Lettres non affranchies de l'Autriche pour la France et l'Algérie, et viceverse. - 26. Lettres affranchies de l'Autriche pour la France et l'Algérie et vice-rersa. - 27. Transit' des imprimés Autrichiens à destination de France. payable par l'Autriche, - 28. Transit des correspondances entre l'Autriche, d'un côté, l'Espagne, le Portugal et Gibraltar de l'autre. - 29. Lettres de France et d'Algérie pour les Marches pontificales. - 30 et 31. Lettres non affranchies entre les Etats Sardes et les sept villes Danubiennes. - 32. Lettres et imprimés de certains pays, destinés pour les Etats trans-Autrichiens. -33. Lettres et imprimés de provenance trans-Autrichienne à destination d'Espaane. Portugal et Gibraltar. - 34. Prix pour les lettres et imprimés des pays trans-Autrichieus pour les pays ultra-Sardes. - Exceptions. - 35. Lettres pour les pays plus éloignés, affranchies jusqu'à l'extrême frontière du pays opposé. - 36. Lettres et imprimés adressés à des destinataires ayant changé de résidence. - 37. Lettres et imprimés envoyés par erreur. - 38. Rebuts. - 39. Lettres entre les deux familles Souveraiges, et lettres des particuliers an Souverain. - 40. Lettres des deux Gouvernemens à leurs Légations, et des Autorités d'nu pass à celles de l'autre, - 41. Correspondances entre les Administrations postales, - réclamations et récépisses. - 42. Suppression de l'échange des dépèches entre certains points de la Suisse et l'Autriche. - 43. Concours mutuel pour la suppression de l'affranchissement obligatoire dans certaines circonstances. 46. Lettres contenant or, argent, on bijoux. - 45. Perte des lettres chargées. - 56. Engagement mutuel pour empêcher que les lettres ne prennent d'autres voies. - 47. Estafettes. - 48. Vovageurs en poste. - 49. Comptabilité des correspondances et des estafettes. - 50. Mesures d'ordre et de détails. - 51. Durée de la Convention. - 52 Ratifications

ARTICLE SECRET		20
Correspondances provenant de quelques pays étrangers pour les	Etats	
Sardes.		
19. ARTICLES POUR LA MISE EN EXÉCUTION DE LA CONVENTION		24
9. Tableaux annexés	VII	28
DE PERMETATION DE TERRITOIRES Florence, 28 novembre i		129
entre S. M. le Roi de Sardaigne, S. M. l'Empereur d'Autriche, S. A.		
et R. le Grand Duc de Toscane, S. A. R. le Duc de Lucques. Jutur		
de Parme, et S. A. R. le Duc de Modène (en italien). V. Toscane		
LATION Cavalcaselle , 50 mai 4		1 265
par laquelle la garnison Antrichienne de Peschiera s'engage à évacue	r ba	

TRAITÉ

place et à la cèler aux traupes de S. M. le Bei de Surdague (en italien).

SMEMIRE. Préambule. — Ari. 1. Occupation du fort Mandella. — 2. Occupation des bastions, des forts Sabri, et des portes. — 3, 4, 5. Clauses réglant la sortie des troupes Impériales. — 6. Magasins, numitions de guerre, artillete

etc. — 7 et 8. Route à tenir par les troupes Impériales. — 9. Engagement de la garnipion Autrichèneue de ne plus portre les armes, pendant la direcé de la guerre, coatre S. M. le Roi ni coatre ses alliés de l'Italie. — 10. Movem de tramport. — 11, IZ et 13. Traitement des officires, sou-officires et soidas Autrichiens, pendant la marche. — 14. Etapes. — 15. Eloges à la garnison Imbériale.

> SMBLMA. Art. 1. Ligue de d'euractaine entre le deux armées. — 2. Engagement de l'armée Sarde d'ésacret des places de Pecchiera, Rocca d'Anfo et d'Osopo; — 3. ainsi que les États de Modène et de Parme, et la Ville et territoire de Palasance. — 4. Vessie, et terreferme Vénificanc. — 5. Personnes et propriétés mises sous le protection de Guerrementa Impérial. — 6. Durée de l'armisitec. — 7. Commissaires à nonumer pour l'exécution de la convention.

5003UM. Priambule. — 1. Eugapement de S. M. le Roi de Sarchique de conclure un Traité de pairs aves S. M. le . 2. Bissalation des corps. Insulhard Biogrois et Poloniais. — Annaitie. — 3. Occupation temporaire per les traupes Antrichiemen de territories cumpire siente Pe Jo. Socia et de Presin, et de la moiété de la place d'Alexandrie. — Evacuation des territories appartenant aux duchets de Pilassuce, et MocRose, et au Grand Duche de Tocane, per les troupes Sarries. — 3. Clause relative à l'occupation d'Alexandrie. — 5. Polique et troupes Sarries viceix. — 6. Eugenement de S. M. le Rid de Mardiagne de réduire son armée. — 7. Invisibilité de cette Convention. — 5. Polique-traitie réduire son armée. — 7. Invisibilité de cette Convention. — 16. Polique-traitie Politique de la convention de contrait de la Canvention. — 11. Prisonaiers de guerre. — 12. Limites de l'occupation.

SOMEULE. Présmbole. — Art. 1. Pair, amilé et honne intelligence. — 2. Rappel en signer de tous le Traidés antérieurs an Inc. runa 1864. — 3. Limines des deux États. — A. Rennotaisim de la part du Roi de Serdaigne à tunt titres unt le Pays situdes au débé es dies limines. — Droit de révenué sur le Dudé de Paissince. — S. Dechés de Modène et de Parme invités à accèder au Traité. — B. Autifications.

AATTIGAS SÉPANÉS ET AUDITIONNELS.

I Indemnités des frais de la guerre. — 2. Mode de payement et garantie.

— 3. Evacuation du territoire Sarde par les troupes Autrichiennes. — 4. Limites des deux États sur le Gravellone. — Eugagement de part et d'autre d'y construire un poat. — 5. Eugagement mutatel de négocier un Traité de com-

Director Google

	6	75	
merce. — Remise en vigueur de la Convention sur la contrebande. — Engage- ment d'apporter à cette Convention des améliorations. — 6. Résillation de la Con- vention couclue le 11 mars 1751. — Révocation du decret de la Chambre Aulique pour la surtace sur les vins. — 7. Ratifications.			
BATHHUATION de S. M. le Roi de Sardaigne	VII	280	
Baturication de S. M. l'Empereur d'Autriche.	VII	281	
ACTE D'ACCESSION de S. A. H. le Duc de Modène	VII	282	
ACTE D'ACCESSION de S. A. R. le Duc de Purme.	VII	282	
PROCES VERBAL DE L'ÉCHANGE RES RATIFICATIONS	VII	283	
TRAITE DE COMMERCE ET DE NAVIGATION Vicune. 18 ottobre 1851 .	VII	508	
entre S. M. le Roi de Sardelique et S. M. l'Empereur d'Autriche (en italien).  SORIUME. Préambule. — Art. 1. Liberté de commerce et de navigation. —  2. Droit régierques de fréquenter les foires et les marchés sans payer de	VII		
tates ou d'impôts. Eleutricinos. — 3. Exemption du service militaire.  Habitories, maguies. — 6. Droit de disposer de la propriété. Eléutricise, — Contestations. — Confernation des Traités de 1753 et 1824 — 3. Laberté de choix des Aguns commercies, ractois, soites etc. — 6. Lebret d'ins- tierne et moéres de transport nationaux. — 7. Ausimilation récipropes su Pro- tième autained pour les droits de port, pour le photement des natives, pour les rélacles etc. — 8. Exception pour la pédes et pour le cabolage. — 9. Com- neux d'occale. — (10. Narfages et sargies. — 11. Nationalitée abstiguis du No et de resis. — 13. Mense engagement pour au benium de fer. — 14. Réchetion  Testis. — 15. Mense engagement pour au benium de fer. — 14. Réchetion  secondées par la Siralique à l'Auriche. — 14. Extension réciproppe des fa- veur qu'on accorders à de Psys tier. — Ammiliation de fronction			
terre à celles de mer pour les droits de douaue 16. Franchise complète			
pour certaines denrées. — 17. Consuls — 18. Attributions des Consuls. — 19.			
Principauté de Minaco, — 20. Durée du Traité. — 21. Réserve sux États de			
Modène et de Parme d'accéder au Traité. — 22. Ratifications.  ARTICLE, SÉPARÉ.	200	524	
Dérogation partielle au principe de réciprocité.	111	921	
ANNEXE A, pour la fixation des droits sur certaines marchandises.	VII	522	
Procés venna ne ca stonatino no marré	VII	Ness	

CONVENTION. . . . . . . . . . . . . Turin, 22 novembre 1851 VII 528 pour la répression de la contrebande sur le Lac Majeur, sur le Tessin et sur le Pó, entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. l'Empereur d'Autricke (en italien). SOMMAIRE. Préambule. - Art. 1. Droit réciproque de visiter les barques. -. Conditions et endroit de cette visite. - 2. Lieux de movillage et de relâche. - 3. Distance des rivages. - 4 et 5. Extension du sens de l'article 3. -6. Déclarations des chargemens. - Conditions des déclarations. - Pénalités.

7. Moulins placés entre le thalwcq des fleuves et le rivage. - 8. Pénalités pour les relâches, les déchargemens, etc. illicites. - 9, Exception pour les cas de force majeure. - 10. Extension de ces règles et de ces pénalités aux bacs, radeaux et autres moyens de transport. - 11. Cas d'inexactitude ou d'infidélité dans les déclarations. - 12. Transgressions de police. - 13. Droit réciproque d'établir des embarcations de gardes sur les fleuves. - Limite du placement de ces barques. - Exception pour les cas de force majeure. -Arrêts simultanés. - Compétence pour la procédure. - 15. Conditions pour l'admission des arquits à caution pour les transits provenant des Pays tiers. -15, 16 et 17. Développement de l'art. précédent. - 18. Dégagement des acquits à caution. - 19. Cas dans lesquels l'expédition en transit n'arriverait pas an bureau désigné pour l'importation. - 20. Désignation des bureaux ponr les transits. - 21. Le dégagement des acquits à caution est soumis au certificat d'arrivée. - 22. Pénalités pour la non exécution des conditions de l'article précédent, - 23r Exemption de tout droit pour les certificats. - 24. Réserve aux États de Modène et de Parme d'accession à cette Convention. -25. Ratifications et durée de la Convention.

l'Empereur d'Autriche, portant abolition dans les deux États des droits d'aubaine réservés par l'article VIII de la Couvention du 49 novembre 4826 (en français).

SONNAIRI, Note Sarde. — Proposition d'abolir les droits susénoucés faite par le Gouvernement Impérial à celui de S. M. le Roi de Sardaigne. — Adhésion du Gouvernement Sarde et déclaration formelle y relative.

Note Autrichienne. — Mention de la Note précédente. Déclaration formelle du Gouvernement Autrichien d'abolir les droits d'aubaine réservés par l'art. 8 de la Convention du 19 novembre 182h.

## BAVIÈRE.

SOMBURA. Liberté de recueillir les successions ouvertes dans les deux États. Faculté de disposer librement des biens par un acte quelconque reconnu valable en faveur des sujets des PP, CG. — Clauses y relatives du même teneur que

en laveur des sujets des PP, C.C. — Clauses y relatives du même teneur qu celles stipulées dans le Traité conclu pour le même objet, avec l'Autriche. Anticia sécané

Établissement d'un droit maiforme pour l'exportation des biens on de leur prix d'un État dans l'autre.

Der 31 1,0036

CONVENTION FOUR L'ABOLITION DU DROIT D'AURAINE . . Munich, 5 octobre 1850 IV 624 entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi de Bavière (enfrançais).

SMBMLM — "Protambule Art. I. I.a Convenien du Pespitanhes 1722 dats indicade 3 Tabolition du qu'ut d'Ambien. — 2 d. h. Par cellect on a shell in des de détraction, sauf les drois affectant les nationaux eux-mêmes, et ceux imposé pour la junissance de binne proveaunt des successions, ou par mile de contrair 5 et 6. Déregations et réverue. Application de la Convention. — 7. Endroit et termé de l'Échame des radificables.

## BELGIQUE.

CONVENTION Londres, 40 octobre 4858 VI 5: entre S. M. le Boi de Surdaigne et S. M. le Boi des Belges, établissemt les réciprocité des droits de nacigation sur le pied des nationaux (en français).

SOMMAIAL Préambule. — Art. 1 et 3. Traitement réciproque des navires sur le pied des nationaux. — 2. Marques de leur nationalité. — 4. Déchargement dans les ports. — 5. Nanfrages. Restitutions des objets sauvés. — 6. Durée de la Convention. — 6. Batifications.

CONVENTION FORR L'ADULTION DE DROIT D'AURAINE . Paris, 45 décembre 4858 VI 72 cattre S. M. le Roi de Strabigue et S. M. le Roi des Belger (en Tenaçais).

5982MIM. Préambole. — Art. 4. Abolition des droits d'ababien, détraction, émigration, etc. — 2 et 3. Clauses explicatives. Réserve pour la Convention

concine avec les Pays-Bas le 21 mai 1821. — Ratifications.

CONVENTION ne rostre.

Bruxelles, 26 Juillet 4850 VII 290

entre S. M., le Roi de Surdaigne et S. M. le Roi des Belges (en français).

MURMARE Présimbelle. — Art. 1. Échange des correspondances toure l'Admi-

nainralmo Stofe et Maliniariration Rogie. — 2. Tranil A trevera la Verate.

— 3. Prix de port. — 6. Affrancisionem Enclusid. — 6. Lattere charges.

— 6. Indennisis ca cus de perte de lettres chargées. — 7. Marinom du prix de port. — 8. Trac mel port. — 8. De lattres chargées. — 7. Marinom du prix de port. — 6. Trac me fes fechanisions. — 9. Lettres pour le de la Maline. — 10. Lettres pour le de la mello de la Tracana. — 11. Lettres pour le frait boulières. — 10. Lettres pour le frait pour lettre de la main de la mai

destination de la Belgique. — 20, Solde trimestriel du compte. — 21. Renvoi des lettres ou imprimés tombés en rebut. — 22. Reavoi des lettres ou imprimés mai adressés ou mai dirigés. — 23. Designation des bureaux pour l'éclainge des correspondances et la formation des comptes. — 24. Durée de la Couvention. — 25. Bailécations.

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE SAVIGATION . . . . Turin, 24 janvier 1854 VII 400

entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi des Belges (en français). SOUMAIRE Préambule. - Art. 1. Liberté de commerce et de navigation. - 2. Liberté de séjonr pour les citoyens des deux pays. - 3. Exemption du service militaire. - Assimilation aux nationaux pour les taxes sur les propriétés. - 4. Liberté d'accès aux tribunaux. - 5. Nationalité des bâtimens. - 6. Assimilation réciproque au pavillon national pour les droits de port. - 7. Cas d'affranchissement des droits de port. - 8. Placement des navires. - 9. Bătimens de guerre. - 10. Produits du sol ou de l'industrie des deux pays importés directement. - 11. Réductions de droits sur quelques produits Sardes. - 12. Réductions de droits sur quelques produits Belges. - 13. Remboursement du droit sur la navigation de l'Escaut. -14. Transports maritimes. - 45. Traitement de la nation la plus favorisée pour le commerce indirect. - 16. Exportation des deux pays pour un pays tiers. - 17. Primes et restitutions. - 18. Produits de la pêche nationale. - Sels de France en Belgique. - 19. Liberté d'entrepôt, de transit et de réexportation. - 20. Commerce d'escale. - 21. Traitement des pays les plus favorisés pour les transits. - 22. Faveur qu'on accorderait à un pays tiers. - Restrictions. - 23 et 24. Consuls. - 2.i. Matelots déserteurs. - 26. Cas de piraterie. - 27. Echouemens et naufrages. - 28. Durée du Traité. -29. Faculté éventuelle de dénoncer le Traité, - 30. Ratifications.

CONVENTION POUR L'EXTRADITION DES MALFATTEURS . . Turin, 26 janvier 1852 VII 545 entre la Sardaigne et la Belgique.

"MURIUM, Priembule — Art. I. Crines et délits donnant lieu à l'extradition. — 2. Rélugiée étrangers sur deux États. — 3. Cas de diaison de l'Estradision. — 5. Condicions pour accorder l'extradision. — 5. Arrestation provisione de l'étranger réclamé. Condition y relatives. — 6. Restrictions. — 7. Prescription de la piene ou de fraction pénale. — 8. Corpus de déla. — 9. Vyée diplomatique à tenir dans les correspondences relatives à l'extradision. — 10. Prisis. — 11. Durnée de la Convention. — Railiactions

BERNE ( V. Suisse ).

BRÈME ( V. VILLES ANSÉATIQUES ).

## BRÉSIL.

ECHANGE DE NOTES. . Rio-Janeiro, (26 juillet 4848 VII 262

relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et le Brésil (en français).

JANNAILE. Note Serde. Assimilation den parillon Brésilien an parillos Sarde pour les droits de navigation et de douane. — Demande d'une Déclaration qui assure la réciprocité au pasillon Sarde dans les ports Brésiliens. Note Brésiliens. Révocation du décret du 1 octobre 1847. — Application de l'assimilation au parillon Sarde.

Décret Brésilien. Révocation du décret Impérial 1 octobre 1847.

## BUENOS-AYRES.

RATIFICATION, DE S. M. LE ROI DE SARDAIGNE, DU PROTOCOLE BATÉ DE DUENOS-AYRES LE 12 MAI 4857. . . . . . . . . . Turin, 48 septembre 1837 VI

portant déclaration de reconnaissance de la Confédération Argentine, et stipulation du traitement des sujets et pavillon respectifs des deux États (en italien)

SOUMAIRE. Insertion textuelle du Protocole portant reconnaissance de ladite Confédération, et assurant au pasillon, sujets et agens des deux Gouvernemens la jouissance récipreque des droits et immunités accordés par chacon d'eux aux autres nations indépendantes.

## CHILI.

ECHANGE DE LETTRES . Turin, 16 et 24 novembre 1850 VII 378 relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et le Chili (en italien).

SOUBLIEL Lettre du consul Chilien. — Dépêche du ministre Chilien avec notification de la loi du 16 joillet 1850 (Traduire de l'Espagnol). Lettre du Gouvernement Sarde. Engagement d'appliquer au commerce et à la navigation du Chili les effets de la loi du 6 juillet 1850. RATIFICATION.

ECHANGE OF LETTRES

nemark (en français).

# COLOMBIE ( V. Nouvelle Grenade ).

# DANEMARK. de S. M. le Bor de Danemarck de la Convention conclue avec S. M. le Boi

de Sardaigne, pour l'exemption du droit de Villefranche (en français). SOMMAINE. Teneur de la Convention. - Art. 1, 4, et 5. Payement de la part de S. M. Danoise d'une somme de 115,000 livres de Piémont. - 2 et 8. Exemption perpétuelle en faveur du Danemarck du droit de Villefranche. -3. Bornes de l'exemption. - 6. Arrangement pour empécher la frande de la part des autres bâtimens étrangers. - 7. Forme et exhibition du passeport Turc.

. Friderichsberg, 22 juillet 4785 III 484

entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi de Danemark (en	
français).	
SOUNLIEE. Même teneur que celles conclues avec la Bavière pour le même objet.	
TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION Paris, 14 août 1843 VI 284	
entre S. M. le Roi de Sardaigne, et S. M. le Roi de Danemark (en	
français).	
30MM-IRI. Préambule. — Art. 1. et 3. Traitement réciproque des navires. — 2. Conditions pour en jouir. — 4. Commerce d'escale. — 3. Cas de relâche	
forcée, ou de naufrage. — 6 et 7. Importation et exportation des produits du	
sol et de l'industrie. — 8. Admission des bâtimens Sardes dans les Colonies et	
Hes Danoises. — 9. Leur traitement au passage du Sund et des Belts. —	
<ol> <li>Participation aux faveurs que chacune des PP. CC. pourrait accorder</li> </ol>	
à l'avenir aux pays tiers. — 11. Durée du Traité. — 12. Ratifications.	
Article séparé	
Réserve réciproque de LL. MM. à l'égard de la perception de droits dif-	
férentiels sur certains articles importés dans leurs États.	
DÉCLARATION, Paris, 14 février 1845 VII	
pour étendre à la principauté de Monaco les stipulations du Traité de	
commerce et de navination, sinné à Paris le 23 août 18h3, entre la Sar-	
daione et le Danemark (en français).	

SONNAIRE. Préambule. - Art. 4, 2, et 3. Extension à la principauté de Monaco des clauses dudit traité, à charge de réciprocité,

relatives à l'abolition des droits différentiels, entre la Sardaigne et le Da-

Turin, 12 juillet Copenhague, 11 septembre

SONYAIRA. Lettre du Ministre Sarde. Netification de la loi du 6 juillet 1850.
— Cessation de la réserve de l'article séparé du Traité 14 août 1843.
Lettre du Ministre Danois. Déclaration de la cessation de la réserve de l'article assumentionné.

## DEUX-SICILES (V. NAPLES).

### ESPAGNE.

TRAITE D'ALLIANCE . . . . . . . . Couvent de Grunendat, 26 mars 1550 entre Emmanuel Philibert duc de Savoie, et Philippe II Roi d'Espayne (en latin ).

MMAMILE. — Promesses de Roi. — Amisié, protection cavers le Duc et sus États. — 2 Solde de 20 hommes de garainon à Nice et Villetracche. — 60,000 écus en lavear de D. Marie de Savoie, et soin de son établissement. — Promesses du Duc. — Amisié et alisance. — Les châtelains de Nice et de Villetranche édictaris textas à Peter hommage et sersents de fédiére la Roi. — Cestion éventuelle des dissi lieux à S. M. — Béptemen de la prestation d'hommage on cas de navocaide de Buce à S. M. — Béptemen de la prestation d'hommage on cas de navocaide de Buce à Nova.

TRAITÉ DE PAIX
entre Henri II Roi de France et Philippe II Roi d'Espagne, portant restitution au Duc de Savoie de set États (en français).

SONNAIRE Restitution en entier au Duc de Mantoue, du Marquisat de Monferrat. - Restitution à l'Espagne de la ville de Valence sur le Pô occupée par les Français. - Le Roi de France reçoit les Génois en sa bonne grâce et amitié. - Demande en mariage de la part d'Emmanuel Philibert de la Princesse Margnerite sœur du Roi de France; consentement de celui-ci. - Fixation de la dot (300,000 écus) et du douaire. - Restitution à la suite du mariage des États du Duc de Savoie, à la réserve de quelques places devant être rendues plus tard. - Les bénéfices conservés aux possessenrs actuels. Les emplovés recommandés au Dpc. - Maintien et exécution des arrêts rendus par des juges français. - Amnistie de la part du Duc. - Évacuation à la suite du mariage des places occupées par les Espagnols, Verceil et Asti exceptés, - Annulation des graces, concessions et aliénations faites par S. M. T. C. an préjudice du domaine Ducal et de ses vassaux. - Restitution des biens aux anciens possesseurs. - Validation des antres concessions et aliénations ayant d'autres causes que la guerre et les services prêtés an Duc. - Même disposition pour les droits seignenriaux dépendant de la prestation d'hommage à cause des fiefs, etc., dans le temps de l'occupation. - Réglement du mode de restitution et d'évacuation des pays occupés.

002			
TRAITE	DE MARIAGE Chambery, 23 août 4584 entre Charles Emmanuel I, et Catherine d'Autriche, Infinite d'Espagne (en	1	142
	italien ).		
	SOMMAIRE. Avant-propos. — Promesse mutuelle de mariage. — Constitution		
	de la dot 500,000 ducats Clauses relatives: 1,º Au payement de la		
	même, et aux renonciations d'usage du côté de l'épouse 2.º Au cas que		
	cello-ci fût appelée à auccéder à la Couronne d'Espagne 3.º A la restitution		
	de la dot 4.º Au douaire fixé à 166,000 ducats par au 5.º Bagues et		
	joyaux 6.º Entretien personnel de l'Infante et de sa maisou 60,000 ducats		
	par au 7.º Faculté accordée à l'épouse de retonruer en Espagne en cas de		
	veuvage 8,º Assúrance de la dot, des arrhes et du douaire.		
TRAITÉ	DE PAIX Vervins, 2 mai 4598	ı	133
	entre Charles Emmanuel I Duc de Savoie, Henri IV Roi de France, et		
	Philippe II Roi d'Espagne (en français).		
	SORBAIRE. Les art. 1 à 23 sout exclasivement relatifs any conventions et		
	arrangements entre les deux Rois 23. Le Duc compris dans le Traité :		
	offre d'amitié et de boas services de sa part 24. Restitution au Roi de		
	France de la ville et du château de Berre 25. Désaveu et abandou du ca-		
	pitaine La Fortune 26. Tont différend entre le Rol et le Duc remis au		
	jugement du St-Père Clément VIII 27. Rétablissement entier de la paix.		
	- 28 et 29. Clauses relatives au traitement des sujets et serviteurs des deux		
	côtés, et aux prisouuiers de guerre 30. Confirmation des anciens Traités.		
	- 31, 32 et 33. Princes et États conviés à prendre part au Traité 34. Sa		
	vérification, publication et euregistrement.		
	Copie de la réponse du nos T. C. du 4 juin 4597, dont il est fait		
	mention au Traité ci-dessus	1	176
CONVEN	TION Turin, 5 mai 1620	1	322
	entre les commissaires du Duc de Savoie et du Roi d'Espagne sur le pas-		
	sage en Piémont de troupes Espagnoles (en italien).		
	SOMMAIRE. Passage de ces troupes se rendant en Flandre. — Fixation des		
	étapes. — Force numérique de chaque convoi. — Arrangements pour les four-		
	nitures, les transports, et les indemnités pour cause de dommages.		
RATIFIC	ATION Madrid, 20 décembre 4628		335
	par luquelle le Roi d'Espagne confirme le Traité signé le 25 décembre 1627	•	3.5.5
	avec le Duc de Savoie pour l'occupation du Monferrat (en espagnol et		
	en italien).		
	SOMMARE. Résumé des stipulations du Traité. — Approbation et ratification du Roi.		
en a reó			
IRAILE	DE SUSPENSION D'ARMES Rivalta, 4 septembre 1630	1	357
	conclue entre les généraux de Savoie, de l'Empereur, de la France et de		
	l'Espagne, à médiation de monseigneur Mazarini, ministre au Pape (en fran-		,
	çais ). V. Autriche.		
TRAITÉ	DE PAIX	1	429
	à médiation de Philippe IV Bui d'Espagne entre le Duc de Savoie et la		

République de Génes, par lequel le Duc cède à la République le pays de Zuccarello ( en italien ). V. Genes. . . Turin, 44 août 4639 entre la Duchesse Régente de Savoie et la Couronne de France d'une part, les Princes de Saroic et la Couronne d'Espaque de l'autre (en italien). V. FRANCE. TRAITÉ DE PAIX, DIT DES PYRÉNÉES . . . Ile des Faisans, 7 novembre 1659 entre le Roi de France et le Roi d'Espagne (en français). SOUNAIRE. Par ce Traité la France obtint le Roussillon et plusieurs places fortes sur les frontières des Pays-Bas. - Elle s'engage à ne plus fournir de secours au Portugal. - Le Duc de Lorraine allié de l'Espagne recouvra une partie de ses États : enfin, les deux Paissances réglèrent leurs relations commerciales, et convinrent du mariage de Louis XIV avec l'Infante Marie Thérèse. - Les articles relatifs au Duc de Savoie pertent en substance: - Art-91 et 122. Le Duc compris dans le Traité. - 92 et 114. Restitution an même par l'Espagne de Vercell et Cencio. - 93 et 98. Engagement de S. M. Catholique pour arranger le différend existant entre les Maisons de Savoie et de Modène au sujet de la dot de l'Infante Catherine. - 94. Confirmation des Traités de Quérasque. - 95. Règlement du différend entre les Ducs de Savoie et de Mantoue au suiet de la dot de la Princesse Marguerite de Savoie. ARTICLE SECRET CONCERNANT LE DUC DE SAVOIE . . . . . . - Dans l'exécution des Traités de Quérasque, réserve en favent de la France à l'égard de Pignérol et de ses dépendances. - Promesse de bous offices de la part du Roi d'Espagne en faveur du Duc. TRAITÉ DE LIGUE . . . . . . . . . . . . . . . . . Milan , 3 juin 1690 H ontre le Duc de Savoie Victor Amédée et Charles II Roi d'Espagne, contre la Couronne de France (en italien). SONNAIRI. Préambule. - L'État de Milan attaqué par les Français. -Art. 1. Ligue défensive. - Son but. - Sa durée. - 2 et 3. Engagements réciproques pour la défense des États. - 6 et 5. Force et marche de l'armée Espagnole. - 6 à 10. Contingent des troupes Ducales. - Opérations en commun. - 11 à 14. Blés et feurrages pour l'armée Espagnole. Munitions de guerre. - 15. Commandement des treupes. - 16. Cas de conversion de la lique de défensive en offensive. TRAITÉ . . . . . . . . . . . . . . . . . Vigevano, 7 octobre 1696 II 166 entre S. A. R. Victor Amédée 11 Duc de Savoie d'une part, et l'Empereur Léopold et Charles II Roi d'Espaone de l'autre, pour une suspension d'armes en Italie entre LL, MM, et la Couronne de France (en italien), V. AUTRICHE. Ryswich, 20 septembre 4697 entre S. M. Catholique et S. M. Très-Chrétienne (en français). V. FRANCE,

France et d'Espagne de l'autre, pour la conservation de la paix en Italie		
(en français). V. France.		
CONDITIONS Milan, 43 mars 4707	П	249
sous lesquelles les Couronnes de France et d'Espagne offrent d'évacuer les vigces de la Lombardie ( en français ). V. France.		
RENONCIATION	v	164
vembre par les Cortes (en français).		
SOURARE. Exposé des motifs. — Renonciation formelle sons la fol du serment.		

serment.	1	
RENONCIATION Paris	, 49 novembre 4742 II 294	
de Monsieur le Duc d'Orleans à la Couronne d'En	signe V. France.	
RENONCIATION Marly	, 24 novembre 4742 II 299	
de Monsieur le Duc de Berry à la Couronne d'Es,	pagne. V. FRANCE.	
LETTRES PATENTES	Versailles, mars 1743 II 305	
du Roi de France qui admettent les renonciations o	lu Roi d'Espagne, du	
Duc d'Orleans et du Duc de Berry, V. FRANCE.		

MERCON CONTROLL CONTROL CONTROLL CONTROLL CONTROLL CONTROL CONTROLL CONTROLL CONTROL CONTROLL CONTROLL CONTROL

300 Mall. Préambele. — Art. 4. Déclarations de pair et alliance perpétuelles eurre les PP. C. C. – 2. Censation soité de houtilités et ammistie. — 3. Con-firmation des actes relatifs au droit du Duc de succéder à la Couronne d'Esparagn. — A. Cession de Royanue de Sicilie. — Clauses et certes du Roj 17 en latifs. — 5. Eagegement récléproque d'observer le Traité. — 6. Cas de retour du Royanue à la Couronne d'Esparage. — 1. Maistien des privilges, immenités, exemplons, etc. — 5. Desius des sujes Espagnole restant dans le Royanue à la Couronne d'Esparage. — 1. Maistien des privilges, immenités, exemplons, etc. — 5. Desius des sujes Espagnole restant dans le Royanue, et de Sciliens demourant dans le Eust de S. N. C. — 9. Commerce.

345 398

405

	4
en Sicile avec les sujets des Paissances amies. — 10. Ordre de Males. — 11. Confirmation de la part du Roi des cessions faites au Due par l'Empereur dans le Traité de November 1933. — 12 Promuses des deux côtés d'obser- tre les Traités de Turin , de Manster, des Fyraless, de Ninhépue, et de Ryssich. — 13. Accession d'autres Braissersea aprésent Traité. — 11. Pro- menes régiorques de son observation. — 15. Ruifications. ANTRUZ SÉRAIS.	
Arrangement relatif aux possesseurs de charges et emplois en Sicile.	
ADMISSION	11
SOUMARS. Texte de l'acte d'accession de S. M. C. — Déclaration d'admission de S. M. Sarde an dit acte.  ARTICLES SÉPANÉ.	

du Royaume de Sardaigne faile par le Roi d'Espagne à S. M. Impériale (en Irançais). SMRURIE Mention d'un Traité du 1% mai 1720, relatif à l'évacoution de la Sardaigne par les Espagnois. — Déclaration de la remise effective su Commisnier de S. M. I. de la cajotte et de tout le Royaume. — Olgas donnée

AGTE oz nésussov Cagliari, 8 août 1720 II 413
du Royaume de Sardaigue à S. M. le Roi Victor And II par le Prince d'Ottajano, Commissaire de LL. MM. Impériale et Catholique. V. Auruscan.

CONVENTION. Gênes, 9 décembre 4723 V 205

entre S. M. is Roi de Stradigne, et S. M. is Roi d'Espapse pour régler. le pagement du triul de Villégrande par rapport aux Stilinents Expande chargés de la correspondance de Géne à Bercelonne (en italien.) SPERIEN, Visit es reconssissance de Fineye Expandes venant de c resournant à Barcelonne. — Arrangement révisifs sus formalisés à remplie pour leur visite en une r, pour la reconnaissance de leur carginous, ét pour le systement visite en une r, pour la reconnaissance de leur carginous, et pour le systement

des droits à leur arrivée à Céans.

S. Laurent-le-Royal , 24 novembre 4736 II 487
de Roi d'Epogue aux articles préliminaires du 3 octobre 4735, et de cession du Grand Duché de Totone, et des Duchés de Purme et de Plaisonce
à l'Empereur Charles VI (en français).

SOMMAIRI. Mention des articles préliminaires, et des déclarations de l'Em-

686			
	percur et de S. M. C. y relatives. — Cession formelle de tous droits sur les Duchés de Toscane, de Parme, et de Plaisance.		
TRAITÉ	D'ITALIE	ш	128
ACTE D'	ACCESSION ET D'ADMISSION	111	138
ACTE D'	ACCESSION ET D'ADMISSION	Н	141
	ATION Versailles, 21 décembre, 4761 des Rois de France et d'Espagne d'indemniser le Roi de Sardaigne, pour n'avoir pas obtenu le Plaisantin (en français.) V. France.	111	241
TRAITÉ	Paris, 40 juin 1765 entre LL. MM. le Roi de Sordaigne, le Roi de France et le Roi d'Epagne, sur la récersibillé du Plaismain à S. M. le Roi de Sordaigne, dons le cus d'extinction de la ligne mille de l'Infant D. Philippe (en Irançais). V. Fisasca.	[11	242
TRAITE	NOM «JAMALTIMO DE DEUT D'ATRIADE S. JAMENT-H-BOYAI, 27 DOVUMBRE 4782  MER S. M. P. Rif d'el Surlaigne, « 18. M. P. Rif d'Egyppe (m. Raillei).  NEREULE. Prinnhale. Art. I. Liberté concédé par mi pier des des traines.  NEREULE. Prinnhale. Art. I. Liberté concédé par ma miyer des deux Puinances de disponer de leux bless par trainances, élocation, en par un saire quéronque recourse valable. — 2. Abolition de tout d'enir ser les seccession, horn ceux qui sent preis par les unique de para figure las le que la mocression est ouverte.  — 3. Décopation à cet égard de toute loi contraire. — 6. Déposition en cas de construitions.	m	480
CONVEN	TION. Madrid, 6 noût 4791 maye S. M. le flui de Surdnippe, et S. M. le flui d'Eppaye, pour l'exem- pion du droit de Villefranche en faveur des biliments Eppayens (en français). SMRURIL Art. 4 et 2 Suppression du droit, moyenants le payement de la nomme de 300,000 livres tearnées. — Les articles 3, 4,5 et 6 sont le métieux que ceux de la Canvention signée svec la France pour le ménd- oblet. Y. France.	v .	340
ACTE FI	ooget V. France.  9 juin, 1815 entre la France et les Puissances alliées, savoir : Autriche, Espayne, An- gleterre, Portugal, Prusse, Russie, Suéde et Norveège (en Itançais). V. FRANCE.	íV	76
TRAITÉ	. Paris, 10 juin 1817 entre les Cours d'Autriche, d'Espagne, de France, de la Grande Bretagne, de Prunte, et de Russie, par lequel, en exécution de l'art. 99 de l'Acte du	íV	342

Congrès, on a déterminé la réversion des Duchés de Parme, Plaisance, et Guastalle (en français). V. Autwiche.		
NOTE  As S. E. le Marquis de Mirafforre, Ambassadeur d'Empose appris de S.  M. le Roi des Prançais, de S. E. le Marquis de Briquels Salet, Ambassadeur de S. S. Le Marquis de Briquels Salet, Ambassadeur de S. M. le Roi de Saradique pris le unher Care, comment le ristablissement des relations commerciales entre les deux États (en français).  1898/1818. Acquisecement de Convernment Expapsal and écharinos dou- nées au sons des Roi. — articles d'arrangement relatifs. L'à l'exercice des nortions consulisiers: — 2. An articlement réciproque des najes des deux  Pays; — 3v. A' le reconnaissance de fait, de la part de S. M., de la neutralide entre les parties belliferations en Expapsa.	VI	95
NOTE Paris, 18 septembre 1839  de S. E. le Marquis Brignole-Sale en réponse à la précédente (en français).  SOUTABLEE. Adhésion de la parte de Roi aux déclarations et arrangements proposés dans la Note du Marquis de Miralfores.	· VI	97
DOCUMENTS relatifs aux différends entre la Cour de Sardaigne, et le Gouvernement de		
Madrid	VI	101
(1) Onore novre adressé au Ministre de la marine le 22 juillet 1837, et publié dans la Gazette de Madrid	VI	
et publié dans la Gazette de Madrid Exclusion du partillon Sarde des ports Espagnols. — Cessation immédiate des fouctions des Agens Consolaires Sardes. — assujettissement de ceux-el et de leurs ressortissans au droit common.  (2) Mayona.coux confidentiel sur les rations qu'a eus le Gouvernement Espo-		103
gnot pour suspendre l'exéquatur des Consuls Sardes, remis par Mr. Calatraca à Mr. Villiers à Madrid, et communiqué au Cabinet de Turin par le		
Cheo, Foster , daté de Madrid le 11 décembre 1836.	w	10K
Exposé des griefs du Gouvernoment Espagnol, et des mesures qu'il a arrêtées en conséquence.	**	103
(3) Réposse au Memorandum de Mr. Calatrava. Turin, 18 janvier 1837 Réfustion des prétendus griefs et rectification des lists avancés. — Justes sujets de plainte du Gouvernement Strefe euvers celui de Madrid.	VI ·	107
(5) Norn verbale remise au Chee. Foster . Turin, 18 janvier 1837 Déclaration et clauses relatives à l'entretien des relations commerciales entre les denz États.	VI	110
(5) Lettra: adressée le 5 mais 1837 à S. E. le Gouverneux de Génes par Mr. le Comie Solar de la Marguerite. Communication à faire à Mr. Létamendi du délài finé par le Roi pour at- tendre la révocation des mesures adoptées en Espagee. — Snite qu'aurait la non révocation.	VI	111
(6) Nore de S. E. le Marquis de Brignote- Sale Ambassadeur de Surdaigne à Mr. le Comte de Campuzano. Paris, 8 mai 4837 Phintes et réclamations a neglet des mesures vezatoires adoptées en Espagne	Vi	112

contre le commerce Sarde Demande de les faire cesser Conséquenca		
en cas de refus de la part du Gouvernement Espagnol.		
(7) AUTRE NOTE de l'Ambassadeur de Sardaigne au Comte de Campu-		
zano Paris, 8 mai 1837.		414
Annonce du délai fixé par le Roi, pour attendre le résultat de sa récla-		
mation envers le Cabinet de Madrid.		
(8) Réposse de Mr. le Comte de Campuzavo aux Notes précédentes.		
Paris, 9 mai 1837	Vi	115
Accusé de réception Annouce de transmission de leur contenu à Madrid.		
(9) Cerculaire aux Légations de S. M. le Roi de Sardaigne. Turin, 22		
mai 1837	٧ŧ	416
Exposé des faits. — Altération du statu-quo. État actuel de la question.		
(10) LETTRE de Mr. Létamendi à S. E. le Gouverneur de Génes. Génes,		
2 juillet 1837	Vi	119
Protestation.		
(11) Réronse de S. E. le Gouverneur de Génes à Mr. Létamendi. Génes,		
8 juillet 1837	VI	120
Gouvernemens.		
(42) LETTRE de Mr. le Chev. Foster Envoyé extraordinaire et Ministre		
plénipotentiaire de S. M. B. an Comte Solar de la Marguerite. Turin,		
10 août 1837	VI	122
Désir de voir inséré dans la Gazette Piemontaise un extrait de dépêche de		
Mr. Villiers communiqué verbalement.		
(15) Réponse de Mr. le Comte Solar de la Margnerite à la lettre pré-		
cédente	IV	493
Adhésion au désir précité. — Justification du seus attribué à certaines ex-		
pressions de l'extrait. — Remarques sur les procédés du Goûvernement Espa-		
gnol au sujet des relations commerciales entre les denx Pays.  (14) LETTER confidentielle de Mr. le Chev. Foster, se rapportant aux		
communications précédentes		
Envoi d'un extrait de dépèche de Mr. Villiers.—Remarques sur le sens	VI	125
de ses expressions.		
(15) Extrait de dépêche de Mr. Villiers à Lord Palmerston. Madrid,		
11 février 1857 (en anglais avec la traduction française)	vi	136
Communication faite à Mr. Calatrava. — Assurances de celui-ci touchant le ré-	**	120
tablissement des relations commerciales avec la Sardaigne.		
. (16) RÉPONSE de Mr. le Comte Solar de la Marquerite à la communi-		
cation précèdente Turin, 29 mai 1837.	374	100
Accusé de réception.—Remarque sur la communication.	71	128
(17) Menorandum du Goncernement de l'Infante Isabelle, sur ses diffé-		
rends axec la Cour de Sardaiane		100

Cette pièce renferme le récit des faits et l'exposition des prétendus griefs op-

posés par le Gouvernement Espaguol an contenu de la circulaire adressée aux Légations de S. M. Sarde. — Elle est accompagnée de notes marginales réfintant les assertions fausses, rétablissant et plaçant dans leor vrai jour les faits

entre la Sardaigne et l'Espagne pour l'exécution dans les deux États des sentences en matière civile ordinaire ou commerciale (en italien et en espagnol).

MWMLR Préambule. — Art. 1. Espagement réciproque d'exécute les semences des tribunaux des deux Pars. — 2 Forme des réquisitoires. — S. Cas dans lesquês se pout en refuer l'exécution. — 6. Force hypothéziare attributé aux disse sentences. — 5. Force hypothéziare attributé aux dissertions. — 6. Indication des biens possible d'hypothégia. — 7. Actes de juridiction volontaire. — 8. Durés de la Correction. — Basilifacterion. — Basilifacterion.

CONVENTION POSTALE . . . . . . . . . . . . Madrid, 29 septembre 1831 VII 498

entre la Strafajore et l'Espayor (en français et en espagnol).

SWMMII Franchisement — Alfranchisement obligatoire pour les pourants, imprinté etc.

L'erre, brochere etc. assigitius in mil de deauxe — Et eltre charges

L'erre product etc. assigitius in mil de deauxe — Et ettre charges

pour le pris de transit ser le terribire Français — 5. Lettres condinies par

mer — C. Taze des correspondances prevenant de autres Esta d'Italie pour l'Espagne, ce de l'Espayare pour les autres Esta d'Italie pour l'Espagne, ce de l'Espayare pour les sattres Esta d'Italie pour l'Espagne pour les sorants et la répetité originate des autres Esta d'Italie pour l'Espayare, et de l'Espayare pour les autres Esta d'Italie pour l'Espayare, et de l'Espayare pour les autres Ésta d'Italie pour l'Espayare, et de l'Espayare pour les autres Ésta d'Italie pour l'Espayare, et de l'Espayare pour les autres Ésta d'Italie pour l'Espayare, et de l'Espayare pour les autres Ésta d'Espayare pour les autres ésta d'Esp

> des Gouvernemens Sarde et Espagnol sur l'abolition réciproque des droits différentiels de port et de navigation (en espagnol, français, el italien).

Notifications Espaguoles.

Époque à laquelle doit commencer le traitement d'assimilation au pavillon national pour les nations étrangères. — Déclaration que la Sardaigne et la Belgique y ont été admises.

Notification Sarde.

Déclaration d'admission des bâtiments Espagnols au traitement national pour les droits sus-énoncés.

ÉTATS BARBARESQUES.

(V. ALGER, MAROC, TRIPOLI, TUNIS).

# ÉTATS DU PAPE (V. ROME).

# ÉTATS GÉNÉRAUX DES PROVINCES UNIES. (V. Pays-Bas)

## ÉTATS-UNIS (de l'Amérique du Nord).

TRAITÉ DE CONMERCE ET DE NAVIGATION '. Gênes, 26 novembre 1838 VI entre S. M. le Boi de Sardaique et les États-l'uis d'Amérique (en français). SOUMAINE. Préambule. - Art. 1. Liberté et réciprocité de commerce et de navigation. - 2. Traitement des navires sur le pied des nationaux. - 3 et 5. Importations. — 5. Exportations. — 6. Droits à payer. — 7. Cabotage — 8. Préférence défendue dans l'achat des objets importés. - 9. Participation réciproque des PP. CC. aux faveurs qu'elles pourraient accorder à l'avenir au commerce d'autres nations. - 10. Navires abordant à la côte, on dans les ports , sans intention d'y déposer leur cargaison. - 11. Naufrages. - 12. Relâche forcée. - 13. Bătiment marchand destiné pour un port supposé bloque an moment de son départ. - 14. Passage des marchandises à travers des États Sardes. - Clauses et réserve sur les droits de transit. - 15 et 16. Agens consulaires. - 17. Déserteurs des bâtimens de guerre. - Formes à suivre pour les demandes d'extradition. - 18. Libre disposition par acte entre vifs ou de dernière volonté, des biens appartenant aux sujets des PP. CC. -19. Durée du Traité. - Ratifications.

> ARTICLE SÉPANÉ.
> Viaintien provisoire de la part de S. M. Sarde de la perception des droits différentiels sur certaines denrées importées dans ses États, non obstant les articles 2 3 et 6 dn Traité.

# ÉTATS-UNIS DES ILES JONIENNES. (V. ILES JONIENNES)

## FRANCE.

TRAITÉ DE PAIX. Château Cambrésis, 3 avril 1339 ] 12 entre Henri II Roi de France et Philippe II Ibri d'Espayne, portant restitution au Duc de Savoie de ses États. V. Es-vox. TRAITÉ DE MARIAGE. Paris, 27 juin 4559 entre Emmanuel Philibert Duc de Sucoie et Marguerite de France (en

français).

SORTHAL Constitution de la dot. — Jouissance des domaines du duché de Berry et de la seignetrie de Romoration conservé à l'Épossa a rie domat. — De la part da Doc: 1. Assignation éventaelle du donaire (20000 lis. Tournoises, outre le reteau de Saubhi et de Querraque). 2. Ragues et jojant pour la talent de 20000 (ext. 3. Époigne 20000 évens par au. — Classes pour la resitution de la doit et autres apports en cas de décès de l'un on de l'autre des éposts.

#### ABTICLES

LES Valentin, 3 novembre 1560 V concernus entre le Duc de Savoie et le Roi de France, sur le commerce du marquisat de Saluces et des rinq places retennes par la France dans les Etats du Duc (en français).

SMEAIL Liberté des marchés de Carmagnole et des relations commerciale des habitans des dites places avec le rente des États. — Suppression den dace dit du testou. — Cens zammé dit par l'agairent, lissée la Roi. — Daces percus Calvias. — Communication récipreque et prétable à laire entre les PP. C. des ordonnaces inferessant leur sujeit respectifs. — Arbitres à lière pour ranager un ancien différend evistant entre Carmagnole, Raccona et autres localités. — Formittere du set on marcine différend evistant entre Carmagnole, Raccona et autres localités. — Formittere du set on marcinat de Salone.

#### TRAITÉ

cutre Eannand Philibert Dur de Servier et he hie de France parts traction des places occupies as Pérmut par S. M. T. C. (en Irmenio).

SMINIBLE Les peries un red refrance (1900) con de cr. — Blode de BMINIBLE CON peries un red terrace (1900) con de cr. — Blode de leseure d'Att, Quiere et Quiazz — et à la resiliación aux francis de Saulha, de la Périone, de ser troitiones et lingués de ces leux, sind que de Pigirred. — Marchés de Pigired, Saulha, et Carnaspués. — Réglement des droits et provilèges des habitons de pars parjet de S. M. T. C. dessa leux risports avec ceux du Doc. — Mainfes de arrêts readus par les cours et camelas suprémas de C. S. M. T. C. dessa central de la contra del contra de la c

#### TRAITÉ

Turin, 14 décembre 1574 outre Emmanuel Philibert Duc de Suvoie, et Henri III Roi de France aur la restitution des villes et places fortes de Pignérol. Savillan et autres (en français).

pour le service des moulins. — Ettension des dispositions en faveur des labitans du marquisit à tour de sterres du siere de Cental. — Délimitation à faire des Patas des PP. CC. en deçà des monts. — Validation de la part de Duc des perceptions et prestations aquedosaques faires product Foccapation dans les pays rendus. — Ammissic. — Clauses en faveur — 1, des dificiers et autres employée de S. M. T. C. g. – 2 des arries judiciaires et actes d'administration rendus et consumuis peudant l'occupation. — Changement de abbre de sudones ertain de noste.

TRAITÉ DE PAIX. Vervins, 2 mai 1598. 1 455 entre Charles Emmanuel I Duc de Sacoie, Henri IV Roi de France, et Philippe II Boi d'Espajue (en français). V. Espacez.

TRAITÉ DE PAIX. Paris, 27 fevrier 4600 | 1 180 entre Charles Emmanuel I Duc Savoie, et Henri IV roi de France (en français).

SOPRIULI. Heution du Trailé de Vernins et du compromis qui a cèle pris de 'seir ementre à la décision de Pape. — Art. L. Restitue à S. M. T. C. du marquisis du Siluces. — 2 à h. Engagement du Roi relatif un choir des Goneremens et à la pared des villes et places. — 3. Menzative, change du marquisis coutre le pays de freme et d'autre en deçà des monts. — 6 et 7. Restitutions rétriporques et chasses y relatives. "As Demolition du fort de Rich-Gusphin. — 5. Inventair des municiains de gourre existantes dans les places de marquiste. — 10 à 11°. Sulpulations concernant les pigemens renduc les routribotions et impéte perun pendant forcapations, et les soutribotions de fines de Duc aur les inflictations en la facult de conferer avez es se transur sur-laternative propués. — Promessos résignopues d'écréaire le Traité et de se rementre su jagement du Salat Prèse une le racie des différents.

ARTICLES sen "exicarnos no marté de pais de (600, Lyon, 28 et 30 juillet 4600 1 188 présentés à la Cour de France par les ambassadeurs de Charles Eumannel Due de Sacoie avec les réposses du Roi de France (en français).

SMEMUEL Attacpropos. — Diclaration du Duc de Voubier remettre le marquist de Saloce, — Conditions proposées des part an Bei, inchanti: —

1. Le choix des gouverneurs. — 2. L'époque de la remise des places. — 3.

1. Le choix des gouverneurs. — 2. L'époque de la remise des places. — 3.

1. Le compromis au Saint Pére. — 6. Les infrodations faites par S. A. — Seult la réposse de Boi article par erricle.

TRAITÉ D'ÉCRANGE DE TERRES . . . . Lyon , 17 janvier 1601 I 194 entre Charles Emmanuel I Duc de Savoie , et Henri IV Roi de France (en Innecais).

> SMRURE. Présubble. — Mention du Traité de Vervins et de l'accord fait à Paris le 27 février 1600. — Démarches du Pape per suite du compromis. — Art. 1. Cession an Roi de la Reesse, du Bagey, du Valrousey jusqu'au l'hôûne, sous certaines réserves et conditions. — 2. Remine au mémo de la ciadelle de Bourg. — 3. et 4. Cession d'autres localités au della du Rhôue et du

ballage de Gex. — S. Rezilution de Châtdens-Dasphin et autres dependances. — G. Demolision de fart Behe-Dasphin. Pequent à libre par le bude 1900000 Cext. — 7 et 8. Cessios as Duc da marquisa de Saloces et de cous les pays pie arti dispuis 15xes. — 9. Excassios des places coléires. — 12. Dons et récompenses assignées sur les surves coléies. — 13. Easlássement de la pais et liberté de commerce caure les deux Estas. — 14 a Do-Lauces relatives aux mjets et serviseurs des étex coléis, can prisonaires de guerre et autres; sus procédares et jourgeness predant l'excapsions. — 12. Coltation des bénéfices existans dans les pays du Doc. — 22. Réserve de la part da liberté deputamente des Traible de Chierca Carricis et de Trais (1705). — 25. Appense de bour de traises.

CONVENTION POUR L'EXÉCUTION DE TRAITÉ DE LVON . . . Lyon, 46 mars 4601 entre le Duc Charles Emmanuel 1 et Henri IV Boi de France (en français).

SOUNTIEL Préambule. - Prétentions du sieur Lesdiguières. - Art. 1. Leur réduction à la somme de 49000 écus à paver par S. A. - 2 à 7. Arrangemens relatifa aux redevances envers la garnison de Barcellonette et d'autres lieux; et à la vérification des créauces d'autres personnes ayaut eu des rapports d'administration avec le aieur Lesdiguières. - 8 à 11. Clauses pour l'évacuation de la citadelle de Bourg et de Chambéry et pour l'entretien des garnisons des autres places. - 12. Sortie des munitions de guerre de Montmeillan pour la remise de la place au Duc. - 13. Passage des troupes ducales pour a'y rendre - 14. Ordres pour la remise aux français de Château-Dauphin et autres dépendances du Danphiné, et pour la démolition de Bêche-le-Dauphin. - 15. Payement par le Duc d'une somme de 50000 écus. Restitution corrélative par le Roi de tous les pays occupés sur le territoire de S. A. - Remise des titres et documens quelconques relatifa aux pays cédéa et rendua de part et d'autre. - Ratification du Traité en faveur de la princesse de Conti. - Licenciement des troupes. - Envoi réciproque do gentilshommes pour recevoir le serment des PP. CC. aur l'observation du Traité.

TRAITÉ DE LIGIE OFFENSIVE ET DÉFENSIVE . Brusol, 25 avril 1610 1 entre Charles Emmanuel I Duc de Savoie, et Henri IV Roi de France contre Philime roi d'Espatume (en français).

SWEMBLE Priembles. Mention du Traité de maringe entre la Ille salee du Rôci et le prince de Périmont fils sale du Rôc. et le Prince de Périmont fils sale du Doc. et art. 1. Confirmation des audiens Traités. — 2. Nouvelle confédération offensive et définaire. — 3. Se ducte. — 4. Princes consivé à a receite au Traité. — 3. metale considéré à rassembler. — 6. Défense de traitér ségarement la paix. — 7 à 12. Clauses resembler. — 6. Défense de traitér ségarement la paix. — 7 à 12. Clauses resembler. — 6. Défense de traitér ségarement de part et d'active, her solds, et al. mentilloss en ca de surery.

TRAITÉ POUR LA CONQUÊTE DE DECHÉ DE MILAN . . . . Brusol, 25 nvril 1640 1 284 entre Charles Emmanuel I Due de Savoir, et Henri IV Boi de France (en français).

694		
SPECIAL Art. J. Pourpatiers sur l'excusion de l'extreprise et le souche etc.  2. Quantid de l'artiflere et des mostières. — 3. Récompene éveratelle au roi de France pour la coupeire du Duché de Milin. — d. Caranties et dretes demandéer et defices. — S. Euroi d'ambassedure au 6mi jour la conclusion du Traité de mariage du Prison de Primont avec la fille de Sa Majené tes Chériteume.		
TRAITÉ D'ACCOMMONUNT. Turin, 10 mai 1614 entre Charles Emmonauel I Duc de Savoir, et Louis XIII Roi de France sur les préfentions de la France sur le pags de Vand (en trançais).	ı	288
SOUTHAURE, Engagement réciproquès pour le licenciement des troupes et la sortie des garnisons des lieux occupés. — Promesse de la part de LL. MM. de protéger le Duc et ses États. — Clause relative aux entreprises sur mer de S. A. cantre les indibléss.		
ARTICLES DE PAIX ENTRE SAVOIE ET MANTOFE Asti, 4 décembre 4614	1	290
signés par S. A. Charles Emmennel Duc de Savoie, monseigneur Sarelli nouce de S. S., et le marquis Bambonillet ambassadeur du Roi de France (en italien). V. Maxroex.		
TRAITÉ SA LE DÉSAMEUNT EN TRAIX. Así, 21 juin 1615 (en indiren). Bannauel I Due de Servie, et Louis XIII Boi de Franze (en indiren). SMEMIR. Friambolt. — Mediation et bous offices de S. N. le Roi de la Grande Bretagne, et de la Bépublique de Venier. — Premusee da Due de de- sarrace, et de se bois inquiéres to Sixus de lou de Mantone. — Savier pro-	1	295
mire art vanutu et spirit de relisi-t. — Restitution des lieux et plures occeptés. — Arrangement pour leur réseaution. — Liberté de commerce entre les Suisses et les Mitanis. — Ammistie de la part de Roi. — Forme suivir pour la cessation embire des hostidiés. — Réserte du Roi pour l'exécution du Traité. — Délaritaines des Ambassadens d'Aughterer et de Venies.		
TRAITÉ DE LIGEE Paris , 7 févrire 1625 entre Charles Emusammel I Duc de Saroie , Lonis XIII Boi de France , et la République de l'enise , pour la restitution de la l'attelline (en français). V. Vesise.	į	324
ARTICLES POR L'EXÉCUTION DE TRAITÉ DE PARIS (1625). Suse, 21 octobre 1624	I	330
urrètés entre Charles Emmanuel I Duc de Savoie, et les commissaires de France et grospaés à la République de Venise (en Irançais). V. VENSE.	·	
TRAITÉ D'ALUNNE. Suss. 44 mars 4629 entre Charles Emmunuel I Due de Saroie, S. S. Evbain VIII. Louis XIII Roi de France, la République de Venise, et le Due de Mantone, contre E Essoure (en fennais). V. Rom.	1	339

TRAITÉ . . . . . . . . . . . . . . . Susc, 11 mars 1629 entre le Duc de Sassie Charles Emmanuel I, et Louis XIII Roi de France

SORNAIRE. Promesses du Duc à l'égard du passage et des fournitures à

pour secourir la ville de Casal (en français).

1 346

1 350

1 352

faire aux troupes françàises se readant au Menferrat. — Citadelle de Sue et châtean de St-François remis au Roi pour săreté de l'exécution. — Engagement de St. M. de faire céder au Duc de Savoie par celai de Mantoue la ville de Tria; de faire retirer ses troupes du pays de Nice et de la Savoie, et de défendre la préssance du Duc, et ses États.

ARTICLES SECRETS.

Moyennant une forniture de blé de la part du Duc, promesse du Roi de ne

pas faire avancer ses troupes au delà de Bussolin.

—Intention de l'Espagne à l'egard du Duc de Mantone, et déclaration rela-

tive du Roi de Frauce.

— Déclaration au soiet de la restitution éventuelle des villes d'Albe et

Moncaive au Duc de Mantoue.

— Engagement réciproque en cas de contravention de part de S. M. Catho-

arriès entre le Bue de Seroie et le Bai de France (en français).

\*\*MERABL Le Duc se rendunt garant de l'évacation du Monferrat par les
Espagnols. — Promesses réciproques d'empécher tout désordre et donnage
de la part des troupes. — En cas d'attaque des États da Duc de Mantoue,
qualité et oposité des secons à lui préter. — Passages des troupes françaises

dans les États du Duc.

ARTICLES rota l'exicetion se trairié se sisse . . . Bussolin , 40 mai 1629 accordés entre le Duc de Sacoie, le Roi de France , et le Duc de Mantone (en français). V. Maxiot z.

(en français), V. AUTRICHE,

TREVE GINERALE.

Rivalta, 8 septembre 1650 | 1 387 conclue entre les Généraux de Sacoie, de l'Empereur, de la France, et de l'Epignee, à médiation de Mouvigneur Mazzariai ministre du Pape

TRAITE DE BAIX
Ratisbonne, 15 octobre 1630 1
entre l'Empereur et le Roi de France, portent cession au Duc de Savoir de aluxirurs paux du Duchi de Monferrat (en latin

par l'Empereur et d'autres lieux au Duc de Saviei par le Roi de France.

—12 Déclaration de l'Empereur au sojet des lieux coccepis par ses ames
dans la Valolfine et le pays des Grissons. —15 Ouges de part et d'autre.

14. Admission de la Répubblique de Veine à participe à la pari siquelle part l' Tritrié. —15. Arrasgemens particuliers entre LL MU à l'égard de Next. Tool,

Verdans, et d'autres fenx. —16. Le Duc de Lorraine compte dans le
Tritrié. —17. Atmissité générale et restitution des prisonaires. —18. Réserves.

—9 Promesse d'exclusion. —20. Souncrésion.

SMRAIR. Fréamble et art. 1. Renouvellement d'aminé. Jonetien des troupes le ferrair des deux cible. Lurs solde. — 2 Oablé in passe. Restiminis mus raspon des prisonaires de gener. — 3. Espagnante de Rela us sigle des gréés du Dec cerers la République de Cere, — 6. Commandement des troupes. — 5 et 9. Numitions de boucles et de guerre. — 6. Levice de soldes. — 7. Di-versinas à liter. — 8. Paraya des completes. — 10. Promesse de directe les Étans du Dec. — 11. Défense de conclue s'apretiment la pair. — 12. Promesse de mitte en poussion de Trait et d'autres leves en ferre de Duc. — 14. Chang pour l'exécution du Trait de Relationner. — 15. Et de codei de Dec. — 15. Dec. de Servie des villes, juerre very places compaires poudant la guerre par S. M. T. C. Exception au Traité de Rainbounc. — 16. Les Vesilions et autres Prisos conspiés so poudant la guerre par S. M. T. C. Exception au Traité de Rainbounc. — 16. Les Vesilions et autres Prisos conspiés so poulaintaire pour la définitionaire de Status.

TRAITÉ D'ÉCHANGE DE TEARSS. . . . . . . . . Querasque, 51 mars 1631 | 1 381 entre le Duc de Saroie et le Boi de França (en français).

SYMMUE, Art. 1. Notife de cei échange. — 2 Comise entière et sans réserves de la part de laper. — 3. Rivière de Daisse. — 6. Bré déange, consiss a Buc de la ville d'Abs avec d'autres terres. — 5. Suites du rélat écestuel du Bod et échargement la guerre donné le des l'extres récipres par de la ferre de la guerre donné de l'extre récipres récipres de Savisé devaut et rendre en France et y restre part sière de la resisse récipres d'avait de l'extre de Savisé devaut et rendre en France et y restre part sière de la resisse récipre de graine d'autre de la résisse de l'extre de l'ext

TRAITÉ POUR L'EXÉCUTION DU TRAITÉ DE RATISBONNE . . . Querasque, 6 avril 1651 1 390 entre l'Empereur et le Boi de France (en italien). V. Autricor.

et exécution du Traité sigué par le Boi avec l'Empereur le 6 avril (en français).

507

428

SOMMAIRI. Changement partiel de la disposition de l'Article secret du Traité de Operasque du 6 avril 1631, relatif an dépit des forts d'Avigliana et de Suse. Engagement du Duc pour la remise de Pignérol. - Arrangemens relatifs aux droits des péagea, dusanes, etc. pendant l'occupation des forts susdits. - Clause pour la réduction de ces Articles en Traité. ARTICLES . . . . . . . . . . . . . . . . Querasque, 50 mai 1651 accordés entre le Duc de Sasoie et les ausbassadeurs de France pour la restitution au Duc de Savoie de la ville de Saluces, de Villefranche, et de toute la Saroie (en français.) SOUNTIEL Préambule. - Mention du Traité du 6 avril. - Art. 1. Amnistie générale de part et d'antre. - 2. Les sujets des deux Parties remis dans la pleine innissance de leurs droits et de leurs biens. - 3, 4, et 5. Maintien des jagemena rendus par les autorités compétentes. - 6, Annulation des hommages prêtés à S. M. par des sujets du Duc pendant l'occupatinn de ses États. - 7. Restitution des prisonniers; - 8, et de la part des Ducs de Savoie et de Mantoue, de plusieurs lieux respectivement cédés. - 9. Liberté de commerce entre les États des PP. CC. - 10. Commissaires pour la délimitation. 1 412 signés par les ambassadeurs de l'Empereur et du Roi de France (en italien). V. AUTRICHE.

ARTICLES POPA L'EXÉCUTION DES TRAITÉS DE OFERASORE. Querasque, 49 iuin 1634 421 simés par le Duc de Sacoie et les ambassadents de France (en français). SONTAIRE. Mention des Traités précédents: - et renouvellement des promesses réciproques de les exécuter, - Le prince Thomas danné en ôtage, - Déclaration du Duc sur la restitution de Pignérol. - Clause pour la remise des ôtages précédemment donnés. - Réserve sur les Articles secrets du 31 mars , et du 26 avril. . . . Mirefleur, 19 octobre 1651 TRAITÉ

entre le Duc de Savoie et le Roi de France par lequel S. A. promet à S. M. un libre passage par ses États, et lui accorde en dépôt la ville et château de Pianérol ( en français ). SONNAIRE, Préambole, - Engagement du Duc de s'abstenir de toute participation à des troubles en France: - et de donner passage aux troupes françaises

se rondant dans le Monferrat. - Engagement du Roi de défendre les États du Duc. - Remise en dépôt, et à la garde d'un corps de Suisses, de Pignérol et d'aptres forts. - Gouverneur de ces places à nommer par le Roi. - Suites qu'aurait l'inexécution des promesses faites de part et d'autre. Auticles secrets.........

Annulation des Articles signés le 9 septembre, et du Traité du 19 juin. -Reconnaissance, de la part du Duc, du droit de propriété de S. M. T. C. à l'égard de Pignérol et des autres lieux spécifiés au Traité d'échange du 31 mars, au quel on entend se rapporter en tout point.

TRAITÉ DE CESSION . . . . . . . . . . . . . . . Turin, 5 juillet 4632 I 436 par lequel le Duc de Savoie cède publiquement au Roi de France la rille et châtean de Pinuirol (en français). 88

SOUBLIEF. Préambule. - Exposé des motifs. - Cession entière et à perpetuité de la ville, château, et finazes de Pignérol à S. M. - Commissaires à députer pour le règlement des limites. - Engagement du Duc à l'égard de cette cession. - Promesse du Roi d'acquitter S. A. envers le Duc de Mantoue des sommes dues à celui-ci d'après le Traité de Querasque du 6 avril 1631. - Projet d'acquisition de Neufchâtel et Valengin à faire par le Duc. - Promesses éventuelles pour le passage des troupes, et pour la défense réciproque. - Restitution à S. A. de l'artillerie existante dans Piguérol. 442 Annulation du Traité ci-dessus. — Ceux de Querasque déclarés seuls valables. - Déclaration du Roi pour le cas de l'acquisition de Neufchâtel et Valenzin. -Effet du Traité de Madrid dn 27 novembre 1631. TRAITÉ DE CONFÉDÉRATION . . . . . . . . Rivules, 11 juillet 1635 I 445 entre Victor Amédée Duc de Sasoie, et Louis XIII Roi de France pour la conquête du Duché de Milan (en français). SOUMAIRE. Préambule aur les entreprises des Espagnols contre la liberté de l'Italie, et sur la nécessité d'une ligue pour les priver de l'État de Milan. -Art. 1. Ligue entre le Roi et le Duc, et autres princes. - 2 et 3. Contingens de troupes à fonrnir. - 4 et 5. Durée de la contribution, cas de l'augmenter. époque de la prestation. - 6 à 9. Clauses relatives à l'artillerie, à la direction de la guerre, au commandement dea troupes, aux garnisons dana les places à conquérir. - 10. Passage des troupes de la ligue par les États des confédérés. - 11. Partage éventuel des conquêtes. - 12 et 13. Engagement des confédérés de ne point conclure de paix aéparée, et de respecter tous les autres princes et États d'Italie. - 14. Réserve en faveur de S. M. et du Duc. - 15.

Durée de la ligue. — 16. Engagemens réciproques pour la défense commune et la réputation des portes. — 17. Rapper enter les trappers fouriers, et le droit an partage des conquêtes. — 18. Destination matuelle de résidens auprès des PP. CC. dans l'initérit de la ligue. — 19. Promesse de ratification. ANTELLE SERIER. DECLETION de la lique de ne vauloir point déroger aux Traités de Querraque: — et promesses conditionale le S. M. référiement à l'ablatire de Glores.

DÉCLARATION DE BRI DE FRANCE . St Germain-en-Laye, 3 mars 4657 1 455 pour l'exécution des Traités, de Querasque avec le Duc de Savoie, quoique le Traité de Coloque puisse s'u opposer (en français).

de France contre l'Espagno (en français).
MRUILLE Franchenble. Objet del Troité. — Art. 1. Conclusion d'une ligue
pour fair guerre ouverte coutre les Espagnols. — 2 à 4. Cantingens de troupes à l'orient de l'apparat de troupes à l'orient de l'apparat de l'apparat de troupes. — 3 bientification de la guerre, et dominante de la tilterat et des manitiones guerre. — 6 Direction de les guerre, et commandement des troupes. — 7, 11 et 12. Passage et logement de de celles-c. — 8 et 9. Engagement de se polari concluré de plus inspiré, et de celles-c. — 8 et 9. Engagement des es polari concluré de plus inspiré, et de

u'ausquer asons autre prince ni État, qui ne soit abbreus aux Espagnols. — 10. Cas de secont à révier à la Dochess. — 33. Dépense fluire par le fait dans cette guerre, hindre se notalité à sa charge. — 14. Continuation de la guerre jusqu'au recourrement complet de tousies les places; promesse du Roi. — 15. Austinance à prière à la Dochesse après les cossiton de la ligne. — 16. Dépentation d'autopassedurs dans l'indrét de la ligne. — 17. Promesse d'observation d'une part, et de militation de l'autre.

TRAITÉ Turie, 1 juin 4639
entre Chrétienne de France Duchesse Régente de Savoie et Louis XIII Roi
de France, pour la restitution des places fortes tenues par le Roi d'Espagne et le Roi de France, lorsque la paix se fra, et pour l'entrét-

smennet des gens de guerre (en français).

MBHSIII Friendsche. — Occupation par le Rol, de Carmagnole, Savillan et 
Queraque. — Art. 4 et 2. Froncusca de S. M. relative à l'entire resistation 
de Etats du De. d'Altre par les Engagnole et par Elle-nético. — 3 et à. Lettrer du Rol in Pape et sux autres Princes d'Italia un oigle de l'occupation 
letter du Rol in Pape et sux autres Princes d'Italia un oigle de l'occupation 
letter de l'entire de la commandation de l'entire d'entire de l'entire d'entire d'entir

ARTICLE SECRET

Réserve de la part du Roi relativement aux frais pour la garde et l'entretien
des places par lui occusées dans les États de S. A.

TRAITE or ratve.

The Ducheese Rejente de Savoie et la Couronne de France d' une part, les Princes de Savoie et la Couronne de France d' une part, les Princes de Savoie et la Couronne d' Epagne de l'autre (en italien).

SPRIMIR Primbale. — Conclusion d' une trive jussus au 24 octobre.

Art. 1. Occupation de la tille et ciudelde de Turis. Per quelles trospes. — 2.

Trivestar de fortilisation possibla in treve. — 3. Retruite des armées chacune sur les terres de son parts. — à et. 6. Persperts pour se rendre dus les places du parti coustier. — 5 et. 7. San-jene pour Casal. — Officiers autres que ceux de sa garaions. — 8. Transport des maldes et blessé Engagoids. — 9. Canado de sa garaions. — 8. Transport des maldes et blessé Engagoids. — 9. Canado de la companie de

faites par le Boi de France au Prince Thomas de Savoie pour son accommodement acrec la Duchesse Régente (cu français). 50 MIRIE, Préambale. — Protestations réciprorues d'affection. — Art. 1.

SOMMARS. Préambule. — Protestations réciproques d'affection. — Art. 1.

Promesses de la grâce et protection Royales en faveur du Prince. — 2. Succes-

TRAITÉ.

RENOUVE

sion data in dission de Savoie. — 3. Estremise da Roi pour arranger les dif- ferenda. — 4 e. 5. Euroi d'un gestillomme de Princer en Espagen. — Bas et a muises de cette tuision. — 6. Voyage da Prince en France. — 7 et 8. Pen- sionos an Prince et a sa famillo. — 9. Premesso de hoso difes pour le ma- prince de la fisi da Prince. — 10 et 11. Engagements da Roi à l'avantage da Prince. — 12 a 16. Cosation des bostiliés produit trois ans: — et autres chances firorables au Prince. — 17. Prionese de ratification du présent Traité. — Clause additionale relative sus litemes coursés par le Prince.		
— Clause adaitionneuer resurre du neur occupes par le Prince.  Turin, 14 juin 1652 ritre le Roi de France, et les Princes Maurice et Thomas de Saroie, our l'accommodement de leurs différents avec Madame Royale Duchesse Ré- ente de Saroie (en français), V. Sxvons.	1	478
Fossan, 3 mars 1634 pretits entre les commissaires de S. A. R. Madame Riports de Societ et cux des Négacians de Marvilles, pour l'exemption du devit de Ville- ranche en faver de bilianosist Marvilles (en italies).  4000-1818. Frésanduele de l'instrument, — Droit fixe à paye par les bilianosist Marvillia vant les rédjent à fiu de jouis de l'exemption du droit de Ville- ranche. — Fermilliés ext chauses y relatives. — Obligations des patrons le une votour. — Mention de l'arrangement convenu avec le Frince de Monace.	v	13
LLEMENT O ALLIANCE . Valentin , près de Turin , 5 avril 1645 et tre Chrétiene de France Dechaes Régarde le Frince Mairice et Ricoma de Storie , et le floi de France (en français).  SONNILE Friendande — Confermation de Traité de 3 juin 1638.—Art , 1. Zagagement de la Régente de fournir des troupes. — 2. Processes resouviée la fix floi pour la restation des places. — 3. Ordre pour la remise immédiate de	1	547
Purin et d'autres lieux fortifiés - A. Remise provisoire de Verrue an Roi -		

entre Victor Amé Duc de Savoie et le Roi de France (en français).

\*\*SémallaE Présmbule. Art. 1. Ligue. Son but. — 2 et 3. Logement
de 3000 cavaliers français en Piémout consenti par le Duc. — 6. Jugement
et punition des crimes commis par ext. — 5. Troupes lever par le Duc. —
6 et 13. Hommes et argent 3 fournir par le Roi en cas d'attaque coutre le

Duc, et engagements de celui-cl. — 7. Entreties des troupes. — 8. Quartiers d'hier aur le territeire de l'ensemi. — 9 et 31. Commandement des travilles Ducales. — Présence de lours Généraux sux conseils de guerre poor la cutum commune. Lurel place en ligne et dans de déchemen. — 10 et 12. Prompes du Roi en faveur du Duc. — 16. Partage éventuel des conquêtes. — 15. Durés de la licon. — 16. Ratifications.

TRAITÉ . . . Vigon, 19 octobre 1690 Il 132 d'échange et rançons des prisonniers de guerre foits par les troupes de S. M. T. C. et rellet qui compount l'armée de S. A. R. Manseigneur le Duc de Casoie, et de ses alliés, tant en deça que delà les monts (en tencnis).

SONMAINE. Taux des rançons des officiers des différeus grades et armes évalués en pistoles. — Exception en favour de plusieurs personnes attachées au service de armée. — Arrangements relatifs aux prisonniers, à leur échange et reuvoi avec ou saus rançons.

> SOUMARE, Préambule, Art. 1. Rétablissement de la paix. - Rupture de la part du Duc des engagements pris, en force du Traité de la ligue, envers l'Empereur et les autres Puissances signataires. - Nouveaux engagements de sa part envers le Roi. - Promesse de celui-ci pour la restitution de Pignérol et d'autres lieux en Savoie et ailleurs. - Clauses relatives à ces restitutions. - 2. Engagement du Roi pour les Traités à couclure. - 3. Proiet de mariage de la Princesse fille de S. A. avec le Duc de Buurgogne. - Clauses y relatives. - 4. Protection promise par le Roi. - Neutralité à garder par le Duc envers les Princes alliés de S. M. - 5. Houneurs accordés aux Ambassadeurs de Savoie à la Cour de France et ailleurs. - 6. Commerce d'Italie remis sur l'ancien pied. -7. Édit à publier portant défense aux Vaudois de communiquer avec les sujets de S. M. - 8. Amuistie de part et d'autre. - 9 et 10. Bénéfices ecctésiastiques. - Commanderie de l' Ordre de St-Maurice. - Charges de Magistrature. -Contributions imposées sur les terres de S. A. - 11. Prétentions de Madame la Duchesse de Nemours. - 12. Règlement au moyen de Commissaires de tout intérêt relatif aux pays rendus. - 13. Numbre des troupes à entreteuir par S. A. en cas de neutralité de l'Italie, ou de couclusion de la paix générale.

NOTA. Le Congrès de Ryswich fut ouvert le 9 mai 1697. — On y conclut plusieurs Traités. — 1º Eutre la France et l'Angleterre, — 2º Eutre la France et la Hollande. — 3º Eutre la France et l'Espagne. — 4º Eutre la France, l'Emporeur, et l'Empire.

Par le Traité précité on confirma à l'article 33 le Traité de Turin du 29 août 1696.

France et d'Espagne de l'autre pour la conservation de la paix en Italie (en français).

SMUIIR. Fréambule—Art. 1. Engagement du Doc de joindre ses forces à cells de Li. Mix.—2. Escageet engagais à fourir disses Seitas.—3. Disciplate des troupes.—4. Commandement général déféré à Duc.—5. Subbrdination entre les Officires des arrèes alifex.—6 –6 1. Augement des démêts.— Disposition éventuelle d'une partie des troupes Dacales.—S. Subbrdination entre les Officires des arrèes affects.—5 précise de Duc.—9. Son contingent des troupes.—10 et al. 11. Virves et fourrages.—Ordrey relatifs.—12 et 13. Arrangemens pour l'artilletie et la fourniture des manisions de gener.—13. Les princes de Lombarde courtés au Traité.—15 et 16.— Cas et naites de dispositions hostiles de leur part.—17. Cas et conditions de quartiers d'hivre à donner en Frienout aut troupes Française.—18. Frisis d'entreties de ces troupes.—19. Froncese de Lt. MNI. de comprender le Duc dans tout Traid de pair à condition.—20. Durée MNI. de comprender le Duc dans tout Traid de pair à condition.—20. Durée des la company de la confidence de la Condition.—20. Durée de la condition.—20. Durée de la confidence de la confidence and confidence and condition.—20. Durée de la confidence de la confidence and confidence a

CONDITIONS. Milan, 43 mars 4707 II 24 sous lesquelles les Couronnes de France et d'Espagne offrent d'évacuer les places de la Lombardie (en français).

SWMUIL Ces conditions comprises en 3 articles regardent: — le départ des troupes des places occupées; — l'orde de leur marche: — les trauposts; en les repromises attachées an service de Tarmée; — les fournitures de trivers; les personnes attachées an service de Tarmée; — les fournitures de trivers; le perment; — les prisonniers de gener — les direct de pays écresis en vers les antoniés établées pendant l'occupation : — la survegarde des biens des particuliers. — Prespet tous ce articlées ant de à zoorde. — On a refuel Part — 40 résidi à la restamine da Monferent au luie de Mantone, et à 1 l'équivalent proposé. — On a sauri résulte if au l'équivalent de la birmédole.

français),
SMEMBL Cossation totale des houtilités. — Envoi de part et d'autre des
ordres nécessires aux commandans des troupes, — Cessation des contributions de
genere. — Souhr-quo à garder pour les alfaires d'Italie. — Leu raragement
renvoy à la paix générale. — Réserve pour le Traité du 8 novembre 1703
entre le Duc et l'Emercera.

TRAITÉ DE PAIX ET AMITIÉ. Utreeht, 14 avril 1715 II entre Victor Amé II Duc de Savoie, et le Roi de France Louis XIV, par lequel le Roi restitue au Duc le Durhé de Savoie, et le Comté de Nice (en français).

> SOUMLINE. Préambule. — Art. 1. Rétablissement entier de la paix et de la bonne intelligence eurre le PP. CC. — 2. Annistie. — 3. Restitution an Duc de la Savoie et de Nice. — 4. Cession de différentes vallées. — Ses effets. —

294

312

347

354

Annexes

- 4 Renonciation do Duc d'Orléans à la Courenne d'Espagne. — 2º Idem
do Duc de Berry. — 3º Lettres-patentes du Roi appronvant ces renonciations.

ANTICLE SÉPARÉ.

Restriction relative à la faculté accordée au Duc de Savoie par l'art. 8.

CONVENTION. Paris , 6 avril 1718 II

entre S. M. Victor And II Rai de Sicile, et le Roi de France, sur l'exiciation de l' et n. Il Pd artissile É Urecté de 11 avril (175 (en Iranguis). SUMURL Act. 1 M. Objet de la Convention. — Limites entre la France, le Pétanox, et le Camide de Nice. — Déclarations relatives au sens de l'article de la Traité préciet. S. Railfication.

ANTICLE SEGRAT.

Engagement réciproque de ne point construire de fortifications dans certains endroits de la frontière.

TRAITÉ DE LA QUARUPLE ALLIANEZ. Londres , 2 soût 4748 II 33 entre l'Emperur, l'Angleterre, la France, et les États Généraux, portant cession du Royaume de Sardaigne au Roi de Sicile , en échange du Royaume de Sécile (en latin). V. AUTRICHE.

ACTES D'ACCESSION ET D'ADESSION . Paris , octobre et novembre 1718 II 383 de S. M. le Roi Victor Amé II au Traité de la quadruple alliance (cn latin ). V. ACTRICIE.

TRAITÉ DE SUSPENSION D'ARMES SUR MER. La Haye, 2 avril 4720 II 406
entre S. M. le Rui de Sardaigne, l'Empereur, le France, l'Espague et l'Angleterre (en latin). V. Authaum.

CARANTES . Versailles, 27 août 1722 II 416

signées par les Pénispotentiaires de France et d'Angleterre, en faveur du Roi Victor Amé II, pour le Royaume de Sardaigne, et pour d'autres cessions qui lui ont été faites dans le Milanais (ca français). SONNURE. Préambule. — Mention des Traités de Londres. — Déclaration des Puissances en faveur du Roi de Sardaigne à l'égard des cessions à lui faites par l'Espagne. — Leur promesse de les garantir.

TRAITÉ Antibes, 50 novembre 1726
entre S. M. le Boi de Sardaique et S. M. le Boi de France, sur l'exemption pour viûşt ans du droit de Villefrauche, on faveur des bâtiments francuis (en français).

59HRURE. Prénamule — Art. 1. Équivalent de 50000 livres de Prémont la payer par la Chambee de Commerce du Levant, pour la supression du droit de Villefranche. — 2 et 3. Mesures trendant la prévenir les abus des blûtiments couveris de Pavillos Prançais. — à. Blûtiments Prançais vagagenti, grés l'explaint du le leur congé. — 5 et 6. Clauses relative à l'exécution de la Couveation. — 7. Terme de l'Echame des ratifications.

TRAITÉ D'ALLIANCE OFFENSIVE ET DÉFENSIVE. . . . Turin , 26 septembre 1753 entre S. M. le Roi de Sardaigne, et S. M. le Roi de France (eu français).

SONTHIL Privambule coater les prajes ambiénes de la maisse d'Autriche.

— Art. 1. Déclarain d'alliance démise et défécuére. — Engapment d'ajur
conjointement coatre l'Empereur. — 3. Ent de Mika promis au liui de Surdagne. — 4. Lines en feuvar de sérient de l'Empire. — 5. Défense de nigre depuis de l'année de l'appreur. — 5. Défense de nigre quêtes éventuelles en Italie. — 7. Les Etais et Princes de l'Empire constité au Tratié. — 8. Eura et feur d'une arrior féraçais. — 9. Commandement défére 1 S. M. Sowle, — 10. Compules dans l'East de Mika. — 11. Promises de subsides. — 12. Est et le Fournitere d'artifiére et de munition. Clauses y rélative. — 15. Quartiers d'hiver. — Contributions levies sur les pay enpiraises. — 15. Quartiers d'hiver. — Contributions levies sur les pay enpiraises. — 16. Compe rélative la prédiction de l'Engla.

ARTICLES SÉPARÉS ET SECRETS

1. Invitation au Roi d'Espagne d'accéder au Traité. — 2. Destination éventuelle des Royanness de Naples et de Sicile, et des obtes de la Tosrape, en fa-

accordic entre S. M. le Boi de Sardaigne et S. M. le Boi de France, pour le règlement du service de l'armée combinée (co français). SORVAIRA Art. 1. Discipline de l'armée française dans les États de S. M. Sarde. — 2 et 3. Ordre du commandement. — 6. France de procéder en care de démôtés entre militaires et actres idebiées de sectur nation. — 5 à VI.

ue ecusivos entre immatres et atures interiorio se ecux nations. — 5 a 31. Destination des troupes. — Lieu de rassemblement. — Tours de service. — Ordonannes et gardes pour le service des Généraux et des équipages. — Troupes de réserve. — Entrée des Généraux anx conseils de guerre. 454

		705	
ARTICLES PRÉLINISAIRES DE PAIX . Vienne, 3 octobre 1735 entre S. M. le Roi de France, et S. M. (Empereur (en français), V.			
AUTRICHE.			
CONVENTION entre l'Empereur et le Roi de France, relative à l'exécution des Articles préliminaires du Traité de pair (en français). V. AUTRICHE.	-11	471	
ACCESSION Turin, 16 août 1736.  de S. M. Charles Emmanuel III aux préliminaires de paix rignés à Vienne, le 3 octobre 1735, entre l'Empereur et la France (en trançais). V. Au- TRICHE.	II	486	
DIPLOME p'ACCESSION SI-Laurent-le-Royal, 21 novembre 1736 du Roi d'Espague aux Articles préliminaires du 3 octobre 1735, et de cession du Grand Duché de Toscane, et des Duchés de Purme et de Plai- ance, à l'Empereur Charles II (en français). V. Essuose.	ti	487	
DPLOME . Naples, 11 décembre 1736 du Roi des Deux Siciles, par lequel S. M. adhère aux préliminaires de paix et appronve la cession des Duchés de Toscane, de Parme, et de Plai- sance à l'Empereur (en français). V. NAPLES.	11	492	
TRAITÉ DE PAIX Vienne , 18 novembre 1738 entre S. M. le Roi de France, et S. M. Impériale (en latin). V. AUTRICHE.	Ħ	497	
DECLARATION Paris, 20 janvier 1739 des ministres plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et du Roi de France, sur l'interprétation de l'art. 8 du Traité général de paix, qui a rapport au Roi de Sardéaque (en français), V. Altrikure.		515	
ACTE D'ACCESSION ET D'ADMISSION Versailles, 3 février 1759 de S. M. le Roi de Sardaigne à l'art. 8 du Traité de Vienne du 18 no- cembre 1758, suivant les explications des ministres plénipotentiaires (en Iran- çais). V. A	и	847	
ACTES de cossonile d'act-cultateur et de Nor.  (en forfançais).  SUBBRUIR. Les documens concernant le Boi de Sarbingue sont:  1. L'ALT. 7. des préliminaires de paix signés le 30 avril 1748, par lequel.  S. M. est maintenne dans la jouissance de toutes sex possessions anodemase et nouvelle, et en parfecille de l'acquisition faire, en 1743, du Vigennanque,	Ш	33	
d'une partie du Pavesan, et du Comét d'Anghera.  2. Les Actes d'accession et d'admission de S. M. aux Articles préliminaires, et d'accession anx déclarations des ambassadeurs aux Congrès touchant l'intel-		36	
ligence de quelques uns destilis Articles  3. Quelques dispositions du Traité définitif du 18 octobre 1748. Par cet acte les computées faites par la France et l'Angleterre furent définitivement rendues.  — Parme, Phisance et Gustalle furent cédées à l'Infant D. Philippe, pour tre posédées par lui et par ses descendans, à clarage de réour en cas d'ex-		44	

tinction de la ligne directe. - Art. 6. Le Roi de Sardaigne rétabli et main-

tean dans la possession de tous see États. — Z. Cession, de sa part, de la visite et du Driché de Pislance, en Revuer de l'Infant D Philippe. — R. Erroi de commissirer à Bruvelles et à Nice pour effecture les crosions et restinations dans l'inferêt des IP. CC. — 10 et 11. Arrangements résults à la propriét des revenus des pays à celor et restituer; — et à la remine des útres et do-cameius connecturant on revenus. — L2 Inserion tetutude de Tart. 7 des pré-liminations. — On confirme le Traité des l'Autoris, et phisieurs autres. — Les remains un four d'express l'états de Court de Gillar. La Pragnatique de Carlos VII fait recomme et confirmée. On garantin à la maiern de Hanorre la saccession su triore d'Amplerers, et de ses États en Allenague.

b. L'Acté d'accession et d'admission du foi de Serbaligne au Traité précédent. S. Quélques dispositions de la Gorresion concide a Nice cuerte le uninistra plaispiotentaires de Puissances signataires du Traité définité. Il y est question, quant au Roi — la travait de prisonaires de garer détenus à Urina.

2. De la remise de la Service aux tranges piémontaises. — 3, tie cele du claire and éPhissance aux Fréquestion. — 8. Le perception et optoit des impôte et fournitures, jusqu'au just de l'execution des pays à celer à et par S. M. .

6. La premate des frie, le 17 justier 1759. à la Rejudquie de Géosse, par de l'execution de la contraine de l'acception de la contraine de l'acception de l

chiens et Sardes
7. La Convention signic à Nice, le 21 javoier 17-10, entre les Généraux et
Ministres plesiptorelaires, pour fiver les termes des restatutions à laire ces Italie.
8. La Décharistion, en dans 12 et à l'eferier 17/10, confirmant le dispositions de
maistres de la Savoie, et du Duché de Phisance, jusqu'an jour de leur évacuation.
CONVENTION

No. 45 décembre 17/55

entre lus commissiries de S. M. le Roi de Strabijus et vour de la Chaubre de Commerce de Marseille, andericie par le Roi de France, un Fescapion du droit de Villefranche en foreur des biliments français (en français). 6.00MAIII. Français).
— Art 1. et 2. Suppression et auntision du droit de Villefranche, moyenmant un somme de 1.200,000 livres tomorios. — Termes para le payment à faire au comme de 1.200,000 livres tomorios. — Termes para le payment à faire

one somme de 1,200,000 livres bornois. — Termes pour le payment à faire 
à S. M. Sorde. — à Elére de le suppression en Ferur des hidmonts français. 
A. Rezerve, dans l'indicrit des Français, pour les drois ordinaires. — 5 et d. 
A. Rezerve, dans l'autière des Français, pour les drois ordinaires. — 5 et d. 
L. Rezerve, dans l'autière des Français, pour les drois ordinaires. — 5 et d. 
L. Rezerve, dans l'autière des Français pour les drois ordinaires. — 5 et d. 
L. Rezerve, dans l'autières à l'évention de la Convenide de l

entre S. M. le Boi de Surdaigne, et S. M. Trè-Chrétienne (en français).

SONMAIR. Préambale. — Art. 1 à 9. Tracement de la ligne. — Llimite. —

10. Acquisitions récliproques provenant de la délimitation. — 11. Démolition de châtean de Guillanmes. — 12 à 14. Arrangements relatifs à la parigation du

Chicadon Choule

51

73

82

Rhône. - 45 et 46. Seus et étendue des cessions et échanges. - Titres et doruments y relatifs. - 17. Abbaye de Chezery. - 18. Traitement des sujets des deux Couroupes. - 19. Extraction et transport de denrées d'un État dans l'autre. - 20 Exemptions de la Noblesse de la Bresse, du Bugev et d'antres pays. -21. Abolition du droit d'aubaine. - 22. Arrangement sur les matières contractuelles et judiciaires. - 23 à 25. Placement des bornes, et tracement des lignes de limites. - 26. Ratifications. - 27. Les sujets des pays cédés déliés réciproquement du serment prêté à leur ancien maître 179 Réserve pour la rectification éventuelle des plans relatifs au tracement des limites. ANNEXE Procès-verbal des limites, en date du 29 mai 1760 Pont-Beauvoisin, 45 novembre 4760 Turin; 45 avril 4761 PROCÉS-VERBAUX DE LIMITATION 196 S. Pierre d'Entremont, 4 octobre 1761 convenue entre les Cours de Turin et de Versailles, en exécution du Traité du 24 mars 1760 (en français). SOMMAIRE. Ils out pour objet de régler définitivement tout ce qui a rapport à ladite limitation générale. . . . . . . . . . Versailles, 21 décembre 4761 DÉCLARATION des Rois de France et d'Espagne d'indemniser le Roi de Sardaigne, pour n'avoir pas obtenu le Plaisantin (en traucais). SONNAIRE, Mention de l'art. 3 du Pacte de famille, existant entre LL, MM. T. C. et C., du 15 août 1761 - Promesse d'indemniser le Roi de Sardaigne

par un équivalent proportionné à son droit sur le Plaisantin.

TRAITE

entre LL, MM. le Iloi de Sardoigne, le Roi de Fraure et le Roi d'Espa-

gne, sur la réversibilité du Plaisantin à S. M. le Roi de Sardaigne, dans le cas d'extinction de la ligne mille de l'Infant D. Philippe (en

français).

SMPMILE Préumbele. — Nention de la lettre autographe du Roi de France an Roi de Straitique, en detu de à Ferirer 1739, ser l'enginisent à donner à celui-ci pour le Plaisantin. — Art. 1 et 2. Reconnissance et parantie du droit de récession en faveur du Roi de Straitique. — 2 et 3. Promesse d'un équilateur pour le revenum. — 4. Engagement de la part da Roi de Straitique, le cas écheaut de la réversion. — 6. Communication à l'aire du précent Traité arr Puissances signatures de celui d'âl-te-Chapelle. — 7. Rafifications.

ARTICLES SÉPARÉS

— Réserves pour les titres donnés et pour la langue française employée au

n'avoir pas obtenu le Plaisantin (en français).

SOMMAIRE. Liquidation de l'indemnité à assigner au Roi, Capital de 8,200,000
livres tournois à payer par la France, placé sur l'hôtel de ville de Turin
Intérêts Clause pour le cas de réversion Autre capital de 1,175,333 li-
vres tournois à payer par le Roi de France à S. M. Sarde.

- ÉCHANGE des Bénéfices situés eu France et dépendant de l'Abbave de St-Michel de la Cluse, contre le Décaunt et Archiprobliérat et toutes les dépendances en Savoie de l'Écéché de Grenoble (en français).
  - SONMAIRE. Préambule de l'Acte sur les raisons et les avantages de l'échange.

     Consentement formel des Parties aux cessions et transport de droits à faire des deux côtés.
- ACTE. D'ACCESSION Paris, 8 décembre 4773 V de S. M. le Roi de Sardaigne, et de S. M. le Roi de France, du Chapitre de St-Michel de la Cluse et du Chapitre de l'Église Episcopale de Grenoble, à l'acte précédent (en français).
- SUBLIBL. Accession sans réserve.

  Ronne, 8 juillet 1775 V 281
  par laquelle S. S. Pie VI approuve la Consention du 1 février et l'Acta
  du 8 décembre 1775, entre l'Alboyc de SI-Michel de la Claux, et l'Étéché
  de Grenolde autorisés par LL MM, les flois de Sardoigne et de France
- (en Iatin), V. Rowe.

  TRAITÉ POUR LA PAUPICATION DE GENÈVE. . . . . Versailles, 6 juin 1782 III 314 entre S. M. le Roi de Sardaigue et S. M. le Roi de France (en françois).
- SSWMIRE. Préambale. Art. f. à 3. Troupes à luire avancre des deux côtés vers Genève. — Commandaos. — Leors instructions. — é. Participation de Berne et Zurich à l'œuvre de pacification. — 5. Mesures à concerter. — 6 et 7. Boi des deux Cours. — Organisation do Gouvernement de Genève. — 8. Garantie de la part de Li. Myl. — Clause y relatire. — 9. Ruification.
- DÉCLARATION Versailles, 6 juin 4782 III 318 du Plénipotentioire de S. M. le Roi de France sur le Tratél de pacification de la ville de Genère (en Irançais).
  - SOUMMIE. Eogagement du Roi de France d'empécher, por lui seul, tout dommage éventuel ao préjudice du Roi de Sardaigne et de ses États, par suite de mauvaise volonté de la part des Caotons de Berne et de Zurich.
- THAITÉ POUR LA BESTUTUTOS DES DÉSENTEURS . Château-Blanc, 46 juin 4782 III 316 entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi de France (en français).

  SOWMIRE, Art. 1. Arrestation et remine des déserteurs. 2 et 3. Défense réciproque d'engager dans ses troppes des soldats au service de l'autre Pois-

à M. la Comte de la Marmora comandant en chef de celles de S. M. le Roi de Sardoigne (en français). SORMAIRE Extension du cartel à la restitution des cheraux, effets d'babille-			
ment et d'équipement trouvés eu la possessions des déserteurs.  CONVENTION DORN J'OCCUPATION DE GENÈNE Fernex, 26 juin 1782 entre les Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne, de S. M. le Roi de France et de la République de Berne (en français). V. Susse.	Ш	319	
bETTRES  15 et 24 novembre 1782  des ministres plénipolentiaires des Rois de Sardaigne et de France et  de la République de Berne, aux syndics et conseil de la République de Genèce  (en français). V. Sussus.	m	324	
EDIT DE PACIFICATION	III	331	
ACTE DE GARANTES.  Genève, 12 novembre 4782 de l'Édit de pacification de la ville de Genève, arrêté par les Plénipotentiaires Sarde, Français et Bernois (en français), V. Susse.	ш	472	
TRAITÉ DE NEUTALITÉ  entre la Sardaigne, la France, et la Bépublique de Berne, pour la conser- cation et exécution de l'Édit de pacification de la ville de Genéve (en fran- çais). V. Susse.	Ш	474	
LETTRE Genèvo, 42 novembre 1782 des ministres plénipotentiaires Sarde, Français de Bernois pour l'interpré- tation de l'article II du Traité de neutralité (en français). V. Susse.	ш	477	
DÉCLARATION Genève, 45 novembre 1782 par laquelle est accordé à la République de Zurich le droit d'accèder à l'Édit de pacification (en français). V. SUSSE.	ш	479	
EDIT DE LA VILLE DE GENÈVE	Ш	500	
ACTE DE GARANTIE  de l'Édit précédent, de la part de LL. MM. Les Rois de Sardaigne et de France et de la République de Berne (en français). V. SUSSE.	Ш	520	
SUSPENSION 's axus. Querayne, 28 avril 1706 enter larmel Primetale (en français).  900MHB. Art. 1, Certation touch des houtliste. — 2, Possession de ses computes dans les Batas de Bale, conservée à l'armée française. — 3. Route de suit conservée à l'armée française. — 3. Route de ville et cliadable de Couls, et de Tortuse on aléxandrie. — 4 c 5. Passage secondé par les Bats de Rol suit troupe française et aux courriers. — 6. Troupes comptres dans l'armésine. — Ouges à grader par le	m	545	

Roi. — 7. Citadelle de Geva. — Clause y relative. — 8. Inventaire à dresser de l'artiflerie, des munitions de guerre et de bouche existantes dans les places à remettre aux Fraoçais.

TRAITÉ de raux . Paris, 15 mai 1796, cutre S. M. le Bui de Sarbeique et la Rigibilique Peraceia (en Insaide, — 2 Insaide, — Sangagenet de la Rigibilique Peraceia (en Insaide, — 2 Insaide, — 3 Insaide,

Bittee comprès dans le Traité. — 2.0. Désaves à donner par le floi.

PRIOLET PALAISME.

Alle Priolette de Brighelique et la Brighelique Française (en français).

SAVARE Freinholte. — 11. L'abblesseme d'Allesce (deuis est définaise).

— 2. Bons effices du Bot et rengagement de la Brighelique Française (en français).

— 3. L'indéprité et la Siráré de Bitte de S. M. grantels par la Brighelique.

4. 3. C. Cantingent de troupes à Bornie par le Bol. — Chuses y relatives — 7.

Enzegement de la Brighelique, pour Prépage de la pari générale, serves le Bol.

— 8. Limiation des effets de l'alliance par rapport an Roi. — 9 et 10. Clausers relatives à la levée des contributions, et aux fournitures faites aux troupes fraopaises. — 11. Commission à nommer pour négoder un Traité de commerce entre les PP. CG. — 12. Raifications.

ARTICLE SEGERT.

TRAITE D'ALLIANE GUESSAUE ET DÓTESSAE. Turin, 5 AVIL 1708 entre S. M. P. Bai de Stradhjer et la Bijabblejar Drugniche (in français), 50 WMRL Prisabble, — Art. 1, Alliance, — 2. Son objet. — 3, 7 et 8. Grantine rediçroprese des P. P. G., pour leurs possessions en Europe et autres engagements. — b. Contingent de troupes Sardox. — 5 et 6. Clauses y relatives. — 9 et 10, Contributus et fournitures dans les Étate 68. M. — 11. Commissiares à nommer pour négacier un Traité de commerce, ...— 12. Ra-tifications.

cutre S. M. le ton de Straugue et le Commissire en taej de l'armée française n Italie, pour l'occupation provisoire de la citadelle de Turin (en français).

SONNAIRE. Art. 1. Occupation de la citadelle de Turin par les Français. — 2. Force de la garnison. — 3. Attitude de celle-ci à l'égard de la ville. —

4 et 5. Garde et comigne des effets y missans. — 6. Exercice de la religion sauerie et respecti. — 7. Durée de l'Occupation. — 8 et 9. Clauses raides à là ciadelle d'Alexandrie et un autre places occupies par les Français. — 10 à 12. Eugrapenents de cern-ci per les assistes de la tranquillité de Fidmont, et pour la cesation et des companies de la tranquillité de Fidmont, et pour la cesation et criscipie — 21. Substance des troupes françaises.

ACTE de reconcerta de lossique — 13. Suassance des troupes trançaises.

ACTE de reconcerta con la financia de l'exercice de tout poscoir en Piéssont, émis par S. M. le Roi de Sar-

duique (en français).

SMRUILA Art. 1 et 2. Resonciation de la part de Roi à l'exercice de tout pouvoir, et ordre débeir sus Français. — 3. Désartes de la preclasation de cheralier Friscot, et ordre à cohi-ci de se resulte à la citadelle de Turin. — A. Ordre de S. M. sus gouvernuer de Turin de auirer e dire encleste creu du général français, commandant la citadelle. — 5. Chanses en favere de cube cottoblique et des Primensais soulais réspuér en restruer en Frienca. — 6 et 1. Fazelle accordée au Bint et à la Tamille Royale de se resulte en Service de Control de la Control de Con

SOURLIRE Déclaration de la loyauté de conduite de S. M. à l'égard des Conventions stipulées avec la République Française. — Démenti donné à des imputations calonnaieuses. — Protestation contre les suites d'une adhésion forcée.

TRAITÉ DE PAIX . Paris 30 mai 1814 IV entre la France d'une part, et l'Autriche , la Russie, la Grande Bretogne et la Prusse de l'autre (en français).

SMEMAL Per or Trailé: 1. La France couserer l'inségrié de ses frentières trèles qu'elles étaites ne fé junier et 1772, avez quelques additieus du côté de l'Est en Savoir. — 2. Elle recumsit l'indépendance de la Hollande, de tous les fâts de l'Allengue qui pouverne vinnie par luis fedératif, de la Suisie et de l'Italic. — 3. L'Angénerre restine à la France ses colonies, à l'exception de l'abayo, seix cueles et la de France. La France de son côté verages à en pas fertifler ses plores dans les Indes Oriculaies. — h. Malte reste à l'Angélettre. — 3. La Françai preda Ligicappe Française, des il est fâtie une novelle démucation. — 6. Les deux destaures des guerre et des approvisionnement de marine dans les posts handonnés par la France in sont airritaire. — 7. Les l'Allés encaccent à tous répétitude des nomans qu'els pour l'airritaire. — 7. Les l'Allés encaccent à tous répétitude des nomans qu'els pour coilen. Re la France à long qu'el present de cette nature dans à des particuliers. — 8. La France à long qu'el coilen.

ACTES DE RÉINION DE DECRÉ DE GÊNES AU PRÉMONT . . Vienne, décembre 1814 IV 25 V. GÉNES.

ACTE D'ADRÉSION Vienne, 17 décembre 1814	IV	34
des plénipotentiaires de S. M. le Boi de Sardaigne à la Déclaration du Con-		
grés de Vienne du 12 décembre (en français). V. Gèxes.		
RÉGLEMENT SUR LE RANG DES DIPLOMATES AU CONGRÉS DE VIENNE. Vienne, 19 mars 1843	IV	36
V. AUTRICHE.		
ACTES SUR LES CESSIONS FAITES AU CANTON DE GENÈVE . Vienne, 1815. V. SUBSE	IV	45
TRAITÉ D'ACCOMMODEMENT Vienne, 20 mai 1815	IV	63
entre S. M. le Roi de Sardaione, l'Autriche, l'Anoleterre, la Russie, la		

Prusse et la France, avec un Article additionnel et séparé avec l'Autriche (en français). V. Artiscine.

ACTE FISAL DE COSSINÈ DE VIENNE.

Outre la France et les Puissances alliées, savoir: Autriche, Espagne,

Angiderre, Portuguil, Priuse, Russie, Sudie et Varrège (nu français).

BORILLIA. Le buil de ce Traità è de la restauration de système politique de l'Europe, boniversele par la révolution française et par les échements qui en destruit de l'activation de l'activation de l'activation de la restauration de Basia de l'Europe, on d'a y propose de reconstruire tous les Basia de l'Europe, sauf les changements et les compensations réclaudes par les circonstaures à l'étage de quésquées aum d'estre eux. L'ori pour tout et qui a rapport au cougrès de Vinnes l'excédient recouli de Kilber: Acteu des Wiener Cas-gresso). La partie de Traité douceaux S. M. le Roi de Straitigns se trous dans les articles 90 30, dont le contenu est le même que cetai du Traité du contenue de la même que cetai du Traité du contenue de l'activation sur les de révenion sur les de révenis sur les de révenis sur le

États de Parme et de Phisance.

TRAITÉ bérsyntr Paris, 20 novembre 4815 1V 478
estre l'Autriche, la Grande Bretagne, la Prusse et la Russie d'une part,
et la France de l'autre (eu français).

SOMFAULE Privambule — Art. 1, Froméres de la France. — 2, Places 1 remetre la hi disposition de allide. — 3, Hisnings. — Neutraité de la Sulace. — 14, and emmilés de 700 millions la pere par la France aux Alliés. — 5. Occupation de certaines positions en France par leurs roupes. Durés de cette occupation. — 6. Excussions du reste du territoire. — 7, 8 et 9. Câusses relativa aux pays eccles e aux articles 10 es environs du Traité de 30 mail 1614. — 10. Rende celés e aux articles 10 es environs du Traité de 30 mail 1614. — 10. Rende 1616. En de 1616. — 10. Territoire de 1616. — 10. Ter

CONVENTION . Paris, 20 novembre 1815 IV 487 conclus en conformité de l'art. V du Traité définité du même jour, et rebatice à l'occupation d'une lique utilitaire en France par une armée alliée (en français).

> SONNAIRE. Composition de l'armée. — Arrangements relatifs à l'entretien, an commandement et à la distribution des troupes sur la ligne à occuper. — Clauses sur l'administration civile, judiciaire et financière des lieux occupés, et pour le maintien de la tranquillité publique.

. . . . . . . . . . Paris , 25 avril 4818 IV 407

entre les Conrs d'Autriche, de la Grande Bretagne, de Prusse, et de Rus-

V. AUTRICHE.

sie d'une part, et de la France de l'autre, portant transaction sur les réclamations particulières à la charge de la France (en français).

SOPEMIL Préumbule. — Art. 1 à 5. Roggement de la France, pour l'inscription au grand l'irre de a dette politique, d'une reate de l'aullions destine à l'extinction des dettes couractées par élle dans les pays sitois bars de son territorier scatul. — Chieses y réaliste. . L'ibération de la France. — G. Cesation du trasult des commissions mixtes de liquidation. — 7. État de réperition de la reatle. — 8 e 9. Dates de la jouisance. — Mode des pervenent. D'ellerçance des inscriptions. — 10 et 10, Arrangement pour la liquidation du créduces la little en — 11, Berlaminies communies pour créduces appareant. 3 des nigles de plusieurs. — 14 et 15. Claises relatives à la railfication et à l'accession des Puisances indressées.

ARTICLES SÉRANÉS EN FORME DE NOITE ET CONTRE NOITE.

1. Réserve sipulée pour les doctaions faites par l'ancien Gouvernement Français. — 2. Réserve pour les réchamitions des membres de la Légion d'honneur. —
3. Réserve pour d'autres créances. — 4. Rentes d'origine étrangère su dessous de
90 francs inscrites au grand l'ure. — Suit l'abbléson de la part de la France

aux stipulations ci-dessus.

AUTE D'ACCESSION.

Paris, 5 juin 4818 IV 428

de S. M. le Roi de Sardaigue à la Convention signée entre les Paissances
alliées et la France, pour régler définitierment la liquidation des réclama-

tions particulières à la charge de la France (en français).

\*\*NOUNTRE Préambule. — Accession pure et simple.

TRAITÉ . Aix la Chapellé, 9 octobre 4818 IV 454 cutre S. M. le Boi de France d'une part, et chaeue des quatre Cours d'Autriche, de la Grande Biretagne, de Pusac et de Bussie de Tautre, pour déterminer la cessation del occupation militaire de la France (en français).

SOMMARE. Présubulo. — Art. 1. Époque de l'évacuation. — 2. Remise des places occupées. — 3 à 7. Clauses relatives aux sommes restant dues par la France, et à leur acquitiement. — 8. Raifications.

PROTOCOLE AX-la-Chapello, 21 novembre 1818 IV 438
dablissant le rang des Ministres Résidens accrédités auprès des Puissances
alliées (en français).

50MMAIRE. Préambule. — Ce rang est fixé entre les Ministres du second ordre et les Chargés d'affaires. — Salut de mer à déterminer.

TION

Paris, 25 mars 1819 IV

anter S. M. le Roi de Sardaigne, et S. M. le Roi de France, pour régler
la compensation de la rente inscrite au grand livre de France, au nom
de l'Université de Turin, et des rentes foncières, apparteunnt à des hospices civils français, dues par des sujets de S. M. Sarde (en français),

SONNAIRE. Préambule. - Art. 1. Cession an Gouvernement Sarde de la rente

de 40910 francs due à des hospices de France. — 2 et 3. Prélèvement de la dite reate sur celle de 306345 fr. inscrite au grand firre, au nom de l'Uni- versité de Turin. — à. Arrèrages. — 5 à 48. Clauses pour l'exécution de la Con- vention, — Créances particulières. — Garanties réciproques.		
ANNEAES  1. Tableau des reutes appartenaut à des hospices français.  2. Tableau des créances réclamées par des sujets français.		447
RECEZ GÉNÉRAL de la Commission territoriale rassemblée à Francfort, Francfort, 20		
juillet 1819	IV	461
ACTE p'accession	IV	499
de S. M. le Roi de Sardaigne au Recez général de la Commission territoriale rassemblée à Francfort (en français). SORMAIR. Prénabule. — Accession pure et simple,		
TRAITÉ POUR L'EXTRADITION DES DÉSERTEURS Paris, 9 août, 1820	rv	504
entre S. M. le Boi de Sardaigne, et S. M. le Boi de France (en français).  SOUNDER Le même eu substance que cenx conclus pour le même objet avec Nodene. Farme etc.	1,	301
ACTE D'ACCEPTATION	IV	506
de l'accession de S. M. le Roi de Sardaigne an Recez général de la Com-		
mission territoriale russemblée à Francfort (en français).  SONTAIRE. Présmbole. — Acceptation pure et simple.		
TRAITÉ POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES NORS . Paris, 50 novembre 1834	v	4
entre les Cours de France et de la Grande Bretagne (en français). V.	Ċ	•
Angleterre.		
ARTICLES Paris, 22 mars 1855 supplémentaires au Truité conclu entre les Cours de France et de la Grande Bretogne pour la répression de la traite des noirs (en français). V. ANGISTRABE.	v	12 .
INSTRUCTIONS POUR LES CROISEURS Paris, 22 mars 1833	v	21
annexies aux Articles ci-dessus. V. Angusterre.		
RAITE . Turin, 8 août 1834 entre S. M. le Roi de Sardaigne, S. M. Britannique, et S. M. le Roi de Français, relatif d'accession de S. M. Sarde aux Traités et Articles supplémentaires pour la répression de la traité des noirs (en français). V. Ax-GLYTSME.	v	56
ARTICLE ADDITIONNEL Turin, 8 décembre 1834	v	72
à l'Acte d'accession de S. M. le Roi de Sardaigne au Traité conclu entre la France et la Grande Bretague, pour la répression de la Truite des noirs (en françois). V. ANGLETERRE.	Ť	,,
PROTOCOLE Turin, 8 décembre 1834	v	75
de la conférence tenue au ministère des affaires étrangères à Turin, entre	•	,,,

les Plénipotentiaires de Sardaigne, de France et de la Grande Bretagne, sur l'Article additionnel du Traité pour la répression de la traite des noirs (en français). V. Angletenre.

CONVENTION . Turin, 2 août 1855 entre S. M. le Roi de Sardaique et S. M. le Roi des Français, pour régler l'établissement des bacs et bateaux de passage sur les fleuves et rivières l'initrophet (en français).

> SOUNUE. Préambul. — Art. 1. L'établissement des bacs et hatroan déclaré de droit exclusif des Gouvernemens. — 2. Condition du consentement réciproque. — 3. Réglement des indemnités à donner aux possesseurs actuels. — 6. Affermage des bacs. — Partige du produit. — 5. Contraventions. — 6. Établissement de ponts sur les rivières limitrophes. — 7. Ratification.

CONVENTION FOLD L'EXTRADITION DES MALFATTERS . . . Turin, 23 mai 1858 VI 52 entre S. M. le Boi de Surdaigne, et S. M. le Boi des Français (en français).

SOUNLIEL Préambule. — Art. 1 et 2. Grince donquate lieu à l'extradition.

souranza, recambinte. — Mr. 1 et 2. Crimes nonanti lieu à l'ettraficion. — 3. Resilitation des objets volds. « Dières à l'àppai des demandes d'estratfaltion. — 5. Individus pouravirs ou condamnés pour crimes commis dans le pays où ils se sont réfugiés. — 0. Dillés politiques exceptés de la Contention. — 7. Prescription de l'action judiciaire ou de la peine. — 8. Friss d'avrentaio, excerte en termise des milliénters. — 9. Application de la Contention avon multilièren rédugéés dans les lles de Sirdaigne et de Corne. — 10. Darte de la Contention avon multilièren rédugéés dans les lles de Sirdaigne et de Corne. — 10. Darte de la Contention avon multilièren rédugéés dans les lles de Sirdaigne et de Corne. — 10. Darte de la Contention avon de l'action de la Contention de l'action de la Contention de l'action de l'act

Suit une Déclaration des Plénipotentiaires des PP. CC. datée de Gênes le 29 novembre 1836, relative: 1. à l'extradition des individus étrangers aux deux États.

— 2. à la restitution des objets saisis entre les mains de l'individu arrêté.

DECLARATION Paris, 12 juin 1858 VI concernant le cas de rédéche forcée des blitmens de commerce français dans les ports des États Sardes, donnée par S. E. le Marquis Brignole-Sala Ambassadeur de S. M. le Roi de Sardaiune à Paris (en français).

SOUNTIER Exemptions accordées — Clauses et conditions y relatives.

DÉCLARATION Paris, 12 juin, 1838 VI concernant le cas de reldche forcée des bélimens de commerce Surdes dans les ports français, donnée par le ministre des offsires étrangéres de S. M.

le Roi des Français (en français). SONVAIRL (Comme la précédente).

SWIMIR. Préambule. — Art. § et 3. Traitement récipropue des navires dans les ports de dour Patas. — 2. Marques de leur naisonalilé. — 4. Commerce d'escale. — 5. Cabouge. — Légistation des colonies. — 6. Expéditionanires. — 7. Survenge. — 8. Relachés force. — 9. Réflection, de la part de S. M. Surde, des droits sur l'Importation des cans-de-sie, des objets de mode, de la procethine: et de la part de Ri de Français, de cens sur les bestaux, le riz,

la céruse, et les fruits frais. — 10. Propriété littéraire et artistique garantie. — 11. Durée du Traité.		
ABTICLE ADDITIONNEL  Engagement du Roi des Français à l'égard des importations par navires Sar-		300
des dans les possessions Françaises du Nord de l'Afrique.		
ARTICLE ABDITIONNEL ET RÉSERVÉ		30
La sauction des Chambres Législatives est requise comme condition sine qua uon de l'existence du Traité.		
CONVENTION Turin , 28 noût 1845	VI	303
entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi des Français, pour la	٠.	30.
garantie de la propriété littéraire et artistique (en français).		
SUNVILE Présmbule. — Art. 1. Exercice simulanté du droit de propriété littéraire une le territoire des deux Ext. — 2 et 3. Tradettons d'ourregas. — Exception. — 4. Représentation des pièces de thétre. — 5. Reproduction d'articles de journaux. — 6 et 7. Contréspon et contraventions. — 8. Communications réciproques de document pour faciliter l'exécution de la Contention.		
<ol> <li>Réserve pour la censure et les mesures de police. — 10. Durée de la Convention. — Batifications.</li> </ol>		
CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION Turin, 6 décembre 1844	****	144
entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi des Français, supplémen-	VII	144
taire au Traité de commerce et de navigation du 28 août 1845 (en français).		
SOMMAIRE. Préambule. — Art. 1 Réduction à 2 anuées de la durée du Traité		
du 28 août 1843. — 2. Ratifications.		446
ARTICLE ADDITIONNEL ET RÉSERVÉ  Abrogation de l'Article additionnel et réservé du Traité du 28 août 1853, et		140
engagement de saisir des clauses du dit Traité les Chambres Françaises à leur prochaîne réunion. — Batifications.		
DÉCLARATION	vii	210
relative à l'exécution des articles IX et XI du Traité de commerce et de navigation conclis le 28 août 1843, échangée entre M. le Comte Solar de	***	210
la Marguerite, ministre et premier secrétaire d'État des affaires étrangères		
de S. M. le Roi de Sardaigne, et M. le Comte Mortier, ambassadeur de S.		
M. le Roi des Français (en français).  SONNAIRE. Fixation des bureaux de douane français affectés à l'introduction		
des bestaux Sardes. — Certificats d'origine. — Exclusion des bureaux placés sur les frontières du département de l'Aine. — Engagement de mettre simultané-		
ment à exécutiou le Traité du 28 août 1843 pour le 20 mai 1846.		
CONVENTION POUR LA GARANTIE DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE. Turin, 22 avril 1846	VII	248
supplémentaire à celle conclue à Turin le 28 août 1843 entre S. M. le		
Roi de Sardaigne, et S. M le Roi des Français (en français).		
SOMMAIRE. Préambule. — Art. 1. Nécessité d'accomplir certaines formalités		
pour jouir réciproquement de la garantie de la propriété des onvrages d'art et d'esprit assurée par la Convention de 1863. — Durée de ce droit. — 2. La date		•

tion ressort de la déclaration en tête de l'ouvrage. — Clauses spéciales pour les nuvrages par livraison. — 3. Articles de journaux. — 4. Exception pour les nuvrages en cours de publication ou d'introduction dans les deux États. — 5. Durée de la Convention. — Ratifications.

GONVENTION . . . . . . . . . . . . . . . . Turin, 4 mai 4850 VII 288 pour la prorogation du Truité de navigation et de commerce du 28 août

1843. entre la Sardaigne et la France (en français).
9988HRE Préambule. — Art. 1. Prorogation du Traité de 1843 jusqu'au 20 uvembre 1850. — 2. Condition de durée. — 3. Régime commercial de l'Algérie. — 6. Batifications.

TRAITÉ DE NAVIGATION ET DE COMMERCE . . . . Turin, 3 novembre 1850 VII 526 entre S, M. le Roi de Sardaigne et le Président de la République Francaise (en français).

SWHAILR, Friembale. — Art. 1. Liberts de commerce et de navigation. —
Rheere de sux ediferentieles de donne. — 2. Aminilation référepres des draits de port pour les provenances directes. — 3. Assimilation au traitement antienal pour le plocement de naviere. — 6. Ausimilation au traitement antienal pour le plocement de naviere. — 6. Ausimilation réciperque na purillan national pour les coprations. — 7. Commerce d'excite. — 8. Expliditionaires. — 9. Cas d'ill'anchiancement des droits de tounage et d'explicition. — 10. Papurbol à Vapers. — 11. Editablique. — 12. Rédections de droits en freuent de la commerce d'excite. — 8. Expliditionaires. — 10. Liberts de la commerce d'excite. — 8. Expliditionaires de la commerce de la commerc

CONVENTION FORM LA GARANTIE DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE. Turin, 5 novembre 4850 VII 540 entre S. M. le Rôi de Sardaigne et le Président de la République Française (en français).

SWEMER Principole. — Art. I. Engogenet de reposser ton les marages on objet de contreliça. — 2. Certifica de preventor. — 3. Ricomaissance de la nationalité des euvrages d'art ou d'esprét. — 4. Ouvrages non accompagné de certificat. — Terme acconside sur Fariries pour faire valoir leurs doisse, — 6. Bureaux désigné pour la reconsaissance de surrages. — 6. Dissoit d'apportation en Sarshippe des livres, garaces etc. — 7. Darée de la Coercelion. — 8. Garante pour la propriét des marques. — 6. Buildicaisse.

CONVENTION DE POSTE : . . . Paris 9 novembre 1850 VII 345 entre S. M. le Roi de Sardaigne et le Président de la République Froncaise (en français).

> SONNAIRE. Présmbule. — Art. 1. Services de poste. — Frais. — 2. Voies spéciales de correspondances. — Postes Suisses. — Paquebots frétés par les deux

370

Gouvernemens. - Paquebots de commerce. - 3 à 13. Dispositions spéciales relatives aux voies de transport mentionnées dans l'article précédent. - 14. Prix de port d'après le poids, - 15. Liberté d'affranchissement pour les lettres ordinaires de provenance directe. - 16. Prix des lettres ordinaires adressées de l'un des deux États dans l'autre par la voie de terre. - 17. Idem, par la voie de mer. - 18. Exception à l'art 16. - 19. Taxe des lettres échangées entre les États Sardes et les possessions françaises de la Méditerranée. - 20. Lettres désignées dans le tableau A. - 21. Lettres désignées dans le tableau B. - 22 et 23. Autres Pays, - 24. Cas de perte de lettres chargées. - 25. Exemption de droit pour les correspondances des Administrations respectives. - 26 à 34. Dispositions relatives aux journaux, brochures, imprimés, etc. - 35. Objets affranchis jusqu'à destination. - 36 à 40. Engagemens réciprognes. - 41. Poids des correspondances tombées en rebut. - 42. Tenne des comptes entre les deux Administrations. - 43. Correspondances mal dirigées. - 44. Rebut. - 45. Lettres contenant or, argent, bijonx, etc. - 46. Engagement réciproque d'empêcher la contrebande. - 47 à 52. Dispositions relatives aux navires et aux capitaines de bâtiment. - 53. Désignation à faire des bureaux de poste. - 54. Durée de la Convention. - 55. Ratifications.

TABLEAUX A, B, C, D ANNEXÉS À LA CONVENTION
CONVENTION ADDITIONNELLE

B. Turin, 20 mai 4854 VII
au Traité de navigation et de commerce du 5 novembre 4850, entre la Sar-

daigne, et la France (en français).

SPRIMIR FYNDRIME. — Art. 1. Extension à la France des (aveurs accorders à la Belgique et à l'Angisterre. — 2. Réductions donasières accorders à la Belgique et à l'Angisterre. — 2. Réductions donasières accorders par la Straigne — 3. Réductions donasières accorders par la Straigne — 3. Réductions donasières accorders par la France à la Straigne. — 6. Durée de la Convention. — Engagement de donner la la Convention des développements accordents. — Engagement de donner la la Convention des développements accordents.

(en français).

SORNALI. Fréambole. — Puissaces qui doivent signer cette Couvention. — Art 1. Doir i foreré aux PP. C. C. de spérimoir contre un pays maledo or compromis sur leurs froutières de terre. — Principes adoptés pour les arriuges par une r. 2. Régles pour l'application des meures de quirassities. — 3. Patents. — 3. Minimum et mazrimum des quarassities. — Meanres spéciales pour l'Orient. — Presi, forte jause. Color. — 5. Mestres pour les marchadiers. — G. Lazares. — 7. Droils et tures saudiers. — 6. Administrations sanitières — Commis. — 8. Réglement international saudier. — 10. Pacide militers — Commis — 8. Réglement international saudier. — 10. Pacide Couversitien et du Réglement annué. — 12. Engagement réciproque des PP. C.C. — 13. Réfictions

Mesures sanitaires pendant la traversée. - IV. Mesures sanitaires à l'arrivée. -

Demonstra Linuxia

V. Des quarantaines. — VI. Des lazarets. — VII. Des droits sanitaires. — VIII. Des Autorités annitaires. — IL. Dispositions particulières à l'Orient. — I. Disposition relative à l'Amerique. — Article transitoire.

Françaire (en français).

308 UILII. Française). Text. 4. Reconmissance et exéquatur des Agens Consuliers. — 2. Priviliges secordés 3 ces Agens. — Cas d'immunité personnelle. — Armoirée et parillon. Extençaire du compraise de comparison de comparison de comparison de consulier. — A consection de consulier. — A consection de consulier. — A provide sociales. — 5. Droit de comment les vice-consulier et gens consuliers. — 6. Actes de la compétence des consuls. — 7. Leur inservencior dans les cas de élects de leur autionates montre sams avoir text de la compétence des consuls. — 7. Leur inservencior dans les cas de élects de leur autionates mort sams avoir et de la compétence des consuls. — 7. Leur inservencior dans les cas de élects de leur autionates mort sams avoir extre de la compétence des consuls. — 7. Leur inservencior dans les cas de élects de leur autionates mort sams avoir extre de la compétence des consuls. — 7. Leur inservencior de la compétence des consuls. — 7. Leur inservencior de la compétence des consuls. — 7. Leur inservencior de la compétence des consuls. — 1. Ava-tex de leur de la compétence des consuls. — 7. Leur inservencior de la compétence des consuls. — 7. Leur inservencior de la compétence des consuls. — 7. Leur inservencior de la compétence des consuls. — 7. Leur inservencior de la compétence des consuls. — 7. Leur inservencior de la compétence des consuls. — 7. Leur inservencior de la compétence des consults. — 7. Leur inservencior de la compétence des consults. — 7. Leur inservencior de la compétence des consults. — 7. Leur inservencior de la compétence des consults. — 7. Leur inservencior de la compétence de la compétence des consults de la compétence des consults de la compétence des la compétence de l

598'MIRE Prépubble — Art. I. Solen. — 2. Poux d'agours et de chevreau.
— 3. Vin et visigner. — 6. Eura-devie. — 5. Hinds. — 6. Fromages de pâte molle de la Stroie. — Bestânx. — Fonts. — 7. Garanties pour consuste l'erigine des produits nomants dans Tarticle précédent. — 6. Dreist d'écroir des riès et ents-dé-ile en Sarshaguer et de balles en Prasco. — 5. Dreist d'écroir des riès et ents-de-ile en Sarshaguer et des linites en Prasco. — 5. Dreist d'écroir des riès et de l'experiment de l'

Française (en français).

Paocès venaut o feutasses nes autrications .

1. Noté du 14 février, contenant des explications sur l'art. 9 du Traité. —
Commission pour pronoacer aur l'éventualité qui y est prévue. — 2. Déclaration du 22 mai, relatire aux hureaux de douane mentionnés dans l'art. 6. —
3. Note explicative sur le huisles d'olivé, datte du même jour.

## FRIBOURG (V. Suisse).

## GÈNES.

ACTE Turin, 26 lévrier 1628 V 128
par lequel S. A. R. le Duc de Savoie promet de suppendre toute-holistilé
contre la République de Génes jusqu'à le conclusion de la prix (en italien).
508/MULE Promesse formelle de suspendre les bublilées.

			721	
ACTE	Gênes, 17 mars 4628 par lequel la République de Gênes promet de suspendre toute hostilité contre le Duc de Savoie jusqu'à la conclusion de la paix (en italien).  **SOMMURE. Promesse formelle de suspendre les hostilités.	v	129	
TRAITÉ	DE PAIX . Madrid, 27 novembre 1631 à mediation de Philippe IV Roi d'Espagne entre le Duc de Savoie et la Ré- publique de Génes, par lequet le Duc cède à la République le pous de Zuc-	1	429	
	carello (en italien).  500MURE. Préambule. — Différends au sujet du fief de Zuccarello. — Médiation pour leur accommodement. — Art. 1. Rétablissement de la paix entre le		•	
	Due et la République. — 2. Restituin des pays occupés de la part et d'autre.  — 3. Zuccarello laissé à la République, moyennant une somme di 160,000 écas à payer au Duc. — Clauses y relatives. — 4 et 5. Déclaration sur la restitu-			
	tion réciproque des biens occupés. — 6. Restitution de l'artillerie. — 7. Anni- stie générale. — 8. Réserve du Rui pour le cas de dontes sur l'accomplissement des articles précédens. — 9. Obligation imposée aux parties do s'v soumettre.			
	Suivent les noms des individus auxquets l'amuistle ne devra être appliquée que sous certaines limitations.			
ARRÉT	St-Germain-en-Laye, 18 janvier 1673 du Roi de France, comme arbitre dans les différends entre S. A. R. le Duc de Savoie et la République de Gènes (en français).	v	158	
	SUBLAIRE. Avant-propos. — Art. 1. Armistice changé en pair durable. — 2. Sauqua qua a observer de part et d'autre. — 3. Réchâisement des relations commerciales entre les deux États. — û et 5. Jugement arbitra] pour arranger les différends existants entre plusieurs localités limitrophes. — 6 et 7. Ratifications et ensagements réciferones d'exécuter le jugement.			
AGTE o	ACCOMMODEMENT	V	213	
	promote par le Conte: Dann, Gouverneur du Milmais, sur les different curre S. M. Et Bui de Sardaigne et la République de Géusa (en italien), -998MME. Arrestation de quelques embarcations d'Oscille, cause du différend. — Disposition de la République à lière restituer au ce le chang les presupent et les chanes abisies; et assurances de sa part de vouloir cultiver avec S. M. le Roi de Sardaigne les rapports de bon voisinage. — Agrément de S. M.			
ACTES	DI CONGRÈS D'AIX-LA-CHAPELLE ET DE NICE	Ш	33	
ACTES	DE RÉUNION DU DUCHÉ DE GÊNES AU PIÉMONT Vienne, décembre 1814	IV	25	
	Extrair du Protocole du Congrés de Vienne en date du 10 décembre . Réuniou à perpétuité des États de la République de Génes à cenx de S. M. le Roi de Sardaigne. — Le Roi prendra le titre de Duc de Gênes (en français).		25-26	
	Extrate du Protocole du Congrés de Vienue du 42 décembre . Arrangemens pour la prise de possession des dits États (en français).		26	
	PROJET d'Articles arrêtés par les Plénipotentiaires  Art. 1. Assimilation des Génois anx autres sujets du Roi. "Noblesse Génoise.		28	

5. Conseils provincianx d'Intendance. Leur composition, et leurs attributions.

6. Impositions dans l'État de Gènes. — 7. Dette publique. — 8. Pensions.
 9. Tribanal suprème séault à Gènes. — 10. Mounaises — 11. Levées d'hommes. —
 12. Compagnie Génoise de Gardes du corps — 13. Corps de ville. — Sa composition — Se stribuling. — 14. Université et autres établissement d'instruction

stina. — Ses attributions. — 14. Université et autres établissemens d'instruction publique. —15. Tribunal, et Chambre de commerce. —16. Employés. —17. Banque de St-Genrges (en français).

Congrès de Vienue du 12 décembre (en français). SOUMAIRE Adhésinn formelle. — Réserve à l'égard des fiels impériaux.

GENÈVE (V. Suisse).

GLARIS (V. Suisse).

GRANDE BRETAGNE (V. ANGLETERRE).

#### GRÈCE.

DÉCLARATION pour c'abolation des profits d'auraise, etc., Turin, 7 février 4859 VI 2 échangée eutre le Gouvernement de S. M. le Boi de Sardaigue et celui de S. M. le Boi de la Grèce (on français).

SOMMAIRE. Comme celle échangée pour le même objet avec le Hanovre le 21

octubre 1837. V. Hannyre,
ECLARATION Turin, 3 janvier et 7 février 1859 VI

échangée entre le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne et celui de S. M. le Roi de la Grèce, pour l'exemption réciproque des droits de port et de navigation, en cas de rédiche forcée (en français).

SOUNTAIRE. Exemption accordée de part et d'autre. — Conditiona requises pour en jouir.

TRAITÉ DE SANGATION ET DE COMMERGE . . . . . Athènes. 51 (19) mars 1851 VII 443

entre S. M. le Bui de Surdaigue, et S. M. le Bui de la Gréve (en lislien).

5000.111. Fréambule. — Art. 1. Liberté réciproque de commerce et de usvagatos. — 2. Egalité de droits commercians. — Liberté de sépur et de
propétéd. — Egalité de protection. — 3. Assimilation au parillon national
pour les droits de port. — 4. Assimilation au parillon miseaul pour le com-

pour les droits de port, — a. Assimilation de pavinon national pour le commerce direct et indirect. — 5. Extension de cette assimilation. — 6. Assimilation ponr les exportations. — 7. Engagement réciproque de ne pas frapper les produits des deux pays de droits plus forts que les produits similaires de pays iters.— 8. Pescul de depúts, primes et remboureneme.— 9. Droit d'emmagasinage et de réceptortaine.— 10. Cabotage.— Commerce d'exale.— 11. Xulcionile des blaimens.— 12. Pieles des ports.— Faculté de dispore de lo propriété.— Faculté d'exporter la propriété.— 13. Abolition des droits d'aubaise et de décración.— 11s. Pientes.— Resultation de baltimens saisis sur proprétaires.— 13. Exemulait de guerre avec des pays tiers.— 16. Exemmallé de guerre carre les dess PP. Co.— 17. Natienge et elchourenem.— 18. Extenmantal de guerre carre les dess PP. Co.— 17. Natienge et elchourenem.— 18. Exemters.— 21. Extension récipropape des treum secondes aux pays tiers.— 16. Principant de Montal.— 22. Davie de Traité.— 28. Baltication.

#### HAMBOURG.

- MANIFESTE DE SÁNAT DE SANOIE . Chambéry, 50 juillet 4827 IV 646 portant publication de la Déclaration de S. M. le Roi de Sardaigne sur l'abolition du droit d'aubaine en faceur des habitans de Haubouw, en con
  - sidération du Décret rendu par le Sénat de cette ville (en français).

    MUNINE Le décret du Senat de Hambourg est du 26 juillet 1823. On
  - y offrait d'abolir les droits d'émigration, de détraction, etc., à la condition d'une entière réciprocité de la part des autres États. — S. M. Sarde occepte l'offre et la condition.
- DECLARATION DE SÉNAT DE HANDOURG. Hambourg, 40 septembre 1827 IV 618 aux l'abolition des droits d'enispration et de détraction en faveur des sujets de S. M. Surde (on francaix).
  - SOMBAIRE. Cette 'abolition est prononcée à la suite de la mention du Manifeste ci-dessas. V. Valles Axióarroyes.

#### HANOVRE.

- DÉCLARATION POUR L'ABOLITION DES DROITS D'AURAINE . Turin, 24 octobre 1837 VI 47 échangée entre le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne et celui de
  - S. M. le Roi de Hauorre (en français).
  - SONNAIRE. Art. 1. Abolition des droits d'aubaine, détraction, émigration et autres semblables. — 2 et 3. Faculté d'exporter les biess acquis à titre quelconque libres de tout droit ou imposition. — 5. Exception. — 5. Époque de la mise en vigueur de la Déclaration.

entre S. M. le Roi de Sardaique et S. M. le Roi de Hanoere (en français). SOMMAIRE. Préambule. Art. 1. Assimilation réciproque des navires des deux pays pour les droits de port et de navigation. - 2. Nationalité des bâtimens. Papiers dont ils doivent être munis. - 3. Placement des navires. - 4. Commerce d'escale. - 5. Relâche forcée, brise et nanfrage. Intervention des Consuls en ce cas. - 6. Hivernage des bâtimens. Paculté d'entrepôt en franchise de droit. - 7. Exclusion du cabotage. - 8. Importations. - 9. Exportations. -10. Point de priorité on de préférence pour les achats. - 11. Point d'entraves ou de restrictions, sans être communes à la navigation de tout antre pays. Admission rériproque, gratnite ou onéreuse, aux faveurs en matière de donane on de navigation accordées à l'avenir aux autres États. - 12. Déserteurs de bâtimens de guerre et marchands. - 13. Droit de Stade et de Brunshausen. - 14. La principanté de Monaco comprise dans le Traité à charge de réciprocité. -

15. Durée du Traité. - 16. Ratifications. ARTICLE SÉPARÉ. Réserve de la part du Roi de Sardaigne pour les droits différentiels sur les blés, les huiles et le vin

(Turin, 12 juillel 4850 VII 304 ECHANGE DE LETTRES . (Paris . 10 août

relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et le Hanovre (en français).

SONNAIR. Lettre du Ministre Surde.

Notification de la loi du 6 juillet 1850, - Cessation de la réserve de l'Article séparé du Traité du 11 août 1865.

Lettre du Beprésentant Hanovrieu. Assurance de la restation de l'article ensmentions

#### HESSE-ÉLECTORALE.

DÉCLARATION FOUR L'ABOLITION DES DROTTS D'AUBAINE . Turin, 40 décembre 1858 VI échangée cutre le Gouvernement de S. M. le Boi de Sardaigne et celui de la Hesse-Électorale (en français).

> SOUMAIRE. Comme celle échangée avec le Itanovre le 21 octobre 1837, pour le même objet V. Hanovag,

#### HESSE-GRAND-DUCALE.

DÉCLARATION POUR L'ABOLITION DES DROTTS D'AURAINE . Turin , 29 juillet 4839 VI échangée entre le Gonvernement de S. M. le Roi de Sardaigne et celui de la Hesse-Grand-Ducale (en français).

SONNAIRE. Comme celle échangée pour le même objet avec le Hanovre le 21 octobre 1837. Y. Havoyan.

#### HOHENZOLLERN-HECHINGEN.

DECLARATION FOR L'ADMITTION RES RIGHTS D'VINAISE . Turin, 46 mai 4638 VI 34 échangée entre le Gouvernement de S. M. le Boi de Sardaigne et celui de S. A. S. le Prince de Hobensolhen-Hechingen (leu français).

SONNAIRE. Comme celle échangée pour le même objet avec le Hanovre le 21 octobre 1837 V. Hanovaz.

#### HOHENZOLLERN-SIGMARINGEN.

DECLARATION porn l'asournon nes saorrs s'avanne . Turin, 28 dévembre 1837 VI 20 réhaugée entre le Gouvernement de S. M. le Boi de Sardaigne et celui de S. A. S. b. Prince Sournis de Hober-Zoller-Signatriagne (on Crançais), SMRUIR. Comme celle échangée pour le même objet avec le Havorre le 21 sotobre 1837 V. Havorus.

## HOLLANDE (V. PAYS-BAS).

### ILES JONIENNES.

DÉCLARATION . Londres, 8 avril 1851 VII par lapitalt on éleud sub spe rati et à charge révigireité aux Re Jonimens les dispositions du Truité de commerce et de norigialism conclu à Londres le 27 février 1851 entre la Sardaigne et l'Augéterre (en francisé et en analish).

SOURABRE. Traitement anglais accordé, conditionnellement, aux sujets et aux navires Joniens dans les États Sardes. — Ratifications.

italien).

les avantages accordés aux sujets et aux navires de S. M. Britannique dans les États Joniens sont également accordés aux sujets et aux navires de S. M. le Roi de Sardaigne (en grec, anglais et français).

SOUMARK. Mention du Traité du 27 février 1851, et de la Déclaration du 8 avril de la même année.—Art. 1 et 2. Traitement anglais accordé dans les États Joniens aux sujets et aux navires Sardes.

# LUBECK (V. VILLES ANSÉATIQUES).

## LUCERNE (V. Suisse).

#### LUCQUES.

CONVENTION FORM L'ABOLITION RISS PROTES D'AUBLINE : Lucques, 7 mars 1826 IV 574 entre S. M. le Bui de Sardaigne, et S. A. R. le Duc de Lucques (en italien).

SOPTMAIR. Préambule. Art. 1. Abolition des droits d'aubaine etc.—Abrogation des lois antérieures y relatives. — 2. Liberté d'acquérir et de transmettre les propriétés. — 3 et à. Validité des actes passés selon les formes requises. — 5. Exécution des arrêts judiciares. — 6. Faculté d'ester en jugement. — 7. Batifications.

CONVENTION FOUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS . . Lucques, 14 mars 1858 VI 21 entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. A. R. le Duc de Lucques (en

SMISULE. Frombole. — Art. 1. Crimes domant lies 1 Ferrodition. — 2. Perfectors. Colominators. — 3 et al. Origine. — Dominide des compales. — Cas de crimes stroce et contre la sirect publique. — 3, 6 et 9. Demonde d'extradition. — Calue et riserres y relative. — 7. Recision due sobjet voide et autres. — 8. Sael-conduits. — 60. Frais d'extretien et de tramport des malfintemararches. — 11. Receleur. — 12. Maliferen errodites a merite militarie. — 11. Receleur. — 12. Maliferen errodites a merite militarie. — 11. Receleur. — 12. Maliferen errodites — 12. Septimization. — 25. derette. — 13. Septimization.

DECLARATION Turin , 29 septembre 4840 IV 469

• échangée entre le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne et celui de

S. A. R. le Dac de Lucques, pour l'exemption réciproque des droits de navigation et de port, en cas de relâche forcée (en italien).

de S. A. R. le Duc de Lucques, à la Convention conclue le 22 mai 1840 entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. l'Empereur d'Antriche, pour

232

233

garantir la propriété littéraire et artistique; et acceptation de cet Acte de la part du Roi, datée de Génes le 6 novembre 1840 (cu italien).

SOMMAIRE. Adhésion pure et simple.

TRAITÉ DE PERMETATION DE TENRITORIES . . Florence, 28 novembre 1844 VII 429 entre S. M. le Roi de Surdoipe, S. M. l'Empreur d'Autriche, S. A. R. le Grand Duc de Toscone, S. A. R. le Duc de Locques, faiar Duc de Purme, et S. A. R. le Duc de Moden (en italien), V. Toscane.

de S. A. R. le Duc de Parme au Traité de paix du 6 août 1849. SONNAIRE Accession pure et simple.

#### MANTOUE.

ARTICLES

acordés entre S. A. le Duc Charles Emmanuel de Savoie et Vincent Duc de

Mantoue sur le marisque du file aixé du Duc de Mantoue avec une des

filles du Bru de Savoir, et sur l'échange de planeaux terror (en italieu).

MPRIMIP Friendand. Connectment de Bru de Savoir en auxilega projeté, et agréenat de Buc de Savoir de Bru de Savoir de la del de 300,000 écas. — Benocacitaire réérope à l'Eccasion de notanté de savoir de 300,000 écas. — Benocacitaire réérope à l'Eccasion de notanté de savoir de 100 écasion 
dessas seve l'autorité et du consentement de LL MM. Impériale et Cabrilique. Acompto ACA, ARTICLES Remire au Duc de Mantone de quelques localités dans le cas que le Duc de Savoie doitait la possension de l'État de Final. — Réglement des précises de Duc de Nantone sur Canelli, Monteyroso et Quart. — Valeur effective des 300,000 étes nomin pour la doit.

CONVENTION anomonosquat survize us 6 décembre 1604 Désignation des lieux à céder de la part du Doc de Savaie au Doc de Mantone, dans le cas que le premier ae pit adulere certaines terres, qu'il devait lui donnot comme équivalent des terres de Canarésan, dont il est question dans le Traité précédent (dont 1604).

or such Locyle

ARTICLES . . . Chivas, Vérolengo el Verrue, juin el septembre 1607. accordés entre les Ducs de Savoie et de Mantone sur le marinoe de Maronerite de Savoie avec François fils du Duc de Mantone, et sur l'échange de plusieurs terres (en italien).

SOURAIRE. Préambule. - Arrangemens relatifs à l'exécution des articles précédens meut convenus. - Art 1. Dispenses à demander pour le mariage. - 2. Cheix et désignation de l'Infante, et réserve y relative. - 3. Eugagements de part et d'autre relativement à la dot, à l'entretien personnel de l'Épouse et de sa maison; et au cas de décès de l'un des Époux. - 4. Indication des prétentions réciproques poor être insérées dans l'instrument auptial. - 5, 6, 7, et 8. Communication réciproque de tous les titres et documeus concernant les terres spécifiées aux dits articles. - 9. Arrangement pour l'échange des 21 terres du Canavésan. - 10. Renseignemens à fouruir aur l'état des terres comprises entre le Pô, la Doire et le Navilio. - 11. Limites, juridiction, et autre détails. -12. Cet article est laissé tel quel. - 13. Reuseignemens à prendre au sujet de cet article à fin de a'entendre dans un but de commune utilité. - 16. Réserve de traiter sur cet article après les échanges convenus. - 15 et 16. Ces articles laissés tels quels. - 17. Liquidation de part et d'autre des reliquats, et compensation réciproque au moment de la stipulation du contrat de mariage. - 18 et 19. Ces articles laissés tels quels. - Époque du mariage. - Déclaration du Duc de Savoie à l'égard du choix entre les Infantes, de l'entretien de l'Éponse, et du cas de restitution de la dot.

. . . . . . . . . . Turin, 19 février 1608 CONTRAT DE MARIAGE entre Marquerite de Savoie fille alnée du Duc Charles Emmanuel I, et Francois fils de Vincent Duc de Mantone, portant échange de plusieurs châteaux et terres (en latin).

SOMMANA. Dans cet acte en spécifie et détermine, par des stipulations formelles. l'exécution dans toutes leurs parties, des articles précédemment convenns.

Asti, 1 décembre 1614 sigués par S. A. Charles Essmanuel Duc de Savoie, Monseigneur Savelle Nonce de S. S., et le Marquis Rambouillet Ambassadeur du Roi de France

pour la paix entre le Duc de Savoie et le Duc de Mantoue (en italien). SONNAIRE. Préambule. - Art. 1. Engagement du Duc de licencier ses troupes à

l'exception du nombre nécessaire pour la garde des places. - 2. Promesse du Gouverneur de Milan an nom de S. M. Catholique. - 3. Promesses de S. S. et du Roi T. C. - 4. Remise réciproque des pays occupés et des prisonniers. -5 à 10. Arrangement en particulier des différends entre les Ducs de Savoie et de Mantone.

ARTICLES Mantoue, 17 avril 1624 V 124 signés par le Duc de Mantoue sur les différends avec le Duc de Savoie (en italien).

> SORWAIRE Réglement, meveupant une somme de 300,000 écus, des prétentions du Duc de Savoie pour la dot de Madame Blanche. - Promesse récipro

1 96%

333

que de mariage entre deur Princes et deur Princeses de la Maison de Savoie et de celle de Mantone. — Clames y relatives. — Renorciations de part et d'autre. Restitution des dots, le cas échicant. — Réserve à l'égard d'une lettre de l'Empereur au Duc de Mantone portant défense à celai-ci d'altérer, d'aucune manière, l'état de possession des terres de Monferres de Monf

nière, l'état de possession des terres du Monferrat.

ARTICLE SECRET

Engagement du Duc de Mantouo de garder le secret sur les articles ci-dessus.

S

Turin, 14 juin 1628
accordés entre le Cardinal Maurice de Savoie, la Duchesse de Mantone, et
le Gouverneur de Milan, pour l'occupation de la ville de Casal par les troupes
de la Duchesse de Mautone (en italien).

SOMMAIAL Propositions préliminaires. — Conditions de l'entrée de la Duchesse dans la ville de Casal. Sursis des travaux du siège, de la défense de la place et des moferations de l'armée.

ARTICLES

TRAITE D'ALLIANEE Susse, 41 mars 1629 1 339 entre Charles Eusseauvel I Duc de Saroie, S. S. Urbain VIII, Louis XIII Roi de France, 1a République de Venise, et le Duc de Mandone, contre l'Espappe (en français). V. Roux.

ARTICLES FOR L'EXÉCUTION DE TRAITÉ DE SUSE . . . . Bussolin, 10 mai 1629 1 352 accordés entre le Duc de Sucoie, le Roi de France, et le Duc de Mautoue (en français).

SPRYMILE. Mention des dispositions du dit Traité, et des négociations entantées à su suite pour la cession de la Ville de Tria nex et 5,000 écus de rente en liver du Duc de Saroie. — Règlement des différends surreums remis su guernest de coussissées à nousmer. — Objet de leurs opérations. — Désignade des Reux du Monférat poursait recevoir garation Ducale. — Arrangement pour le preception de leurs revenus.

#### MAROC.

commerce conclu entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. l'Empereur de Maroc (en italien ).

SMRIUE Présmbale.— Art. 1, 2 et 3. — Promese réciproque d'antiés et protection, ... Libert de connerce sauré. — Établesment d'agus consuliers dans les Russ Marcelia. — A. Chase en Évere du pavillos Sarde.— S. Pas-sports et courbrini.—Effets de hor cribitions.— 6. Reseaute et reconssissance des bluments can mer. — 7. Trainement des sujets Sardes trouvés à bond es navires capterés. — 8. Protection réégroque des bluments réfugiés sons le canon dus obles. — 9. Quarastaine. — 10. Trainement des bluments de garers.

dans les ports. — Il. Prisonniers venant y y réligier. — Il. Cas de movillage défined aux sissons de guerr. — Il. A shektaire promise aux blittones. — Il. A 18 Consult Strekes. — Leurs functions et pristièges. — Il. A transperents contenues d'auxeur, en faveur des sujès des deux Rista pour les ad d'une gaerre. — 20. Les sujets de la principanté de Monarco compris an Traité, — — 22. Jagument des différends entre sujets des deux Exts. — 23. Clause en tour de consection des différends entre sujets des deux Exts. — 23. Clause en

#### MASSA et CARRARE.

CONVENTION FORM L'ADOLITION DES DIBOUTS D'ALBAINE : Sarzané, 50 janvier 1818. IV 591 entre S. M. le Roi de Sardalajne, et S. A. R. la Duchesse de Massa et Carrare (en italien).

SONNAIRE. Même substance que celle concine à ce sujet avec le Duc de Lucques le 7 mars 1826. V. La cques.

CONVENTION POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS . SUIZADE, 50 janvier 1818 IV 595 entre S. M. le Boi de Sardaione, et S. A. B. la Duchesse de Massa et

Carrare (cn. italien).

SOMMAIRE. Même teneur que celles conclues à ce sujet avec Modène, Lucques etc.

CONVENTION FORD L' EXTRADITION DES DÉSERTEURS — SATZAUC, 30 janvier 1818 IV 402 entre S. M. le Roi de Surdaigne et S. A. R. la Duchesse de Massa et Guerrer (en italien).

SOUVAIRE. Même teneur que celles conclues à ce sujet avec le Duc de Modène le 3 février 1817. V. Monése.

#### MODÈNE.

TRAITÉ DE COMMERCE. Turin, 14 février 1753 . V 226 cutre S. M. le Boi de Sardaigne, et S. A. R. le Due de Modème (en italien).

SOUNTIEL Préambule. — Art. 1. Réciprocité de traitement en faveur des sujes des deux États. — 2, et 3. Réduction réciproque de certains droits. — 6. Réserve pour le transit par la route de Tortone. — 5. Droits sur les sels destinés pour les États Streles. — 6. Limite des réductions accordées. — 7. Raidications.

ANNEXES

Articles I et II de la Convention entre S. M. l'Impératrice Marie Thérèse et S. A. R. le Duc de Modène du 24 juillet 1752.

Les articles mentionnés à l'art. 2 du Traité ci-dessus, sont relatifs au droit et à l'exercice de la juridiction sur le cours de la rivière limitrophé eutre les deux États.

District Google

CONVENTION FOR L'ABOUTION DES DROITS D'ATBAINE, . Turin, 18 janvier 1817 IV 296 entre S. M. le Roi de Surdisque, et S. A. R. le Due de Medère (en italien), SMMUR Préamble, «Art. l. Liberté de recoeffile suscessions ouvertes dans les deux États. — 2. Déclaration à l'égard des SS. 6 et 7 des Constitu-

dans les deux États. — 2. Déclaration à l'égard des SS, 6 et 7 des Constitutions Royales. — 3 et 4. Validité des actes passés selon les formes requises. —Hypothèques. — 5. Exécution des arrèts judiciaires. — 6. Faculté d'ester en jugement. — 7. Clauses relatives à la ratification.

CONVENTION Post 1. EXTRACTION DOS MALFATERS. Turin, 5. févrirer 1817 19. 500
cater 5. M. I. Beit de Martique, et 5. A. R. I. Due de Machine (trailien),
300/MIL Prémission.— Art. 1. a. 3. Mulfations mentionnes dans la Convention.— A. Formes de la demande d'extralition.— 5. Clauses pour le resitotion des objets volés et autres.— 6. Suni-conduits.— 7. Reserver pour le cas
de étific commit hore du terroire des deux Line.— 6. Frais d'extrerient des
de des commit hore du terroire des deux Line.— 6. Frais d'extrerient des
d'erroirement dans les troupes.— 12. Surveillance 5 extrere par les Auscriés
judiciaire de part et d'autre pour attendrée le tut de la Convention.— 13.
Clauser relatives à la publication et à la ratification de la Convention. Terme
fué pour sa durée.

à la publication, raifferaion, et à la durée de la Courvention.

NENTON

Turrin, 29 mars 1826 IV 578

Turrin, 20 mars 1826 IV 578

reiter S. M. le Boi de Sunhéique et S. A. R. le Duc de Motive, pour
règle les différends nurreum i l'occasion du braid de progrètit de qualques
pourseions limitrepher, avec une provie verbul de limiter strère les lieux de
Bollono et de Montériculii, de Tomie 1503 (en indiche).

Bollmo et de Moutedrealit, de l'anne 1505 (en italien). SONYARE. Arrangemens à l'égard des terrains en litige entre quelques communes Sardes et Modennises. — Clauses et défenses y relatives.

ANNEXE Vezzano, 25 juillet 1505 585
Procès verbal de limites entre Bollano et Montedivalli (en latin).

CONVENTION Modem, 27 février 1830 IV 622

entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. A. R. le Duc de Modèrie, per laquelle sont confirmés les Trailés concluse artre S. M. le Roi, et S. A. R. la Duchese de Massa et Garvarie; et per laquelle les dispositions du Trailé du 18 junière 1817 entre S. M. et S. A. R. le Duc de Modèrie sont applayérée une supétué de la Principanté de Mason et Garvare (en talien). SAMMARA. Déclaration d'extension et d'application des Traités susdits dans leur intégrité.

ACTE n'amissox . Modène, '27 celobre 1840 VI 193 de S. A. R. le Duc de Modène à la Comenzia conclue le 22 mii 1840 eure S. M. le Boi de Surdaigne, et S. M. l'Empereur d'Autriche, pour la garantie de la propriété litéraire el artistique et accepation de est acte de la part du Boi, duct. de Grante 181 novembre 1840 (en initiem).

SOMMAIRE. Adhésion et acceptation pures et simples.

DÉCLARATION (Turin, 2 janvier (1843 VI 260 échangée entre le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne et celui de S. A. R. le Duc de Modène, pour régler les droits maritimes, dans les cas

5. A. n. et Die de stoccine, pour regierre te arous mortineres, auta est cis d'arrisages ordinaires, de reblide procès, et de quarantaine (en Italien). SOREMER. On y établic une parfaire réciprociée de traitement des biliments abordant aux côtes on dans les port des deux Étas, enc equi concerne les droits de patente et d'aincrage. — L'exemption de tout droit est accordée en cas de relables forcée et de quarantaine. — Classes y relative.

cas de relative forcée et de quarantaine. — Gausse y relative.

TRAITÉ de FRANTATION ET TABATIONIS. — Florence, 28 novembre 1844 VII 129
entre S. M. le Boi de Sardaigue, S. M. P. Empereur d'Antriche, S. A.
Let B. le Grand Due de Toscoue, S. A. R. le Due de Lacques feturo Due de

AUTE D'ACCESSION PAULO, 12 août 1849 VII 282 de S. A. R. le Duc de Modèrne au Traité de paix du 6 nots 1849. SORMARE Accession pure et simple.

Parme, et S. A. R. le Duc de Modène (en italien) V. Toscane.

#### MONACO.

ewire S. M. le Roi de Sicile, et le Prince de Mousco (en français). SORMAIRE. Préambule. — Examen des documents, et discussion des moyens présentés de part et d'autre à l'appui des prétentions respectives. — Déclaration des Commissires portant obligation, pour le Prince de Monaco, de reconsultre la superimeté du Roi de Sicile, comme Duc de Savoie, sur oruse

douzièmes de Mentou, et sur la totalité de Roccabruna.

CONVENTION Turin, 18 novembre 4760 V 244

entre S. M. le Boi de Sarduique et le Prince de Monaco, sur les limites
des territoires de la Turbie et de Monaco, et sur l'abolition du droit d'aubaine (en français).

SOPERAUR. Prézonbole. — Líque de limire du territoire de Monaco. — Clauses y relatives. — Art. 1. Propriété des chemias et coarass d'aux limitrophes. — 2. Mourers et précautions à prendre de la part du Prince pour empécher les abus dans le édit du sel. — 3. Abbilien du druit d'a habiles, et autres mblables. — A. Réduction en contrat public des arrangemens pris pour le règlement des limites. — 5. Piècement des bonnes.

Snivent les précantions concertées pour assurer l'observance de l'art. 2. Et la Déclaration du Prince de Monaco en date du 25 novembre 4760.

ARTICLES DE PROTECTION

ACOUTHE PAS S. M. le Roi de Sardanque à la Principauté de Monaco, franés
par les Pénipotentaires de S. M. et par creux du Prince (en Enaçais).

SMMULE Préamble. — Hersion du Traité de Paris du 20 novembre (511), et de cetiu de Promon du 14 septembre 1611. — Art 1 - 14 à Grainou Prinomètre 3 Monnec. — Commandement de la place et des troupes.——Chauses y relatives. — 5 L'extertéus de la parison mis à la charge de S. N. — Entertéus des casernes. — Introduction des mibistances militaires. — 6 Liberté de l'excrèce de valries de montaile. — 8 Égards à observer par le Prince, dans l'administration de ses Étus, curers cent du file. — 9. Étais de montaile. — 8 Égards à observer par le Prince, dans l'administration de ses Étus, curers cent du file. — 9. Étais de sofiéters à dessire dans la place.

19. Protection accordice on Frince, à sa famille et à ses sujesa—11. Réserse du lito d'accorder de plus augules faverus — 12. Comossion de la part du Roi, en Invent du Frince et de ses successors, de danze payes de soldate. — 13. Confirmation des accises privilges. — 16. Orders à la marine Royale pour la protection de Monaco et de son litteral. — Étailissement d'on pour la protection de Monaco et de son litteral. — Étailisement d'on pour la protection de Monaco et de son litteral. — Étailisement d'on pour la protection de Monaco et de son litteral. — Étailisement d'on les stuliares.

ARTICLES . . . . . . . . . . . . . . . Turin, 9 novembre 4847 IV 378

arrêlés entre les Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne et ceux du Prince de Monaco, en exécution des articles de protection du 7 novembre (en italien)

SWIME. Fréamble.— Measine des concesions faites par la Malson de Stosie en feure du Entigent en Troite du femiginer en rocusalissance.

Art. 1. Se resonciation à l'égrad de la faicitation du table.— B. Arrangement pour les suppression de la maudicurer outstate à Monaco.— 3. Peneritaire du side pour le consummation de la Principaut. — 6. Formiture et débit du sel à laire pour le compté des Galelles Royales.— Clauses y relatives.— 5. Trassi de les marchandises et dennées venant des États du Rei. — 6. Direction des Pentes à Monaco. — 7. Estrafision des criminels et desrevers.— 6. Statis de carabiliers à Garvan.— 9. Condumente aux paires. — 10. Arrangemens pour l'auge det can en cure les comments sidére interés. — 10. Arrangemens pour l'auge des cans entre les comments sidére interés. — 10. Arrangemens pour l'auge des cans entre les comments sidére interés. — 10. Arrangemens pour l'auge des cans entre les comments sidére interés. — 10. Arrangemens pour l'auge des cans entre les comments sidére interés. — 10. Arrangemens pour l'auge des cans entre les comments de la confidence de Estat des l'accorders en faveur des habitans de Monaco.—— 12. Pourraiture du pain pour la primien.— 13. Empilé des forçats du Baye de Villerachelo pour les travans de la Principaut. — 14. Clause relative à l'art. 5 de la Déclaration du 7 novembre.— 15. Démillation.

## MONTEVIDEO (V. URUGUAY).

## NAPLES.

DIPLOME Naples, 44 décembre 45		492
du Roi des Deux Siciles, par lequel S. M. adhère aux Préliminaires paix et approuve la cession des Duchés de Toscanc, de Parme et de F		
sance (en françois).  SONNAIRE. Même forme et teneur que celles du diplôme d'accession	de	
l' Espagne du 21 novembre.		
TRAITÉ	олг	489
l'exemption du droit de Villefranche en faveur des bâtiments napolité (en italien).	tin«	
SUBLIME. Art. 1 et 3. Suppression du droit de Villefrancile en fareur navires Napolitains, — 2. Équivalent la payer par S. M. Sicilenne, dans somme de 62,500 Ducats. — 4. Bornes de l'exemption. — 5. Arrangement p empécher la fraude de la part des autres bătimouts étranges. — 6. Form chibition de la patient de pasillon on passoport. — 7. Batifications.	la our	
CONVENTION POUR L'ABOLITION DES DROITS D'ALBAINE		424
(en italien). SOMENIEL Art. I et 2. Liberté réciproquement accordée de succèder d'acquérir par actes entre vifs, ou de dernière volouté, revêtus des for requises dans le pays de leur origine. — Réserve. — 3. Ratifications.		
ARTICLE SÉPARÉ ET ADRITIONNEL . Naples, 29 janvier 11 Déclaration de l'époque à laquelle la Convention ci-dessus a commender en signess.		426
CONVENTION FOR L' EXTRADETUN DES WALFATTERES Turin, 29 mai 48 entre S. M. le Boi de Sardaigne, et S. M. le Boi des deux Sic (en Italien).		449
SOUBLIRE. Même substance que celle conclue avec le Duc de Modène pe le même objet. V. Monéxe		
TRAITÉ n' ALLINCE DÉFENSIVE	·s ,	26
SONNAIRE. Préambule. — Art. 1. Eugagement réciproque de L.L. M.N. d		

 Concours armé. — Clauses y relatives. — 6. Dépense. — 5. Commandement dans les opérations sur terre et sur mer. — 6. Durée de la Couvention. — 7. Ratifications.

DECLARATION Turin, 4 mai 1859 VI

S. M. le Roi des Deux Siciles, pour l'exemption réciproque des droits de tonnage et de navigation, en cos de rebâche forcée, ou de quarantaine. (en italien).

SOWNAIRE. Exemption accordée de part et d'autre. — Conditions requises pour en jouir.

TRAITÉ DE O'AMERCE ET DE NAVIGATION. Naples, 7 février 1846 VII 198 entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi du Royaume des deux Siciles (en italien).

SONNAIRE. Préambule. - Art. 1. Liberté réciproque de commerce at de navigation. - Faculté de voyager et de résider dans les deux pays. - Exemption de toute taxe ou impôt qui ne serait pas pavé par les nationa les plus favorisées. - Exemption du service militaire et des emprunts forcés - Respect any habitations, magasins, et papiers, de leurs sujets respectifs. - Conservation de leurs propriétés. - Sûreté personnelle, - 2. Traitement national pour les visites et perquisitions de douane. - 3. Liberté dans le choix des courtiers. -- Liberté de traiter directement, les affaires commerciales saus intermédiaires. -- h. Traitement réciproque des produits du sol et de l'industrie sur le pied de ceux d'un autre pays quelconque. - Participation gratuite on avec compensation aux faveurs de commerce et de navigation accordées aux autres pays. - 5. Assimilation réciproque au traitement du pavillou national pour les droits sur les produits du sol et de l'industrie des deux pays. - 6. Assimilation an pavillon national pour les droits de navigation ou de port dans les voyages directs, s' ils sont chargés, dans toute autre sorte de voyage, s'ils sont aur lest, - 7. Nationalité des bátiments et leurs papiers. - 8. Abolition de toute prime, ou remboursement pendant la durée du Traité. - 9. Faveurs sur l'entrée des fromages Sardea dans le Royaume des deux Siciles. - Assimilation des barques Siciliennes adonnées à la nêche du corail sur les parages de la Sardaigne, aux barques Sardes adonnées à la même industrie. - 10. Exclusion du cabotage. - Commerce d'escale. - 11. Assistance réciproque dans le cas de naufrage. - Conservation et restitution des effets et marchandisea recouvrées. - Intervention des consuls dans les dits cas. - 12. Privilèges et attributions des Consuls. - 13. Déserteurs des navires de goerre ou marchands. - 15. Admission de la principanté de Monaco aux clauses du Traité moyennant réciprocité. - 15. Durée du Traité. -16. Ratifications.

#### NOUVELLE GRENADE.

TRAITÉ D'ANITÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION . Turin, 18 août 1847 VII 24 entre S. M. le Roi de Sardsigne, et le Président de la République de la Nouvelle Grenade (en italien).

SOUMARE, Préambole, - Art. 1. Paix sincère entre les deux États. - 2. Liberté et sûreté réciprome des citovens des deux pays. — Commerce d'escale. — Exclusion du cabotage. -3, 4, 5, 6, Liberté réciproque de voyager, de résider et de pégocier dans les deux États. - Autres conditions relatives au traitement des citovens des deux pays,-7. Terme accordé aux citoyens respectifs en cas de guerre entre les PP. CC. ponr sortir des deux États.-Protection assurée à ceux qui voudraient rester dans le pays pour y exercer une profession ou une industrie, - 8. Produits naturels ou industriels des deux pays traités sur le pied des produits similaires de la nation la plus favorisée.-Point de prohibition ou de restriction, on de formalité pour constater l'origino des marchandises, sans être étendues à toutes les autres nations, -9. Assimilation réciproque de pavillon pour tout objet de commerce,-10. Assimilation de pavillon pour les droits de navigation et de port.-11. Commerce d'escale.-12. Nationalité des hitiments et leurs papiers de bord. - 13. Bâtiments de guerre. - 14. Point de lettres de marque de l'une contre l'autre Partie qui scrait engagée dans noe guerre contre une Puissauce tierce.-15. Point de représailles en cas de grief, sans mu' une satisfaction ait été demandée et déniée,-16. Consécration du principe que le pari lon couvre la propriété.-17. Cas de blocus. - 18. Point d'enrôlement de troupes ou de construction de bâtiments de guerre dans les États d'une des deux Parties pour servir contre l'aotre.-19, et 20, Établissement des Consols et leurs immunités.-21. Consuls commerçants.-22. Traitement des agens diplomatiques et des citovens de toute classe de l'un des deux pays dans l'autre. -23. Admission de la principauté de Monaco aux clauses du Traité à la charge de réciprocité.-24. Durée du Traité.-Point de représailles en cas de plainte pour la violation du Traité, saus qu' il y ait eu déni de réparation. -25. Ratifications.

ARTICLE ADDITIONNEL .

Réserve de la part du Gouvernement Surde pour l'application des droits différentiels sur le blé, les huiles d'olive, et le vin.

relatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et la Ré-, publique de la Nouvelle Grenade (en français et en espagnol).

SOUMAIRE. Lettre du Ministre Sarde.
Noullet 1850.—Cessation de la réserve de l'article additionnel du Traité 18 août 1867.

Lettre du Ministre de la Nouvelle Grenade.

Notification de la loi 14 juin 1847 abolitive des droits différentiels dans la Nouvelle Grenade.

## NORWÈGE (V. SUÈDE).

# OLDENBOURG. TRAITÉ DE NAVIGATION ET DE CONSERCE . . . . Berlin, 21 avril 1846 VII 207 entre S. M. le Rei de Sardeigne et S. A. R. le Grand Duc d'Oldenbourg

(	SOMMARE. Préambule. — Art. 1. Traitement national des deux pavillons pour		
L.	es droits de port et de navigation. — 2. Nationalité des navires. — 3. Leur		
	slacement — 4. Commerce d'escale. — 5. Reiàche forcée. — Naufrage. —		
e ti	<ol> <li>Traitement national pour l'hivernage des bâtimens, et pour la mise en atrepôt de leur cargaison. — 7. Exclasion du cabotage. — 8. Assimilation de raitement pour les importations. — 9. Même assimilation pour les exporta- ions. — 10. Point de priorité ou de préférence pour les achats. — 11. Point</li> </ol>		
	le restriction qui ne soit appliquée au commerce et à la navigation de tout		
	utre pays. — Participation gratuite ou conditionnelle aux faveurs, qu'on ac- orderait aux pays tiers. — 12. Déserteurs des bâtiments de guerre, et mar-	•	
c	hands. — 13. Admission de la Principanté de Monaco aux clauses de ce Traité		
à.	charge de réciprocité — 14. Durée du Traité. — 15. Ratifications.		
	ARTICLE SÉPARÉ		24
h	uiles d'olives, et le vin.		
	ARTICLE ADDITIONNEL Berlin, 14 mai 1846 Droit de disposer librement par testament , donation etc. dea biens pos-		21
54	édés dans les deux pays. Engagement en cas de contestation. — Droit de ven-		
d	re, de retirer et emporter les produits des héritages.		
ECHANGE	DE LETTRES	VII	30
r	elatives à l'abolition des droits différentiels entre la Sardaigne et le Grand		
. 1	Duché d'Oldenbourg (en français).		
	SOUBLIBE. Lettre du Ministre Sarde Notification de la loi du 6 juillet 1850.		
-	- Cessation de la réserve de l'Article séparé du Traité 21 avril 1846.		
	Lettre du Ministre Oldenhourgeois Déclaration de la cessation de la réserve		
d	le l'Article susmentionné.		

PARME.

DIPLOME D'ACCESSION . . . . . St Laurent-le-Royal, 24 novembre 4736

du Roi d'Espagne aux articles préliminaires du 3 octobre 1735, et de cession du Grand Duché de Toscane, et des Duchés de Parme et de Plaisance à l'Empereur Charles VI (en français). V. Espagne.

DIPLOME D'ACESSION Naples, 44 décembre 4736 du Roi des Dehx-Siciles, aux préliminaires de paix approusant le cession des Dinchés de Toscane, de Parmie et de Plaisance d'Empereur. V. Naples,	Ħ	492
ACTE D'ACCESSION ET D'ADMISSION Madrid, 46 août 4752 de Philippe Duc de Purme au Traité d'Italie entre le Roi de Surdaigne, l'Empereur et l'Espagne (en espagnol et en latin). SUBLUEL ACCESSION et admission purcs et simples.	H	138
TRAITE DE LUNTUS . Stradella, 10 mars 1706 arts N. M. P Roi de Sardeigne, et S. A. R. Le Due de Parme (for Inkine), SMENIME Prénubele. — Art. 1 à 15. Tracement de la ligne de limite. — 16, 17 et 19. Consions rédoproques entre le PP. CC. — Leur Huitudie. — Re- mise des titres et document y relutif. — Prise de pousseion des lieux cédés de part et d'arts — 18. Propriété des chemins / coranna d'avus limitrophes. — 20. Droits des sujéts d'un pays sur les lieux cédés à l'autre. — 21. Place- ment des Jornets.	V	248
CONVENTION FOR A LABOLITON DES DOOTES D'ANAINE. Turis, S juillet (1817) etares S. M. e lini de Serviaigue et S. M. 1 Archiducheus Marie Louise Ducheus de Brance et de Platinet (en lisilieu).  SMEMBLE Friedmahr. Art. 1. Abolition des droits d'unbisse. — Liberté de recertifit les successions ouvertes dans les deux Étas. — 2, et 3. Validité des actes passés stoin la forme du line. — Hipothques. — de Extention des arreits judiciaires. — S. Facialité d'entre n jugement. — 6. Clause relative à la ratification e et publication d'ur Traité.	IV	318
CONVENTION roca L'ANTASSITON DES MALVATERES . Turin, 5 juillet 1817 entre S. M. L. Bai de Sardaigne, et S. M. l'Archiducheau Marie Lonise Burkesse de Purme et de Plaissace (en italien) SORMAIRE. Même teneur que celle coachue avec le Duc de Modène sur le même sopie le S Serrie 1817. V. Moosène.	IV	321
CONVENTIÓN POR A L'EXTAMENTOR DES MÉSERTERS . Turin, 5 juillet 1847 entre LL. MM. le Boi de Sardaigne et l'Archidecheus Marie Louise Da- chesse de Parme et de Pfaisance (en Italien).  309RHARE. Monte teneur que celle conclue à ce sujet avec le Duc de Modène le 3 férrier 1817 V. Moonxx.	IV	328
TRAITÉ et LAUTES  TRAITÉ ET LAUTES  ET L'ABORDE 18 PAR DE L'ABORDE 18	ıv	545
ARTICLE ADDITIONNEL 27 décembre 1823 Approbation, sous certaines clauses du rapport général des commissaires dépu pour la définitation, en date du 31 août 1923.		523

	,	30	
ACTE à Austissos. Parme, 23 novembre 1840 de du Gouvernement Dural de Purme à la Concentine conclue 2 2 mai 1840, entire LL. M.M. le Roi de Sardaigne et l'Empereur Abstriche; pour ga- rantir le propriété litéraire et artistique; et acceptation de cet Acte de la part du Roi, datir de Génes 27 novembre 1840 (en italien). 998/8118. Adébient exceptation porce et atophes.	VI	214	
TRAITÉ DE PERMUTATION DE TERRITORIES . Florence, 28 novembre 1844 entre S. M. le Boi de Sardaigne, S. M. l'Empereur d'Autriche, S. A. R. le Grand Duc de Toucane, S. A. R. le Duc de Lucques, futur Duc de Parme et S. A. R. le Duc de Modene (en italien), V. Toksans,	VII	129	
ACTE D'ACCESSION AU TRAITÉ DE PAIX DE Ô AOÛT 1849 . Vienne, 14 août 1859 de S. A. R. le Duc de Purme (en français).  SOUNLIEL Accession pure et simple.	VII	282	
PAYS-BAS.			
ASSOCIATION . La Haye, 20 octobre 1690 du Duc Victor Amé II au Traité de ligne contre la France, conclu entre l'Empereur, l'Angletere et les États Généraux des Pays-Bas (en français). V. ANGLETBER.	11	144	
TRAITÉ MALINES.  La Haye, 21 janvier 1705 estre S. A. R. le Due de Serois et les États Giráreas des Provincia par lequel S. A. R. acopte le Traité de la Grende Alliance contre la França par lequel S. A. R. acopte le Traité de la Grende Alliance contre la França de Tempe de Traité de la Grende Alliance contre la França de Tempe de Traité le 8 novembre 1705 entre S. A. R. et l'Empereur Léopoid (en Enaçais).  MENNIAL Le mône, à la date et aux noms près, que colai sigué avec l'Ausbetter le 8 note 1784 - NASAUTERAM.	Ш	53	
TRAITÉ DE LA QUADRIPLE ALLANCE Londres, 2 apût 1718 entre l'Emperiur, l'Angleterre, la France et les Élats Généraux, portant cession du Royaume de Sardaigne au Roi de Sicile, en échange du Royaume de Sicile (en latin). V. AUTRICHE.	И	332	
ACTES D'ACCESSION ET D'ADMISSION . Paris, octobre et novembre 1718 de S. M. le Roi Victor Amé II au Traité de la quadruple alliance (en latin).	11	385	
CONVENTION	Ш	23	

CONVENTION POUR L'ABOLITION DU DROIT D'AURAINE

entre S. M. le Roi de Sardaigne, et S. M. le Roi des Paya-Bas (en français).  SOUNAIRE. Cette Convention est limitée à l'abolition du droit d'aubaine.		
FRAITE DE NATIONTION  Turin, 24 janvier 1842  entre S. M. le Boi de Sardaigne et S. M. le Boi des Pays-Bas (en français).  MNEMIRI Art. 1, 2 et 5. Traitement réciproque des balimens sor le péd des nationaux. — 3. Naufrages. — 4. Documens constatant la nationalité. —	VI	239
6. Durée de la Convention. — 7. Ratifications.	1777	
SCHANGE de déclarations. Rome, 47 et Turin 25 janvier 1881 pour l'abblition des droits différentiels entre la Sardaigne et le Royaume des Tays-Bas, et déverés relatifs du 1 <sup>es</sup> mars et du 7 aeril (en français et hollandais). 5698448. Déclaration Néerlandaise.	VII	417
Assimilation du pavillon Sarde au parillon Néerlandais pour les droits de na- vigation et de douane, dans les ports Néerlandais en Europe. — Promesse d'un Arrêté Royal réglant le traitement des navires Sardes dans les Culunies. Déclaration Sarde.		
Assimilation du pavillon Néerlandais au pavillon Sarde pour les droits de navigation et de douane. — Clauses relatives aux produits des Colonies Néer- landaises.  Arrêté du Roi des Paya-Bas.		
Assimilation complète du pavillon Sarde au pavillon Néerlandais. — Exclusion du cabotage dans les Indes Orientales.  **Décret du Roi de Sardaigne.**		
Assimilation du pavillon Néerlandaia au pavillon national, le cabotage exclu.		
TRAITÉ es consesses et ne savanarens	Vu	477
cations.		
Tableaux A, B, nece énonciation des objets sur lesquels on s'est accordé réciproquement des réductions douanières		486

# PORTE OTTOMANE (V. TURQUIE).

## PORTUGAL.

entre S. M. le Roi de Sardaigne e	. Lisbonne, 11 septembre 1787 III 496 S. M. la Reine de Portugal (en
	Traité conclu pour le même objet avec
l'Espagne le 27 novembre 1782 V.	
ACTES DU CONGRÈS DE VIENNE	Vienne, 1815 IV 36 et auiv.
ACTE FINAL DE CONORÉS DE VIENNE	s, savoir: Autriche, Espagne, Angle-
terre, Portugal, Prusse, Russie, Suède e	
	Londres, 9 janvier 1836 V 82
merston, le Baron da Torre de Mon sur les différends surreans entre le G daigne et cétui de Portugal (en fran SONYARI, Déclaration du rétablissem deux Gonvernements et des relations d	ent de la bonne intelligence entre les e commerce entre les denx États.
entre S. M. le Roi de Sardaigne français).	et S. M. la Reine de Portugal (en berté de commerce et de navigation. —
pour les drois de port. — 3. National on de l'industrie des dout Pays. — Vis duits du sel on de l'industrie lasporte 6. Tritement de la nation la plus far — 7. Traitement autional pour les remouverment national pour les rémouverment national pour les rémouverment national pour les rémouverment national pour les rémouverment suitenant pour les rémouverments de l'action de l'action les importations indirectes. — Produite Fortagel. — 10. Calociagn — Com naturfages. — 13. Reliche fortés. — 14 de guerre et marchands. — 16. Hérit 18. Durée de Traités. — 19. Ruificati 19. Durée de Traités. — 19. Ruificati	— 2. Assimilation au traitement automat it de biliment. — A. Produit du sol de Ferto et sel de Setubat. — 5. Produit de de Ferto et sel de Setubat. — 5. Produit de d'encretaners nous partiles automat. — 1. Produit de l'encretaners nous partiles automat. — 1. Produit de l'automatique de l'Automatique de l'Automatique de l'Automatique par et marchandies de l'Automatique par et marchandies de l'Automatique par l'entre des Saturas accordices aux pays tiern, nerce d'excite. — 4.2 Écholesceus et marchandies de l'Automatique de Saturas accordices aux pays tiern, nerce d'excite. — 4.2 Écholesceus et marchandies de l'Automatique de Saturas accordices aux pays tiern, note de l'entre
	r les vins étrangers porté par les ré-
glement Sardet	

## PRUSSE.

TRAITÉ	11	239	
ACTE . Au camp de Grescottin, 27 décembre 1704  par lequel Bus de Savoie Victor Amé II accepte la Trailé conducture la Beine de Angletere et le Roi de Prace, par lequel Roi crois en Pémont un carps de huit mille houmes sous les ordres de S. A. R. (en français). V. A.Noattrassa.	Ħ	247	
CONVEXTION FOUR L'ABOLITION DES DROITS D'AUGUNE. Turin, 9 septembre 4797 entre S. M. le Boi de Sardoigne et S. M. le Boi de Prusse (en français). BURMAIRI. Même substance que celle des autres Traités conclus pour le même objet, avec les Puissances ci-dessus. V. Espacou, Modeste Frc.	ш	564	
TRAITÉ DE PAIX. Paris, 50 mai 1815 entre la France d'une pari, et l'Antriche, la Russie, la Grande Bretagne et la Prusse (Puissances alliées) de l'autre (en frânçais). V. Faxocs.	IV.	.4	
ACTES DE RÉUNION DU DUGHÉ DE GÈNES AU PIÉMONT Vienne , décembre 1814 V. Gènes .	IV	25	
ACTE D'ADRÉSION	ľV	34	
RÉGLEMENT SUR LE RANG DES DIPLOMATES AU CONGRÉS DE VIENNE. Vienne, 49 mars 4815 V. Altriche,	ľV	36	
TRAITÉ D'ALLIANCE . Vienne, 25 mars 1815 entre la Grande Bretagne, l'Autriche , la Russie et la Prusse contre N'apoléon Bonaparte (en français). V. ANGLETRABE.	IV	39	
ACTES SUR LES CESSIONS FAITES AU CANTON DE GENÈVE Vienne, mars 1845 V. Suesse,	IV	45	
TRAITÉ D'ACCESSION. Vienne, 9 avril 1845 entre S. M. le Roi de Sardaigne et LL. MM. le Roi de la Grande Bre- togne, l'Empereur d'Autriche, l'Empereur de Rustie et Roi de Pruse, pour l'admission de S. M. Sardé au Traité d'alliance du 25 mars 1815 (on français), V. Arvaciae.	IV	54	
TRAITÉ D'ACCOMMODEMENT	IV	63	

	,	43	
ACTE FINAL DU CONGRÉS DE VIENNE Vienne, 9 juin 1845 entre la France et les Paissances alliées, savoir: Autriche, Espagne, An- gleterre, Portugal, Prusse, Russie, Suéde et Norucége (en français). V. France.	1V	76	
TRAITÉ DE LA SAINTE ALLIANCE	IV	174	
RAITÉ DÉFINITIF . Paris , 20 novembre 1843 entre l'Autriche, la Grande Bretagne , la Prusse et la Russie d'une part , et la France de l'autre (en français). V. France.	IV	178	
CONVENTION Paris, 20 novembre 1815 conclue en conformité de l'art. V du Traité définitif du même jour, et re- lative à l'occupation d' une ligne militaire en France par une armée alliée (en français). V. FRANCE.	IV	187	
CONVENTION Paris, 20 novembre 1845 conclus en conformité de l'art. IX du Traité éfinitif du même jour, et relative aux réclamations procenant du fait de la non exécution des art. AIX et suiv. du Traité du 50 mai 1818 (en français). V. FRANCE.	IV	195	
PROTOCOLE	IV	217	
PROTOCOLE PROTOCOLE Paris, 20 novembre 1815 pour vigler les dispositions rélatives aux territoires et places cédés par la Prance, aux arrangemens territorieux qu'il reste à faire en Allemagne et au système défensif de la Confédération Germanique, paraphé à Paris le 3 et signé le 20 novembre 1815 (en français). V. Fanxor.	IV	226	
ACCESSION A L'ACTE FINAL DU CONGRÈS DE VIENNE		287	
ACTE D'ACCEPTATION DE L'ACCESSION DE S. N. LE ROI DE SARDAIGNE A L'ACTE FINAL DE CONGRÈS DE VIENNE	IV	298	
TRAITE	IV	312	

de Prusse et de Russie, par lequel, en exécution de l'urt. 99 de l'Acte du Congrès, on a déterminé la réversion des Duchés de Parme, Plaisance et

V. AUTRICHE.

de S. M. le Roi de Surdaigne un Recez général de la Commission territoriale rassemblée de Francfort (en français). V. Fasscx.

ACTE D'ACCEPATION

ACTE D'ACCEPATION

ACTE D'ACCEPATION

BE l'accession de S. M. le Roi de Sardaigne un Recez général de la Commission territoriale rassemblée de Françfort (en français). V. Fasscx.

,		
	7	46
CONVENTION . Novare, 26 juillet 1821  Peter S. M. le Boi de Sardaigne, S. M. l'Empereur d' Autriche, le Roi de  Prusse, et l'Empereur de Russie, pour l'occupation d'une ligne militaire  dans les États de S. M. le Boi de Sardaigne (en Trançais), V. ACTRICHE.	IV	508
CONVENTION Vécone, 18 décombre 1822 et entre S. M. le Roi de Sardaigne, S. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusa et l'Empereur de Bussie, pour faire ceuer l'occupation ten- poraire d'une lighe militaire dans les Esus de S. M. Sarde (en français). V. ATASON.	IV	526
Pour ce qui concerne l'Association Douaniè Allemande (V. Zollverein).	re	
ROME.		
CHAPITRES DE PAIX  Asti, 1 décembre 1614 signée par S. A. Charles Eumanuel I Duc de Seroie, Monseigneur Sarvell Nouce de S. et le Morqui Ranboullet, Abassassieur du Roi de France, pour la paix entre le Duc de Savoie et le Duc de Mantone (en italien). V. Maxvouel	1	290
TRAITÉ D'ALLANCE . Suse, 14 mars 1629 entre Charles Emmanuel 1 Duc de Sasoie, S. S. Urbain VIII, Louis XIII	1	339

SONMARE. Préambule. — Cause du Traité. — Art. 1. Engagement des Alliés de s'eutre-secourir. — 2 à 5. Contingents do troupes à fournir. Leur solde, et entretien. — 6. Mode de la pressation du secours. — 7. Partage éventuel des

l'Espagne (en français).

0.4

SMUMI. Parage des différends en trois catégories, suivant le mode de leur arrangement : 11-yru en fert. — Goutiverse provenent de la écrosacriptime de certains dischess. — 2º. Par nen Instruction adrancée na Ministre du S.-Siége, — "Unitains de l'Immensaité et liberté eccléssiatiques. — Déspation des différeres chefs de l'siège, et leur arrangement. — Instruction des japes éculiers, rese chefs de l'siège, et leur arrangement. — Instruction des japes éculiers, rese chefs de l'siège, et leur arrangement. — Instruction des japes éculiers, rese chefs de l'unité dépondant. — 3º. Para en condicion Repair. — Edits de 1606 et 1610. — Arrangements pour les innités des lièmes éculiers autres de 1606 et 1610. — Arrangements pour les innités des lièmes éculiers autres de 1606 et 1610. — Arrangements pour les innités des lièmes éculiers autres de 1606 et 1610. — Arrangements pour les innités des lièmes éculiers autres de 1606 et 1610. — Arrangements pour les innités des lièmes éculiers autres de 1606 et 1610. — Arrangements pour les innités des lièmes éculiers autres de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités des lièmes éculiers autres de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités des lièmes éculiers autres de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités des lièmes éculiers autres de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements pour les innités de 1606 et 1610 — Arrangements

ANNEXES

Exposé de griefs de la part de S. S. et réponses du Ministre Sarde. —

Projets de Bref, et de Notification, avec nne clause apéciale pour le Mon-

BREF . Rome, 29 mai 4727 II 43

de S. S. Benoit XIII qui interprête la concession du Pape Nicolas V en
faveur de la Bovale Maison de Sarvis (en latin).

SYNULIR. Mentions des motifs de la concession faite par Nicolas V et par d'autres Papes aux Princes de Savoie du droit de nommer aux Évêchés et autres Dignités ecclésiastiques, tant en deça qu'au delà des monts. — Confirmation et ampliation de cette concession.

CONVENTION Rome, 29 mai 4727
signée par le Marquis Charles François Ferrero d'Ormen au nom de S.
M. le Boi de Sardaigue et par le Cardinal Lercari au nom de S. S.
Benoît XIII. au suiet des Bénéfices eccleinstiques (en italien).

SMBBBB. Arragement relatifs: — V. An fruit et revenu de biefdes, recutto compris dans l'Induit de Nicolas V. — 2: A l'emploi de ceux non perçon par les biefdiciaires avant leur décés et des biens histoires os scopia per ceu avec les fruits ecclésiasippess. — 3: Ant revenus des biefdiers non compris dans l'Induit. — 4: Aut persional subposer par les R. Pries ur les biefdiers, 5: Ant précisaions du Biol à l'égard de la nomination aux Églises de Casal, Aconi, et Alexandier.

SORNAIRS, Compliments et recommandations de S. S. su Roi pour l'exécution des Conventions précitées.

BULLE . Rome, 3 janvier 1740 II 54

par laquelle S. S. Bénoît XIV déclare le Roi Charles Emmanuel III Vicuire Apostolique dans les fiefs ecclésiastiques (en latin).

caire Apostolique dans les pejs eccesioatiques (en tatin).

SOMBAIRE. Préambule. — Désignation des lieux sujets an St-Siége. — Attribution au Roi de la qualité de Vicaire Apostolique pour gouverner lesdits fiefs.

— Conditions à sa charge.

CONCORDAT Rome, 5 janvier 1744 II 523 entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. S. Benoît XIV sur les différends pour les Refs ecclésisatiques du Pétanont (en italien).

stions en faveur des aujets desdits fiefs. — 2. Maintien des priviléges. — 3, à et 5. Clauses sur les redevances et les investitares. — 6, Conservation des monnement et titres quelconquer regardant les Papes et le St-Siége.		
CONCORDAT Bonne, 5 janvier 1741  Rome, 5 janvier 1741  Rome, 5 janvier 1741  Rome, 6 janvier 1741  Rome, 7 janvier 1741  Rome 1741	И	529
LETTRE	п	534
RÉPONSE Turin, 47 janvier 1742 de S. M. à la lettre précèdente (en italien).	n	555
INSTRUCTION	11	537
CONCORDAT  enter S. M. le Rai de Surdaigne Charlee Emmanuel III et S. S. Benoit  XIV sur les Spogli, Vacanti e riserva di pensione sui Benefati misori (en italica).  500EURE Art. Capital à placer à Turia en faveur de la Chambre à possione. — 2 et 3. Classes y reluives. — 4. Renocataion de cette Chambre à per de la Chambre à	Ш	86
BULLE	III	144

SONNAIRE. Préambule. - Insertion de la Bulle précédente. - Art. 1. Dispo-

748	•		
	SOURLIBE Meution des concessions antérieurement faites par le St-Siège à la Maison de Savoir. — Motifs de cette nouvelle concession et conditions mises à la charge du Roi.		
BREF .		Ш	-257
	par lequel S. S. Clément XIII applique aux pays cédés au Roi de Sar-		
	daigne par les Traités de Vienne et d'Aix-la-Chapelle les 82 9, 10, 11,		
	42 et 13 de l'Instruction aux Évéques sur l'exécution du Concordat (en latin).		•
	SOUNTIEL Mention des actes qui ont eu lieu précédemment. — Extension donnée à l'Instruction.		
LETTRE	Rome, 28 janvier 1770	Ш	265
	de S. S. Climent XIV à S. H. le Roi de Sardaigne en lui donnant communication de la nouvelle Instruction aux Éréques (en italien),		
	SOMMARIA. Mention des démarches faites par la Cour de Sardaigne auprès du		
	St-Siège. — Envoi de la nouvelle Instruction aux Évêques.		
REPONS		ш	267
	de S. M. au Sourerain Pontife (en italien).		
	SOUNTIEL Compliments et hommages.		
INSTRUC		Ш	268
	de S. S. Clément XIV aux Évêques du Piémout contenant l'interprétation		
	de relle du Pape Benoît XIV (en italien).		
	SONNAIRE. Cette Instruction regarde l'immunité locale Art. 1 à 3. Abus		
	da droit d'asyle et moyens d'y remédier 4 et 5. Criminels exclus de la		
	jouissance de ce droit 6 et 7. Formes à suivre pour la remise à l'autorité		
	séculière des malfaiteurs exclus de l'asyle.		
BREF	Rome, 22 septembre 1771	Ш	275
	par lequel S. S. Clément XIV applique aux pays cédés à S. M. le Roi		
	de Sardaique par les Traités de Vienne et d'Aix-la-Chapelle le § 1º de		
	l'Instruction aux Évéques sur l'exécution du Concordat (en latin),		
	SOUBLEL Extension donnée au S 1 de l'Instruction relatif à la députation		
	à faire par l'Évêque d'un autre Vicaire Général dans la partie démembrée du		
	Diocise.		
ÉCHANG		v	260
Lone	des Binifices situés en France et dépendant de l'Abbave de St-Michel de la		
	Cluse, contre le Décanat et Archipresbitérat et touter les dépendances en		
	Sucaie de l'Écéché de Grenoble (en français), V. France.		
		17	270
ACTE D	ACCESSION Paris, 8 décembre 4773	٧	2/0
	de S. M. le Roi de Sardaigne, de S. M. le Roi de France, du Chapitre		
	de St-Michel de la Cluse et du Chapitre de l' Église Episcopale de Gre-		
	noble, à la Concention de Versailles du 1 fécrier 1773 (en français).		
	V. FRANCE.		
BULLE	Rome, 8 juitlet 1775	v	281
June	par laquelle S. S. Pie VI approuse la Convention du 1 février et l'Acte		
	but ashere of or an are obtained as a beauty or a tree.		

du 8 décembre 1775, entre l'Abbaye de St-Michel de la Cluse et l'Évéché de Grenoble, autorisés par LL. MM. les Rois de Sardaigne et de France (en latin).

SOMMAIRS. Mention très-détaillée du contenu des Actes précités — Leur approbation dans les formes d'usage,

les Églises (en latin).

BREF

SMEMILE Concession du St-Père et order de sa part, à l'Économe Géérale de livrer lesdier revenus pendant la vacance du Résifice et après l'exquitement des charges du Monastère et de l'Abbaye de St-Pátenne. Dreit de nommer des charges du Monastère, coffer à l'Économe. — Dreit de nommer de deux Benéfacts, dépendants du Monastère, confère à l'Économe. — Onnession à l'Érvique de Verceil de l'exercice de la juridiction sur les terres appartenant au mêtue Monastère, confère de l'exercice de la juridiction sur les terres appartenant au mêtue Monastère.

BREF
par lequel S. S. Fe VI supprime to Conven des Chanitate repidiers de
St-Augustin de Noare et accorde à S. M. le Roi de Strabigne la diposition de lurus biens, para pourvoir à la diffense des cibes de l'Ile
de Sardaigne et de la Mer Méditerranée, coutre les Turcs et les Meures
(en latin).

SOUMAIRS. Concession des biens susdts, à la charge par S. M. d'assigner une pension aux Religieux sécularisés et transférés dans l'Ordre militaire de

Médiferrance (en latin).

SOUMAIRE. Suppression prononcée, à la charge par S. M. d'assigner une pension aux Religieux sécularisés, et de satisfaire aux obligations des fondations pieuses existant dans les Couvens susmentionnés.

Vienne, 9 avril 1782 III 505
par lequel S. S. Per VI interprite le § 15 de l'Intervien aux Éviques et applique le § 9 à coux qui délivreul les criminels par violence (en latin).
Mexicos per actername des § 31 à 9 r Petalis sux criminale sectos du droit d'apie et an jugement de l'Évêque sur l'admission on l'exclusion de la jugiment des l'Évêque sur l'admission on l'exclusion de la jugiment de l'entre évite. Classe déclarative ex ettembre de sem de ces § 5.

750	•		
BREF	par lequel S. S. Pie VI accorde à S. M. le Roi de Sardaigne le droit de	Ш	523
	nommer aux Évéchés de Casal, Acqui et Alexandrie (en latin).  SONNAIRE Mention de l'Induit de Nicolas V et des concessions des autres Papes en faveur de la Maison de Savoie.—Concession du droit de nommer aux		
	Évêchés susmentionnés.		
BREF	Rome, 13 mars 4794 par lequel S. S. Fie VI autorise S. M. le Roi de Sardaigne à hypothéquer les biens ecclésiastiques de ses États pour pourvoir aux dépenses de la guerre (en italien).	Ÿ	346
	SOMMAIRS, Concession d'hypothéquer les biens des Abbayes et des autres Bé- néfices Regiae nominationis		
BREF		v	348
	de biene ecclesiastiques de ses États, jusqu' à la concurrence de 6 millions de minca, pour faire face aux dépenses de la guerre (en latin). BOMBURE Concession de la part da St-Père, sons certaines clauses et re- strictions relatives au mode de l'alécation, au choix des biens à vendre, à l'achat de rentes et la le restitution du produit des alécations.		
BREF	par leguel S. S. Pie VI accorde à S. M. le Roie & Serdigue l'allieut 1707 par leguel S. S. Pie VI accorde à S. M. le Roie & Serdigue l'allieutation de bieux ecclérisatiques vouvnes, jusqu'à la concurrence de 6 millions, et l'Appoliteupe de tous les bieux ecclésisatiques de ses l'alas, pour pourroir aux déprance de la guerre (en latin). MMEMIE. Concession, de la part du Sc-Pere, sons certaines clauses relatives l'emplé du produit des àlications.	v	353
BREF	Bonne, 4 décembre 4707- par lequid S. S. Pie VI ordense une suboration de 5 millions ture leb- naféres exclénistiques en Pérmont en feveur de S. M. le Boi de Sardaigne (en latin).  SMEMIES. Concession, de la part du St-Pere, avec des clauses pour la répar- tition du mibidie entre les Rédices courbinans.	V	360
BREF	per luquel S. S. Pie VI supprime en Primont les chanomes répuliers de Lateran, le clerce réquières de la Comprégation des ministres des molades, cinisi que les Concents dus Prèce de la Réchamption des sectiones, et en ap- plique les biens aux finances de S. M. le Bois de Sardique (en latin). 598/BIRE. Suppression des religieux sundits, à la charge par le Roi de leur saigner une peutier.		366
DRCC	* Dome 6 dicembre 1916	IV	91

par lequel S. S. Pie VII accorde à S. M. le Roi de Sardaigne les fruits des biens ecclésiastiques du Piémont, pour pourvoir aux besoins des person-

nes ecclésiastiques (en latin).

754 SOMMAIRE. Objet et clauses de la concession. — Ou pourra secourir les ecclésiastiques qui se trouvent dans le besoin avec les revenus des Bénéfices vacans, après cependant avoir satisfait aux charges des fondations pieuses et pourru aux dépenses de l'élection des Évêques, de Jeur voyage à Rome et de Jeur premier établissement dans leurs sièges. LETTRE . . . . . . . . . . . . . . Gênes, 8 mai 4813 IV par laquelle S. S. Pie VII accorde à S. M. le Roi de Sardaigne l'aliénation des biens ecclésiastiques pour faire face aux dépenses de la querre contre la France (eu latin). SOWNAIRE. Cette permission est limitée à la somme de 10 millions de livres de Piémont, Conditions de la concession. BREF . . . . . . . . . . . . . . . Rome, 41 aoùi 4845 IV 169 par lequel S. S. Pie VII accorde à S. M. le Roi de Sardaigne l'aliénation de biens ecclésiastiques pour faire face aux dépenses de la guerre contre la France (en latin). SOMMAIRE Concession, par forme de Bref, de la même somme de 10 millions mentionnée dans le rescrit de S. S. du 8 mai. - Conditions de la concession. . . . . . . . . . . . . . . . Rome, 17 juin 1816 IV 285 par lequel S. S. Pie VII permet qu'on se serve des resenus des Abbayes de Staffarda et Casanova pour former le douaire de S. M. la Reine Marie Thérèse (en latin). SOUNTEE. Adhésion du St-Père aux conditions proposées par le Roi. BREF . . . . . . . . . . . . . . . . . . Rome, 20 décembre 1816 IV 290 par lequel S. S. Pie VII déclare irrévocables les aliénations des biens ecclésiastiques faites en Piémont et dans le Duché de Génes sous le Gouvernement Français (en latin). SOMMAIRE. Mention du Concordat de 1801, pour les biens situés en Savoie et dans le Comté de Nice. -- Extension de ses dispositions aux aliénations de ceux situés en Piémont et dans l'État de Gênes. . . . . . . . . . . . . . . . Rome, 17 juillet 1817 IV 334 BULLE par laquelle S. S. Pie VII approuve la circonscription des Diocèses des États de S. M. le Roi de Sardaigne, avec érection d'Archevéchés, et d'Évéchés (en latin). SOMMAIRS. Dénombrement des Chapitres, Paroisses etc. composant chaque Diocèse, et arraugements relatifs à leurs revenus, dotations, et charges. CONVENTION POUR L'ABOLITION DU DROIT D' AUBAINE . . Rome, 20 juillet 1818 IV 432 entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. S. Pie VII (en italien) SAWWAIRE. Art. 1 et 2. Faculté réciproquement accordée de succéder et d'acquérir toute sorte de biens et de droits, par actes entre vifs ou de dernière volonté, revêtus de formes légales. . . . . . . . . . . . . . . Rome, 44 juillet 1849 IV 455

par lequel S. S. Pie VII accorde à S. M. le Roi de Sardaigne le droit de nomination aux Évêchés et autres Bénéfices situés dans le Duché de Gê-

BREE

BREE

nes (en latin).

SONNAIRE. Mention des concessions précédentes. — Leur extension aux Bénéfices du Duché de Gènes accordée à Sa Majesté.

LETTER CONCLAIM.

aux Éclques des États de terreferase de S. M. le Bui de Sardiagne, contennant les règles à observer pour l'examen de Ecclésistiques comme témoirs
dans les productairle de romainel down les tréhonaux évelients (in lables).

MREMILE. Art. 1 et Z. Autorisation de l'Étrèque à demander par le témoir
part dans le cas de témoiragne de la part d'Archevique so de l'acceptance par le temoir
part dans le cas de témoiragne de la part d'Archeviques de d'Étreferance.

BREF Par lequel S. S. Léon XII étend au Duché de Génes les dispositions émanées du ScSiéne, touchant l'immunité ecclésiantique dans les autres États

de S. M. le Boi de Sardaigne (en latin).

SONNAIRE. Préambule mentionnaut toutes les concessions et les stipulations an-

térieures. — Leur extension et application au Duché de Génes.

Annexes

 Instruction de S. S. Benoît XIV aux Évêques du Piémont etc. Les paragraphes 9, 10, 11, 12, 43. — V. vol. II, pag. 537;
 Instruction de S. S. Clément XIV contenant l'interprétation de celle du

Pape Benoît XIV. — V. vol. III, pag. 268.

 Bref par fequel S. S. Pie VI accurde l'extraction des déserteurs réfugiés dans les Ezlises. — V. vol. III. pag. 285.

4º. Reré daté de Rome 11 décombre 1779, par lequel S. S. Pie VI accorde l'extraction de militaire réfugiés dans le séglése, longuil'8 sont déserteurs et coupables en même temps d'autres crimes. —V. vol. IV, pag. 395. 5°. Beré, par lequel S. S. Pie VI interprété le S 13 de l'Instruction aux répeuse et applique le S 9 l'act qua qu'alférier les criminés par violeuce.

V. vul. III, pag. 303.
6º. Un Bref daté de Rome 15 septembre 1786, par lequel S. S. Pie Vi permet que les militaires coupables extraits des églisea soieut punia suivant les lois, excepté la peine de mort.

BREF
Rome, 14 mai 1828 V 374
par lequel S. S. Léon XII approuve définitiement l'accommodement arrêté
acce S. M. le Roi de Sardainne, sur les réclamations des cores ecdévisati-

ques du Pirmont encers le finances royales (en latin).

SOTULIL Préambole Demades précédements faires par S. N et accodes par le S-Pére. Négotisto pour na arangement définité trachant la restitution des hêms cordoiantéques retenus par les finances royales — hiporbation, de la part de S. S, des tubbaces précentés de companibil dons certaines conditions relatives au measure et à la répartition à faire des reutes sur l'État. — Doutinné des privieux. — Disposition es favers de pas parves d'estréfices. — Doutinné des privieux. — Disposition es favers de pas parves d'estréfices, mairons religieuxes. — Valdation, de la part des S-Pere, des sets administratific commonnées parties et mairons religieuxes. — Valdation, de la part de S-Pere, des sets administratific commonnées parties et mairon de la passion de hiera escélassiques par les finances royides.

couvens.		
LETTRE . Rome, 24 août 4836 de S. S. Grégoire XVI à S. M. le Roi de Sardaigne, par laquelle le St-Père transmet à S. M. l'Instruction aux Évêques sur les règles à observer pour les registres des paroisses (en italien).	V	95
50NEARI. Transmission de l'Instruction et complimens de S. S. au Roi. RÉPONSE DE S. M. A LA LETTRE PRÉCÉDENTE Turin, 29 octobre 4836 50NEARIE. Remercimens et hommages de S. M. su Pape.	v	96
INSTRUCTION	V	98
hisser écouler à l'aveair entre la mort et l'esterrement.  ACTE à s'asséssax	VI	212
CONVENTION. Rome, 27 mars 484° after de Sandaigus aur 7 immunité ecclisiantique personnelle (cn. Italicu).  8888148. Présimable.—Au 1 0.2 "Arridéction l'égard des roires, dévie 8888148. Présimable.—Au 1 0.2 "Arridéction l'égard des roires, dévie 1 0.2 « arridéction l'égard des roires présimés de la fait des roires points à celle due travaux forcés. — 5 o et 7. Liens de réchoion, détension , et arrestation des coèl-aissifues, — 8. Réserve pour les privilèges déficient et conditions pour en onir.	VI	216
DECLARTION EXPLICATIVE.  Turifi, 30 noût (83):  Rei de Turific VIII de la Concretion conclus le 27 mars 1851 entre S. M. le  Rei de Surdaique et le Sainel-Sidge, sur l'immuniéé ecclerisatique person- nelle (en italien).  SMEMIME La désiraction énoncée à l'art. 1 est declarée inapplicable à l'art. 7 de le Concretion préciden.	VI	227
CONVENTION POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS . { Turin, 40 mers 1842	VI	245

SOTELIAL Surl quelque très-légère modification dana la teneur et l'ordre des articles, cette Convention est identique pour la substance avec celle conclue pour le même objet avec le Duc de Lucques le 16 mars 1838. V. Lucques.

entre S. M. le Roi de Sardaujne et le Saint-Stepe pour la réciprocité de traitement de leur Pacillon respectif (en italien).

SOUNAIRE Préambale. Art. 1 et 3. Traitement réciproque des bâtiments aux le

spind des instronaux. — 2. Marques de leur astionalité. — 4. Déchargonent dans les ports. 5.—Naufrages. — Secours.—Restitution des effets saurés.—6. Traitement des invières en cas de relibée forcée. — 7. Participation réciproque aux faveurs que chacune des PP. CC. pourroit accorder à l'avenir su commerce d'autres nations. — 8. Durée de la Convention. — 9. Ratifications.

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION . . . . . Rome, 3 juillet 1847 VII 237

entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. S. le Pape Pie IX (en italien). 50MNAIRE. Préambule. - Art. 1. Liberté réciproque de commerce et de navigation. - Traitement des sujets respectifs. - 2. Assimilation an Pavillon national pour l'importation de tonte espèce de produits dans les deux pays. - 3. Assimilation au Pavillon national pour les droits de navigation et de port. - 4. Navigation directe on indirecte. - S. Assimilation au Pavillon national pour l'exportation. - 6. Traitement des produits naturels ou de l'induatrie des deux pays. - 7. Exclusion du cabotage. - 8. Abolition de la part de la Sardaigne en faveur des États pontificaux des droit différentiels. - Diminntion de droit de la part du St-Siège en faveur du Pavillon Sarde sur plusieurs articles. - Exception des primes pont l'enconragement de la construction des navires. - 9. Nationalité des navires, et leurs papiers de bord. - 10. Naufrages. - Assistance à prêter, - Conservation des obiets recouvrés - Intervention des Conants - Comnétence des tribunaux. - 11. Participation réciproque gratuite on conditionnelle aux favours spéciales qu' on accorderait à l'avenir à un pays tiers.-12. Traitement des bâtiments en relâche non suivie d'opérations de commerce.-13. Relâche forcée. - Placement des navires. - 14. Droit de nommer des Consuls. - 15. Exequatur. -16. Attributions et immunités des Consuls. - 17. Consuls commercants. - 48. Consuls sujets du Paya où ils sont accrédités. - Immunité des archives. - 19. Distinctions accordées aux Conauls par le gouvernement on i les a nommés. - 20. Déserteurs des bâtiments de guerre ou marchands. - 21. Intervention des Consuls dans le sauvetage, - 22. Faculté des Consuls pour les arbitrages. - Droit des sujets d'un pays de recourir aux tribonaux de celui où ils résident. - 23. Admission de la Principanté de Monaco anx clauses du Traité à charge de réciprocité. - 26 et 25. Durée du Traité et ratifications.

SONUMBE. Préambule. — Art. 1. Adoption du principe d'union donanière. — 2. Esprit libéral du tarif à concerter. — 3. Réserve de fixer le temps et le lieu de la reunion dea commissaires, si tôt qu'en connaîtra les intentiona dea Sonverains de Naplea et de Modène.

# RUSSIE.

entre la France d'une part, et l'Autriche, la Russie, la Grande Bretagne		
et la Prusse (Puissances allides) de l'autre (en français). V. France. ACTES de héxinox du Duhd de Génes au Piémont . Vienne, décembre 4814 V. Gènes.	íV	25
ACTE D'ADMISSION	IV	34
RÉGLEMENT SUR LE RANG DES DIPLOMATES DU CONGRÉS DE VIENNE. Vienne, 49 mars 1815 V. Autriche.	IV	36
TRAITÉ D'ALLIANCE. Vienne, 25 mars 1815 entre la Grande Bretagne, l'Autriche, la Russie et la Prusse contre Napoldon Bonaparte (en français) V. ANGETERRE.	IV	39
ACTES SUR LES CESSIONS PAITES AU CANTON DE GENÈVE Vienne, mars 1845 V. Surser.	ıv	45
TRAITÉ » CESSION . Vienne, 9 avril 1815 entre S. M. le Roi de Sardaigne et LL. MM. le Roi de la Grande Bretagne, l'Empereur d'Autriche, l'Empereur de Russie et le Roi de Pruse, pour l'admission de S. M. Sarde au Traité d'allience du 25 mars 1815 (en français) V. Actrale.	IV	54
TRAITÉ D'ACOMMODENENT Vienne, 20 mai 4815 entre S. M. le Roi de Sardaigne, l'Autriche, l'Angleterre, la Russio, la Prusse et la France, ovec un Article additionnel et séparé avec l'Autriche (en français) V. AUTRACIE.	IV	63 .
ACTE FINAL DU ONGARS DE . Vienne, 9 juin 4815 entre la France et les Puissances alliées, savoir : Autriche, Espagne, An- gleterre, Portugal, Prusse, Russie, Suède et Noruc'ège (en français) V. France.	4V	76
TRAITE DE LA SANTE ALLISTEZ.  entre Li, M.M. F. Engereur de Bussin, F. Engereur d' Autriche et le Roi de Pusse, nove l'accession de S. M. le Roi de Sardajone (en français).  JONEMER, Declariston des principes de fravenite et d' autochement matgel et chrétien régissus les rapports présens et à venir des Puissances allières.  ACT. D' ACCESSION de S. M. le Roi de Sprindigne.		174
TRAITÉ DÉTENTIF		

V. FRANCE.

756		
CONVENTION Paris, 20 novembre 1815	īV	187
conclue en conformité de l'art. V du Traité définitif du même jour et re-		
lative à l'occupation d'une ligne militaire en France par une armée alliée		
(en français) V. France.		
CONVENTION Paris, 20 novembre 1845	IV	195
conclue en conformité de l'art. IX du Traité définitif du même jour et		
relative aux réclamations procesant du fait de la non exécution des art,		
XIX et suiv. du Traité du 30 mai 1814 (en français) V. France.		
PROTOCOLE Paris, 20 novembre 1815	IV	217
pour la répartition des 700 millions dus par la France aux Puissances alliées		
(en français) V. France.		
PROTOCOLE Paris, 20 novembre 1815	IV	226
pour régler les dispositions relatives aux territoires et places cédés par la		
France, aux arrangemens territoriaux qu'il reste à faire en Allemagne,		
et au système défensif de la Confédération Germanique, paraphé à Paris le	1.5	
3 et signé le 20 novembre 1815 (en français) V. France.		
ACCESSION A' L'ACTE FINAL DU CONORÈS DE VIENNE, S.1-Petersbourg, 22 nov. 4846	4V	287
faite par S. M. le Roi de Sardaigne (en français).		
SOUMAIRE. Accession formelle de la part du Roi.		
ACTE D'ACCEPTATION DE L'ACCESSION DE S. M. LE ROI DE SARDAIGNE À L'ACTE FINAL DU		
CONGRÉS DE VIENNE	IV	298
V. FRANCE.		
TRAITÉ Paris, 10 juin 1847	IV	312
entre les Cours d'Autriche, d'Espagne, de France, de la Grande Bretagne,		
de Prusse et de Russie, par lequel, eu exécution de l'art. 99 de l'Acte du		
Congrès, on a déterminé la réversion des Duchés de Parme, Plaisance, et		
Guastalle (en français). V. Autriche.		
ACTE D'ACCESSION DE S. M. LE ROI DE SARDAIGNE AU TRAITÉ DÉFINITIF DE PARIS DU		
20 NOVEMBRE 1845	IV	367
V. AUTRICHE,		
ACTE D'ACCEPTATION DE LA PART DES PUISSANCES SIGNATAIRES, DE L'ACCESSION DE S. M.		
LE BOI DE SARDAIGNE AU SUSDIT TRAITÉ 4847 et 4848	IV	369
V. Autriche.		
CONVENTION Paris, 23 avril 4848	IV	407
entre les Cours d'Autriche, de la Grande Bretagne, de Prusse et de Rus-		
sie d'une part, et de la France de l'autre, portant transaction sur les ré-		
clamations particulières à la charge de la France (en français). V. France.		
	11	428
de S. M. le Roi de Sardaigne à la Convention signée entre les Paissances		
alliées et la France, pour régler définitivement la liquidation des réclama-		
tions particulières à la charge de la France (en français). V. France.		
ACTE D'ACCEPTATION DES PUISSANCES ALLIÉES DE L'ACCESSION CI-DESSUS 1818	IV	430

Aix-In-Chapelle, 9 octobre 1818 IV 434

effire S. M. le Roi de France d'une part, et chacune des quatre Cours d'Astriche, de la Grunde Bretagne, de Prusse et de Bussie de l'autre, pour déterminer la cessation de l'occupation militaire de la France (en français). V. FALVOR.		
PROTOCOLE	IV	438
ACTE D'ACCESSION.  1819 de S. M. le Roi de Sardaigne à la Concention conclue à Air-la-Chapelle le 9 octobre 1818 (en français). V. Angleterer.	IV	439
RECEZ cárázat de la Commission territoriale rassemblée à Francfort. Francfort, 20 juillet 1819. V. Altherse.	IV	464
ACTE D'ACCEPTATION . S. L'PÉTENDOUTE, 17 octobre 1819 de S. M. l'Empereur de Bussie de l'accession de S. M. le Boi de Sardaigne d la Conceution d'Aux-la-Chapelle du 9 octobre 1818, pour l'éracuation de la France (en français). SWEUML Acceptation pare et simple.	IV	492
ACTE d'ACLESSAON . 1820 et 1821 de S. M. le Roi de Sardaigne au Recez général de la Commission territo- riale rassemblée à Francfort (en français). V. France.	IV	499
CONVENTION Novare, 24 juillet 1821 entre S. M. le Roi de Sardaigne, S. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de Russie, pour l'occupation d'une ligne militaire dans les États de S. M. le Roi de Sardaigne (en français), V. Auvascue.		
CONVENTION	IV	526

objet le à avil et 22 mars 1825. — 2. Euppement de S. N. I. de se pas stabilir le dentif d'arbaine su prépidice des sujets series. — 3. Engapement de Rid de se pas l'exerce casera les sujets Rause. — 6. Béserc. TRAITÉ se conventence et se savous restre sus entre de l'arie, 12 décembre 1845. VII 185. et en l'arie, 25 de l'arie, 25 de l'arie, 26 de l'arie, 26 de l'arie, 26 de l'arie, 26 de l'arie, 27 de

SONNAIRE. Art. 1. Confirmation des Déclarations échangées pour le même

de Prusse et l'Empereur de Russie, pour faire ceuer l'occupation temporaire d'une lique mélitaire dans les Étate de S. M. Sarde (en français). V. Acravett.

CONVENTION roen l'Anoterno pes montre d'annance, Turin, 12 juillet et 30 juin 1831 VI 222 entre S. M. le Roi de Sardaigne, et S. M. l'Empereur de toutes le Russie

(en français).

SOUMURE. Préambule. — Art. 1. Liberté et réciprocité de commerce et de navigation. Droit de séjourner et de résider librement dans les deux Pays. — 2. Nationalité du bătioneux Papiers de hord. — 3. Droits de port « de aurigation. — A Importationa. — 5. Provances indirectes. — 6. Expressions et réexportationa. — 1. Engagement de ne pas imposer les produits du sel « de l'indirecté des duraits des deux Pays de draits plus forts que les articles indistres de tout aux parties de l'autre Pays écrager, seit à l'importation, suit à l'exportation. — 6. Exclusion de ciphona graticie on conditionalité aux ferreus accordes à l'avenir à d'aures nations. — 11. Traitement des navires dans le cas de reliches non suivies d'épérations de commerce. — 12. Protection et aussistence en ces de susfires, con d'écolomnagement. Conservation et restitution des reflets et marchanides. — 13. Réches fortec. — 14. Protection de auvires. — 15 et 16. Consuits. — 17. Discreturs des bâtioneux de pouvres de survires. — 15 et 16. Consuits. — 17. Discreturs de shâtioneux de pouvres de survires. — 15 et 16. Consuits. — 17. Discreturs de reliche device. — 18. Protection de nuivires. — 18. Admissible à titre d'aux de l'aux 
4" ARTICLE SÉPARÉ
Réserve de la part de la Russie pour les faveurs commerciales qu'elle accorde
à la Suède et à la Norrège.

2me ARTICLE SÉPARÉ

Réserve de la part de la Russie pour les vaisseaux constroits dans l'Empire et appartenant aox Rosses, — pour les bâtimens Turcs de petite portée, — pour l'industrie de la pêche, et des fourrures dans le Gouvernement d'Arkangel, ainsi que pour l'exportation en franchise de certains obiets, — pour le privi-

lége de la Compagnie Rosse Américaine, — pour celui des Compagnies de Lubeck et de Hivre, pour la navigation à vapeur et pour les immunités accordées à divierses Compagnies Anglaises dites Yachtelubs. 3<sup>es</sup> Anticas sézané:

Renonciation de la part de la Russie en faveur de la Sardaigne de la surtate de 50 p. 0/0 sur les marchandises, et d'un rouble d'argent par last sur le tonnage. — Renonciation de la part de la Sardaigne en faveur de la Russie à tous les droits différentiels. — Ratifications.

### SAINT GALL (V. Suisse).

### SAVOIE.

RAITE DE PAIX 4h novembre 4646 | 4h novembre 464

SOUMAIRE. Préambule. Objet du Traité. Art. 1. Rétablissement du Duc de Némours dans la pleine possession de ses biens et droits. — 2. Levée des saisses et main-mises. — 3. Apanagea — 5. Concession en sa favenr d'une 194

194

		7	59	
	garaison. — 5. Prétentiou du Duc de Némours sur les revenus des États de son apasage, remise à un jugement arbitral. — 6. Payennent en sa faveur d'une somme de 45,000 ductas. — 7. Appei demandé au Duc de Guite, au Maréchai de Lesdiguières, à M. d'Alincourt et au Roi de France pour l'accomplissement de ces acconds. — 8. Promesse de ratification.			
TRAITÉ	DE TRÊNE  TUTIN, 15 août 1639 entre la Duchesse Régente de Savoie et la Couronne de France d'une part, les Princes de Savoie et la Couronne d'Espagne de l'autre (en italien).  V. FRANCE.	1	466	
PROPOSI	TIONS . Turin, 2 décembre 1640 faites par le Roi de France au Prince Thomas de Savoie pour son accom- modement avec la Duchesse Réagute (en français). V. France.	1	471	
,	raire le Roi de France et les Princes Mourice et Tomas de Saviei pour l'accommodement de leurs différends avec Madane Royale, Duchesse Répeate de Saviei (en français).  160 NULLE Prémishe. — Protestition d'ambité de la part du Rei evers la Maison de Savieie. — Art. 1, 2 et 6, Promesse de protegir les Frinces et de maissenir Fordre de la succession macraline dans leur Nision. — 3. Ratification des anciennes Dellarations relativa à la restitation actier de ses Estats au Duc. — 6. Engagement des Princes d'embrancer les inaéries du Roi. — 5. Approchation de Traité caude cette va Nodame et les Princes. — pt et R. Peus-sion du Prince Comman. — et R. Peus-sion du Prince Comman. — et R. Peus-sion du Prince Tomas. — et 10. August peut articles 11, 2 et 2 de de même terme que les articles 9, 40 et 11 du Traité du Terin du 2 décembre 1640. — 14.		478	
TRAITÉ	Di ΔCORMONGUEST TUTIN, NICE, Isrefe 18 juin 16132 cutter Medium Royale Christianus de France, Ducheus Righta de Sarvie, et les Princes Maurice et Thomas de Sarvie (en tallecu).  SMRBILL Princes Maurice et Thomas de Sarvie (en tallecu).  SMRBILL Princes Maurice et Thomas de Sarvie (en tallecu).  SMRBILL Princes La Constal d'Ent de Mallimencent de la bosse unión — 2. Madame reconsus Tatrice et Rigenta. — 2 et 4. Lécuteances générales accendes ant Princes. — 6. Conseil d'Ent de Mallime. — 6 et 7. Farme et signature de certain actes. — 8 et 9. Servie de fidélité des Princes et des personnes obligées à le priere. — 6. Ories des Gallet de Princes et des personnes obligées à le priere. — 16. Ories des Gallet de Princes et des personnes obligées à le priere. — 16. Ories de l'Ammeriche, et de SN-Marice. — 12 et 17. Sort des aronices servieures. — 13. Proit de grâce. — 16. Gardes de S. A. R. — 15. et 16. Ammèriche, Restitution des biens aux anciens possessers. — 88. Promeses de Americale des Tortes.		484	
	Aurer va company cour le Siefuicione Cardinal Maurice de Savois		400	

- Leur contenu se rapporte à la nature, étendue, prérogatives et exercice des fonctions de Lieutenant Général de S. A. R. dans le comté de Nice. -Parmi les annexes on remarque denx écrits signés par le Cardinal, concernant son mariage, ainsi que les formalités convenues pour le conclure et l'effectuer. ARTICLES convenus pour le Sérénissime Prince Thomas . - . . .

- Même remarque que pour le contenu des articles ci-dessus Le Prince Lieutenant Général dans les villes et provinces d'Ivrée, de Bielle, du Canavesan,	
et de la province de Verceil an delà de l'Orco.	
Parmi les annexes.  — Demande des arrérages des revenus de l'apanage du Prince Thomas.  —	54
Arrangement provisoire.	
ARTICLES communs aux Princes Sérénissimes — Ils concernent les actes d'autorité souveraine, judiciaire et administrative exercés pendant la discorde. — Lenr validité est en général reconnue, et leurs	52
effets maintenus.	
EDIT de la Régente portant publication de l'accommodement	53
définitifs à l'égard des biens de la Couronne, apanages, revenus etc. des	
Princes, et investiture de fiefs de leur part.	

### SAXE (Royale).

CONVENTION FOUR L'ABOUTTION DES DROITS D'AUBLINE . Drende, 5 décembre 4825 IV 560 entre S. M. le Roi de Sartaigne et S. M. le Roi de Sarta, (en français), 50 MBAIRL Liberté de succéder d'acquérir et d'exporter, sant les prélèvemens dus sur les héritages et affectant les sujets du pays antant que les étrangers.

### SAXE-WEIMAR.

DÉCLARATION FOUR L'ABOLITION DU BROIT D'AUBLINE REC. Turin, 22 janvier 1839 VI 76 échangée entre le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne et celui de S. A. R. le Grand-Due de Sarze-Vérmer (on français), MONTAILL Comme celle échangée pour le même objet avec le Hanovre le 21 ectoire 1837. V. Ilsovore 1837. V. I

## SOLEURE (V. Suisse).

# SUÈDE ET NORWÈGE.

764

151

decir Zazis fair e peci del amediari. — 2 importationi e un can dana staire.

Drofts et classes y reliabit. — Exportationi e un Application des articles précédens aux ports et aux pressances de la colonie de St-Barthéleny. — 3.

Défines récipeupe d'accouder des préferences dans l'activit d'adojus l'églement importés. — 6. Evempion de droits es cas de reliable forcés. — Conditions pour res joirt. — 7. Documente constattant le charge et la malicanilé des bidimens. — Réserve des PP. OC. à cet égard. — 8. Durde da Traisi. — 9. Ratifications.

differentiels sur certaines denrées importées dans ses États, non obstant les articles 1. et 2 du Traité.

CONVENTION POUR L'ABOLITION DU DROIT B'AUBAINÉ ETC. Florence, 20 septembro 1842 VI 285 entre S. M. le Boi de Sardaigne et S. M. le Boi de Suéde et de Norwège (en français).

SOUNTIEL Art. f. Abolition des droits d'ambaine, détraction, et autres semblables.

— 2. Liberté d'acquérir et de transmettre toute sorte de biena situés dans les deux États.

— 3. Droits sur leur exportation.

— 5. Raifications.

ECHANGE DE LETTRES. Stockholm, 30 juillet 4830 VII 30 relatives à l'abolition des droits différentiels, outre la Sardaigne et les

Royaumes Unis de Suède et de Norwège (en français). 50 MILUR. Lettre du Ministre Sarde.

Notification de la loi du 6 juillet 1830. — Cessation de la réserve de l'Article séparé du Traité du 28 novembre 1839.

Lettre du Ministre Suédoix, Assurance de la cessation de la réserve éventuelle susmentionnée.

(en français).

MRRILL Présnabele. — Art. 1. Extention à quelques produits de la Sachée et de la Norrège des réductions accordées sur les mêmes produits à l'Augletere — 2. Développement de l'arrich précédent. — 3. Asimiliation en faveur de la Sachéaigne de tous les produits de seu de et des noi leutre sur fortens accordées surs produits similières des pays les plus favoriés. — 3. Développement de l'arrich précédent. — 5. Escapendes de l'avec de la Sarbiagne des sourtes qui porrietes surs de l'arrich précédent. — 5. Escapendes de l'avec de la Sarbiagne des sourtes qui porrietes surs de l'arrich précédent. — 5. Escapendes de la surs de la Sarbiagne de la surs de

daigne d'accorder aux Royaumes Unis le traitement de la nation la plus favo-

O.

risée si l'importation du sel en Soède et en Norwêge venait à être rédulte du 30 pour cent. — 8. Durée de la Convention. —Cas de cessation. —9. Batifications. Note annexée arec indication des réductions de droits accordées aux

Royaumes Unis.

#### SUISSE.

TRAITÉ D' ALLIANCE. Lucerne, 44 novembre 4560 I entre le Duc Emmanuel Philibert de Savoie et les Cautous des Anciennes Linese des Hautes Allemounes (en français).

1981MLR. Friembole.— Austienes confederation de 1917. — Promesses referepouges de home minité. — Transit et commerce entre les deux Estra. — Engagemens de veiller à la sieteté mutuelle:—De ne pas anguneire floatègne pour cause de poligies, susificaciónis ext. — De ne austriamp terrante à la jarificition confinaire des tribusant des deux pays. — Mode d'arbitrage contens d'assure pour vième à la practic de different possible ceret les PP. C.C. — de s'assure pour vième à l'avent pour de l'arbitrage contens d'assure pour vième à l'avent pay de l'arbitrage contens d'assure pour vième à l'arbitrage contens de l'arbitrage contens de l'arbitrage de l'au de Étais violant d'établir dans l'autr. — Serment des PP. C.G. — de l'arbitrage de l'ar

SMIBULE Exped de modi de Traid.—Conformiso de moicease sillance, estrí antes de reid e 1522. Novembes significas relativas a commerce es aux reports estre les nigles des deux fizate.—Passage des trauges de l'au sur le territaire de Teatre.—Qualité et quatid des scours résprenças pour la garde et défense de pays.—Mode à noire dans la demande de ca secours.—E un cas de différent deux les les PC. Cet etter les majors reportius.—E apparents du Dec de pays une sonase assaulte de 700 fories d'ex.—E apparents du Dec de pays une sonase assaulte de 700 fories d'ex.—E apparents de Dec de pays une sonase assaulte de 700 fories d'ex.—E apparents de Dec de pays une sonase assaulte de 700 fories d'ex.—E apparents de Dec de pays une sonase assaulte de 700 fories d'ex.—Encistation en si favers de sa pays comprès par les Vallanas, nez tous les titres et decumens y relatif.—Amaitine et peutection en favers des habitats des l'ext redux.—Nationale des jusquesses et des autres sites resdus et passés un son des Antroités Vallénases poudant l'occupation.—Resouchines du Dec à ser présentaises une les lieux sincia un dels du pour de Scriingelyh.

TRAITÉ D'ALLIANCE Berne, 5 mai 4570 1 85 entre S. A. le Duc Emmanuel Philibert de Savoie et la ville de Berne (en français).

SMRSIME. Expost des motifs — Mention des Traités précident de 1498 et 1590, — Art. 1 à R. Bat de l'Allance. — à à 10. Qualist, quotifs, conditions de la protation des secours réciproques dans le ca. d'aggression d'anagère. — 11. Récret pour le cas de gaerre et de troubles pour cause de région. — 27 et 13. Réferties sun g'articlions louise. — Changement de douisille te pausge des sujets d'un fait dans l'autre. — 14. Recidement défends des rébelles et canneirs. — 55. Récret pour les réfugiés pour cause d'artigion.

1 125

16 à 18, Jardácion dans les procés civils et, criminels à l'Égard de sujets re-pocifis. — Forme de procédure. — 19. Protection a commerce. — 20. Défeuse d'acquérir des actions d'autival. 21. — Et de faire des assemblées en armet. — 22 et 23. Autices pièzes, susfondoits etc relatifs an commerce, muistems sous réserve d'impossitions faites de comma accord. — 23. Durés de l'alliance (20 aus.). — 25 et 26. Réserves réciproques à l'égard des dispositions de quel-unes Traités autieurs — 27. Sement des PP. C.C. Confinatif le l'alliance.

ques Traités autérieurs — 27. Serment des PP. CC. coofirmatif de l'alliance.

TRAITÉ D'ACCOMMODEMENT ... Berne, 5 mai 4370

entre le Duc Emmanuel Philibert de Savoie et la Ville de Genève (en

français).

SMYMUR. Préambole. — Entremise de l'Asopre et du Grad Cosseil de Berna. — Art. I. Réalbhemente de la paix étul bon accourd. — 2. Mainteu en faveur der Genévois, pendant 23 années consécutives, de leur franchises et bibrris. — 3 et de Recilement défined des redelles et commiss, et réserge pour les réfugiés pour casse de réligio. — 5 et 6. Séreté et protection des nigets respectifs de toummerc. — Mellom dus Traités de Lausane et de Nyso de 1353. — 7 et 8. Acquinités d'éctions d'autreut. — Défense d'assemblées en armes. — 9. Fénge, suifocodites, 3 l'Apped de commerce, mulateura pour certaines marchandines dans la forme coversue par le Traité de Nyson et pour d'autreu, excupée de feveur accordée par le Dec., sous certaines clauses et conditiens. — 10. Les militats dispositions étendants aux vivres et aux médicales et de l'autreur et calonitre.

CONVENTION SUR L'EXCHIPTIEN DE LA TRAITE FORUNC FIC. . Turin, 20 août 1575 1 425 entre le Duc de Sucoie Emmanuel Philibert et la République du Valley (en français).

SONNAIRE. Formalitéa de l'attestation requise de la part des Vallésaos poor l'achat des denrées ou marchandises dans lea États de S. Å.

TRAITE D'ALLANCE
8 mai 1577
entre Emmanuel Philibert Due de Sacoie et les Cantons cultiques de la
Suisse, Lucerne, Ury, Schwitz, Underwalden, Zug et Friburg (en français).

SOMUMIL Préambale. — Mention des anciences alliances. — Engagemen artcierprogues de home mailé et d'évoise ainére pour la décise de Eus respeciés. — Clauses relatives au seconts à prêter en cas d'aggresion étropére. — Leur qualité et quoité tant en homes qu'en argent. — Cas prèm d'une rapporte entre les Castons ou avez le Duc. — Médiation à respecir des à prêter municilement. — Attitude des villes et pleus fortes des deux East en cas de genre. — La prémie de la respectation et de la contraction des genres de la companie de la companie de la contraction des presents de la companie de la companie de la contraction des respectations de la companie de la contraction de la prédiction des biens d'après lors situation. — Protection assurée au commence. — Procédure dans les causes cities et crimisolles . — Arbitrage pour le cas de guelque différend entre les PP. CC. — Deniers d'union et de paix promis par le Duc pour l'entretien à Turin d'un certain numbre d'étudians appartenans sux Cantons de la Ligue. — Durée de celle-ci. — Conclusion et résertes réciproques.

TRAITE DE RESOUVELLEMENT D'ALLIANCE . Syon, 46 décembre 1590 entre le Due de Savoie Charles Emmanuel I, l'Écéque de Syon, et les Dianins du Valley, par lequel les Vallésans ontremis à S. A. les réliques de St-Maurice (en latin).

CONCLUSUM Genève, 3 décembre 1398 des Députés de Savoie et de la ville de Genève dans les conférences tenues à Genève sur la possession des Baillages de Gex, et Chastellenie de Gaillard (en français).

MMULIL Privandole. — Resistation pure et timple de la part de Genêre des Baillages sundits, sand à rapporter le consentement de S. M. T. C. — Engagement du Duez: Ve de faire resere feur de St-Calterine; 2º de sumeoir pendant six seminies (et sous certimes condeitons notime à perprientel). I l'extraction des sulles dens à S. a. sur les hiexas des Genérois inted dansse fâtus. — 3 d'exconder un depisablest dans le Baillage de Cex, pour leur socien revenu dans celui de Calabilia.

TRAITÉ D'ACCOMMODEMENT . . . . . . . . . . . St-Julien, 21 juillet 4603 | 216 entre le Duc de Savoie Charles Emmanuel I et la Ville de Genève (en

SONNIRE. Presmbule. -- Art. 1. Liberté de commerce et trafic entre les deux États. - 2 à 4. Exception et clauses relatives au débit, transport du sel, et sux contraventious. - 5. Restitution des biens, fruits, et revenus de quelques localités possedées par les Seigneurs de Genève en 1589. - 6. Restitution au Duc de la ville de St-Genis et de ses dépendances. - 7. Statu-quo de 1589 pour St-Victor et Chapitre. - 8, Amnistie générale accordée par le Duc. - 9 et 10. Réfugiés pour cause de religion. - 11 et 12. Exemption en faveur des Genévois pour le transit de leurs marchandises par les États de S. A., et en faveur de leurs biens situés eu Savnie. - 13. Abbergemens faits par les Seigneurs de Berne, maintenus. - 14 à 17. Clauses sur les prises de corps. les confiscations, les arrêts et sentences rendnes pendant l'occupation des pays restitués. - 18. Annulation des sentences contre des Genévois, à cause des biens et fruits ecclésiastiques par eux possédés en 1589. - 19. Eagagement du Duc de ne rassembler des troupes, ni élever des fortifications à une certaine prozimité de la ville de Genève. - 20. Mise en liberté des prisonniers. - 21. Perceptions d'impôts, faites par Genère depuis 1589, maintenues à son profit,

I 150

— 22. Participation des Seigneurs de Genère aux 'stipulations du Traité de Vervins, — 23. Puissances réservées au présent Traité de part et d'autre. — 24. Promesse de ratification par S. A. TRAITÉ d'ALMANCE DÉFESSIVE ET OFFESSIVE . . . . . . . . . . . . Berne, 25 juin 1617

stilide. — 2 à 11. Secone mutuele. Leur qualité et questité. Clause et conditions de la pressage des troopes alleus nu casant su secours. — 14. Passage des troopes alleus nu resent su secours. — 14. Passage des troopes alleus nu resent su secours. — 15. et de cours Esta, — Deux et péages. — 17. Amnisiré de la part du Dix. — 18. Défense traisporte de deux Esta. — Deux et péages. — 17. Amnisiré de la part du Dix. — 18. Défense traisporte de deux Esta de faire des swemblées en armes. — 20. Formes à suivre dans le canc de quotique différend entre les PF. CC. — 21 a 23. Amélidaire pour le sifiéres entre préclaires. — 29. et 25. Clauses réalitées au traitement des ensemine t rebelles du mé à Esta par l'autre, et à la canchision d'une trête au paix d'apricé. — 26. Geoère comprise dans le Traité. — Confirmation de Traité de Sk-Joline. — 27. Durée de l'alliance. — 28. Récerce nécropages.

TRAITÉ DE CESSION

Berne, 25 juin 1617

par lequel le Duc Charles Emmanuel 1 de Squoie renonce en faveur du
Canton de Berne à tout d'roit sur le pays de Vaud (en français).

MRURIL. Menium des aliances petcidentes. Sipolation d'une nouvelle.

— Prestation réciproque de secours en cui de bossis. — Oculigaro de trouge a

l'aturair. — Leur solde et canteion. — Clames y relatives. — Cis de guerre

estre les Castoso, on eure quedques d'ext e le Dan. — Particulian récipro
que conserve aux résisons comerciales. — Juridictim poor les affaires con
estieuses. — Superiona atribitat de differend évenuées terre les Partices.

Payment à l'aire par le Duc d'une somme annaelle aux Cassons, outre celle outre de l'aire son
précédement accordés, pour l'entrée à Turie de quépties étulians Soisses.

— Admission d'autres Princes et Eutra à l'alliance. Turin, 16 octobre 1685 II entre le Ilue de Sacoie Victor Amé II et le Canton de Soleure (en français).

16939/HR. Mestion de l'aucienne et conclusion d'une couvelle alliance, sur les bases de celle existante entre S. A. et les Cantons cathiliament de la Suise. —

> SORMAIRE. Même teneur et substance que le Traité précédent: avec l'admismission de la part du Duc de six soldats catholiques du Cauton dans sa Garde Saisse.

766			
TRAITÉ	D'ALLIANCE Turin, 30 novembre 1686 entre le Duc de Saroie Victor Amé II et l'Abbé et Prince de St-Gall (en français).  SOUNLIEL Même teneur et substance que le Tralité précédent; avec collation	II	118
	de la part du Duc de l'Ordre de l'Annonciade en faveur du Prince et Abbé		
TRAITÉ	de St-Gall, et de ses successeurs pendant la durée de l'alliance.  DE LIMITES . Turin, 4754 entre S. M. le Roi de Sardaigne Charles Emmanuel III et la République de Genère (en français).	ill	150
	ONTHILL Prembals. — Par ce Traité on fixe les limites entre les deux Pays d'après les lignes tracées dans le procès-trebal signé à Turni le infene Jour. — Par les articles à 10, no convient des cessions à l'aire de part et d'autre. Le des clauses y relatives. — 12 à 14, Liberté du culte en laveur des labitains des lieux cédies, et autres exemptions.— 51. Liberté réforque de commerce. 16. Passage accordé par S. M. pour les officiers de Genève et pour la trans-labiton des priconismes. — 11. Elles de arrangements protra par le Traité.		
	Anneaes		157
	<ol> <li>Procis-verbal signé à Turin le 3 juin 1756.</li> <li>Déclaration de Roi en froteur des citoprens de Grestre, pour leurs maisons appelles de l'aucens dénombraisent. Turin, 15 juin 1756.</li> <li>Acte de cesson, de la part de S. M., des droiss par fortés des Ste-Maurice et Lazaré dans Genève et son territoire. Véserice, le 18 juin 1756.</li> </ol>		
CONVEN	TION Hospice du Grand St-Bérnard, 5 septembre 1778 entre S. M. le Roi de Sardaigne et la République du Tallais sur les li- mites des deux États (en français). 548WHRE Préambule.—Art. 1 à 3. Réglement du tracement des limites. — à Pinatuio des hornes.	Ш	285
PROCÉS	-VERBAL DE LIMITES , Hospice du Grand St-Bernard, 7 sept. 4778 entre S. M. le Boi de Sardaigue et la République du Vallais (en français). V. LA CONVENTION PRÉCÉDENTE.	Ш	292
CONVEN	TION	Ш	296
	SONNAIRE. Art. 1. Franchise et exemption réciproque du droit de transit. — Clause relative à la traite foraine. — Abolition des droits d'anhaine.		
PROCÉS	-VERBAL Hospice du Grand S.1-Bernard, 6 septembre 4780 d'aunulation des Concentious signées le 5 et le 7 septembre 4778 entre	Ш	300

SONNAIRE. Exposé des motifs de la remise des closes au statu-quo immédiatement antérieur à la stipulation des Conventions précitées.

Vallais (en français).

TRAITÉ POUR LA PACHICATION DE GENÈVE	Ш	311
DÉCLARATION Versailles, 6 juin 4782 du Pl'nipotentiaire de S. M. le Roi de France sur le Traité de pacification de Genère (en français). V. FRANCE.	Ш	315
CONVENTION Fernex. 26 juin 4782	ш	719
entre les Plenipotentisires de S. M. le Roi de Sardaigne, de S. M. le Roi de France et de la République de Berne pour l'occupation de la ville de Genève (en français). 50HUIE Art. 1 et 2. Lettre et Déclaration sur l'occupation à envoyer aux		5,0
Syndics de Genève. — 3. Loi martiale. — 6 à 16. Cas de refus de la part de la ville d'ouvrir sei portes, et dispositions arrètées d'avance pour l'y con- traindre.		•
LETRE de Ministres Plénipotentinires de LL. MM. les Bois de Sardaigue et de France et de la République de Berne, aux Syndies et Conseil de la République de Gerne, et au Syndies et Conseil de la République de Gerne (en français).  9888URIA Transmission de l'Édit de pacification, et institution à 5º conforme.	111	324
LETTRE 21 novembre 1782 des mêmes Plénipotentiaires aux Syndics et Conseil de Genère, sur les au- teurs des troubles, et sur la nécessité de certains actes de rigueur (en français).	ш	327
EDT DE NEUTEATION  artiét cutre les Pérajotentiaires de LL. MM. les Rois de Stradague et de  France et de la Bépalique de Berne, pour la cille de Genére (en français).  3001MILE CARL, compris sous 25 titres, a pour objet de déterminer?  Forme de Gouveronnent. — Autorités. — Conseils. — Leurs attributions. —  Amenhières de societé. — Droit de faire des représentations. — Lois protection de la renquisité poblèque. — Formation d'un Code. — Procédére dans les causes et motières crimièreles. — Gernation et Comel militaire. — Empreunt. —  Implée et revous de l'État. — Leurs désaublectuel. — Lois désidée à lassurer	Ш	331
ACTE DE GARNETE	m	472
TRAITÉ DE NEUTRALITÉ	10	474

vation et exécution de l'Édit de pacification de la ville de Genève (en francais).

SORMAIRE. Présambule. Art. 1. Empgement des PP. CC. pour le rétablissement de la tranquille de rat de mobbles. — 2 et 3. Présision du cas de rupture cette deux des Puissances garantes, ou entre toutes trois. — Clause pour l'envier de Mélipotenciaires dans un lieu répuis pecure. — A. Les pour l'envier de Mélipotenciaires dans un lieu répuis pecure. — A. Les pour l'écules de codeinc dans les cas péciales. — 5. Cas limitatif des crimencs des PP. CC current à Mérindoine.

LETTRE Genève, 12 novembre 1782 III 477 des Ministres Pénipotentinires Sarde, Français, et Bernois, pour l'interprétation de l'article III du Traité de seutratifé (on français).

SORMAIRE. Explication relative au payement des frais de l'expédition éventuelle de troupes destinées à rétablir et maintenir la tranquillité dans Genéro, en cas de rupture eutre les Paissances agrantes.

DECLARATION Genève, 13 novembre 1782 III h79 par loquelle est accordé à la République de Zurich le droit d'accéder à l'Édit de pacification (en français).

SONNAIRE. Le droit d'accession réservé purement et simplement en faveur de la dite République.

(en français).
(en français).
Get Édit, divisé en 31 articles, apporte plusieurs changemens et modifications pour la substauce et pour la forme à celui de 1782.

ACTE DE GARANTIE

Genève, 9 décembre 1789 III 520
de l'Édit précédent, de la part de LL. MM. les Rois de Surdaigne et de
France, et de la République de Berne (en Irançais). V. Sessa.

SOUBLIRE. Promesse de garantie pure et simple.

ACTES SER LES CESSIONS FAITES AU CANTON DE GENÈVE . . . Vienne, nuars 1815 IV 55

TES SER US CESSIONS FARTES AN CANTON DE GENERY. . . . Vienne, mars 1815 IV 42

Conditions sous lesquelles S. M. le Roi de Sardaigne comment à ceder au

Cauton de Genère une portion de territoire (en français).

SOUNMAE Art. 1. Neutralité des provinces de Chabba et Faucigny. — Clauses

y relatives. — A Franchine des devides de transit pour les marchanolites venant des Blass de 180 et passant par le Vallais et la territoire de Greère. — Luciation de cette Franchine. — 3. Rémaine entière des First Impériaux aux États des ...— A Garantie des prissances à Figural des conditions. — 3. Prometes de médiation de leur part pour faire resistors au Roi par la France une partie au moins dec expuElle possède en Saxioj.

ARTICLES CONVENUS sur les cessions faites par S. M. le Roi de Sardaigne an Cantou de Genève (en trançais).

SONNAIRE. Art. 1. Désignation d'une partie de la Savoie mèse par le Rui à la disposition des Puissances alliéex. — 2. Communication entre Genève et le Vallais par le Simplon, accordée par le Roi. — 3. Clauses, au nombre de 13,

relatives à la liberté du culte catholique dans les paya cédés à Genève, — anx droits civils et politiques de leurs habitans — et aux biens commonaux. — 4. Titres et documens à remettre. — 5. Traité de 3 juin 1754. — 6. Arrangemens à prendre avec le Canton de Genève pour faciliter le commerce.

TRAITÉ n'ACCOMMODEMENT . . . . . Turin, 16 mars 1816 IV 237 entre S. M. le Roi de Sardaigne, la Confédération Suisse et le Canton de Genère (en français).

SSFINAL Priambale. — Mention des Traités de Vienne et de Paris. — Art. 1. Délimitation de traité oncé des parls de la Carton de Gespère. — 2, Renoucisioner-ciproques à tout droit sur les ilens cédés. — 34.6. Arrangemens sur les donness et sur les factives y réalifs. — 7. Explications réalités en la port pour paris des l'actives de Saisse. — 8. Liberté des communications commerciales. — 9 et 10. Droits des sujets du fois ain noment de la rémains à Genére — 11. Procede du 29 mars et du 5 noient met 1615. — 12 et 13. Regagement de Genère à l'Égant de la reliain ou carbolique et des échâtissenses de charifé et d'aircriscion publique. — — 1.6. Proprédaires des bien-londs. — 15. Contributions des fionds de l'auccin deconderment. — 16. Adoltion des droits d'airbaine. — 17. Dess-fands sistem sur le territoire Soites à lune certaite distance de la frontière Sarrès. — 16. Perception des montraines. — 19 2 de 30. Debts is à l'augre de Gouvernament. — 16. Proprédaires des l'est-pour de l'active de l'active de l'active de 10. Proprédaires de l'active de 10. Proprédaires des l'est-pour de l'active de l'active de l'active de l'active de l'active de 10. Proprédaires des l'actives de l'active de 10. Proprédaires des l'activités d'actives de l'active de 10. Proprédaires des l'actives de 10. Proprédaires de 10. Proprédaires des l'actives de 10. Proprédaires de 10. Pr

DÉCLARATION Turin, 16 mars 1816 1V 253 faite par le Pénipotentiaire de la Confédération Susse et du Cauton de Genére sur la dotation du Curé de l'église catbolique de Cenére (en français).

de Turin du 16 mars 1816 (en français).

SORMAIRE Tracement de la ligne de démarcation et plantation des poteaux-

SOMFRUEL Art. I. Passopports à domicile à délivere sux sujets Serdes ayant un enhablement duss les unes Cananos apélidis dans la Courentian. «En Prise et abligations résultant de ce ûtre. » 3. Passoprets particulient pour les Sardes aux donnicis fixes, si deballement. «E. Effett récipreque du Bryansabechein, on d'un passoport Saine dans les États du Boi. »5. Exception pour les obliques militaires. « 6. Résure des agués traspectifs dans teur partie. » 1. odifret aux caracter de la conferie de la c

ONVENTION . Genève, 11 mai 1854 V 50

eatre S. M. le Roi de Sordeigne et le Canton de Genève, pour le partage
de bieux appartements aux Communes, doits une partie soulement a feit
cètle par S. M. Surle, il quérè le Traité du 16 mars 1810 (en français).

SMRILLA Art. 1, 2, 3, 6 et 8. Titres, base et proportions aborever dans
le partage. — 5, 6 et 9, Immendèles une compiré dans le partage. — Compris
ficitement. — 7. Biestre pour le dorbie du partagelement — 12. Actes défiquirité partage. — Lou réde — 18. Bieux communaux condérés comme
parties parties pour le visite de — 18. Bieux communaux condérés comme
parties parties pour parties — 16. Missière des taux passés en vertu de la
Commention du 13 novembre 1850. — 17. Pleas d'acteur cantol de l'expetie. — 18. Partage entre les Commonné de valeurs mobiliaires active et passièxe. — 19. Convention sociétée pour le dissoluisor rétuires à chaese (canpaise. — 19. Convention sociétée pour le dissoluisor rétuire à chaese (canpaise. — 19. Convention sociétée pour le dissoluisor rétuire à chaese (canpaise. — 19. Convention sociétée pour le dissoluisor rétuire à chaese (can-

CONVENTION seécale . Genève, 11 mai 1834 V 42
relative aux fonds communaux partagés entre chaque Commune, arrêtée
entre les Commissaires de S. M. le Roi de Sardaigne et ceux du Canton
de Genère (en français).

mane en particulier. - 20. Ratifications.

SOMMAIRE. On y entre dans tous les détails de cadastre relatifs à chaque

DÉCLARATION. . . . . . . . . . . . . . . . Lucerne, 31 juillet 1837 VI 43 par laquelle la Consention concernant les établissemens réciproques des

sujets et ressortissans de la Sardaigne et de la Suisse, conclue le 12 mai 1827, a été renouvelée entre S. M. Sarde et quelques uns des Cantons Suisses (en français).

SOMMAGE. Renouvellement de la Convention pour dix ans à venir. —Accession à la Convention réservée anx Cantons qui n' y sont pas compris.

DÉCLARATION . Lucerne, 18 novembre 1838 VI 45 du Directoire Fédéral de la Suisse, ratifiant la précédente de la part des autres Cantons (en français).

> **SORMAINS.** Accession et ratification pures et simples de la part des Cantons non compris dans la stipulation précédente.

CONVENTION FOUR L'EXTRADITION DES NALFAITEURS. . . Lausanne, 28 avril 1843 VI 270 entre S. M. le Roi de Sardaigne et quelques Cantons de la Confédération Suisse (en français).

SOUBLAIRE, Préambule. - Art. 1, 5, 7 et 9. Demande d'extradition. - Clauses et réserves y relatives. - 2. Crimes y donnant lieu. - 3. Restitution des objets volés et remise des pièces de conviction. - 5 et 6. Dépositions de témoins pour constater le crime. - Formes et clanses y relatives. - 8. Crimes et délits politiques, exceptés de la Convention. — 10. Frais d'entretien et de transport des malfaiteurs arrêtés. - 11. Faculté laissée anx Cantans non compris dans la Convention d'y accéder en tout temps. - 12. Durée de la Convention.

Lucerne, 4 août Lausanne, 4 août DÉCLARATION . . . . 1843 VI faisant suite à la Concention précédente (en français).

SOMNAIRE. Fixation du tarif des émolumens et indemnités à alloner aux témoins, d'aprés l'art, 6 de la Convention, en raison du temps — du sexe — de la distance - et des causes de séjour forcé.

ADHÉSION . . . . . . . . . . . Lucerne, 44 février 1844 VI 280 du Canton du l'alais à la Concention du 28 avril 1843, ainsi qu'à la Dictaration additionnelle: et accession du Canton de Vaud à cette dernière Déclaration (en français).

SOMM URE. Adhésion pure et simple,

ACCEPTATION . . . . . . . . . . Lausanne, 17 février 4844 VI 282 de la part de S. M. Sarde de l'adhésion du Valais (en français). SOUMAIRE. Acceptation pure et simple.

ACCEPTATION . . . . . . . . . . . . Lausanne, 17 février 1844 VI 285 de la part de S. M. Sarde de l'adhésion du Canton de Vaud (en français), SOUMAIRE. Acceptation pure et simple.

CONVENTION POSTALE . . . . . . . . . Locarno, 47 septembre 4844 VII 68 entre l' Administration des Postes de S. M. le Roi de Sardaigne et cellé de la République et Canton du Tessin (en italien).

SONNAIRE. Préambule. - Art. f. Maintien des communications directes pour les correspondances, les imprimés, etc. - 2. Bureaux de poste. - 3. Service gratuit des pyroscaphes-4. Heures d'arrivée des pyroscaphes. -6. Maintien rigonreux des heures de service.-6. Célérité pour les courses internes.-7. Transit à travers du Canton Tessin. -8 et 9. Affranchissement non obligatoire pour les lettres, obligatoire pour les imprimés.—10. Transit pour les États ultra.—11. Non admission des lettres avec argent ou objets de valeur matérielle. —12. Non admissinn des journaux, pour lesquels on a negligé les conditions disciplinaires des denx États. -13. Prix réglé d'après les zones postales. -14. Exemption pour les correspondances des deux Administrations. - 15. Zones postales des États Sardes. - 16. Remboursement à l'Administration Sarde pour les lettres non affranchies.--17. Remboursement au Canton du Tessin pour les lettres non affranchies. - 18. Les remboursemens mutnels seront strictement égaux aux droits payés aux

bureaux étrangers. - 19. Lettres de proveoauce Tessinoise pour l'Espagne, le Portugal, Gibraltar et Colonies. - Correspondances Sardes pour la Grande Bretagne, la Belgique et les Pays-Bas. -20. Réduction de la taxe des manuscrits et des échantillons des marchandises à un tiers de celle établie dans les art, 16 et 17. Drojs de port. - 21. Enumération des cas où cette réduction p'est pas accordée. - 22. Droit pour les imprimés provenant des États étrangers. -23. - Droit poor les correspondances, les mauuscrits et les échantillons affrauchis et assurés, soit dans un État pour l'autre, soit en traosit. Table de ces droits. - 24. Droits de remboursement. Leurs modifications d'après les changemens possibles dans les Administrations postales étrangères. - 25. Double taxe sur les correspondances et échantillons assurés. -26. Cachets et adresse des correspondances assurées. - 27. Défense aux bureaux de déclarer la valeur des eovois. - 28. Indemnité en cas de perte des objets assurés. - 29. Terme fixé popr la réclamation de cette indemnité. - 30. Charge et décharge des frais de correspondances directes et en transit eotre les deux États. - 31. Timbre pour les correspondances ordinaires affranchies et assurées. - 32. Engagement des denx États pour empêcher la contrebande. - 33. Exemption de droit pour les correspondances des deux Gouvernemens et des bureaux de poste réspectifs en communication directe. - 35. Droits et procédé pour le renvoi des correspondances refusées ou non réclamées. - 35. Renvoi des correspondances mal dirigées. - 36. Poids eu grammes pour les bureaux de poste. - 37. Système décimal dans la monsaie et dans la comptabilité des deux Administrations. -38. Régularisation trimestrielle des comptabilités. - 39 à 51. Règles et dispositions pour l'exécution des articles précédents. - 52. Faculté accordée aux Administrations respectives pour faire des modifications nécessaires. - 53. Accord des Administrations pour faciliter le transport des voyageurs, du numéraire, des marchandises et autres objets. - 56. Durée de la Convention. -55. Ratifications,

2 Tableanx sous les lettres A et B.

SORTULE Primbale.— Art. I. Eublissenses de commenciations directs estre le deux dishinistrations, pour les correspondence, fechuillous de marchandies, journaise, litres etc. — 2. Envi journaiser des correspondences par la roie de Bellinous. — 3. Bureaux et répédition.— 4. Expédition des dépédition des propositions de la transmission peut et nier des dépédition. — 5. Expedition estaites autres par le bates à vapeur du les Majour. — 3. Deputition relatives sentent pour les correspondences, » à l'exchanies de la linguisse. — 1. Expédition Section de la linguisse. — 1. Expédition Section de la littre 
valeurs. - 9. Dispositions relatives aux journaux et imprimés. - 10. Transmission gratuite des correspondances entre les deux Administrations. - 11. Droits pour les correspondances de transit non affranchies. - 12. Exemption du droit de 40 centimes pour les lettres provenant des Grisons. - 13 et 14, Droits à payer pour les lettres, correspondances, etc., provenant de la Soisse ou de l'étranger.-15 et 16. Remboursement et modifications de droits pour les correspondances provenant de l'étranger. - 17 et 18. Réduction de droit pour les échautillons des marchandises. - 19. Droits sur les imprimés , outre celui de transit dans le Canton du Tessin. - 20. Taxes progressives sur les correspondances et les échantillons de marchandises, soit à destination, soit en transit. - 21. Double taxe pour les correspondances et pour les échantillons assurés. - 22. Remboursement aux boreaux étrangers, d'après les réductions ou les augmentations des droits de port.-23. Adresse et cachets des correspondances et échantillous assurés. - 24. Défense aux bureaux de déclarer la valeur des envois. - 25. Indemnité en cas de perte des objets assurés. - 26. Terme fixé pour la réclamation de cette indemnité. - 27. Charge et décharge des frais de correspondance directe et en transit entre les deux États.-28. Timbre pour les correspondances ordinaires, affranchies et assurées. - 29. Engagement des deux États pour empêcher la contrebande. - 30. Exemption de droit pour les correspondances des denx Gonvernemens et des bureaux de poste respectifs en communication directe. - 31. Droits et procédé pour le renvoi des correspondances refusées ou non réclamées. - 32. Renvoi des correspondances mal dirigées. - 33. Poids en grammes pour les buresux de poste, - 34. Système décimal dans le mounaire et dans la comptabilité des deux Administrations -35. Régularisation trimestrielle des comptabilités. - 36. à 53. Règles et dispositions pour l'exécution des articles précédents. - 44. Faculté accordée aux Administrations respectives pour faire des modifications nécessaires. -45. Accord des deux Administrations pour faciliter le transport des voyageurs, du unméraire, des marchandises et autres objets. - 46. Durée de la Convention. - 47. Ratifications.

Annexes
4 Tableaux sous les N. 1, 2, 5 et 4.
2 Tableaux sous les lettres A et B.

116

> MMMAIL Présimble. — Art. 1. Échange de lettres et febatillions de marchandies. — 2. Rayon de terrinies exirce por la l'instincio dei lettre son affrancins. — 3. Rayon de terrinies exirce por la l'instincio dei lettre son de marchandies. — 5. Taze des lettres Sircles nos affrancins et l'estre de 6. Récipocité pour les lettres de Castre à 50-Julies et augmentation dans les différens rayon. — 7, Port catosonal de 32 contines pour le lettres raires. — 8. Port de 32 contines pour les lettres de Castre. — 5. Taxe progressire solon les rayons pour les lettres affanchies Genére. — Ol, Engeleines ou bande aus prix de port et ausa affanchiestenet. — 11. Transmission gratific des correspondances récipropues des horsexte de pour cespectific. — 12 ransmission gratific des correspondances récipropues des horsexte de pour cespectific. — 12 ransmission gratité des correspondances réci

pondances entre les lucreaux as dels de Genètes et de la frontière Sarde en Italia.

—1, Fris de transit et de remindrésemps pour les correspondances des pass sitées au deits de la Sardaigue.—18. Modifications au pris des lettres—18. Tate des cer-respondances françaperes dans le Canton de Genètes et dans les Esta Sardes.
—16. Tate des lettres arrivants à Genète par les États Sardes et par voie de mer. —17. Pougnet es lettres contenant de valences in modé l'expéditions et lettres contenant de valences in modé l'expéditions et lettres contenant de valences in modé l'expéditions et l'expédition des dépetiles et éclimation de crite indomatié.
—18. Horise de l'expédition des dépetiles et éclimation de crité indomatié.
—21 à 26. Dispositions réglementaires.—27. Durét de la Convention.—28. Rédifications.

CONVENTION Turin, 7 décembre 1845 VII 184
entre S. M. le Boi de Sardaigne et la Bépublique et Cantou du Testin, pour
la construction d'un chemin de fer de Gênes au Lac Majeur, arec prolonoment aux Lacs de Constance et de Wallenstadt (en italien).

SMRMIR Pricimbole. — Art. I. Engagement of Canton du Tenin pour la concession d'un chemin de fer da Les Majeur sur Lass do Constituce et de Wallersus Las do Constituce et de Wallersus Las dos Constituces et de Wallersus Las vanis de douas sur satres chemins de fer de la Sardajage pour l'excuptión de drivité de douas sur les marchandises en ratuni. — Exemplo accordie per les Cantons des truss indestrielles. Ficulté d'arrangement pour les plages et diraités de trassit. — El Schilditos pour les les plages et diraités de trassit. — El Schilditos pour les les trassit. — El Schilditos pour les destrussit de chemin cotérait le Lac de Candolbò à la findrière Seisse. Addrésment du Chemin entre Lozzon et la frostière Sarde. — S' Concession réciproque des deux Gouvernemens pour le commerce de différentes deuréses et marchadiess. — El salications.

ARTICLE SEPARÉ

L'ARTICLE SEPA

CONVENTION Lugano, 16 janvier 1847 VII 224 pour l'établissement, la construction et l'exploitation d'un chemin de for qui rélie le lac Majour aux Locs de Constance et de Wallenstalt, par le Luckmanier, entre S. M. le Roi de Sardaigne et les lonables Cautous de St-Gall. des Grisons et du Tessin fac fencació.

SORTAUL Présambels.— Art. 1. Garantio de la part des trois Cantons aux concessionaires des primitiges de construction et d'exploitation. D'Exemption de toute imposition pour l'exploitation et pour le matériel.— A. Largeur de l'entreviel.— De l'appare de toute imposition pour l'exploitation et pour le matériel.— Ne merge pour facilite le promps transport des marchaolites. — S. Drois d'expropristion en faveur des concessionaires. — Garantei de la part et le sabreligne de le construction de chemin de for de Gétes su Le Najeur et promoses de prolongation junqu'à la frontière Sisse. — T. Rapignesse de Gouvernement Sirve de vuier en ail es un concessionaire par son indusence et par des moyens pécunières. — 8. Exemption de test prâga une le chemis de fe s'aufe. Facilités pour les transits. Exclusion de test prâga une le chemis de fe s'aufe. Facilités pour les transits.

pour les armes et antres articles de guerre ou de régie. -- Marchandises destinées à l'entrepôt ou à la consommation. - Cas de vérification en présomption de fraude. -9. Entrepôt gratuit de 15 jours à Arone. - Réduction de la taxe actuelle de magasinage dans cet entrepôt. - Simplification dans la déclaration des marchandises introduites bors de la ligne du chemin de fer.- Amende en cas de fraude. - Transactions conventionnelles ou cautions. - Exemption éventuelle de la visite. - Terme de la mise en vigueur de l'art, 9. - Terme de la mise en vigneur de l'art. 8.-10. Promesse de la part de la Sardaigne de simplifier et de diminuer les droits sur les bestiaux, fromages et sur les articles d'industrie des trois Cantons. - Diminution de droit sur les chapeaux de paille. - 11. Concessions aux trois Cantons du libre transit et de la libre exportation eu franchise de plusieurs produits alimentaires. - 12. Visa des passeports des artisans et ouvriers des trois Cautons. - 13. Route provinciale aur les bords du Lac Majeur. -- Route de Locarno jusqu'aux coufins Sardes. -- 14. Durée relative du Traité. - 15. Interprétation amiable éventuelle des articles du présent Traité. - 16. Ratifications.

Confirmation de la Convention du 12 juillet 1818 avec l'État des Grisons. DÉCLARATION DU GOVERNEMENT SARDE RELATIVE À L'INTERPRÉTATION DE 227

228

DECLARATION . . . Lausanne, 8 mai 1847 VII par laquelle la Convention du 12 mai 1827, concernant les établissemens réciproques des sujets Sardes en Suisse et des ressortissans Suisses dans les États Sardes, renouvelée par la Déclaration de Lucerne du 31 juillet 1837, a été nouvellement renouvelée pour dix ans avec les Cantons de Zurich, Lucerne, Glaris, Fribourg, Soleure, Schaffouse, St-Gall, Argovie, Turnovie, Valais et Neufchâtel, avec faculté aux Cantons de Berne, des

L'ARTICLE ADDITIONNEL DE LA CONVENTION PRÉCEDENTE

Grisons et du Tessin, d'y accèder en tout temps (en français). SOMMAIRE. Préambule. - Art. 1. Renouvellement pour dix ans de la dite Convention. - 2. Faculté aux Cantons de Berne, des Grisous et du Tessin d'y accéder eu tont temps. - 3. Liberté d'action des PP. CC. à l'expiration

CONVENTION OF POSTS . . . . Turin, 24 octobre 4830 VII 314 entre la Sardaigne et la Confédération Suisse (en français).

> SONNAIRE. Préambule. - Art. 4. Échauge de correspondances entre les deux États. - 2. Répartition des frais de transport. - 3. Progression du prix des lattres d'après leur poids. - 4. Liberté d'affranchissement. - 5. Prix de port pour les lettres simples. - 6 et 7. Prix de port des lettres ordinaires non affranchies. - 8 et 9. Prix de port des lettres affranchies jusqu'à destination. - 10. Taxe pour les échantillons de marchandises. - 11 et 12. Taxe des lettrea non affranchies, expédiées à l'étrauger par la Suisse et par la Sardaigne, - 13 et 14. Taxe des lettres non affranchies provenant de l'étranger. - 15 et 16. Tableau de la progression du droit de port des correspondances d'après leur provenance. - Remboursement réciproque, - 17. Taxe d'affranchissement

des januarus, herchures, etc. — 18. Compte cuerter pour prix de trassit des journaux et imprimés proventes (etc. — 18 et 28. Affanchismento abligation pour les journaux et imprimés prevenant d'un pays jauqu'à l'extrème frontiere de l'autre. — 21. Decid éventuel de réfes de l'autre. — 22. Decid éventuel de réfes de trasport. — 23. Modifications du révit sur les lettres provenant de l'étrages d'après les tarifs terriporiaux. — 28. Prix des lettres chargées. — 25. Jadennaûté en cas de perte des lettres chargées. — 25. Jadennaûté en cas de perte des lettres chargées. Terme fich pour la réclamation de cette indemnaût. — 36. Exception de sou prix de port pour les correspondances respective des deux Administrations. — 27 et 23. Prix de transi des correspondances (no. — 29. Rebuta. —

entre S. M. le Roi de Sardaigne et la Confédération Suisse (en français).

398/EMILE Présembule.— Art. 1. Assimilation récipeoque su traitement autonial des citospes des deux Paysa. Exception pour l'acreccie des droits positiognes et sutres.— 2. Affrachissement du service militaire. — Propriétes les pays dont les vont urigiaires, dues les cas d'expulsan de l'arter pays présent par la foit.— 3. Deurées repost en franchise en Saise. — Fixation du droit d'astres, machandises exportée de la Stralique pour la Soise.— 3. Réductions de devite accordées par la Sordages à la Suise. — 6. Liberté entre les révents de deux de l'arter de l'arter de trainair ser réclection du droit.— 7. Fixation du brownax de douant la la contraction d'un chemin de for.— 9. Objets de l'industrie des deux l'acres de l'arter de l'

#### TOSCANE.

- DIPLOME D'ACCESSICO S. Laurent-le-Royal, 21 novembre 4736 II 487 du Roi d'Espagne aux articles préliminaires du 5 octobre 1735, et de ceszion du Grand Duché de Toscane et des Duchés de Parine et de Plaisance
- (en français). V. ESPAONE.

  Naples, 11 décembre 1750 Il 492
  du Roi des deux Siciles, par lequel S. M. adhère aux préliminaires de
  paix et approuse la cession des Duchés de Toscane, de Parme et de Plai-

SOMMAIRE. Accession et admission pures et simples.

CONVENTION FORM L'ABOLITON DOS DIOTIS D'URINE . Florence, 5 janvier 1818 IV 387
entre S. M. le Roi de Surdalque et S. A. I. et R. l'Archiduc Grand
Dus de Toscaw (en jalien).

SOUNTIE. Même substance que celle conclue à ce sujet avec le Duc de Modène, le 18 janvier 1817. V. Mooèxe,

CONVENTION FOUR L'EXTRADITION DES DÉSERTEURS : Florence, 7 décembre 1825 IV 568 entre S. M. le Boi de Siridaigne et S. A. I. et R. le Grand Duc de Toscane (en italien

SOUBLIRE. Comme celle concine pour le même abjet avec le Duc de Modène, le 3 février 1817. V. Monése.

TRAITÉ rois L'extradition des malfaiteirs. . Florence, 44 janvier 1856 V 8 entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. A. 1. et R. le Grand Duc de Toscane (en italien).

SOUNTIES ATL 1. Malfaiteurs désignés par le Traité. — 2 à 22. Les clauses relatives à l'arrestation, à l'extradition, ainsi qu'à la remise des offets trouvés en la possession des malfaiteurs, sont à peu-près les mêmes que celles des antres Traités conclus pour le même objet avec Modère, Parme, Naples etc.

DECLARATION

Turin, 27 avril 1859 VI 81

\*\*Chamyle entre le Gonvernement de S. M. le Roi de Sardstigne et celui de

S. A. I. et R. le Grand Duc de Tovene rigidant la juricition des Autorités locales dans le cos de choc entre navires et d'avarios (no italien).

SOMMARK. La juridiction est bornée au cas de choc et d'avaries ayant lien dans les canx territoriales.

ONVENTON . Florence, 34 octobre 1840 VI 498
erite S. M. le Boi de Sardaigne et S. M. l'Empereur d'Autriche d'une
part, et S. A. l, et R. le Grand Doc de Tousane de l'autre, par laquelle
S. A. arcièle et LL. M.M. acceptent son accession à la Coneration conclue
entr Ellet a Virum le 22 cmi 1840, pour parantir la prapriét et empérher la custrefaçon des avares scientifiques, lithéraires et artistiques (en
italien)

SOBBARE, Préambule. — Art. 1. Adhésion de S. A. I. et R. à la Convention insérée par extensum. — 2. Acceptation de cette adhésion de la part de LL. MM. 16 Roi et l'Empereur.

DÉCLARATION Fineence et Gênes, 12 novembre 1840 VI 208 échangée entre le Gouverneuvent Sarde et la Toscane, pour l'exemption réciproque des droits de tonnage et de navigation en cas de reldiche forcée (en italien).

SOUMARE. Exemption réciproquement accordée. — Conditions pour en jouir.

TRAITÉ DE PERMITATION DE TERRITORES . . Florence , 28 navembre 1844 VH 129 entre S. M. le Bai de Sardaigne, S. M. l'Emperour d'Autriche, S. A. I. et R. le Grand Due de Toccane, S. A. R. le Due de Lacques futur Due de Purme et S. A. R. le Due de Modème (en italien).

SOPFIAM. Préambole. — Art. 1. Cession de la part de la Toscane d'une prutée de la Longiana courie les Vicariais de Brage, el Pictr-Souta. — 2. Cession de la part de Vodéne des Vicariais de Brage, el Pictr-Souta courier les serviciores sur la droite de PEzaz, et le bunhé foulé de Gauslille. — Caudilions y annexées. — 3. Couventement de la Toscane à la permutation de certifieires entre Partie de Modène. — d. Cession de la part de Pirame des territaires na la droite de PEzaz et du Duché de Gaussille. — 3. Permutations de quelques fractions de serviciores entre Vodéne de Piram. — 6. Arraguenent sur le deteis commonales et de l'Etat des pays permutée. — 7. Consentement de l'Etat-perveut d'Autriche à le dits permutations pour c qui reguisse divisió et de l'Etat-perveut d'Autriche à l'etat personne pour c qui reguisse divisió et à la Sarraigne dans le cas périu par le Traité da 20 mai 1915. — 9. Mode d'occlosian de ce permutations de l'etitories à l'étopoge prévue à l'art. 20 de l'acte du Congrès de Vienne, et à l'art. 3 du Traité de Paris 10 jain 1917. — Délégations de milinies. — 10 Raifiactions.

ARTICLE SÉPARÉ ET SECRET . . . . . , . . . . . .

Cas d'opposition de la part de quelque Paissance.

CONVENTION DE TOUR COMPENCE. Florence, 5 juin 1847 VII 231
entre S. M. le Boi de Servicianc et S. A. I. et R. le Grand Due de To-

come (en italien).

\*\*MRMIME Présumbais.\*\*—Art. 1. Trailement national pour les droits de port et de natigation. — 2. Nationalité des blaimens et leurs papiers de hord. — 3. Importation et reportation des produits de deux Priss, on des pays diers. — 5. Exclusion de clabitge. — 6. Estension de la die creclaions sont les des deux Paris. — 7. Réchles forèce. — 8. Érice ou naufrage. — Interesation des Cossuls dans ce cas. — 9. Traisement des produits de deux Priss sur le peis de la anium is just survivien. — 10. Rebert et le 12 de 1

PRÉLIMINAIRES D'UNION DOUANDRE. . . . . . . . . . . . Turin, 3 novembre 1847 VII 260 entre S. S. le Pape, S. M. le Roi de Sardoique et S. A. I. et R. le Grand Duc de Tocame (en italien). V, Rossa.

CONVENTION DE NAVIGATION ET DE COMMERCE. . . Turin, 24 septembre 1849 VII 285 entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. A. I. et R. le Grand Duc de Toscame (en italien).

SORURIER, Préambule. Art. 1. Abolition de la part de la Sardaigne des droisi differentiels sur le blé, les huites d'alive et le vin. — 2. Austinilation réciproque an Pavillan national pour les denrèes exches par le Traité du 1847. — 3. Confirmation des antres clauses dudit Traité. — 4. Ratifications et durée du Traité.

entre la Sardaigne et la Toscane (en italien). SOWNAIRE. Préambule. Art. 1. Échange de correspondances. - 2. Différentes vuies de communications. - 3. Voie de mer. - 4. Pnids des lettres. - 5. Liberté d'affranchissement. - 6. Taxe des lettres. Partage du produit entre les deux Administrations. - 7. Taxe des lettres transportées par mer. - 8. Diminution de droit sur les lettres échangées entre les hureaux voisins .-- 9. Échantillons de marchandises. - 10. Imprimés. - 11. Répartition du produit de la taxe sur les imprimés. - 12. Imprimés transportés par vuie de mer. - 13. Cas d'assimilation des imprimés aux lettres. - 14. Réserve pour les imprimés dont la publication n'a pas été autorisée dans les deux États. - 15. Lettres , imprimés, etc. affranchis justin'à destination. - 16. Correspondances des Autorités respectives. - 17, 18 et 19. Correspondances des Pays compris dana les tableaux A et B. - 20. Engagement du Gouvernement Toscan. - 21, 22 et 23. Lettres assurées. -Port. -Cas de perte. -Réclamations. - 24, 25 et 26. Eugagemens des deux Gouvernemeus pour les correspondances des Pays tiers. - 27. Correspondances de l'ile de Capraja.-28. Frais de transport par voie de mer. - 29. à 34. Clauses relatives aux pyroscaphes partant de Génes pour Livourue et viceversa. - 35. Correspondancea mal dirigées. - 36 et 37. Rebuts. - 38. Correspondances renvuyées successivement en différens lieux, - 39. Correspondances non affranchies à l'adresse de l'une des deux Administrations et tombées en rebut.-40 et 61. Compte des deux Administrations.-62. Lettres contenant or ou argent etc. -63. Engagement réciproque d'empêcher la contrebande. - 44 et 45. Timbre-postes (franco-balli). - 46. Dispositions pour l'exécution de la Convention à fixer d'accord entre les deux Administrations.

47. Force et durée de la Convention. — 48. Hatifications.
 ANNEXES

ANNEXES

- Tableau A.
- Tableau B.

ARTICLE ADDITIONNEL

020

267

-

#### TRIPOLI.

SMNIME. — Art. 1. Médiation de l'Angleterre pour la conclusion du Tralié. — 2. Liberté de correspondance commerciale entre les deux. Nations. Ports désignés pour les bâtimens venant de Tripoli. — 3. Engagement du Roi d'empédier qu'un abuse des priviléges accordés au Pavillos Sarde. — d. Clause prohibitive concernant la saisée des pressonses el Tattegue des vaisseux ensemis.

--Présent de 4000 écus d'Espagne à faire au Bey par le Roi dans l'occasion de la nomination d'un consul à Tripoli.

S. A. le Bey de Tripoli.

#### TUNIS.

TRAITE DE PAUX.

Tunis, 17 avril 1816 IV 238
entre S. M. te Bui de Sarchingue et S. A. S. te Day de Tunis (en Innavais).

SURUILE, Art. Médiation de l'Ampleurre pour la conclusion du Traité.

2. Liberté de correpondage commerciale carte les deux autions. Ports désignée pour les bilimens venant de Tunis. — 3. Engagement du Roi d'empècher qu'on abmes des pritigies accordes an Petillon Sarde — da Biltimens
Sardes admin-à la péche du corail. — 3 et 6. Interposition des bons-offices
de S. M. R. es car de constitution serve les holes Sarbitanes et le Dev.

SMEULE Présimbals. Art. 1. Engagement récipropues de laire respecter la avigation marchanic. Soitée de blitteines pour contrabande de perent—?. A blitteine de l'exchaya. — A suistance à prêter aux natives échoués sur le cête. In-decimiles promise par le Pey en cat. de meuritres ou pligiges commis par sens en réprise de matériagés. — A. Renoscition de S. A. à tout présent en referance quécèonque. — S. Sigies Arries admis à la plete de consumerciale. 6. Étendes de la liberté de communication et correspondances commerciales. 6. Étendes de la liberté de communication et correspondances commerciales. 7. Décharation de la liberté de commercia septimient de la liberté de commercia de l'arcine de la liberté de commerce avec la France. — 8. Confirmation d'anciens Tritiés — 9. Gauge realitre à la publication et observation du Tritiés.

### TURQUIE.

TRAITÉ n'AMITIÉ ET DE COMMERCE . . Constantinople, 25 octobre 4825 IV 538 entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. l. Mahmond Han II. Empereur des Ottomans (en italien).

SOPRUILE Préambole. — Art. I. Protection récipropuement accordée aux sujées et an commerce des deux États. — 2. Druits d'importates et d'expertation. 3. Faculté d'exporter. — 4. Eublissement de Consultat. — 5. Perception de droits y chailfa. — 6. Street des royagens Sardes. — 7. Biems de Sardes dévédés en Turquis. — 8. Jagement des procés des Sardes entir eux et avec des sujets optiman. — 9. Paulision des Sardes coupubles de édits. — 61. Traitement réciproque des vaiseaux de guerres ou marchands. — 11. Réjément des détets des rénégres Sardes. — 12. Exemplém pour les Agens Consulhiers.

dn payement de certains droits. —13. Pavillon Sarde.—14. Priviléges et immunités des Ministres et Agens Consulaires. — 13. Clauses relatives λ l'observation et à la ratification du Traité.

 Note officielle de la Porte Ottomane à S. E. Lord Strangford, Ambassadeur d'Angleterre et Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne, pour la libre uavigation des bâttimens Sardes dans la Mer Noire.

— On y déclare la faculté de naviguer dans la Mer Noire, soit en veuant de la Mer Blauche, soit pour s' y rendre.

Note de Lord Strangford an Reiss Effendi, sur l'interprétation de l'art.
 du Traité d'amitié et de commerce. 16 août 1824.

— On y demande une réponse cathégorique à trois questions qui se rattachent audit article.

5. Réponse du Reies Effendi à la Note de Lord Strangford. 24 août 1824. — Elle contient une Déclaration de la Porte determinant: 1. Les obligagations des sujets Ottomans commerçauts dans les États Sardes; 2. Celles des sujets Sardes faisant le cohumerce dans les États Ottomans.

TRAITÉ D'AMITÉ, DE COMMERCE ET DE NAMEATION. Constantinople, 2 septembre 4859 VI 86 entre S. M. le Boi de Sardaique et la Sublime Porte Ottomane (en français).

SMEMBLE. Présembale. — Bentoin des Traités du 25 octabre 1823 et du 16 août 1828. — Art. 1. Confirmation des audeures et connecisions évenuelles de nouveaux droits et priviléges en faveur des sujete et blitiments Sardes. — 2. Libre schat des produits du oil et de l'industrie. Abolitiment Sardes. — Trédrér. Clause y relaiter. — 3 et û. Droits à payer par les marchands Sordes pour l'actue et l'expertation. Sa importations fistes par en. — Droits y relatifs—Declaration du Gouvernement de S. M.—6. Traffe fait par des Sardes, dema tout l'écode des Estas Ottomas, des marchandes Sardes, dema tout l'écode de Estas Ottomas, des marchandes Sardes, de l'expertation de desirée y l'expertations Sardés, à lors par-porte de l'expertation de desirées par d'autres pays. — 8. Frimans pour le pausage des détroits. — 9. La Convention est déclarée applicable à toutes les provinces de l'Émpire et à toute las clauses de sujeto Ottomans. — 10. Nouveau nett — Commissaires priseurs à nommer. — Leurs stributions. — Durée du strif. — Condition.

## UNION DOUANIÈRE ALLEMANDE (V. ZOLLVEREIN).

VALAIS (V. Suisse).

#### VENISE.

TRAITÉ	D'ALLIANCE Venise, 14 mars 1618 1 32
	entre Charles Emmanuel I, Duc de Savoie, et la République de Venise.
	(en italien).  SONNAISE. Motifs de l'union. — Mention du Traité d'Asti. — Promesse des
	Vénitions de secourir le Duc par des subsides, - Promesse réciproque du
	Duc pour des secours en hommes. — Conditions y relatives.
TRAITÉ	DE LIGUE Paris, 7 février 1623   32

entre Charle Emanemel I, Due de Saveix, Louis XIII Boi de France et la Bipublique de Vienie, pour la cristitation de la Vieldeline (en français), 1988/IRA: Priesmbole. — Objet du Traisi. — Art. 1 et 2. Contingens de troopes à formir par les Pt. C.-Ca. Ler solde. — Fournière de munitions de guerre. — S. Emplo des troopes. — 6, Diversion à tenter. — 7, Condition. — 8 Encorragement à domme un Etan des Previnces Unides des Psys-Bax. — S. Perrage éventuel des conquêtes. — Française pour l'actention du Traisi et presentation une Se-Perre. — Ingenne du défirendé éventuel entre les Perre.

ARTICLES POR L'EXECUTOS DE TRANTÉ DE FRANC (1625) . Suis, 21 octobre 1624 1
artific artie le luc Charles Executent J de Sevine et les Commissières
de France et proposite à la République de Traire (en français).
SIBMUL, l'Octération de Parles cur l'Econoglissement de lors reagrapses
respectifs, dépendamment des Trairie du 7 février 1623 et du 5 septembre
1636.

TRAITÉ D'ALLANCE.

Susc. 41 mars 4629 1

entre Cheriez Eunianuel I. Duc de Savoie, S. S. Urbain VIII, Louis XIII,

Boi de France, la République de Venius et le Duc de Mandouc, contre

## VILLES ANSÉATIQUES.

CONVENTION DE NATIONATION .

Paris, 18 juillet 1840 VIII verture de Sandaigne, et la Sient de la VIII libre et Anaviatique de Labech, le Sient de la VIII libre et Anaviatique de Briene et Le
Sient de la VIII libre et Anaviatique de Briene et Le
Sient de la VIII libre et Anaviatique de Briene et Le
Sient de la VIII libre et Anaviatique de Briene (et la VIII libre et Anaviatique de Briene).

SUPENIER Présimble. — Art. Drois de port et de navigation. — 2. Nationalité des hidements. — 3. Later piecement duns le ports. — de 15 lectile foréré,
bries, co maringe. — latervenise des Coulum et control de alcologre, — 8. Ausimilitées de traisement quant une resolutions on faveurs appliquées à la navégation. — 9. Druite de 1. Conservation. — 10. Restalections.

Espagne (en français). V. ROVE.

339

	7	83
DÉCLARATION FAISAYT SEITE À LA CONVENTION PRÉCÉDENTE. Paris, 9 juin 1892 Déclaration du Pénipoentaire Sarde, il après le réserve contenue dan l'Art. II de la Convention du 1844. — Déclaration du Pénipotentiaire de Villes Auséatiques pour le même objet.	18	64
DEZIARTION DATE de la Principanti de Monaco la Concessión de la Frincipanti de Monaco la Concessión de mejerio de la Principanti de Monaco la Concessión de mejerio de la Frincipanti de Monaco la Porti, catre S. M. le lai de Sarchajone et las Villes libres et Acadeliques de Laboles, Berines et Handwarg (no firança).  SURVINE. Principantio. — Art. 1, 2 et 3. Extension à la Frincipanti de Monaco de Ladoce de la difer Convention, à charge de referencies.	8	196
TRAITÉ DE XVALATION ET DE GOMMAGE Paris, 39 avril 1885 entre S. M. le Boi de Sardinque et les Villes libres et Ausétiques de Les bede, Brime et Houbeurg (en français). \$MRUILI. Frémolok. — 1. Dreis de port et de navigation. — 2. Nationalité de biliments. — 3. Flicement des aurises. — A. Richèles forcée. — 5. Condition requises pour les favers de rélibré forcée. — 6. Commerce d'escale. — 7. Am mâtaion au Favilien antional pour le commerce direct en inferct. — 8. Calouge		455
— 9. Consuls – Leurs stributions. Déserteurs. — 10. Charges imposées a commerce. — Favers aux pays éers. — 11. Durée du Traité. — 12. Mc nace. — 13. Builéarions. Phocás-EVERAL. — Conditions pour les reliches gratuites.		464
WURTEMBERG.		
TRAITÉ D'ALIANAE SUULIGARD, S'EULIGARD, 27 avril 174 cutre S. A. B. le Duc de Savoie d'une part et S. A. S. le Duc de Was temberg de l'autre (eu français)  SOPRIBER Art. 1. Conclusion d'alliance. — 2 et 3. Eogagement mutuel d'		269
s'entr'aider. — A. Promesse réciproque d'observer le Traité.  CONVENTION POUR L'ANOLITION DE BROIT D'AURAITE Stuttgard, 24 juin 482 entre S. M. le Roi de Sarduigne et S. M. le Roi de Wurtemberg (e français).	n	602

# URUGUAY.

du Consul général de Sardaigne à Montevideo au Ministre des affaires étrangères de la République Orientale de l'Uruguay (en espagnol).

héritages et affectant antaut les indigènes que les étrangers.

60MMARE. Déclaration de reconnaissance, de la part de S. M. le Roi de Sardaigne, de l'indépendance de la République Orientale de l'Uruguay.

REPONSE . Montevideo, 51 mars 4837 VI du Ministre des affaires étrangères de la République Orientale de l'Uraguay à la lettre précidente (en espagnol).

SONNAIRE. Expression de la satisfaction du Président de la République et de son désir de voir s'accroître les relations amircales eotre les deux États. LETTRE . Turin, 26 juin 4837

de M.r le Coute Solar de la Marquerite, Prémier Secrétaire d'État pour les affaires étrangères de S. M. le Itoi de Sardaigue, à S. E. le Président de la République Orientale de l'Uruguay (en françois),

50WMAIRE. Ratification et confirmation, ao nom du Roi, de la Déctaration portant reconnaissance de l'iodépendance de la dite République. — Promesse d'assistance eo faveur de ses sujets venant dans les États Sardes.

l'Uruguny à M.r. le Couste Solur de la Marguerite (en espagnol). SUBMIRE. Accusé de réception de la lettre précédente. — Assurance formelle, de la part de S. E. le Président, de traiter les sujets Sardes, dans les États de la République. à l'égal de ceux des nations amies et les plus favoriées.

TRAITÉ s'AMTIÉ, DE COMMERCE ET DE MANGATION . TOTIN, 29 octobre-1840 VI 171 entre S. M. le Boi de Sardaigne et la République Orientale de l'Uruguay (en italien).

SOMMAIRE, Préambule, Art. 1. Déclaration de paix et d'amitié perpétuelles entre les PP. CC. - 2. Liberté et réciprocité de commerce et de navigation. - Clauses explicatives. - 3 et 18. Traitement des bâtiments dana les ports et sur les côtes. - 5 à 7. Importations. - Exportations. - Droits y relatifs. -8. Cabotage excepté de la Convention. - 9. Nationalité des bâtiments. - 10. Garantie du Pavillon neutre, en cas de guerre d'une des PP. CC., avec une troisième Paissance. - 11. Contrebande de guerre. - 12. Rapports des suiets de l'une des PP. CC. avec les ennemis de l'autre. - 13. Défense y relative. - 15. Engagement réciproque de poursuivre les pirates. - 15. Nanfrages. -Secours. - Restitution des obiets sauvés. - 16. Défeose d'accorder des priviléges, en faveur de la oationalité "des blaiments pour l'achat des marchandises. - 17. Participation réciprogne aux faveurs que chacune des PP. CC. ponrrait accorder à l'avenir au commerce d'aotres nations. - 19. Traitement des bâtiments en cas de relâche forcée. - 20. Passage à travers les États Sardes des marchandises venant de , on destinées sour l'Ururuay. - Exception et réserves y relatives. - 21. Iles des deux États comprises dans la Conventioo. - 22. Droit matnellement reconan d'envoyer des Agens Consulaires. - 23. Exequatur. - 24, 29, 30 et 31. Attributions et priviléges de ces Agens. - 25. Leurs obligations en cas de spéculations commerciales de leur part. - 26 et 27. Cas de concours dans le Consul de la qualité de sujet de l'État ou il réside. - 28. Formes à suivre pour la demande d'extradition des déserteurs des

187

188

bâtiments de guerre ou marchands, - Arrestation Détention Élargisse-		
ment des déserteurs 32 et 33. Liberté réciproquement accordée sux sujets		
de chacune des PP. CC. de disposer de leurs hiens situés dans l'autre État.		
- Mesures conservatrices des biens en cas d'absence des béritiers Étrangers		
appelés à la succession de biens immembles et incapables de les posséder. — 34.		
Documens constatant la qualité de sujet 35. Extradition réciproque de cer-		
taines classes de criminels. — 36. Durée du Traité. — 37. Ratifications.		

1" ARTICLE ADOTTONNEL.

Maintien provisoire, de la part de S. M. Sarde, de la perceptiun de droits différentiels sur certaines denrées importées dans ses États, non obstant les

omercutors sur certains ourires importees oans ses eles, non obsent les stricles 2 et 4 du Trains. 2° Anticle admitionnel

Engagement de la République de l'Urngnay de rendre, pour l'époque des ratifications du Traité, les droits à payer, par les hâtiments Sardes, égaux à ceux payép par les nationans.

DÉPÈCHE Paris, 17 avril 1845 VI 190
de M.r. Joseph Elliseri, Europi extraordinaire de la République Orientale
de l'Eruspuny à Paris, à M.r. le Couste de la Marguerile, Premier Scriviure
d'État pour les affaires étranspires de S. M. le Ru de Sardwipee, concernant
l'Étangue des ratifications et a dispusition de l'article 2 additionnel du Trailé

précédent (traduction de l'Espagnol).

SOWNAIRS. Observation sur l'échange des ratifications; — et sur le port des bâtiments designés dans le 2 Article additionnel.

AÈPONSE . Turin, 29 avril 1845 VI 492 de M. le Conste Solar de la Marymerite à la Diptche précèdente (en italien). SOMBAIRA. Adhésion à l'éclaireissement donné pour l'intelligence de l'Article 2 additionnel précité.

#### ZOLL-VEREIN.

> SMENUE. Friembole, ave fenociation de toutre les Puissuces contratates.
>
> — Art. S. Trailment récipeopes du hilliments por les droits de port et de atigation. — 2. Assimilation de partilles pour l'importation et l'expertation des profolits. — 3. Mène assimilation pour les droits de dissanse, prince, remboursement, etc. — à Lectionion de achieve, — 3. Récercé de la part de Goutermentent Sarde des droits déférencies sur les Mr. les builes d'affire et le vin. — 6. Phicremes des autres. — 2. Exagement efécipeur de ne pas accorder.

de priorito so de préference pour l'achat des produits. — 8. Comunere d'escale. — 9. Réliche forcée. — 10. Assistance en cas d'échocutemes or les audrigne. — Survetage. — 11. Produits du sol et de l'industrie des deux Pays. Point de prohibitions sus aufrete étachées à tous les Fatss érraques, Parincipation graities ou oudernes aux favours que l'en des deux États accorderait à un autre Eat à 1 Tateira met de produits de sun au of ou de sont laudantie. — 12. Mètes d'autres par les favours de commerce et de métagation. — 13. Car de Bicco. Esta d'autres par les favours de commerce et de métagation. — 13. Car de Bicco. 15. Trantait. — 15. Trainment des Commercia. — 17. Métable déserteurs — 18. Principanté de Niscaco comprise dans le Traité. — 19. Extensión de Tratis à tous flux d'altensad qui sociéera au Zoll-terred. — 20. Durée de

Traité. — 21. Ratifications.

ARTICLE SÉPARÉ.

472

Modification d'enturelle des discositions de l'article 3. — Réserve poor les ports si-

tués aux embonchures des fleuves depuis l'Elbe jusqu'à l'Escaux.

ECHANGE de LETTRES . , Turin, 12 juillet et 1<sup>er</sup> décembre 4850 VII 382 relatives à l'abolition des droits diffèré : iels entre la Sardnigne et le Zollvererin (en français).

Lettre du Ministre Sarde.

Notification de la loi du 6 juillet 1850. — Cessation de la réserve de l'article

5 du Traité da 23 juin 1845.

Lettre du Représentant Allemand. Assurance de la cenation de la réserve susmentionnée.

Roi de Sardaione et les États du Zoll-verein (en français).

> SOMMAIRE. Préambule. — Art. 1. Pacifités douanières accordées par le Zollverein à la Sardaigne. — 2. Facilités douanières accordées par la Sardaigne au Zollverein. — 3. Réserve de preadre des mesures propres à favoriser une ligne de chemins de fer. — 4. Durée de la Convention. — 5. Ratifications.

> > ZURICH (V. Suisse).



Moy 932733

